



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

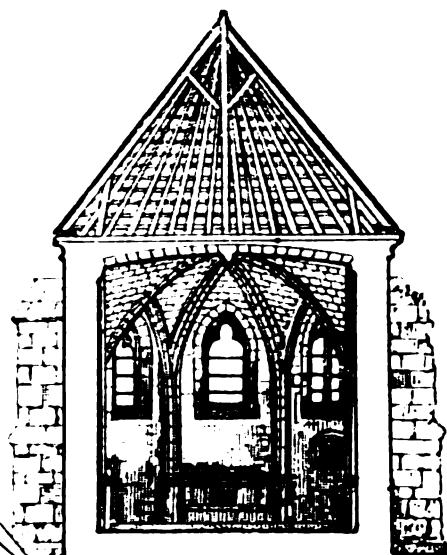
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

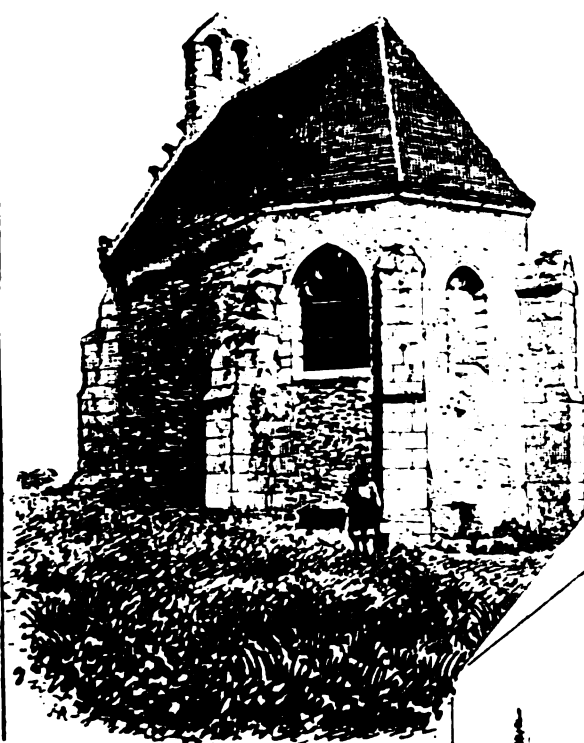
MANOIR DE
COURBOYER.

[ORNE]

CHAPELLE FIN XV^E SIÈCLE

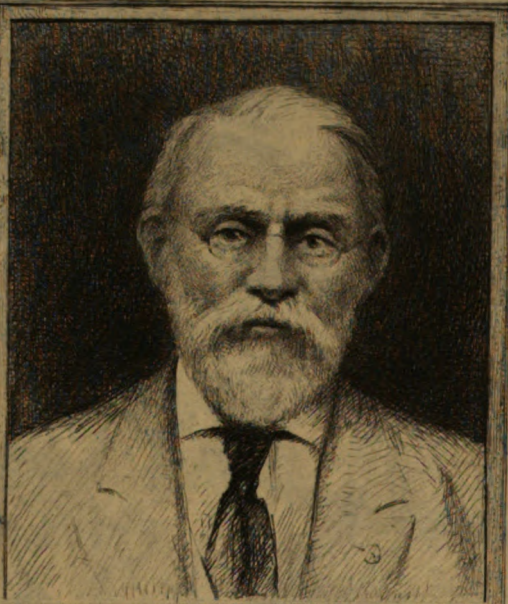


ÉTAT ACTUEL
D'APRÈS LES RELIEFS
DE MICHAËL ARCH
4 PARIS.



*Bulletin de la Société historique
et archéologique de l'Orne*

Société historique et archéologique de l'Orne



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1914 March 1930

DC
b11
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

SOCIÉTÉ
HISTORIQUE
ET
ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TOME XXVI — ~~Premier Bulletin~~

Publication Trimestrielle



ALENÇON

IMPRIMERIE ALENÇONNAISE, 11, RUE DES MARCHERIES

1907

Running
High
12-8-26
13613

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

Siège de la Société : ALENÇON, Maison d'Ozé, place de Lamagdelaine

Membres du Bureau ⁽¹⁾

Président : M. HENRI TOURNOUER (1908)

MM.

<i>Vice-Présidents.....</i>	{	l'Abbé DUMAINE (1908) WILFRID CHALLEMEL (1908) Le Vicomte du MOTÉY (1909) ALBERT CHOLLET (1909)
-----------------------------	---	--

Secrétaire général : Le Baron JULES DES ROTOURS (1909)

Secrétaire : l'Abbé LETACQ (1910)

Secrétaire-adjoint : l'Abbé DESVAUX (1909)

Trésorier : GILBERT (1908)

Archiviste-Bibliothécaire : l'Abbé RICHER (1909)

Bibliothécaire-adjoint : l'Abbé LETACQ (1910)

Bibliothécaire honoraire : LE NEUF DE NEUFVILLE

Comité de Publication

MM. LOUIS DUVAL (1908)

PAUL ROMET (1908)

H. TOMERET (1909)

J. LÉBOUCHER (1909)

REYNOLD DESCOUTURES (1910)

Comte DE SOUANCÉ (1910)

(1) La date qui suit chaque nom indique l'année d'expiration du mandat des Membres du Bureau et du Comité de publication.

Membres Titulaires ⁽¹⁾

MM.

- * ADIGARD (Pierre), avocat, député, membre du Conseil général de l'Orne, à Domfront, et à Paris, 4, rue Chomel (viii^e). — 1884.
ALLARD DU CHOLLET (le comte Maurice), A 62, à Paris, 114 bis, boulevard Malesherbes (xviii^e). — 1896.
- * ANDLAU (M^{me} la Comtesse d'), château de Voré, par Regmard, et 4, rue de Marignan, Paris (viii^e). — 1900.
- * ANTERROCHES (Henri d'), château des Yveteaux (Orne), et 64, boulevard Malesherbes, Paris (viii^e). — 1902.
- ARROU (M^{me} Joseph), 9, rue Bayard, Paris (viii^e), et château de la Gatine, par Villiers-sous-Mortagne. — 1902.
- ** AUDIFFRET-PASQUIER (le duc d'), château de Sassy, par Mortrée (Orne), et à Paris, 118, avenue des Champs-Élysées (viii^e). — 1906.
- AVELINE (César-Prosper), avoué, membre du Conseil d'arrondissement, maire d'Alençon, rue du Jeudi, 33. — 1884.
- * BANSARD DES BOIS (A.) A 63, député, membre du Conseil général de l'Orne, maire de Bellême, à Bellême, et à Paris, 16, rue de Marignan (viii^e). — 1900.
- * BARIJLET (Louis), artiste-peintre 3, rue Vercingétorix, Paris (xiv^e), et 28, rue du Pont-Neuf, Alençon. — 1903.
- BARON (Auguste), instituteur, à la Ferrière-au-Doyen. — 1904.
- BEAU (Amédée), ancien député, notaire honoraire, château de Tubœuf, par Chandai (Orne), et à Paris, 3, rue Keppler (xvi^e). — 1882.
- ** BEAU (Ferdinand), ancien officier de cavalerie, château de Tubœuf, par Chandai (Orne), et à Paris, 38, rue Marbeuf (viii^e). — 1900.
- ** BEAUCHESNE (le marquis ADELSTAN DE), vice-président de la *Société Historique et Archéologique du Maine*, château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe), château de Lassay (Mayenne), et à Paris, 8, avenue Marceau (viii^e). — 1883.
- * BEAUDOUIN (le Docteur Frédéric), 35, rue du Château, à Alençon. — 1905.

(1) Les noms des Membres titulaires de la Commission des Monuments Ornaux sont précédés d'un astérisque ; ceux des Membres fondateurs, de deux astérisques. La date qui figure à la suite de chaque nom est celle de l'année de l'admission des Membres dans la Société.

MM.

- * BEAUGÉ (l'abbé), curé de Saint-Laurent-de-Séez. — 1901.
- BEAUREGARD (DE), château d'Aché, par Alençon. — 1881.
- * BEAUREGARD (Roger DE), château d'Aché, par Alençon. — 1903.
- BENARD (M^{lles}), Grande-Rue, à Mortagne (Orne). — 1904.
- BERNIER (l'abbé), chanoine honoraire de Meaux, docteur ès-lettres, supérieur de l'école Saint-Apais, à Melun (Seine-et-Marne). — 1886.
- BESNIER (Georges), archiviste-paléographe, archiviste du Calvados, ancien archiviste de la Meuse et de l'Eure. — 1902.
- * BEUDIN (l'abbé), curé de Laleu, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1893.
- * BIDARD-HUBERDIÈRE (le docteur), ✠, château de la Bérardièrre, par Saint-Bômer (Orne), et à Paris, 9, rue de Suresnes (VIII^e). — 1882.
- BIGNON (l'abbé), curé de Berd'huis (Orne). — 1900.
- BIGOT-PONT-MESNIL (M^{lle} Amédée), 9, rue Basse-des-Promenades, à Alençon. — 1904.
- BISSON, propriétaire, à Sainte-Marie-la-Robert, par Carrouges (Orne). — 1905.
- BLAIZOT (P.), juge au Tribunal Civil, 14, rue du Neufbourg, à Vire. — 1900.
- BLANZAY (le comte DE), château de la Tanière, par Tessé-la-Madeleine (Orne), et à Paris, 75, rue Saint-Jacques (V^e). — 1892.
- BLIN (l'abbé N.-J.-B.), chanoine titulaire, aumônier de la Miséricorde, membre de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, à Séez. — 1882.
- * BOISSEY (l'abbé), curé de Beauchêne (Orne). — 1889.
- BOISSIÈRE (A.), château du Gast, à Tanville (Orne). — 1905.
- BONNEVAL (le vicomte Bernard DE), château de Vimer, par Vimoutiers (Orne), et à Paris, 24, avenue d'Antin (VIII^e). — 1905.
- BOULLÉ (l'abbé), professeur au Petit Séminaire, Sées. — 1905.
- * BOURNISIEN (Jean), à Bellême, et à Paris, 41, rue de Saint-Pétersbourg (VIII^e). — 1900.
- * BOURNISIEN (M^{me} Jean), mêmes adresses. — 1901.
- BRARD, avocat, à Alençon, 15, rue d'Avesgo. — 1893.
- BRÉBISSON (DE), château des Forges, par Longny, et 17, rue de Flore, au Mans. — 1906.
- * BRICON (l'abbé P.), bibliothécaire au Grand-Séminaire de Séez. — 1900.
- * BROU (le vicomte Hervé DE), château des Feugerets, par Bellême (Orne), et à Paris, 15, rue Las-Cases (VII^e). — 1882.

MM.

- * BROCHARD (Henri), avocat à Domfront. — 1905.
BROGLIE (le prince DE), château de Cui, par Argentan. — 1906.
- * BRUST (Constant), propriétaire à Laleu, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1886.
BUGUET (Mgr), curé de La Chapelle-Montligeon (Orne). — 1907.
BUNOUST l'abbé, chanoine honoraire, curé-doyen de Flers (Orne). — 1895.
- CACHET (le docteur A.), membre du conseil d'arrondissement, député de l'Orne, à Domfront (Orne), et à Paris, villa Scheffer, 12 (xvi^e). — 1884.
- * CAIX DE CHAULIEU (M^{me} la baronne Camille DE), château des Ostieux, par les Yveteaux, et à Paris, 26, rue Marbeuf (viii^e). — 1903.
- * CAIX DE CHAULIEU (M^{me} la baronne Gérard DE), château de Bernay, par Ecouché, et à Paris, 1, rue Beaujon (viii^e). — 1903.
- * CANIVET (M^{me} Auguste), château de Chambois (Orne), et à Paris, 11, boulevard Magenta (x^e). — 1883.
- * CARDON, instituteur en retraite, à Exmes. — 1903.
CARLET, à Paris, 245, rue de Belleville (xix^e). — 1905.
- * CATTOIS (l'abbé), chanoine honoraire, curé-archiprêtre de la Cathédrale de Sées. — 1900.
- * CHALLEMEL (Wilfrid), A. 63, rue Hautevie, à La Ferté-Macé (Orne). — 1882.
CHAMPAGNE (M^{me} la marquise DE), château de Mesnil-Jean, par Putanges (Orne), et à Paris, 25, rue de la Ville-l'Evêque (viii^e). — 1882.
- * CHAPPOTIN (M^{me} DE), à Saint-Santin, Bellême (Orne), et à Paris, 86, rue du Bac (vii^e). — 1900.
CHARENCEY (le comte DE), membre du Conseil général de l'Orne, château de Champthierry, par Saint-Maurice-les-Charencey (Orne), et à Paris, 72, rue de l'Université (vii^e). — 1882.
- CHARPENTIER, aux Requêtes, en Valframbert, par Alençon. — 1907.
- CHARTIER (Henry), avocat, à Mortagne. — 1885.
- CHENNEVIÈRES-POINTEL (le marquis DE), conservateur au Musée du Louvre, professeur à l'Ecole du Louvre, à Paris, 36, boulevard Raspail (vii^e). — 1882.
- CHESNES (M^{me} Henri DES), château du Mesnil, par Nonant-le-Pin, et à Paris, 35, rue Barbet-de-Jouy (viii^e). — 1893.
- * CHOLLET (Albert), docteur en droit, juge de paix, à Exmes (Orne). — 1890.

MM.

- CONTADES (le marquis DE), château de Saint-Maurice-du-Désert, par La Ferté-Macé, et château de Montgeoffroy, par Mazé (Maine-et-Loire). — 1900.
- * CORBIÈRE (Henri), maire de Nonant, président de la Société départementale d'agriculture de l'Orne, château de Nonant-le-Pin. — 1901.
- CORNEVILLE (A.), maire de Saint-Victor-de-Reno, 16, rue des Marcheries, Alençon. -- 1905.
- COURCIVAL (le marquis DE), *, château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe), et à Paris, 46, rue de Bellechasse (VII^e). — 1887.
- * COUSIN, à Domfront, Grande-Rue. — 1903.
- CRESTE (Georges), docteur en droit, trésorier de la *Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, à Paris, 33, rue Vaneau (VII^e), et à Mortagne. — 1902.
- DAREL (l'abbé Charles), professeur à Saint-François de Sales, 20, rue Labillardière, à Alençon. — 1900.
- * DARPENTIGNY, greffier de la justice de paix, à Putanges (Orne). — 1882
- * DAUGER (le vicomte Guy), secrétaire de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, château du Jardin, par Putanges (Orne). — 1903.
- DAUPELEY (Paul), imprimeur, 33, rue Gouverneur, à Nogent-le-Rotrou. — 1900.
- DAVID (l'abbé), curé-doyen de Briouze (Orne). — 1900.
- * DESCOUTURES (Reynold), ancien greffier du Tribunal de commerce, à Alençon, 42, rue de l'Ecusson. — 1882.
- * DESMONTS (l'abbé), curé de Saint-Georges-des-Groseilliers, par Flers (Orne). — 1900.
- * DESVAUX (l'abbé), curé de Damigny (Orne). — 1883.
- * DIGUÈRES (Christian DES), château de Ménil-Glaise, par Ecouché. — 1903.
- * DU BUISSON (Emile), à Longny. — 1904.
- DULAU, à Londres, 37, Soho-Square. -- 1887.
- * DUMAINE (l'abbé L.-V.), vicaire général, président de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, à Sées, 15, rue des Cordeliers. — 1882.
- DUPONT (l'abbé Joseph), chanoine honoraire, 20, rue Labillardière, à Alençon. -- 1886.
- DUPONT (l'abbé Alexandre), curé de la Trinité-des-Laitiers, par Gacé (Orne). — 1899.
- * DUPRAY DE LA MAHÉRIE (Lucien), membre du Conseil général de l'Orne, maire de Pervençères, château de la Ferrière, par Pervençères (Orne). — 1899.

MM.

- DUPUY (l'abbé), chanoine honoraire, ancien aumônier du Lycée, à Alençon, 7, rue de l'Ecole. — 1882.
- DURAND (Auguste), maire de Magny-le-Désert, par la Ferté-Macé (Orne). — 1896.
- * DUVAL (Frédéric), archiviste-paléographe, archiviste de la ville de Saint-Denis, secrétaire de la rédaction de la *Revue des Questions historiques*, 59, boulevard Pasteur, Paris (xv^e). — 1900.
- * DUVAL (Louis), I. , archiviste du département de l'Orne, ancien archiviste du département de la Creuse, inspecteur des Archives communales et hospitalières, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, à Alençon, 47, rue Cazault. — 1882.
- EDOUARD (le Révérend Père) LECORNEY, archiviste général des mineurs-capucins, à Rome, 71, via Boncompagni. — 1889.
- FARCY (Paul DE), vice-président de la Commission historique de la Mayenne, à Château-Gontier, rue de la Poste (Mayenne). — 1882.
- FLAUX (M^{lle}), château des Hayes, par la Carneille (Orne).
- FLEURY (Gabriel), A. , imprimeur, 28, place de la République, à Mamers (Sarthe). — 1891.
- * FORTINIÈRE (Paul HOMMEY DE LA), juge au Tribunal civil, à Alençon, 2, rue Odolant-Desnos. — 1882.
- FOUCAULT (Albert), avocat à la Cour d'Appel, château du Tertre, par Bellême (Orne), et à Paris, 10, rue de Copenhague (viii^e). — 1905.
- * FOULON (Eugène), architecte, à Laigle (Orne). — 1892.
- * FRANCE DE TERSANT (André DE), à Paris, 11, rue des Pyramides (i^{re}), et à Sannois (Seine-et-Oise). — 1898.
- * FRANCE DE TERSANT (Urbain DE), à Séez. — 1903.
- * FRÉVILLE DE LORME (comte Marcel DE), , conseiller référendaire à la Cour des comptes, château de Livet, par Beaufai (Orne), et à Paris, 12, rue Cassette (vi^e). — 1901.
- * FRILEUZE (DE), 11, rue des Promenades, à Alençon. — 1901.
- * FROTÉ (le marquis DE), château de Couterne (Orne), et à Paris, 24, rue Barbet-de-Jouy (vii^e). — 1901.
- GALPIN (Gaston), député, membre du Conseil général de la Sarthe, château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe), et à Paris, 61, rue la Boétie (viii^e). — 1882.
- GARIN (Paul), château d'Avoise, Radon, par Alençon et à Paris, 34, avenue d'Eylau (xvi^e). — 1903.
- GASTÉ (Maurice DE), château de la Genevraye, par le Merlerault (Orne), et à Paris, 6, rue Georges-Bizet (xvi^e). — 1900.
- * GATRY (l'abbé), curé de Macé, par Séez. — 1890.

MM.

GERMAIN-LACOUR (Joseph), maire de Moulins-sur-Orne, à Cuigny, par Argentan, et à Paris, 78, rue d'Anjou (viii^e). — 1890.

* GIBERT (Emmanuel DE), château d'Echauffour (Orne). — 1902.

* GILBERT (A.), chef comptable divisionnaire en retraite aux chemins de fer de l'Ouest, à Alençon, 81, rue des Tisons. — 1896.

* GILLET (Charles), membre du Conseil d'arrondissement, château de Dompierre, par Champsecret (Orne), et à Paris, 8, rue de Lévis (xvii^e). — 1903.

GIRARD (l'abbé), vicaire général, à Séez. — 1883.

GOBILLOT (René), négociant, 2, boulevard Saint-Jean, Châlons-sur-Marne (Marne), et à Mauves (Orne). — 1904.

* GOBLET (l'abbé F.), curé de Saint-Jean-de-la-Forêt, par Nocé. — 1900.

* GODET (l'abbé), curé du Pas-Saint-Lhomer, par Moutiers-au-Perche (Orne). — 1882.

GOMOND (E.), ancien professeur agrégé au Lycée, président honoraire de la Société d'Horticulture de l'Orne, à Alençon, 22, rue Candie. — 1897.

* GOUGEON (l'abbé Daniel), curé des Tourailles, par la Carneille (Orne). — 1903.

* GOURDEL (l'abbé), curé de Saint-Hilaire-de-Briouze (Orne). — 1893.

* GOYET (Félix), relieur, 4, rue de la Halle-aux-Toiles, à Alençon. — 1904.

* GRENTE (l'abbé Georges), ancien élève de l'école des Carmes, docteur ès-lettres, directeur du collège diocésain, à Saint-Lô. — 1903.

* GUERCHAIS (l'abbé), vicaire, à Mortagne. — 1903.

* GUÉRIN (l'abbé R.), chanoine prébendé, aumônier du Monastère de Sainte-Claire, à Alençon, 5, rue de la Demi-Lune. — 1886.

GUÉRIN (l'abbé Ambroise), curé de Saint-Pierre de Montsort, à Alençon. — 1902.

* GUESDON (l'abbé), chanoine titulaire, à Séez. — 1891.

GUESNON (A.), membre de la *Société Historique du Pas-de-Calais*, correspondant honoraire du ministère de l'Instruction publique, 93, rue du Bac, à Paris. — 1904.

* GUILLET (l'abbé), à la Chapelle-Montligeon. — 1904.

* GUILLOCHIM (V.), avoué près le Tribunal civil, 5, rue de l'Orne, à Argentan. — 1901.

* GUILLOUARD (Jean), professeur à la Faculté de droit de l'Institut Catholique de Paris, 3, rue Saint-Simon, à Paris (vii^e). — 1903.

MM.

GUILLOUARD (Louis), avocat, professeur à la Faculté de Droit de Caen, correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques pour la section de législation, à Caen, 9, rue des Cordeliers. — 1882.

HAREL (Paul), à Echauffour (Orne). — 1883.

* HAVAS (l'abbé), curé-doyen de Saint-Léonard d'Alençon, 10, rue des Marais, à Alençon. — 1904.

* HOMMEY (le docteur Joseph), A. , médecin de l'hôpital de Sées. — 1897.

HOMMEY (Léon), , ancien membre du conseil municipal, à Alençon, 5, rue de l'Ecole. — 1882.

HUBERT (Joseph), notaire, à Sées, rue Billy. — 1906.

HULOT (Paul), architecte, diplômé par le Gouvernement, 27, rue Singer Paris (xvi^e). — 1905.

* JAMET (l'abbé A.), curé de Guerquesalles, par Vimoutiers. — 1899.

JOSSE (l'abbé), chanoine titulaire, chapelain de l'Immaculée-Conception, chanoine honoraire, à Sées. — 1882.

JOUSSELIN DE SAINT-HILAIRE (Maurice), ingénieur des Constructions civiles, 108, rue de Rennes, à Paris (vi^e), et à Alençon, 10, rue de Bretagne. — 1902.

JOUVIN (Henri), 47, avenue Bosquet, à Paris (vii^e). — 1902.

* LA BRETÈCHE (A. DU MOULIN DE), à Argentan, 17, rue des Vieilles-Halles. 1883.

* LACROIX (Fernand), ingénieur des Arts et Manufactures, 47, rue du Ranelagh, à Paris (xvi^e). — 1904.

* LAHAYE (J.), propriétaire, 28, rue Cazault, Alençon. — 1904.

LANDE (l'abbé), économe à Saint-François de Sales, à Alençon, 20, rue Labillardière. — 1896.

LAPORTE, ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne, 20. — 1883.

LA SERRE (ROGER-BARBIER DE), , conseiller référendaire à la Cour des Comptes, château du Houssay, par Moulins-la-Marche (Orne), et 25, rue de Grenelle, à Paris (vii^e). — 1901.

LA SERRE (l'abbé DE), professeur au Grand Séminaire de Paris, château du Houssay, par Moulins-la-Marche (Orne), et à Paris, au Grand Séminaire. — 1904.

* LASSAUSSAYE (M^{lle}), à Echauffour. — 1904.

* LEBOUCHER (J.), ancien pharmacien, conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société d'Horticulture de l'Orne, premier adjoint au maire d'Alençon, 118, rue du Mans, à Alençon. — 1901.

MM.

- LEBRETON (l'abbé J.), chanoine titulaire, ancien vicaire général, à Séez. — 1882.
- LECHEVREL (Joseph), licencié ès-lettres, à Saint-Paul, près Flers. — 1904.
- LECLÈRE (Adhémar), résident de France à Kratié (Cambodge). — 1894.
- LECŒUR, pharmacien, lauréat des Hautes Etudes, à Vimoutiers (Orne). — 1896.
- LECOINTRE (M^{me} Eugène), 11, rue Saint-Blaise, à Alençon et château de l'Isle, par Alençon. — 1903.
- LECOINTRE (Georges), à Alençon, 4, rue Jullien. — 1890.
- LE COMTE (Ernest), ✱, membre du Conseil général de la Sarthe, château de Montigny, par la Fresnaye-sous-Chédouet (Sarthe), et à Paris, 124, rue de Provence (viii^e). — 1883.
- * LE FAVERAIS, avocat général, à Amiens. — 1903.
- LEFÉBURE (Léon), ✱, ancien député, membre de l'Institut, château de Ronfeugeray, par Athis (Orne), à Orbey (Alsace) et à Paris, 36, avenue Marceau (viii^e). — 1890.
- LÉGER (Louis), à Paris, 8, rue Le Peletier (ix^e). — 1899.
- * LEGUERNAY (F.), ✱, A. ❷, vice-président du Conseil général de l'Orne, président de la Société d'Horticulture de l'Orne, route de Sées, 1, à Alençon. — 1903.
- LE HARDY (Gaston), secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, château de Billy, Rots, par Bretteville-l'Orgueilleuse (Calvados), et à Caen, 9, rue des Cordeliers. — 1882.
- * LEMAITRE (l'abbé), chanoine titulaire, à Sées. — 1886.
- ** LE MAROIS (le comte), château de Lonray, par Alençon, et à Paris, 59, rue Saint-Dominique (vii^e). — 1893.
- * LEMARQUANT, I. ❷, ✱, rédacteur au Ministère de l'Intérieur, à Paris, 11, rue des Feuillantines (v^e). — 1883.
- LEMONNIER (l'abbé), chanoine honoraire, archiprêtre de Notre-Dame, à Alençon, 17, rue du Bercail. — 1900.
- LE MONNIER (Romain), publiciste, à Flers. — 1903.
- * LE NEUF DE NEUFVILLE (M.), I. ❷, président honoraire du Tribunal Civil d'Alençon, bibliothécaire honoraire de la *Société historique et archéologique de l'Orne*, à Alençon, 3, rue du Parc. — 1882.
- * LEPRÊTRE (Félix), avocat, 1, rue de l'Ecole, à Alençon. — 1903.
- * LEROY (Paul), quincaillier, à La Carneille (Orne). — 1904.
- LESSART, maire de Saint-Siméon (Orne), à Alençon, 5, place Saint-Léonard. — 1892.

MM.

- * LETACQ (l'abbé), aumônier des Petites Sœurs des Pauvres, à Alençon, 151 *bis*, rue du Mans. — 1887.
- LEVAÏN (Charles), à Caorches, par Bernay (Eure). -- 1882.
- * LE VAVASSEUR (M^{me} Gustave), château de la Lande-de-Lougé, par les Yveteaux (Orne). -- 1896.
- LÉVEILLÉ (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du Petit-Séminaire de La Ferté-Macé (Orne). — 1886.
- * LE VENEUR DE TILLIÈRES (M^{me} la comtesse), château de Carrouges (Orne), château de Trégaret, par Sixt (Ille-et-Vilaine), et à Paris, 89, faubourg St-Honoré (viii^e).—1904.
- LÉVIS-MIREPOIX (le comte DE), député, château de Chèreperrine (Orne), par Mamers (Sarthe), à Alençon, 41, rue du Cours, et à Paris, 121, rue de Lille (vi^e). --- 1889.
- * LOISEAU (l'abbé F.), curé de La Chapelle-Souëf, par Bellême (Orne). — 1905.
- LORILLEUX (Pierre), à Chantecoq, Puteaux (Seine). — 1906.
- LORMEAU (l'abbé), licencié ès-sciences mathématiques, docteur en droit, professeur au Petit Séminaire de Sées. — 1905
- LOUTREUIL, manufacturier, à Moscou, 17, Pretchialenka, maison de la princesse Galitzin. — 1887.
- LOUWARD (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur de l'École Saint-François de Sales, à Alençon, 20, rue Labillardière. -- 1904.
- * LOUVEL (Marcel), 110, rue Saint-Martin, à Argentan. — 1894.
- * LUDRE-FROLOIS (le marquis de), membre du Conseil général de l'Orne, maire de Longny, château de Longny, et à Paris, 4, square du Bois-de-Boulogne (xii^e). -- 1906.
- MACAIRE, I. , chef de division honoraire à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, 10, rue de la Demi-Lune. — 1882.
- * MACKAU (le baron DE), , I. , député, membre du Conseil général de l'Orne, château de Vimer, par Vimoutiers (Orne), et à Paris, 22, avenue d'Antin (viii^e). --- 1882.
- * MALLET (l'abbé), chanoine honoraire, ancien professeur d'archéologie au Petit Séminaire de Sées, membre de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, à Alençon, 99, rue des Tisons. -- 1882.
- MALLET, à Condé-sur-Sarthe, par Alençon. — 1907.
- * MALLEVOUE (Fernand DE), , A. , à Paris, 22, rue de Verneuil (vii^e), et manoir de Saint-Germain-d'Aulnay, par le Sap (Orne). -- 1896.
- MARAIS (Paul), I. , archiviste-paléographe, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Mazarine, à Paris, 23, quai Conti (vi^e). -- 1882.
- MARCÈRE (Emile DES HAYES DE), G.-C. , sénateur inamovible, ancien ministre, au Logis, Messei (Orne), et à Paris, 23, rue Montaigne (viii^e). — 1882.

MM.

- * MARGARITIS (Raoul), agent de change près la Bourse de Paris, à Versailles, 105, boulevard de la Reine et château de la Gâtine, par Villiers-sous-Mortagne. - 1899.
- MARGARITIS (Pierre), 105, boulevard de la Reine, Versailles. 1902.
- MARTIN DU GARD (Roger), archiviste-paléographe, 1, rue du Printemps, Paris (xvii^e). - 1905.
- MARY (l'abbé), curé de Saint-Georges-d'Annebecq, par Rânes (Orne). - 1893.
- * MAUTÉ (le docteur A.), médecin des Hôpitaux, 9, rue de Monceau, Paris (viii^e), et à Verrières, par Berd'huis (Orne). - 1901.
- * MÉLIAND (l'abbé), curé de Villers-en-Ouche (Orne). — 1898.
- MESNIL (l'abbé), curé de Vingt-Hanaps. -- 1905.
- * MÉZEN (Albert), architecte, à Alençon, 29, boulevard Lenoir-Dufresne. — 1900.
- MILLET (M^{me}), 7, rue Basse-des-Promenades, Alençon. — 1904.
- MONTEBAULT (Léon), ancien magistrat, à Domfront. - - 1901.
- * MOTEY (le vicomte RENAULT DU), C. , G. O. , avocat, docteur en droit, membre du *Conseil Héraldique de France* et de l'*Association des Chevaliers Pontificaux*, à Alençon, 44, rue Saint-Blaise. -- 1884.
- MOULINET, avocat, à Argentan (Orne). - 1902.
- NANTEUIL (le baron Amaury DE LA BARRE DE), château de La Chevalerie, Hautéclair, par Arçonnay (Sarthe). -- 1897.
- NANTEUIL (le vicomte Emmanuel DE LA BARRE DE), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, 1, à Alençon. 1899.
- * NOBIS (Charles), au Val-Saint-Bômer (Orne), et à Paris, 21, Villa d'Alésia (xiv^e). 1904.
- * NORMAND (Charles), architecte diplômé par le Gouvernement, président et fondateur de la *Société des Amis des Monuments Parisiens*, 98, rue de Miromesnil, Paris. — 1904.
- OLIVIER (l'abbé), vicaire de Bazoches - en - Houlme. -- 1899.
- PATOU (Urbain), avocat, à la Fosse-Avrilli, par Domfront. -- 1882.
- PAYSANT (l'abbé), curé du Mesnil-Gondouin, par Putanges (Orne). — 1905.
- * PELLETIER (Victor), maire de Condé-sur-Huisne. -- 1900.
- PIERRE (l'abbé I.), deuxième vicaire à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 39, boulevard Saint-Germain, Paris (v^e). — 1902.

MM.

- * **PIERREY** (Maurice), château de La Guyardière, en la Haute-Chapelle, et à Paris, 76, rue de la Faisanderie (xvr^e). — 1903.
- * **PORCHER** (Jacques), 100, rue de Rennes, Paris, et Le Clos-André, à Gacé (Orne). — 1901.
- PORQUET** (Eugène), O. ✱, sénateur, membre du Conseil général de l'Orne, château de Blanche-Lande, par Mortrée (Orne), et à Paris, 23, rue Galilée (xvi^e). — 1882.
- * **PREMPAIN** (Charles), architecte, à Sées. — 1882.
- * **PRINGAULT** (Raoul), agent-voyer en retraite, à Écouché (Orne). — 1900.
- * **PRODHOMME** (le docteur), maire de Putanges. — 1903.
- * **REGNIER** (Louis), A. ☞, à Evreux, 9, rue du Meilet. — 1890.
- RIBOUX** (l'abbé A.), curé de Ste-Marie-la-Robert (Orne). — 1904.
- * **RICHER** (l'abbé A.), aumônier de la Providence, à Alençon, 15, rue du Pont-Neuf. — 1882.
- * **RIVIÈRE** (Albert), ✱, ancien magistrat, château de la Gatine, par Villiers-sous-Mortagne (Orne), et à Paris, 52, rue d'Amsterdam (ix^e). — 1900.
- ROBERT** (l'abbé H.), curé de Norinandel, par Tourouvre (Orne). — 1899.
- ROBET** (M^{lle}), château de Maleffre, par Alençon. — 1906.
- * **ROCHER** (le docteur), rue des Cordeliers, à Sées. — 1904.
- * **RÆDERER** (le comte), ✱, membre du Conseil général de l'Orne, château de Bois-Roussel, par Essai, et 5, rue Freycinet, Paris (xvi^e). — 1903.
- * **ROGER** (M^{me} Georges), à Planches, par Sainte-Gauburge. — 1904.
- ROMANET** (le vicomte Olivier DE), ✱, archiviste-paléographe, fondateur des Documents sur la province du Perche, président de la Société Percheronne d'histoire et d'archéologie, château des Guillels, par Mortagne. — 1882.
- ROMET** (M^{me} Paul), 24, rue du Pont-Neuf, à Alençon. — 1907.
- ** **ROMET** (Paul), membre du Conseil général, vice-président de la Société d'Horticulture de l'Orne, à Alençon, 24, rue du Pont-Neuf, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne). — 1887.
- * **ROMET** (M^{me} Charles), à Alençon, 34, rue du Jeudi. — 1903.
- ** **ROMET** (Charles), membre du Conseil d'arrondissement, à Alençon, 34, rue du Jeudi. — 1893.
- * **ROTOURS** (le baron Jules ANGOT DES), A. ☞, membre de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, maire des Rotours, château des Rotours, par Putanges (Orne), et à Paris, 35, rue Washington (viii^e). — 1886.

MM.

- ROTOURS** (André ANGOT DES), château des Rotours, par Putanges (Orne), et à Paris, 9, avenue de Villars (vii^e) — 1906.
- ROULLEAUX-DUGAGE** (le baron Henry), château de Livonnière, à Rouellé, par Domfront, et à Paris, 5 *bis*, rue de Berri (viii^e). — 1897.
- * **SAINTE-PREUVE** (M^{me} la baronne DE), château de Boisbulant, par Alençon. — 1890.
- SAINT-PIERRE** (Henri DE GROSOURDY, marquis DE), conseiller référendaire honoraire à la Cour des Comptes, président de l'*Union Bas-Normande et Percheronne*, membre du Conseil général de l'Orne, château de la Vente, par le Bourg-Saint-Léonard (Orne), et 25, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1902.
- SALZE** (Edmond), à Paris, 134, rue Mouffetard (v^e). — 1885.
- * **SARS** (le vicomte Albert DE), membre du Conseil d'arrondissement, château de Bellebranche, par Bouère (Mayenne), (Mayenne), et 31, avenue de Saxe, Paris (vii^e). — 1903.
- * **SAVARY** (Georges), Caissier à la Recette des Finances, à Domfront. — 1901.
- * **SCHALCK DE LA FAVERIE** (M^{me} F.), membre de la *Société des Gens de lettres*, au Val-Nicole, par Domfront, et à Paris, avenue de la Grande-Armée, 83 (xvi^e). — 1882.
- SEMALLÉ** (Comte Robert DE) château de Frebourg, par Mamers (Sarthe), 16 *bis*, avenue Bosquet. Paris (vii^e). — 1905.
- * **SEVRAY** (l'abbé), à Mortrée (Orne). — 1882.
- * **SOUANCÉ** (le comte DE), château de Montdoucet, par Souancé (Eure-et-Loir), et à Alençon, 72, rue Saint-Blaise. — 1887.
- * **SURVILLE** (A.), instituteur, à la Chapelle-Biche, par Flers (Orne). — 1886.
- TABOURIER** (l'abbé), vicaire, à Moulins-la-Marche (Orne). — 1902.
- THOUREAU** (Paul), château des Chaises, par Bellême (Orne), et à Paris, 12, rue de Penthhièvre (viii^e).
- TOMERET** (Hippolyte), I. O, (M. A.), ancien conseiller de préfecture de l'Orne, à Alençon, 19, rue Desgenettes. — 1882.
- ** **TOURNOUER** (Henri), A. O, O. I, archiviste-paléographe, secrétaire d'ambassade honoraire, membre du Conseil général de l'Orne, vice-président de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Nocé (Orne), et à Paris, 5, boulevard Raspail (vii^e). — 1888.

MM.

- * TOURNOUER (M^{me} Henri), château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Nocé (Orne), à Paris, 5, boulevard Raspail (vii^e). — 1900.
- * TOURNOUER (M^{me} Octave), château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Nocé (Orne), et à Paris, 203 *bis*, boulevard Saint-Germain (vii^e). — 1888.
- TRIBOTÉ (l'abbé L.), chanoine honoraire, curé-doyen de Bellême. — 1900.
- * TRIGER (Robert), docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, président de la *Société historique et archéologique du Maine*, aux Talvasières, près Le Mans, et au Mans, 5, rue de l'Ancien-Evêché. — 1882.
- TRIPIED (l'abbé F.), curé-doyen de Nocé. — 1900.
- TURGEON (Charles), professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit, de l'Université de Rennes, 21, boulevard Sévigné, à Rennes. — 1883.
- UBALD D'ALENÇON (le R. P.), 11, passage Stanislas, Paris (vi^e). — 1903.
- * VAUCELLES (le comte Jules DE), membre du Conseil général de l'Orne, château de Lignou, par Briouze (Orne), et à Paris, 18, rue de Marignan (viii^e). — 1892.
- * VÉREL (Charles), A. 6, à Nonant-le-Pin (Orne).
- * VIGAN (Victor DE), à Bellême, et château de la Renardière, par Bellême (Orne). — 1900.
- VIGNERAL (le vicomte de), 16, rue Edmond-Valentin, Paris (viii^e), et château de Ri, par Putanges (Orne). — 1906.
- * VIMARD (Achille), château des Tourailles, par la Carneille (Orne), et 12, place Rougemare, Rouen (Seine-Inférieure). — 1904.
- * VOISIN (Etienne), château de la Gâtine, par Villiers-sous-Mortagne, et à Paris, 67, rue d'Amsterdam (viii^e). — 1900.
- * VOISIN (Félix), O. ✱, membre de l'Institut, doyen de la Cour de Cassation, ancien député, ancien préfet de police, château de la Gâtine, par Villiers-sous-Mortagne, et à Paris, 11 *bis*, rue de Milan (ix^e). — 1899.
- * VOISIN (André), 16, rue Séguier, à Paris (vi^e), et château de la Fuye, La Suze (Sarthe). — 1904.

Sociétés Savantes et Établissements Publics

Auxquels la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*
adresse ses Publications et ses Correspondances.

- Alençon. — Archives départementales de l'Orne.
Alençon. — Bibliothèque publique.
Angers. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
Angoulême. — Société Archéologique et Historique de la
Charente.
Argentan. — Bibliothèque publique.
Arles. — Le Vieil Arles.
Avranches. — Société d'Archéologie d'Avranches et Mortain.
Bernay. — Société libre d'Agriculture, etc., de l'Eure (section
de Bernay).
Caen. — Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres
et Arts.
Caen. — Société des Beaux-Arts.
Caen. — Société des Antiquaires de Normandie.
Caen. — Société Linnéenne de Normandie.
Caen. — Comité des Assises de Caumont, 28, rue de Geôle.
Chartres. — Société Archéologique d'Eure-et-Loir.
Châteaudun (Eure-et-Loir). — Société Dunoise.
Compiègne. — Société française d'Archéologie.
Guéret. — Société des Sciences Naturelles et Archéologiques
de la Creuse.
La Flèche. — Les Annales Fléchoises.
Laval. — Commission Historique et Archéologique de la
Mayenne.
Le Mans. — Société Historique et Archéologique du Maine.
Le Mans. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la
Sarthe.
Mortagne. — Société percheronne d'Histoire et d'Archéologie.
Nantes. — Société Archéologique.
Paris. — Ministère de l'Instruction publique (Direction de
l'Enseignement supérieur, 5^e Bureau). — (6 exemplaires).
Paris. — Bibliothèque Nationale.
Paris. — Bibliothèque de la Sorbonne.
Paris. — Bulletin de l'Union Bas-Normande et Percheronne.
Paris. — Comité des travaux historiques et des Sociétés
savantes.

- Paris. — Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 17, rue de la Sorbonne.
Paris. — Revue des Questions Historiques.
Paris. — Revue Mabillon.
Poitiers. — Société des Antiquaires de l'Ouest.
Quimper. — Bulletin de la Commission diocésaine de Quimper et de Léon (Finistère).
Rochechouart. — Société des Amis des Sciences de Rochechouart (Haute-Vienne).
Rouen. — Société de l'Histoire de Normandie.
Rouen. — Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure.
Saint-Dié. — Société Philomatique Vosgienne.
Saint-Malo. — Société Historique et Archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo.
Toulouse. — Société Archéologique du Midi de la France.
Tours. — Société Archéologique de la Touraine.
Vannes. — Société Polymathique du Morbihan.
Versailles. — L'Art Sacré.
Vierzon (Cher). — Société des Antiquaires du Centre.
Abbaye de Ligugé, Chevetogne, par Leignan, Province de Namur, Belgique.

Sociétés Étrangères

- Albany. — Université de l'Etat de New-York.
Bruxelles. — Analecta Bollandiana, 14, rue des Ursulines.
Costa-Rica (Amérique Centrale). — Muséo Nacional.
Neuchâtel (Suisse). — Société Neuchâteloise de Géographie.
Rio-de-Janeiro. — Muséo Nacional.
Stockholm (Suède). — Académie Royale des Belles-Lettres, de l'Histoire et des Antiquités.
Washington. — Smithsonian Institution.
-

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 4 Octobre 1906

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président.

La séance est ouverte à 2 heures.

Présents : MM. DE BRÉBISSON, l'abbé DESVAUX, Louis DUVAL, DE FRANCE, GILBERT, l'abbé HAVAS, l'abbé LETACQ, MACAIRE, l'abbé RICHER, Paul ROMET, Baron DES ROTOURS, TOMERET.

Excusés : M^{me} la Baronne DE SAINTE-PREUVE, MM. le Vicomte DAUGER, l'abbé DUMAINE, l'abbé GUERCHAIS, LEBOUCHER, André DES ROTOURS, Marquis DE SAINT-PIERRE.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le Président fait connaître les membres nouveaux :

MM. DE BRÉBISSON, présenté par MM. Tournoüer et le baron des Rotours ;

Le Prince DE BROGLIE, château de Cuy, par Argentan, par le Vicomte Dauger et M. Tournoüer ;

THOUREAU, château des Chaises, par Bellême, par MM. Tournoüer et Bournisien ;

Pierre LORILLEUX, à Puteaux, par MM. Margaritis et Tournoüer. .

Ces présentations sont d'autant mieux accueillies que la mort a fait de nouveaux vides dans la Société, et depuis notre dernière séance nous avons à déplorer la perte de deux de nos collègues des plus distingués et des plus sympathiques :

M. le Comte DE VIGNERAL, officier de la Légion d'honneur, directeur de l'Association normande, ancien Conseiller général de l'Orne, décédé le 5 septembre ;

Et M. CANIVET, officier d'Académie, maire de Chambois, Conseiller général pour le canton de Trun, décédé le 1^{er} octobre.

M. le Président assistera aux obsèques de M. Canivet, qui auront lieu demain ; il y représentera la Société et prononcera un discours.

M. de Brébisson, qui a connu très intimement M. Canivet, voudra bien nous donner sa notice biographique ; on demandera à M. de la Bretèche de se charger de celle de M. de Vignerai.

M. le Président nous entretient de l'excursion de la Société, dans le Perche, et de la séance tenue à Bellême ; l'une et l'autre ont été très brillantes et très goûtées ; jamais le nombre des excursionnistes n'avait été aussi grand ; il a atteint le chiffre de 72.

Communication d'une lettre de M. de Beauchesne, actuellement à l'île de Wight, racontant quelques excursions faites en compagnie d'un bénédictin, dom Guilloreau, et donnant des notes sur la famille d'Orglandes, originaire de notre pays ; les documents qu'il a recueillis pourront lui fournir le sujet d'un article.

M. de Brébisson nous promet également un article sur le château de Carabillon, près Falaise.

L'ordre du jour appelle notre attention sur le bail passé avec la municipalité, en vertu duquel nous pouvons occuper deux pièces à partir du 1^{er} octobre dernier ; le déménagement du local où nous sommes installés et l'aménagement des deux appartements nouveaux devant se faire à nos frais, M. le Président est d'avis, avec l'Assemblée, de solliciter la générosité de nos membres ; par suite de l'état assez précaire de nos finances, il nous serait, en effet, assez difficile de faire face à ces dépenses extraordinaires. M. le Président enverra prochainement une circulaire à ce sujet, et il en profitera pour demander aux amateurs les objets qui pourraient figurer dans notre Musée.

On nomme une Commission pour s'occuper du déménage-

ment et de l'installation de notre Bibliothèque ; elle se compose de MM. Macaire, l'abbé Richer, Paul Romet et Tomeret.

On lève la séance à 3 heures 1/2 et la Société va visiter la maison d'Ozé. On constate que les deux salles ne sont pas encore prêtes à nous recevoir ; M. le Président en informera M. le Maire, et nous avons lieu d'espérer que notre prochaine séance se tiendra à la maison d'Ozé.

Le secrétaire, A.-L. LETACQ.

Séance du 4 Décembre 1906

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président.

La séance est ouverte à 2 heures.

Présents : M^{me} la Baronne DE SAINTE-PREUVE, MM. DESCOUTURES, DUPRAY DE LA MAHERIE, LOUIS DUVAL, DE FRANCE, GILBERT, GOMOND, l'abbé LETACQ, l'abbé MÉLIAND, l'abbé MESNIL, Vicomte DU MOTÉY, l'abbé RICHER, PAUL ROMET, Comte DE SOUANCÉ, TOMERET.

Excusés : MM. l'abbé DESVAUX et le Comte LE MAROIS.

Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

Sont présentées pour faire partie de la Société :

M^{me} CANIVET, château de Chambois, par le Marquis de Saint-Pierre et M. Tournouer,

M^{lle} ROBET, institutrice au château de Malèfre, par Alençon, par M^{me} la Baronne de Sainte-Preuve et M. l'abbé Letacq.

M. le Président nous fait part de la mort de deux de nos collègues, M. Gustave DAUPELEY, de Nogent-le-Rotrou, et M. Louis PRINGAUT, d'Alençon ; il rappelle l'accueil bienveillant fait à la Société par M. Daupeley lors de notre dernière excursion dans le Perche, et les services rendus à l'histoire du pays par

ses nombreuses publications ; le souvenir en sera consacré dans notre Bulletin et M. de Souancé veut bien se charger de la note biographique.

La Société académique de Cherbourg demande l'échange ; adopté.

M. Tomeret accepte de rédiger la notice de M. De Broise, qu'il a connu intimement.

M. de Brébisson promet un article sur l'*Ex-libris* de Monseigneur Turgot, évêque de Sées, et demande des notes sur le château et la paroisse d'Aubry-en-Exmes.

M. de Souancé prépare un article sur une famille alençonnaise, les du Mesnil, qui prendra place dans un de nos prochains fascicules.

M. l'abbé Mesnil annonce un mémoire sur l'histoire de la forêt d'Ecouves, pour faire suite aux articles qu'il a récemment publiés dans notre Bulletin ; il indique dans le cimetière de Vingt-Hanaps un sarcophage que M. Frank, de la Sorbonne, rapporte à l'époque mérovingienne.

M. Louis Duval annonce la découverte faite à Tourouvre d'une médaille de Lucile, fille de Lucius Verus, femme de Marc Aurèle.

M. le Président fait connaître que la souscription pour l'aménagement des salles de la maison d'Ozé a atteint le chiffre de 916 francs, et remercie les membres qui ont donné si généreusement. Il espère que sur ses instances la restauration des appartements sera très prochainement terminée et que nous pourrions y tenir la première séance de l'année 1907.

M. Tomeret demande qu'avant de les occuper, un état de lieux soit dressé par un membre de la Société, de concert avec un conseiller municipal ou un architecte désigné par la municipalité.

La séance est levée à 3 heures 1/2 ; une visite à la maison d'Ozé faite de suite après cette séance nous permet de constater

que la salle du premier est complètement restaurée et prête à nous recevoir.

Le Secrétaire, A.-L. LETACQ.

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ

1^o *Individuelles :*

DUPONT (l'abbé A.), *Au Pays d'Ouche. La Gatine-Sarot-en-Touquettes*. Flers-de-l'Orne, Imp. Frécour, 24, rue Jules-Gévelot, 1907, in-8°, 7 p.

A.-L. LETACQ, *Liste des Characées observées dans le canton de Saint-Paterne (Sarthe). — Notes zoologiques sur la forêt de Perseigne*, Le Mans, Monnoyer, 1906, in-8°, 9 p. — Extrait du *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*.

OLIVIER (l'abbé H.), *Les principaux parasites de nos Lichens français*, Le Mans, Monnoyer, 1906, in-8°, 100 p.

Extrait du *Bulletin de Géographie botanique*.

A. SURVILLE, *Un octroi à Flers en 1759*, Flers, imp. Follope, 1905, in-8°, 4 p.

H. TOURNOUER, *Silhouettes bellêmoises*. Discours prononcé à la séance de la Société historique et archéologique de l'Orne, tenue à Bellême le 30 août 1906. Alençon, imp. Alençonnaise, 1907, in-8°, 26 p. — Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*.

2^o *Périodiques :*

La Croix de l'Orne (hebdomadaire).

L'Indépendant de l'Orne (hebdomadaire).

Le Semeur, Bulletin paroissial de Saint-Jean-de-la-Forêt et de Saint-Aubin-des-Grois (trimestriel).

Le Clocher de Saint-Laurent (bimensuel).

Les Annales de Notre-Dame-de-la-Paix, Beauchesne (mensuel).

Heures nouvelles imprimées par ordre de Mgr l'Evêque de Sées, MDCCLXII. (Don de M. Tournouer).

Almanach de l'Orne pour 1907. — Alençon, imp. Lecoq et Mathorel.

Bulletin de la Société polymatique du Morbihan, Mémoires, 1905.

Société normande de Géographie, Janvier-Mars, Avril-Juin 1906.

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1905, XXIX^e vol.

Revue des Questions historiques, 41^e année, septembre-octobre 1906.

Revue des Questions historiques, 1^{er} octobre 1906.

Bulletin et Mémoire de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, t. XXXV.

Bulletin trimestriel de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. XII, 3^e fascicule, 1906.

Bulletin de la Société des Amis « Le Vieil Arles » juillet 1906.

Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, 2^e série, t. XXII, 1906.

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique et Historique de la Charente, 1904-1905.

Bulletin de la Société percheronne d'Histoire et d'Archéologie, 15 juillet et 15 octobre 1906.

Documents sur la province du Perche, juillet 1906.

Bulletin de la Société archéologique de la Touraine, 1^{er} et 2^e semestre 1906.

L'Archigimnasio, Bulletino della Biblioteca comunale di Bologna, Anno I, num. 4.

Analecta Bollandiana, t. XXV, fasc. III.

Analecta Bollandiana, t. XXV, fascicule IV.

Anales del Museo Nacional de Mexico, t. III, n^{os} 6 et 7.

Anales del Museo Nacional de Mexico, t. III, n^o 9.



EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE

DANS

LE PERCHE

Bien que la Société historique et archéologique de l'Orne eût déjà visité en 1900 les cantons de Rémalard, Nocé et Bellême, elle avait décidé de refaire à nouveau cette excursion en modifiant un peu son itinéraire. La séance publique, au lieu d'être, comme il y a six ans, à Rémalard, était fixée dans une des trois capitales du Perche, l'ancienne et pittoresque ville de Bellême.

L'itinéraire était en général un peu au sud de celui de 1900, mais on avait trouvé dans ce dernier de si vastes horizons, des manoirs si curieux, des églises si intéressantes et aussi une hospitalité si gracieuse que certains points ne pouvaient être laissés de côté et nous attiraient invinciblement.

PREMIÈRE JOURNÉE (Mardi 28 Août)

Le 28 août donc, devant l'hôtel Saint-Louis, à Bellême, dès 8 heures du matin, une soixantaine d'archéologues, mêlés de quelques amateurs, prenaient d'assaut les deux immenses chars à bancs qui formaient le principal corps de l'expédition. Quelques voitures de moindre importance s'étaient

jointes à nous et même. ô anachronisme ! plusieurs automobiles conduisaient des amateurs des siècles passés.

A huit heures et demie nous disons à Bellême au revoir pour le surlendemain et nous mettons le cap au nord-est sur la forêt de Bellême.

Voici le **château du Tertre**, charmante habitation du xvii^e siècle, dont le parc dessiné par Le Nôtre a vu les ébats d'un de nos vieux historiens du Perche, Gilles Bry, s^r de la Clergerie. C'est dans cette demeure, en effet, qu'est né l'auteur, en 1620, de l'*Histoire des Pays et Comté du Perche et Duché d'Alençon*, qui devint avocat en la Cour du Parlement.

Les Bry, qui portaient d'azur à trois trèfles d'or, 2 et 1, sieurs de la Clergerie, du Tertre, de la Bellandrie, d'Arcy, possédaient ce domaine dès le xv^e siècle. François, fils de Gilles, fut lieutenant particulier, civil et criminel au bailliage du Perche et garde des sceaux de la Chatellenie de Bellême.

Au début du xix^e siècle, le Tertre appartenait au comte Abrial, ministre de la Justice sous le Directoire et le Consulat (1).

Mais bientôt nous traversons une pointe de la forêt de Bellême aux majestueux ombrages.

Quelques femmes, installées en groupe au pied des grands arbres, interrompent un instant la fabrication de leur filet pour nous regarder passer. Leur présence nous indique la sortie de la forêt et en effet se montre aussitôt à nos yeux le clocher de **Saint-Ouen-de-la-Cour**.

Le village est modeste ; il ne compte que 118 habitants, mais il est joliment situé sur la lisière des grands bois et doit surtout son renom aux fouilles entreprises il y a quarante ans environ.

M. Tournouer nous en conte l'histoire dans le jardin du presbytère où le curé du lieu, M. l'abbé Deshayes, nous reçoit de la façon la plus cordiale :

« M. le Dr Jousset qui consacra, comme on le sait, une partie de son existence à recueillir les souvenirs de la région de Bellême et à les consigner dans un nombre considérable de

(1) Voir les pages consacrées aux Bry, par M. Tournouer, dans les « Silhouettes Bellémoises » publiées à la suite de ce compte rendu.

petites brochures aujourd'hui fort recherchées et rares, eut l'heureuse pensée de noter les découvertes faites à Saint-Ouen-de-la-Cour à la suite des fouilles entreprises en 1867, sur la demande du gouvernement.

« On avait, en effet, remarqué qu'en un certain champ de Saint-Ouen, appelé le champ des Ouches et situé derrière le presbytère, une ligne, toujours la même, restait inféconde, alors que les bordures latérales donnaient les meilleurs résultats. De plus on avait trouvé sur ce terrain des scories de fer, des fragments de briques rouges et de poteries variées de toutes formes, rouges ou grises et décorées qui ne laissaient aucun doute sur la présence en ce lieu d'un établissement romain quelconque.

« Des fouilles furent donc entreprises et la pioche mit à découvert une portion de voie de quatre mètres allant du nord au sud, côtoyée par deux murs, dont les fondations étaient par assises, en pierres plates, sans mortier. Parallèlement aux fondations se voyait un aqueduc de 20 centimètres d'ouverture, constitué par un béton fort dur fait de fragments de scories mêlées au ciment.

« On était en présence d'une importante voie romaine, de celle, comme l'a établi plus tard M. l'abbé Barret, qui partait de la Chaise-Dieu près Laigle pour aboutir à Bellême en passant par Chandai, Notre-Dame d'Aspres, Lignerolles, Mortagne, Corbon et Saint-Ouen et se continuait après Bellême sur la Chapelle-Souëf et Saint-Germain-de-la-Coudre. A Saint-Ouen venait se raccorder une autre voie arrivant de Sées par le Mesle, la Gravelle, Bellavilliers et Eperrais.

« Mais Saint-Ouen n'était pas seulement le passage d'une voie importante à l'époque romaine. C'était encore le lieu, sans aucun doute, d'un établissement vaste comme en témoigne les nombreux fragments de toutes sortes rencontrés même en dehors du bourg actuel sur une longue étendue. De générations en générations les habitants de Saint-Ouen se répètent le nom de *Bois Géant*, comme celui de l'antique cité, nom qui avait été inspiré par les arbres géants de la forêt. Ceci est de la légende avec peut-être une part de vérité quant à l'existence d'une ancienne vaste agglomération. Des fouilles méthodiquement conduites, malheureusement presque

impossibles à tenter, confirmeraient seules cette supposition. Nous devons donc nous borner à enregistrer ces intéressantes découvertes et à souhaiter que, du moins dans ce champ des Ouches, les recherches soient reprises et leurs résultats consignés avec plus de précision.

« Ajoutons aux trouvailles, un fragment de meule, des ossements de côtés et d'autres, une amphore de 70 centimètres d'élévation, à anses, sans compter les innombrables restes qui furent de nouveau enfouis après avoir été mis à jour.

« Il importait à notre Société de ne pas passer à Saint-Ouen sans insister sur l'intérêt énorme que présente toute cette partie de la région percheronne quant à l'occupation romaine. A Mauves, en effet, à Corbon surtout, à Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, dans la forêt même où se retrouvent de vieux camps, pour ne citer que les environs, et plus loin encore à Mézières, près Tourouvre, à la Simonnière, près Mortagne, ou à Céton, à l'autre extrémité, les mêmes constatations ont été faites, souvent plus évidentes qu'ici encore. Puissions-nous un jour, avec le concours de notre vaillante jeune sœur, la Société percheronne d'histoire et d'archéologie, qui nous a d'ailleurs déjà donné en ce sens un bel exemple d'initiative et d'action (1), entreprendre ces fouilles dont nous parlions tout à l'heure et certainement avec de sérieuses chances de succès. »

Après ces explications, M. le Curé de Saint-Ouen fait passer sous nos yeux les plus anciens registres de l'état-civil de la paroisse, remontant au xvii^e siècle, où l'un de ses prédécesseurs, M. l'abbé Boulay, a relaté les faits les plus frappants de son ministère, en notes des plus curieuses. On y lit, en effet, ces passages :

1741. - « En cette année j'ai fait faire la table de Communion, n'y en ayant point dans notre église, elle a coûté toute placée et ferrée, 50 livres, j'ai fait faire deux chandeliers de fer pour mettre deux gros cierges en souche dans le chœur de l'église. J'ay blanchy moi-même notre église avec tous les

(1) Cette Société a pu suivre, en effet, les fouilles effectuées à la Simonnière, en Villiers-sous-Mortagne et assurer la conservation au Musée, créé par elle à Mortagne, d'importants fragments de mosaïque et de nombreux fragments de poteries et d'hypocauste qui attestent la présence en ce lieu d'un vaste établissement romain.

saints qui y sont, en aiant très besoin ; il y avait une ceinture d'armoirie au dedans qui en faisait l'enceinte jusque dans la sacristie où les armes de M. de Palmaroux ou plutôt celles de ses prédécesseurs, seigneurs, y étaient dessinés en grand blason ; j'effacé tout et je rendy mon église *blanche comme lait*, ce qui fit beaucoup murmurer le procureur fiscal dudit Palmaroux, me menaçant de me faire un nouveau procès, mes habitants lui reportant ce qu'ils croyaient lui faire plaisir et me déclarer tacitement la guerre, mais tout cela n'eut aucun effet et on m'a laissé tranquille.

1742. -- « Sécheresse et épidémie à Bellavilliers. Le cidre vaut 60 l. la pipe.

1743. — « La seigneurie de Saint-Ouen est vendue à un gentilhomme de Moutiers, M. de Boulié pour 24.000 livres. Il est employé à la C^e des Indes et succède à M. de Palmaroux dont le curé est heureux d'être délivré.

« La mort a enlevé beaucoup de curés dans ce canton, ce qui n'a pas fait de peine aux vicaires.

1745, 28 mai. — « Ont été conduits processionnellement à Saint-Hilaire-des-Noyers, par nous curé, les habitants de Saint-Ouen-de-la-Cour, cy après désignés, pour y recevoir le sacrement de confirmation par Monseigneur Néel de Christot, notre évêque de Sées, qui confirma dans les avenues du bois de M. le Comte de Chaumont, susdite paroisse de Saint-Hilaire ».

(Suivent les noms de 152 confirmés).

Si le curé badigeonneur dut encourir les reproches de ses habitants, il eût assurément passé un plus mauvais quart d'heure encore s'il se fût trouvé à notre passage à Saint-Ouen, mais cet aveu naïf l'absout aux yeux des archéologues qui ne peuvent voir aujourd'hui, dans ces transformations regrettables, qu'un excès de zèle et de propreté.

L'église d'ailleurs est moderne ; elle a remplacé désavantageusement une construction romaine, remaniée au xvi^e siècle.

A peu de distance du bourg se trouve une source d'une grande limpidité, nommée *Fontaine de Marie d'Espagne*, épouse de Charles II le Magnanime, comte du Perche de 1325 à 1346. Cette princesse affectionnait particulièrement sa rési-

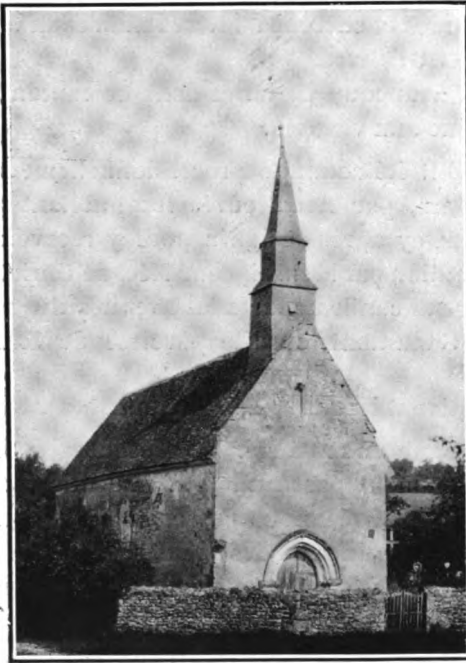
dence de Bellême et, dans ses promenades fréquentes en forêt, venait, dit-on, se désaltérer à cette source.

La clôture du presbytère est formée de *buis* remarquables, vieux, dit-on, de deux cents ans. Nous les admirons.

La paroisse de Saint-Ouen doit s'honorer d'avoir eu pour enfant M. l'abbé Fourmy, vicaire général de Sées, qui y naquit en 1822. Il fut doyen de Briouze et archiprêtre de Domfront, et mourut le 3 février 1898.

La Seigneurie appartient longtemps à la famille du Portail, qui y possédait, entre autres fiefs, ceux du Chêne et d'Aspremont. En furent aussi Seigneurs, aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles : MM. de Palmaroux et de Boulié.

Au manoir du Chêne, qui appartient à M^{me} des Diguères, reste, du *xvii^e* siècle, un pavillon avec tour.



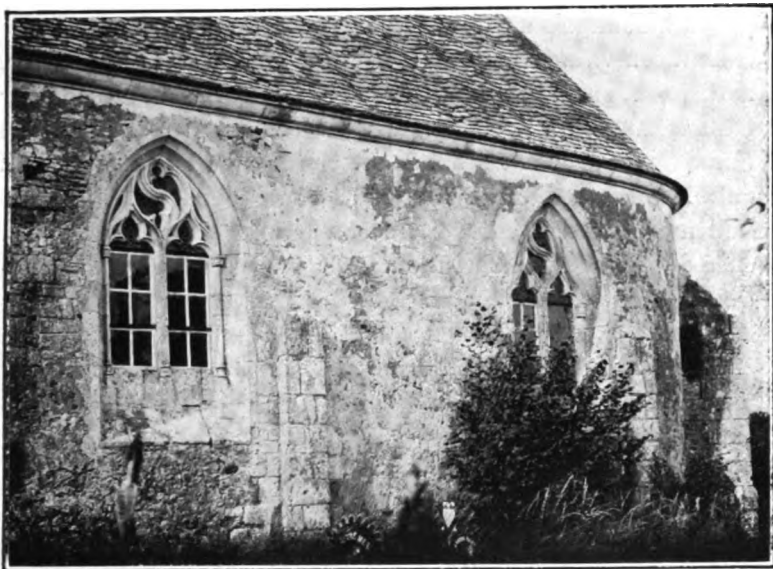
Eglise de Courthioust. — Cliché de M. Tournouer.

Nous remon-
tons en voiture
et au sortir de
Saint-Ouen, nous
prenons à droite
la route de Colo-
nard, l'une des
plus accidentées
de la région. Par
une pente escar-
pée, que nous
gravissons, bien
entendu, à pied,
nous arrivons au
sommet **d'As-
premont** ou des
Bruyères (263 m.)
Panorama très
étendu. A l'horiz-
on, Mortagne,

sans sa tour, hélas ! A droite, la forêt de Reno, qui abrite la Chapelle-Montligeon ; Mauves, dans la vallée. A gauche, au loin, le Mesle-sur-Sarthe ; plus loin encore, la forêt d'Ecou-

ves ; au premier plan, la forêt de Bellême et Saint-Ouen. A peu de distance, le château de Landres, dans un massif de verdure (1).

Un plateau assez sauvage de bois et de bruyères succède, et nous voici sur l'autre versant abrupt de la colline, descendant sur Courthioust, où M. l'abbé Massard, curé de Colonard, nous reçoit.



Eglise de Courthioust. — Cliché de M. Tournouer.

Courthioust, vieux petit village bien réduit, bien pauvre, dans une vallée profonde et pittoresque, est rattaché pour le culte et pour le civil à Colonard. L'église, que les habitants ont grand peine à réparer, témoigne par sa vétusté de la misère du lieu. Elle mérite pourtant conservation. Romane dans son ensemble, si de larges baies ont été percées au ^{xv}^e siècle, elle garde la trace de ses fenêtres et de ses contreforts primitifs, et l'« opus spicatum » se découvre encore à

(1) L'habitation de la famille de la Jonquière qui l'eut de M. Dureau de la Malle.

l'abside. Portail roman, à arc brisé, surmonté d'un écusson. Amorce de porche (1).

A l'intérieur, nef simple, trois autels, retable du ^{xviii}^e siècle, orné d'écussons à armoiries. Tableau de l'Assomption, « quêté par Louis Meusnier et Marie Blondeau, en 1657 ». Vitrail avec blason, daté de 1604. Saints curieux.

Le parrain de la cloche fut, vers 1864, Jules Patu de Saint-Vincent, auquel sont dues les « Vues pittoresques du Perche ».

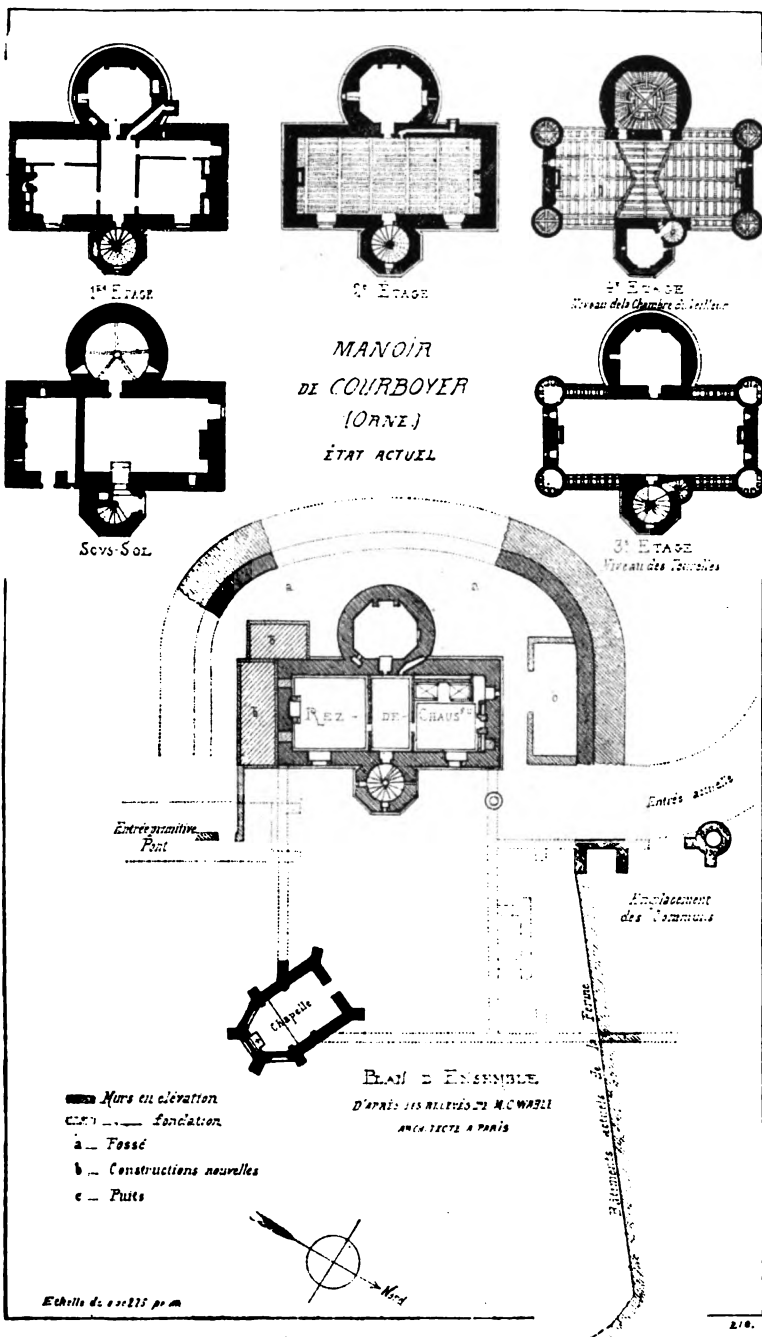
Nouvelle ascension à pic, et brusquement un nouvel horizon paraît à deux pas de **Colonard**.

L'ancien village de Colonard (*curtis Leonardi*), dont l'église a disparu, existe encore sur la route de Saint-Maurice-sur-Huisne, à 2 kilomètres du bourg du Buisson, qui en a pris le nom. Ce bourg, admirablement campé sur l'un des points culminants (238 mètres) de la route départementale de Bellême à Regmalard, a été créé par M. l'abbé Letavernier, curé du lieu, qui consacra toutes ses ressources à la construction de l'église, du presbytère et des deux maisons d'écoles. L'inauguration en eut lieu en 1859. L'entreprise était si vaste et si coûteuse que l'admirable prêtre, tout en achevant son œuvre, dut borner ses ambitions. L'église est d'une grande simplicité, et n'est guère à l'abri des intempéries. Il eût fallu des matériaux meilleurs et quelque flèche élégante, en harmonie avec le lieu. Mais c'est une seule intelligence, c'est un grand dévouement qui a relevé le bourg en ruines ; et les vieux paroissiens de Colonard conservent le culte de leur pasteur aimé (2).

(1) L'église de Courthioust (*ecclesia beate Marie de Curthiol*) avait été donnée par Yves de Bellême à Notre-Dame-du-Vieux-Château, à Bellême, en 940. Dans la suite, elle dépendit du prieuré de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, appartenant aux religieux de Marmoutier.

Les seigneurs de Courthioust sont peu connus. On les voit cependant figurer maintes fois dans les actes qui intéressaient le dit prieuré : en 1067, Etienne de Curtiel ; en 1117, Morand et Herbert de Curteol ; en 1124, Geoffroy de Curte Tealdi ; en 1157, Pierre de Cortiel ; en 1167, Guillaume de Curtillo ; en 1276, Amaury de Cortiout ; en 1298, Gervais de Cortiel ; en 1301, Pierre de Courtiel (cartulaire de Marmoutier pour le Perche, publié par M. l'abbé Barret dans les *Documents sur la province du Perche*). A la fin du ^{xvi}^e siècle cette famille subsiste encore, car nous trouvons mention de François de Courthioust, fils de Jacques et de Florentine de Saint-Loup dont la fille, Nicole, épousa René de la Boussardière. — (Bibl. Nat. Nouv. d'Hozier, 62.)

(2) Eloge funèbre de M. Letavernier, par M. l'abbé Lhéréteyre, doyen de





De là, la vue s'étend : d'un côté, par dessus la vallée de l'Huisne, jusqu'à Mortagne ; de l'autre, vers Nogent-le-Rotrou et la Ferté-Bernard. En face, le Mont Cendrou, qui domine le prieuré de Sainte-Gauburge ; à gauche, Préaux et Nocé ; à droite, Saint-Jean-de-la-Forêt et, plus en avant, dans un vallon, Corubert et Saint-Hilaire-des-Noyers.

Ainsi, en l'espace d'une heure, nous avons pu embrasser du regard la plus grande partie du Perche, avec ses mouvements capricieux de terrain, ses longues étendues boisées et ses richesses naturelles. De Mortagne à Nogent, c'est le centre même de la province.

Mais il faut s'arracher à ce splendide panorama. Le soleil, presque au zénith, nous avertit que midi approche. D'ailleurs, la chaleur est accablante et c'est avec un secret espoir de les revoir bientôt de plus près que l'on salue les bois qui nous cachent la demeure hospitalière de notre Président.

Il nous reste à revoir auparavant le manoir si curieux de Courboyer.

Bientôt les voitures s'arrêtent ; un chemin pierreux nous conduit au logis converti en ferme. Mais la plupart des excursionnistes prennent à travers champs pour mieux admirer l'ensemble de cette belle habitation des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles.

Elle a déjà été visitée en détail par la Société lors de sa première excursion en 1900. Nous n'en donnerons donc pas la description que l'on trouvera au Bulletin de la Société (1), dans deux articles fort intéressants dûs à la plume du châtelain de Saint-Hilaire-des-Noyers, qui est là presque chez lui.



Manoir de Courboyer
Cliché de M. de Cénival.

Regmalard (*Semaine catholique de Sées*, 1876, p. 290). M. Letavernier mourut le 26 avril 1876.

(1) Tomes IX, 1890, 465 et XIX, 1900, 341.

Rappelons seulement que Courboyer a appartenu aux maisons de Courboyer, de Pluviers (xvi^e siècle), de Fontenay (xvii^e siècle), de Pilliers (xviii^e siècle), de Barville, sieurs de Nocé (xviii^e siècle), de Mésenge, de Romanet de Beaune (xix^e siècle). C'est aujourd'hui la propriété de M. Guimond (1).

Comme beaucoup des excursionnistes d'aujourd'hui n'étaient pas là il y a six ans, on visite en détail le vieux manoir d'ailleurs conservé en bon état.

La chapelle seule, qui date de 1500, déjà bien triste lors de notre dernière visite, a subi de nouvelles dégradations. Les crevasses des murs se sont élargies, les meneaux des fenêtres manquent en partie. A l'intérieur, c'est plus triste encore, les peintures à fresque ont presque disparu. Un plancher grossier a coupé la chapelle à mi-hauteur ; en haut, du foin ; en bas, des animaux.

Pauvre chapelle, puisses-tu avoir un jour, comme la vieille église de Saint-Hilaire, la chance de rencontrer un ami intelligent qui te rende à ta primitive destination !

Un quart d'heure de voiture au milieu des bois et nos chars, décrivant une courbe savante, viennent nous déposer aux pied du perron, où nous attendent Madame Octave Tournouer, Madame Henri Tournouer et ses enfants.

A leur accueil cordial, nous nous sentons chez nous. Ne sommes-nous pas un peu de la famille ?

A l'excellent déjeuner qui nous attendait dans le salon empire, nous apportons des appétits que le grand air avait aiguisés. Bientôt la reconnaissance du cœur et de l'estomac se traduit par les toasts en vers et en prose que portèrent à Madame Octave Tournouer M. le baron Jules des Rotours, notre distingué secrétaire général, et notre poète Paul Harel, qui furent vigoureusement applaudis.

Toast du Baron des ROTOURS

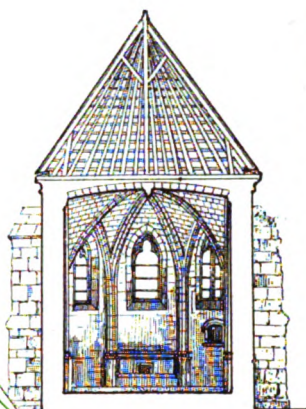
MADAME,

C'est pour moi un honneur très précieux de vous offrir, comme en septembre 1900, au nom des hôtes que la Société historique de l'Orne vous amène, nos hommages profondément reconnaissants.

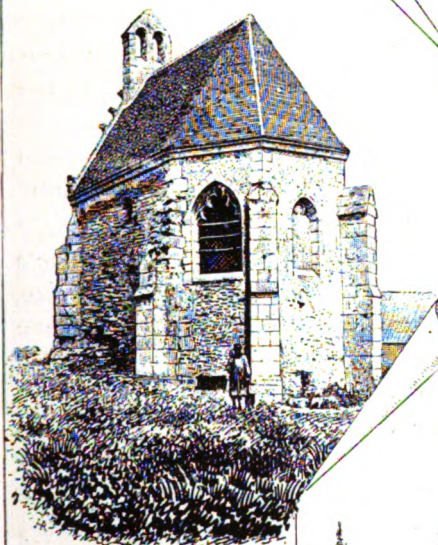
(1) Depuis notre visite, M. Guimond est mort, en novembre dernier. Courboyer reste à sa veuve.

MANOIR DE
COURBOYER.
[ORNE]

CHAPELLE FIN XV^E SIÈCLE



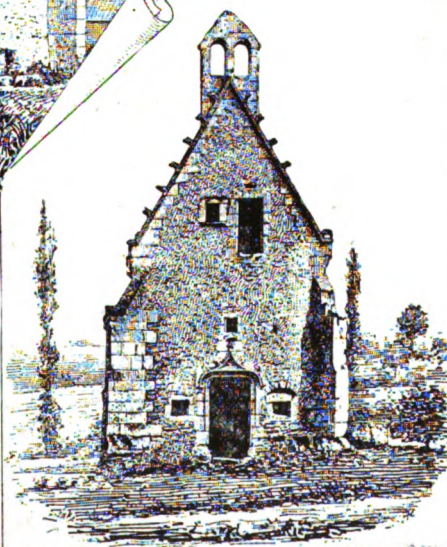
ÉTAT ACTUEL
D'APRÈS LES RELIEVES
DE M^C WABLE ARCH
À PARIS.



4. ABSIDE DE LA
CHAPELLE

5. COUPE TRANSVERSALE

6. FAÇADE PRINCIPALE SUR
LA COUR D'HONNEUR





Nous vous revenons après un assez long circuit. Que de souvenirs pleins de charmes évoque le simple relevé de nos principales étapes — 1900 : Saint-Hilaire, les Feugerets, Bellême, Remalard ; — 1901 : Couterne, La Ferté-Macé inaugurant son nouvel Hôtel de Ville, Domfront, Lonlay ; — 1902 : Château d'O, la Vente-Silly, où vous avez trouvé de quoi renouer la tradition du grand mangeur que fut, dit-on, l'intendant Jullien, Chambois, Exmes, Gacé, Saint-Evrault ; — 1903 : excursion à travers le pays du Houlme, Rânes, La Lande-de-Lougé, Lignou, Briouze, les Tourailles ; — 1904 : Mauves. Longni. la Chartreuse du Val-Dieu, Mortagne ; — 1905 : retour dans le Passais, Bagnoles, Domfront, Dompierre, où nous fûmes si bien reçus, Ambrières, Lassay. — Nous vous revenons plus nombreux encore que la première fois, plus envahissants ; et nous trouvons le même accueil si aimablement et si largement hospitalier.

Nous apprécions comme il convient, Madame, les heures agréables, et j'oserai dire délectables, que vous nous donnez de passer à Saint-Hilaire-des-Noyers ; mais nous vous sommes redevables de bien plus, et il faut me permettre d'élargir mes remerciements.

Lorsqu'un homme fait une sottise, on dit volontiers : Cherchez la femme ; et assez souvent on n'a pas tort. Mais sûrement on a bien plus de chances d'avoir raison lorsque, rencontrant un homme d'élite, on dit : Cherchez la mère. Il est donc juste, Madame, et il nous est très doux, de vous offrir une bonne part de la reconnaissance que nous devons à notre cher Président, sans oublier, n'est-ce pas, celle qui est vraiment, avec son intelligente et constante bonté, son associée dans sa lourde tâche, et que nous saluons tous, bien que nos statuts n'aient pas prévu ce titre, notre très gracieuse présidente.

Toast de M. Paul HAREL

A SAINT-HILAIRE !

Les preux disaient : mille flamberges !
Arrêtons-là nos destriers.
Ce château vaut bien les auberges :
C'est Saint-Hilaire-des-Noyers.

Les gueux disaient aux châtelaines :
Nous buvons comme des noyés
Et nos gourdes sont toujours pleines
A Saint-Hilaire-des-Noyers !

Les fermiers disaient dans les fermes :
Nous avons de si bons loyers
Que l'on paierait deux fois les termes
A Saint-Hilaire-des-Noyers.

L'archéologue dit : j'apporte
Un corps las, des genoux ployés,
Il est temps qu'on me réconforte
A Saint-Hilaire-des-Noyers.

Il mange, boit, bavarde, oublie
Et son autel et ses foyers,
Il voudrait coucher, ô folie !
A Saint-Hilaire-des-Noyers.

Lorsqu'en trinquant on passe l'heure
On a souvent les yeux mouillés.
Au moment de partir on pleure
A Saint-Hilaire-des-Noyers !

Et quand on y boit du Champagne
Messieurs, Mesdames, vous voyez
Comme un rimeur bat la campagne
A Saint-Hilaire-des-Noyers.

Réponse de M. TOURNOUER

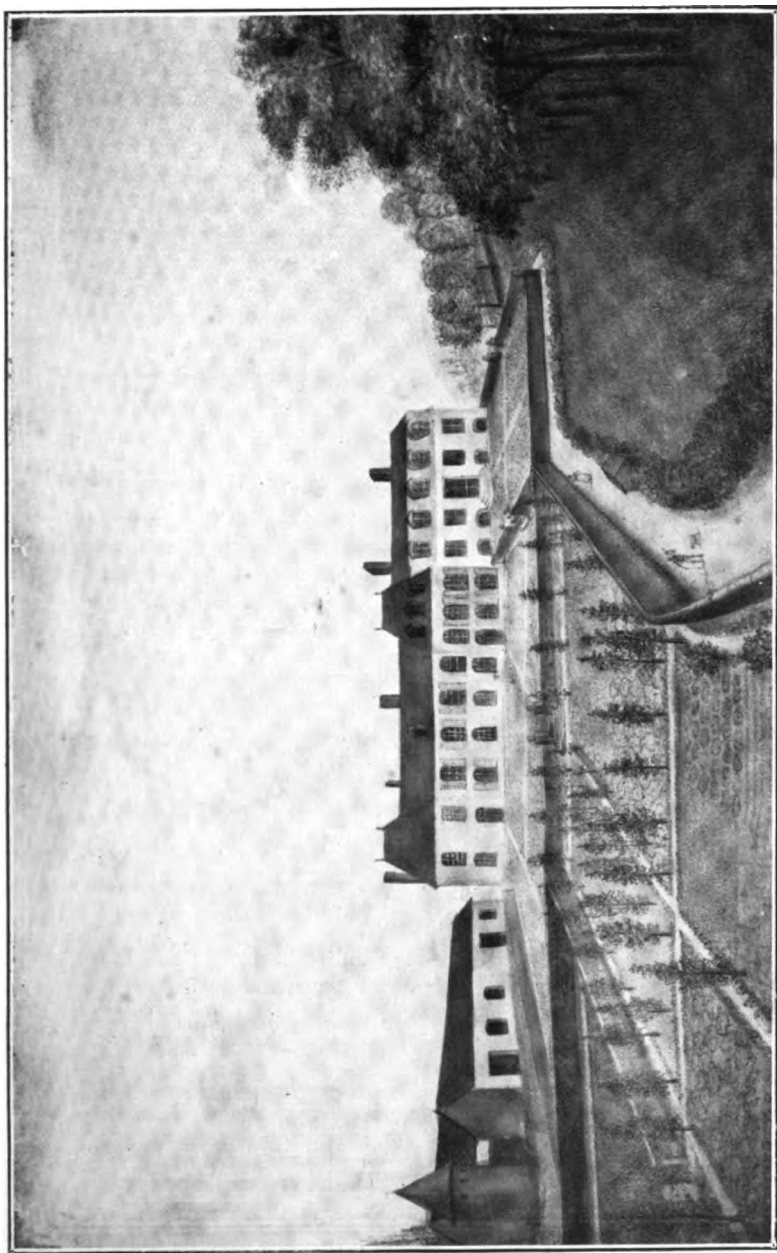
MESDAMES,

MES CHERS CONFRÈRES,

Si d'agréables privilèges sont réservés aux fonctions présidentielles, celui entre autres de vous recevoir si nombreux aujourd'hui à cette table, il est hélas ! une tâche qui lui incombe trop souvent, celle de prendre la parole et de discourir, le verre en main. N'est-il pas, en effet, de perspective plus cruelle au cours d'un banquet que de penser à ce qui sera dit à la fin pour... songer à ce qu'il faudra répondre ?

Mais je me trouve, je dois l'avouer, bien à l'aise en ce moment, pour vous exprimer à tous des sentiments de reconnaissance et d'attachement, considérant cette réunion comme un groupement familial où les discours doivent se transformer en causeries intimes, où les cœurs et les idées sont à l'unisson et où se resserrèrent les liens formés par notre Société.

Vos paroles si affectueuses, mon cher Secrétaire général, m'ont été vivement au cœur. En vous adressant à celle dont la tendresse et la constante sollicitude m'ont conduit vers ces études qui sont une des meilleures jouissances de ma vie, dans ce chemin où j'ai rencontré de si bons compagnons de route, vous avez compris que le bien, quel que faible qu'il soit, réalisé par un fils, doit émaner de la mère, et c'est là un témoignage auquel je ne puis rester insensible. Il ne me surprend pas d'ailleurs de votre part, connaissant et appréciant de longue date votre amitié délicate et fidèle. Je vous en remercie profondément.



Château de Saint-Filire-des-Noyers, état au début du XIX^e siècle, d'après un dessin d'Augustine Desjoberg.



Merci aussi à vous, Membres assidus de nos excursions et Confrères nouveaux, qui venez en si grand nombre prendre part aux rendez-vous annuels avec tant d'entrain, de vaillance et de joyeuse humeur. Lorsqu'il y a sept ans je vous conviais à inaugurer ici même ces visites régionales pour ajouter plus de profit et de vie à nos travaux, j'étais loin de m'attendre au développement qu'elles prendraient et à l'intérêt que vous leur porteriez. C'est à la forte union de notre Association provinciale que ce résultat encourageant est dû. Mais, si tous vous y avez contribué, vous me permettrez, Messieurs, d'adresser de particulières marques de gratitude aujourd'hui aux membres du clergé qui, depuis l'époque de notre fondation à laquelle d'ailleurs ils n'ont pas été étrangers, nous secondent avec tant de zèle et d'intelligence. Notre Bulletin s'est enrichi maintes fois de leurs travaux excellents et toujours nous les avons trouvés auprès de nous, collaborateurs dévoués, donnant le plus bel exemple d'assiduité à nos réunions. Plus que jamais nous devons être honorés de leur présence parmi nous et nous en féliciter, et plus que jamais, j'en suis convaincu, ils trouveront dans nos rangs les ressources et satisfactions intellectuelles dont leur vie trop souvent solitaire a besoin.

En terminant, je lève donc mon verre à leur santé, à notre grande famille provinciale et au poète aimé dont nous saluons toujours les accents avec enthousiasme et fierté.

Après le déjeuner, nous visitons avec le plus grand intérêt le musée que M. Tournoüer a organisé dans la partie la plus ancienne du château. Ce qui frappe à première vue, c'est l'iconographie complète, on peut le dire, de l'abbé de Rancé. Puis des portraits nombreux des évêques de Sées, de Charlotte Corday, et des personnalités de Basse-Normandie et du Perche, une collection de cartes anciennes du pays, de cachets de municipalité depuis la Révolution, d'autographes, etc., etc.

Les archéologues et historiens auraient trouvé là de quoi satisfaire amplement leur curiosité, mais le temps pressait ; il fallait prendre congé de nos hôtes et quitter cette demeure hospitalière.

Ce ne fut pas cependant sans visiter la chapelle, ancienne église du lieu, et entendre l'histoire de la paroisse et de ses seigneurs que notre Président nous traça au cours de la promenade.

Saint-Hilaire-des-Noyers, paroisse avant la Révolution, fut réunie en 1812 à Saint-Jean-de-la-Forêt, puis en 1877 à Colomard. Elle fait partie de la commune de Corubert depuis 1828.

Les seigneuries de Saint-Jean-de-la-Forêt et de Saint-Hilaire-des-Noyers ont appartenu aux Dyebles, alliés aux de Barville, de Nocé (xiv^e et xv^e siècles); à Lancelot de Rosny et à sa petite-fille, Françoise de Billy (xv^e siècle), qui les porta, par son mariage, à la maison des Ligneris. Elles passèrent ensuite aux Petigars de la Guérinière, puis, par alliance, au marquis de Chaumont, ambassadeur de Louis XIV à Siam, et toujours par alliance, aux Picot de Dampierre et du Pré de Saint-Maur (xvii^e et xviii^e siècles), aux de Ménardeau, au baron Thomas des Chesnes et à son petit-fils, le comte Georges de Villers, qui vendit la propriété en 1873.

L'ancien château, dont il ne subsiste plus qu'un pavillon avec tour et une partie centrale (xvi^e et xvii^e siècles), fut reconstruit sur un plan analogue, mais sans style.

La chapelle du château est l'ancienne église du lieu, dont elle a conservé le retable. Des fouilles ont fait découvrir autour, dans l'ancien cimetière, plusieurs débris de poteries romaines, des ossements et une Vierge et l'Enfant-Jésus, de l'époque de Louis XIII, enfouie sans doute au moment de la Révolution.

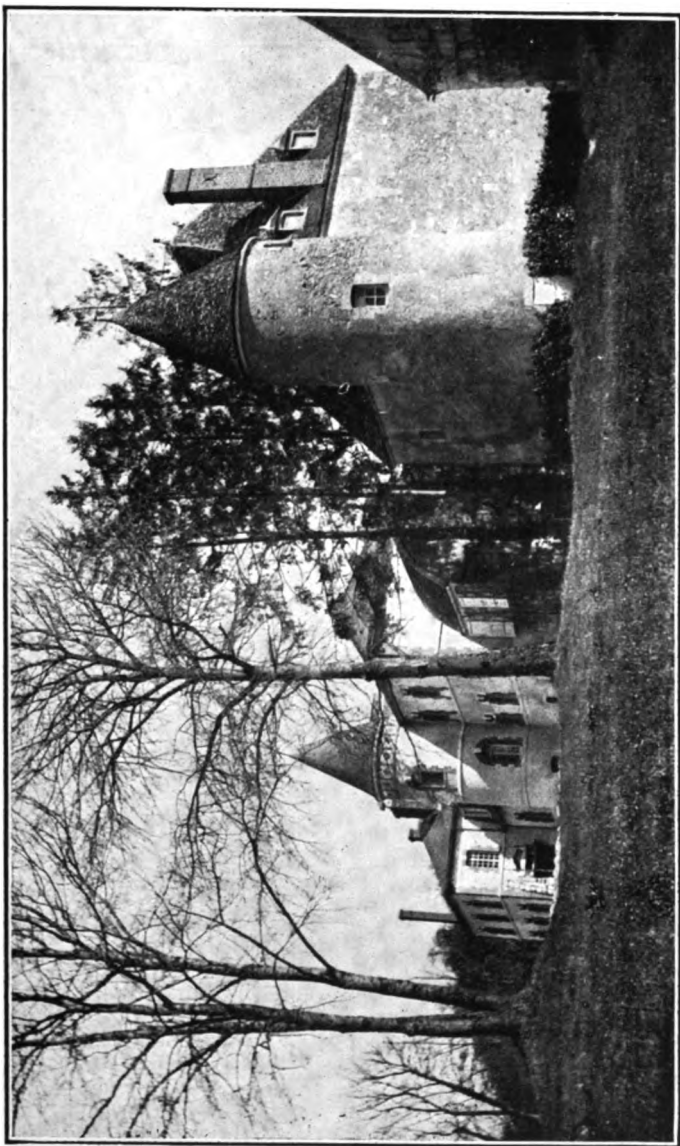
Monseigneur d'Aquin, évêque de Sées, vint confirmer en cette église en 1701, le fils du marquis de Chaumont et son précepteur, et y revint en 1706. Plusieurs membres de la famille de Surmont y furent baptisés ou mariés.

Le 28 mai 1745, M. l'abbé Boulay, curé de Saint-Ouen-de-la-Cour, conduisait processionnellement à Saint-Hilaire plus de 150 de ses paroissiens, pour y recevoir le Sacrement de la Confirmation. Cette cérémonie solennelle, à laquelle prirent part sans doute plusieurs autres paroisses avoisinantes, eut lieu dans les avenues du bois de M. le Comte de Chaumont (1).

Après Saint-Hilaire, notre première halte est pour **Nocé**, chef-lieu de canton qui ne nous offre que peu d'intérêt.

L'église, que M. l'abbé Tripied, notre confrère, nous fait parcourir, dédiée à Saint-Martin, fut, ainsi que le témoigne une consignation de l'événement sur les registres de l'état-civil de l'époque, très endommagée le 1^{er} janvier 1561 par les

(1) Pour ne pas allonger le compte-rendu nous reportons à la fin une monographie plus détaillée de Saint-Hilaire.



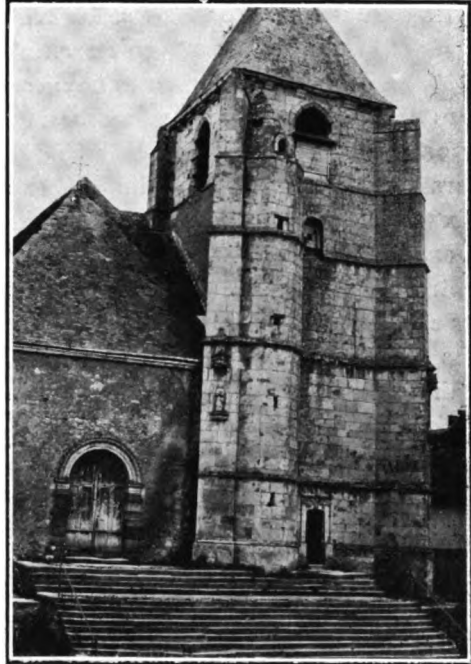
Chateau de Saint-Hilaire-des-Noyers (état actuel). — *Cliche de M. Tournouer.*



hérétiques appelés huguenots, qui ravageaient alors le pays. Il y est question en même temps d'un meurtre commis dans l'église même :

« Le dimanche treizième jour du mois de may mil cinq cens quarante et huit.

« Marin Chevalier, filz de deffunct Mathry Chevalier, de l'Aubrye, a tué et faict mourir d'ung coup de dague ung nommé Jehan Regnard, dict Guidon, gendre de Jehan Beaulmont, des Prés. demeurant en la paroisse de Nocé, estans iceulx Chevalier et Regnard à vespres le dit jour XIII de may en l'église du dict Nocé et le tua lorsqu'ils estoient debout comme on champtoiet le *Magnificat* à vespres et estans en la dicte



Eglise de Nocé. — Cliché de M. Tournouer.

église à la grand porte soubz le clocher, iceulx estans enyvres de vin qu'ilz avoient bus chez Estienne Thicury et Claude Bry, sa femme, taverniers au bourg du dict Nocé. Le dict Chevalier bailla ung coup de dague tout au travers du cœur, laquelle dague appartenoit à ung nommé Michelect de la paroisse de Saint Jehan de la Forest.

F. HUBIN.

« A raison du quel meurtre, le dict Chevalier fuct pendu et estranglé, et auparavant la main coupée. Et jour de la Trinité

vingt et septième jour des dits moys de may et an mil cinq cens quarante et huict, la dicte église et cymetière dudict Nocé ont esté desdiéz à Dieu bénitz (1).

« Durant la quelle dédicacion M^e Pierre Perier, p^{bre}, lors vivant et vicaire du dit Nocé estoit devant le joux de ladicte église à lyre le gramoir. Et le premier jour de janvier mil cinq cens soixante et eung, la dicte église du dict Nocé a esté ruynée par les hérétiques tellement que les aultielz ont esté rompuz, brisséz et demolliz jusques en terre..., le sépulchre rompu et hagé (2), le sacraire, les sacrées hosties estans en icelluy, plusieurs ornemens tant nappes, aubbes, que les calices, hágés et emportés, mesmes lymaige de la Vierge Marie rompu et plusieurs aultres ymaiges, les fons et benaistier parellement la croix de pierre estaiet en my (3) le cemethière, brief, tout ce qui estoit en my la dicte église; les gens d'église qui sont les prebtres en furent contrainct de chercher les cavernes et huissons et se mettre dedent pour saulver leurs vies, leurs biens prins et emportés et ceulx qui estoient trouvés après ce temps là mil cinq cens LXI jusques. estoient en danger d'estre tuez et fetz mourir par les dits hérétiques appellés lors hugguenotz.

« Signé par moy, François Hubin, à présent prebtre et curé pour approbation de vérité estant certain et ayant myz, rédigé toutes les choses susdites par escript les jours et an que lesquelles choses ont esté faictes dont les dattes et jours des moys sont cy-dessus et en l'autre faillet devant cestuy-cy. Tesmoing mon sing mys le XXI^e jour de janvier mil cinq cent soixante et dix-huict. »

« F. HUBIN. »

Les mêmes registres font mention de plusieurs bénédictions de cloches :

« Le jeudy vingt cinquiesme jour d'apvril mil cinq cens soixante et dix-sept; jour Monsieur Saint-Marc, la grosse cloche de l'église de Nocé a esté refaicta et reffondue et pèse 740 livres.

(1) Il s'agit de la purification de l'église en raison du meurtre.

(2) Brisé.

(3) A travers.

« Et le sixiesme jour de may, an que dessus, mil cinq cens soixante et dix-sept, la pettict cloche de lad. église de Nocé a esté refaict et reffondue, (elle pèse 550), toutes les dictes deulx cloches en la granche dixmeresse du dict Nocé.

« Et le dimanche vingt et cinquiesme jour de octobre mil cinq cens soixante et dix-sept,

« Ont esté bénistes et nommées, les cloches, par nous, François Hubin, prebtre, curé du dict Nocé, la grosse nommée Martine et la petite Marie, y estans parains et maraines et présens M^{re} Etienne Verdier, André Hubin et Pierre Guyoct, prebtres, Jullian Hamellin, sieur du Fresne et damoiselle Marie de Gagné, sa femme, Jehan Parpain, Jacques Posson, Dominique Beaulmont, Martin Hubin, Marin et René les Estangs (1).

« F. HUBIN. »

« Les 5^e et 8^e jours du mois de novembre 1700, par nous, prêtre, M^{re} ès Arts, notaire apostolique, anc. principal du Collège de Bellesme, curé de Nocey, soussigné, nos cloches ont été bénistes et nommées, scavoir, la grosse Marie Magdeleine, par M^{re} Alexandre de Chaumont, ch^r, C^{le} de Chaumont, fils de M^{re} Alexandre de Chaumont, ch^r, M^{is} de Chaumont, cy-dev^t ambassadeur pour S. M. au royaume de Siam (2) et par dame Marie Magdeleine Secache, ép^{se} de M^{re} André de Barville, ch^r, s^r de Nocey, fils. Et la petite nommée Marie Catherine par M^{re} André de Barville, ch^r, s^c de Nocey, père, au nom duquel M^{re} Charles de Barville, ch^r du S.-Esprit, son fils, cap. de grenadiers du rég^t de Mgr le dauphin a parlé pour son absence, et par dame Marie Catherine de Bauveau, ép^{se} de M^{re} Pierre de Barville, ch^r, lieut. du roy du fort Baroux, qui ont signé avec nous. Elle n'avoient point été fondues depuis l'année 1577. M^{re} François Hubin, p^{re}, curé dud. Nocey.

« La grosse pèse 852 l. la petite 655. »

Si l'église de Nocé eut à subir un assaut terrible de la part des hérétiques au xvii^e siècle, il reste cependant quelques traces, à l'abside, d'une construction du xiii^e. Peu de temps

(1) Ce procès-verbal a été reproduit par François Hubin en tête d'un autre registre. Il ajoute aux personnes présentes : Jacques de la Brettonnière, éc^r, s^r du Vaulhamé et d^{lle} Anne Gravelle, veuve de René de la Brettonnière, vivant, s^r de Lormarin.

(2) Seigneur de Saint-Hilaire-des-Noyers.

après ce désastre, l'église fut relevée, peut-être avec les matériaux anciens, car le bas-côté accuse nettement le x^v^e siècle. La tour approche davantage de la Renaissance. A l'intérieur, retable du xvi^e siècle, à colonnes, autel moderne, statues en terre cuite de la Vierge et de Saint-Martin (xviii^e), de sainte Madeleine (xvi^e), pieta (xvi^e). Les seigneurs de Courboyer y avaient leur chapelle. L'église est dans un grand état de délabrement. Une restauration complète s'impose.

Lors de la construction du chemin qui passe devant l'église, les terrassiers découvrirent un cimetière fort ancien renfermant des cercueils en pierre, systématiquement posés à 45 c. les uns des autres, la tête vers l'Occident, les pieds vers l'Orient. Ces cercueils étaient en grès roussâtre d'un seul morceau (1^m 95 de long, 55 c. de largeur à la tête et 25 c. aux pieds, 45 c. de profondeur). Ils avaient un accotoir pour appuyer la tête et couvercle plus grand que le cercueil. Une armure fut découverte dans l'un d'eux.

Ils furent brisés pour servir à charger la voie publique — deux sont demeurés intacts, que sont-ils devenus? L'un sert d'abreuvoir à la Cour du Bois (1).

Les Barville, seigneurs de Nocé, occupaient la grande habitation qui domine le bourg, aujourd'hui convertie en étude de notaire. Le pâté de maisons où se trouve l'hôtel de la poste et où subsistent encore dans des cours intérieures deux tours assez curieuses du x^v^e siècle, leur appartenait également. Les Barville, d'origine normande et percheronne, ont fait souche innombrable. Alliés aux plus vieilles maisons, ils avaient rang prépondérant dans la contrée, notamment à Nocé et aux environs, cousinant avec les seigneurs de Courboyer, Lormarin, la Bretonnière, le Vauhamel, Saint-Hilaire (2).

Avant eux, la seigneurie et terre du lieu appartenait à la famille de Nocé, ou Nocey, qui la possédait avant le xii^e siècle et la transmettait aux de Barville par le mariage, en 1320, de la fille de Thierry de Nocey avec Jean de Barville (3).

(1) *Les Cercueils de Nocé*, par le Dr Jousset.

(2) La Comtesse de Viennay et la Vicomtesse Grant du Souchey sont les dernières représentantes de la famille de Barville.

(3) « Messieurs de Nocey possédaient dans le xii^e siècle la terre de Nocey, province du Perche, chatellenie de Belesme. L'histoire de lad. province

A la sortie de Nocé, nous mettons pied à terre pour faire deux cents mètres sur la route de Dancé et le vieux manoir de Lormarin apparaît.

Lormarin est une construction du ^{xvi}^e siècle. Elle présente un corps de logis à pignons, accosté de trois tours, deux en avant, une à l'arrière qui renferme l'escalier. Les fenêtres

fait mention d'eux longt temps avant ce temps et les met au rang des gentils hommes notables.

« Dans le temps susdit Messire Jean de Nocey, chevalier, seigneur de la terre de Nocey, eut deux fils, l'ainé Thierry, le second Mathieu ; en 1320, ledit Thierry eut pour partage la terre de Nocey, et il n'eut qu'une fille qui fut mariée à Jean de Barville dans la famille duquel est restée lad. terre avec les titres de la race.

« Le puisné, Mathieu, épousa Jeanne de Durcet, duquel est issu Henry qui épousa Guiotte de Boucey, héritière de la terre de Boucey, possédée jusques à présent par M^{rs} de Nocey, duquel Mathieu est issu.

« Raoul, qui espousa Perrette Guiard, duquel sont issus Jean, Nicolas et Guillaume.

« Jean fut un des gentilshommes qui défendirent le Mont Saint-Michel contre les Anglais.... Nicolas fut tué à la guerre, Guillaume se maria en Poitou, duquel sont descendus les s^{rs} de la Forge Nocey en lad. province.

« Dud. Jean, qui avoit épousé Tassine de Malherbe, est issu Henri et Raoul qui mourut au service de Louis XI, et Richard, qui épousa Jeanne de Bauté et mourut capitaine des francs-archers du bailliage de Caen, dont la branche est détruite.

« Dud. Henry, qui avoit épousé Indette de Malherbe, est issu Jean, qui épousa Jeanne Le Queu, duquel est issu :

« Oger, lequel espousa Jeanne de la Rivière, duquel est issu :

« Rosland, qui espousa Marie de Nocey, descendue de la branche de Richard de Nocey, duquel est issu entre autres enfants morts à la guerre sans lignée ou chevaliers de Malte ;

« Gaspard, qui espousa Marie Le Sesne de Menille, duquel sont issus Sébastien, Jean, Charles et Claude.

« Sébastien espousa Françoise de Pomereuil du Moulin Chapel, duquel est issu Philippe et Henry, qui, après avoir commandé une compagnie dans le régiment de Bourgogne, est mort à la Trape.

« De Philipès, s^r de Boucey, est issu Jacques Philipès, page de la Chambre du roy Louis XIV en 1698, Sébastien et Henry.

« De Jean, s^r du Torquesne, second fils de Gaspard, est issu Gaspard, Louis, qui a servi vingt ans dans le régiment de Vermandois et Jean, chevalier de Nocey, capitaine de grenadiers.

« De Charles, s^r de Brunel, 3^e fils de Gaspar, qui fut chevalier de Malte et après avoir fait ses caravanes, s'est marié avec Madeleine de Ver, est issue Françoise de Nocey et François Charles, lieutenant aux gardes françaises.

« De Claude, s^r de Fontenay, 4^e fils de Gaspar est issu Charles.

« Ils portent : d'argent à trois fasces de sable, accompagnées de dix merlettes de même, 4, 3, 2 et 1. »

(Bibl. Nat. cab. de d'Hozier 255. Note de décembre 1703).

Egalement à la Bibl. Nat. sont conservées dans les dossiers du nouveau d'Hozier (vol. 253), trois lettres d'un Monsieur de Nocey, lieutenant des maréchaux de France, datées du château de Torquesne, 1^{re} sept. 1770, 15 juin 1771 et 7 février 1772 et adressées au chevalier d'Hozier. Dans la

sont à meneaux, les tours sont percées d'archères. Mais une partie de l'habitation a été modernisée et nuit à l'ensemble. Les cheminées, de l'époque, sont simples ; le manteau de l'une d'elles est cependant orné de petits pavés de brique placés en

losanges, disposition peu commune dans la contrée.



Manoir de Lormarin. — *Cliché de M. Tournouer.*

Les plus anciens possesseurs de Lormarin que nous connaissons furent les de la Bretonnière, qui en étaient seigneurs au ^{xvi}^e siècle. En 1569, René de la Bretonnière, qualifié tel, épousait Anne Gravelle, dame de France et de la Thyonnière, en Nocé(1). L'union d'une Jeanne ou Charlotte de la Breton-

nière avec Jacques de Tascher, s^r de Beaulieu, procureur du roi à Bellême, fils de Esprit, éc^r, s^r de la Hallière et de René

première il s'informe des titres et preuves de noblesse exigés « pour estre admis à l'honneur d'estre présenté à Sa Majesté et monter dans les carrosses ». Il ajoute qu'une grande partie de ses papiers de famille ont été détruits dans l'incendie du château de Boucey et fait allusion à la possession par sa maison de la terre de Nocé au Perche antérieurement au ^{xiii}^e siècle.

(Voir : La Chesnaye-Desbois et Bibl. Nat. P. O. 2117, doss. bleus, 495, Chérin, 147).

(1) Quittance de d^{lle} Anne Gravelle, veuve de feu René de la Brethonnière, s^r de Lormarin, à Pierre Depagard, receveur des aides en l'élection de Rouen, de 6 l. 15 s. t. pour arrérages de rente, 10 août 1577 (Bibl. Nat. P. O. 506).

de Manceau, porta Lormarin en cette vieille et célèbre maison (1).

Combien de temps occupèrent-ils le fief? Nous ne pouvons le déterminer. Toujours est-il qu'au siècle suivant Lormarin était en la possession des Turpin (2).

Les Turpin, vieille famille établie en Anjou dès le ^{xiii}^e s., faisaient remonter leurs origines à Charlemagne et s'honoraient d'avoir eu en ce temps un membre archevêque de Reims. Ils portaient : losangé d'argent et de gueules. Ils étaient seigneurs de Crissé, de Vilers, de Varennes, des Grez, de Sanzay, de Lormarin, etc. La branche la plus fameuse fut celle de Crissé qui leur donna des conseillers et chambellans et le fameux Lancelot, lieutenant général, grand croix de S. Louis, grand capitaine et tacticien, ingénieur et poète, aimable, d'une sage morale et bel homme, dit-on, qui laissa des œuvres très estimées sur l'art de la guerre et fit partie des académies de Berlin, de Nancy et de Marseille. Sa femme était la fille du maréchal de Lowendahl.

Pierre Turpin, de la branche de Varennes, fils d'Etienne, s^r des Grez et d'Esther Forest est qualifié, le premier, s^r de Lormarin, Bonvilliers, la Ronce, Courboyer. Il contracta trois unions avec Madeleine Amelon, Louise Loride et Esther Garnauld et mourut le 15 juillet 1681. De son second mariage, il eut Pierre Philippe, le plus connu des seigneurs de Lormarin, né à Paris en octobre 1648. Il épousa en premières noces (1670) Louise Alexandre, qui mourut à Metz trois ans après à 17 ans et, en deuxièmes noces, le 2 octobre 1675. Marie de Hallot. Du premier lit naquirent deux filles dont l'une fut religieuse Ursuline à Alençon et l'autre fut mariée au s^r de Nocé, André de Barville. Du deuxième lit il

(1) Les Tascher fournirent la branche de la Pagerie illustrée par l'Impératrice Joséphine et celle, bien percheronne, de Pouvrai. Ils portaient : d'argent, au chef cousu de même, à trois fasces d'azur chargées chacune de trois sautoirs d'argent, le chef chargé de deux soleils de gueules.

Bien que Lormarin ne leur appartint plus au ^{xvii}^e siècle, les Tascher en furent toujours qualifiés seigneurs.

Samuel, fils de Jacques, épousa Charlotte Marie Pousset. Il embrassa la religion prétendue réformée (v. Etats-civils du Consistoire de Bellême aux archives de l'Orne), mais ses descendants revinrent au catholicisme. (Communication du C^{te} R. de Semallé).

(2) Les explications qui suivent ont été fournies sur place par M. Tournouer.

eut Philippe, s^r du Plessis, Louis, s^r de Gangé, et deux enfants morts en bas-âge.

Ce Pierre Philippe Turpin, l'un des gentilshommes de la vénerie du roy, eut avec les collecteurs de la paroisse de Nocé et par suite avec l'intendant de justice d'Alençon, M. de Morangis, pour le paiement de ses contributions (car en ce temps là on connaissait ces douloureuses échéances et on ne les accueillait pas toujours de bonne humeur), des démêlés fort curieux et amusants dont les moindres détails nous ont été conservés (1).

En sa qualité de gentilhomme de la vénerie du roi, le sieur Turpin se trouvait exempt de toutes contributions aux tailles et autres de pareilles nature, de laquelle exemption il avait toujours joui depuis qu'il était allé faire sa résidence en son château de Lormarin, et néanmoins n'est-il pas arrivé que le s^r de Morangis l'a compris d'office dans le rôle des taxes en l'élection de Mortagne pour 1683, le taxant à la somme de 150 livres. Le s^r Turpin a beau invoquer son privilège et fournir des états de service, il n'obtient aucune décharge. Bien plus, l'année suivante les habitants de Nocé l'imposent de leur propre mouvement à la somme excessive de 500 livres et à pareille somme pour les années suivantes et il est contraint de payer. Mais il s'empresse d'assigner les habitants de Nocé pour être condamnés à le rayer des tailles et à lui restituer son argent. Ceux-ci, craignant mauvaise issue du procès, nomment un procureur syndic pour les représenter devant les élus au siège de Bellême, lui donnant pouvoir de déclarer, en leur nom, qu'ils consentaient à la décharge du s^r de Lormarin et à la restitution de l'imposition, et une transaction intervint.

L'affaire semblait donc terminée, lorsque deux habitants de Nocé, les s^r Rivard et de Bray, qui pourtant avaient signé la procuration, s'avisèrent de présenter le 11 novembre 1687 à l'intendant de justice d'Alençon une requête où ils exposaient que led. s^r de Lormarin était un des principaux habitants de Nocé, quoiqu'ils sussent très bien qu'il était domicilié à Paris,

1) Bibl. Nat. doss. bleus 650. Consulter aussi mss. fr. 20225, 20231, 20257, 20273, 20274, 20292, et La Chesnaye-Desbois.

qu'il possédait de grands biens sur lad. paroisse, que, prévoyant que par la suite des temps sa qualité d'écuyer lui pourrait être contestée, il s'était fait pourvoir d'une charge de gentilhomme de la vénerie du roy et que, dans la suite, pour s'attirer plus d'autorité, il avait marié sa fille au s^r de Nocé, sachant que la plupart des habitants étaient débiteurs dud. seigneur et n'oseraient pour ce motif l'imposer en leurs rôles. Ils demandaient en conséquence à l'intendant de l'imposer à telle somme qu'il lui plairait ordonner.

Le s^r de Lormarin répond à cette requête « qu'en ce qui regarde le sieur de Nocé, son gendre, dont ils allèguent le crédit, ce ne peut être que par une impertinente raillerie qu'ils tiennent un pareil langage dont ils auraient fait sagement de s'abstenir, que les sieurs Rivard et de Bray sont des chicanes achevés, des bêtes venimeuses qui tournent en poison, par un effet de leur nature corrompue, les viandes les plus rares et les plus exquis, et qu'en ce qui regarde ses preuves de noblesse, ses titres sont en si bon ordre et sa filiation si bien prouvée que les plus critiques n'y sauraient trouver à redire; c'est une matière, ajoute-t-il, qui passe la grossière intelligence de ces rustres qui s'attachent et se renferment nomément à parler du père et du grand'père du suppliant comme s'il n'était pas descendu de ses autres ancêtres? Si cela était, il leur demanderait où il a pris les titres qu'il produit, s'il ne descendait pas de l'ancienne maison des Turpin et s'ils ne s'étaient pas conservés dans sa famille de père en fils. »

Quant au dire des sieurs Rivard et de Bray que Etienne Turpin, second du nom, aïeul du s^r de Lormarin, a dérogé en exerçant plusieurs emplois contraires aux emplois ordinaires de la noblesse dont le premier est une députation de sa personne en cour pendant plusieurs années, de la part du corps de ceux de la religion prétendue réformée du païs du Perche, lors du siège de la Rochelle, pour y ménager leurs intérêts, il répond « qu'il y a extravagance à avancer une telle proposition, car si elle était véritable, il n'y a point de gentilhomme dans le royaume qui voulût jamais accepter aucune députation en cour, mais il est notoire à chacun que c'est le plus grand honneur qui puisse jamais arriver à un homme de

naissance et de vertu que d'être envoyé vers son roy pour négocier quelque affaire importante à l'Etat, comme l'était la députation d'Etienne Turpin et que c'est une marque avantageuse pour sa famille et une belle preuve de son mérite personnel d'avoir été choisi entre tant d'autres pour cette mission. »

Le s^r de Lormarin répond encore à d'autres allégations et termine en déclarant qu'il n'a jamais fait que de nobles exer-



Manoir de Lormarin. — Cliche de M. H. de Brébisson

cices, tant de littérature que d'épée, ayant été conseiller au Parlement de Metz et ensuite gentilhomme de la vénerie du roi qu'il exercerait encore si S. M., à cause de son ancienne religion, ne l'a obligé de s'en dévait faire.

Cet aveu final pourrait bien être le nœud de la question. Les habitants de Nocé, en poursuivant avec tant d'acharnement le s^r de Lormarin, ne voulaient-ils pas se venger sur sa personne des ravages et atrocités commis dans leur paroisse, par les Huguenots, cent ans auparavant, dont ils avaient dû garder par tradition un souvenir douloureux. Mais la vengeance fut cruelle si, ce que ne nous disent pas nos documents, le s^r de Lormarin n'obtint en appel satisfaction complète. En effet, par sentence du 9 septembre 1688, Pierre Ph. Turpin était débouté de la décharge par lui demandée, avec défense de prendre la qualité d'écuyer et, pour l'avoir prise était condamné à 1000 l. d'amende et à être imposé au rôle des tailles pendant dix années consécutives.

Nous ignorons combien de temps Lormarin resta aux Turpin, nous savons du moins que la terre passa aux seigneurs de Nocé, peut-être par le mariage de la fille de Pierre Philippe. Esther Louise avec André de Barville, union repro-

chée si vivement par les habitants de Nocé, mais selon toutes probabilités, beaucoup plus tard.

Au courant du ^{xix}^e siècle, elle était possédée par Marie-Marguerite de Rosnyvinen, épouse de Louis-Auguste de Barville, qui la laissa par testament le 7 novembre 1802 à son neveu Pierre Louis Jacques François de Mésenge. Celui-ci en fit don, le 23 février 1840, par indivis, à ses deux fils René François qui épousa Juliette Bonnet de Bellou et Marie-Louis Auguste, uni à Marie-Elisabeth-Ernestine de Kaerbout. M. Bothereau, de Nocé, en fit l'acquisition le 10 novembre 1846.

Au moment de la Révolution, Lormarin fut vendu comme bien d'émigré et acheté par le fermier d'alors, M. Branchard. Au retour de ses maîtres, M. Branchard, ne se considérant que comme le gardien du domaine, le leur rendit, action qui est un titre d'honneur pour ses petits-enfants, aujourd'hui possesseurs légitimes.

Nous reprenons la direction de Préaux en longeant la riante vallée de l'Erre. Bientôt nous coupons la grande route nationale de Bellême à Nogent au lieu de *la Madeleine* où s'élevait jadis la petite chapelle de la Madeleine-des-Prés, annexe de l'église de Nocé, détruite en 1747. On raconte que les moines de Sainte-Gauburge, ayant voulu posséder une statue de cette sainte, l'envoyèrent quérir à Regmalard et qu'en chemin les Perche-rons qui l'amenaient ne voulurent pas aller plus loin que la petite rivière de l'Erre. D'où l'érection, sur les bords, de la statue et d'une chapelle.

Préaux, où nous arrivons, était une seigneurie importante du Perche. Possession d'abord des comtes du Perche, puis de la maison de Bretagne, elle passa aux familles de Saint-Aubin (1) (^{xv}^e siècle), de Saint-Eran (^{xvi}^e siècle) (2), de

(1) Geoffroy de Saint-Aubin, fils de Geoffroy, est qualifié de seigneur de Préaux dans des sentences et contrats de 1451, 1452 et 1457. Il eut pour fils : Pierre, éc^r, s^r de Préaux, qui donna dénombrement de son fief de Préaux le 4 juillet 1511. Il épousa le 9 février 1497 Catherine de la Haye, dont :

Jean, s^r de la Fresnaye, marié en 1549 à Madeleine des Prez.

Les de Saint-Aubin portaient : d'or au sautoir de sable, cantonné de quatre merlettes de même. (Bibl. nat. P. O. 2743).

(2) Messire Jean de Saint-Eran, s^r des Châtellenies de Préaux et du Theil était présent, en 1558, à la rédaction des coutumes du Perche.

Moges (1), de Malherbe (xvii^e siècle) (2), Arnault de la Briffe (3), sieur d'Amilly en Saint-Aignan-sur-Erre. Il ne reste pas trace du château. L'église, dédiée à Saint-Germain,

(1) La seigneurie de Préaux entra dans la maison de Moges par le mariage le 12 octobre 1595, de Marie Baudouin, fille de Gaston, écr, s^r de Préaux, conseiller au grand Conseil et de Jeanne Bigot, avec Scipion de Moges, écr, s^r de Moges, de S. Georges... fils de Nicolas et de Anne de Prétonville. De cette union naquirent :

1. — Lanfranc, né en 1596, qui épousa Françoise de Boyvin.
2. — François, tige de la branche des seigneurs de Préaux, qui suit.
3. — Anne, née en 1599, mariée à François du Bosc.
4. — Marie, née en 1605, mariée à Charles de Médine.

François, écr, s^r de Préaux et de Benneray, maître de la Chambre des Comptes de Rouen. Il épousa en 1646 Marie de Verdelay, dont :

René, chr, s^r de Préaux et de Benneray, né le 2 mai 1648, Conseiller au grand Conseil, marié le 17 février 1677 à Elisabeth-Agnès Marsollier, dont :

1. — Alexandre-René, écr, s^r de Préaux et de Coulonges, né le 5 mai 1679, page du roi en sa petite écurie.
2. — Louis-René, né le 24 septembre 1681.

Les de Moges portaient : de gueules à trois aigles éployés d'argent au vol abaissé. Couronne de marquis. Supports ; deux lions. Devise : *Caelum non solum*.

(Généalogie de Moges par le chev^r de Courcelles, 1824. Bibl. nat. P. O. 1875).

(2) Jean-Baptiste, chr, mis de Malherbe, s^r et patron de Juvigny, S. Vast, Préaux, Le Bucy et du Bouillon, fils de François, s^r de Juvigny et de Anne Le Clerc. Baptisé à Caen le 9 janvier 1677, enseigne de la Compagnie des gendarmes anglais, mort le 16 février 1732. Il épousa le 19 janvier 1704 Marie-Françoise-Henriette Le Prevost, dont :

1. — Augustin François, qui suit.
2. — Jean-Baptiste Antoine, abbé de Tiron.
3. — Louis-Joseph-Valentin.
4. — Marie-Henriette-Charlotte, mariée à René-Bernard le Berceur, m^{is} de Fontenay.

Augustin François, mis de Malherbe, s^r de Juvigny, s^t Vast, Préaux..., baptisé le 30 août 1706, officier dans le régiment du roi. Il épousa le 21 mai 1735 Anastasie-Madeleine-Thérèse de Sabine, dont :

1. — Augustin-Bernard, né le 28 mai 1739.
2. — Marie-Henriette-Louise, née le 11 nov. 1736.

Armes : d'argent semé d'hermines sans nombre, à six roses de gueules, 3, 2 et 1. (Dict. de la Chesnaye-Desbois).

(3) Le 1^{er} novembre 1704, Bonne de Barillon, veuve d'Arnaut de la Briffe, mis de Ferrières, rendait aveu au Comte du Perche de la châtellenie de Préaux. (Arch. nat. P 891, cote 31.)

Leur fils, Antoine, né en 1699, s^r d'Amilly, premier président au Parlement de Bretagne, épousa le 12 mars 1719 Marie-Charlotte Quentin de Richebourg, dont :

1. — Charles-Armand, chr, comte de Préaux, né à Paris le 4 juillet 1720, lieutenant-colonel du régiment de Lorraine.
2. — Antoine-Henry, comte d'Amilly, né en 1724, capitaine des frégates du roi, qui épousa Julienne-Marie-Renée Le Prestre de Châteaugiron.

Armes : d'argent au lion rampant de gueules, à la bordure d'argent, chargée de six merlettes de sable, posées 3 en chef, 1 à chaque flanc et l'autre en pointe.

(La Chesnaye-Desbois. — Nobiliaire de M. de S. Allais, 1819, xvi, 356.)

fut reconstruite au ^{xv}^e siècle, mais garde sa tour massive du ^{xiii}^e siècle. Elle possède un beau retable du ^{xvii}^e siècle. A l'un des contreforts, cadran solaire formé d'une plaque rectangulaire de 0 m. 50 sur 0 m. 40, du ^{xvi}^e siècle. On y lit :

TU DOIS PLUS, CHRÉTIEN,
A TON SALUT ENTENDRE,
QU'A L'OMBRE DU CADRAN
CHAQUE JOUR L'HEURE APPRENDRE.
JOUR ET OMBRE COURANT
NE TE SEMBLANT COURIR
A TOI QUI VAS MOURANT
NE TE SEMBLANT MOURIR.

A la suite, les lettres V et O, Q, N, D, N, H, que l'on peut traduire : *Vigilate et orate, quia nescitis diem neque horam.*

Sur un autre contrefort trace de la litre où l'on voit des écussons accolés.

Nous passons un peu rapidement malgré les instances du curé, M. l'abbé Patrice, pour gagner, à un kilomètre du bourg, le manoir de la **Lubinière** qui doit nous retenir plus longtemps.

C'est une habitation des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, admirablement conservée et d'un véritable intérêt. Trois tours subsistent dont une octogone accolée d'une tourelle de brique en échauguette.

Cette tour, particularité rare, est coiffée d'un dôme en pierre qui constitue une voûte à arête servant de toiture à l'ancienne chapelle placée au sommet. Sur les



Manoir de La Lubinière. — Cliché de M. de la Bretèche.

murs de cette sorte d'oratoire apparaissent encore quelques traces de peinture. Les cheminées sont belles, les caves voûtées, les portes de l'époque, plusieurs cintrées, simulent des

draperies. La ferrure de la porte d'entrée mérite une attention particulière par son travail soigné du xv^e siècle.

Les seigneurs de La Lubinière nous sont peu connus ; cependant des détails curieux et piquants nous sont donnés sur l'un d'eux par M. Georges Thireau, qui a eu l'amabilité de les extraire à notre intention des Archives notariales de Préaux et nous lui laissons la parole :

« Un bail du 11 Janvier 1768, devant Paul-Siméon Vallée, notaire garde-notes et garde-scel du roy à Préaux, nous apprend que sieur Jean-Nicolas Tousche de la Pelleterie était seigneur de la Lubinière, paroisse de Préaux, et y demeurait.

« Il avait épousé en 1749 demoiselle Marie Le Sellier, qui lui apporta en dot dix milles livres tournois, aux termes de leur contrat de mariage que reçurent deux notaires de Nogent-le-Rotrou le 15 novembre 1749.

« Il est fort probable qu'il n'excella pas à gérer ses affaires, car le 9 août mil sept cent quatre-vingt-quatre, le Bailly de Nogent rendait une sentence de séparation civile entre les deux époux.

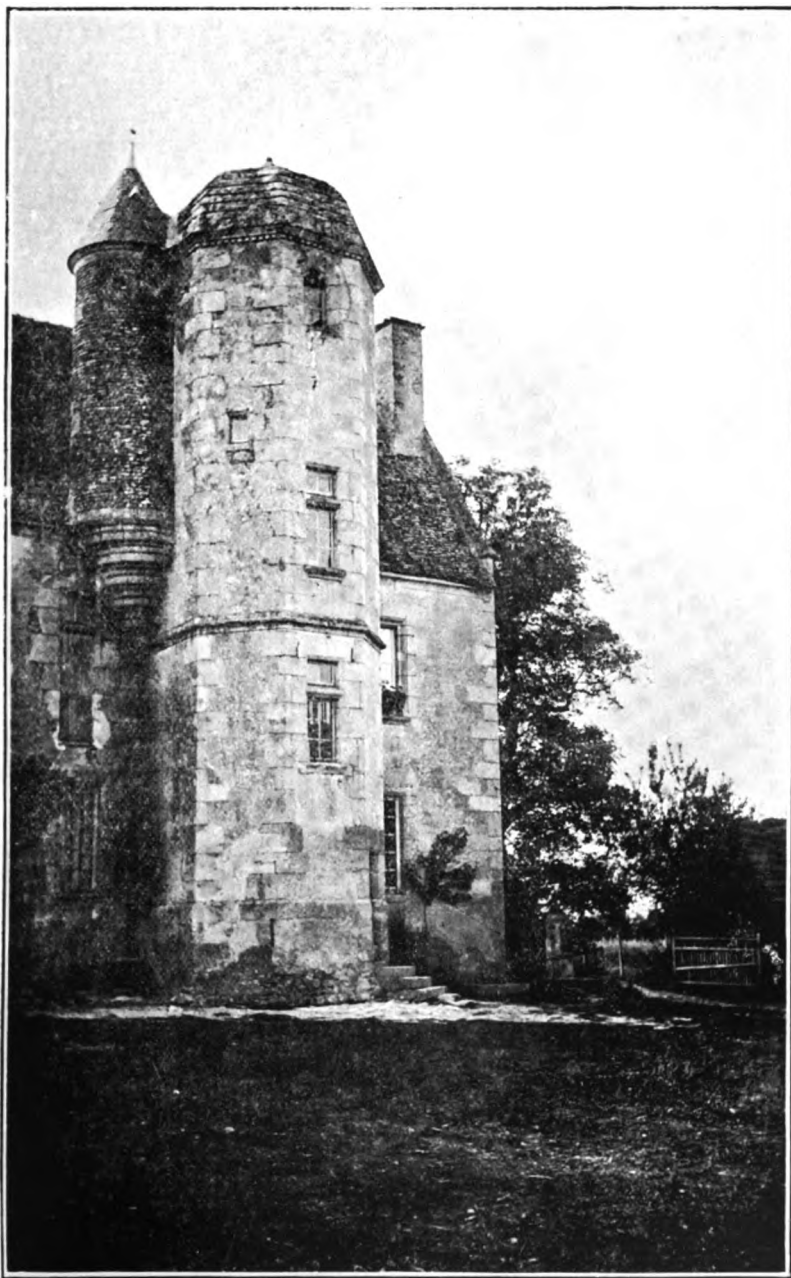
« La légende, d'ailleurs, ne parle de ce seigneur que comme d'un pauvre hère, qui se vit contraint, un jour, de desceller et vendre, pour manger, les barreaux de fer défendant les fenêtres de son manoir.

« Il mourut à une date inconnue, laissant sa veuve et quatre enfants qui étaient :

« 1^o L'ainé, Philippe Tousche de la Pelleterie, dit Ménilpot ou Manie-le-Pot, célibataire, qui, il y a quelque soixante ans encore était légendaire dans nos campagnes : comme le château n'avait et ne pouvait avoir de maître-queux, il en avait pris la place (d'où son surnom), ne croyant pas déroger ; ses sauces étaient bizarres, et à défaut de volailles, il accommodait, paraît-il, tout ce qu'il soupçonnait avoir quelque valeur nutritive.

« 2^o Sa sœur, dame Adelaïde Tousche de la Pelleterie, avait épousé le sieur Nicolas-Charles Audolent, ou Audollent, qui fut tour à tour juge royal, commissaire du gouvernement et procureur impérial près le Tribunal civil de Mortagne.

« 3^o Dame Anne-Jeanne Tousche de la Pelleterie, épouse de sieur Jean Gariou, dit Bourneuf, demeurant à la Lubinière.



Manor de La Lubinière. — Cliché de M. Tournouer.



« Et 4^e Jean-Philippe Tousche de la Pelleterie, demeurant à Préaux.

— « Le 10 Messidor an X, dame veuve Tousche, « retenüe malade au lit » et « dans la vüe de la mort » partagea testamentairement, entre ses quatre enfants, le château et les terres héréditaires, donnant à chacun quelques pièces, un carré de jardin et des champs.

« Lorsque, 3 ans plus tard (19 Messidor an XIII), elle mourut, le citoyen Charles-Robert Delavigne, notaire public à la résidence de Préaux, fut chargé de dresser l'inventaire.

« On y devine une famille peu unie, et la légende se confirme qui veut que la fortune n'ait point habité la Lubinière.

« Ce que le citoyen tabellion appelle pompeusement « salon » était meublé de « huit chaises enfoncées de paille », d'un « lit à la duchesse » et de « deux tables aux tiroirs desquelles ne s'est d'ailleurs rien trouvé », dit-il.

« De portraits d'ancêtres, point. Les goûts artistiques des seigneurs étaient attestés par « un tableau représentant saint Jean et deux autres tableaux, l'un représentant une baleine l'autre un jeu d'enfant », qui furent prisés, avec « six morceaux de tapisserie en point d'Hongrie », à la somme modeste de huit francs.

« L'aîné, dit Ménilpot, meurt en l'an XII ou XIII et ses trois frères et sœurs ne conservent que peu de temps après sa mort le manoir ancestral.

« Anne Tousche, femme de Garion dit Bourneuf, poursuivie par un sieur Arnoult, artiste attaché à la Métropole de Paris, est expropriée et ses biens sont adjugés, suivant jugement du Tribunal civil de Mortagne du 18 Janvier 1816 à MM. Marin-Charles Martin et René-François Debray, l'un ancien notaire à Préaux, l'autre percepueur aud. Préaux.

« Le premier acquiert la part du second à une date inconnue.

« En 1817, le deux avril, suivant deux actes passés devant M^e Moussard, notaire à Nocé, Adélaïde Tousche, femme Audollent et Jean-Philippe Tousche de la Pelleterie, demeurant alors aux Murs, en Verrières, et époux de dame Louise-Françoise Guéroust, vendent ce qu'ils possèdent à la Lubinière, audit M. Charles-Martin Debray.

« De 1817 à 1860, la famille Debray garde de père en fils le manoir de la Lubinière, et le 25 mars 1860 M. Ulysse-Benjamin Chancerel, Juge de paix à la Ferté-Bernard, s'en rend acquéreur avec toutes ses dépendances ».

D'après un *Mémoire* (1) qui nous est parvenu, nous pouvons ajouter un fait qui confirme la lamentable situation du seigneur de la Lubinière.

En 1765, Jean-Nicolas Tousche vend à un nommé Chauveau, bordager dans un village voisin, quatre quintaux de foin, l'herbe d'un arpent et demi de pré et un vieux cheval, moyennant 110 livres. Chauveau prétendit que le cheval était morveux ; après visite il est déclaré atteint de ce mal et Tousche est condamné à en rembourser le prix. Mais le seigneur de la Lubinière ne veut s'exécuter et la vente de ses meubles est ordonnée. Quatre huissiers, deux cavaliers de la maréchaussée, trois records, un serrurier et un commissaire envahissent le château et en prennent possession. La dame de la Pelleterie, ses enfants et ses domestiques, devant cette force imposante, prennent la fuite et l'habitation est livrée aux gens de la loi qui y passent la nuit à fumer, boire et jurer. Le lendemain ils partent en faisant enlever les principaux meubles.

Lorsque le sieur de la Lubinière obtient enfin un arrêt qui contraint les huissiers à réintégrer les meubles, la plupart étaient été déjà vendus...

Nous quittons la Lubinière sur cette impression, mais pour ne nous souvenir toutefois que des charmes archéologiques du manoir et de la bonne hospitalité reçue.

Au moment de partir, en effet, une de nos excursionnistes demande une tasse de lait ; c'est comme un signal. La chaleur est si grande, l'accueil si aimable et le lait si bon, que bien peu résistent à la tentation, au grand désespoir de notre Président. Enfin, la soif calmée, nous quittons la Lubinière avec une heure de retard.

(1) *Mémoire pour le sieur Jean-Nicolas Tousche, de la Pelleterie, seigneur de la Lubinière, Beauvais et autres lieux, appellant, comme de Juges incompetens, de plusieurs ordonnances du Commissaire départi en la généralité d'Alençon et du subdélégué de Mortagne, et demandeur.*

Contre Martin Chauveau, bordager, intimé ;

Et contre Philippe Lecerf, huissier en la connétablie, et autres. A Paris, de l'imp. de d'Houry, 1768, 24 p. in-4°. (Arch. de S. Hilaire des Noyers).

En remontant toujours le cours de la petite rivière de l'*Erre*, qui, grossie de la *Chèvre*, va se jeter dans l'*Huisne* non loin de Nogent, nous arrivons à **Saint-Aignan-sur-Erre** dont l'église mérite une visite. Le curé, M. l'abbé Fauvel, nous y attend.

Sa grande porte, ses fenêtres étroites, une piscine gardent le souvenir de l'époque romane, mais l'ensemble de sa construction date des premières années du *xvii^e* siècle, et la restauration définitive eut lieu en 1879, par les soins de son dévoué pasteur, M. l'abbé Massard, aujourd'hui curé de Colonard.

A remarquer les *vitraux* donnés à l'église au *xv^e* siècle par le sire et la Dame de Loré, sieurs d'Amilly, qui y sont représentés avec leur blason : d'hermine à trois quintefeilles de gueules ; l'*Autel* de la chapelle de la Vierge, à baldaquin, abritant des compositions en terres cuites ; la *Crypte* sous le chœur, correspondant au banc seigneurial. Le pavage en est ancien. Les Seigneurs du lieu y avaient leur sépulture.

Les restaurations modernes, exécutées sous la direction de M. Prempain, ont porté sur le chœur, les vitraux et les boiseries.

Saint Aignan est invoqué pour les enfants atteints de la rifle (variole). Il faut le prier à jeun.

Sur Saint-Aignan, se trouve le *Château d'Amilly* qui conserve une tour massive de sa construction du *xvi^e* siècle. Les possesseurs en furent les Loré, famille du vaillant Ambroise de Loré, les Arnaud de la Briffe et les Langlois d'Amilly, dont l'un des membres fut Préfet de l'Orne sous Louis-Philippe.

Mais, laissons M. l'abbé Massard nous renseigner sur les travaux importants de restauration effectués sous son inspiration. Ils ont été bien compris, bien menés et nous ne pouvons que le féliciter, en archéologues, de l'heureux résultat obtenu qui fait de l'église de Saint-Aignan-sur-Erre l'une des plus intéressantes à visiter :

MESSIEURS,

« Votre cher et dévoué Président m'a prié de rédiger quelques notes sur la restauration de cette église. Il a pensé, qu'ayant été à l'œuvre, je pouvais vous en servir de plus pré-

cises ; permettez-moi de vous en donner lecture. Avec votre bienveillante attention, je tâcherai d'être court.

« Lorsque j'arrivai à Saint-Aignan-sur-Erre en Décembre 1873, je trouvai une église qui n'inspirait guère. Deux murs latéraux d'inégale hauteur, cimentés de terre glaise, soutenus à l'extérieur par deux petites maisonnettes faisant office de **contreforts** et servant l'une de sacristie, l'autre de chapelle, reliés entre eux à chaque extrémité par deux grands pignons : voilà le vaisseau.

« Une forêt de poutres-tirants, soutenant la charpente, supportés eux-mêmes par de gros piliers en bois adossés perpendiculairement aux murs, encombraient la nef. — Trois fenêtres moyennes, fort évasées à l'intérieur, sentant peut-être le roman, percées ou agrandies après coup dans le mur du midi, permettaient à quelques rayons solaires d'éclairer cette dernière.

« Le chœur, de date plus récente que celle-ci, possédait les deux belles fenêtres gothiques qui sont sous vos yeux et qui nous ont servi de modèle à la restauration de cette église.

« Le Sanctuaire proprement dit comprenait un espace de terrain de 2 mètres 40 de profondeur sur 8 mètres de largeur. Là, adossé au grand pignon Est, s'élevait un autel en pierre, bien simple, surmonté de deux colonnes en bois, crénelées, ordre Composite, flanquées elles-mêmes, à droite et à gauche, de lambris d'une hauteur de treize pieds, beaux, il est vrai, mais sentant le salon plus que la maison de Dieu. Une peinture grossière, masquant le tout, cachait la beauté naturelle du bois de chêne dont étaient faits les susdits lambris et colonnes. — Huit statues de Saints mal taillés formaient le couronnement de ces boiseries. Trois petits sujets de la Passion de Notre-Seigneur, bas-reliefs en terre cuite, précieux, mais très endommagés par des mains inhabiles, reposaient sur l'autel et formaient le retable, seul ornement de quelque valeur. Toute la partie du pignon dominant l'autel, le retable et les colonnes attirait par son peu de goût et sa nudité l'œil attristé du visiteur.

« La Chapelle, située du côté du Nord, humide, maladroitement plafonnée, éclairée par deux petites fenêtres carrées qu'une main malheureuse avait substituées, il y a quelque

50 ans, à une plus ancienne, style Roman, avait ouverture sur la nef par une espèce d'arcade ogivale très irrégulière. — C'est cette chapelle, qui, au dire de votre chroniqueur de 1889 (1), avait servi de buvette aux Jacobins du pays pendant la Révolution de 1793. — En vérité, elle en avait conservé l'aspect ; son autel était nul.

« Quant au clocher, assis sur l'église, reposant sur quatre grosses poutres piliers en bois, placés à l'intérieur, mal enfoncés, il achevait de donner au temple de Dieu son triste cachet.

« Tout cet ensemble, au jour de mon installation, me fit concevoir le projet de l'améliorer. Une occasion favorable se présenta bientôt. En 1875, M. le Maire de Saint-Aignan-sur-Erre reçoit une lettre de la Préfecture demandant à la commune de construire une maison d'école. Le Conseil municipal consulté répond que la commune a en location une maison d'école bien appropriée, suffisante, et une église tombant en ruines ; dans ces conditions il lui semblait sage de commencer par le plus pressé. M. le Préfet n'insista pas.

« Le 12 septembre suivant, le Conseil municipal prend une délibération demandant la restauration de l'église. Un architecte est appelé. Ce fut M. Prempain fils, un des membres de votre honorable et savante Société. Il fait un plan et devis montant à 12.028 francs 40 centimes, et nous le présente le 3 décembre 1875.

« De son côté, le Conseil de Fabrique s'associe à la démarche de la municipalité et vote la somme de 2.500 francs, fruit de ses économies ; 11 décembre 1875. Le 26 mars suivant, le Conseil municipal se réunit de nouveau, accepte les plan et devis dressés par M. l'Architecte, vote 5.000 francs, part de sa contribution, accepte la proposition de M. le Comte d'Amilly offrant 500 francs, celle de la Fabrique signalée plus haut et demande à l'Etat le supplément de la dépense ; un secours de 4.000 francs. — Notre dossier ainsi constitué part pour Alençon, fait son apparition au Conseil général, qui l'accueille avec bienveillance et émet un vote favorable. C'est dans ces

(1) La Chronique de l'église de Saint-Aignan-sur-Erre, par le vicomte de Broc. — Notice sur la dite église par M. l'abbé Leudière (Bull. de la Soc., 1889, 53, 55.)

conditions qu'il se rend à Paris au ministère. Là, il n'est pas si bien reçu ; et comme il fait antichambre longtemps, nous prions un personnage (1) bien connu de faire une démarche auprès du ministre des Cultes. Au bout d'une quinzaine, notre cher nourrisson nous revient, mais avec un échec ; refus de secours motivé par la raison que l'église étant suffisante pour la population, le prolongement du chœur était inutile ainsi que le secours demandé.

« Ce procédé nous surprit mais ne nous découragea pas. — Le 10 mars 1877, le Conseil municipal réuni maintient ses délibérations précédentes comprenant la restauration de l'église avec abside et accepte la décision de la Fabrique prenant à sa charge les 4.000 francs de secours refusés par l'Etat. Nous étions au 8 avril 1877.

« Le dossier ainsi reconstitué est adressé à M. le Préfet lui demandant son autorisation personnelle pour l'exécution des travaux. Il nous revient après 48 heures revêtu de l'approbation désirée.

« Survient le 16 Mai. L'administration d'alors, en tournée de révision, apprenant notre précédente déconvenue cherche à la réparer. Elle nous propose de venir à notre aide et se fait forte d'obtenir le secours de 4.000 francs, mais à une condition, c'est que nous brûlerons nos vaisseaux, c'est-à-dire que nous ferons disparaître nos plans et devis *approuvés* et que nous en constituerons de nouveaux. C'est, disait M. le Préfet du temps, recommencer les choses « *ab ovo* ». Pleins de reconnaissance pour la sollicitude préfectorale, nous évitons de suivre son conseil, du moins immédiatement ; nous voulons attendre les événements, et ceux-ci s'étant prononcés contre le gouvernement du 16 Mai, le pilote de Saint-Aignan se rejouit d'avoir conservé ses vaisseaux. En conséquence nous nous sommes mis à l'œuvre de suite ; nous avons employé l'hiver de 1877-78 à faire extraire la pierre de taille et moellons, gratuitement concédée à la Fabrique par M^{me} de Bernardon demeurant à Sens, propriétaire de la ferme de la Bergerie, en Préaux. Pendant le même hiver nous faisons les approches. Sur l'initiative de MM. François et Basile Pelletier, le

(1) M. Hyacinthe Langlois, comte d'Amilly.

premier, maire de la commune, le second, trésorier de la Fabrique, tout est mis à contribution volontaire : hommes, voitures, chevaux, chars et charrettes, tout est requis, tout est joyeusement concédé ; et le 23 mars suivant, année 1878, invitée par M. le Curé, M^{me} Marguerite-Augustine Delamarre, comtesse d'Amilly, posait la première pierre de la nouvelle abside. En même temps, nos ouvriers, tous gens du pays, attaquaient la réfection des murs de la nef, la transformation de l'ancienne buvette des Jacobins en chapelle de la Vierge, et au bout de quelques mois le gros œuvre était terminé ainsi que le remaniement de la charpente. Il ne nous restait plus qu'à ouvrir la grande ogive percée dans le pignon Est de l'église et devant mettre le nouveau sanctuaire en communication avec la nef.

« Au commencement de 1879 nous entamons la question des vitraux avec la maison du Carmel du Mans, ateliers dirigés par M. Hucher. Ceux de l'ancien chœur mutilés par la Révolution de 1793 et représentant les seigneurs de Saint-Aignan (probablement Ambroise de Loré et sa mère) à genoux se consacrant au Christ sous la protection de saint Jean-Baptiste et de saint Jean l'Évangéliste doivent leur belle réparation à la munificence de M. Hyacinthe Langlois, comte d'Amilly. Celui du fond de l'abside nous montrant saint Aignan bénissant les petits enfants a été acquis en échange des boiseries et colonnes concédées par la Fabrique à M^{me} la Comtesse d'Amilly en 1879. — Quant aux autres verrières, notamment l'apparition de Notre-Seigneur à la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque, l'apparition de la Sainte Vierge à Lourdes, la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception..., etc., elles sont toutes la propriété de la Fabrique et ont été exécutées en 1880 avec l'autel de la chapelle de la Sainte Vierge.

« Cet autel nouveau avec baldaquin, fort curieux, dit votre chroniqueur de 1889, a été formé de diverses antiquités trouvées dans l'église et qui ont été encadrées par un travail de menuiserie. Une chose, Messieurs, a dû choquer votre œil connaisseur ; c'est le trop peu d'élévation de l'abside à l'extérieur. Votre bienveillance nous excusera, lorsque vous saurez que l'insuffisance de terrain a été la seule cause de cette ano-

malie ; le propriétaire riverain n'ayant jamais consenti à nous concéder plus que l'épaisseur de son mur de clôture.

« Je passe sous silence l'affaire de la crypte, sépulture des anciennes familles seigneuriales de la maison d'Amilly, par la raison que ce n'est pas nous qui avons trouvé ce trésor ; nous n'avons fait que constater son existence. — Quant au déplacement ou contournement de son escalier, opération exécutée en 1889 et destinée à rendre son accès libre au public, il est l'œuvre de M. l'abbé Leudière, mon successeur immédiat. Je termine, Messieurs, par une considération qui pourra paraître un hors-d'œuvre. Pardonnez-le moi, ce hors-d'œuvre aura son importance historique.

« A mon départ de Saint-Aignan-sur-Erre, en février 1882, je laissai les murs de cette église bien blancs, bien polis par la main de l'ouvrier. Un cachet spécial leur manquait : celui de la présence et des traces de la pince-monseigneur. — Les amateurs n'ont plus rien à désirer, Messieurs. Elles y sont ces traces, 1906 les y a mises, vous pouvez les voir sur le jambage et le bois de la petite porte latérale, côté du midi. Elles sont là, infamantes pour leur auteur, très honorables pour la catholique population de Saint-Aignan-sur-Erre et son curé, M. l'abbé Fauvel ; comme protestation je conseille de les y laisser, et si une main malheureuse les en fait jamais disparaître, elle ne les effacera pas de cette notice ni de l'histoire de la Paroisse ».

La nuit arrive quand nous quittons Saint-Aignan, la dernière étape de la journée.

Nous passons sans nous arrêter à Saint-Hilaire-sur-Erre, dont la tour, écroulée avant son achèvement, vient d'être terminée, puis nous entrons dans la vallée de l'Huisne. Le brouillard s'étend sur les prairies jusqu'à Nogent-le-Rotrou, où il semble que nous n'arriverons jamais, tant nous faisons de tours et de détours au moment d'entrer en ville. Enfin les becs de gaz brillent, la ville se montre et l'hôtel du Dauphin nous reçoit avec empressement comme des voyageurs en retard.

Le dîner est expédié assez rapidement, en compagnie de confrères nogentais venus nous souhaiter gracieusement la bienvenue et chacun, muni de son billet de logement, va

gagner son gîte sous la conduite de guides aimables qui nous pilotent dans les longues rues de la ville.

DEUXIÈME JOURNÉE (Mercredi 29 Août)

A 7 h. 1/2, heure fixée, une quinzaine de membres sont réunis près l'église Notre-Dame et la caravane, qui grossit en route, se dirige tout d'abord vers le point le plus éloigné de la ville, au Collège communal qui occupe, depuis 1806, l'emplacement de l'ancienne et très célèbre abbaye de Saint-Denis, dans les vastes dépendances de laquelle le palais de justice, la gendarmerie et la maison d'arrêt ont également trouvé place.

L'abbaye fut fondée en 1029 par Geoffroy III, comte de Mortagne, dédiée en 1031 et terminée en 1077. Les Bénédictins de Cluny l'occupèrent. L'église avait trois nefs et huit autels, elle avait de grandes proportions ; les Rotrou y avaient leur caveau qui fut profané en 1793 lors de la tourmente révolutionnaire. L'église croula ; lorsque, au lieu de conserver ses ruines imposantes, on enleva en 1804 les décombres, on eut, du moins le soin de garder comme souvenir du monastère la merveilleuse abside. « La partie subsistante comprend donc l'abside, le chœur et le haut de la nef centrale ; les murailles avec fenêtres romanes sont intactes jusqu'au triforium et on y a ajouté une toiture moderne, transformant le vieil édifice en préau pour les élèves. Les nefs latérales servent de caves et de magasins et au premier étage, de salle de concert, dortoir, etc. C'est dans cette église que se tinrent les assemblées primaires pendant la Révolution. Elle avait 76 mètres de longueur et 22 mètres d'une extrémité à l'autre du transept. La nef centrale comptait 66 mètres de long sur 13 mètres de large. Derrière l'abside, trois chapelles rayonnaient vers le chœur » (1).

(1) Nogent-le-Rotrou et ses environs, par M. Pierre Bruyand. Nog. le R. Hamard 1904, p. 72.

Le cartulaire de l'abbaye a été publié par M. le comte de Souancé.

A droite, un couloir, sorte de cloître, aboutit à la cour actuelle du collège. Il est voûté en ogives du ^{xiv}^e siècle et devait, sans doute, faire communiquer le monastère avec l'église. On accède de là à une partie extérieure de l'abside où se retrouvent, sur un contrefort refait au ^{xvi}^e siècle, les armoiries d'un prieur, Charles de Hémard.

Ces restes sont imposants ; ils sont d'une conservation absolue, d'une harmonie parfaite et donnent une juste idée de l'importance de l'édifice. Les murs extérieurs des chapelles rayonnantes sont mitoyens entre le collège et la propriété de M. Launay, chez lequel nous nous transportons, rue Saint-Laurent, à l'issue de cette visite. Les portes de sa demeure nous sont aimablement ouvertes et nous pouvons admirer dans l'encadrement des vieux arbres du parc, les plus remarquables de Nogent, paraît-il, la construction romane dans sa beauté primitive, regrettant toutefois les toits en appentis qui la masquent en partie et nuisent certainement à sa conservation.

Nous gagnons ensuite un autre point intéressant du monastère : l'emplacement de son enceinte du côté de la ville où

une entrée a été conservée. C'est un *porche* du ^{xv}^e siècle au-dessus duquel le prieur claustral avait son logement. Il est adossé au chevet de l'église Saint - Laurent , et, par une petite fenêtre, le prieur avait vue dans l'église même.

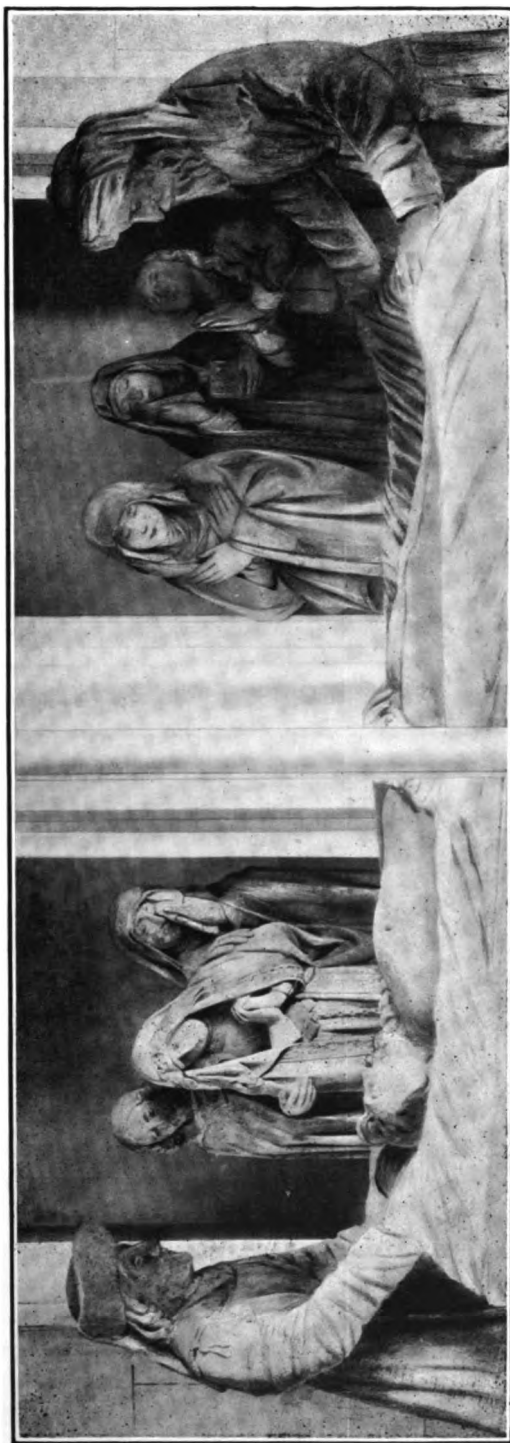


Ancien Porche de l'Abbaye de Saint-Denis et Abside de l'église Saint-Laurent.

Cliché de M. H. de Brébisson.

Ce porche est menacé de des-

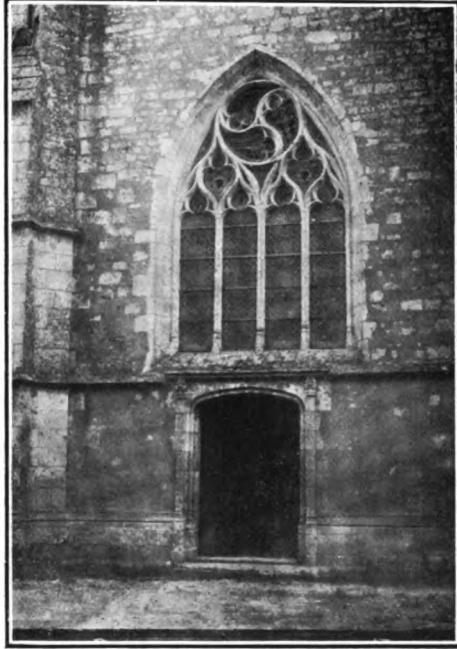
truction pour faciliter le passage des voitures derrière l'église. Mais on pourrait parer à cette difficulté et respecter ce souvenir charmant du passé. C'est le vœu qu'exprime la Société historique.



L'ensevelissement du Christ en l'église Saint-Laurent de Nogent-le-Rotrou (x^ve siècle). — Cliché de M. Paul Daupéley.



L'église Saint-Laurent, où nous pénétrons sous la conduite de son zélé curé, M. l'abbé Durand, membre de la Société percheronne, mérite attention. Elle est à trois nefs, des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Sa tour est Renaissance. D'anciennes statues y sont conservées soigneusement, la chaire est celle de la collégiale de Saint-Jean, l'horloge provient de l'ancienne église de Notre - Dame du Marais. Une mise au tombeau à huit personnages, imitée de celle de la cathédrale du Mans, est surtout digne d'examen et fournirait le sujet d'une étude comparative intéressante à laquelle s'est d'ailleurs livré M. Paul Daupeley : « Cette œuvre, dit notre confrère (1), rentre dans la forme traditionnelle des sépulcres créés au ^{xv}^e siècle et dont les plus beaux spécimens sont les sépulcres de Solesmes



Nogent-le-Rotrou : Verrière de l'église Saint-Laurent.
Cliché de M. Ch. Gillet.

et de Tonnerre. J'ai été frappé de la ressemblance que notre *Pieta* offre avec celle conservée au château de Biron (Périgord), attitude identique des personnages, même groupement et même expression des physionomies, bien que la sculpture de Biron offre une supériorité évidente d'exécution. Ce rapprochement et d'autres permettraient d'attribuer le sépulcre de Saint-Laurent à un artiste français de l'école de la Loire. »

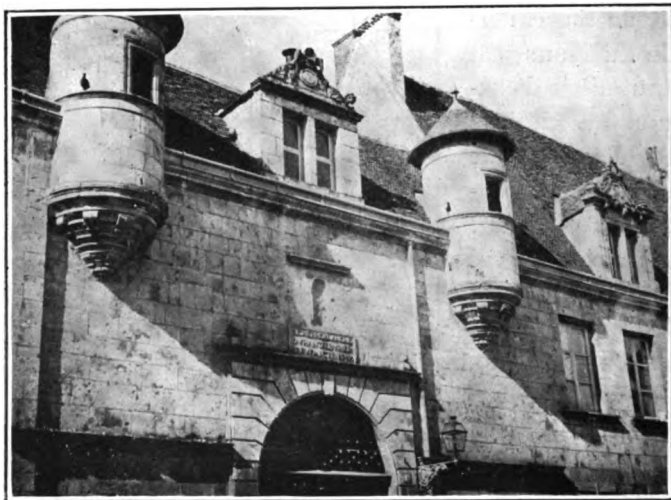
A mentionner encore à Saint-Laurent un tableau représen-

(1) Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 1906, p. 18.

tant le martyr du Saint patron, œuvre excellente de Jean-René Méliand, élève de David (1).

La fenêtre, du xv^e siècle, largement percée, qui occupe le pignon d'entrée de l'église, offre un remplage à soufflets des plus heureux. Nous en donnons une reproduction.

Nous passons ensuite à la visite des vieilles habitations de Nogent ou plutôt de certaines qui nous ont été signalées, car pour connaître tous les charmants logis que la ville conserve encore dans son ancien quartier il faudrait des heures que nous n'avons pas.



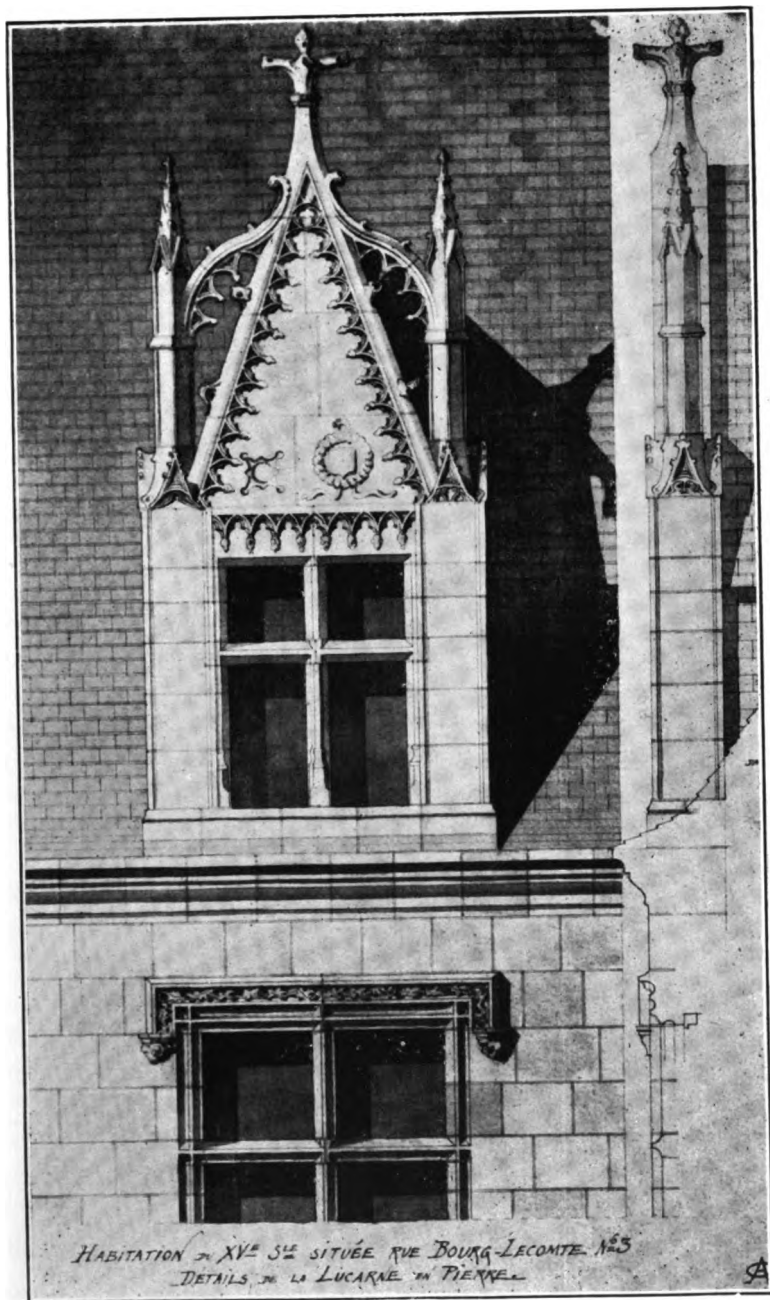
La « Maison-Blanche » à Nogent-le-Rotrou
Cliché de M. H. de Brébisson.

C'est d'abord rue Saint-Laurent, aux n^{os} 14 (petit Séminaire) et 16, l'*Hôtel des Glapion*, de cette vieille famille percheronne d'où sortit la perle des demoiselles de Saint-Cyr, l'élève préférée de Madame de Maintenon, qui lui succéda à la tête de l'institution. L'hôtel, vers 1840, fut habité par le beau-frère d'Alexandre Dumas (2).

Plus loin, n^o 47, la maison Renaissance, dite *Maison*

(1) Jean-René Méliand naquit à Margon en 1782 et mourut à Nogent en 1831.

(2) Nogent et ses environs, p. 76.



Nogent-le-Rotrou : Hôtel de la Papotière, 9, rue Bourg-le-Comte
 d'après un relevé de M. Goubert.



Blanche, à tourelles et lucarnes du xvi^e siècle, qui porte au fronton cette inscription :

DE PIERRE BLANCHE
DVRANT FEBVRIER
JE FV FAICTE 1542

ce qui veut dire qu'en 1542, Pierre Durand et Blanche Febvrier, sa femme, en furent les édificateurs. La façade a subi quelques remaniements. Les coutumes du Perche y furent, croit-on, rédigées en 1558. Cette demeure fut occupée au début du xix^e siècle par la famille Durand de Pisieux et plus tard par le médecin de la duchesse de Berry, Louis Deneux, qui y mourut. Aujourd'hui elle appartient à M. Lelasseux de Vignolles.

N^o 59, même rue, ancien *grenier à sel*, qui servit de temple protestant au xvi^e siècle, construction massive, occupée par la recette des finances. Le rez-de-chaussée présente une succession d'ouvertures allongées en plein cintre qui lui donneraient d'apparence une origine fort ancienne mais dont l'aspect singulier laisse hésitant l'archéologue. La question sera, peut-être, tranchée lors de la démolition prochaine de ce vieux souvenir qui, comme tant d'autres, va se trouver sacrifié aux exigences d'une ligne de tramway !

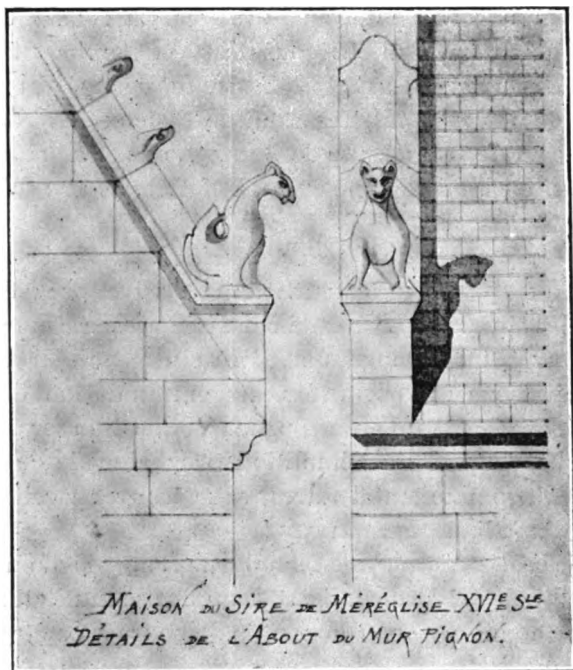
Si l'ancien *hôtel de la Papotière* (3, rue Bourg-le-Comte) ne doit pas subir le même sort, il eut du moins sa mutilation. De sa jolie porte, qui orne maintenant la demeure d'un étranger, il ne reste que la trace légère d'élégants fleurons habilement enlevés, et nous passerions indifférents devant lui si le charmant dessin de sa lucarne et ses riches fenêtres à meneaux n'en faisaient encore l'une des habitations les plus intéressantes de Nogent (1).

A côté (n^o 2) *maison du xiii^e siècle*, ancien logis du Chapitre de Notre-Dame du Marais et, à l'angle de la rue du Paty, la fameuse *maison de bois*. Le premier étage en encorbellement

(1) Grâce aux relevés soigneusement exécutés par M. Goubert, architecte, dont l'obligeance à notre égard a été si parfaite, nous pouvons joindre au compte-rendu de la visite de Nogent des planches tout à fait inédites et d'une exactitude rigoureuse. Nous tenons à adresser ici à leur auteur nos plus chaleureux remerciements.

est soutenu par de jolies solives sculptées ; au coin, groupe en bois de la Lapidation de saint Etienne.

Nous entrons, rue de la Rhône n° 9, chez un nogentais, M. Tremblay, qui nous fait de façon fort aimable les honneurs complets de l'ancien hôtel du sire de Méréglise avec pignon caractéristique du ^{xvi}e siècle et tour hexagonale. Dans une grande salle du premier étage, belle cheminée de pierre à

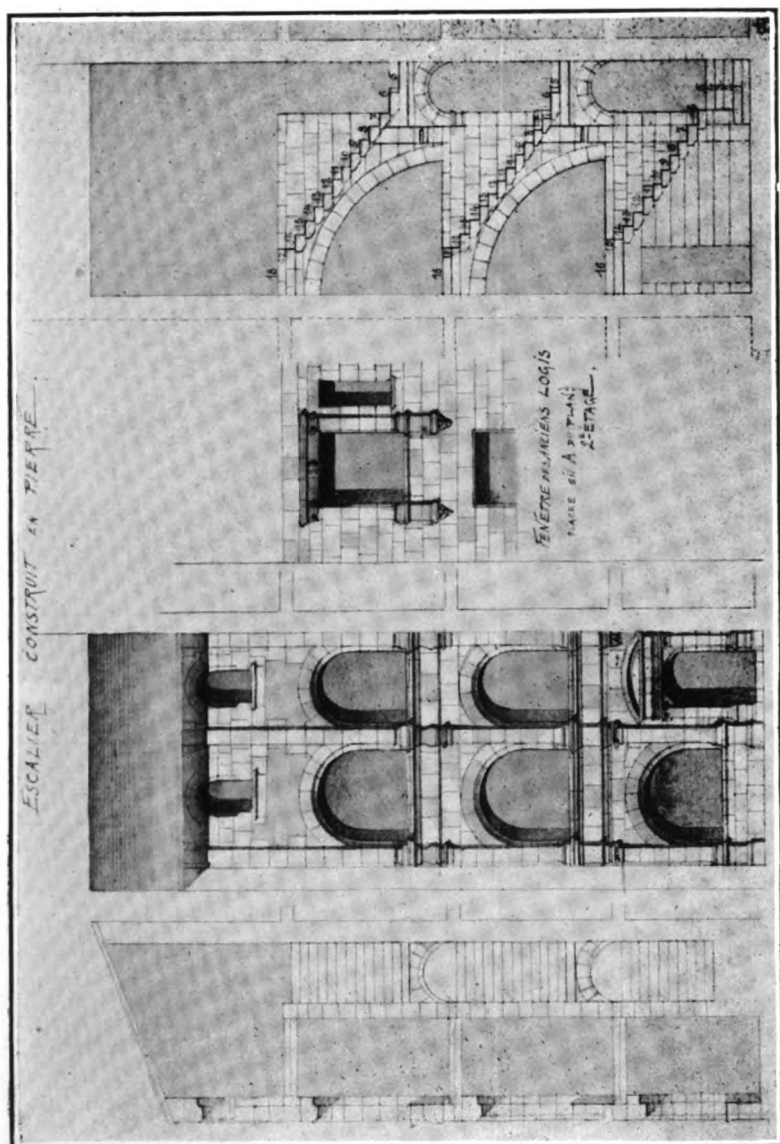


Nogent-le-Rotrou : Maison du sire de Méréglaise, 9, rue de la Rhône, détail du pignon (xvii^e siècle), d'après un relevé de M. Goubert.

colonnes torses, malheureusement enduite d'un badigeon qui en épaisit les contours. Au foyer, une plaque admirable de conservation où les signes de la Révolution se mêlent aux armes de la Royauté, deux écussons séparés par le bonnet phrygien et l'inscription : La Nation, la Loi, le Roi.

Non loin de cette habitation, nous apercevons les restes de la tour d'Ardenay et la maison de Remy Belleau (1) et nous

(1) A citer encore rue du Pâty, 6, l'hôtel des Carpentin ; rue des Bou-

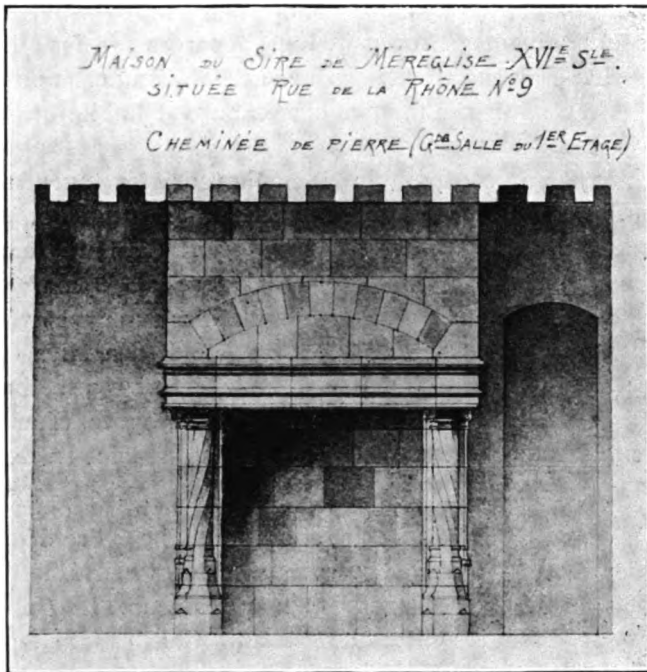


Nogent-le-Rotrou : Escalier de l'ancienne Hôtellerie de l'Écu de Bretagne, 8, rue du Puy, d'après un relevé de M. Goulbert.



regagnons la rue du Pâté où deux curiosités nous attirent : la salle dite *cave de la maison Lancelin* et la vieille *hôtellerie de l'Ecu de Bretagne*.

La cave qui dépend aujourd'hui de l'épicerie Lancelin a l'aspect d'une salle capitulaire. Un fort pilier central octogone, surmonté d'un chapiteau à crochets, soutient les nervures de



Nogent-le-Rotrou : Maison du sire de Méréglaise, 9, rue de la Rhône
(Cheminée XVII^e siècle) d'après un relevé de M. Goubert.

la voûte qui s'épanouissent en quatre croisées d'ogives et retombent en culs de lampe sur les murs latéraux. Sa base est enfouie sous deux mètres de remblai, ce qui portait la hauteur de la salle à cinq mètres environ. Au fond s'ouvre une galerie souterraine qui n'a pas été dégagée au-delà de 30 mètres et dont on ne prévoit pas l'issue. Que fut cette

chers, 11, maison du seigneur de Montgaudry ; rue Gouverneur, 76, l'hôtel de Parseval et 87, celui de Mauduisson.

soi-disant cave adossée au flanc même de la butte seigneuriale, au pied du donjon ? C'est ce que l'on ne sait. Elle date du XIII^e siècle. Ne pourrait-on la rattacher au souvenir de la collégiale de saint Jean qui se trouvait auprès et dont peut-être elle faisait partie ? (1)

Ce qui fait le plus grand intérêt de l'ancienne hôtellerie de l'*Ecu de Bretagne*, c'est son escalier du XVII^e siècle, de forme rectangulaire, à paliers, éclairé par de larges baies doubles et cintrées à chaque étage, sortes de loges séparées par des pilastres, du plus gracieux effet. Le relevé que M. Goubert nous a autorisé à reproduire en montre l'ingénieuse et habile ordonnance.

Pour revenir au centre de la ville achever notre tournée, il nous faut passer non loin du château Saint-Jean qui domine de sa masse puissante tout le vieux Nogent. C'est un regret très vif pour nous de ne pouvoir escalader les 150 marches qui nous séparent de lui, mais les sympathies que nous avons recueillies au cours de nos visites ont été si cordiales que cette déconvenue, si peu justifiée soit-elle, est supportée bravement, en dépit de notre curiosité d'archéologues. Chemin faisant nous nous en rappelons l'histoire et la voici en deux mots :

Le **Château Saint-Jean** tire son nom d'une église dédiée à saint Jean-Baptiste, élevée près de la forteresse. Édifié par les comtes du Perche qui en firent leur résidence, les Condé l'occupèrent dans la suite, et là naquit Charles, comte de Soissons. Catherine de Médicis y fut reçue en 1573. Plus tard Sully y demeura ; ses descendants le possédèrent jusqu'en 1789. Abandonné à la Révolution, le château devint prison. Un marchand de meubles, Mahin, l'acheta en 1809. Sous prétexte de restauration il fit du vandalisme et le propriétaire suivant, Etiembre, toucheur de bestiaux, continua son œuvre en découronnant les tours et en enlevant les charpentes. La demeure passa ensuite à M. Reiset (1836), au comte Leclerc de Bussy (1839), à M. Oeillet des Murs (1843) et enfin en 1885 à M. Jousset de Bellesme. Ces deux derniers propriétaires

(1) Une excellente reproduction de cette cave par M. Paul Daupeley a été donnée dans le *Bull. de la Soc. percheronne*, 15 janvier 1906, p. 16.

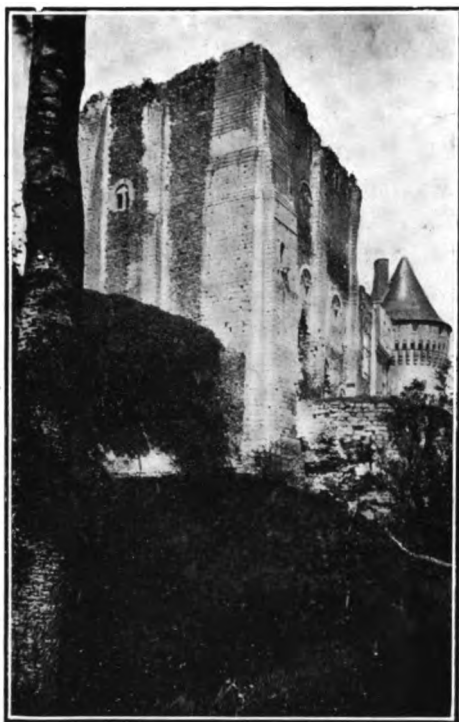
travaillèrent du moins avec zèle à la conservation du château.

Le *Donjon*, de forme parallélogramme, est la partie la plus ancienne, élevé au *x^e* siècle. Hauteur : 35 mètres ; épaisseur des murs : 3 mètres. Contreforts peu saillants. Appareil en arêtes de poisson, reproduit par les restaurateurs. Réparé aux *xii^e* et *xiii^e* siècles, démantelé en 1378 par Charles V, il formait trois étages détruits en 1427 par les Anglais. On peut le comparer aux donjons de Sainte-Suzanne, de Beaujency, de Loches, de Rochester. Les créneaux furent ajoutés récemment par M. Jousset.

Le Château, à son entrée, est flanqué de deux tours à machicoulis (fin du *xv^e* siècle), restaurées. Entrée ogivale (*xiiii^e* siècle, à droite, corps de garde (*xv^e* siècle). A l'intérieur, collections remarquables.

L'enceinte est marquée par un long pan de mur où se voient des restes de tours demi-cylindriques et une chapelle en ruine dédiée à saint Etienne.

En suivant la rue Gouverneur, qui porte un nom cher aux Nogentais, celui d'un de ses maires les plus estimés et d'un homme à l'intelligence supérieure auquel les lettres et l'histoire doivent beaucoup, nous arrivons devant l'**église Notre-Dame** dont tout d'abord le curieux portail attire le regard. Il est de transition entre le roman et le style ogival primitif. Les voussures en sont décorées de motifs courants triangu-



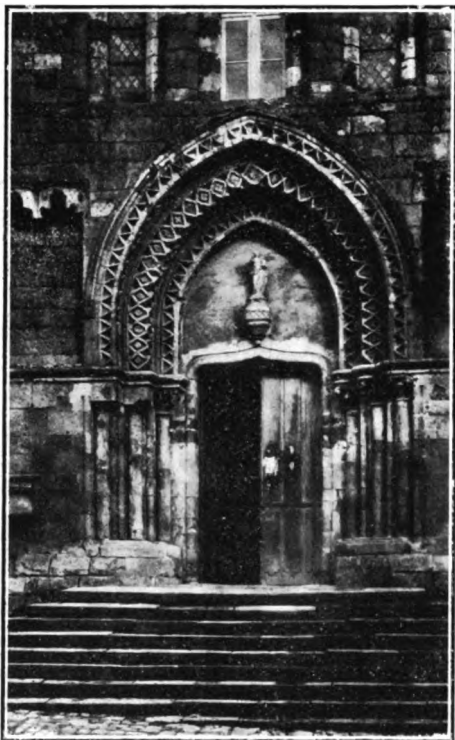
Château et Donjon de Nogent-le-Rotrou

lares ou en losanges ; le tympan lisse était peut-être destiné à recevoir une peinture comme à Saint-Jean-au-Bois, dans l'Oise, dont le portail du début du ^{xiii}^e siècle a quelque analogie avec celui-ci. La porte proprement dite a été refaite au ^{xv}^e siècle.

L'église Notre-Dame, ancienne chapelle Saint-Jacques de l'Aumône, dépendant de l'Hôtel-Dieu, est à trois nefs, des

^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

Le chœur, surélevé, simple rectangle, présente deux travées de voûte du commencement du ^{xiii}^e siècle. La voûte platonnée de la nef centrale est de 1840, celles des nefs latérales, de 1830. Au bas-côté gauche, au-dessus de l'autel, dans une niche à cul de four, est conservé un beau groupe de la Nativité. Douze personnages figuraient jadis sur la scène de la Crèche ; il n'en subsiste que dix. L'œuvre, en plâtre, peut être attribuée au début du ^{xvii}^e siècle ; une décoration malheu-



Nogent-le-Rotrou : Portail de l'église Notre-Dame

reuse lui enlève une partie de son caractère. Elle provient de l'ancienne église de Notre-Dame du Marais (1), détruite à la Révolution, de même qu'une statue en bois de sainte Véroni-

(1) Notre-Dame du Marais, par M. l'abbé Claireaux (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 1904, p. 11). Ce groupe y est reproduit.

que ou sainte Vénisse, placée dans la chapelle du Sacré-Cœur et un tableau du Rosaire qui orne la tribune. On conserve aussi à Notre-Dame un reliquaire de saint Jean-Baptiste, figurant le buste du Saint que l'abbé Champroux, curé, fit faire en 1814, pour recueillir les reliques rapportées jadis de Terre-Sainte par un comte du Perche.

Nous entrons à l'*Hôtel-Dieu*, tout voisin de Notre-Dame, fondé en 1190 par les comtes du Perche, dont les portes nous sont gracieusement ouvertes par Madame la Supérieure et Monsieur l'Econome qui nous en font les honneurs. Les bâtiments actuels de l'hospice n'offrent pas grand intérêt : ils ont été remaniés à plusieurs épo-



Mausolée de Sully. — Cliché de M. Lesage

ques et ne conservent des constructions un peu anciennes que des voûtes basses du xv^e siècle. Ce qui nous attire surtout c'est le *mausolée* élevé dans la cour en 1642 par Rachel de Cochefilet pour recevoir le corps de son mari, Maximilien de Béthune, duc de Sully, seigneur de Villebon, pair et maréchal de France. C'est un édicule hexagonal, au toit ardoisé, surmonté d'une branche de lis en fer ouvragé. « L'intérieur était autrefois orné des armoiries et des alliances de la maison de Béthune : le dôme peint en bleu d'azur était semé de fleurs de lis ; elles ont été remplacées par des étoiles dorées. Au centre, sur un large piédestal, sont les statues du duc et de la duchesse de grandeur naturelle, en grand costume et à genoux, tournés vers l'Orient ; ils ont les mains jointes et paraissent en prière devant les tables de la Loi incrustées dans le mur oriental ; à leurs genoux sont posés deux coussins : sur l'un sont plusieurs bâtons de maréchal disposés en sautoir, on y lit le nom du sculpteur : B. Boudin,

F. 1642 ; sur l'autre est un livre de prières. Derrière eux, sur une grande plaque de marbre noir, incrustée également dans le mur, on lit leur épitaphe, identique à quelque chose près à celle qui figure dans le cabinet de la salle de spectacle du château de Villebon » (1).

En 1793 la tombe de Sully et de sa femme fut violée. Leurs ossements furent retrouvés en 1883 au cimetière de l'Aumône



Tombeau de Sully à Nogent-le-Rotrou, par Boudin, 1642
Cliché de M. Lesagn

et recueillis par le comte de Béthune-Sully qui voulut bien faire hommage à la ville d'un petit sarcophage en marbre noir contenant un ossement des illustres personnages

Après avoir terminé notre promenade par la visite de l'hôtellerie du *Soleil d'or* (1, rue Giroust), rebâtie en 1579 par Catherine de Médicis pour y loger ses gardes et qui porte avec la date de sa construction ces mots gravés sur une fenêtre : *Pax huic domui*, nous nous retrouvons tous à l'hôtel

plus moderne du Dauphin où nous attend un déjeuner réconfortant.

C'est le repas des adieux où s'écha ngent entre les excursion-

(1) Voir l'intéressant article publié par notre confrère, M. l'abbé Godet, sur le *château de Villebon et Sully* dans notre Bulletin, 1889, p. 278. L'épitaphe a été reproduite par M. Bruyant dans *Nogent et ses environs*, p. 60.

nistes reconnaissants et les Nogentais si hospitaliers des paroles de gratitude et d'affectueuse cordialité. Hélas ! qui aurait pu prévoir la disparition si prochaine de cet ami accueillant et bon, de ce cher M. Daupeley, qui avait mis tout son dévouement à notre service durant ce séjour charmant, qui avait su avec tant de tact et de délicatesse nous assurer des heures agréables et faciles et préparer dans ses moindres détails les visites de la matinée. Combien il était heureux de nous recevoir, de nous faire les honneurs de sa chère cité, son domaine, de nous faire pénétrer dans les vieux logis qu'il considérait un peu comme siens pour les avoir si souvent étudiés, d'exciter notre curiosité et notre admiration et de provoquer chez nous le désir du retour !

Cette réunion, la dernière à laquelle il prit part avec ses confrères, fut certainement une de ses plus douces joies et il nous témoigna, en répondant à notre président, qui l'avait chaleureusement remercié au nom de tous, des sentiments de très particulière sympathie, dont nous fûmes profondément touchés. Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici ces paroles si pleines de cœur :

MESDAMES, MESSIEURS,

Je n'ai pas voulu, hier soir, retarder le moment du repos auquel vous aspiriez légitimement après une journée si bien, si agréable-



Nogent-le-Rotrou : *Hôtel du Soleil d'Or*
Cliché de M. H. de Brébisson

ment remplie. Mais aujourd'hui je m'en voudrais, en ma double qualité de Nogentais et de membre de votre Société, de ne pas vous adresser quelques paroles de bon accueil et de remerciements. Ceux de mes compatriotes, grands amis de leur pays, présents ou non, dont je connais assez les sentiments, sont unanimes à reconnaître avec moi le grand honneur que vous nous faites en venant visiter notre ville, et nous vous en exprimons notre vive gratitude. Nous sommes privés de la présence de notre sympathique maire, M. Villette-Gaté, qui, s'absentant de Nogent, a exprimé son regret à M. Tournouer. De plus, M. Eigenschenck, notre vénéré premier adjoint, m'a prié de vous faire agréer ses excuses pour raison de santé. Leurs motifs d'abstention sont d'ordre majeur. La sincérité de leurs regrets n'est pas pour me contredire. Nous connaissons assez leur souci du bien-être de la cité, comme de tout ce qui peut lui apporter du relief et de la gaieté. Au nom de tous, soyez donc les bienvenus, Mesdames et Messieurs, et puisse votre promenade matinale consacrée à la visite de nos vieux monuments, avoir justifié amplement la décision de votre savant et bien-aimé Président d'avoir inscrit cette année sur ses tablettes d'excursion la ville de Nogent-le-Rotrou !

C'est à son initiative éclairée que nous devons, avec la collaboration d'un autre chartiste non moins éminent, M. le vicomte de Romanet, la création de notre Société percheronne d'histoire et d'archéologie, qui accomplit sa cinquième année. C'est une jeune sœur de votre grande Société, ou plutôt la petite fille, qui, sans avoir la prétention de jamais l'égaliser, essaye de marcher sur ses traces. Et de quel meilleur exemple pourrait-elle s'inspirer ? Cette Société a cela de particulier, qu'elle marche un peu sur vos brisées, qu'elle exploite partie de votre domaine, ce qui revient à dire que l'historien et l'archéologue ne sauraient reconnaître, dans leurs travaux, cette séparation qui fit du Perche, il y a un siècle, trois tronçons distincts.

Il y a sept ans, si je ne me trompe, que votre érudit Président conçut pour la première fois l'excellente idée d'organiser des excursions estivales annuelles dans votre beau et riche département ; oui, beau et riche par ses monuments antiques et ses sites merveilleux que tout le monde admire ; idée heureuse et féconde à tous égards, joignant l'utile à l'agréable dans l'amour de l'histoire du passé et resserrant les liens de sympathie, d'affection en une communauté de vie improvisée et pittoresque. Vous avez fait plus : vous êtes sortis de votre département et vous avez tenu une main fraternelle à vos érudits voisins du Maine et de la Mayenne, non moins heureux que vous de cette entente cordiale. Aujourd'hui encore vous franchissez en notre faveur les limites de votre circonscription, mais pourrait-on vraiment prétendre que vous sortez de votre cadre historique ? Non assurément. Vos ancêtres ont vécu la même vie que les nôtres ; vos auteurs, vos historiens, sont les

nôtres; le Perche entier nous est commun, et, comme le disait naguère un des membres les plus éminents de votre Société (1), empruntant le langage des Muses :

Du Percheron le Bas-Normand
Est rapproché, non seulement
De territoire,
Mais plus encore, Dieu merci,
Par le cœur, par l'esprit aussi,
Et par l'histoire.

Nous sommes donc tous ici chacun chez nous, et tous heureux, n'est-ce pas ? de nous trouver réunis en famille.

Je n'insiste pas; aussi bien n'est-ce pas le lieu ni le moment de quitter les généralités; et pourtant un esprit avisé et une parole exercée se donneraient facilement carrière sur les talents personnels, sur les mérites individuels dont témoigne constamment le texte de vos copieux Bulletins.

Je vous demande seulement la permission de faire une petite exception en posant le pied sur une des allées latérales de votre champ d'exploration. Dans le pays qui a vu naître ce charmant poète de la pléiade, Remy Belleau, il est doux de constater l'alliance étroite de la science historique avec la poésie qui lui apporte de si savoureuses jouissances. Sans prétendre à une énumération, laissez-moi rappeler les noms des Wilfrid Challemel, des Charles Turgeon, et surtout le nom déjà glorieux de notre ami Paul Harel, dont la modestie égale le savoir et la maîtrise. Si je suis particulièrement heureux de le revoir aujourd'hui, c'est que, tout Normand qu'il est, d'origine et de race, il fut quelque peu Percheron, même Nogentais, et que j'eus le plaisir, il y a trente ans passés, de l'avoir comme collaborateur dans l'imprimerie de mon beau-père M. Gouverneur, qui, coïncidence à remarquer, venait de mettre au jour une nouvelle édition des Œuvres complètes de Remy Belleau; c'est que Paul Harel naissait à la Poésie et que sa vocation se dégageait alors insensiblement au contact des caractères typographiques, et peut-être aussi sous l'influence occulte des coquilles du compositeur ou des lapsus du correcteur dont nous assumions souvent ensemble l'ingrat mais utile labeur. A la faveur de ce ressouvenir lointain, vous excuserez, Mesdames et Messieurs, cette petite digression. C'est tout. Car je n'essayerai pas de refaire ici l'éloge de notre cher poète; lui-même s'en charge, inconsciemment et sans bruit, par ses beaux vers du meilleur crû, qui sont bien toujours les voix de la glèbe, les fruits délicats du terroir normand. Il est loin d'ailleurs d'avoir dit son dernier mot, chanté son dernier chant, et, selon la prédiction de notre vieil Horace : *Dignum laude virum Musa vetat mori*, il ne saurait s'arrêter en si bon chemin, la Muse le lui

(1) Le Baron Jules des Rotours.

défend. Nous jouirons donc longtemps encore de ses généreux et vivifiants élans d'inspiration.

En terminant, Messieurs, je salue respectueusement cette vaillante et gracieuse phalange féminine qui vous accompagne, qui est pour vous un précieux encouragement, et qui forme sans conteste l'ornement le plus radieux et le plus distingué de vos charmantes réunions.

Paul Harel se lève à son tour :

Je remercie, dit-il, M. Gustave Daupeley de son souvenir aimable. Il me touche d'autant plus qu'il me rappelle une collaboration lointaine. Ensemble, il y a trente-quatre ans, nous avons corrigé des épreuves à l'imprimerie Gouverneur.

C'était après la guerre, mais, avant la guerre, en 1868, on m'avait amené ici, on m'avait enveloppé dans une blouse noire, mis devant une casse, un composteur à la main. Je revois les cadrats, les interlignes, les grandes capitales, les petites capitales et la galée. Je revois surtout mon maître, Aristide Gouverneur, jeune, grand, distingué, la tête et le col penchés sous le poids du travail ! Ses mains fines et longues nous distribuaient la copie. Sa voix métallique et tremblante révélait une nature à la fois énergique et timide. C'était un homme de labeur et de pensée, un écrivain remarquable ; c'était l'historien du vieux Nogent et du Perche, le commentateur et l'éditeur de Remy Belleau. Il était de la race des La Sicotière et des Le Vavas seur. Comme eux, il reste digne d'un monument.

On peut rappeler qu'il fut vice-président du Conseil général d'Eure-et-Loir et maire de cette ville ; mais nous devons surtout voir et saluer en lui l'imprimeur, l'homme d'étude, l'historien, le confrère illustre.

Il fut le continuateur d'une tradition qui s'est dignement perpétuée dans son gendre et dans son petit-fils. Le mot dynastie est prétentieux, mais le mot famille étant très noble, je l'emploie et je salue cette grande famille des Daupeley-Gouverneur, représentée ici par MM. Gustave et Paul Daupeley.

Hier, Mesdames et Messieurs, quand nos lourdes voitures sont entrées dans la ville, nous avons, pendant une minute, dans l'ombre du soir, longé un cimetière. Je ne vous déplairais pas, j'en suis sûr, en vous disant qu'à cette minute j'ai songé à mon maître endormi là, que j'ai prié pour mon ami Aristide Gouverneur, toujours grand dans ma pensée, toujours vivant dans mon cœur. »

L'heure du départ a sonné. Les mains se tendent et se serrent, les voitures s'ébranlent, reprenant leur route vers la campagne percheronne, dans un soleil éblouissant. Aux portes de la ville cependant nous nous arrêtons encore. Il nous reste à voir l'une des plus anciennes églises de Nogent, **Saint-Hilaire** agréablement située aux bords mêmes de

l'Huisne capricieuse, dans la vallée aux gras pâturages où s'engraissent nos meilleurs trotteurs.

M l'abbé Thirant nous reçoit et nous fait l'historique du monument. Fondée à la fin du x^e siècle, l'église Saint-Hilaire fut rebâtie aux xiii^e et xiv^e siècles et elle conserve le caractère de cette époque, tout en ayant subi en ces dernières années une importante restauration, effectuée d'ailleurs avec intelligence et goût. Elle est à trois nefs avec abside polygonale, sans déambulatoire. Un arc triomphal précède le chœur, inondé de clarté par de multiples verrières. L'ensemble est d'heureuses proportions ; on ne peut que regretter l'abaissement de la voûte actuelle de la nef. Les chapelles latérales qui s'ouvrent sur le bas-côté nord ont leur toiture indépendante et offrent au regard, à l'extérieur, une succession de pignons, particularité qui se retrouve en certaines de nos églises percheronnes, notamment à Regmalard, Moutiers-au-Perche et Dancé. La tour date de 1560. Sa solidité est assez compromise, mais des réparations récentes permettent d'espérer sa conservation.

Après cette visite, nous montons au pas la longue côte qui nous ramène directement vers Préaux. Nous jetons un regard en arrière et nos yeux ne peuvent se détacher de la curieuse et accueillante cité que nous venons de quitter. A mesure que nous montons, les maisons de Nogent s'étagent les unes au-dessus des autres comme pour nous dire un dernier adieu.

Avant d'arriver à Sainte-Gaubur-ge, dont l'élégante silhouette se pro-



Manoir des Chaponnières. — Cliché de M. A. de la Breteche

file à l'horizon, nous mettons pied à terre un instant pour mieux voir un petit manoir qui se présente inopinément au détour du chemin dans la verdure. Ce sont **les Chaponnières**, pavillon carré du xvi^e siècle, accompagné d'une tou-

relle de même hauteur, le tout couronné de machicoulis. Il fait le plus gracieux effet au fond de la cour de ferme, car maintenant il sert d'habitation à l'un de nos meilleurs éleveurs perche-



Prieuré de Sainte-Gauburge-de-la-Condre
Cliche de M^{lle} Suzanne Rivière

rons. Quels étaient ses anciens maîtres ? nous l'ignorons. Toutefois nous avons su depuis qu'en 1773, ainsi que le témoigne une lettre écrite en ce lieu même et conservée à la Bibliothèque nationale, Messire de la Bous-sardière, seigneur de Beaufrepas, l'occupait (1).

Mais c'est Sainte-Gauburge que nous voulons visiter en détails ou plutôt revoir, car le célèbre

prieuré fut déjà, en 1900, une étape de notre première excursion et, dans notre hâte d'arriver, nous passons, pres-

(1) Voici cette lettre, dont nous respectons l'orthographe :

« Monseigneur,

« Pénétré de la reconnaissance la plus respectueuse de vos bonté d'avoir bien voulu nommer François Henry de la Bousardière de Beaufrepas, mon fils, à une des place du collège royal de la Flèche, le vingt-un juillet dernier, c'est en vertu des ordres que vous avez donné à Monsieur Jullien, intendant de la généralité d'Alençon, pour que je vous adresse mes titres au nombre de quatre générations, prouvant ma noblesse, voici mon contrat de mariage, seluy de funt mon père, grand père, l'ayeulle avec l'extré de bastisme de mon fils et le mien, la garde noble que mon père avet prize à la mort de ma mère, avec le brevet du Roy, de ma sœur, que Sa Majesté luy a cordé pour une place dans la messon royal de St-Cyr; je prends la liberté, Monseigneur, de vous adresser mes titres avec ma lettre, j'ay l'honneur d'estre avec le plus profond respect,

« Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur Bousardière de Beaufrepas.

« Au Chaponnière prest Bellesme
au Perche ce 22 août 1773. »

(Bibl. nat. Nouv. d'Hozier, 62).

Un Guy François Marc de la Bousardière, sr de Beaufrepas, officier major du régiment de La Roche Foucault, fils de François Marc et de Françoise

que sans le remarquer, devant le charmant presbytère du *xv^e* siècle, si curieux pourtant et si bien conservé.

Le propriétaire, M. Thibault, avait annoncé très aimablement notre passage aux fermiers. On nous attend donc et, groupés dans la fameuse salle, dite d'Adam et d'Eve, nous y commençons la visite guidés par les excellentes observations de M. l'abbé Barret.

Inutile de décrire à nouveau ce splendide prieuré avec son église du *xiii^e* siècle, bien délabrée, hélas ! mais toujours belle dans sa simplicité ; avec sa tour si majestueuse du *xv^e* siècle ; avec les tourelles sculptées, les cheminées historiées, les fresques à demi effacées.



Prieuré de Sainte-Gauburge-de-la-Coudre
Cliché de M. de la Bretèche

Toutes ces beautés ont en effet été étudiées et analysées dans le savant travail de notre si regretté confrère, intéressant et documenté comme tout ce qu'il publiait (1).

Depuis, l'église du prieuré a été classée parmi les monuments historiques mais, faute de contribution de la part de la commune de Saint-Cyr-la-Rosière, qui en est propriétaire, les travaux les plus urgents de réparation n'ont pu encore être effectués. Néanmoins il y a tout lieu d'espérer que l'Etat autorisera prochainement tout au moins l'emploi de la subvention qu'il a promise, ce qui assurerait la mise en état de la couverture. C'est le vœu que nous exprimons en parlant, tandis que

Gabrielle Elisabeth de Mony, de la paroisse d'Eperrais, épousa le 14 juin 1764 à Villiers-sous-Mortagne Marie-Rose de Tiercelin, fille de Nicolas Henry, s^r de la Vigne et Villepandue et de Françoise-Charlotte du Chesnay. Il se pourrait qu'il fut l'auteur de cette lettre.

Les La Boussardière portaient : d'argent à un chevron de gueules accompagné d'un croissant de même en pointe, un chef d'azur, chargé de trois mésanges d'or.

(1) Nous engageons nos confrères à se reporter au Bulletin de 1900, p. 352, où ils trouveront l'étude de M. l'abbé Barret, publiée également à part.

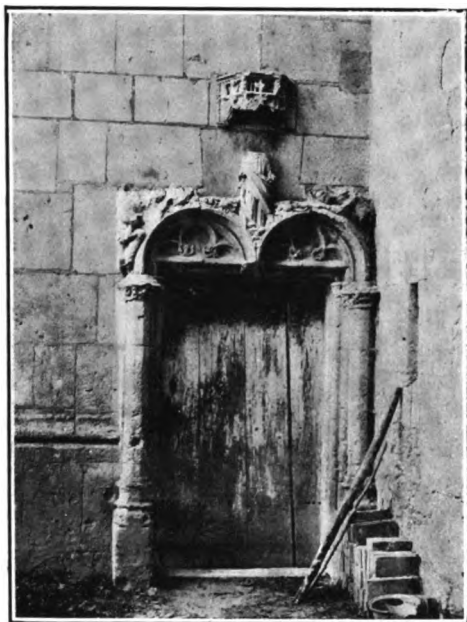
nos photographes saisissent tous les côtés intéressants, et ils sont nombreux ! du vieux prieuré.

Laissant de côté pour le moment Saint-Cyr-la-Rosière et Clémencé, que nous verrons tout à l'heure, nos voitures nous

déposent près d'une vaste habitation à l'aspect féodal. C'est **Langenardière**.

Avec ses tours massives du ^{xvi}e siècle, garnies de meurtrières et de mâchicoulis, ses logis spacieux, ses toits pointus,

Langenardière est sans doute une maison d'habitation ; mais c'est aussi une forteresse qui peut recevoir garnison et se défendre contre les attaques des voi-



Prieuré de Ste-Gauburge-de-la-Coudre. - Porte de la Tourelle.
Cliché de M. Tournouer

sins. Il semble qu'elle doit avoir une histoire toute guerrière. Eh ! bien, non, Langenardière n'a pas d'histoire. Quoique certainement le plus curieux des manoirs que nous ayons visités, on peut dire que c'est le plus inconnu. Tout ce qu'on en sait, c'est qu'il a été à une certaine époque la propriété des La Martellière et des de Fontenay, deux vieilles et célèbres familles de la province.

Sans doute, M. Tournouer nous a lu un charmant récit qui a pour théâtre Langenardière. Mais il est à croire que la légende et l'imagination tiennent une plus grande place que l'histoire dans cette nouvelle, due à la plume délicate du vicomte de Broc (1).

(1) *Au coin du feu, histoires et nouvelles*, Paris, V. Palmé, 1886.

Le temps nous manque pour visiter la Rosière, autre demeure dont les restes imposants attestent aussi une grande importance (1).



Manoir de Langenardière. — Cliché de M. de la Bretèche.

Nous faisons en passant une prière à Notre-Dame de Clémencé, chapelle de pèlerinage très fréquentée bâtie par M^{lle} des Feugerets, en reconnaissance de sa guérison. Le pèlerinage remonte au x^ve siècle (2).

Nous ne pouvons donner aussi qu'un coup d'œil à l'église de Saint-Cyr, où le curé, M. l'abbé Picot, nous fait remarquer

(1) La Rosière appartenait au x^{vii}e siècle à François Le Roy, sieur de Saint-Cyr-la-Rosière, conseiller du Roy, lieutenant général de la Connétablie et Maréchaussée de France de la table de marbre du palais de Paris, qui rend hommage pour ce fief le 6 juin 1670.

Antérieurement, le 28 janvier 1626, Gabriel de Laval, sr, baron de la Faigue, de la haute justice, terre et seigneurie de la Rosière, avait rendu hommage pour le même fief qui consistait en haute et basse cour, le tout clos et fermé de murailles, douves et fossés, avec pont-levis, en l'enclos duquel il y avait plusieurs édifices (maisons manables, chapelle, grange, pressoirs, fuye ou colombier), avec les jardins et vergers.

(Arch. nat. P. 865 et P. 8732, folio 561).

(2) Le Pape Nicolas V accorda en 1412 des indulgences à ce pèlerinage et le Pape Alexandre VI en ajouta de nouvelles en 1600. Deux chapelains y furent établis par l'évêque de Séez en 1641. On s'y rend toujours en foule le mardi qui suit le 8 septembre. (Notice sur les seigneurs et le château des Feugerets, par le vicomte du Broc, le Mans, 1883, p. 115).

le portail du ^{xiv}^e siècle et, à l'intérieur, une Mise au tombeau, attribuée à Germain Pilon, l'autel et sa garniture en cuivre du ^{xvii}^e siècle, et quelques tableaux de valeur.

En montant la route qui nous conduit à la Chapelle-Souëf, nous apercevons derrière nous, dominant tout l'horizon, comme deux forteresses, celle de la prière et celle des armes, Sainte-Gauburge et Langenardière, qui semblent protéger toute la vallée.



Le page des Feugerets
Cliché de M. R. Gobillot

Dx joyeux son de trompe éclate ; il est six heures. A l'entrée d'une allée du parc qui mène en pente douce à l'hospitallière demeure qui nous attend, fièrement campée sur sa motte, un homme d'armes et un gentil page, tenant en main la bannière des Feugerets, nous arrêtent. Ils remettent à notre Président un parchemin scellé sur lacs de soie verte aux armes de la maison de Broc : *de sable, à la bande fuselée d'argent de cinq pièces et deux demies*, portant ces galants souhaits de bienvenue :

*A Messire Henri Tournoïer, aux doctes personnages,
aux Dames et Damoysselles voyageant au païs du
Perche :*

Puisse la route estre toujours fleurie
Pour vous conduire en nostre Seigneurie.
Que Dieu vous garde des chemins cahoteux,
Des accidents, des larrons et des gueux !

Le jeune page est celui que j'envoye
Dire à chacun : Salut et bon accueil !
Vostre arrivée est pour nous grande joye ;
Mais au départ nous laisserez grand deuil.

Hervé DE BROC.

Les Feugerets, le 29^e d'aoust, l'an de grâce MDCCCXVI.

Une si gracieuse invitation, que saluent d'acclamations unanimes les excursionnistes, nous présageait un couronnement



L'ensevelissement du Christ, groupe en terre cuite (XVII^e siècle) en l'église de Saint-Cyr-la-Rosière. - Cliché de M. l'abbé Barret



digne de la belle journée que nous venions de passer. Et en effet, nous sommes accueillis avec la plus grande affabilité à l'entrée de cette charmante demeure des Feugerets. Madame la comtesse de Semallé et ses enfants, le vicomte et la vicomtesse de Broc, savent trouver un mot aimable pour chacun. Entourés de parents et de voisins, ils nous reçoivent comme de vieilles connaissances, comme des amis que l'on est heureux de voir revenir après une longue absence. Nous trouvons les Feugerets encore embellis, si possible, depuis notre dernière visite. Les douves ont été déblayées entièrement, un pont a été jeté du côté du parterre, une tourelle toute jeune et mince a remplacé des constructions disparates, une terrasse a condamné un vieux toit qui nuisait au dégagement de l'habitation, toutes réfections heureuses qui donnent au château plus de caractère et d'harmonie.

Construit au ^{xvi}^e siècle, par Jean, s^r du lieu, le château des Feugerets est l'un des mieux conservés et des plus séduisants du Perche. Entouré de fossés larges et profonds, il se compose d'un corps de logis, terminé d'un côté par un pavillon carré, de l'autre par une tour. Deux ponts de pierre à balustres donnent accès sur le terre-plein où il est élevé. A l'entrée de la cour, deux pavillons. Le château est précédé d'une terrasse qui communique avec la cour des dépendances par un escalier monumental en fer à cheval.

Une chapelle extérieure qui remontait au ^{xvi}^e siècle fut détruite au commencement du ^{xix}^e siècle. Elle fut remplacée par une chapelle intérieure érigée en 1855.

De nombreux et beaux portraits de famille sont conservés dans les vastes salons, entre autres ceux de Aymery, marquis des Feugerets, revêtu d'une cuirasse, de Louise de Beauvilliers, dame de Picher, mère d'une marquise des Feugerets ; de Marie-Anne de Thieslin de Lorie, comtesse des Feugerets, de Roger, abbé des Feugerets. Le plus curieux est celui qui groupe les derniers membres de la famille : la comtesse des Feugerets, née de Brustel ; son beau-père, sa seconde femme, M^{lle} de Martené de Saint-Paterne et leur fille.

Mignard aurait séjourné aux Feugerets. Le Dauphin, fils de Louis XIV y vint plusieurs fois.

Les Feugerets ne furent jamais vendus ; ils restèrent dans

la même famille du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècles et passèrent à la Maison de Semallé par le mariage, en 1808, de Virginie des Feugerets avec le comte de Semallé.

La cloche est une des plus anciennes du pays. L'inscription est en partie en caractères gothiques. Elle mesure 31 centimètres de diamètre (1).

Les tables sont dressées dans la vaste orangerie au fond du parc. Les murs blancs sont décorés de croisements de lierre du meilleur effet, les fleurs et les lumières abondent et les larges portes vitrées sont grandement ouvertes sur la verdure. C'est dans ce décor reposant que nous passons de ces heures qui sont toujours trop courtes lorsqu'elles sont consacrées par l'amitié à des échanges d'impressions communes et de pensées partagées.

Notre hôte, toujours délicat en surprises, nous offre comme premier mets, la poésie :

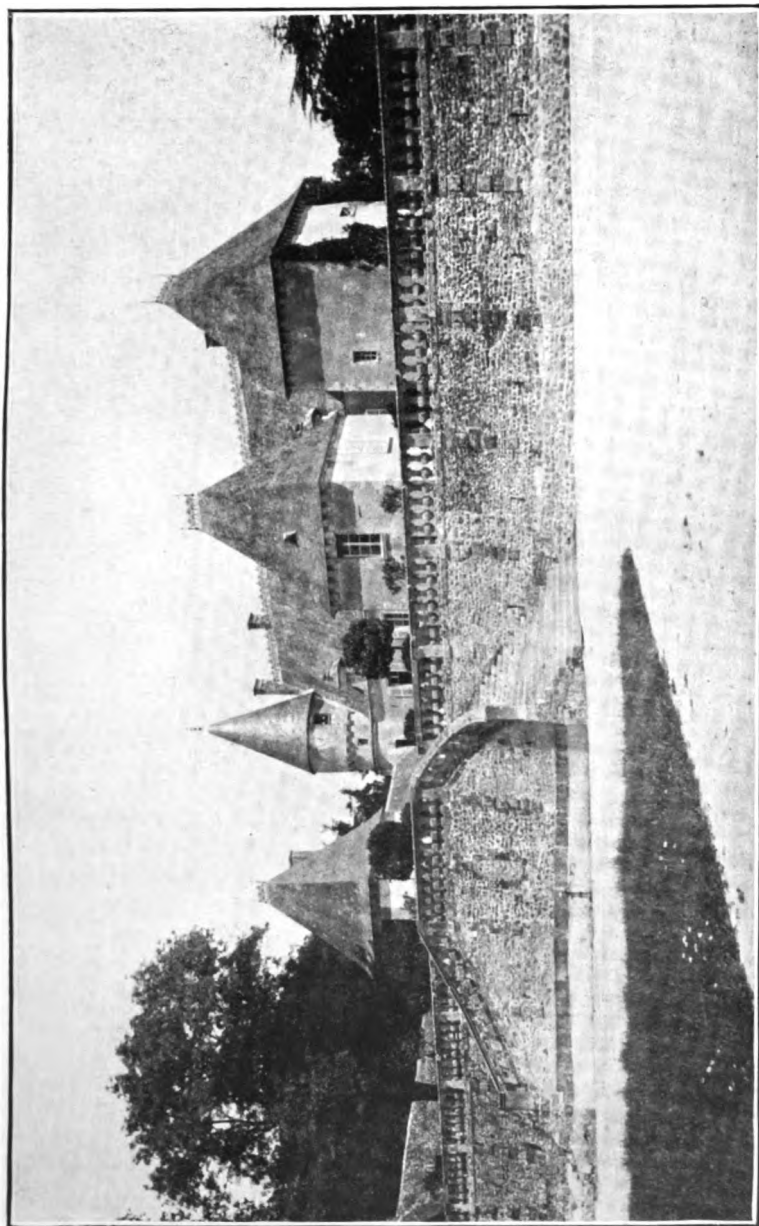
A la Société Historique et Archéologique de l'Orpe

Vous faites retentir les échos d'autrefois
Et soudain le Passé s'éveille à votre voix.
La province est pour nous la petite patrie
Où s'écoulent nos jours sans remords, sans envie.
Le Perche doit beaucoup à ses nombreux pommiers.
On aime ses forêts, on vante ses coursiers.
Le dirai-je ? Il a tout, même une académie,
Étrangère à l'orgueil, d'où l'intrigue est bannie.

La plus belle coupole est un coin du ciel bleu.
Qu'est-ce que la nature ? Un livre écrit par Dieu.
Préférons à l'éclat des vanités mesquines
Le rayon de soleil qui dore nos collines.
Voici déjà six ans qu'en un jour solennel,
Vous avez illustré les murs du vieux castel
Qui de votre passage a conservé la trace.
Il est des souvenirs que jamais rien n'efface.

Tout change, je le sais. Tout change ; cependant
Nous retrouvons toujours chez notre président

(1) Notice sur les seigneurs et le château des Feugerets, par le vicomte de Broc, illustrée de deux eaux-fortes, par le vicomte de Romanet.



Château des Feugerets. - Cliché de M. Tournader



L'activité du corps, l'esprit non moins agile,
L'été comme l'hiver, aux champs comme à la ville.
C'est lui qui sut créer, habile, ingénieux,
Ce tourisme où l'Histoire est un plaisir des yeux,
Lui qu'on voit vous guider sur les monts, dans la plaine.
Salut donc à celui qui chez nous vous ramène !
Salut à vous, Messieurs, aux écrivains divers
Dont nous aimons à lire et la prose et les vers.

Et vous, Mesdames, vous que nul effort ne lasse,
Vous apportez ici le sourire et la grâce.
Encouragez, du moins, tous nos in-octavos,
Dans ce siècle où chacun ne parle que d'*autos*.
Tandis qu'à la machine on consacre sa vie,
Gardez-nous l'idéal. Soyez la Poésie !

L'idéal ? Le nôtre n'est-il pas réalisé en ce moment lorsqu'après deux journées de chevauchées fatigantes nous trouvons l'oasis rêvée ! Des bravos nourris soulignent les vers de M. de Broc qui nous les laisse à chacun avec une vue fort bien prise des Feugerets. Au dessert notre Président répond en s'adressant plus spécialement à Madame de Semallé :

MESDAMES, MES CHERS CONFRÈRES,

L'un de nos membres les plus aimés, dont l'absence nous est très sensible aujourd'hui, prétendit un jour en des termes dont il vous souvient, que votre Président, désireux de vous ménager chaque été la visite de sites peu connus et pittoresques ou de monuments dignes d'intérêt, connaissait les bons endroits.

Certes, à considérer le long chemin que nous avons parcouru depuis notre première excursion, il semblerait en effet que nous eussions choisi à dessein pour étapes les demeures où tout pouvait flatter, en même temps que nos curiosités d'archéologues et d'historiens, nos goûts les plus raffinés et nos aspirations les plus... gastronomiques. Mais nous devons reconnaître que notre tâche s'est trouvée singulièrement facilitée par les encouragements si nombreux qui nous sont venus, par l'accueil empressé qui nous a été réservé sur notre passage, par l'hospitalité large et cordiale que nous avons reçue dans les moindres contrées de notre cher département, si bien que ce n'est pas nous qui avons été aux bons endroits, mais que ce sont les bons endroits qui sont venus à nous.

De longue date, le bon endroit des Feugerets m'est connu ; depuis longtemps dans ce foyer de l'intelligence, de l'étude et de la charité, j'ai trouvé le charme d'une amitié douce et rencontré dans ces vieux

murs toujours intacts, le salon paisible et familial où les causeries se prolongent volontiers, tant elles ont d'attrait, où les personnages qui l'entourent semblent encore parler, tant les choses y sont restées à leur place, les sentiments comme les souvenirs.

En sorte que sous ce toit où l'histoire vient saluer la littérature et la poésie, où les cœurs battent à l'unisson des nôtres dans l'amour du passé et dans les préoccupations de l'avenir, nous nous trouvons un peu chez nous et nous y revenons, avec joie, après six longues années d'absence. Et, par un phénomène, qui, d'ailleurs, s'explique facilement, partis quarante nous revenons soixante et plus. C'est que ceux qui ont vécu les heures inoubliables de notre premier séjour n'ont cessé d'en entretenir les autres et que, peut-être incroyables comme Thomas, non du récit mais de ses merveilles, ceux-ci ont voulu voir afin de rester fidèles à notre Société.

Ils ont vu et ils sont convaincus, si bien convaincus que si, par aventure, nous nous promenions quelque autre jour dans les environs des Feugerets, nous dépasserions la centaine !

Oui, Madame, notre reconnaissance est profonde pour l'affectueuse et délicate façon dont vous savez, avec vos enfants, attirer vos hôtes, les retenir et les faire revenir. Je ne sais vraiment ce que nous devons louer davantage, ou le château aux assises puissantes, ou les portraits imposants ou gracieux des seigneurs et dames du lieu ou l'ordonnance et l'éclat de cette fête, ou ce page charmant qui me fait regretter ma fraise et mon pourpoint, ou encore la plume qui a tracé, près de l'image que nous garderons, des souhaits où l'amabilité le dispute à la galanterie. Mais ce qui par dessus tout domine, c'est votre sympathie fidèle à notre œuvre provinciale dont vous contribuez à resserrer les liens et à assurer les progrès et le développement, c'est votre préoccupation constante à répandre vos bienfaits là où vous pouvez faire quelque heureux, sachant rendre bonne et accueillante la main qui donne et la main qui reçoit.

Levons nos verres, Mesdames et chers Confrères, à Madame la Comtesse de Semallé, au Vicomte et à la Vicomtesse de Broc, à la demeure hospitalière des Feugerets !

Mais, ce n'est pas tout, Madame de Broc tient à ajouter une gracieuse façon de madrigal qui termine au milieu des applaudissements cette vraie réunion familiale :

Monsieur,

Vos paroles apportent toujours à ceux qui les entendent un plaisir auquel se mêle en ce moment un peu de confusion pour ma mère et pour moi. Plus elles sont flatteuses, plus j'hésite à vous en exprimer ce que nous ressentons.

Le silence m'aurait évité l'embarras de vous répondre, mais il

eût été la faillite de la reconnaissance et, puisque vous m'appeler sur ce terrain, je ne saurais me laisser vaincre. J'aurai toutes les audaces, comme vous avez eu toutes les indulgences.

Pourquoi nous remercier à l'heure où votre présence nous fait contracter une dette de gratitude envers vous et tous ceux qui vous accompagnent ?

Vous aviez déjà laissé ici des souvenirs. Vous venez en ajouter d'autres. Ce sont des fleurs qui n'ont rien à craindre des hivers, celles que fait naître l'esprit et que gardera la mémoire.

Le parc s'illumine de toutes parts. Les feux multicolores se projettent sur les massifs et les arbres géants ; ils frappent de leur grande clarté les murs du château qui paraît plus féodal encore, tandis que dans les douves profondes les ombres demeurent, encadrant le tableau. La nuit est belle, tranquille, pure... Dans les salons les anciens seigneurs des Feugerets s'éclairent aussi et reçoivent nos derniers hommages...

Vers minuit les bons bourgeois de Bellême s'éveillent au bruit des lourdes voitures qui passent. Ils font à leur tour assaut d'amabilité pour procurer à nos membres le bon gîte nécessaire et... les volets se ferment ; ils s'ouvriront au grand matin...

TROISIÈME JOURNÉE (Jeudi 30 Août)

Partout où passe notre Société historique elle trouve des témoignages très frappants de l'esprit d'union qui anime ses membres dans l'empressement, le zèle et l'activité de chacun à l'œuvre commune. C'est ainsi que, grâce au concours d'un ou de plusieurs confrères, les gîtes, la table, tout le confort possible, sont assurés en route aux excursionnistes ; c'est ainsi qu'à Nogent notre ami si regretté, M. Gustave Daupeley, nous avait accueillis et qu'à Bellême toute chose fut si bien réglée par l'organisateur incomparable et dévoué qu'est M. Bournisien. A lui certainement revient en grande partie l'agrément de la dernière étape : séjour à la ville, promenade sous bois,

et table dressée, au prix de mille difficultés si heureusement vaincues, au point culminant de la forêt. Un grand et cordial merci à notre cher confrère.

Deux visites archéologiques, un déjeuner pittoresque en futaie et une séance solennelle dans la salle des fêtes de Bellême, tel est le programme alléchant de cette troisième journée qui va si bien terminer notre excursion.

En passant à la gare, nous prenons un de nos confrères dont la profonde érudition est toujours pleine d'intérêt et d'amabilité, M. Adigard, député de la 2^e circonscription de Domfront. Puis nous descendons à **Saint-Martin-du-Vieux-Bellême**, où nous reçoit Monsieur le curé, l'abbé Doyennel.

Est-ce là, comme semble l'indiquer son nom, l'emplacement de l'antique cité de Bellême qui, ravagée vers le x^e siècle, aurait été reconstruite sur le sommet voisin sous la protection de la redoutable forteresse des Talvas. Toujours est-il que le prieuré remonte à une très haute antiquité, puisque, d'après René Courtin, sa fondation serait due à Ives de Creil et à Gode-

hilde, sa femme (x^e siècle). Il appartenait aux Bénédictins et était placé sous la dépendance de l'abbaye de Marmoutiers, près Tours.

Le plus ancien document qui en fasse mention est une donation à Marmoutiers de l'église de Saint - Martin - du - Vieux-Bellême par Hugues de Rocé, au x^e siècle.

Le fils d'Ives de Creil, Guillaume, ayant élevé dans son château de Bellême, à la suite d'un voyage à Rome, en pénitence de ses crimes, une église



Ancienne église abbatiale
de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême.
Cliché de M. l'abbé Barret.

en l'honneur de saint Léonard, y attira les religieux de Saint-Martin qui en prirent possession en 1092, abandonnant leur prieuré. Mais en 1250, lors des visites d'Eudes Rigaud, archevêque de Rouen, il est de nouveau fait mention des

moines à Saint-Martin, sans que l'on puisse fixer l'époque de leur réintégration. Les seigneurs de Bellême furent leurs protecteurs et leur firent de nombreuses donations. Avec les évêques de Sées les rapports furent souvent tendus, bien que plusieurs les aient honorés de leurs faveurs. Des difficultés, entre autres, s'élevèrent au ^{xii}^e siècle au sujet du traitement ou portion congrue que le prieuré devait aux chapelains des églises de Dancé et de Saint-Martin. L'évêque voulait qu'ils eussent le tiers ou au moins le quart des dîmes que le couvent faisait moudre aux moulins de ces paroisses. Le prieuré dut fournir à ces prêtres une existence suffisante. Autre contestation plus tard pour une affaire de procuration. Les évêques avaient le droit de venir faire un repas ou un séjour dans les monastères. Celui de Sées réclamait quatre procurations par an et les religieux n'en voulaient accorder qu'une. Le Saint-Siège dut intervenir et l'on prit le moyen terme d'en accorder deux. Ce droit de procuration fut changé en 1302 en une redevance de 14 livres.

Les religieux de Saint-Martin ne semblaient pas d'ailleurs d'humeur commode et manifestaient en maintes occasions leur indépendance vis à vis des autorités ecclésiastiques. Eudes Rigaud, lors de ses tournées d'inspection, n'était pas mieux reçu. Il interroge les moines sur l'état de leur maison et la seule réponse qu'il en obtient, c'est qu'ils ont un abbé et un prieur pour corriger leurs abus et les réformer s'il en est besoin, ce qui voulait dire qu'ils pouvaient aisément se passer des conseils de l'archevêque.

Des divisions intestines achevèrent le trouble, si bien qu'en 1731 les religieux furent réunis à la mense conventuelle de l'abbaye de Marmoutiers.

Le prieuré étendait sa juridiction sur 17 églises : Saint-Léonard, Saint-Martin, Saint-Sauveur, Saint-Pierre, Origny-le-Roux, Bellavilliers, le Pin, Saint-Ouen-de-la-Cour, Courthioust, Colonard, Saint-Maurice-sur-Huisne. Dancé et Boissy-Maugis, et les chapelles de Saint-Santin et de Vaunoise. Le premier de ses bénéfices était l'église de Saint-Léonard à Bellême, ruinée par les calvinistes et qui s'écroula en 1711. Il avait le droit de haute justice dans une partie du bourg de Saint-Martin et dans tout le fief de Dancé. Il avait colombier

et droit de garenne et de pêche sur ses possessions. Ses revenus varient entre 8.500 et 11.000 livres. Ses biens furent vendus en 1791 et 1792 moyennant 320.000 livres.

Une aumône, appelée *prima*, se distribuait à la porte du prieuré les lundis, mercredis et vendredis de chaque semaine, depuis la saint Martin d'hiver, le 11 décembre, jusqu'à la saint Martin d'été le 4 juillet. Elle fut réglée, par arrêt du Parlement du 20 mars 1710 et confirmée par un autre du 28 août 1751.

Cette aumône n'était point pour les mendiants, passants ni vagabonds, ils en étaient formellement exclus. Les pauvres domiciliés seuls y étaient admis. Le Parlement, après avoir pris l'avis de l'évêque diocésain et des officiers du bailliage de Bellême, avait fixé le nombre des paroisses qui pouvaient en bénéficier, l'heure de la distribution, la quantité et le poids du pain pour chaque pauvre et avait ordonné :

1° Que les curés conjointement avec le syndic et deux notables habitants nommés par la communauté feraient les rôles des pauvres de leurs paroisses ayant besoin d'assistance et étant hors d'état de gagner leur vie et celle de leurs femmes et enfants, à cause de leur âge, infirmité ou du grand nombre d'enfants dont ils seraient chargés ;

2° Que les rôles seraient délivrés dès le premier jour de novembre aux fermiers du prieuré qui seraient tenus de s'y conformer, sauf à eux de se pourvoir, en cas d'abus, par devant le lieutenant général de Bellême ;

3° Que les curés ne pourraient comprendre dans leurs rôles les pauvres qui, n'étant originairement de leurs paroisses, ne s'y trouveraient pas domiciliés au moins deux ans avant la confection d'iceux ;

4° Que les pauvres compris dans les dits rôles devraient se présenter à la porte du prieuré pour y recevoir la dite aumône et que défense leur était faite d'y faire aucun attroupement sous peine d'amende et de punition exemplaire, à l'effet de quoi il serait procédé extraordinairement contre eux comme fainéants, vagabonds et perturbateurs du repos public.

Pendant plus de quarante ans cette aumône s'est distribuée sans aucun trouble.

A l'heure marquée, neuf heures en hiver, huit heures en été, la cloche sonne, les pauvres entrent dans la cour du prieuré ;

après que les portes en ont été fermées, elles ne s'ouvrent plus à ceux qui viennent trop tard. Dans deux heures de temps, quatre personnes distribuent l'aumône, consistant en trois quarterons de pain par pauvre ; les pauvres, sans bruit, se retirent chacun dans leurs maisons.

En 1752, sous le prétexte que cette aumône portait préjudice à la forêt, les religieux de Marmoutiers demandèrent de la transporter à l'Hôtel-Dieu de Bellême, mais les curés en réclamèrent le maintien à Saint-Martin, et les habitants de Bellême, assemblés et représentés par Messires du Bosch, s^r d'Epinay, d'Avesgo, s^r de Coulonges et de Tascher, s^r de Pouvray, appuyèrent le 8 décembre 1752 leur protestation. En effet, sur vingt-cinq paroisses qui avaient droit à l'aumône, la plus grande partie, comme Igé, la Chapelle-Souëf, Sérigny, Damemarie, Appenay, Gémages, Saint-Martin-du-Douët, Dancé, Saint-Maurice, Boissy-Maugis, Colonard, Saint-Jean-de-la-Forêt, Origny-le-Roux, Saint-Cosme, Roullée étaient dans une position directement opposée à la situation de la forêt et leurs habitants n'auraient pu y passer. La forêt n'était pas d'ailleurs sur le chemin du prieuré, ni par conséquent sur le chemin des pauvres. Il n'y avait donc pas lieu d'avancer que cette distribution était cause de pillages dans la forêt.

Nous ne connaissons pas la suite donnée à ce procès (1).

L'église actuelle n'est qu'un tiers environ de l'antique église abbatiale. Les parties les plus anciennes datent du x^e siècle, mais elle a subi des remaniements considérables aux xv^e, xvii^e et xix^e siècles. La voûte, écroulée en 1847, à la suite d'un ouragan, ne fut reconstruite qu'en 1858 (2). Les offices se firent pendant ce temps sous un hangar en planches.

Ce qu'elle renferme actuellement de plus intéressant, ce sont les stalles du xvi^e siècle avec médaillons sculptés, et les fresques du xiv^e découvertes récemment dans la sacristie et

(1) Nous devons ces curieux détails à des documents conservés au presbytère de Saint-Martin.

Le cartulaire du prieuré fut publié par M. l'abbé Barret dans les *Documents sur la province du Perche*, sous le titre de « Cartulaire de Marmoutier pour le Perche », Mortagne, 1894, 324 p. in-8°.

(2) Elle doit ses restaurations et sa décoration actuelles aux générosités de Mme Barthélemy.

qui avaient été dissimulées jusque-là sous un badigeon conservateur.

Elles représentent le crucifiement et une apparition de Notre-Seigneur après sa résurrection. On pense qu'il y en a d'autres dans cette même sacristie qui ne tarderont pas à être mises en lumière.



Stalles de l'ancienne église abbatiale de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême
Cliché de M. l'abbé Barret.

Sous la partie détruite de l'église s'étendent de profonds souterrains dont la disposition fait penser aux catacombes. C'est un long corridor étroit, voûté, avec à droite et à gauche, des *loculi* séparés les uns des autres par un mur. Ce devait être la sépulture des moines ou, du moins, des prieurs (1).

Dix kilomètres d'une route très accidentée et par cela même très belle, nous séparent de la Perrière.

Traversant sans nous y arrêter la bourgade toute neuve du Gué-de-la-Chaine, nous faisons le trajet, tant à pied qu'en voiture, sous les rayons d'un soleil brûlant.

(1) Ces souterrains sont aujourd'hui la propriété de M. Pelle, possesseur des anciens bâtiments du prieuré. Grâce à son aimable autorisation, nous avons pu les visiter et pénétrer dans le parc pour jeter un coup d'œil sur l'ancien monastère dont un pavillon seul offre encore quelque intérêt.

Au pied de la butte que domine la Perrière, on nous signale un endroit où ont été trouvées des poteries romaines. Une dizaine d'entre nous descendent pour se rendre compte de cette découverte. La fermière de Dutray nous montre les débris trouvés. On y remarque surtout un vase en terre rouge, dite de Samos, qui est complet. D'autres débris offrent des dessins divers. Le lieu de la découverte est à quelques pas. On le visite, on cherche, mais on ne rencontre que des débris de fonderie et du mûchefer. Tous se décident alors à escalader la hauteur que nous apercevons couronnée par le vieux bourg et la vieille église de **la Perrière**.

Tout semble vieux, en effet. dans cette bourgade, autrefois chef-lieu d'un des trois doyennés du Corbonnais. L'église avec sa porte principale romane, murée en 1867. la tour, romane aussi, du moins à sa base, sont les seuls restes du moyen-âge que la Perrière ait conservés.

Le ^{xiv}e siècle est représenté par quelques pans de murs de l'ancien logis de l'évêque de Sées, Guillaume Mauger, né à la Perrière. Le corps du logis tout entier avec ses tourelles à échauguettes semble indiquer le ^{xv}e siècle. Le portail qui donne entrée dans la cour est postérieur : il porte la date de 1636.



La Perrière.
Ancien Logis de Guillaume Mauger, évêque de Sées
Cliche de M^{lle} Suzanne Rivière.

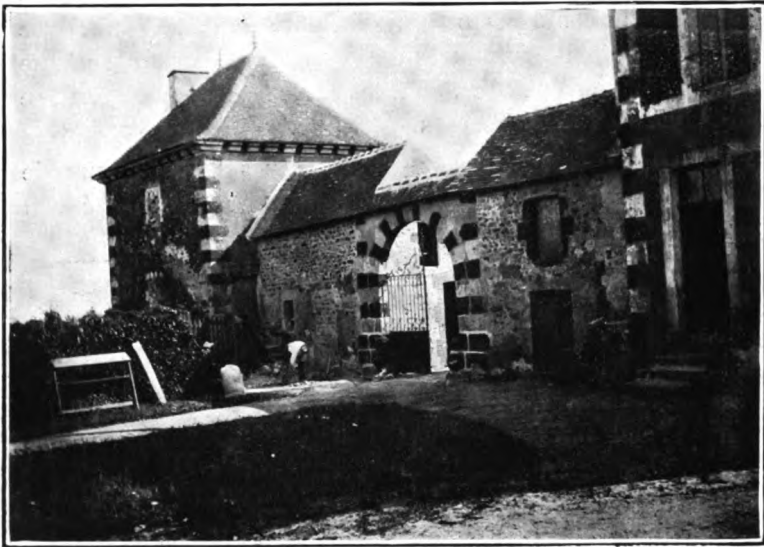
Non loin de là, le collège de la Perrière, reconstruit en partie, nous montre encore ses murailles anciennes de 1 m. 20 d'épaisseur. Il fut fondé au ^{xv}e siècle par Jean Dadré, théologien remarquable, né à la Perrière vers 1550, qui devint grand pénitencier de Rouen et fut député aux Etats de la Ligue en 1595.

Quant aux maisons du ^{xvii}e siècle, avec leurs toits pointus,

leurs gâbles en pierre, elles sont trop nombreuses pour que nous les signalions.

Nous trouvons à notre entrée à la Perrière l'accueil le plus gracieux. Au nom des habitants, comme à Sainte-Marguerite-de-Carrouges, trois fillettes se présentent avec de superbes bouquets et un gentil compliment pour souhaiter la bienvenue à la Société historique. Au milieu d'elles se tient le pasteur du lieu, M. l'abbé Gibierge, qui ajoute des paroles fort aimables auxquelles répond M. le Président et, ainsi escortés, nous pénétrons dans l'église.

Et voilà qu'une autre bonne fortune nous attend, bien inattendue, sous la forme d'un manuscrit orné de nombreuses



La Perrière. — Entrée de l'ancien logis de Guillaume Muger, évêque de Séz.

Cliché de M. Tournouer.

photographies et de dessins à la plume que nous présente Mademoiselle Louise Tafforeau. C'est son œuvre. Enfant de la paroisse, elle s'est éprise de l'histoire de son pays natal; elle en connaît chaque maison, presque chaque pierre, et elle devient pour nous un guide aussi gracieux qu'érudit. La Société archéologique, en la remerciant, souhaiterait que son exemple fût suivi et que l'histoire et l'archéologie devinssent le complément des études chez les jeunes filles instruites.

La science étant satisfaite, nous ne pouvions laisser de côté la merveille qui fait la célébrité de la Perrière, son splendide panorama. De tous ceux que nous avons vus pendant ces trois jours, c'est certainement le plus étendu et le plus varié. Placée à l'extrémité ouest de la forêt de Bellême, du haut de son promontoire de 290 mètres d'altitude, la Perrière domine le plus vaste horizon de cette contrée si riche en beaux points de vue.

. « Au levant, c'est la grande et majestueuse forêt de Bellême
« qui se découvre tout entière. Dans les autres directions, ce
« ne sont de toutes parts, dans un lointain indéfini, que riant
« bocages parsemés çà et là d'églises, de châteaux, de métai-
« ries, de chaumières ou maisonnettes, de routes et de chemins
« sillonnant le pays en tout sens. La vue découvre au Nord
« les deux flèches aériennes de la cathédrale de Sées, et au
« Sud-Est la tour gothique de la majestueuse basilique du
« Mans. On ne quitte qu'avec regret un site aussi enchanteur,
« surtout dans une belle journée, quand l'azur du ciel n'est
« attristé par aucun nuage (1) ».

Une pareille situation devait faire naître le désir d'y construire une forteresse pour commander le pays que l'on avait sous les yeux. Les seigneurs de Bellême n'y manquèrent pas, et vers la fin du ^x^e siècle, le château de la Perrière était une des plus fortes places du pays.

A la mort du dernier comte du Perche, Louis VIII le donna à Pierre Mauclerc, mais celui-ci s'étant révolté, la Perrière, comme Bellême, fut reprise par la reine Blanche, puis par Saint-Louis, et resta dans l'apanage de la famille royale jusqu'à la guerre de Cent Ans, où il fut pris et ruiné par les Anglais. Il n'en reste plus trace aujourd'hui.

Non loin du bourg, à la lisière de la forêt, s'élève le château de Mortimer ou plutôt Montimer, qui a conservé une curieuse tour à machicoulis, bâtie, dit-on, par les Anglais au ^{xv}^e siècle, et qui porte la date de 1506.

Nous nous y arrêtons en quittant la Perrière. Les propriétaires, M. et Mme Dreux, nous en ouvrent les portes avec beaucoup d'amabilité et nous permettent d'admirer les remar-

(1) Abbé Fret.

quables tapisseries qui s'y trouvent avec une foule de jolies choses, entre autres des boiseries bien conservées et mises en valeur.

Montimer appartient aux Mailly-Nesle qui portaient : d'or à trois maillets de sinople.

L'excursion archéologique proprement dite est terminée. Nos estomacs nous avertissent que l'heure s'avance et que les

vieilles demeures pas plus que les beaux horizons ne nourrissent les hommes. En route donc pour la salle à manger de la Bruyère.

Le trajet est splendide. La route se profile droite sous les beaux ombrages des grandes tutaies. C'est bien là la belle forêt de Bellême.

Mais sous les vieux chênes qui s'élèvent plus rares sur la pente de la colline, une



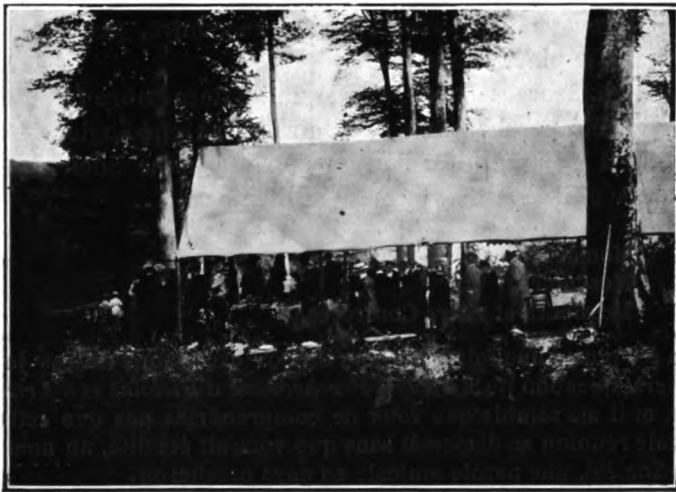
Château de Montimer. — Cliché du V^e Dauger.

tente est dressée. C'est là que nous attend M. Bournisien, qui, avec une ingéniosité égale à son dévouement, nous a ménagé la surprise d'un déjeuner sylvestre où rien ne manque, pas même la glace, très prisée par cette chaleur.

En face de nous, de l'autre côté de la vallée, la vieille cité de Bellême semble nous attendre patiemment. Les conversations ont quelque chose de plus recueilli ; on sent que la séparation est proche, et que bientôt cette vie commune si attrayante depuis trois jours va prendre fin.

Au champagne, car ce jour-là la forêt de Bellême produisait du champagne, commencèrent les toasts.

M. Tournouer se lève le premier « pour reporter tout le succès de cette nouvelle excursion sur ses vaillants confrères et tous ceux et celles qui y ont pris part. Gaité, entrain, intérêt, profits, rien n'a manqué et ce sont des souvenirs précieux à ajouter à tant d'autres que chaque année recueille notre Société bien vivante et active. Il adresse donc à tous ses chaleureux remerciements et en particulier au nouveau député de



Déjeuner en Forêt de Bellême. --- Cliché de M. J. Guillaud.

l'Orne, M. Adigard, à ses collègues du Conseil général, qui ont pu se joindre à nous, au marquis de Saint-Pierre qui s'est fait dernièrement à l'Assemblée départementale le défenseur des sites et monuments, au Président de la Société historique du Maine, M. Robert Triger, que nous sommes toujours si heureux de voir au milieu de nous et enfin à M. Bournisien, envers lequel nous avons contracté aujourd'hui une dette de profonde reconnaissance.

M. le Président, après avoir ensuite présenté les excuses de plusieurs confrères (1), donne rendez-vous à tous l'an pro-

(1) Se sont excusés de ne pouvoir prendre part à l'excursion : Mme de Chappotin, M^{lles} Benard, MM. l'abbé Baboin, le marquis de Beauchesne, Wilfrid Challemel, Chartier, le marquis de Contades, Corbière, Corneville,

chain à Alençon pour le 25^e anniversaire de notre fondation, laissant entrevoir l'espoir d'une excursion au Mans et d'une rencontre dans cette ville avec nos amis du Maine, dont nous suivons avec tant d'intérêt et de sympathie les travaux sous la direction de leur infatigable président. »

Cette nouvelle est accueillie avec enthousiasme et déjà tous s'inscrivent pour la séduisante expédition projetée. L'acquiescement aimable que nous donne M. Triger en répondant à ces paroles, et l'assurance que nos confrères voisins mettront tout en œuvre pour assurer cette rencontre, provoque de nouveaux applaudissements.

Puis, M. Georges Creste, en sa qualité de membre fondateur de la Société percheronne d'histoire et d'archéologie, tient à son tour à bien marquer l'union de cette jeune Société avec son aînée et il le fait en termes excellents :

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs et chers Confrères,

Il a été plus d'une fois, au cours de nos excursions de ces jours derniers, question de la *Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*. et il me semble que vous ne comprendriez pas que cette si cordiale réunion se dispersât sans que vous ait été dite, au nom de cette Société, une parole amicale en pays percheron.

C'est cette parole que, en ma qualité de membre de la Société Percheronne, je vous apporte en saluant votre présence dans notre chère province.

La Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie est, j'aime à le rappeler, sœur de la Société Historique ; je vois ici en ce moment plusieurs de ses parrains, et vous-même, mon cher président, qui dirigez avec tant d'éclat les destinées de votre grande aînée, vous donnez encore au milieu de tous vos travaux beaucoup de votre temps et de votre peine pour prodiguer à la petite cadette, comme secrétaire général, vos soins les plus assidus et les plus paternels.

Bon nombre des membres de la Société Historique sont également les nôtres et suivent avec un égal intérêt nos communs travaux.

Fondée, il y a six ans déjà, sous l'inspiration qui présida à la publication des *Documents sur le Perche*, la Société Percheronne

A. de Courtilloles d'Angleville, Reynold Descoutures, Christian des Diguères, Frédéric Duval Louis Duval, l'abbé Letacq. de Marcère, Pierre Margaritis, Martin du Gard, l'abbé Mesnil, le vicomte du Motey, Pocquet du Haut-Jussé, Albert Rivière, l'abbé Triboté, Charles Turgeon, le R. P. Ubald, de Vigan, Etienne Voisin.

s'est approprié le domaine que la Société Historique n'avait pas cru — avec raison — devoir prendre, et elle exploite de son mieux et non sans succès le champ restreint, mais vaste encore, dont les confins, si bien délimités par l'érudition de son président M. le vicomte de Romanet, empiètent sur trois départements voisins de l'Orne, et notamment sur celui d'Eure-et-Loir.

Mortagne, Bellême, Nogent, tels sont les trois centres de notre activité, et il nous est bien agréable de constater que nos études provinciales ont fait revivre comme par enchantement les affinités latentes qui, malgré tant de transformations de toutes sortes, ont subsisté entre les trois cités, sans que se soient en même temps réveillées les vieilles querelles de préséance des temps anciens, oubliées maintenant d'une manière définitive ; et il me semble que je puis à l'heure actuelle dire sans témérité que, sous l'égide de la Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie, notre province a retrouvé son unité, et c'est là un résultat dont nous avons le droit de concevoir quelque fierté.

Que disais-je que notre Perche dépasse les limites géographiques du département de l'Orne ? Son territoire s'étend même par delà les océans, et l'année dernière, à pareille époque, dans une réunion inoubliable tenue à Mortagne, nous avons eu la joie de voir revenir à nous un descendant direct de ces anciennes familles de Mortagne et de Tourouvre qui, vers 1660, franchirent les mers pour aller fonder en Amérique une nation nouvelle, et c'est un des fils illustres du Canada, M. le ministre Adélard Turgeon, qui vint apporter aux Percherons de la vieille France les souvenirs et les vœux des Percherons de la France nouvelle d'Amérique.

Voici deux fois, mes chers confrères, que la Société Historique a pris notre Perche — celui de France — comme but de ses excursions ; vous en avez ainsi parcouru une notable partie, et c'est un bonheur pour nous de voir quelle attraction particulière ont exercée sur vous nos vieilles demeures si hospitalières, nos collines si harmonieuses, nos vallons si frais, nos forêts si majestueuses, nos horizons si étendus et si variés.

La Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie vous remercie, Messieurs et chers Confrères de la Société Historique, de vos sympathies pour notre petite province : visiter le Perche, c'est apprendre à l'aimer, et nous comptons bien que vous y reviendrez encore pour le connaître mieux et l'aimer davantage.

Après M. Creste, c'est M. le marquis de Saint-Pierre. Provoqué par notre président, il répond que s'il a pris en mains la cause des sites et monuments auprès du Conseil général (1),

(1) M. de Saint-Pierre avait été, à la session d'août, le rapporteur d'une demande de subvention adressée à l'assemblée départementale en faveur du Comité des sites et monuments qui venait de se créer dans l'Orne.

c'est qu'il a appris à les connaître et apprécier dans les tournées de la Société Historique qui pourra toujours compter sur son appui le plus fidèle et le plus bienveillant.

Enfin, la jeunesse veut à son tour exprimer ce qu'elle ressent pour l'histoire et l'archéologie et le vicomte Dauger se fait, dans une improvisation pleine d'humour, son interprète reconnaissant.}

La série des discours est terminée, mais il ne peut y avoir de bon repas sans poésie et c'est notre confrère, M. Charles Turgeon qui, par l'organe de M. Adigard, nous envoie sous cette forme charmante, son souvenir amical :

EN FORÊT

Aimez-vous les bois ? Moi, je les adore,
Quand le soleil d'août les chauffe et les dore.
J'aime le fier profil des chênes séculaires
Et la fraîcheur des eaux ruisselantes et claires
Dont les voix si douces
Chantent sous les mousses ;

Le calme profond des hautes tutaies,
Le panache blanc des châtaigneraies,
Le chant des sabotiers dans les coupes lointaines,
La rumeur des troupeaux vaguant vers les fontaines
Au fond des clairières
Roses de bruyères.

Nos bois ont le charme ému d'un poème ;
Ils parlent aux yeux : l'arbre est un emblème.
Le chêne aux bras noueux symbolise la force ;
Le bouleau plus modeste, en sa fragile écorce,
Sous le vent qui passe,
S'incline avec grâce ;

Le fier platane à la tête pâlie
Porte avec orgueil sa mélancolie ;
Le svelte peuplier exalte la droiture ;
Le hêtre fait aimer la robuste nature
Et le sapin sombre.
La douceur de l'ombre.

Quand s'émeuvent les brises paresseuses,
Soudain, d'arbre en arbre, en plaintes berceuses,

S'éveille une confuse et lente causerie,
 Semblable au bruit lointain d'une foule qui prie,
 Et des herbes aux ramures
 S'entrecroisent de longs murmures.

. . .

Océan de verdure, où chaque arbre est un flot
 Qui roule mollement comme un léger sanglot,
 J'aime, sous ton ombre solennelle
 Sentir en mon âme fraternelle
 Palpiter la vie universelle.
 J'aime entendre à l'abri de tes grands bois,
 Comme la mer immense aux mille et mille voix,
 Bruire toute chose à la fois.
 Dans la paix d'un vallon solitaire,
 Penché silencieux sur la terre,
 J'aime sentir sous ma main
 Battre son sein,
 Et dans les plis de sa robe diaprée,
 Des couleurs de l'été royalement parée,
 J'aime entendre, comme un essaim,
 Bourdonner en chaque corolle
 Une parole
 Sans fin.

Et sitôt que sur la terre engourdie et lasse
 Le jour décline et passe,
 Dans la seconde demi-clarté du soleil qui s'éteint,
 Sous le dôme assombri du bois qui se balance
 En une vague somnolence,
 Comme au seuil d'un lieu saint,
 Devant l'auguste nuit qui lentement s'avance,
 La nature fait silence.
 Derniers bruits de la forêt qui s'endort
 Sans effort.
 Mystérieuse symphonie,
 Voix bénie,
 Que soupirez-vous là-bas,
 Tout bas ?
 Écoutons : c'est la rumeur profonde
 De l'âme ou du monde
 Eparses en tout lieu,
 Qui, lassée,
 Apaisée

Peu à peu.
Dans la suprême harmonie
D'une prière infinie,
Expire devant Dieu.

La pièce est bien de circonstance et le lieu bien choisi pour la déclamer. C'est notre adieu aux grands chênes, notre dernier hommage à l'imposante forêt qu'il nous faut maintenant quitter.

Une vingtaine d'indigènes, attirés par ce spectacle inusité, s'approchent peu à peu et écoutent, singulièrement intrigués, ces discours éloquents. Que peuvent-ils bien en penser?

Enfin on se lève, on se sépare pour rentrer, qui en voiture, qui à pied dans la ville de Bellême, dont la salle des fêtes est déjà presque pleine, et la journée s'achève par la séance solennelle que les Bellëmois, en foule, honorent de leur présence avec leur maire, M. Bansard des Bois et de nombreux habitants des environs.

A 6 heures c'est la dispersion générale, après un dernier rendez-vous à l'hôtel Saint-Louis et la promesse échangée de se retrouver tous à Alençon l'an prochain.

Abbé RICHER, H. TOURNOUER.

Ont pris part à tout ou partie de l'excursion :

Membres de la Société

- MM^{mes}** Jean BOURNISSEN.
la baronne DE SAINTE-PREUVE.
Henri TOURNOÛER.
- MM.** ADIGARD.
ANTERROCHES (Henri d').
BARILLET (Louis),
BEAUREGARD (René de).
BEAUREGARD (Roger de).
BOURNISSEN (Jean).
BRÉBISSE (DE).

MM. BROC (Vicomte DE).
CRESTE (Georges).
DAUGER (Vicomte).
DAUPELEY (Gustave).
DESVAUX (l'abbé).
DUPRAY DE LA MAHÉRIE.
FLEURY (Gabriel).
FOUCAULT (Albert).
FOULON (Eugène).
FRÉVILLE (Comte DE).
GILLET (Charles).
GOBILLOT (René).
GOBLET (l'abbé).
GODET (l'abbé).
GUERCHAIS (l'abbé).
GUILLET (l'abbé).
GUILLOUARD (Jean).
HAREL (Paul).
LA BRETÈCHE (DE).
LA SERRE (DE).
LORMEAU (l'abbé).
MARGARITIS (Raoul).
PAYSANT (l'abbé).
RICHER (l'abbé).
ROTOURS (Baron Jules DES).
ROTOURS (André DES).
SAINT-PIERRE (Marquis DE).
SARS (Vicomte DE).
SOUANCÉ (Comte DE).
TABOURIER (l'abbé).
TOURNOÛER (Henri).
TRIGER (Robert).
TRIPIED (l'abbé).
VAUCELLES (Comte DE).
VOISIN (Félix).

Etrangers à la Société**MM^{mes} ADIGARD.**

Jules CRESTE.

Georges CRESTE.

la Vicomtesse DAUGER.

DU PORTAIL.

DUPRAY DE LA MAHÉRIE.

FOUCAULT.

GILLET.

MARGARITIS.

la marquise DE SAINT-PIERRE.

Etienne VOISIN.

MM^{lles} DE BEAUREGARD.

BOURNISIEN.

DUPRAY DE LA MAHÉRIE.

DE FRÉVILLE.

MARGARITIS.

RIVIÈRE.

Odette DE SAINT-PIERRE.

Henriette DE SAINT-PIERRE.

Marthe DE SAINT-PIERRE.

DE SOUANCÉ.

TOURNOÛER.

MM. BEAUREGARD (DE).

BRÉBISSON (Henri DE).

CÉNIVAL (Pierre DE).

CHEVALLIER-CHANTEPIE.

DAUPELEY (Paul).

FONTENAY (Jean DE).

FOUCAULT (Henri).

LA SERRE (l'abbé DE).

MARGARITIS (Jacques).

MASSARD (l'abbé).

SAINT-PIERRE (Louis DE).

SOUANCÉ (Vicomte DE).

VIGAN (Louis DE).

Saint-Hilaire-des-Noyers

Les Seigneurs et Possesseurs. — Le Château

Le fief de Saint-Hilaire-des-Noyers relevait de la baronnie de Villeraÿ.

Le plus ancien seigneur, dont le nom nous soit parvenu, nous est indiqué par l'acte de présentation de Simon Regnault à la cure du lieu, daté du 4 mars 1499 (1).

Le présentateur était René de Châteaubriand, chevalier, comte de Cazan, baron de Longny, vicomte de Regmalard, seigneur de Challain, Verrières, Saint-Hilaire-des-Noyers, conseiller et chambellan du Roi (2). Le droit de patronage lui appartenait « à cause de sa terre et seigneurie du dit lieu et dépendances ». Il avait épousé Hélène d'Estouteville (3). De ce mariage naquirent trois filles, dont l'une, Madeleine, fut unie à François de la Noë, sieur de Chavannes et Bretoncelles, qui, en 1517, est qualifié de seigneur de Saint-Hilaire-des-Noyers (4).

Après lui nous trouvons Pierre Dyeubles, sieur de Ballaines, en Sologne, et de Saint-Jean-de-la-Forêt (5). Sa veuve, Aymée

(1) V. Pièces justificatives.

(2) Fils de Theaude de Chateaubriant, baron du Lyon d'Angers, sieur des Roches, comte de Cazan et de Françoise Odard, dame de Colombières et baronne de Longny. Les Châteaubriand portent : de gueules, semé de fleurs de lys d'or.

(3) Fille de Robert, sieur de Beynes et d'Ambroise de Loré, baronne d'Ivry. Elle eut de René de Châteaubriand :

1. Charlotte, mariée à Henry, sire de Croy.
2. Marie, mariée à Jean de Chambes, sieur de Montsoreau.
3. Madeleine, mariée à François de la Noë.

(4) Fils d'Olivier et de Jeanne de Laval. Les La Noë portaient : d'azur au lion d'or, armé et lampassé de gueules.

(5) Il est donné défaut contre lui à la rédaction des Coutumes du Perche en 1558. Les deux Seigneuries de Saint-Jean et de Saint-Hilaire étaient réunies entre ses mains et elles se transmirent toujours ensemble jusqu'à la Révolution.

de Tannerie, fait le 20 août 1573 une déclaration de ce fief, au duc d'Alençon, comte du Perche, et son fils, Pierre, épouse, le 17 janvier 1575, en l'église de Nocé (1), Françoise de Barville, fille de René, sieur de Nocé, qui ne vécut que quelques mois après son mariage, étant morte en novembre suivant.

Cet événement ne fut peut-être pas étranger à la détermination que prit Pierre Dyebles de se dessaisir des terres de Saint-Jean-de-la-Forêt et de Saint-Hilaire qu'il vendit peu de temps après à Lancelot de Rosny, chevalier, sieur de Brunelles. Celui-ci en faisait, en effet, la déclaration le 7 juillet 1579.

De son mariage avec Renée Aubry, dame de Radray, Lancelot de Rosny avait eu une fille, Félice, qui épousa le 22 février 1557 Louis de Billy, baron de Courville, enseigne des gendarmes du connétable de Montmorency, présent à la rédaction des coutumes du Perche (2), mais, dès 1567, celle-ci restait veuve et convolait, l'année suivante, en secondes noces, avec Jacques de Barat, sieur de Souancé et de Montdoucet (3).

De Louis de Billy, trois filles étaient nées : Denise, qui épousa Guillaume de Brie, Marie, femme de Jean de Nicolaï (4), et Françoise, à laquelle échut, à la mort de son grand-père, les seigneuries de Saint-Jean et de Saint-Hilaire (5).

Françoise avait épousé, le 14 février 1577, Théodore des Lignerries, d'une famille du Vendômois, fils de Jacques, prési-

(1) *Le lundy XVII^e jour dud. mois de janvier et an 1575, ont reçu le sacrement de mariage en l'église dud. Nocé, ensemblement, noble Pierre Dyebbles, escuyer, sieur de Ballaines et de Saint-Hyllares-des-Noyers et à présent y demeurant, et demoiselle Françoise de Barville, dame de Brenont, fille de defunct René de Barville, escuyer, vivant sieur de Nocé, lequel sacrement leur a esté administré par nous susd. et soubzsigné, François Hubin, prestre curé dud. Nocé.*
F. HUBIN.

(2) Fils de François, maître général des eaux et forêts du duché de Valois et de Marie de Beaumanoir. Il testa le 19 juillet 1566, mourut en 1567 et fut enterré en l'église de Saint-Nicolas-de-Courville. Les Billy, originaires du Soissonnais, portaient : vairé d'or et d'azur à deux fasces de gueules brochantes.

(3) De cette seconde union naquit Lancelot de Barat qui hérita de la terre de Brunelles, à la mort de son aïeul Lancelot de Rosny, survenue en 1593.

(4) De cette union devait naître, entre autres enfants, Renée, qui épousa Mathieu Molé, sieur de Champlâtreux, premier président du Parlement de Paris.

(5) Partage des biens de messire Lancelot de Rosny, fait le 6 mai 1596 entre dame Françoise de Billy, femme de messire Théodore des Lignerries et dame Marie de Billy, femme de messire Jean de Nicolaï, ses petites-filles, comme héritières de demoiselle Félice de Rosny, leur mère. Acte reçu par Saulière, notaire à Bellême (B. nat. demoiselles de Saint-Cyr, vol. 392, n° 13).

dent en la Cour de Parlement de Paris, ambassadeur pour le roi au Concile de Trente, et de Jeanne de Challigault.

Né le 18 avril 1553 et baptisé en l'église de Chauvigny, il fut élevé, dès l'âge de cinq ans, à Pau, auprès du prince de Navarre, d'où il fut ramené, à neuf ans, au château d'Azay appartenant à René des Ligneriers, son cousin. Témoin du siège que dut soutenir cette place, avec succès d'ailleurs, il se retira peu après chez les seigneurs de Baudemont, ses parents, en Poitou, mais soupçonné de connaître l'entreprise d'Amboise, il fut arrêté à Loches où on lui fit subir, malgré son jeune âge, un interrogatoire. Le seigneur de la Bourdaisière, gouverneur du duc d'Alençon, l'envoya quérir et le fit élever comme enfant d'honneur de ce prince. Il devint gentilhomme de sa Chambre, puis gouverneur de Verneuil. Surpris en cette ville (1591) par les gens de la Ligue, il fut fait prisonnier, tandis que sa femme, assiégée dans son château de Courville, se voyait contrainte de capituler et subissait même sort. Une rançon leur rendit la liberté et Théodore des Ligneriers s'en vint au service de Charles de Bourbon, comte de Soissons, qui le fit son chambellan. Il mourut en 1606 et sa femme le 3 novembre 1615 à Courville (1).

Cinq fils et trois filles naquirent de leur union. Louis et Jacques, sieurs de Courville et de Fontaines, s'allièrent à la maison de Fourmentières, Albert, sieur de Saint-Jean et de Saint-Hilaire, à celle de Lorenz. Des filles, l'ainée, Jeanne, épousa François de Fontenay, sieur de la Fresnaye et de Saint-Germain-de-la-Coudre, enseigne des gendarmes du maréchal de Lavardin, la seconde, Marie, Lancelot de Kaerhout et la troisième, Angélique. Nicolas de Dangeul.

Après un premier partage, en 1617 (2), après la mort de leur mère, les terres de Saint-Jean et de Saint-Hilaire furent abandonnées à Jeanne et à son mari par Jacques, son frère et

(1) Elle fut à Rome au jubilé en 1600 (Bibl. nat., dos. bl, 396. — Cab. de d'Hozier, 212. — Bart des Boulais, p. 242). Les Ligneriers portent : de gueules fretté d'argent au franc-quartier d'or chargé d'un lion de sable armé et lampassé de gueules, au lambel de trois pendants d'azur.

(2) Partage des biens de dame Françoise de Billy, femme de messire Théodore des Ligneriers, le 1^{er} février 1617, entre messire Louis des Ligneriers, leur fils aîné, et Jacques et Albert des Ligneriers, ses frères. Acte reçu par Le Cesne, not. à Chartres. (B. nat. demoiselle de Saint-Cyr vol. 302, n° 13).

Lancelot de Kaerbout, son beau-frère qui en avait hérité (1). Mais Jeanne devenait veuve en 1620 et le 31 octobre 1622, elle vendait les dites terres à Louis Petigars, seigneur de la Guérinière, écuyer de Madame la duchesse de Montpensier et à D^{lle} Jeanne Brisard, son épouse, moyennant 21.000 livres tournois (2). Ceux-ci cédaient à leur tour, le 17 avril 1638, moyennant 7.600 livres, à leur fils Etienne, la seigneurie de Saint-Jean, le lieu du Bruslé et le moulin de Saint-Hilaire, conservant jusqu'à leur mort la seigneurie de Saint-Hilaire-des-Noyers (3).

Etienne Petigars, sieur de la Guérinière, capitaine au régiment de Navarre, maître d'hôtel de M^{me} la duchesse d'Orléans (4), eut cinq sœurs : Anne, dame du Plessis et de Fretigny, Catherine et Jacqueline, religieuses (5), Diane,

(1) Les 17 novembre 1622 et 7 janvier 1623 des quittances furent données par Jeanne des Ligneriers à ses frère et beau-frère, de la somme de 1975 livres pour la vente de leur part et portion de Saint-Jean et de Saint-Hilaire. (Archives de Saint-Hilaire.)

(2) Contrat passé devant François Ravaudière, not. à Nogent-le-Rotrou. Louis de la Guérinière épousa Jeanne Brisard le 28 janvier 1597. Contrat passé devant Chedieu, not. à Bellême. (Archives de Saint-Hilaire, mention.)

(3) Aux termes du contrat les vendeurs tiennent quitte l'acquéreur de la somme de 4.000 l. que ledit acquéreur avait laissée en garde entre les mains de Louis de la Guérinière, lors d'un voyage en Italie. (Arch. de Saint-Hilaire).

(4) Les brevets originaux sur parchemin octroyant leurs charges à Louis et Etienne de la Guérinière, signés de Gaston d'Orléans, de Mademoiselle, sa fille, et du Roi sont conservés aux archives de Saint-Hilaire. Ce sont pour Louis, ceux de Maître d'Hôtel de la duchesse d'Orléans, épouse de Gaston (5 novembre 1626), de Maître d'Hôtel, de Mademoiselle, fille de Gaston (10 juillet 1627) et pour Etienne, ceux de Maître d'Hôtel de Gaston d'Orléans (16 août 1635), de Maître d'Hôtel de Madame (2 juin 1643), de Maître d'Hôtel de Mademoiselle (14 juin 1651) et de Conseiller et Maître d'Hôtel ordinaire du Roi (5 septembre 1651). V. pièces justificatives.

Jeanne de Brisard testa le 4 décembre 1657. Elle demanda à être inhumée en l'église de Saint-Jean-de-la-Forêt, lieu où fut inhumé son mari, et exprima le désir que trois messes soient célébrées chaque semaine à perpétuité pour le repos de son âme et de celle de Louis de la Guérinière, léguant à cet effet 75 liv. tourn. de rente. Elle lègue 25 livres de rente à la maladrerie de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême et quatre fermes de maison au trésor et fabrique de Saint-Jean, etc. (Arch. nat. S. 4892-93).

Etienne de la Guérinière rendit aveu de ses terres de Saint-Jean, du Bruslé et de la Chevalerie, le 20 décembre 1647. (Arch. nat., P. 874 r 691.)

—(5) Les Archives de Saint-Hilaire possèdent le contrat fort curieux passé entre dame Marie de la Fontaine, abbesse de l'abbaye de Saint-Léger-de-Préaux, ses religieuses, et Jeanne de Brisard femme de Louis de la Guérinière, pour l'entrée en religion de Jacqueline de la Guérinière, daté du 12 septembre 1632. Ses parents s'engagent à payer à l'abbaye la somme de 700 livres au jour de sa profession, plus 100 livres de pension par an. Quant à elle, elle renonce à tous droits successifs qui

mariée à François de Vasconcelles, sieur de la Vallée, et Marie, unie à Charles de Brisard. Il épousa Anne Poncet, dont deux filles (1) : Jeanne, baptisée à Saint-Hilaire en 1656, qui porta Saint-Jean et Saint-Hilaire à la maison de Chaumont par son mariage, le 3 janvier 1689 avec Alexandre, marquis de Chaumont, fils d'Alexandre, sieur d'Athieules et d'Isabelle du Bois des Cours, descendant de la branche de Quitrý (2), et Marie-Anne-Angélique, baptisée en 1659 et mariée à Jean-Henry Le Jau.

Le Marquis de Chaumont, marin et diplomate, capitaine de vaisseau, puis major, fut désigné par Louis XIV comme ambassadeur à Siam où l'aventurier Constance Phaulkon, devenu ministre, faisait appel à la France pour combattre l'influence hollandaise. L'ambassade que dirigeait M. de Chaumont était composée de douze gentilshommes, de l'abbé de Choisy et de six jésuites qui fondèrent la mission de Pékin. Elle s'embarqua à Brest sur l'*Oiseau* le 3 mars 1685 et arriva le 23 à l'entrée de la rivière de Siam. M. de Chaumont conclut le 10 décembre le traité de Louvo, relatif aux missionnaires et chrétiens indigènes, eut une audience du roi de Siam le 12 (3).

lui pourraient arriver tant en ligne directe que collatérale et au profit de ses frères et sœurs.

Anne de la Guérinière teste le 2 octobre 1661. Elle veut être inhumée à Saint-Jean, qu'il y ait à son service autant de prêtres que faire se pourra et pour luminaire 26 torches tenues par 26 pauvres, qu'il soit fait un huitain solennel à Saint-Jean et à Fréteigny et un service chaque jour de l'année, pour quoi elle lègue 1.050 livres tournois. Elle lègue 300 livres au curé et trésorier de Saint-Jean pour les pauvres. Elle demande trois messes chaque semaine en l'église de Saint-Hilaire, moyennant 60 livres de rente. Elle donne 300 livres à la même église pour aider à la rebâtir et lambrisser. Elle lègue à ses sœurs Catherine et Jacqueline, religieuses, 30 livres t. par an, à Diane, sa sœur, la somme de 6.000 livres t., à Marie-Anne-Angélique, sa nièce, la propriété et usufruit de tous ses biens meubles et immeubles, la faisant sa légataire universelle, à sa sœur Marie la somme de 1.000 livres. Elle nomme sa belle-sœur, dame de la Guérinière, son exécutrice testamentaire, etc. (Arch. de Saint-Hilaire.)

(1) 10 mai 1684. Partage des successions de messire Etienne de la Guérinière et de dames Catherine et Anne de la Guérinière, arrêté entre messire Jean-Henri Le Jau et dame Marie-Anne-Angélique de la Guérinière, son épouse, et demoiselle Jeanne de la Guérinière, passé devant Gilles et Le Boucher, not. au Châtelet de Paris. (Archives de Saint-Hilaire-Mention.)

(2) Les Chaumont portent : fascé d'argent et de gueules de huit pièces, armes pleines de Hongrie.

(3) Une gravure est conservée à la Bibliothèque nationale (Cab. des Estampes, n° 9335) qui représente le marquis de Chaumont reçu en audience par le roi de Siam. On y voit également Constantin Phaulkon, l'abbé de Choisy et Louis Ianeau, évêque de Métalopolis. Elle fut publiée par Nolin.

et repartit pour la France où il était de retour en juin 1686. Né vers 1640, il mourut le 28 janvier 1710 et fut enterré en l'église Saint-Séverin, laissant les deux seigneuries de Saint-Jean et de Saint-Hilaire à son fils, Alexandre-Charles, capitaine de grenadiers au régiment des Gardes françaises et colonel d'infanterie, qui devint maréchal des camps et armées du roi, commandeur de l'ordre de Saint-Louis et vécut jusqu'en 1772. Dans son testament, du 20 mai 1769, il exprimait le désir, s'il mourait à Paris, d'être enterré à Saint-Séverin, sa paroisse, sous les charniers près de la la chapelle du saint Sacrement, auprès de son père et de sa mère (ce qui eut lieu), et, s'il mourait à Saint-Hilaire, de reposer dans le cimetière de cette paroisse, au pied de la croix (1).

Alexandre-Charles de Chaumont ne s'étant pas marié, n'avait pas à sa mort d'héritiers directs. Sa succession échut donc à des petits-neveux et petites-nièces, tant du côté paternel que du côté maternel.

Du côté paternel, ce furent Pierre-Marie-François-Michel et Jean-Alexandre Le Morhyer, fils d'Etienne-François, sieur de Villiers, fils lui-même de Jean, sieur de Villiers et de Marie-Alexandre de Chaumont, nièce de l'ambassadeur à Siam.

Du côté maternel, se présentèrent les petites-nièces de Jeanne de la Guérinière, épouse d'Alexandre de Chaumont, issues de sa sœur Marie-Angélique qui avait épousé Jean-Henry le Jau (2) : Anne-Françoise-Adélaïde Picot de Combreaux et Jeanne-Geneviève-Henriette Billard de Lorière.

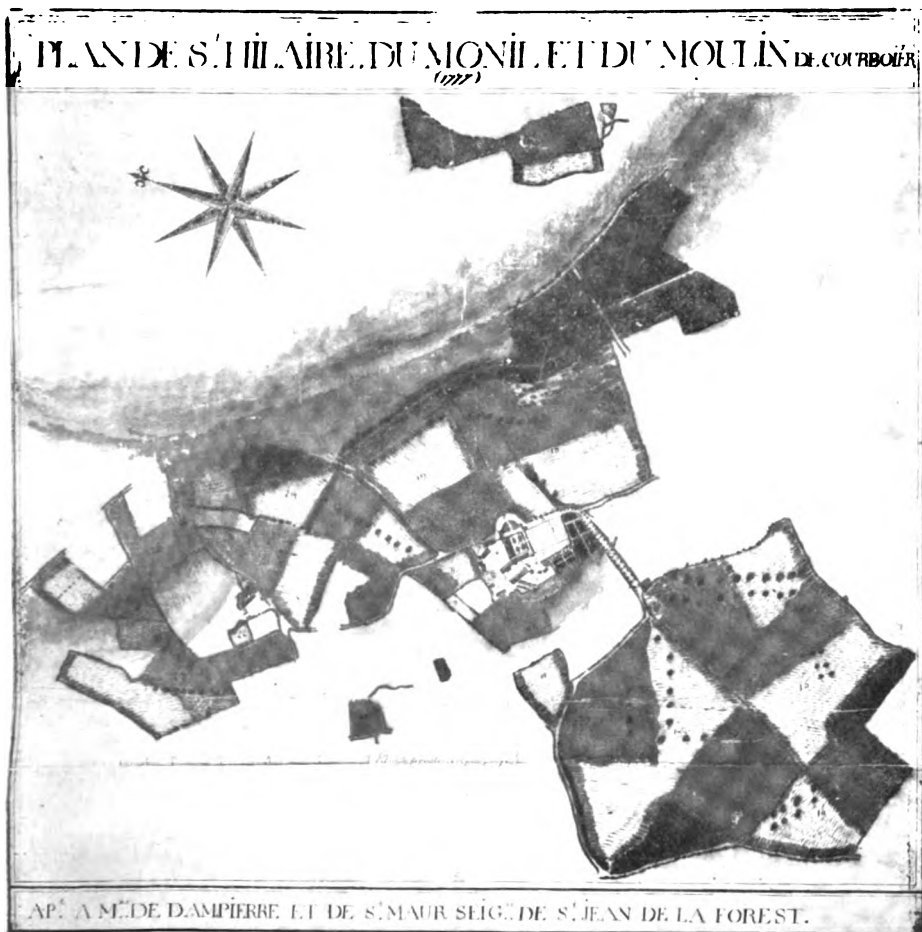
Les sieurs de Vasconcelles représentèrent bien qu'ils étaient eux aussi habiles à succéder, mais ne tenant leurs prétentions

(1) Il demandait en outre trois services à Saint-Hilaire et autant à Saint-Jean dans l'année de son décès et un chaque année à perpétuité dans ces deux paroisses avec distribution de 40 livres aux pauvres. Il légua à Saint-Jean 300 l. pour la décoration de l'église et l'achat d'ornements et 300 livres pour les pauvres ; à Saint-Hilaire 150 livres pour faire un confessionnal et servir aux ornements et décorations ; à Corubert. 100 livres pour les pauvres. (Arch. de Saint-Hilaire.)

(2) Jean-Henry Le Jau et Marie-Angélique de la Guérinière eurent :

1. Jean, sieur de Chamberjot, dont : une fille, Geneviève-Thérèse-Henriette, qui épousa Armand-Charles-Guy-Henri Billard de Lorière, sieur de Rennes, cons. du Roi en la Cour des Aides de Paris, dont : Jeanne-Geneviève-Henriette.

2. Auguste-Jean-Henry qui épousa Pétronille de la Noue, dont : Jeanne-Françoise, mariée à Jacques-Achille de Picot, sieur de Combreaux, ancien lieut. au régiment des Gardes françaises, dont : Anne-Françoise-Adélaïde.]



Plan de la terre de Saint-Hilaire-les-Noyers, levé par Touroude, en 1777.



que d'une sœur d'Etienne de la Guérinière, Diane, ils en furent exclus de droit (1).

Mesdemoiselles Picot de Combreaux et Billard de Lorieère épousèrent, l'une, Auguste-Henry-Marie Picot de Dampierre, son cousin, officier aux Gardes françaises (2), l'autre, le 17 mai 1774, Antoine-Louis du Pré de Saint-Maur, également officier aux Gardes françaises (3).

Le règlement de la succession ne se fit pas sans difficultés. Un premier partage avait eu lieu en 1772 alors que les jeunes héritières étaient mineures. Les propres naissants furent alors attribués par égales portions aux lignes paternelle et maternelle, les acquêts de même. Il fallait subdiviser ce qui revenait à chaque ligne et, comme aînée de la branche maternelle, Mademoiselle Picot de Combreaux reçut les deux tiers alors que sa cousine n'avait qu'un tiers. Aussi, en octobre 1783, Madame Du Pré de Saint-Maur prit-elle des lettres de rescision et attaqua-t-elle le premier partage. Déboutée et condamnée, elle interjeta appel. Si nous ignorons l'issue du procès, toujours est-il que la terre de Saint-Hilaire lui resta. Sa fille, Agathe - Madeleine, héritière du domaine, épousa, le 25 juin

(1) Inventaire après le décès de M. de Chaumont, juillet-août 1772. Nous en donnons le résumé dans les pièces justificatives (Arch. de Saint-Hilaire.)

(2) Fils de Pierre et de Marie-Madeleine Bellanger, né le 26 juillet 1743. Du Pré de Saint-Maur : parti au 1 d'azur, à la bande d'or chargée de trois cosses de pois de sinople qui sont du Pré de Cossigny; au 2 d'argent, à la fasce de sinople accompagnée de trois trèfles du même, 2 et 1.

(3) Né à Paris le 15 août 1756, fils de Pierre Picot, marquis de Dampierre, capitaine aux gardes françaises, et de Marie-Louise Catherine de Rogres de Champignelles. Il partit secrètement pour l'expédition de Gibraltar, fut arrêté par ordre de la Cour à Barcelone et ramené au régiment des gardes françaises. En 1788, il monte en ballon avec le duc d'Orléans et un peu plus tard part pour Lyon également en ballon. A son retour, il est mis aux arrêts. Il quitta les gardes françaises pour visiter l'Angleterre. Après avoir servi au régiment de Chartres et des chasseurs de Normandie, il se retira dans ses terres. En 1796, il était nommé président du département de l'Aube puis, l'année suivante, aide de camp du maréchal de Rochambeau et colonel du 5^e régiment de dragons. Il se trouva en 1792 à l'Expédition de Mons où il fut renversé de cheval et se distingua à Valmy et à Jemmappes. Général, placé à la tête de l'armée de Belgique, il se retira sur Bouchain et fut tué d'un coup de canon dans le bois de Vicoigne, le 8 mai 1793. Il s'était rallié à la République. D'une figure sombre et d'un physique un peu lourd, il faisait montre d'une grande vivacité et d'une bravoure à toute épreuve.

(*Biographe MICHAUD*).

Picot de Dampierre : d'or au chevron d'azur, accompagné de trois falots du même, allumés de gueules, au chef du dernier émail.

1797, Jean-Baptiste, comte de Ménardeau(1), qui vendit en 1825 au baron Thomas des Chesnes (2).

François - Thomas des Chesnes, né le 18 juillet 1782 à Alençon, était fils de Guillaume-Mathieu, lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts d'Alençon et de Marie-Germaine-Adélaïde Brossin de Fontenay. Par décret du 25 février 1808, il fut nommé percepteur des contributions directes à Rueil et cessa ses fonctions le 15 juin 1816. Entre temps, il entra, le 18 avril 1814, dans la Garde nationale à cheval de Paris et était autorisé, en 1819, à prendre le titre de capitaine. Portemanteau du Roi en 1820, puis, gentilhomme ordinaire de sa Chambre et chef de division de l'Université royale, il reçut, à la suite d'une mission, en 1824, à la Cour de Londres, le titre de baron (3). Une ordonnance du roi l'avait autorisé à ajouter à son non celui de Cénonville. En 1828 il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur.

(1) Actes de notoriété de tous les officiers des bailliages royaux de Mortagne et de Bellesme.

Qui prouvent que les dames de Dampierre et du Pré de Saint-Maur devaient partager par moitié la succession du comte de Chaumont et non pas des deux tiers au tiers.

Ces actes prouvent aussi les usages de la province et combien elle est alarmée du système de la comtesse de Dampierre et de la sentence dont la dite dame du Pré de Saint-Maur est appellante. Paris, chez Simon et Nyon, 1785, 16 p. in-4°.

Mémoire pour le sieur du Pré de Saint Maur, officier aux gardes, et demoiselle Billard de Lorière, son épouse, appellans.

Contre la dame comtesse de Dampierre, intimée. A Paris, chez Simon et Nyon, 1785. 25 p. in-4°.

Mémoire pour la comtesse de Dampierre, contre la dame du Pré de Saint-Maur. A Paris, chez Simon et Nyon, 1785, 40 p. in-4°.

(Bibl. nat., 4° Fm, 35074, 35075, 35076.)

Aux archives de l'Orne existe le dossier d'un procès entre MM. du Pré de Saint-Maur et Picot de Dampierre, et les habitants de Corubert au sujet de la possession de la terre de la Bruyère sur la ferme du Perrin.

(2) Fils de Jean-Baptiste, sieur du Perray, conseiller au Parlement de Rennes puis au grand Conseil, et de Jeanne Sidonie-Louise de la Bourdonnaye, de Liré de Coëtion, né le 5 novembre 1767.

Armes : d'azur à trois têtes et cols de licorne d'or.

(3) Erection, en majorat, de terres dans le canton du Mesle-sur-Sarthe et d'autres, auquel majorat est attaché le titre de baron (lettres pat. du Roi du 29 avril 1826. Bull. des lois, série 8, t. IV, p. 247.)

Armes : d'argent au chevron de gueules, accompagné de trois chênes de sinople, une étoile de sable en chef et deux étoiles du même en pointe.

La famille Thomas, d'origine normande, se divisa en quatre branches fixées : les Thomas de Fossé, à Rouen ; les Thomas des Chesnes, à Alençon ; les Thomas du Taillis, au Maine, et les Thomas de la Plesse, à Vitré.

Il épousa le 21 juillet 1819 Jacqueline-Espérance-Eugénie Veilliet, née à Médan le 25 septembre 1798, morte le 6 octobre 1865, fille de Jean Veilliet de Marqueville, capitaine de dragons, et de Aimée-Sophie Auvray, et mourut le 22 décembre 1856.

Deux filles naquirent de cette union : Gabrielle-Pauline, mariée à Louis de Moloré de Saint-Paul (1), et Marie Hermine, qui épousa Théobald-Charles-Marie Roger de Villers. C'est le fils de cette dernière le comte Georges-Alexandre-Marie Roger de Villers, juge suppléant au tribunal de Versailles, marié le 1^{er} octobre 1867 à Elisabeth Meurinne, qui eut dans son partage, le 13 janvier 1866, la terre de Saint-Hilaire et en fut le dernier possesseur avant la famille qui l'occupe aujourd'hui (2)

Le château de Saint-Hilaire fut sans nul doute rebâti entièrement au début du xvii^e siècle, remplaçant une construction dont il ne reste qu'une tour massive à meurtrières qui peut remonter au siècle précédent. La nouvelle demeure se composait d'un corps de logis long, flanqué de deux pavillons carrés à toits pyramidaux. On ajouta à la suite, vers la fin du xviii^e siècle, un autre bâtiment long à toit à la Mansard, avec tour, destiné à devenir la partie centrale du château que l'on désirait refaire plus important, mais sur le même plan. Cette construction fut complétée en 1837 par un pavillon neuf faisant pendant à l'un des anciens surélevé. Mais ces travaux ne furent pas heureux ; la nouvelle habitation manque d'élégance, les toits de ses pavillons sont écrasés et l'ensemble se ressent du mauvais goût de l'époque où elle fut achevée. Seul le pavillon ouest de l'ancien château demeure isolé dans son intégrité avec la tour du xvi^e siècle qu'il protège, son escalier à balustres et ses vastes salles à poutrelles. Vu de la prairie qu'il domine, ce souvenir respecté fait encore bonne figure au milieu de son entourage de grands arbres.

(1) M. et M^{me} de Moloré de Saint-Paul eurent deux fils, dont l'un, René, tué le 27 mai 1871, à la prise de Paris, et quatre filles MM^{mes} Le Clerc, de Bretteville, Letourneurs et de Graveron.

(2) M. Roger de Villers vendit le 15 mars 1873 à M. François-Octave Tournouer, ancien attaché au Ministère des Affaires étrangères, Chevalier de la Légion d'Honneur (né le 8 février 1824, mort 12 décembre 1876), fils de Jacques Simon, conseiller d'Etat, Officier de la Légion d'Honneur et de Alexine-Denise-Luce Evrat. Il épousa le 29 novembre 1860 Cécile-Alexandrine-Clémence Le Taver-nier, dont il eut un fils unique Alphonse-Joseph-Henri.

La chapelle du château est l'ancienne église de la paroisse. Lorsque le baron des Chesnes s'en rendit acquéreur, elle était dans un tel état de délabrement que le contrat de vente dut prévoir sa démolition. Elle fut cependant relevée de ses ruines



Ancienne Église de Saint-Hilaire-des-Noyers
(aujourd'hui Chapelle du Château)
Cliché de M. Tournouer.

et elle sert aujourd'hui d'oratoire privé. Dans la restauration très simple, on eut le soin de conserver l'ancien retable du XVIII^e siècle et on encastra dans les murs une pierre portant la date de 1665 qui rappelle le souvenir de la vieille église.

De l'ancienne sonnerie il ne restait pas trace. Une cloche remplaça la modeste clochette et fut bénite par le donateur, M. l'abbé de Cabanoux, alors curé de Notre-

Dame-des-Champs, à Paris, le 20 septembre 1892 (1).

(1) Voici l'inscription : *Anno Domini MDCCCXCII, die septembris XX, ego Andræa Margarita-Carolina, in Sacello Sancti Hilarii a Nuceis, donum Caroli de Cabanoux, parochi Sanctæ Mariæ a Campis Parisius, posita ab ipso, benedictionem baptismalem suscepi, patrino Andræa Rivière, Matrina Margarita Tournouer.* — Au bas : *Crouzet Hildebrand, fondeur à Paris.* — Diam. 0^m50[⁄]₄.

En 1889, lors de terrassements, une Vierge avec l'Enfant-Jésus, de l'époque Louis XIII, fut découverte près de la Chapelle et placée, à l'entrée, sur un piédestal, sous le titre de Notre-Dame de Bonne Garde, après une bénédiction solennelle. En cette même année furent exécutés les deux contreforts de la chapelle. En creusant les fondations un ancien dallage de briques carrées fut trouvé à 1^m20 du sol actuel. A 2^m90 on rencontra quelques débris de poteries gallo-romaines.

Ainsi, le clocher de Saint-Hilaire, toujours debout, continue d'abriter pieusement les tombes respectées des nombreuses générations qui reposent à l'entour.

Paroisse

La paroisse de Saint-Hilaire-des-Noyers était une des plus anciennes du Perche, figurant dans les actes dès le ^{xii}^e siècle. Elle dépendait de la châtellenie de Bellême et possédait environ 1.000 livres de revenu. Le présentateur à la cure était le baron de Villeray, comme seigneur de la Grande-Beuvrière. La Révolution amena sa suppression.

Le plus ancien curé connu fut Guillaume Guesdon, qui assista en 1499 comme témoin à la ratification de cent sols de rentes à la Maison-Dieu de Nogent-le-Rotrou par le seigneur de la Bretonnière, en Nocé.

Après lui ce furent (1) :

- * Symes Regnault, présentation du 4 mars 1499 ;
Le Beusnes, décédé en 1505 ;
- * Jacques Mouchet, présentation le 10 décembre 1505, décédé en 1517 (2) ;
Nicolas Païen, démissionnaire en 1507 ;
- * Jean Cardenyn, présentation du 17 avril 1507 ;
- * Denis Froment, présentation du 30 juillet 1517 (3) ;
Gervais Aubert, résignation en 1532 ;
- * Michel Thereau, présentation du 28 janvier 1532 (4) ;
Pierre Levasseur, présentation du 1^{er} juin 1568 ;
- * Louis Goyere, présentation du 27 mars 1596 (5) ;

(1) Les actes de présentation des curés dont le nom est précédé d'une astérisque sont conservés aux archives de l'évêché, aujourd'hui transportées aux Archives départementales, à Alençon. (V. pièces justificatives).

(2) Chapelain de messire René de Châteaubriand, baron de Longny, sieur de Verrières, de Saint-Hilaire...

(3) Frère du diocèse de Chartres.

(4) Chapelain de la Maison seigneuriale de la Morinière, en Anjou. Présent à la rédaction des Coutumes du Perche, en 1558, par son vicaire Fr. Barloue.

(5) Dans les registres de l'état-civil de Nocé, il est fait mention, à la date de 1581, d'un curé de Saint-Hilaire-des-Noyers, Louis Besson, qui ne figure nulle part ailleurs.

Noël Lépinette, présentation du 9 avril 1596, décédé en octobre 1651 ;

* François Pitron, permutation du 4 décembre 1651 ;

* Damien Chevallier, présentation du 28 octobre 1652 (1) ;

* Jacques Blondeau, présentation du 1^{er} mars 1667 (2) ;

Antoine Bercil, présentation du 29 octobre 1681, décédé en 1715 (3) ;

* Gilles de Fontenay de Courboyer, présentation du 2 octobre 1715, décédé en 1742 ;

* Paul-Jean Le Cocq. présentation le 24 août 1731, décédé en 1741 ;

* Pierre Lecomte, présentation du 27 septembre 1741, décédé le 21 août 1752 ;

* Jacques Lempérière, présentation du 20 septembre 1752, décédé le 9 décembre 1778 (4) ;

* Jean Aveline, présentation du 2 janvier 1779 (5).

Ephémérides de la Paroisse (6)

1668. — Deux cloches sont faites par Chanuel, fondeur, et bénites par messire Damien Chevallier, curé, pour l'église de

(1) François Pitron permute avec Damien Chevallier, curé de Regmal-ord.

(2) Jacques Blondeau, curé de Nocé, permute avec Damien Chevallier.

(3) L'Armorial de d'Hozier (1696-1701) attribue à Antoine Bercil les armes suivantes : d'argent à la bande d'azur chargée de trois arbres d'or. (Bibl. nat. Arm. color., p. 794).

(4) Vicaire à Saint-Jean-de-la-Forêt. Inhumé au cimetière de Saint-Hilaire le 10 décembre 1778.

(5) Vicaire à Verrières. Devint, en quittant Saint-Hilaire, curé de Courthioust, puis de Verrières, fut exilé et mourut le 26 septembre 1831. « L'an 1791, le 30 janvier, Nous, officiers municipaux de la paroisse de Saint-Hilaire-des-Noyers, assemblés à l'issue de la messe paroissiale, avons requis Jean Aveline, curé de la dite paroisse de Saint-Hilaire-des-Noyers, de prêter le serment exigé des fonctionnaires publics par un décret de l'Assemblée Nationale et sanctionné par le Roi le 27 novembre 1790, le dit sieur curé nous a répondu que, puisque ce serment était exigé de lui sans aucune restriction ni modification, sa conscience ne lui permettant pas de le prêter. En foi de quoi, partie de nous avons signé le présent procès-verbal les dits jours, étant que dessus, les autres ayant déclaré ne savoir signer, de ce requis. »

AVELINE, Curé de Saint-Hilaire-des-Noyers.

Claude LIBERGE, Propriétaire.

ROUELLE, Greffier.

(Arch. de l'Orne. Serments Constitutionnels, 1791).

(6) D'après les archives de l'Evêché et de Saint-Hilaire et les registres de l'état-civil de Saint-Hilaire, conservés à la Mairie de Corubert, qui remontent à l'année 1654.

Saint-Hilaire. La grosse nommée Anne par messire Odet de Riants, marquis de Villeray, patron de céant et Anne Poncet, dame de Saint-Jean-de-la-Forêt, veuve de M. de la Guérinière ; la petite nommée Marie, par Messire André de Barville, sieur de Nocé, et Demoiselle Jeanne, fille de feu M. de la Guérinière.

1686, 29 septembre. — La grosse cloche de Saint-Hilaire, fondue par messire Nicolas Julier, est bénite par Antoine Bercil, curé du lieu. Nommée Jeanne par messire Charles de Ryants, marquis de Villeray, et demoiselle Jeanne Angélique, fille de messire Jean-Henry Le Jau, capitaine des gardes de Monsieur, frère unique de roi. Ont assisté : Messire Martin Fontaine, curé de Corubert, et Demoiselle Marie, fille de Messire Pierre Rouché, sieur de la Roulonnière, officier de la maison du roi.

1701, 10 septembre. — Visite de Monseigneur Louis d'Aquin, évêque de Sées. Le procès-verbal de cette visite permet de reconstituer l'ancienne physionomie de l'église et de la paroisse.

L'église a 25 pieds de long, 15 de large et 25 de hauteur, elle est bâtie de pierres et de terre, couverte d'ardoise et lambrissée à l'intérieur. Les murs sont blanchis, les fenêtres vitrées, garnies de barreaux de fer. Le chœur ne fait qu'un avec la nef, sans balustrade. Un seul autel avec retable et tabernacle de pierre peinte, garni d'étoffe de soie en dedans. M. le marquis de Chaumont entretient par dévotion la lampe du sanctuaire. Les fonts baptismaux, en pierre sans doute, sont de forme ronde avec cuvette d'étain et boîte également en étain pour les saintes huiles ; pas de chaire à prêcher, pas de confessionnal ; dans le chœur un banc distingué pour le curé et les ecclésiastiques. A l'entrée, un bénitier d'étain ; aucune ceinture funèbre à armoiries, sur les murs, aucune sépulture dans l'église (1). Comme vases sacrés : un soleil ou ostensor, un ciboire, un calice d'argent, une boîte pour porter le Saint Sacrement aux malades ; comme objets du culte, quatre chandeliers de cuivre, une croix pour les processions, une

■ (1) Quelques statues dans la sacristie, mais l'évêque les trouve indécentes et ordonne de les enterrer.

plus petite pour l'Extrême-Onction, un encensoir, un lutrin, un chandelier pour le cierge pascal, deux missels et autres livres liturgiques, un bassin avec les burettes. Comme ornements, cinq chasubles de toutes couleurs et une chape ; le linge est suffisant. L'église est surmontée d'un clocher contenant deux cloches. Autour de l'église est le cimetière enclos de murs et de haies. Une croix de bois est au centre. La maison presbytérale s'élevait non loin de là, au pied du talus actuel.

L'église n'est pas riche. les charges surpassent le revenu, le casuel n'existe pas, les fondations de messes sont presque

nulles ; aussi ne tient-on aucun état des recettes et dépenses de chaque jour.

La paroisse a environ un quart de lieue de tour; elle [a pour confrontations celles de Nocé et de Corubert. On y compte cinq feux ou maisons, trois métairies, Saint-Hilaire, le Brulé et le Mauny. Les habitants sont religieux, ils assistent tous régulièrement à la messe des dimanches et font tous leurs Pâques. Le curé est alors



La Vierge et l'Enfant-Jésus
découverte à St-Hilaire-des-Noyers (début du XVIII^e siècle).
Cliché de M. Tournouer.

Antoine Bercil, il a 61 ans et réside depuis 20 ans sur la paroisse. Il a pour domestique un valet.

Le collateur et seigneur temporel de la cure est le seigneur de la Grande-Beuvrière en Verrières qui y nomme.

Le revenu est de 200 livres tout au plus. Il est payé 20 ou 21 livres de décimes ordinaires ou extraordinaires.

Les offices se font régulièrement, mais malgré l'assiduité des paroissiens on ne dit la messe haute et les vêpres que « quand il se trouve qui répond ». Les chantres, dans une si petite paroisse, devaient, en effet, faire souvent défaut. Le nombre des communicants est de vingt. On ne travaille ni fêtes ni dimanches. Dans l'église les femmes se placent séparément des hommes. Dans le village pas de pauvre qui ne puisse gagner sa vie.

Le curé fait l'école. Il tient avec soin les registres de l'état-civil.

Ce même jour, 10 septembre, confirmation à Saint-Hilaire, par Monseigneur d'Aquin. Parmi les confirmés : Messire Alexandre, comte de Chaumont, fils du marquis, ambassadeur à Siam et de Jeanne de la Guérinière, âgé de douze ans et demi ; Messire Charles Noblot, âgé de 30 ans, son précepteur ; au total 17 confirmés.

1701, 25 septembre. — Messire Antoine Bercil, curé de Saint-Hilaire, présente le compte du trésor et fabrique du lieu, depuis son entrée en possession, en 1682, devant Messire Alexandre de Chaumont et les habitants de la paroisse assemblés. Recettes 620 livres 15 s. ; dépenses 801 livres 5 s. Il reste dû au curé par le trésor 180 livres 10 s.

1701, 17 novembre. — Mariage en l'église de Saint-Hilaire de Jean de Surmont, écuyer, sieur du lieu, âgé de 29 ans, et de Madeleine Regnoust, âgée de 28 ans. En présence de Demoiselle Barbe de Tussé, mère, de Gaspard et Jacques de Surmont, écuyers, ses frères, René Guyot, sieur du Buisson, son beau-frère, Jacques d'Amyot, sieur de Boisroger, André de Tussé, écuyer, François de Tussé, sieur de Boisgirard, cousins-germains du marié et de dame Aymée Fontaine, mère, Michel Duteil, oncle, Claude Lormeau, beau-frère de la mariée.

1702, 15 août. — Bénédiction de la grosse cloche de l'église, par Antoine Bercil, curé.

1706, 27 mai. — Visite de Monseigneur Louis d'Aquin, évêque de Sées, accompagné du sieur de Courtoux, docteur en

théologie, chanoine et archidiacre de la cathédrale. Procès-verbal et confirmation de cinq personnes.

1717, 21 décembre. — Marché passé entre Messire Alexandre, comte de Chaumont et François Collas, Robert le Gendre, marchands et Pierre Vasseur, maître maçon, pour l'exécution en mai suivant de réparations importantes en l'église de Saint-Hilaire, moyennant la somme de 150 livres.

1745, 28 mai. — Visite de Monseigneur Néel de Christot, évêque de Sées, assisté du sieur de Beaurepaire, licencié en Sorbonne, grand archidiacre de la cathédrale et du sieur Le Frère, secrétaire ordinaire. Procès-verbal qui constate qu'il y a environ vingt communians et ordonne que l'on fera blanchir l'église et la sacristie et qu'on mettra un petit confessionnal et une chaire.

Confirmation dans les avenues du bois. Les paroisses environnantes s'y rendent, notamment Saint-Ouen-de-la-Cour qui amène 152 personnes.

1773, 21 février. — Jacques Lempérière, curé de Saint-Hilaire, adresse à Monseigneur de Sées une requête pour réduction dans les fondations faites à la dite paroisse. Il expose qu'il a plusieurs fondations faites pour dire des messes basses, dont le revenu est très modique.

1. Demoiselle Anne de la Guérinière a donné par testament du 2 octobre 1661 la somme de 60 livres de rente pour dire trois messes basses chaque semaine de l'année pour elle et ses parents défunts.

2. Messire Damien Chevalier, curé de la paroisse, a donné à la cure, par testament du 18 octobre 1678 quelques pièces de terres pour dire tous les vendredis la messe de la Passion et une messe de Notre-Dame aux quatre fêtes solennelles.

Ces pièces de terre constituant la meilleur portion de son bénéfice, le curé demande comment il pourra subvenir aux entretiens de l'église, attendu qu'il n'y a ni décimateurs ni trésor dans la paroisse. Il prie donc Sa Grandeur de commuer et faire la réduction de ces fondations dont il est surchargé.

Messire Beauné, curé de Saint-Agnan-sur-Erre et doyen de Bellême, est commis pour examiner les titres, revenus et charges des fondations. Il y procède le 19 avril et avis est

demandé à Messire Houdouard, curé de Nocé, qui répond que les fondations sont irrégulièrement acquittées.

1791, 30 janvier. — Jean Aveline, curé de Saint-Hilaire, refuse de prêter le serment exigé des fonctionnaires publics par décret de l'Assemblée nationale du 27 novembre 1790.

1791, 16 juin. — Adjudication en l'auditoire du tribunal du district de Bellême du domaine de l'ancienne cure de Saint-Hilaire-des-Noyers. Acquéreur : Jean-Baptiste-Bernard Thoumin, homme de loi à Bellême, moyennant 6.575 livres,

1793, 26 février. — Baux et adjudications des biens immeubles nationaux situés paroisse de Saint-Hilaire-des-Noyers. Locataire : François Debray, moyennant 26 livres pour trois années.

1795, 9 mars (19 ventôse an III). — Remboursement à la municipalité de Saint-Hilaire-des-Noyers de 38 l. 15 s. pour destruction des signes de la féodalité existant à l'église, à la suite du procès-verbal d'adjudication de ce travail du 25 messidor an II (13 juillet 1794) et de la quittance de l'entrepreneur du 3 pluviôse an III (22 janvier 1795).

1795, 26 juin (8 messidor an III). — Vente par J.-B.-B. Thoumin du domaine de la cure de Saint-Hilaire avec l'ancien domaine de la cure de Pouvray, à Jean-Baptiste-Roland-Gosselin, négociant, à Paris et à Dame Marie-Louise-Auguste de Sinçay, moyennant 31.330 livres (1).

1795, 16 septembre (24 vendémiaire an IV). — Vente par J.-B.-Roland Gosselin des dits domaines à Jean-Baptiste Lebeau, propriétaire à Paris, moyennant 150.000 livres en assignats (2).

1796, 22 juillet (4 thermidor an IV). — Vente par les administrateurs du département de l'Orne, de la maison presbytérale de la commune de Saint-Hilaire-des-Noyers et ses dépendances, au citoyen Sébastien Lesueur, secrétaire en chef de l'administration municipale du canton de Nocé, moyennant 1.350 francs.

(1) Contrat passé devant M^e Drugeon, notaire à Paris.

(2) Contrat passé devant M^e Havard, notaire à Paris.

1807, 7 mai. — Le Conseil municipal de Corubert demande au ministre des cultes que la commune de Saint-Hilaire-des-Noyers soit rattachée à la sienne et non à celle de Courthioust, comme il en a été question.

1811. — L'annuaire de l'Orne constate qu'en 1810, il y avait 53 habitants à Saint-Hilaire : 19 garçons, 14 filles, 9 hommes, 9 femmes, 1 veuve et un militaire.

1812, 17 septembre. — Décret rendu à Moscou par S. M. l'Empereur et Roi, qui réunit la commune de Saint-Hilaire-des-Noyers à celle de Saint-Jean-de-la-Forêt.

1817, 31 décembre. — Vente de l'ancien presbytère de Saint-Hilaire et ses dépendances par Barthélemy Cochon, cultivateur et Marie-Jeanne Lesueur, au comte de Ménardeau, moyennant 2.000 francs (1).

1823, 31 août. — Vente des anciens domaines des cures de Saint-Hilaire et de Saint-Martin-du-Douët par Pierre-Jean Dupuy, négociant et dame Gabrielle de Lauvergnac à M. Jean-Jacques-Julien Petibon, négociant, et dame Marthe-Marie-Pauline de Courdemanche de Boisnormand, moyennant 12.000 francs (2).

1825, 31 octobre. — Vente des biens composant l'ancien domaine de la cure de Saint-Hilaire, par M. J.-J.-J. Petibon et M. M.-P. de Courdemanche de Boisnormand au baron des Chesnes, moyennant 7.000 francs (3).

1826, 1^{er} septembre. — Estimation par L. Riguet et J. Renard, maîtres maçons, de l'église de Saint-Hilaire. Arrêtée à 599 francs.

1826, 12 novembre. — Information de commodo et incommodo auprès des habitants de Saint-Jean sur la question de savoir s'il y aurait ou non avantage à ce que le projet d'aliénation de l'église de Saint-Hilaire-des-Noyers reçut son exécution. Les déclarations des habitants sont à l'unanimité favo-

(1) Contrat passé devant M^e Olivier, notaire à Bellême. Le presbytère, converti en bâtiment de ferme, a été détruit.

(2) M. Dupuy avait hérité de ces domaines par sa femme, nièce de M. Lebeau, qui les avait achetés en 1795.

(3) Contrat passé devant M^e Ménager, notaire à Bellême.

rables. Le Conseil municipal de Saint-Jean s'était prononcé dans le même sens le 10 septembre.

1826. — Il est question de réunir Saint-Hilaire à Nocé ou à Corubert.

1828, 9 janvier. — Ordonnance du roi qui réunit la commune de Saint-Hilaire à celle de Corubert.

1834, 7 avril. — Le Conseil municipal de Corubert émet un avis défavorable à la proposition qui lui est faite par le Conseil général d'Eure-et-Loir de réunir le canton de Nocé à l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou.

1838, 16 mars. — Ordonnance royale qui autorise la vente de l'église de Saint-Hilaire.

1838, 25 juillet. — Adjudication de l'église de Saint-Hilaire au baron des Chesnes, moyennant 900 francs.

1840, 20 octobre. — Vente de l'ancien cimetière de Saint-Hilaire, par Etienne-Pierre-Thomas Pelletier, ancien juge de paix du canton de Nocé, au baron des Chesnes, moyennant 150 francs (1).

(1) L'ancien cimetière avait été adjugé le 25 juillet 1838 à Louis-Denis Petit, marchand à Verrières, moyennant 310 francs et fut revendu par lui à M. Pelletier, le 12 janvier 1840, moyennant 150 francs.

Pièces Justificatives

Etats de service de Louis et d'Etienne de la Guérinière

I

Brevet de maître d'hôtel de Madame la duchesse d'Orléans, à Louis de la Guérinière (5 novembre 1626)

De par Monseigneur, filz de France, frère unique du Roy, duc d'Orléans, de Chartres et comte de Blois.

Chevalier d'honneur ne nostre très chère espouze, premier maistre de son hostel, maistre ordinaire d'iceluy et vous trésorier et contrôleur généraux de sa Maison, salut. Desirant tesmoigner à nostre cher et bien amé le sieur de la Guérinière la satisfaction qui nous demeure des bons et agréables services qu'il a renduz depuis plusieurs années à nostre très chère espouze et recognoistre l'affection qu'il a tousjours fait paroistre au bien de nostre service, scavoir faisons qu'à ces causes et autres à ce nous mouvans, nous avons iceluy sieur de la Guérinière retenu et retenons par ces présentes en la charge de l'un des maistres d'hostel de notre dicte très chère espouze, servant par quartier, pour icelle exercer, en jouir et user par le dict de la Guérinière aux honneurs, autoritez, prérogatives, prééminences, gaiges, droictz, fruitz, profitz et émolumens qui y seront attribuez par les estaz des officiers de la Maison de nostre dicte très chère espouze, tant qu'il nous plaira. Si voulons et vous mandons et à chascun de vous enjoignons que, du dict sieur de la Guérinière pris et receu le serment en tel cas requis et accoustumé, vous ceste présente nostre retenue enregistrez ou faictes enregistrer es registres et papiers de la Chambre aux deniers de nostre dicte très chère espouze et, de la dicte charge, ensemble des honneurs, auctoritez, prérogatives, prééminences, gaiges, droicts, fruitz, profitz et émolumens susdicts le faictes, souffrez et laissez jouir et user plainement et paisiblement, et à luy obéir et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra es choses touchans et concernans la dicte charge, en luy payant et délivrant par vous, trésorier général susdict, les dictz gaiges et droictz aux termes et en la manière accoustumée. En tesmoing de quoy nous avons signé ces présentes de nostre main et à icelles fait apposer le cachet de noz armes. Donné⁴ à Paris, le cinquiesme jour de novembre mil six cens vingt-six.

GASTON.

Par Monseigneur,

GOULAS.

Aujourd'huy, trantiesme
jour de novembre mil six
cents vingt et six, le dict
sieur de la Guérinière, dé-
nommé au blanc des pré-
sentes, a faict et presté
le serment devant Monsieur
de Rouville, chevallier
d'honneur de Madame,
pour raison de sa dicte
charge de Maistre d'hostel,
servant par cartier, en la
Maison de la dicte dame.
Moy, soussigné, secrétaire
de mon dict sieur de
Rouville, présent.

DE LONCHAM

(Sceau plaqué détruit).

II

*Brevet de maître d'hôtel de Mademoiselle, fille de Gaston,
duc d'Orléans, à Louis de la Guérinière (10 juillet 1627)*

Aujourd'huy, dixiesme du mois de juillet mil six cens vingt-sept,
Monseigneur, filz de France, frère unique du Roy, duc d'Orléans, de
Chartres et comte de Blois, estant à Paris, ayant esgard aux bons et
agréables services que le sieur de la Guérinière a rendus à feue Madame
son espouze en la charge de son maistre d'hostel jusques au jour de son
decedz, Son Altessell'a retenu et retient en la charge de maistre d'hostel
de Mademoiselle, sa fille, pour la dicte charge exercer lors qu'elle sera en
aage et jouir cependant des honneurs, prérogatives, privilèges et gages
qui y seront attribuéz par les estatz des officiers de madicte damoiselle
suivant les ordonnances qui luy en seront expédiées par chacun an et en
vertu du présent brevet qu'elle a voulu signer de sa main et faict contre-
signer par moy, son conseiller et secrétaire de ses commandements,
maison et finances.

GASTON

GOULAS.

III

*Brevet de maître d'hôtel de Gaston, duc d'Orléans, à Etienne
de la Guérinière (16 août 1635)*

A nostre très chère et bien amée la dame de Saint-George, marquise de
Monglat, nostre gouvernante, maistre de nostre hostel, et vous trésorier
et controlleurs de nostre Maison, salut. Scavoir faisons que voullans

reconnoistre les bons et agréables services qu'a renduz durant plusieurs années le sieur Louis de la Guérinière, maistre de nostre hostel, en qualité d'escuier et maistre d'hostel de feuë Madame nostre très chère et très honorée mère jusques à son deceds et ceulx qu'il nous rend depuis son dict decedz, tant en l'exercice de la dicte charge de nostre maistre d'hostel qu'en diverses et importantes occasions où nous l'avons employé, dont il s'est acquitté si dignement que nous en avons tout subject de satisfaction, et sachans que le sieur Etienne de la Guérinière, son filz, nous est aussy en fort bonne considération, pour le bon et louable rapport qui nous a esté faict de sa personne, ne dégénérant point aux vertus de son père et qu'il exercera soigneusement les charges que nous aurons agréable de luy donner en nostre Maison, à ces causes et autres considérations à ce nous mouvans, après en avoir receu l'ordre et volonté de Monsieur nostre très cher et très honoré père, à icelluy sieur Estienne de la Guérinière, filz, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes la charge de maistre de nostre hostel dont jouit à présent le dict sieur de la Guérinière père, pour en jouir par le dict sieur Estienne de la Guérinière, filz, à condition de survivance après le décès de son dict père, aux honneurs, auctoritez, privilèges, exemptions, gages, droictz et livrées qui y appartiennent et qui y sont attribués par les estatz des officiers de nostre Maison tant qu'il nous plaira. Si vouldons, vous mandons et à chacun de vous enjoignons que, du dict sieur Estienne de la Guérinière, filz, pris et receu le serment en tel cas requis et accoustumé, vous les dictes présentes enregistrez ou faciez enregistrer es registres et papiers de notre Chambre aux deniers et, de la dicte charge, ensemble des honneurs, auctoritez, exemptions, privilèges, gages, droictz et livrées susdictz, le faciez, souffriez et laissiez jouir, à la dicte condition de survivance après le decedz de son dict père plainement et paisiblement et à luy obéyr et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra es choses touchans et concernans la dicte charge, en luy payant lors par vous dict trésorier général de notre Maison, les dictz gages et droictz et livrées aux termes et en la manière accoustumée. En tesmoing de quoy, nous avons signé les dictes présentes de notre main et à icelles faict mettre et apposer le placart de noz armes. Donné à Paris le sixième jour d'aoust mil six cens trente-cinq.

D'ORLÉANS.

Par Mademoiselle.

LARCHER

Aujourd'huy vingt-deuxième
mars mil six cent trente
huict à Paris, Estienne de
la Guérinière, cy dessus
nommé, a faict et presté
le serment de fidélité deu
et accoustumé à cause de
l'estat et charge de maistre

d'hostel de Mademoiselle
entre les mains de nous,
Jehanne de Harlay, dame
de Saint-George, marquise de
Monglat, gouvernante
de ma dicte damoiselle,
tesmoing nostre seing cy mis.

J. de HARLAY.

(Sceau plaqué détruit)

IV

*Brevet de maître d'hôtel de Madame, duchesse d'Orléans,
à Etienne de la Guérinière (2 Juin 1643)*

De par Monseigneur, filz de France, oncle du Roy, duc d'Orléans.

Chevalier d'honneur de nostre très chère espouse, premier maistre de son hostel, maîtres ordinaires et servants par quartier en icelluy et vous trésorier et controlleur généraux de sa Maison, salut. Scavoir faisons, qu'ayans esgard à ce que le sieur de la Guérinière a esté pourveu d'une charge de maistre d'Hostel de feue nostre très chère espouse et aux services qu'il a rendus tant en icelle que depuis en une pareille charge qu'il a en la Maison de nostre très chère fille, lesquelz nous désirons recongnoistre, à icelluy pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes signées de nostre main, une charge de maistre d'hostel de nostre très chère espouse, pour icelle avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user par le dict sieur de la Guérinière, aux honneurs, auctoritez, prérogatives, privileges, franchises, droictz, fruitz, proffitz, revenus et émolumens à la dicte charge appartenans et aux gages et appointemens qui y seront attribuez par l'estat des officiers de la dicte Maison, telz et semblables qu'en jouirent les pourvus de pareilles charges en icelle, tant qu'il nous plaira. Sy vouldons, vous mandons et à chacun de vous en droict 'oy, enjoignons que, du dict sieur de la Guérinière pris et receu le serment en tel cas requis et accoustumé, vous ces présentes enregistrez ou faictes enregistrer es registres et papiers de la Chambre aux deniers de nostre dicte très chère espouse et, de la dicte charge, ensemble des honneurs, auctoritez, prérogatives, privileges, franchises, gages, droictz, appointemens, fruitz, proffictz, revenus et esmolumens susdicts le faictes, souffrez et laissez jouir et user plainement et paisiblement et à luy obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra es choses touchans et concernans la dicte charge, en luy payans dellivrant par vous trésorier général de la dicte Maison les dicts gages et droits aux termes et en la manière accoustumée. En tesmoing de quoy, nous avons signé ces

dictes présentes et à icelles faict mettre le placart de nos armes. Don-
nées à Paris, le deuxièsme jour de juing mil six cens quarante-trois.

GASTON.

Par Monseigneur.

GOULAS

Aujourd'huy huistiesme
juillet mil six cents quarante
trois, le sieur de la Guérinière
nommé dans les présentes
lettres, a faict et presté
entre les mains de Monsieur
de Chaudebonne, chevalier
d'honneur de Madame, le
serement qu'il estoit tenu
de faire à cause de sa
charge de maistre d'hostel
de Madame, moy, son
secrétaire présent soubz
signé.

DELAGARDETTE.

(Sceau plaqué aux armes du duc d'Orléans.)

V

*Brevet de mattre d'hôtel de Mademoiselle, Anne-Marie-Louise
d'Orléans, à Etienne de la Guérinière (14 juin 1651)*

De par Mademoiselle,

A nostre très chère et bien amée la dame comtesse de Fiesque, nostre
gouvernante et vous trésorier et controlleur généraux de nostre Maison,
salut. Scavoir faisons que le sieur de la Guérinière, nostre maistre d'hos-
tel, pourveu de la ditte charge en survivance de son père qui l'a long-
temps possédée et exercée, nous auroit remonstré qu'ayant perdu les
dittes lettres de survivance, il luy seroit nécessaire d'avoir de nouvelles
lettres de provision qu'il nous auroit supplié de luy accorder, nous,
pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons de nouveau et en
temps que besoin est, donné et octroyé, donnons et octroions par
présentes signées de nostre main au dit sieur de la Guérinière la charge
de nostre maistre d'hostel pour icelle exercer, en jouir et user seul aux
honneurs, autoritez, privilèges, franchises, libertez, gages, droitz et
livrées, fruitz, profitz, revenus et émolumens qui y appartiennent et
qui y sont attribuez par les estatx des officiers de notre Maison, ainsi qu'il
en a jouÿ et jouÿt encores présentement, tant qu'il nous plaira. Si voulons
et vous mandons et, à chacun de vous en droit soy, enjoignons que, du

dit sieur de la Guérinière pris et receu le serment en tel cas requis et accoustumé, vous enregistriez ou fassiez enregistrer ces présentes es registres et papiers ne nostre Chambre aux deniers et, de la dite charge, ensemble des honneurs, autoritez, privilèges, franchises, libertez, gages, droictz, et livrées, fruitz, profitz, revenus et émolumens susditz, le fassiez, souffriez et laissez jouir pleinement et paisiblement, et à luy obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra es choses touchans et concernans la dite charge, en luy paiant et délivrant par vous trésorier général de nostre Maison les ditz gages et droictz aux termes et en la manière accoustumée. En tesmoing de quoy, nous avons signé ces présentes et à icelles fait mettre le placard de noz armes. Donné à Paris, le quatorzième jour de juin mil six cens cinquante et un.

Anne-Marie-Louise D'ORLÉANS.

Par Mademoiselle

LE ROY.

(Sceau plaqué aux armes de Mademoiselle).

VI

Brevet de conseiller et mattre d'hôtel du Roi, à Etienne de la Guérinière (5 septembre 1651)

De par le Roy,

Grand maistre de France, premier maistre de nostre hostel, maistres ordinaires d'iceluy et vous, maistres et controlleurs de nostre Chambre aux deniers, salut. Les bons et recommandables services qui nous ont esté rendus depuis plusieurs années dans toutes les occasions qui se sont présentées par le sieur Estienne de la Guérinière, seigneur de Saint-Hilaire et de Heurtevant, esquelles il nous a donné des preuves de son courage, bonne conduite, fidélité et affection, et voulans luy tesmoigner la satisfaction que nous en avons et l'estime que nous faisons de sa personne, pour ces causes, nous l'avons ce jourd'huy retenu et retenons par ces présentes signées de nostre main en la charge de l'un de nos conseillers et maistres d'hostel ordinaires pour doresnavant nous y servir, la dite charge exercer, en jouir et user aux honneurs, autoritez, prérogatives, prééminences, privilèges, franchises, libertez, gages et droictz qui y appartiennent, tels que les ont les pourvus de pareilles charges, tant qu'il nous plaira. Voulons et vous mandons que, du dit sieur de la Guérinière pris et receu le serment en tel cas requis, ceste présente vous fassiez enregistrer es registres de nostre dite Chambre aux deniers et du contenu en icelle le fassiez jouir pleinement et paisiblement et à luy obéir comme il appartiendra. Mandons en outre aux trésoriers généraux de nostre Maison que les gages et droicts à la dite charge appartenans ils payent comptant au dit sieur de la Guérinière chacun an aux termes et suivant nos estats, car tel est nostre plaisir. Donné à Fontainebleau

soubs nostre scel secret le cinquième jour de septembre xvi^e cinquante un.

LOUIS.
Par le Roy,
 DE GUÉNÉGAUD.
(Sceau royal plaqué, détruit).

Inventaire après le décès de M. de Chaumont

27, 28, 29, 30 et 31 juillet,
 1^{er} et 3 août 1772.

Inventaire fait par Charles Bachelot, notaire garde notes du Roy héréditaire à Condeau, Saint-Hilaire-des-Noyers et paroisses y annexées, résident au bourg de Villeray, susdite paroisse de Condeau, des meubles et effets, titres, papiers et enseignements dépendant de la succession de messire Alexandre-Charles, comte de Chaumont, chevalier, seigneur de Saint-Jean-de-la-Forêt, Le Vauhamel et autres lieux, maréchal des camps et armées du Roy, ci-devant capitaine de grenadiers au régiment des gardes françaises, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, décédé à Paris le vingt-trois juin dernier..... A la requête de maître Pierre Rebours, avocat au Parlement, l'un des notaires royaux de la ville de Bellesme, y demeurant, paroisse Saint-Sauveur, en qualité d'exécuteur testamentaire du dit feu seigneur comte de Chaumont, au désir de son testament olographe, daté du vingt may mil sept cent soixante-neuf, déposé pour minute à maître Le Pot d'Authueil, notaire au Châtelet de Paris, le vingt sept juin dernier, insinué à Bellême le treize du courant.

En la présence et du consentement de messire Pierre-Marie-François-Michel Le Morhyer, chevalier, seigneur de Villiers et autres lieux, demeurant en la ville de la Ferté-Bernard, tant en son nom que comme fondé de procuration de messire Jean-Alexandre Le Morhyer, chevalier de Villiers, capitaine au régiment d'Auxonne, du corps royal d'artillerie,..... seuls et uniques héritiers en la ligne paternelle dud. messire Alexandre-Charles, comte de Chaumont, à la représentation de messire Etienne-François Le Morhyer, seigneur de Villiers, leur père commun, qui était fils et unique héritier de messire Jean Le Morhyer, chevalier, seigneur de Villiers et de dame Marie-Alexandre de Chaumont, ses père et mère, laquelle dame Marie-Alexandre de Chaumont était fille et unique héritière de messire Hugues de Chaumont, chevalier, comte dudit lieu, sieur d'Artheville, la Ville-Neuve, Lourneau, etc., conseiller du Roy en ses conseils, maréchal des camps et armées du Roy, lequel sieur Hugues de Chaumont étoit frère de messire Alexandre de Chaumont, chevalier de Saint-Hilaire et autres lieux, ci-devant ambassadeur pour le Roi au royaume de Siam, qui étoit père dudit défunt messire Alexandre-

Charles, comte de Chaumont, duquel ils sont petits-neveux à la mode de Bretagne.....

Et de messire Armand-Charles-Gui-Henri Billard de Lorière, chevalier, seigneur et patron de la paroisse de Rennes, province du Maine, de la châtellenie du Bois de Maine, conseiller du Roi en sa Cour des Aides de Paris, au nom et comme tuteur de Jeanne Geneviève-Henriette Billard de Lorière, demoiselle, sa fille, issue de son mariage avec defunte dame Geneviève-Thérèse-Henriette Le Jau de Chamberjot, son épouse... la dite demoiselle seule fille et unique héritière de la dite dame Geneviève-Thérèse-Henriette Le Jau de Chamberjot et encore seule et unique héritière de defunt messire Jean-Achille Le Jau, son oncle et, par ce moien, devenue seule et unique héritière de defunt messire Jean Le Jau, chevalier, sieur de Chamberjot, son ayeul, lequel dit sieur Jean le Jau étoit fils de messire Jean-Henry Le Jau, et de Marie-Anne-Angélique de la Guérinière, soeu de Jeanne de la Guérinière, au jour de son décès veuve de messire Alexandre de Chaumont, ambassadeur à Siam, père et mère dudit defunt messire Alexandre Charles, comte de Chaumont, laquelle demoiselle Billard de Lorière..... se trouve petite-nièce à la mode de Bretagne du dit defunt comte de Chaumont.

Et encore, le dit seigneur Billard de Lorière au nom et comme fondé de la procuration spéciale de messire Jacques-Achille de Picot, chevalier, sieur de Combreaux, ancien lieutenant au régiment des gardes françaises, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, ...au nom et comme tuteur d'Anne-Françoise-Adelaide de Picot, demoiselle, sa fille mineure, issue de lui et de defunte dame Jeanne-Françoise Le Jau, son épouse... laquelle dite dame Jeanne-Françoise Le Jau étoit fille d'Auguste-Jean-Henry Le Jau et de dame Jeanne-Petronille de la Noue, ayeule de la dite dame de Combreaux, lequel Auguste-Jean-Henry Le Jau étoit fils de Jean-Henry Le Jau et de dame Marie-Anne Angélique de la Guérinière, sœur de la dite Jeanne, veuve d'Alexandre de Chaumont, ambassadeur à Siam, père et mère du dit defunt seigneur, comte de Chaumont, laquelle dite demoiselle de Combreaux.... se trouve également petite-nièce à la mode de Bretagne du dit defunt : les dites demoiselles Billard et de Combreaux seules et uniques héritières dans la ligne maternelle dudit defunt seigneur, comte de Chaumont.

Assistés de maître Thomas-Nicolas Chartier, avocat en Parlement et aux sièges royaux de Bellême, y demeurant, leur avocat et conseil.....

Et par maître René-Charles de Vasconcelle, écuyer, avocat en Parlement, demeurant à Nogent, paroiss. Saint-Hilaire, procédant tant en son nom que se faisant fort de messire François de Vasconcelle, seigneur d'Emonville, lieutenant d'infanterie au régiment de Montargis, assistés de maître Davois, leur avocat et conseil. A été représenté que c'est avec raison qu'ils se sont présentés comme habiles à succéder à feu mon dit sieur de Chaumont, puisqu'il demeure constant qu'ils sont issus du mariage de Diane de la Guérinière, sœur d'Etienne, avec François de Vasconcelle, qui auroit eu pour fils Jacques et Armand de Vasconcelle, au-

teurs des dits sieurs de Vasconcelle, laquelle Diane de la Guérinière étoit sœur d'Estienne de la Guérinière, mais qu'ayant pris communication des titres qui leur ont été représentés par Monsieur de Lorière et entre autres des lots et partages faits entre les enfans d'Etienne de la Guérinière passés devant les notaires du Châtelet le dix may mil six cent quatre vingt quatre, qui constatent que d'Etienne de la Guérinière étoient issues deux demoiselles, scavoir : demoiselle Jeanne de la Guérinière, mère dudit seigneur, comte de Chaumont et Marie-Anne de la Guérinière, mariée à messire Jean-Henri Le Jau, dont sont issues la demoiselle fille de mon dit sieur de Lorière et la demoiselle fille de Monsieur de Combreux, pourquoy ils sont de droits exclus de la succession de mon dit sieur le comte de Chaumont, et déclarent qu'ils n'entendent assister à l'inventaire qui doit être fait, référant à mon dit sieur de Lorière de faire ce qu'il jugera à propos : à quoi a été donné adjonction par maître Le Prince qui déclare également se retirer, se réservant le dit sieur de Vasconcelle, officier, à réclamer le legs à lui fait par le testament dudit seigneur, comte de Chaumont.

Et ont tous signé en cet endroit la minute des présentes, signées : Billard de Lorière, Le Morhier de Villiers, de Vasconcelle, Davois, Le Prince, Rebours, Chartier et Bachelot.

La représentation des meubles et effets, sur lesquels les scellés avaient été apposés, fut faite par le sieur Charles Colombel, agent du défunt, demeurant à la Mairie, paroisse de Corubert et ils furent appréciés par les sieurs Charles Le Luault Mancelière et René Ruel, maîtres tapissiers de Bellême, après serment de s'acquitter « religieusement » de leurs fonctions.

Le 27 juillet 1772, l'inventaire commence à deux heures de relevée et se continue les 28, 29, 30 et 31 et les 1^{er} et 3 août.

Il se poursuit dans l'ordre suivant, cuisine, garde-manger, office, chambre basse à la suite de l'office, salon à manger, petit office à côté de ce salon, salle de compagnie, petite garde-robe à côté de la salle de compagnie, grand escalier, grande chambre sur la salle de compagnie, cabinet à côté de la dite chambre, chambre rouge à la suite de la première haute, chambre grise au haut de l'escalier le plus près de la cuisine, petite chambre au haut de l'escalier, chambre haute qu'habitait le feu seigneur comte de Chaumont sur la cuisine, cabinet à côté, corridor qui conduit à la chambre du fond, chambre haute du fond au bout du corridor, garde-meubles au bout des greniers, le fruitier à côté, premier grenier joignant la garde-meubles, grenier à la suite, autre grenier, chambre des domestiques, autre chambre, chambre du cuisinier, caves sous le château, caveau, cellier dans le pressoir de la ferme, pavillon d'en haut donnant sur le jardin, première chambre des domestiques au niveau des écuries, chambre des étrangers, sellerie, écuries, fournil, autre chambre des domestiques, bordage du petit moulin. susdite paroisse de Saint-Hilaire-

des-Noyers, étable aux vaches, serre du château, écurie, remises, basse-cour, greniers, remises de la ferme, argenterie.

Sont ensuite passés en revue : les dettes actives, les rentes constituées, les droits seigneuriaux de Saint-Jean-de-la-Forêt, les titres de propriété, les titres des rentes, les contrats d'acquisition, les actes concernant la seigneurie de Saint-Jean-de-la-Forêt, les cens et rentes y attachés.

L'inventaire fut arrêté le 3 août à cinq heures de relevée, en présence de maître Jean-François Lemperrière, curé de Saint-Jean-de-la-Forêt, de Claude Liberge, laboureur, demeurant à Saint-Hilaire-des-Noyers et Pierre Tarenne, laboureur, demeurant à Nocé, qui signèrent avec les comparants et le notaire. Les frais s'élevèrent à 311 livres et 13 sols

Signalons dans cet inventaire important, qui ne compte pas moins de 228 pages in-4°, les détails d'ameublements ou autres qui nous intéressent le plus.

Dans le « *salon à manger* » on voit un bas de buffet en chêne avec sa table de marbre, une table également de chêne et deux autres grandes avec un « ployant », au mur une fontaine avec sa cuvette de cuivre rouge, et c'est tout.

La « *salle de compagnie* », le salon moderne, est plus meublé. Les rideaux y sont d'indienne, la cheminée est ornée d'un trumeau garni de son parquet, bras à doubles branches et paysages, estimé 90 livres, en bonnes places figurent les portraits du Roi et de Monseigneur le Dauphin dans leurs cadres dorés. Un autre trumeau à bordures dorées en deux parties de glace, est évalué à 180 livres et une pendule garnie de son piédestal à 250. Comme sièges, quatre « chaises à la Reine », garnies de velours d'Utrecht, six fauteuils couverts de tapisserie, un canapé de même, six petits fauteuils de paille, deux bergères de damas croisy garnies de leurs coussins et traversins de plume d'oie, l'une rouge, l'autre verte ; comme tables, une « à piquet », garnie de son tapis vert, une « à cadrille » à quatre tiroirs, une autre garnie d'un cabaret à tasses en terre de Paris, une autre encore à bois doré et dessus de marbre, puis, un écran en tapisserie, doublé de damas, deux encoignures, et deux « boîtes à cadrille ».

Si nous pénétrons dans la « *chambre haute* qu'habitait le seigneur » nous y trouvons : quatre « fauteuils à la Reine », de tapisserie et un en Beauvais, un « fauteuil en cabriolet » avec son coussin, couvert de moquette, un autre de velours d'Utrecht jaune, un confessionnal couvert de velours rouge d'Utrecht, une petite glace, un crucifix argenté, une cheminée en glace avec son parquet, paysage, bras à doubles branches appliquées à la bordure avec des clous sans tête, une pendule à répétition, estimée 150 livres, une autre avec son piédestal, garni en cuivre doré, estimée 240, trois pots à fleur de faïence, un Bacchus de cristal, une commode de marqueterie garnie de quatre tiroirs, dessus de « marbre de rance » estimée 50 livres, des rideaux d'indienne, « un lit de damas cramoisi composé de son bois de lit, fond sanglé, impériale, tringle tournante, housse de serge d'Aumalle cramoisi, courtépointe, fond, dossier, pentes, bonnes grâces, sousbassements, le tout cramoisi, estimé 420 livres »

Dans un placard étaient renfermés les habits et linges du seigneur, mais il les a légués à son valet de chambre Firmin Fetar et ils ne sont évalués que pour mémoire à la somme de 600 livres.

Le *petit cabinet* attenant à la dite chambre renfermait, outre quelques meubles, les objets de toilette de messire de Chaumont, six fusils dont un garni en argent, estimé 100 livres et sa bibliothèque contenant « cinquante tomes de différents livres, tant gazettes qu'almanachs royaux et militaires, l'histoire de Monsieur le vicomte de Turenne, et le nouveau Théâtre d'Agriculture par le sieur Liger » et un lot de cartes géographiques.

L'ouverture de la *cassette* du défunt y fait découvrir la somme de 16265 livres 8 sols tant en or qu'en argent, plus 17 jetons d'argent dans une bourse également d'argent, deux moules à balles, cinq bourses de soie, un bougeoir argenté, deux pistolets garnis d'argent, deux fouets de chasse, un flacon, un éteignoir en cuivre et une chaîne de chien.

L'*argenterie*, peu considérable, atteint le chiffre de 4550 livres.

Les autres chambres sont meublées de même façon. Ce sont des tentures de tapisserie, des fauteuils à la Reine en velours d'Utrecht, des lits de plume garnis de serge aux nuances différentes ou de « rideaux de Siamoise », ou encore des « lits à tombeau », des commodes à ferrures, des tables légères et des encoignures.

Dans ses *écuries* de Saint-Hilaire, le sieur de Chaumont avait un mulet à poil de biche estimé 200 livres et cinq chevaux de différents poils, dans son étable cinq mères vaches, dans son poulailler une douzaine de volailles.

La seconde partie de l'inventaire contient l'énumération des dettes actives et des rentes constituées du seigneur ; qui s'élevaient à la somme d'environ 2750 livres et celle des titres de propriété ou actes divers formant le chartrier du château :

10 mai 1684. — Partage des successions de messire Etienne de la Guérinière, sieur de Saint-Jean-de-la-Forêt et de dames Catherine et Anne de la Guérinière, sœurs religieuses, arrêté entre messire Jean-Henry Le Jau, chevalier, sieur de Saint-Jean-de-la-Forêt et dame Marie-Anne-Angélique de la Guérinière, son épouse, et demoiselle Jeanne de la Guérinière, fille, devant Gilles et Le Boucher, notaires au Châtelet de Paris.

28 janvier 1597. — Contrat de mariage de Louis Petitgars, écuyer, sieur de la Guérinière, avec demoiselle Jeanne de Brisard, passé devant Chedieu, notaire royal à Bellême.

30 octobre 1622. — Contrat d'acquêt par Pouis Petitgars de la Guérinière et dame Jeanne Brizard, son épouse, de dame Jeanne de Lignery, veuve de messire François

de Fontenay, des domaines, terres et seigneuries de Saint-Jean-de-la-Forêt, Saint-Hilaire-des-Noyers, le Brulé, la Goislardièrre, Loiserie, la Chevalerie, le moulin à bled, bois de haute futaye et droits seigneuriaux, passé devant Ravaudièrre, not. à Nogent.

22 mars 1644. — Acte de partage devant Couillin, not. roy. à Bellême par lequel Jeanne de Brizard, veuve Louis de la Guérinière, a abandonné à ses enfants tous ses droits pour par eux en faire le partage avec les biens dudit Louis de la Guérinière, ce qu'ils ont fait par le dit acte en cinq lots qui sont échus à Etienne, Anne, Diane, Adrienne et Marie, leurs enfants.

— Sept pièces concernant la propriété des terres dépendantes du domaine de la seigneurie de Saint-Hilaire-des-Noyers : acquêts, baux et échange :

1^o — 1^{er} avril 1650, devant Ruelle, not. à Bellême.

2^o — 1^{er} février 1671, devant Gautier, notaire à Nocé.

3^o à 5^o — Baux.

6^o — 21 février 1697, devant Le Breton, not. à Bellême.

7^o — 6 mars 1697.

5 octobre 1648. — Acte de vente devant Chedieu et Guérin, not. roy. à Bellême, par Charles de Brizard et Marie de la Guérinière, son épouse, à messire Etienne de la Guérinière, du lieu et terre de la Goislardièrre, paroisse de Nocé, tel qu'il leur était échu par les partages du 22 mars 1644.

5 mars 1692. — Acte de vente devant Royneau, not. à Bellême, par maître Louis Launay à messire Alexandre de Chaumont et dame Jeanne de la Guérinière, son épouse, d'une pièce de terre nommée le Sablon, contenant trois arpents, paroisse de Nocé, moyennant 175 livres.

27 décembre 1699. — Acte de vente devant Rouche, not. à Bellême, par Pierre Boussard et sa femme, à messire Alexandre de Chaumont et dame de la Guérinière, son épouse, d'un clos à part, nommé le pré de la Grosse-Fontaine, actuellement connu sous le nom du pré du Creux, réuni à la terre des Poussinières.

5 avril 1692. — Acte de vente devant Bersil, not. à Bellême, par Etienne Blondeau, aux mêmes, d'un pré clos à part nommé

de la Picaudière, paroisse de Saint-Jean-de-la-Forêt, moyennant 70 l. t.

- 2 avril 1695. — Acte de vente devant Rouche, par Jean Guiot et Louise Morin, sa femme, aux mêmes, d'un lot de terre à prendre dans la pièce de la Perruche situé proche la Chevalerie, contenant environ 3 quartiers, moyennant 60 l.
- 2 juillet 1697. — Acte de vente devant Rouche, par Marie Foreau, veuve Jean Chevalier, aux mêmes, d'une pièce de terre nommée La Boulaye, contenant un arpent $\frac{1}{2}$ proche le lieu de la Bougezière, paroisse de Saint-Jean-de-la-Forêt, moyennant 100 l.
- 24 août 1670. — Bail foncier fait devant Guérin et Royneau, not. roy. à Bellême, par Anne Poncet, veuve d'Etienne de la Guérinière à Jean Huet et Anne Coullon, sa femme, du lieu de la Perdrière, en Saint-Martin-du-Douët, moyennant 70 l. de rente foncière et perpétuelle.
- 20 juillet 1720. — Contrat d'acquêt par le comte de Chaumont de messire Charles Marin de Bois-Thierry, du lieu de la Cirou dière, paroisse de Nocé, passé devant Remy et son confrère, not. au Châtelet de Paris.
- 22 octobre 1706. — Acquisition par le comte de Chaumont du lieu de
28 juin { 1709 Mauny, paroisse de Saint-Hilaire.
21 octobre }
- 21 février 1711. — Acquisition par Jeanne de la Guérinière, veuve de messire Alexandre de Chaumont, de Françoise Morin, veuve Charles Huet, du lieu de la Cesserie, paroisse de Saint-Jean-de-la-Forêt, passé devant Charron, not. roy. à Nocé.
- 20 octobre 1719. — Acquisition par le comte de Chaumont de Jean-François Girard du lieu des Murs, en Saint-Jean-de-la-Forêt passé devant les not. de Bellême.
- Vers 1703, le comte de Chaumont acquit la terre de Brainville, en Corubert, et vers 1701, celle du Perrin, en Courthioust.
- 18 janvier 1741. — Acquisition par le comte de Chaumont de Jean de Carpentin, écuyer et de dame Anne-Catherine de Mallard, son épouse, de la terre et seigneurie du Vauhamet, paroisse de Nocé, passé devant Bordier, not. roy à Bellême.
- 26 septembre 1741. — Aveu rendu à la seigneurie de Nocé par le comte de Chaumont, devant Charron, not. roy. à Nocé, pour la terre et seigneurie du Vauhamet.

- 20 mai 1742. — Aveu rendu à la seigneurie de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême par le comte de Chaumont comme propriétaire de la terre du Vauhamet pour le fief des grandes Fuzardières, paroisse de Saint-Cyr et la Chapelle-Souef, devant Charron, not. à Nocé.
- 28 décembre 1753. — Déclaration du lieu des grandes Fuzardières rendu au comte de Chaumont par les propriétaires, au devoir de trois livres de rente seigneuriale, devant Desnoyers, not. roy. à Nocé.
- 24 juillet 1746. — Déclaration du lieu du grand Cohamar, paroisse de Nocé, au sieur de Chaumont, devant Charron not. à Nocé.
- 29 octobre 1765. — Aveu du fief de la Vallée-Culoizeau, paroisses de Courthioust et Saint-Jean-de-la-Forêt rendu par messire Philbert Charles Richer, sieur de Monthéard, devant les not. roy. de Bellême.
- 12 décembre 1758. — Aveu du fief des Chérattes, paroisse de Saint-Jean-de-la-Forêt, rendu par Louis de Beaumâtre, écuyer, sieur de Sérigny, devant les not. de Bellême.
- 19 décembre 1768. — Aveu de la Pouillerie, en Saint-Jean, rendu par messire Louis-Auguste de Barville, sieur de Nocé.
- 19 novembre 1771. — Aveu du fief de la Pohozie, paroisse de Saint-Jean, rendu par François Binoist, devant les not. roy. de Bellême.
- 5 novembre 1755. — Aveu du fief de la Chute, paroisse de Saint-Jean, rendu par Monsieur le comte de Mornay, devant Desnoyers, not. à Nocé.
- 3 janvier 1741. — Aveu du fief des grandes et petites Morinières en Saint-Jean, rendu par Jacqueline Le Roy, veuve de maître Alexandre Billard, devant Charron, not. à Nocé.
- 5 septembre 1751. — Aveu de la Bougezière, en Saint-Jean, rendu par Pierre Morin, devant Desnoyers, not. à Nocé.
- 31 août 1769. — Aveu de la Perdrière-Rotrou, en Saint-Martin-du-Douet, relevant ci-devant de la seigneurie du grand Fay et actuellement de celle de Saint-Jean, devant les not. roy. de Bellême.
- 2 décembre 1757. — Déclaration rendue par Charles Delin, homme de foy, devant Desnoyers, not. à Nocé, pour les fiefs du Bignon, l'Épine, le Charme, les Boulayes-Beguines, en Saint-Jean.

- 17 septembre 1768. — Déclaration rendue par Jean Le Sueur et autres, devant les not. roy. de Bellême pour le fief des Pierres en Saint-Jean.
- 27 mars 1760. — Déclaration pour parvenir à une souffrance, rendue par Nicolas Tertre, comme tuteur de Louis Quinet, devant les not. roy. de Bellême pour le fief des hautes et basses Cassines, en Saint-Jean.
- 2 juin 1772. — Déclaration pour composer du rachat, rendue par le tuteur des enfants Prevost devant les not. roy de Bellême pour le fief des petites Chapes en Saint-Jean.
- 6 avril 1751. — Aveu rendu devant Desnoyers, not. à Nocé par le sieur de Nocé pour le fief des Vassaux, des petites Chapes, des Pierres, de la Davière et autres.
- 30 juillet 1769. — Aveu rendu à Bellême par Joseph Lecourbe, homme de foy, pour le fief de la Davière en Saint-Jean.
-

Silhouettes Bellémoises

MONSIEUR LE MAIRE, (1)

Si nous ne voulons donner à cette réunion purement littéraire aucun caractère officiel, nous tenons cependant, dès ses débuts, à vous exprimer ainsi qu'à votre municipalité notre sincère gratitude, d'abord, pour l'accueil que vous voulez bien nous faire, et ensuite, pour l'encouragement personnel que vous apportez à nos travaux en venant aujourd'hui parmi nous. D'ailleurs, cette sympathie vous nous la témoignez fidèlement depuis notre premier passage à Bellême et je suis heureux de vous saluer ici non tant comme le premier magistrat de cette vieille cité percheronne que comme membre de la Société Historique et Archéologique de l'Orne.

Il y a huit jours nous nous retrouvions dans une autre enceinte pour nous occuper ensemble des intérêts d'un pays qui nous est cher à l'un comme à l'autre ; n'est-ce pas, mon cher collègue, la même œuvre que nous continuons ici, puisque parler du passé du Perche, c'est faire revivre ses lois, ses coutumes, ses mœurs, ses personnalités disparues et puiser à leur étude plus d'un enseignement et plus d'un exemple salulaire ?

MESDAMES, MESSIEURS,

Un auteur qui vous est sympathique et familier, dont les œuvres vous ont assurément plus d'une fois délassés et charmés, tant sa plume a de légèreté et de finesse, tant son esprit a d'observation et d'agrément, a écrit, dans un livre

(1) M. Bansard des Bois, député, conseiller général de l'Orne.

fait pour être lu « au coin du feu », (1) et au chapitre intitulé : « le Portrait » la page suivante :

« Lorsque l'on se trouve dans le salon d'un de ces vieux châteaux où sont réunis les portraits des ancêtres, on contemple avec intérêt toutes ces figures imposantes ou gracieuses qui semblent vous regarder avec la même curiosité. L'on songe aux générations qu'elles ont vu passer, aux sentiments qui les animèrent, à ceux que nous pourrions leur inspirer. Plus d'une réflexion se présente à l'esprit, en considérant ces personnages, anciens possesseurs ou habitants de la demeure où nous leur succédons à notre tour. Il y a dans ces portraits plus qu'un nom, une date, une inscription; il y a une époque, des institutions tombées et à jamais disparues. Comment ne pas penser aux mœurs, aux coutumes, à toutes ces choses emportées par le flot des révolutions humaines, et aussi par le cours naturel et irrésistible du temps, ce marcheur qui ne s'arrête jamais? »

Ces sentiments, vous les avez partagés avec notre cher confrère, le vicomte de Broc, au seuil de ces demeures toutes imprégnées encore, comme la sienne, d'un passé attachant, sans que les tourmentes successives en aient effacé l'arôme ou le souvenir, mais n'avez-vous pas éprouvé souvent aussi, même curiosité en parcourant, en touriste, l'une de nos vieilles cités, dont les rues étroites et capricieuses, dont les logis de bois ou les hôtels aux grands portails attestent l'âge vénérable, et ne vous êtes vous pas demandé quels pouvaient être jadis les habitants de ces maisons, leurs emplois, leur situation, leur rang, quelle part d'honneur ou de gloire leur doit le lieu qui les a vus naître ?

Certaines villes, comme les châteaux, ont leurs galeries. Sur les places ou dans les jardins les monuments s'élèvent, sur les murs les inscriptions abondent, c'est l'hommage que rendent les municipalités à leurs citoyens illustres ; chez d'autres où la statuomanie n'a pas encore pénétré, où cependant on se souvient toujours, on se plaît à évoquer publiquement la mémoire des hommes intègres qui ont eu le respect

(1) *Au Coin du Feu*, histoires et nouvelles, par le vicomte de Broc Paris. V. Palmé, 1886.

et l'estime de leurs compatriotes et occupé avec considération et honneur le poste où la Providence les avait appelés.

Bellême n'a pas dressé encore l'image de ses grands hommes sur les places ou dans les carrefours, elle n'a rappelé, que je sache, sur aucune plaque commémorative, le long de ses rues ou de son boulevard leurs noms et leurs actions et cependant la liste est longue de ceux qu'elle doit honorer, soit à cause des services rendus, soit en raison des distinctions méritées.

Comme une fée bienfaisante, votre cité a prodigué ses dons. Dans toutes les branches du savoir elle a voulu des représentants et c'est ainsi que dans l'armée a surgi la longue et vaillante lignée des Fontenay ; dans les sciences, le médecin Jehan Gœurot ; dans le barreau, La Martelière, Bry de la Clergerie, Berthereau ; dans les arts, Jean Massard et sa postérité et le marquis de Chennevières ; dans la politique, Vandier qui servit aussi avec éclat dans la marine, et Ballot ; dans les lettres et la philosophie, Th. Henri Martin ; dans le commerce, Boucicaut ; dans les ordres, Dom Berthereau ; dans l'histoire, le docteur Jousset et encore Bry ; dans la poésie, Pitou. A tous ces enfants ou fils adoptifs de Bellême, on pourrait certes en ajouter d'autres, mais bornons-nous, si vous le voulez bien, à ceux-là et traçons rapidement leurs silhouettes.

..

Si nous avons la bonne fortune de posséder pour la fin du xv^e siècle les registres où les curés du Perche consignaient avec tant de soin et d'exactitude l'entrée dans la vie de nos aïeux, nous y découvririons à coup sûr, soit à Bellême soit à Mauves, l'acte de baptême de Jehan Gœurot, et ces deux villes ne se disputeraient pas l'honneur de sa naissance. Bien que les Gœurot aient toujours eu leur résidence sur la paroisse de Mauves, ainsi que l'a nettement établi M. le marquis de la Jonquière, (1) nous n'en pouvons cependant conclure que le célèbre médecin de François I^{er} y vit le jour, alors qu'une

(1) *De la propriété territoriale dans le Perche. La terre de Landres.* (Bull. de la Soc. Hist. de l'Orne, XIV, 1895, p. 8.)

vieille tradition fort respectable et des auteurs anciens le font naître à Bellême et que nous savons pertinemment qu'une des plus importantes maisons de la ville fut occupée pendant trois générations par sa famille (1). Quoi qu'il en soit, considérons-le comme nôtre en sa qualité de bon Perche-ron.

Jehan Gœurot n'était pas de souche noble ; son père était marchand à Mauves et il dut son élévation à Marguerite de Lorraine, femme de René, duc d'Alençon, qui avait une résidence en ce lieu et se l'attacha. La pieuse princesse étant entrée, à la mort de son mari, au couvent de Sainte-Claire d'Alençon, Gœurot passa au service de sa belle-fille Marguerite d'Angoulême, sœur de François I^{er}, qui l'attira à la Cour et pour lequel elle témoigna la plus grande amitié. Dans ses lettres elle le nomme souvent : « Il est, écrit-elle, au maréchal de Montmorency, de mauvaise montre (c'est-à-dire d'un extérieur peu prévenant) mais il m'est seur et loyal. » Sa confiance en lui se manifeste dans ces autres lignes : « Ma médecine, dit-elle encore au Maréchal, ne me fist rien hier et encore moins aujourd'hui. Maître Jehan Gœurot est venu qui me la baillera demain plus forte afin que je soye en état que je n'aye plus besoin de garder la chambre. » (2) Il devint médecin de François I^{er}, ses gages sont de 800 livres (3). Aux funérailles du roi on lui octroie pour son habillement huit aunes de drap noir et un bonnet de deuil (4). Son anoblissement date de juin 1540 (5). Il est alors vicomte du Perche et châtelain de Sablé qu'il avait acquis en 1534 avec Courboulain, Boisclaireau et la Coudrelle. Il achète une maison à Mauves, appelée la maison de Tourouvre à cause de l'alliance de ses descendants avec cette famille. Il devient enfin possesseur du Breuil et de la terre de Landres vers 1547. De son union

(1) C'est aujourd'hui la maison de M. de Vigan auquel nous devons ce renseignement.

(2) Lettres de Marguerite d'Angoulême, publiées par M. Génin, 1841, I. 220.

(3) Rôle et état de la maison du roi François I^{er} pour les années 1532, 1533, 1535 et 1536. *Arch. Nat.*, Z¹ 472.

(4) Compte des funérailles de François I^{er}, 1547. *Bibl. Nat.*, fr. 10392 f. 144.

(5) *Bibl. de l'Arsenal*, ms. 4903, f. 124. Mention.

en 1520 avec Marie de Brevedent (1), il eut quatre fils et quatre filles dont la troisième épousa Robert de la Vove, sieur de Tourouvre (2).

Jehan Gœurot nous a laissé un petit livre fort curieux et des plus rares aujourd'hui qui a pour titre : *L'entretienement de vie, sommairement composé, contenant les remèdes de médecine et cyrurgie contre toutes les maladies survenantes quotidiennement es corps humain.... suivi d'un régime singulier contre la peste* (3). Si cette seconde partie, que justifiait jadis la quantité de léproseries répandues dans le Perche, ne saurait nous convenir aujourd'hui, vous trouveriez, j'en suis sûr, dans ces conseils pratiques et hygiéniques, des remèdes à bien des misères. Je vous recommanderai entre autres le chapitre *de la disposition de l'air* qui vous engage à demeurer « es lieux haultz » à tenir les fenêtres ouvertes sur l'Orient et

(1) Fille de Robert de Brévedent. Les Brévedent portaient : d'argent, à trois macles de sable, au chef d'azur, chargé de cinq besants d'or. Jean II de Brévedent, neveu de Jean Gœurot, a laissé de curieux mémoires sur l'alliance de sa famille avec les Gœurot, publiés avec une étude biographique sur le médecin de François I^{er}, par le commandeur Henry Le Court, Vannes, 1902.

(2) Jehan Gœurot et sa femme avaient exprimé le désir de fonder une chapelle sous le vocable de saint Jean l'Évangéliste, désir qui fut réalisé par leur fille Antoinette qui construisit cette chapelle en l'église de Mauves.

Ils eurent comme enfants :

1. Alexandre, sieur de Sablé, conseiller au Parlement de Paris, curé de Vaugirard, près Paris, désigné par Henri II pour tenir la Trappe en Commende. Il la tint de 1548 à 1555.

2. Félix, curé de Mauves, abbé commendataire de l'abbaye de Mélinois, chanoine du Mans, prieur des prieurés de Coulimer et Courcerault, sieur de Sablé, Boisclairéau, la Coudrelle et Landres. Il assista en 1558 à la rédaction des coutumes du Perche.

3. Jean, vicomte du Perche par la résignation de son père, mort en 1544, sans postérité.

4. Pierre, vicomte du Perche, noyé à Orléans, sans postérité.

5. Louise, qui épousa François Le Balleur, auquel elle porta la terre de Landres.

6. Marguerite, qui épousa Léon Labbey, sieur de Saint-Léonard.

7. Françoise, qui épousa Louis Bouju de Versigny, lieutenant criminel au Mans.

8. Antoinette, qui épousa le 2 octobre 1592, Robert, sieur de Tourouvre.

Armes : de sable à trois écussons d'or ou d'argent à l'antique, posés 2 et 1. (Bibl. Nat., P. O. 1347.

(3) Imprimé à Lyon, par Claude Veycellier, s. d., in-16, goth. de 75 ff. et 5 ff. non chiffrés. J'ai publié dans la *Revue Normande et Percheronne*, 1892, p. 386, un essai de Bibliographie de Jehan Gœurot dont les œuvres sont de toute rareté. Je possède un très bel exemplaire de l'édition de Lyon. D'autres éditions sont conservées à la Bibliothèque Nationale.

closes sur le Midy, à répandre dans vos chambres de bonnes odeurs telles : la rose, la violette, le citron en temps chaud et la mélisse, le laurier, la menthe en temps froid. Quant au boire et au manger, il faut user de bon vin et bonnes viandes « par modération » qui engendrent bonnes humeurs et sortir de table avec quelque peu d'appétit. Quant au dormir et veiller, le trop veiller « multiplie la chère, dessaiche la personne et luy donne mauvaïse couleur, et le trop dormir engendre superfluité d'humeurs. Les dames, cependant, peuvent bien prendre demye heure oultre les hommes pour leur donner taint ».

Mais je m'arrête, vous en ayant assez dit pour vous faire désirer, comme moi, la réédition de ces pages qui ne manquent ni de piquant ni de savoir.

*
* *

On fait naître aussi à Bellême, vers 1567, Pierre de la **Martelière** d'une vieille famille percheronne. Il était fils de François, sieur de Champaillaume et de Claire de Feuillet (1). François avait été lieutenant général du Perche et chancelier du roi de Navarre. « C'était un homme disert et éloquent entre ceux de son siècle, nous rapporte Bry de la Clergerie, un esprit vif et grand en un petit corps. Il mourut à Paris aux troubles de la religion, laissant, outre la mémoire heureuse de son nom, un fils à la mammelle pour estre un jour la plus grande gloire de son pays, la lumière des esprits de son temps, l'un des ornements de nostre barreau, c'est-à-dire de la France (2) ». Ces éloges, pour être quelque peu emphatiques, n'étaient pas exagérés. Pierre de la Martelière occupa en effet au barreau une place prépondérante. Lorsque le Parlement de Paris vint siéger à Tours, il l'y suivit et se fit estimer et

(1) De cette union naquit aussi une fille qui épousa en 1598, Anselme de Fontenay, capitaine de 50 hommes d'armes et gouverneur de Mortagne.

Les La Martelière, sieurs de Champaillaume, près Mortagne, Fai, Passeau, l'Hermitière, Amilly, Agny, Villeneuve, Saint-Germain-de-la-Coudre, portaient : d'or, au chevron d'azur, accompagné de trois feuilles de laurier de sinople, 2 et 1.

(2) Histoire des pays et comté du Perche... 1620, p. 373.

rechercher. Pendant quarante-cinq ans qu'il exerça, nous dit maître Antoine Bruneau, il se fit un si grand nom qu'on peut le mettre au rang des Arnaud et des Loisel. Il fut l'avocat du prince de Condé et l'on raconte qu'un jour plaidant pour ce prince contre le duc de Guise et ayant reproché à ce dernier ce qu'il avait fait en faveur de la Ligue, M. de Guise s'irrita de si belle façon qu'au sortir de l'audience, il menaça La Martelière ; ce qui fit qu'il ne voulut pas se rendre peu de temps après à un arbitrage qui regardait M. de Guise. Mais celui-ci, prisant fort l'avocat, en dépit de son emportement vis-à-vis de lui, le pria de venir en toute sûreté et, en effet, dès qu'il entra, il l'embrassa, l'assura de son amitié et lui demanda d'oublier sa menace (1).

La Martelière plaida aussi pour le comte de Soissons et autres grands seigneurs et défendit avec beaucoup d'éclat, en 1611, la cause de l'Université de Paris contre les Jésuites qui sollicitaient leur rétablissement (2).

Il épousa, en 1595, Marie Le Grand, fille d'un Conseiller au Parlement.

De ses deux fils, tous deux également Conseillers, l'un mourut jeune, l'autre, sieur de l'Hermitière, fut marié à Madeleine de Marescot. Ses filles, Marie, Françoise et Anne, entrèrent dans les familles du Châtelet, de Carvoisin et de Longueval.

Après sa mort, survenue après 1631, l'Université de Paris lui fit faire par M. Tarin, professeur d'éloquence, une épitaphe pompeuse qui le qualifie de *princeps patronorum et patronus principum*, prince des avocats et avocat des princes (3).

* *

Au même temps vivait non loin de Bellême, sur sa terre du Tertre, un autre avocat en Parlement, fils d'un Conseiller du

(1) Dictionnaire de Moréri.

(2) Son plaidoyer fut imprimé en 1612. On publia la même année : « Avis sur le plaidoyer de P. de la Martelière pour les recteur et opposans de l'Université de Paris contre les Jésuites, par Paul de Gimont, sieur d'Esclavalles ». Paris, in-4°.

(3) Son éloge se trouve dans les opuscules de Loyzel, p. 606 et 607. — Voir dans La Chesnaye-Desbois l'article consacré aux La Martelière.

roi, lieutenant particulier et assesseur civil et criminel au siège de Bellême et de Jeanne Poullart. Le nom de Gilles **Bry**, sieur de la Clergerie, est trop connu pour que nous nous y attardions, mais trop célèbre aussi pour que nous ne le saluions au passage. Il se fit surtout une réputation d'historien ; son œuvre est citée à l'égal des anciennes chroniques et certes, de beaucoup supérieure à celles de ses contemporains Bart des Boulais et René Courtin, par sa précision, son souci des preuves, ses transcriptions de chartes qui sans lui seraient ignorées ; elle eut de plus l'avantage d'être imprimée et conservée dans son intégrité. *L'Histoire du pays et comté du Perche*, publiée en 1620, fut l'ouvrage de fonds de notre province et l'outil le plus sûr des écrivains postérieurs.

On doit encore au sieur de la Clergerie un *Eloge et vers funéraires sur la mort de messire Gilles de Riantz, baron de Villeray* (1), œuvre de jeunesse, un *plaidoyer* sur les francs fiefs du Perche (2) et la publication, à la suite de son histoire, des *coutumes* de la province.

Au partage de la mort de son père, Gilles, comme aîné, prit la maison, fief, censives et dépendances de la terre du Tartre ou du Tertre en Sérigny, où il était né et qui depuis longtemps était dans sa famille (3).

(1) Angers, A. Hernault, 1597, in-8°. (*Bibl. Nat.*, L n 27 18152).

(2) « Les francs-fiefs du Perche, plaidoyer de maistre Gilles Bry, sieur de la Clergerie, advocat en la Cour du Parlement, sur la question de scavoir si les fiefs-boursaux et aînées, autrement dictes les Terres hommages du Perche. sont sujettes au droict des francs-fiefs. En la Chambre de la Commission des francs-fiefs et nouveaux acquets. Du 12 juillet 1635 ». S. l. n. d. 44 p. in-8°, (*Bibl. Nat.*, 4° Fm 25447.)

(3) « Partage des 22 et 23 novembre 1622 entre Gilles, François, Noël, Louise et Gabriel de Bry, des biens et héritages à eux échus par le trépas de François de Bry et de Jeanne Poullart, par lequel, Gilles, aîné, a pris son préciput, comme dans une succession noble, dans le fief du Tartre ». L'indication de ce partage nous est fourni par le cabinet des titres de la Bibliothèque Nationale (P. O. 544) qui nous donne en outre d'autres détails fort précieux sur la filiation et les biens des Bry.

Les Bry, sieurs d'Arcy, de la Clergerie, du Tartre, de la Bellandrye, etc., étaient originaires du Perche. Ils remontent, croit-on, à Fulco de Bry qui vivait en 1145.

Une lettre de M. de Bry d'Arcy, datée de Besançon, 6 mars 1849 (*Bibl. Nat.* nouveau d'Hozier, 74), à M. le comte d'Hozier dit qu'il possède la généalogie de sa famille depuis 1499, parfaitement en règle, et cite comme illustrations : Charlotte de Bry, chanoinesse à Remiremont, Louis César de Bry, chanoine à la cathédrale de Metz, Charles de Bry, tué lieutenant-colonel au régiment d'Harcourt, Jacques de Bry, vicomte du Perche,

Les Bry, représentés aujourd'hui par la branche d'Arcy portent d'*azur à trois trèfles d'or*.

. * .

Quelques cent ans plus tard, c'est encore un avocat (l'air du Perche leur est évidemment favorable!) que nous rencontrons à Bellême en la personne de François-Antoine **Bertheureau**, en même temps, conseiller du roi et son procureur en la maîtrise des eaux et forêts et premier échevin de la ville. En 1766, le roi le choisit comme maire de Bellême pour une période de trois ans, en remplacement du sieur de la Garenne (1) et il occupa ces fonctions neuf années ; en 1778, il est nommé lieutenant général civil et criminel à Mortagne.

Il fut avocat éloquent et il sut le prouver dans le mémoire énergique qu'il rédigea sous forme de protestation contre l'échange passé par le roi et la duchesse de Beauvilliers pour mettre celle-ci en possession du comté de Bellême, de la baronnie du Saonnois et de la châellenie de Perray. Le contrat fut signé, mais la duchesse s'abstint de paraître à Bellême (2).

Comme lieutenant général il se montra non moins ardent pour réclamer avec MM. de Fontenay et Guérout des Chabot-tières l'exemption, pour les roturiers possesseurs de fiefs bursaux, du droit de franc-fief qui se payait au roi tous les vingt ans et, après des démarches et des instances de plusieurs années, la cause fut gagnée en 1784. Dans le procès-verbal qui enregistre l'heureuse nouvelle, les habitants de Bellême témoignèrent aux trois magistrats tous les sentiments d'amour

Gabriel de Bry, lieutenant au gouvernement d'Etampes, Gabriel César de Bry, confesseur et prédicateur du roi et son chapelain à Saint-Germain-en-Laye, etc...

La branche des Bry d'Arcy établie en Lorraine, subsiste toujours.

La terre du *Tertre* après avoir appartenu après la Révolution au comte Abrial, ministre de la justice, mort le 13 décembre 1828 passa à ses enfants puis à M^{me} Bournisien, née Bourdon de Launay. Son fils qui en hérita vendit au général de Sermet qui revendit en 1904 à M. Albert Foucault, avocat, à Paris.

(1) Joseph-Pierre-Philibert Petitgars, sieur de la Garenne.

(2) Le texte de cet échange, daté du 9 août 1768, a été publié d'après le manuscrit des Archives nationales (P. 2502) par le vicomte de Romanet, dans la Géographie du Perche, II, 174. La duchesse de Beauvilliers cédaît en contre-échange au roi les terres de Courtoux et de Torbéchet.

et de reconnaissance pour leur zèle infatigable. « Leur nom et leur mémoire sera à jamais chers et en vénération dans la province du Perche, huit mille livres seront octroyées à chacun, et un monument perpétuera le souvenir d'un événement aussi glorieux ! » Ce monument, vous le connaissez, il orne votre Hôtel de Ville (1).

(1) Grand médaillon en marbre noir, ovale, entouré d'un cadre doré, restauré par les soins du marquis de Chennevières, et portant cette inscription :

PERTICUS
OPE ET INDEFESSO LABORE
D. D. P. J. DE FONTENAY EQUITIS
CLARISSIMI
ET ANTONII F. BERTHEREAU
APUD MORITANIENSES
CONSULTI PRÆSIDIIS
A. F. FEVDI TRIBUTO
IN PERPETUUM LIBERATUS
IN CUJUS REI MEMORIAM
MEMORES AC GRATI
HOC POSUERE MONUMENTUM
BELLISMENSES
MDCCLXXXIV

Cent médailles commémoratives furent frappées à la même occasion, plus trois en or pour MM. de Fontenay, Berthereau et Guérout des Chabottières. Elles ont trois centimètres de diamètre et portent d'un côté : l'effigie royale avec l'exergue : *Ludovicus XVI rex christianus*, et de l'autre les armes des comtes du Perche avec l'inscription :

PERTICUS
A. F. FEVDI TRIBUTO
OPE DD. P. DE FONTENAY
ET ANT. BERTHEREAU
EXONERATUS
BELLISMENSES
1784

Mortagne éleva une pyramide monumentale de douze pieds de haut dans la salle de son Hôtel de Ville. Un bas-relief y représentait Cléo, muse de l'histoire ; sur le socle, un poète avait gravé ces vers :

*Vertueux citoyen qui, du peuple et du prince,
Avez concilié les divers intérêts,
Mortagne accomplissant le vœu de la province,
A la postérité conserve vos bienfaits.*

Plus bas, on lisait :

MM. de F. Berthereau, lieutenant général de Mortagne, capitaine de la province du Perche, et P. J. de Fontenay, écuyer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, députés en 1784. Érigé l'an 1785, de l'agrément de T. H., T. P. et T. Ex. Prince, Monsieur, fils de France, comte du Maine et du Perche.

De plus, un service complet d'argenterie fut offert par la ville à Berthereau.

(V. François-Antoine Berthereau, avocat à Bellême et la duchesse de Beauvilliers, pour servir à l'histoire du Perche, par le docteur Jousset, s. d. 49 p. in-8°).

La Révolution priva Berthereau de sa haute position et le fit oublier. Il se retira, dit-on, à Versailles, où il serait mort vers 1806. Il était né à Bellême le 14 juin 1733, de Georges-François Berthereau, conseiller et avocat et de Marie-Anne Girard.

Un frère l'avait précédé dans la vie, un an auparavant, le 29 mai 1732, qui porta le nom de son père, Georges-François. Il ne fit pas moins d'honneur à sa famille dans la vocation qui l'attira très jeune dans l'abbaye de la Trinité à Vendôme où il fit profession en 1748. Savant orientaliste, il enseigna au collège de Beauvais et à l'abbaye de Saint-Denis et fut chargé par sa congrégation du récit des Croisades dans l'importante collection des historiens de la France que nous devons aux Bénédictins.

La Terreur le surprit dans son travail qui ne put être publié. La dispersion de son ordre le contraignit à mener une vie errante et le réduisit à la plus extrême misère. S'il échappa à l'échafaud il ne put survivre à tant de douleurs et d'angoisses et mourut le 26 mai 1794.

*
* *

Si Dom Berthereau avait su que dans un obscur quartier de Paris se cachait aussi un Bellémois dont la maison était ouverte à tous les proscrits, et dont surtout le cœur compatisait à toutes les infortunes, nul doute qu'il eut trouvé un adoucissement à sa lamentable position et un remède bienfaisant à ses maux.

Dans une maison retirée, Jean **Massard**, le graveur, traversait en effet ces années terribles sans encombre, grâce à une énergie peu commune, poussant jusqu'à la plus extrême limite le sentiment de son devoir, donnant à tout instant des preuves admirables de dévouement et d'oubli de soi-même.

Et pourtant il avait lieu d'être prudent. Sollicité par une dame de sa connaissance de demander pour son mari une place dans le gouvernement, Massard avait fait les démarches nécessaires et ces démarches avaient attiré des soupçons. Bientôt on l'accuse de comploter avec les ennemis de Robespierre, il est saisi et mis en prison avec les siens. Deux ou

trois jours après il est devant le tribunal et il allait être condamné, lorsqu'un des membres qui le connaissait pour lui avoir emprunté une somme considérable jamais rendue, déclare qu'il est incapable d'entrer dans aucune conspiration, et il est mis en liberté.

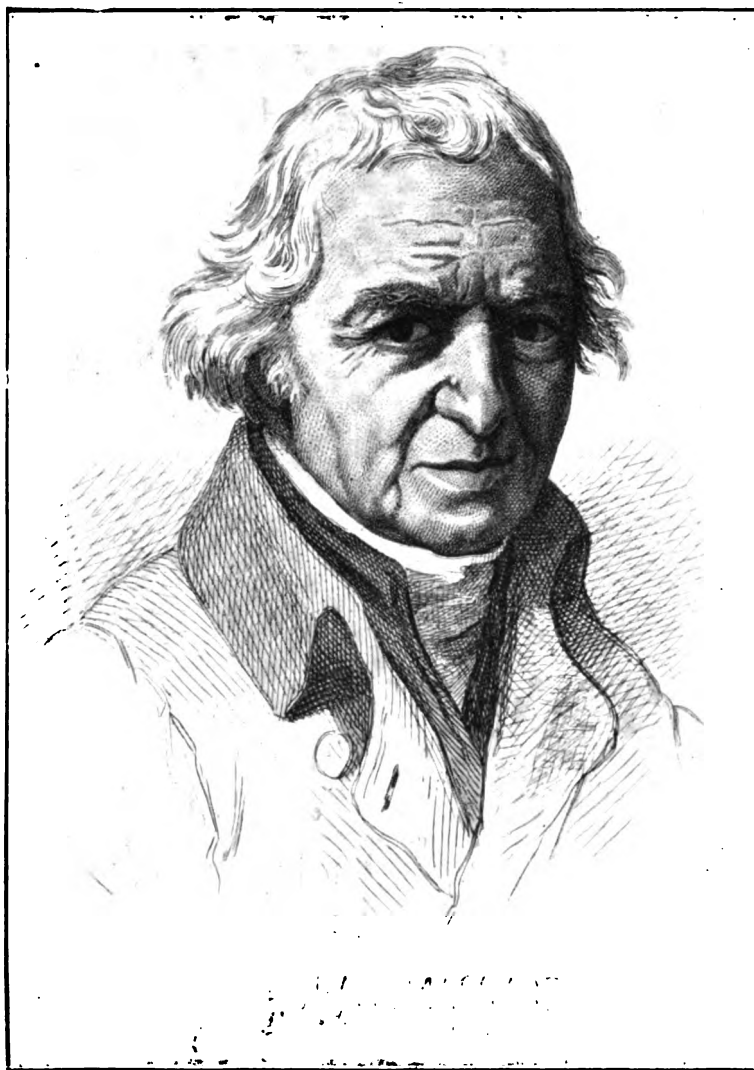
Dès lors, sa petite maison est l'asile des suspects. Au fond de la cour un pavillon est transformé en chapelle et chaque dimanche on assiste à la messe. Un prêtre, nommé Granger, se réfugie chez lui ; il l'accueille et le garde jusqu'à l'arrivée du premier consul en le faisant passer pour un de ses élèves. Tout cela accompli comme une chose naturelle, simplement et cependant héroïquement.

Cette volonté du bien, cette ténacité, Jean Massard l'avait d'ailleurs manifestée dès sa jeunesse. Fils d'un cultivateur, il vient à Paris à 16 ans pour se placer dans le commerce et entre chez un libraire. Le métier lui conviendrait peut-être mais il a du goût pour le dessin, il s'essaye, dans ses loisirs et même souvent la nuit, à copier les gravures qu'il a sous la main. Il tire de ces planches quelque argent et se présente comme élève chez le graveur Noël Lemire, un normand, lui offrant dix années de son temps pour lui payer son apprentissage. Il essuie un refus et se remet au travail. Il a 25 ans. Enfin, Greuze, auquel il porte ses dessins, l'encourage et lui donne des conseils. Son but est atteint. Il grave bientôt les œuvres de son maître qui a la vogue, et se fait un nom (1).

Sa planche la meilleure est la mort de Socrate d'après David, « les tailles y sont habilement conduites et le dessin bien observé » (2). On lui doit entre autres travaux Charles I^{er} et sa famille, d'après Van Dyck ; les portraits de Louis XVI, de Marie-Antoinette, du comte d'Artois ; des vignettes pour les

(1) Nous devons ces détails biographiques au curieux article que M. le marquis de Chennevières a consacré à Jean Massard dans le *Bellémois* du 17 octobre 1889. Il les tenait d'un petit-fils du grand graveur L. Massard, qui lui donna un portrait de son aïeul, gravé par lui. Ce portrait orne aujourd'hui le cabinet du maire de Bellême. Nous devons à l'extrême obligeance de M. Bansard des Bois de pouvoir le reproduire.

(2) DUPLESSIS : *Histoire de la gravure en France*, 1861, p. 372. M. Duplessis dit que Massard fut élève de Georges Wille et taillait le cuivre avec moins de dureté que son maître, mais qu'il manquait souvent d'énergie.



JEAN MASSARD
d'après la gravure conservée à la Mairie de Bellême



métamorphoses d'Ovide et les œuvres de Racine, des scènes de genre, des sujets religieux d'après les artistes italiens, en somme une œuvre importante et féconde, où domine, à défaut peut-être de souplesse et d'ampleur, un heureux emploi du burin, une connaissance parfaite de la gravure et une exactitude scrupuleuse qui lui valurent sa réception à l'Académie royale en 1785.

On fixe sa naissance à Bellême au 22 août 1740, mais il ne nous a pas été possible d'en trouver mention sur les registres. Il mourut d'une chute à Paris, le 16 mars 1822, veuf de Marguerite Benoit.

Avec moins de réputation ses fils et son petit-fils suivirent la même voie et laissèrent des œuvres appréciées (1).

* *

Mais nous voici au lendemain de la Révolution et ce nouveau siècle qui a tant produit ne fut pas pour vous non plus l'un des moins féconds.

De Thomas-François-Nicolas **Ballot**, procureur aux sièges royaux de Bellême, et de Louise Le Mesnager, naquit le 28 février 1778 à Bellême Jean-François Ballot, que nous voyons revenir en 1807 dans sa ville natale avec le grade de capitaine, après avoir pris part aux guerres coloniales. Il s'y marie et est appelé bientôt aux fonctions municipales ; pendant près de quarante ans il ne cessera de diriger l'administration de la ville. Comme maire il se signale en 1815 par son énergie vis-à-vis de l'invasion étrangère et par sa charité en face de la disette qui menace les habitants. Bientôt, comme conseiller général, il prend en mains les intérêts de son pays et sait s'acquitter de cette tâche avec un dévouement absolu.

(1) Son fils aîné, Jean-Baptiste-Louis, né en 1774, mort en 1810, grava la Vierge au linge, de Raphaël, et des planches pour la vie de Nicolas Poussin.

Le second, Jean-Baptiste-Raphaël-Urbain, né le 10 septembre 1775, mort en 1824, est mis au rang des meilleurs graveurs de la fin du XVIII^e siècle. Sa planche la plus réputée est *l'Enlèvement des Sabines*, de David. Il fut nommé en 1824 chevalier de la Légion d'Honneur.

Son petit-fils, Léopold, et son arrière petit-fils, Jules-Louis, soutinrent avec honneur cette réputation familiale.

Enfin, le septième collège électoral le nomme à six reprises différentes député, pour la première fois en 1830 et dans ce nouveau mandat il donne toute la mesure de sa valeur personnelle (1).

Ballot mourut en avril 1849 (2). Sur sa tombe son collègue,

(1) Il fut adjoint au maire de 1807 à 1815, maire de 1830 à sa mort, conseiller d'arrondissement en 1830, député le 30 octobre de la même année, réélu en juillet 1831, en juin 1834, et trois autres fois, conseiller général pour le canton du Theil en 1834.

(2) Ses obsèques eurent lieu le 7 avril en l'église de la Madeleine et au Père-Lachaise. Une nombreuse députation de l'Assemblée assistait à la cérémonie. Parmi les assistants, on remarquait MM. Victor Hugo, Oscar Lafayette, le général Laydet, le général Raymond, MM. de Puzy, de Mortemart, etc. Toute la députation de l'Orne était présente.

M. Ballot habitait à Bellême la maison occupée aujourd'hui par l'Hôtel de France.

Voici le texte intégral du discours de M. de Corcelle dont nous possédons le manuscrit original. Il mérite d'être cité en entier :

« Je méconnaîtrais, Messieurs, l'austère sincérité de l'excellent collègue dont nous déplorons la perte, si je prononçais ici des paroles qui ne fussent pas vraies et simples comme il l'a toujours été lui-même.

Né en 1778, dans notre département de l'Orne, M. Ballot appartenait à une famille justement considérée. Plusieurs de ses parents ont ajouté des services publics et des titres personnels à la haute estime qui environnait leur chef.

Après avoir pris part, dans sa jeunesse, à nos guerres coloniales, M. Ballot revint en 1807, avec le grade de capitaine, à Bélesme, son pays natal. C'est alors qu'il s'unit à la digne compagne qui a vécu quarante années, auprès de lui, dans la plus touchante intimité.

Bientôt, il fut appelé aux fonctions municipales, et pendant près de quarante années aussi il n'a pas cessé, depuis lors, de diriger l'administration de la ville de Bélesme.

Une remarquable constance dans ses attachements et ses devoirs, répand sur toute cette existence une sorte de douce et paisible régularité. On aimait à lui rendre, dans la vie publique et privée, l'affection fidèle qu'il savait garder à son pays comme à ses amis.

Le patronage de M. Ballot sur Bélesme ne fut jamais troublé ni contesté; il avait cette autorité naturelle qui s'attache au caractère de l'homme de bien.

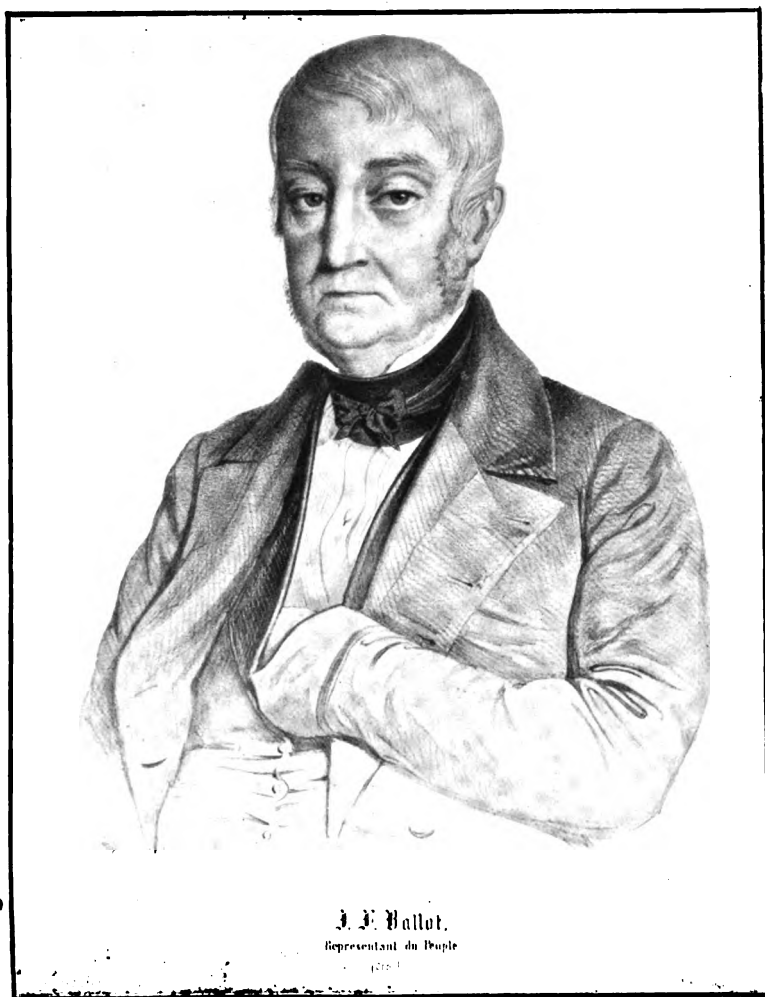
En 1815, M. Ballot se signala, comme maire, par l'énergie de ses résolutions vis-à-vis l'invasion étrangère, et en même temps, par d'abondantes charités envers les pauvres habitants de sa commune, lorsque la disette vint aggraver leurs souffrances.

Plus tard, le Conseil général imposa des nouvelles obligations à notre collègue. Il s'en acquitta sans se départir de sa première tâche.

Nommé député du département de l'Orne en 1830, M. Ballot a été six fois réélu par les électeurs de son arrondissement, et en dernier lieu, par le suffrage universel de ses concitoyens.

On comptait, avec raison, sur la rectitude et l'inébranlable fermeté de ses votes. Pendant les dix-huit années qu'il a consacrées à son mandat, il a aimé la liberté comme il faut l'aimer, non pour le triomphe d'un parti, mais pour le bien de l'humanité et l'honneur de la France, non pour la satisfaction exclusive de ses propres opinions, mais au profit de ceux-mêmes qui les combattaient. Son libéralisme consistait dans un généreux esprit de justice, de conciliation et de charité véritable.

Il est resté fidèle à toutes les libertés, sans en excepter celle qui semble annoncer un respect plus sincère et plus délicat pour les droits de consciences : je veux parler de la liberté d'enseignement.





M. de Corcelles, fit un éloge dont il nous suffit de rappeler quelques lignes pour montrer l'homme droit et ferme que fut votre compatriote. « Pendant les dix-huit années qu'il a consacrées à son mandat, il a aimé la liberté comme il faut l'aimer, non pour le triomphe d'un parti, mais pour le bien de l'humanité et l'honneur de la France, non pour la satisfaction exclusive de ses propres opinions, mais au profit de ceux-mêmes qui les combattaient... Il est resté fidèle à toutes les libertés, sans en excepter celle qui semble annoncer un respect plus sincère et plus délicat pour les droits de la conscience, je veux parler de la liberté d'enseignement... M. Ballot est mort à son poste, car jusqu'au dernier moment, malgré les infirmités de son âge, nous l'avons vu à son banc, calme, attentif et courageux, non seulement en face des violences de l'émeute, mais ce qui est plus rare, dans les occasions ordinaires où l'exactitude n'est plus qu'un soin scrupuleux des fonctions auxquelles on s'est engagé ».

Ne convient-il pas de rapprocher du nom de Ballot celui de **Vandier**, qui à des époques plus voisines de nous fut aussi un vaillant champion de la justice et du droit. Né le 9 mars 1835 à Bellême (1), Marie-Edmond-Benjamin Vandier, dont la

Membre intégrè de l'opposition constitutionnelle, il s'affligeait du désordre moral qui a perdu le dernier gouvernement.

La persévérante résistance de M. Ballot ne fut pas, toutefois, un parti pris de contredire obstinément le pouvoir, ni de l'entraver par de continuels refus de concours. Non, Messieurs ; il l'a bien prouvé, à partir de la révolution de 1848, en s'unissant de toute son âme, à ceux qui ont entrepris de sauver la société menacée jusque dans ses fondements.

Ainsi, il a été donné à M. Ballot, vers la fin de sa longue carrière, de justifier pour la défense énergique de l'ordre, ses anciens efforts pour la liberté du pays et la moralité du gouvernement. En cela, il n'a point cédé à un entraînement aveugle ; mais il s'est, au contraire, conformé à ses principes, et a continué de vouloir ce qu'il a toujours voulu.

Son assiduité aux travaux de la Chambre des députés et de l'Assemblée constituante, était exemplaire. Je ne parlerais point de cette particularité de sa conduite, si elle n'indiquait une vive appréciation de son devoir et de la dignité de la représentation nationale, comme elle témoignait aussi ses nobles égards pour ses collègues.

On peut dire que M. Ballot est mort à son poste, car jusqu'au dernier moment, malgré les infirmités de son âge, nous l'avons vu à son banc, calme, attentif et courageux, non seulement au 15 mai, en face des violences de l'émeute, mais ce qui est plus rare, dans les occasions ordinaires où l'exactitude n'est plus qu'un soin scrupuleux des fonctions auxquelles on s'est engagé.

En un mot, Messieurs, un constant désir de justice a honoré toute la vie du vénérable doyen de notre députation départementale. Conservons le souvenir de sa modestie et de sa droiture, et mêlant ce juste hommage à nos affectueuses prières, demandons à Dieu, Messieurs, qu'après tant d'épreuves difficiles, M. Ballot repose au sein de l'éternelle béatitude. »

(1) Rue Ville-Close (maison de M^{me} Bisson).

famille paternelle était vendéenne, entra au Borda (1). Il prit part à la guerre de Crimée et s'y montra si brave qu'il en revint aspirant et décoré (2); plus tard il assistait aux dernières opérations sur mer de la guerre du Mexique et y gagnait le grade de lieutenant de vaisseau. Mais se croyant plus utile ailleurs, il laissa ses galons en 1869 et, en effet, à peine débarqué, il était nommé conseiller général de la Vendée. Dès lors sa nouvelle voie est tracée ; il organise la défense dans son département en 1870 et après nos malheurs il est envoyé à l'Assemblée nationale par 62.000 suffrages. On le nomme secrétaire. « Il était resté marin à la Chambre, dit son biographe, ses qualités politiques étaient celles de l'officier : brave, attentif, veillant au grain ». (3) Et le fait est qu'il défendit avec éloquence et la marine et l'armée, mettant plus d'une fois en échec ses adversaires. Il parvint au Sénat et là comme à la Chambre il exerça une influence telle qu'il eût été désigné si les événements eussent tourné en faveur de ses idées pour les plus hautes fonctions.

(1) Son père, Jules-Théodore-Armand Vandier, était né le 4 novembre 1787, à Nieuil-sur-l'Antize (Vendée). Entré de bonne heure dans l'administration des Contributions directes, il fut, sous l'Empire, contrôleur à Chalons, puis à Bellême où il épousa le 14 juillet 1817 M^{me} Agapitte Monthéan (dont la sœur fut mariée à M. Bourdon de Launay), d'une des plus honorables familles du pays, fille d'un avocat de grande réputation au pays normand, arrêté comme suspect sous la Terreur et incarcéré à Alençon, puis à Chartres jusqu'à la chute de Robespierre.

M. Vandier père devint maire de Bellême et chef de bataillon de la garde nationale. Sous le gouvernement de juillet, son nom fut prononcé pour la députation. Plus tard, il quitta le pays et se retira à Nantes, où il avait marié une de ses filles au docteur Letenneur, chirurgien du plus grand mérite.

Il se rattachait aux Catinat par sa femme et à M. Royneau de Lageneste, ancien garde du corps de Charles X qu'il avait accompagné en 1830 jusqu'à Cherbourg.

L'aïeul de Benjamin fut sous-officier des armées du roi. Il partit en 1792 pour défendre la frontière comme capitaine de la garde nationale de Fontenay et mourut à Strasbourg en 1794. (Communication de M. de Vigan). Un portrait de M. Vandier est conservé à la mairie de Bellême. C'est celui que nous donnons.

(2) Il dut sa décoration au dévouement qu'il montra à bord au moment d'une terrible épidémie de choléra.

(3) M. Vandier, par S. HALGAN. (Extrait de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, sept. 1878, 15 p., in-8°.) — Une autre notice fut publiée sur Benjamin Vandier chez Arnous de Rivière, en 1879, avec son portrait par Pauline Laurens, que nous reproduisons avec l'aimable autorisation de Madame Vandier. On y trouve les discours prononcés sur sa tombe par le baron Alquier et M. Baudry d'Asson.



MARIE-EDMOND-BENJAMIN VANDIER
par Pauline LAURENS



A considérer cette vie si noblement remplie on pourrait croire qu'il la fallut bien longue pour réaliser tant de choses, et pourtant Vandier ne vécut que 43 ans. Il mourut le 28 août 1878 profondément regretté, au moment où le pays avait besoin d'hommes de sa trempe et de sa foi !

. . .

En d'autres genres, Thomas-Henri **Martin** et Aristide **Boucicaut** vous font aussi le plus grand honneur, par leur haute intelligence, leur labeur incessant, leur cœur généreux.

Le premier, né à Bellème le 4 février 1813 de Stanislas Martin et de Marie-Louise Bourdon de Launay entra en 1831 à l'Ecole Normale (section des lettres), après être passé par le Petit Séminaire de Sées et le Collège d'Avranches, ayant eu pour camarade et rival son frère Louis, devenu professeur de Code civil à Aix.

Au sortir de l'école où il s'était lié d'amitié étroite avec Wallon il fut reçu à l'agrégation des lettres et nommé professeur de seconde à Dijon, en 1834, puis de troisième à Caen l'année suivante, et, étant devenu docteur, il fut envoyé à la Faculté de Rennes en 1844, dont il devint le doyen et où il enseigna la littérature ancienne. En 1850 il devenait membre correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1871 membre libre de celle des Inscriptions et Belles-Lettres.

Ses ouvrages (1), dont l'un fut couronné par l'Académie française, lui avaient valu ces distinctions et nul ne les méritait plus. Porté par goût vers les sciences astronomiques et physiques et vers la philosophie spiritualiste il s'y était adonné sans réserves. La mort de sa femme (2), enlevée prématurément, lui avait inspiré son admirable livre de « la vie future » qui est l'expression la plus pure de ses sentiments intimes. Il y traite de la croyance en l'autre vie et de l'immortalité de

(1) Il prit pour sujet de sa thèse de docteur, en latin : *Spinoza, sa vie, ses écrits, sa doctrine*, et, en français : *La Poétique d'Aristote*.

Ses œuvres sont considérables. M. H. Wallon, dans la notice qu'il lui a consacré, en 1885, en a dressé la liste complète.

(2) Il avait épousé la fille d'un conseiller de la Cour de Rennes qui mourut en 1852, lui laissant trois enfants, dont un fils qui entra au Séminaire.

l'âme avec la science d'un père de l'Eglise et l'humilité d'un chrétien et conclut par ces paroles : « Avec cette foi et cette espérance on peut attendre la mort pour en savoir davantage et l'on peut se reposer sur Dieu qui, pour accomplir les promesses infaillibles de sa bonté et de sa justice, possède la sagesse infinie, la toute-puissance, l'immensité des mondes et l'avenir sans fin. » (1) Il mourut le 9 février 1884. « C'était, a écrit de lui M. Wallon, un ami sûr et dévoué, toujours de bonne humeur, un esprit sensé, judicieux, très net dans ses jugements, très ferme dans ses convictions, sans intolérance à l'égard des autres. »

* * *

« Le 15 juillet 1810, à midi, par devant nous, adjoint faisant par délégation les fonctions d'officier de l'état-civil de Bellême, est comparu le sieur Jean Boucicault, chapelier, âgé de 25 ans et demi, demeurant en cette ville, lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin, né le jour d'hier à 3 heures du matin de lui et de Jacqueline-Françoise Charpy, son épouse, et auquel il a déclaré donner les prénoms d'Aristide-Jacques. Fait en présence de Jacques Charpy, chapelier, âgé de 61 ans, et de Pierre-René Chapelle, secrétaire de la Mairie, âgé de 36 ans, tous deux de cette ville ».

C'est en ces termes que fut enregistrée la naissance de l'homme entreprenant et résolu, dont l'esprit observateur et réfléchi, les vues larges, l'intelligence merveilleuse en affaires devaient révolutionner en quelques années le commerce du monde entier.

Aristide **Boucicaut**, d'une famille dont on retrouve la trace en plusieurs localités du Perche, notamment à Saint-Ouen-de-la-Cour et à Nocé dès le ^{xvii}^e siècle, était fils d'un modeste chapelier de Bellême, qui avait succédé en cette partie à son beau-père Charpy et tenait boutique au coin de la place qui porte aujourd'hui son nom. Commis de son père il s'en allait vendre aux assemblées et le dimanche des casquettes aux

(1) *La Vie future suivant la foi et suivant la raison*. Paris, Dezobry, 1858, 2^e édit., p. 518.



JULES-THÉODORE-ARMAND VANDIER
d'après un dessin conservé à la mairie de Bellême



environs de la ville et déjà se dessinait son génie commercial par la façon dont il savait plaire à la clientèle et s'attirer ses faveurs. A 18 ans, il accepte les offres d'un marchand ambulancier qui débitait de l'indienne et de la crêtonne aussi aux assemblées et faisait le boniment en plein vent. Il y apprend les mille ficelles du métier et toutes les finasseries normandes, mais il faut à son tempéramment un champ plus large d'action ; aussi répond-t-il avec empressement à la proposition qui lui est faite d'entrer à Paris au magasin du Petit-Saint-Thomas(1). Là, il se fait aussitôt remarquer par ses aptitudes. Il devient brillant vendeur et acheteur habile. Promu chef de rayon, il pense aux réformes à introduire dans les habitudes commerciales et dans les rapports avec le public et il cherche à les mettre en pratique. L'occasion se présente. Tout au bout de la rue du Bac, un M. Videau tenait une boutique de nouveautés à l'enseigne du « Bon Marché », petit magasin qui n'avait pas plus de trente mètres carrés de superficie, il y entre comme associé en 1852, à la condition qu'il pourra expérimenter ses idées. Et les innovations commencent : les marchandises sont marquées en chiffres connus, le prix fixe devient la règle. le système de vendre à petit bénéfice s'applique et bientôt on institue les « rendus » en l'annonçant ainsi : « On reprend toute marchandise qui a cessé de plaire », enfin pour stimuler le zèle des employés, on leur octroie une commission sur les ventes, révolution complète qui fera la fortune de Boucicaut mais qui effraye son associé(2). Malgré un

(1) N'ayant pas le sou, il fut obligé d'emprunter pour assurer ses premiers jours d'existence à Paris.

(2) Monsieur Ernest Lefébure, depuis que ces lignes ont été écrites, a eu l'amabilité de nous communiquer des renseignements personnels qui expliquent très nettement l'origine du succès colossal de Boucicaut. Nous sommes très heureux de pouvoir les joindre à notre étude. Ils la complètent et l'éclairent admirablement.

« La vraie cause, dit-il, fut la connaissance et la première application en France d'une méthode commerciale que venait d'inventer Monsieur Steward, de New-York. Je l'ai connu, car étant allé à New-York en 1853, j'avais une lettre d'introduction pour lui. Je lui fis compliment d'un succès qui l'avait mené si rapidement à la fortune. » « Jeune homme, me dit-il, voici comment j'ai transformé mon commerce. Autrefois, on faisait spéculation pour l'année entière et à chaque fin de saison on emmagasinait les invendus pour les faire reparaitre l'année suivante. J'ai changé tout cela. J'ai organisé ma maison *par rayons*, auxquels je confie chacun un capital qu'ils doivent employer et reconstituer chaque trimestre.

chiffre de sept millions d'affaires en 1863, M. Videau ne trouve pas les bénéfices suffisants et se retire en demandant sa part d'un million et demi. Boucicaut la trouve et reste seul maître (1).

Ce que fut l'extension du « Bon Marché », vous le savez. Le 9 septembre 1869, la première pierre des nouveaux bâtiments est posée. Les affaires se chiffrent alors par 21 millions (2).

Boucicaut trouva auprès de sa femme Marguerite Guérin (3), une bourguignonne au tempérament généreux et ordonné, l'appui le plus puissant et le plus sûr. Ils associèrent leur vie et leurs efforts non seulement pour le développement de leur commerce mais aussi pour l'amélioration de la classe ouvrière et le soulagement des misères. Et c'est de cela qu'il faut surtout les louer. Pendant la guerre, huit jours de suite, Boucicaut fait distribuer, avec deux négociants étrangers, des vivres aux familles pauvres de son quartier ; il donne des sommes énormes aux souscriptions et, en 1876, il fonde la Caisse de Prévoyance de ses employés, alimentée exclusivement par les sommes que la maison prélève, le 31 juillet de chaque année, sur les bénéfices réalisés (4). Il ne cesse d'aider les infortunes et de rendre service à ceux qui le sollicitent ; il

« Ainsi le 1^{er} octobre, par exemple, le rayon de draperie achète cent mille francs d'articles pour le million (c'est-à-dire pouvant convenir à un million d'acheteurs de classe moyenne). La vente, poussée par une bonne réclame, se fait à plein bénéfice les deux premiers mois, en baisse le troisième, en liquidation pour ce qui reste dans la dernière semaine. Dès lors, les cent mille francs sont reconstitués, augmentés des bénéfices qui ne sont jamais moindres de 10 0/0 pour le trimestre. Ainsi, je fais quatre bénéfices par an, là où on se contentait d'un seul autrefois. »

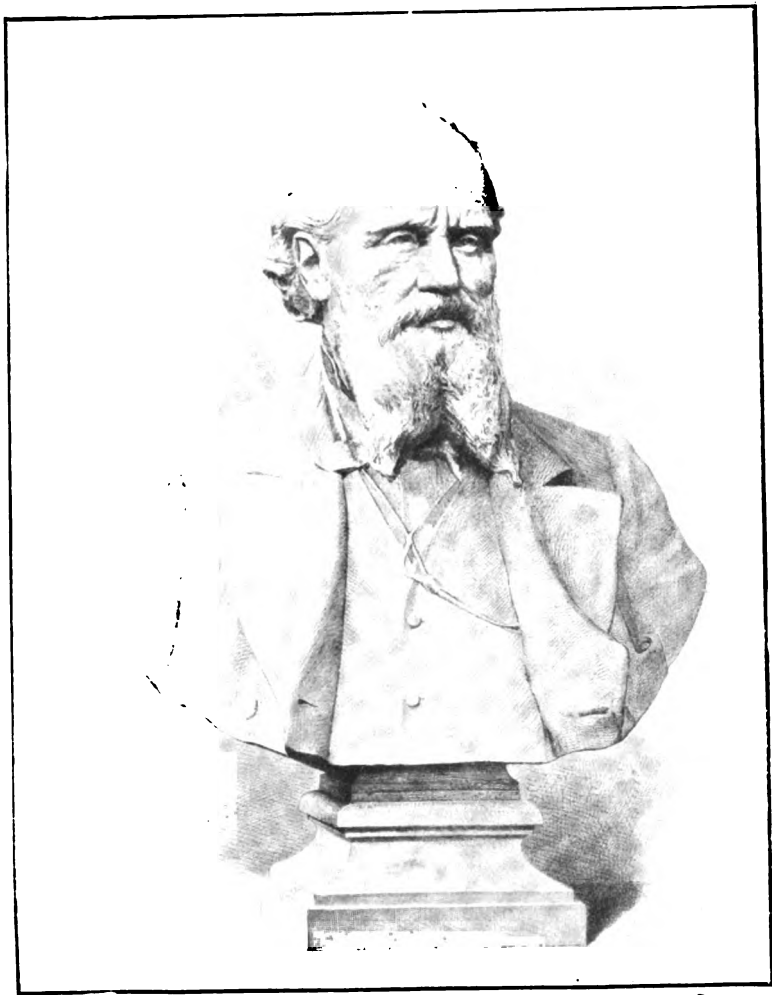
« J'avais pris pension à New-York chez Maillard, pâtissier français, ami de Boucicaut, qui est devenu lui-même le confiseur millionnaire. — Maillard expliqua à Boucicaut la méthode de Steward et c'est son application qui a fait la fortune rapide et colossale du *Bon Marché*. »

(1) Georges Brégand, art. paru dans *Le Matin*, le 19 juillet 1899. — Etude sur le Bon Marché, par MM. Cuheval-Clarigny et Flavien. — *Le Panthéon de l'Industrie*, 31 octobre 1886.

(2) L'année de la mort de M. Boucicaut elles atteignaient 82 millions.

(3) Née à Verjux (Saône-et-Loire), le 3 janvier 1816, morte à Cannes, le 8 décembre 1887. — Voir : Une grande femme de bien, *Journal-Barral*, janvier 1888.

(4) Cette somme, qui est une pure libéralité, est répartie entre les participants au prorata de leurs appointements et le compte ouvert à chacun s'accroît des intérêts annuels calculés à 4 % et du produit de chaque répartition nouvelle.



ARISTIDE-JACQUES BOUCICAUT
(Buste de Chapu)

s'intéresse particulièrement à ses compatriotes en se souvenant de ses débuts difficiles.

La mort vint le surprendre le 26 décembre 1877. Le seul fils qu'il avait eu, mort jeune, ne lui laissait pas de petits-enfants (1). Il était donc réservé à sa compagne de faire l'emploi des biens immenses qu'il laissait et, après avoir fondé la Caisse de retraite de la Maison, elle s'acquittait de sa tâche avec une prévoyance et une sagesse dont bénéficièrent ceux qui de la vie ne connaissent que la peine et la souffrance.

Les Bellémois ont-ils payé suffisamment à ce concitoyen fidèle qui, dans son heureuse fortune, se souvenait toujours de sa chère ville natale, leur dette de reconnaissance et leur tribut d'honneur ? C'est à vous de le juger. Il a tenu, par respect pour sa sainte mère, à restaurer magnifiquement une chapelle au lieu qu'elle avait l'habitude d'occuper à l'église. Le jour où vous rendrez à sa mémoire, comme le souhaitait M. le marquis de Chennevières, un hommage public, ce sera, je crois, de votre part aussi, un juste témoignage de votre estime et de votre admiration.

* *

Voilà, habitants de Bellême, quelques-uns de vos grands hommes, je dis quelques-uns, car vous en avez beaucoup d'autres. Si je voulais parler de la vieille Maison des **Fontenay** qui vous touche de si près, dont les membres se trouvent dans l'histoire à tous les postes de péril et d'honneur, j'aurais un volume à écrire. Qu'il me suffise de rappeler ici les noms de Pierre de Fontenay, votre gouverneur, qui arbora sous Henri IV, en l'église Saint-Sauveur, sept drapeaux enlevés aux Ligueurs (2), de Claude qui combattit à la reprise de Gravelines dans l'armée de Gaston d'Orléans, de Pierre Jean qui négocia avec Berthereau l'abolition du droit de franc-fief et sur le logis duquel on plaça une couronne civique avec ces mots : *Hic verus miles et verus civis*. Ici demeure un vrai soldat et un vrai citoyen.

(1) Antony-Aristide Boucicaut, mort en 1879.

(2) Son cœur fut déposé en l'Eglise Saint-Sauveur.

Ce sont là des actions à mettre sur votre livre d'or.

Mais je n'ai pas besoin de remonter si haut pour évoquer, en finissant, devant vous des figures que vous avez connues et aimées, celle tout d'abord du docteur Jousset, qui, né à Longny (1), vécut au milieu de vous, recueillant avec une constance et une activité rares les moindres souvenirs de vos traditions, de vos mœurs et de vos coutumes, dont la plume infatigable nous a conservé tant de faits mémorables, et celle enfin de l'excellent marquis de Chennevières qui restera pour vous toujours Monsieur de Saint-Santin. Lui aussi venait de loin abriter son existence, toute d'art, sous votre clocher, ayant su trouver la demeure qui lui convenait si bien. Dans cet asile, des trésors furent enfouis, trésors de dessins et de gravures incomparables qui échappèrent par miracle aux envahisseurs de 70 alors qu'ils s'étendaient pour dormir, rue Ville-Close, sur les portefeilles empilés près d'un feu d'enfer. Si ces œuvres précieuses ornent maintenant quelque autre cabinet d'amateur, il nous reste du moins l'image bien vivante encore parmi nous de cet homme essentiellement bon et bienveillant qui charma de ses contes notre jeunesse et nous donna l'exemple du plus ardent patriotisme.

« Je suis Normand, écrivait-il, et si je n'étais Normand je voudrais être Normand, je suis Normand, et les coteaux, les plaines, les prairies, les fleurs, les fruits, les arbres, les légumes, les ciels de Normandie sont pour moi incomparablement plus beaux que les ciels, les légumes, les arbres, les fruits, les fleurs, les prairies, les plaines et les coteaux de Bretagne ou de Picardie, d'Alsace ou de Berry. Je suis Normand et toute œuvre éclore de tête ou de main normande me semble bien supérieure en intelligence, en force, en grâce, en science, en délicatesse et en beauté à celles qui pourront jamais naître d'une cervelle gasconne ou flamande ; je veux dire qu'elle me touche et m'attire bien plus vivement. Quand j'ouvre un livre, la ligne où se trouve écrit, par hasard, le mot de Normandie est la première que mon œil rencontrera toujours ; quand je parcours une exposition, les paysages

(1) Pierre Gatien Jousset, né le 14 décembre 1802, fils d'un ancien chirurgien des armées. (Le Dr Jousset, par M. de La Sicotière. Alençon 1893).

normands, les signatures d'artistes normands ont le don de m'arrêter au passage et de me réjouir le cœur par des énor-gueuillissements, rêveries et des souvenirs délicieux » (1).

Si vous n'êtes Normands, vous êtes Percherons, et si vous êtes Percherons, aimez ceux qui ont honoré le Perche ; soyez-en fiers dans le passé comme dans le présent et formez pour la France de l'avenir des cœurs qui battent pour sa prospérité et sa grandeur (2).

H. TOURNOUER.

(1) Lettres sur l'art français en 1850. Argentan 1851, p. 57.

(2) Citons entr'autres personnages marquants, nés à Bellême, ou y ayant vécu :

Les BRISART, famille de robe, qui occupèrent à Bellême d'importants emplois au XVI^e siècle.

Jacques COURTIN, originaire de Bellême, bailli du Perche, assassiné dans la forêt quelques jours après la Saint-Barthélémy, par les Huguenots, Louis Toussaint, Julien DUBOIS, né à Bellême, le 25 août 1736, mort à Paris, le 14 août 1806, avocat au Parlement, lieutenant des eaux et forêts de la maîtrise de Mortagne et Rêno, suppléant de l'Orne à la Convention ; Charles-François-Michel-Etienne DESGROUAS, de triste mémoire, né à Bellême, le 9 février 1747, qui vota à la Convention la mort de Louis XVI, fut receveur des Domaines à Mortagne et mourut incarcéré sous Louis XVIII, le 17 avril 1816 ; René-Louis PRUDHOMME, né à Bellême en 1748 et mort à Caen, le 19 décembre 1840 professeur d'hydrographie à Caen, savant modeste, mais imbu des idées révolutionnaires ; Jacques-François-Alexis GOR, né à Trun, le 14 novembre 1763, qui vécut à Bellême où il mourut le 24 décembre 1846, secrétaire du district de Bellême, juge au tribunal civil d'Alençon, député de l'Orne aux Cinq-Cents, procureur impérial près le Tribunal de Mortagne, représentant à la Chambre des Cent jours et président du Conseil général de l'Orne ; Philippe-François CHARTIER-DESRIEUX, né à Bellême, le 11 février 1751, avocat, juge au Tribunal du district de la ville ; Jean-Baptiste Bernard THOUMIN, né le 19 janvier 1751, avocat au Parlement, résidant à Bellême qui fut procureur syndic du district, Conseiller général et conseiller de préfecture ; BAYARD DE LA VINGTRIE, lieutenant général civil et criminel au bailliage du Perche, au siège de Bellême.

Enfin le XIX^e siècle a vu naître à Bellême, le 12 mars 1849, Charles-Marie-Céleste PIROU, petit-fils d'un sabotier de la forêt, qui débuta chez un notaire et se sentit un beau jour poète à la lecture des *Orientales* de Victor Hugo. Il se conduisit héroïquement en 1871 à l'assaut d'une barricade et gagna la médaille militaire, se souvenant de son aïeul qui avait été blessé aux guerres de l'Empire. Ses poésies tendres, inspirées de la nature, les *Feux Follets*, *Les larmes d'or*, *Les gouttes de sang*, etc, lui valurent les palmes de l'Académie et un juste tribut d'éloges de ses compatriotes (*Revue Norm. et perch.* 1892, 225 ; 1898, 129, 1899, 364, art. de G. LE VASSEUR. — *Anthologie des poètes normands*, 1903, 229). — *Charles Pitou*, par Léon VANIER, Bellême, G. Levoyer, 1889, in-16. — *Charles Pitou*, par A..., Verneuil, 1898, in-12.

Nous adressons en terminant nos plus vifs remerciements à tous ceux qui nous ont aidé dans ces recherches biographiques, souvent difficiles à rendre exactes et précises, entr'autres à MM. de Vigan et le chanoine Josse, et au secrétaire général du « Bon Marché ».

RAPPORT ANNUEL

sur les Travaux de la Société

I

MESDAMES,

MESSIEURS,

Je n'ai guère à vous offrir, suivant mon usage, que des miettes d'histoire. Mais les « miettes de la vérité sont encore quelque chose, et, en fait d'histoire, il ne s'agit pas de faire le fier, il faut tout ramasser », écrivait Barbey d'Aurevilly, en l'un de ces brillants articles qu'une main pieuse vient de réunir sous un titre qui conviendrait souvent au compte-rendu de vos travaux : *A côté de la grande histoire*. C'est vrai que nous paraissions volontiers nous attarder à la petite histoire, qui a bien son charme ; nous prenons même grand plaisir aux histoires, aux vieilles ou neuves histoires de chez nous. Mais si nous ne faisons d'ordinaire que cotoyer la grande histoire, il nous arrive pourtant de nous aventurer sur ses hauteurs, et même parfois d'y ouvrir des sentiers nouveaux.

Grande ou petite histoire il ne nous importe. Entre l'une et l'autre la ligne de démarcation est d'ailleurs quelque peu flottante et arbitraire. Ce qu'il faut surtout considérer, c'est la manière dont l'auteur a traité la question par lui choisie. Même cantonné dans un cercle étroit, il aura pu faire œuvre vraiment intéressante et utile, s'il l'a exploré consciencieusement et s'il fournit honnêtement l'indication, au moins sommaire, mais précise, des éléments d'information dont il s'est servi. C'est la seule méthode qui compte. A force de la louer, je voudrais inspirer des remords et le propos de s'amender à ceux qui ne le suivent pas, comme s'ils avaient peur que des chercheurs indiscrets ne viennent vérifier leurs dires et tra-

vailler sur leurs brisées. Et puisque j'ai la hardiesse de vous inviter ainsi, mes chers confrères, à faire tous un petit examen de conscience, je souhaiterais qu'il portât encore sur un autre point. N'arrive-t-il jamais que des détails de pure curiosité locale détournent trop l'attention des faits d'intérêt général ? Il y a des auteurs de minutieuses monographies qui ne nous feraient grâce ni d'un chaînon de généalogie, ni d'un titulaire de cure, et qui seraient bien capables de passer sous silence, ou à peu près, le seul épisode qui aurait pu faire contribuer leur petite histoire à la grande. J'espère que l'on me pardonnera d'avoir mêlé à mes éloges coutumiers ces légères critiques, parce qu'elles sont générales et que chacun se dit évidemment qu'elles tombent sur son voisin.

Ceux qui ne les méritaient sûrement pas ce sont les confrères d'élite que nous avons eu la douleur de perdre depuis un an M. le Féron de Longcamp, ancien président de la Société des Antiquaires de Normandie, chez lequel nous trouvions, il y a deux ans, un accueil si hospitalier à la Grande-Noë, et qui se plaisait non seulement à suivre nos excursions mais encore à fixer leur souvenir en ses excellentes photographies ; M. l'abbé Lhéretyre, mort curé doyen de Moulins-la-Marche, auquel nous devons, non seulement des impressions de voyage à Rome et en Terre-Sainte, mais encore une bonne monographie de Bellou-en-Houlme ; M. E. De Broise, un vieil Alençonnais, qui fut le beau-père et le continuateur de Poulet-Malassis ; enfin deux hommes qui ont pris une part très active à la fondation et au développement de notre Société, M. l'abbé Barret et M. Jules Appert.

L'abbé Philibert Barret, qui s'est éteint à Paris en février, avait quitté depuis neuf ans le diocèse de Sées ; mais il ne l'avait pas oublié et il n'y était oublié. Notre Bulletin donnera la liste de ses travaux historiques, spécialement consacrés au Perche, où il était né, et hier, devant les merveilles de l'église et du prieuré de Sainte-Gauburge, notre Président vous en relisait quelques fragments. Je les proposerais volontiers pour modèles. Ces études ne laissent rien à désirer pour l'abondance et la sûreté de la documentation ; et ces matériaux sont mis en œuvre par quelqu'un qui sent la beauté des choses et qui sait écrire.

Les nouveaux venus dans notre Société ne soupçonnent pas ce qu'elle a perdu en juillet dernier, par la mort de celui qui fut notre Vice-Président de 1895 à 1901, M. Jules Appert. La maladie, dont ses dernières années furent assombries, le tenait à l'écart de nos séances. Et d'ailleurs ce fut toujours un modeste, n'ayant ni la langue, ni la plume intempérantes. Excellentes, mais rares, sont les plaquettes qu'il nous laisse. Il ne s'enhardissait guère à se faire imprimer qu'en se faisant le collaborateur d'un ami, spécialement de Gérard de Contades et de Wilfrid Challemel, ses intimes. Il aida de ses bienveillants conseils et de ses libérales communications d'autres aussi qui ne l'oublieront pas, je vous l'assure. Il continuera encore à être secourable à tous ceux qui sont curieux du passé de notre pays, puisqu'il a légué à la ville de Flers sa précieuse collection de livres et de documents. Souhaitons que cette attribution n'aboutisse pas, comme il arrive quelquefois, à une mise sous séquestre indéfinie.

II

On ne saurait s'étonner que les conteurs aiment d'ordinaire les historiens. Une simple notice d'érudit, comme celle que M. l'abbé Letacq consacre aux animaux en voie de disparition chez nous peut évoquer des visions qui parlent à l'imagination, faire rêver par exemple aux loups des forêts, jadis plus solitaires et plus sauvages, aux meneurs de loups, que l'on voyait passer, quêtés redoutés, de village en village, de ferme en ferme. D'autre part les historiens peuvent profiter au commerce des conteurs, lorsque ceux-ci savent observer juste et faire vivre ce qu'ils décrivent. Tel M. J. Romain Le Monnier racontant aux lecteurs du *Bulletin de l'Union Bas-Normande et Percheronne* (1) une amusante aventure de Florentin Lorient. Tel surtout notre grand poète Paul Harel qui n'a pas désappris l'art des vers — vous en savez quelque chose — pour avoir recueilli les souvenirs d'une bonne hôtellerie (2)

(1) Mars 1906. — *Les X sur les foutiaux*.

(2) *A l'enseigne du Grand Saint-André*, Paris, Plon, 1906.

en une prose savoureuse, qui fait songer parfois à Maupassant, parfois à *Don Quichotte* et au *Roman Comique*.

L'auberge au pignon de laquelle se balançait longtemps l'enseigne du grand Saint-André, tout auprès du clocher d'Echauffour, eut des hôtes de marque. C'était, il y a une quinzaine d'années, une sorte de pèlerinage littéraire très achalandé, et l'excellente cuisine de Paul Harel était fort goûtée de ses confrères les écrivains. « Henri de Bornier, José-Maria de Hérédia ont bu de son eau-de-vie. » Chez lui « Coppée et Leconte de Lisle ont failli se rencontrer devant une omelette... Mirbeau, Truffier, Haraucourt, Poizat y sont venus. » Parmi ses visiteurs Gustave Le Vavasseur et Ernest Millet méritaient de garder une place à part. Leurs portraits sont tracés avec une précision exacte et un attendrissement discret.

La clientèle ordinaire faisait défiler des types variés. Il y avait des marchands de cochons : tels le petit Flard, mangeant toujours seul, peu causeur, avec une voix douce et féminine, ou bien ce père Pignel, qui n'avait point son pareil dans la contrée pour graisser les pores, et qui se plaisait à dire : « Après moi, mes enfants, il n'y aura plus de cochons. » Il y avait des marchands de bœufs, hauts et puissants herbagers, au visage plein et souriant, comme il convenait en un temps où il arrivait encore aux bœufs de faire la culbute, c'est-à-dire de se vendre gras le double de ce qu'ils avaient coûté maigres. Il y avait un voyageur en liquides, brave républicain de 1848, sensible, humanitaire et amusant ventriloque. Il y avait une vieille fille, apparentée de loin à la famille de l'hôtelier, et qui savait très bien demander une « demoiselle » d'eau-de-vie, après avoir déjà supposé un petit pot. Il y avait Hérodote Bigroin, un vilain égoïste qui finit misérablement, après avoir longuement martyrisé sa pauvre femme. Il y avait un colosse, Coulibœuf, qui en remontrait à tous les piqueurs dans les chasses en forêt d'Ouche, et qui un soir, à la lueur des résines, planta le couteau au cœur d'un cerf qui faisait tête aux chiens, dans un sombre marécage.

Les hôtes auxquels Paul Harel demeure le plus fier d'avoir toujours fait bon accueil, ce sont les pauvres gens, les gueux. En l'un de ses récits les plus achevés, il rappelle une visite de baladins qui, en vérité, se comportèrent aussi noblement qu'ils

avaient été traités. Entrés en solliciteurs timides, ils sont encouragés par l'hôtelier à commander et à s'asseoir. On leur sert un plantureux repas. Ils font leurs tours devant toute la clientèle accourue, et lorsqu'un jeune baladin rapporte plein de monnaie le vieux chapeau dans lequel il a quêté, le chef fait tout verser dans le tablier d'une chambrière, et dit simplement en saluant l'aubergiste : « Distribuez la recette à la domesticité. »

La bonne hôtellerie est fermée. Et s'il y a quelque mélancolie à penser que l'on ne peut plus parler d'elle qu'au passé, c'est aussi ce qui a permis d'en parler plus librement. En ce livre qui durera et que beaucoup liront, elle revit, animée comme jadis, mêlant au fumet des plats les arômes des champs, des herbages et de la forêt voisine, apprenant à s'intéresser au jeu des humbles marionnettes humaines, conseil-lère de bonne humeur et de saine gaité.

III

En presque toutes nos communes, il se trouve à glaner pour l'histoire. C'est ce que savent bien nos infatigables rédacteurs de monographies : Mgr de Moucheron qui nous dit ce que furent les modèles des vieux portraits de Maison-Maugis ; M. Charles Vérel, qui ne laissera plus rien à découvrir sur Nonant-le-Pin (1) ; M. Surville, qui vient de donner une brochure claire et documentée sur *L'Ancienne Baronnie de la Lande-Patry* (2) ; M. l'abbé Gourdel qui groupe quarante et une paroisse sous ce titre d'apparence un peu énigmatique, mais qui désigne assez justement Briouze et ses alentours, *Le Centre du Houlme* (3).

Les paysans de ces contrées n'avaient pas jadis, s'il faut en

(1) Voir nos *Bulletins* depuis 1903.

(2) Flers, 57 p. in-8°, 1906.

(3) De cette attachante petite contrée qui donna son nom, mais ne correspond pas exactement à un ancien archidiaconé, à une ancienne sergenterie. (Voir mon étude sur le pays du Houlme, *Bulletin*, 1898, p. 442 et suiv.) les limites sont assez difficiles à fixer : elles me semblent être à peu près celles de la vallée de la Rouvre avec sa ceinture de collines. Mais sûrement ce que l'on doit, après d'Expilly, reconnaître pour son chef-lieu naturel, pour sa petite capitale, c'est le bourg de Briouze.

croire nos savants confrères, un ordinaire bien succulent. Les douceurs du café leur étaient à peu près inconnues. Ils buvaient plus de poiré que de vrai cidre. Ils mangeaient de la soupe aux choux, assaisonnée le plus souvent avec de la *caudelée*, sorte de vieux lait écrémé (1), aigre, du pain de *carabin*, de la bouillie du même blé noir, bien rarement du jambon sauté dans la poêle ou de la poule au pot. Mais certains jours de frairie on se dédommageait. M. le curé de Saint-Hilaire de Briouze rapporte que, chez lui, lorsqu'un fiancé cossu demandait ce qu'il faudrait donner de viande aux convives le jour des épousailles, on lui répondait : « Quatre livres par personne, sans compter les volailles. » Et l'on ne laissait pas de restes. Il est vrai que les affamés venaient de dix lieues à la ronde à l'odeur du rôti. Un proverbe du temps disait : « Quand il y a noce dans le pays bas, les pauvres s'en sentent. »

Il y avait alors dans les campagnes autant et peut-être plus de gaieté qu'à présent. On se réunissait volontiers en assemblées bruyantes, qui faisaient couler des flots de poiré picotant et qui semblaient fades, si elles se terminaient sans batteries. La batterie n'était-ce pas le principal attrait de ce jeu violent de la *soule*, qui se jouait à la Lande-Patry, à Bellou le Mardi gras, et à Saint-Hilaire l'un des Dimanches qui suivaient les noces de toute fille s'établissant dans une autre paroisse ? Le mari lançait par dessus le faite de l'église le ballon de cuir souvent enrubanné, et, divisés en deux camps, les gars du pays se le disputaient avec acharnement, franchissant haies et rivières, ne respectant rien, pas même les cimetières. Moins brutal était le jeu de la *rabotte* qui, aux jours gras, réunissait les jeunes gens autour d'une boule de bois (*got*) que l'on se disputait dans un pré, entre deux camps, avec des bâtons à gros bout appelés *rabottes*. Ne retrouve-t-on rien, avec des noms nouveaux, de ces anciens jeux en des exercices fort en honneur dans le monde Anglo-Saxon ?

L'une des fêtes les plus fêtées en Normandie est, de longue date, celle des Rois. Jadis la veille de l'Épiphanie ou, le dimanche suivant, à la nuit tombante, elle étoilait nos coteaux de feux de joie qui s'allument encore, mais clairsemés, à pré-

(1) Surville, *loc. citat.*

sent. Nos anciens y tenaient beaucoup et les firent parfois briller même aux sombres périodes de la Révolution. C'est ce que montre une résolution conservée aux archives municipales de Durcet et datée du 12 Nivose an II (1^{er} Janvier 1794). La Société populaire de la Carneille avait annoncé qu'elle aurait l'œil ouvert sur tous ceux qui, le 6 Janvier (vieux style), célébreraient la fête des ci-devant rois. Les autorités constituées et citoyens de Durcet prirent une délibération portant qu'ils avaient bien la haine des tyrans, mais que, la liberté du culte étant décrétée, ils célébreraient dans leur commune le 17 Nivose courant (6 Janvier vieux style) la fête de l'Épiphanie, non celle des Rois, nom abominable qui inspire la plus grande horreur. » — C'est dans une commune voisine, à Echalou, qu'un maire du même temps trouva un procédé ingénieux pour sauver les statues de son église auxquelles on avait reproché quelques fleurs de lys compromettantes. Il les fit coiffer de bonnets rouges, et les montrant triomphalement à celui qui les avait incriminés de royalisme : « Tu vois, leur dit-il, que mes petits saints sont plus républicains que toi. ».

En ces temps troublés, des vies furent parfois sauvées par une répartition plaisante ou une adroite supercherie. Mais pourtant les victimes ne manquèrent pas. Rien que dans le petit coin de pays étudié par nos confrères, on les rencontre nombreuses. Parmi les prêtres massacrés à Paris en septembre 1792, et dont la cause de béatification vient d'être introduite en cour de Rome, trois étaient originaires de l'ancien doyenné de Briouze, l'abbé Jacques Delalande, et deux frères, tous deux Jésuites, les Guérin du Rocher, dont l'aîné était confesseur de Marie-Antoinette. Il y eut plus de martyrs dont le sang coula sur le sol natal. Je ne citerai que le dernier curé de la Lande-Patry fusillé à Chanu, le 6 mars 1796, par la colonne mobile de Domfront. Lors de l'exhumation de ses restes, M, Surville a encore vu, fichés dans l'os de l'épaule, deux des gros clous avec lesquels avaient été chargés les fusils des meurtriers. — Graves souvenirs, à recueillir pieusement : C'est surtout aux heures tragiques que la petite histoire se mêle à la grande.

IV

L'introduction en France de ce que l'on appelait jadis la *prétendue religion réformée* (P. R. R.) et les longs troubles qui en résultèrent firent certes sonner de ces heures tragiques. Aussi me semble-t-il vous entretenir d'un sujet d'intérêt général en vous signalant deux importantes contributions à l'histoire du protestantisme en Basse-Normandie.

Il était assez couramment admis et répété que les protestants d'Alençon, au lendemain de la Saint-Barthélemy (24 Août 1572) n'avaient dû d'avoir la vie sauve qu'au libéralisme du gouverneur de Basse-Normandie, Jacques de Matignon, qui aurait refusé d'exécuter les ordres de la Cour. On donnait même des détails émouvants sur l'entrevue dans laquelle il les aurait rassemblés tout tremblants et leur aurait promis de les épargner. Et si la ville d'Alençon avait eu la bonne idée d'élever une statue au plus illustre des châtelains de Lonrai, il aurait eu grande chance de figurer dans cette scène mémorable. Légende, vient nous dire, toujours curieux et perspicace, notre confrère M. Henri Chardon (1). Elle ne remonte qu'à la seconde moitié du xvii^e siècle et a été forgée par Jacques de Callières. Elle ne fausse pas d'ailleurs absolument la vérité historique ; seulement elle la dramatise quelque peu.

C'est à juste titre que les protestants d'Alençon ont gardé une longue reconnaissance à Matignon qui réellement les sauva ; mais ce fut en 1562, dix années avant la Saint-Barthélemy, lorsque, leur reprenant la ville dont ils s'étaient emparés, il leur épargna les représailles auxquelles ils pouvaient s'attendre après leur sédition et leurs violences. Puis il est bien vrai qu'en 1572 les protestants de Basse-Normandie eurent grandement à se louer d'avoir Matignon pour gouverneur, parce qu'il eut assez d'habileté et d'autorité pour faire exécuter les instructions pacificatrices qu'il recevait de Charles IX, celui-ci mandant qu'il aurait « merveilleux regret » si les massacres du 24 Août à Paris étaient imités

(1) *Le rôle de Matignon à la Saint-Barthélemy à Alençon, à Caen et dans toute la Basse-Normandie*, Paris, Champion, 1906, Extrait de notre Bulletin.

dans les provinces. » Quant au libéralisme de celui que ses contemporains qualifient volontiers de *fin normand*, M. Charodon l'attribue surtout à son sens politique et avisé. Peut-être bien. Les gens d'esprit répugnent généralement plus que les autres à se montrer par trop intolérants.

Combien inintelligentes et maladroites furent les mesures par lesquelles, sous Louis XIV et Louis XV, des administrateurs tracassiers et despotes essayèrent de faire, aux dépens des dissidents, ce que l'on appelle aujourd'hui l'unité morale du pays, c'est ce que met en lumière un nouveau livre (1) de M. l'abbé Macé. Le savant doyen d'Athis a entrepris la tâche assez délicate d'écrire l'histoire de l'église protestante de cette localité. Il ne dissimule certes pas les griefs imputables à la Réforme (2) qui souvent en nos pays fut imposée de force par des seigneurs ambitieux et déclina des ravages de barbares. Mais il signale aussi avec une franchise attristée les vexations et les persécutions dont furent victimes les protestants, après et même avant la révocation (1685) de l'édit de Nantes. On fut long à comprendre que, comme dit Louis XVI dans le préambule de l'édit de Novembre 1787 qui leur donne enfin un état civil, « les voies de la violence sont aussi contraires aux principes de la raison et de l'humanité qu'au véritable esprit de l'Évangile, et ne convertissaient pas. »

Cette pittoresque contrée, très accidentée et très boisée, se prêtait bien aux assemblées clandestines. En Athis, on se donnait rendez-vous à la Chenevière-aux-Blin (3), entre deux fermes isolées, au milieu des champs, dont les fortes haies plantées de chênes et de hêtres forment de hauts remparts. On s'abritait « sous un hangar de chétive apparence couvert d'un mélange de mauvaise paille et de genêts. Des bottes de jonc marin et des fagots d'épines posés avec un désordre calculé fermaient les côtés et une des extrémités. Des issues dérobées étaient dissimulées dans les pourtours. L'intérieur

(1) *Histoire de l'Eglise protestante d'Athis*, Montligeon, 1906.

(2) Dans une étude documentée sur les origines de la République (*Revue catholique et royaliste*), mai 1906) notre érudit vice-président le Vicomte du Motey reproche encore à certains des réformés d'avoir très vite et obstinément nourri le dessein de substituer à Henri IV une sorte de République sous la tutelle d'un prince étranger.

(3) Macé, *loc. cit.*, p. 186.

était ordinairement rempli de charrettes », tombereaux et herses. On les mettait en rang, au dehors, les jour de prêche. « Si la maréchaussée indiscrete survenait à l'improviste, les membres de l'assemblée se dispersaient aisément avant que l'ouverture n'eut été débarrassée. » Imposer à des gens de cœur de telles conditions pour l'exercice de leur culte, ce n'est certes pas le moyen de rendre leur foi tiède ou languissante.

Sans doute il arriva, comme le montre bien cette étude minutieuse, qu'en fait on n'appliquait pas entièrement ni constamment des textes que le pouvoir central faisait de plus en plus draconiens devant des résistances qu'il n'avait pas prévues. On aurait tort de croire que, même un siècle après le régime inauguré en 1685, les huguenots fussent réduits, dans nos pays, à la condition de parias. Je n'en veux d'autre preuve que ce simple fait : lorsqu'en octobre 1787 Athis constitua sa première municipalité élue, bien que ceux-ci fussent en infime minorité dans la paroisse, sur neuf membres ils en eurent six. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que, sous la domination des protestants, les catholiques n'étaient pas à l'étranger et n'auraient sans doute pas été chez nous traités plus libéralement. Mais ces constatations ne tendent nullement à justifier une politique qui ne doit trouver ni apologistes ni imitateurs en cette France qui a devancé toutes les nations dans la pratique de la tolérance religieuse et dont c'est l'honneur, depuis lors, de pardonner difficilement à quiconque entreprend de violenter les consciences.

V

Le retour de la paix et de la liberté religieuses, dans une mesure relative, sans doute, et dans des conditions qui, comme toutes les choses humaines, pouvaient appeler des critiques et des remaniements, voilà l'une des principales caractéristiques de ce glorieux commencement du xix^e siècle, que des études récentes nous permettent de revivre un peu en nos contrées.

De cette période, l'un des spectacles les plus touchants en sa modestie silencieuse fut certainement la réapparition, avec

une joie timide et comme hésitante, des religieuses dispersées depuis 1792 et qui essayaient de se rassembler autour de leurs anciens asiles, ainsi que des hirondelles qui après plusieurs hivers chercheraient à retrouver leurs nids. En un attachant ouvrage intitulé *Il y a Cent ans* (1) notre érudit vice-président M. l'abbé Dumaine raconte la plupart de ces retours ou de ces tentatives de reconstitution. On voit à Sées rentrer les Augustines de l'hospice et les Sœurs de la Providence. A Alençon, tandis qu'à l'hospice les Filles de la Charité reprennent leur costume et quelque liberté, voici que reviennent une dizaine de Clarisses (2) et que les Sœurs de la Providence sont réinstallées, grâce au concours du curé de Notre-Dame, ancien membre de la Constituante, l'abbé Le François, qui ramène aussi les Frères des Ecoles chrétiennes. Les hospices d'Argentan, de Trun, d'Ecouché, de Laigle, de Domfront retrouvent leurs Sœurs. Elles sont réclamées, dès 1800, par les administrateurs de l'hospice de Mortagne et l'on constate que leur exil de neuf années a valu un excédent de dépenses de 86.000 fr. A l'hospice de Bellême les Filles de la Charité n'ont point à rentrer : elles ne l'ont jamais quitté. Des administrateurs intelligents se sont bien gardés de leur demander un serment civique que l'on imposait alors (3), monstrueuse exigence, à des femmes ; ils se sont contentés de certifier bravement que leurs religieuses l'avaient prêté.

Cette politique d'apaisement ne risquait certes pas d'être blâmée ni contrariée par le Conseil général d'alors. Lorsqu'il se constitua pour la première fois en l'an VIII, il eut pour président le général Le Veneur, le châtelain de Carrouges, l'ancien maître et ami de Hoche. Et il compta très vite parmi ses membres le comte d'Orglandes, l'héritier des vieux barons de

(1) *Il y a Cent ans. Etat des communautés dans l'Orne*, par l'abbé L.-V. Dumaine, vicaire général de Sées, in-8° avec illustrations, La Chapelle-Montligeon (Orne), 1906.

(2) Pendant que l'une de leurs anciennes compagnes, dont le P. Ubald a retrouvé la trace (voir notre *Bulletin* 1906, p. 235 et suiv.) avait échoué en Italie et, à force de souffrir, était devenue folle.

(3) Cette exigence et la prétention d'imposer le ministère des prêtres assermentés rendirent vite illusoire la disposition de l'article 2 de la loi des 13-19 février 1790, portant qu'il ne serait rien changé, quant à présent, à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique et des établissements de charité.

Briouze, qui travailla tant qu'il put à écarter l'orage qui finit par éclater sur la tête de Mgr de Boiscollet. Silhouettes d'antan, qui réapparaissent dans la curieuse étude de notre savant confrère M. Louis Duval sur *Les Présidents du Conseil général de l'Orne de 1800 à 1902* (1).

C'est à l'inauguration même du Concordat, signal de cette pacification, c'est à la manière dont il fut accueilli et annoncé dans nos campagnes, que l'un de nos confrères (2) a voulu se reporter au moment où était rompu ce pacte séculaire. Non loin de Trun, la petite église de Cambe, où l'on n'officie guère qu'aux jours d'enterrement dans le cimetière verdoyant qui l'entoure, est l'une des plus modestes du pays d'Auge. Mais quelle foule joyeuse devait l'emplir le dimanche 23 mai 1802, cinquième après Pâques ! On ne saurait lire sans émotion le discours heureusement conservé qui fut alors prononcé là par M. l'abbé Leclerc, ancien membre de la Constituante, revenant occuper l'humble cure à laquelle il avait été nommé une première fois en 1786. Il exhortait les cœurs chrétiens à bénir et à remercier Dieu. Il assurait, avec une insistance touchante, qu'il ne gardait contre personne ni rancune, ni aigreur. Il célébrait le nouveau Cyrus, restaurateur du sanctuaire, et le Souverain-Pontife, par qui le Concordat, si laborieux à préparer, avait enfin été accepté le 15 août précédent. Il attribuait cet heureux événement à la protection de la Vierge. « Vous avez donné, lui disait-il, pour toujours la paix à l'Eglise de France ».

Et quelques semaines auparavant, le jour de Pâques, à Nogent-le-Rotrou (3), le Concordat avait été acclamé par un orateur non moins enthousiaste. « Enfin il est arrivé, disait-il, ce jour si ardemment désiré ; il me semble voir les voûtes de cette église s'agrandir ; il me semble entendre le concert unanime de vingt-cinq millions de Français rendant comme nous et au même instant des actions de grâces solennelles au Dieu de nos pères pour la paix intérieure et extérieure qu'il

(1) Argentan, Damoiseau, 1905.

(2) *Bulletin de l'Union Bas-Normande et Percheironne*, 1906, p. 5 et suiv. *A l'aube du Concordat*.

(3) Discours retrouvé par M. Daupeley et cité par M. Jacques Regnier dans *La Nouvelle Revue* du 1^{er} Mai 1906.

nous accorde dans sa bonté. De tous les actes du gouvernement pour le bonheur de la France, le plus cher à son cœur, l'objet de ses plus constantes sollicitudes, c'est le rétablissement de la religion... Organe de ce gouvernement réparateur, continuait M. Rocquain de Vienne — car l'orateur que je vous cite était, non pas un curé, mais le premier sous-préfet de Nogent-le-Rotrou — c'est en son nom que je promets ici respect à la religion et protection à ses ministres. »

Il y a parfois bien loin, n'est-ce pas, du commencement d'un siècle au commencement du suivant. Et d'ailleurs ce qui est une fois détruit ne se reconstitue jamais identiquement pareil : pas plus dans les institutions sociales que dans les édifices, il ne faut entreprendre de refaire du vieux. Mais il me plaît pourtant de m'arrêter et de vous laisser sur cette dernière page d'histoire, en songeant que, comme dit l'auteur d'*Il y a Cent ans*, parfois le souvenir fait naître l'espérance.

Baron JULES A. DES ROTOURS.

Les Institutions Charitables de Bellesme

au temps passé

MESDAMES, MESSIEURS,

A notre dernière séance mensuelle d'Alençon, M. le Président décida, sous forme de désir, qu'en ma qualité d'enfant de Bellesme, je devais aujourd'hui allonger le programme d'une étude d'histoire locale. Tel désir m'était plus qu'un ordre. Pourtant le nom de ceux, qui devaient me précéder et me suivre sur cette estrade, pouvait laisser anxieux. Après un tel début, comment espérer satisfaire à mon tour votre bienveillante attention. Certains travaux d'érudition, captivants pour des archéologues, sont absolument dépourvus d'attraits dans une lecture publique. Or, sur ce point, sinon le règlement, du moins les traditions de notre Société sont formelles. Aux ecclésiastiques, personnes graves par destination, inaccessibles aux coquetteries littéraires, revient, entre tous les genres d'études, celui qu'un de nos auditeurs exaspéré baptisa un jour par représailles *le genre ennuyeux*. Aujourd'hui, c'est mon tour de tenir ce rôle plutôt ingrat.

Ce mois de juin dernier, à l'inauguration d'un asile municipal, dans la ville de Lyon, l'orateur officiel (1), personnage de marque, lançait cette stupéfiante affirmation : « Des siècles se sont passés, sans que la société songe à ramasser les blessés de cette grande bataille qu'est la vie. Aujourd'hui l'humanité arrive à cette conception fraternelle, qui fut inutilement prêchée, il y a deux mille ans, en Galilée ». De telles audaces ne se devraient point hasarder sur le terrain de l'histoire.

(1) M. Clémenceau, Président du Conseil des Ministres.

Dans cette vieille cité de Bellesme en particulier, et la région soumise autrefois à sa puissante domination, partout d'antiques souvenirs, des ruines encore subsistantes, les documents renfermés dans les archives publiques, proclament que depuis l'époque la plus reculée, nos ancêtres percherons, s'inspirant de cette conception fraternelle prêchée par le Christ et répandue par ses disciples à travers le monde, furent toujours pitoyables à la souffrance.

Tout au bout de la rue étroite, aujourd'hui disparue (1), qui conduisait naguère au cimetière et jadis à l'église Saint-Pierre (2), dans le local actuellement occupé par le bureau de poste, là, où depuis l'édit du Roi de 1688 (3), jusqu'à la fin du siècle dernier, des générations d'écoliers sont venues apprendre les rudiments de la science, près des doctes prêtres régents du collège de Bellême, puis à l'école primaire qui l'avait remplacé, fonctionnait au Moyen-Age un hospice pour les pauvres et les pèlerins. Plusieurs chartes émanant des comtes du Perche semblent indiquer que cet hospice antérieur au XI^e siècle avait été fondé par les premiers seigneurs de Bellesme. Les deux paroisses de la ville, Saint-Sauveur et Saint-Pierre, avec celle de Saint-Martin, pourvoyaient à l'entretien de la maison de charité.

(1) Cette vieille *rue du Cimetière*, très étroite, dont un prolongement existe encore jusqu'à la *Place de l'Ormeau*, a formé avec les terrains, où s'élevait l'ancien hôpital, la nouvelle *Place Boucicaut*.

(2) L'église Saint-Pierre-hors-les-Murs se trouvait vers le milieu de la partie haute du cimetière actuel de Bellesme. Son titre paroissial ayant été supprimé en 1790, elle fut conservée provisoirement comme oratoire, puis vendue et démolie en 1795. Un des vitraux de la chapelle du nouvel hospice de Bellesme donne une vue de cette église, d'après un dessin fait de mémoire, par un vieillard, M. Chénayes, père, qui l'avait fréquentée dans sa jeunesse. (*Histoire et description de l'Hospice de Bellesme (Orne)*, par M. le marquis DE CHENNEVIÈRES, directeur des Beaux-Arts. Paris, Plon et Nourrit, 1876. Extrait de *l'Inventaire général des Richesses d'Art de la France*).

Notre génération a pu voir, dans la partie basse du cimetière, le modeste presbytère qui servait de résidence à Ph. Noël Fontaine, le dernier curé de Saint-Pierre, exilé pour la foi pendant la Révolution, celui-là même qui écrivit à Buffon une lettre si curieuse, à propos d'une buse qu'il avait apprivoisée. (BUFFON : *Histoire naturelle des Perroquets*. Lettre de M. Fontaine, curé de Saint-Pierre de Bellesme, à M. le comte de Buffon, 28 janvier 1778).

(3) Docteur JOUSSET : *Chronique sur la chapelle Saint-Gilles*. Loncin et Daupeley, Mortagne, 1854, page 7.

Docteur JOUSSET : *L'Instruction publique était-elle plus avancée au siècle dernier qu'aujourd'hui*, page 7.

En ce temps-là, on ne demandait point au contribuable d'entretenir les budgets de l'assistance publique et de l'instruction populaire. L'Etat se désintéressait de la misère et de l'ignorance. De même que seule elle s'occupait du progrès des sciences humaines, l'Eglise seule avait assumé le lourd monopole de la bienfaisance. Les ressources de l'hospice de Bellesme provenaient de fondations inspirées par le sentiment religieux et surtout de subsides réguliers donnés par les moines de Saint-Martin, s'élevant annuellement à la somme de 1.400 livres. C'est d'ailleurs à ces religieux du Vieux-Bellesme qu'est due chez nous l'organisation première de la charité (1). Trois fois par semaine, avant l'office de prime, on distribuait un pain à tous les pauvres qui se présentaient au monastère. En plus de cette aumône appelée pour cette raison les *primes*, avait lieu à certains jours ce que l'on désignait sous le nom de *données*, mot qui subsiste encore dans le vocabulaire et l'usage percherons. Ces *données* consistaient en distributions de vivres, vêtements et autres choses utiles, faites sans distinction à tous ceux qui venaient les solliciter. Dans la suite des temps, les moines devenant de moins en moins nombreux au prieuré de Saint-Martin, la distribution de leurs aumônes se fit à l'hospice de Bellesme, où se rendaient les pauvres des trois paroisses.

Qu'était cet hospice à l'origine ?

Assurément il devait être loin comme aspect et confort du gracieux édifice construit en 1863, sur les plans des architectes Le Bart et de Guérout, à l'emplacement de l'ancienne maîtrise des Postes et diligences royales. En ce temps-là, on en peut juger par les vieilles demeures qui subsistent, on se préoccupait avant tout de se mettre à couvert et en sûreté. Les pauvres furent logés comme l'étaient tous ceux de leur temps, ni mieux ni plus mal. Presque partout, c'étaient de pieuses confréries de frères et de sœurs, que les pauvres, les malades et les infirmes recevaient les soins (2).

(1) Docteur JOUSSET : *De l'Assistance publique par le prieuré et la paroisse de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, dans les temps anciens, depuis l'an 1000 jusqu'en 1793*. Mortagne, Loncein et Daupeley, 1854.

(2) LÉON LALLEMAND : *Histoire de la Charité*, tome III (*Le Moyen-Age, du x au xvi^e siècle*). Paris, Picard, 1906.

Animée de l'esprit chrétien, la charité du Moyen-Age ignorait la paperasserie et les formalités administratives. Elle n'attendait pas les pauvres dans une loge de concierge, ou à travers le grillage d'un bureau. « Des pères, disent les statuts de certains hôpitaux, parcourront une ou deux fois la semaine les rues et les carrefours, rassemblant les misérables sans soins et les transporteront dans la Maison-Dieu. » Les malades n'étaient point alors des sujets pour expériences médicales. Les règlements proclament que « ce sont les membres souffrants du Christ, qu'il faut panser avec respect, en se souvenant sans cesse de l'éminente dignité qu'occupent les pauvres dans l'Eglise. Les malades, ajoutent-ils, devront être traités à l'hospice, comme les maîtres de la maison, comme le Seigneur lui-même (1). »

A côté de l'hôpital, nos charitables ancêtres eurent bientôt à créer un asile pour une misère plus effrayante que la pauvreté. Chevaleresques et généreux, toujours épris des nobles causes, c'est en grand nombre qu'ils étaient partis de nos quartiers, seigneurs et gens du peuple, pour voler aux héroïques exploits de la croisade. Ils délivrèrent le tombeau du Christ, affranchirent leurs frères chrétiens du joug de l'Islam. Conquêteurs et fondateurs de royaumes, ils revinrent au pays couverts de blessures et de gloire. Mais pour quelques uns, hélas, les lauriers cueillis en Palestine cachaient les germes d'un mal terrible. La lèpre, originaire des climats d'Orient, commença d'exercer ses ravages à travers notre Perche, par toute la France, jusqu'aux extrêmes confins de l'Europe (2). Le mal reconnu contagieux, on n'eut garde de contaminer les hôpitaux par l'admission des pauvres lépreux. Des maisons d'isolement appelées *léproseries* ou *maladreries* s'élevèrent de toutes parts (3). Les chroniqueurs perche-

(1) LÉON GUIRAUD : *Revue pratique d'Apologétique*. 469. Août 1906.

(2) Les actes d'un concile d'Orléans démontrent que la lèpre existait en France dès le VI^e siècle. Une ordonnance de Charlemagne, datée de 789, indique qu'à cette époque elle était notablement en décroissance ; ce fut à la suite des Croisades qu'elle eut une recrudescence terrible.

(3) Au témoignage d'un contemporain, Mathieu Pâris, moine de Saint-Alban, les léproseries s'élevèrent au nombre de 19.000, en Europe et en Asie-Mineure.

La Normandie en comptait 218.

rons (1) ont signalé dans la région les léproseries de Sainte-Madeleine-de-Chartrage, à Mortagne, Saint-Gilles, à Mauves, Saint-Lazare, à Nogent, Saint-Léonard-de-la-Rouchère, dans la paroisse d'Eperrais. Des archives inexplorées nous en ont révélé l'existence à Feings, à Verrières. Bellême eut également la sienne. Elle s'éleva en un lieu solitaire, sur le versant ouest du coteau que domine la ville, près d'une source qui porta depuis le nom de *Fontaine des Ladres*. Jusqu'au milieu du siècle dernier, les bâtiments s'en sont conservés à peu près intacts. C'est à cette époque que fut détruite la chapelle dédiée à Saint Nicolas, où l'on vénérât également d'un culte particulier les saints apôtres Simon et Jude (2). De cette chapelle, nous avons vu encore la muraille du nord percée de deux ouvertures romanes et la statue de la Vierge. Cette curieuse statue de bois, haute d'environ un mètre, eut une singulière destinée. Pendant plus d'un demi-siècle, elle fit l'ornement d'une arrière salle de café, dans la rue Coquetière, où l'on servait les banquets de noce ou de corporations. Plus d'une fois, mes yeux d'enfant l'admirèrent dans son décor rutilant d'un rouge et bleu le plus écriu. Le propriétaire l'entourait d'un soin jaloux et ne consentait point à s'en défaire. Le pauvre homme est mort depuis. La sainte image, souvenir vénérable d'un de nos plus anciens sanctuaires bellesmois, est devenue, m'a-t-on dit, la proie d'un brocanteur, perdue à tout jamais pour les archéologues percherons.

(1) M. A. LÉCHAUDÉ D'ANISY, dans ses *Recherches sur les Léproseries et Maladreries qui existaient en Normandie* (Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 2^e série, tome VII, page 149) indique seulement, pour le territoire actuel de l'Orne, les léproseries d'Alençon, Saint-Laurent du Boscrenault, Bonmoulins, la Bellière, le Cerqueuil, Saint-Michel du Val-Boutry, près Saint-Evroult, Fresneaux à Aunou-sur-Orne, Saint-Christophe de Gacé, Saint-Léonard de Troarn, fondée par le comte de Bellesme, au XI^e siècle, Saint-Marc de Guerquesalles, Saint-Pierre-la-Rivière, la Madeleine du Sap, la Madeleine de Séez, Saint-Siméon en Passais, Tinchebray et Yvrandes.

En réalité, elles y étaient beaucoup plus nombreuses, surtout comme maisons d'isolement dans les petites paroisses.

(2) Le 19 septembre 1701, Mgr Louis d'Aquin, évêque de Séez, au cours d'une visite pastorale, constate en personne que « ... la chapelle Saint-Nicolas appartenant à l'hôpital a besoin de quelques réparations ». Le même jour, au prieuré de Saint-Martin, il fait une ordonnance prescrivant une restauration. (*Archives de l'Evêché de Séez*, actuellement à la Préfecture de l'Orne.)

Tout comme le vieil hospice, la léproserie de Bellesme était entretenue par les aumônes des paroissiens de Saint-Sauveur, de Saint-Pierre et de Saint-Martin. Pour en augmenter le revenu, on créa à proximité de la maladrerie une foire, le jour de saint Simon. Nous reconnaissons bien là le sens pratique de nos ancêtres, gens toujours avisés. Charité et intérêts y trouvèrent également profit. La foire transportée depuis en ville y attira grand concours d'étrangers. En peu de temps elle devint et resta la principale du pays pour la vente des bestiaux. Chaque tête d'animal payait un droit d'entrée, dont la somme forma le plus rond, le plus sûr et le moins couteux article du budget des pauvres lépreux (1).

Un règlement de la Maladrerie de Verrières, que je trouvai jadis en un respectable manuscrit daté de 1535, nous initie à la façon touchante et délicate dont nos pères s'ingéniaient à adoucir ce qu'avait de désespérant pour le pauvre incurable, la séparation nécessaire d'avec le reste des humains (2). Ce règlement, édicté par l'autorité religieuse, présente le lépreux à la sympathie commune, comme une sorte d'être sacré par le malheur, auquel tous doivent commisération et assistance (3).

« Quant ung homme, est-il écrit, ou autre personne est séparée par cas de lèpre, la séparation s'en fait à l'église, et doit avoir sa messe de *Requiem*, à laquelle tous les paroissiens doivent estre, et aller à l'offrande et y porter son denier.

« Item si le mallade est d'aucune confrairie, tous les confrères luy doivent faire leurs devoirs, selon la coutume et ordonnances de ladite confrairie.

(1) D^r JOUSSET : *L'origine de la Foire de Saint-Simon*, dans le journal le *Bellémois*, extrait de l'ouvrage ; *Petite histoire d'une petite ville*, Mamers, 1887.

(2) L. GUILLOUARD, professeur agrégé à la faculté de Caen : *Etude sur la condition des lépreux, au Moyen-Âge, notamment d'après la coutume de Normandie*. (Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 3^e série, vol. IV, p. 176).

(3) A l'abbaye de Saint-Evroul-en-Ouche, l'abbé Osbern statua que sept lépreux seraient nourris chaque jour, de même façon que sept moines. (Ordéric Vital, tom. III. Edit. Le Prévost). Pour réhabiliter les lépreux à leurs propres yeux, les chevaliers de Saint-Lazare devaient choisir un lépreux comme Grand-Maitre de l'Ordre.

L'ordre de Saint-Lazare, fondé en 1109, avait la charge de presque toutes les maladreries de France, sous Louis VII. Il fut uni par Henri IV à l'ordre du Mont-Carmel.

« Item au partir de l'église, les paroissiens luy doibvent tous chacun ung denier tournois. Et doibt le prebtre et les paroissiens présents le mener au lieu de la malladrerye, et d'icelle malladrerye luy bailler possession, juxte la coustume, mesme luy bailler un baril, sainturon, escuelles, coustiau et cliquettes pour soy pourveoir.

« Aussy doibt le prebtre au déppartir luy remonter doucement que la persécution de la ditte malladye dont il est surpris luy sera rétribuée à mérite, à la fin de ses jours, moiennant qu'il ait patienté et rendu grâce à Dieu (1) ».

Grâce aux précautions prises, la lèpre disparut de nos quartiers, vers la fin du xv^e siècle (2). C'est de cette époque que date un testament fait en faveur d'une pauvre fille atteinte de ce mal, et la dernière recluse de la maladrerie de Feings. Le 27 septembre 1485, les trésoriers de Verrières donnaient à bail « la malladrerye dudit Verrières, devenue sans emploi, avecque les appartenances et dépendances, à condition toutefois que s'il advenait qu'il y eust aucun mallade de lèpre, on excepterait de la baillée, la maison mesme, la vie durant du dit mallade (3) ».

En 1672, un édit de Louis XIV attribua tous les biens et revenus de la malladrerie de Bellesme aux chevaliers de l'ordre de Saint-Lazare et du Mont-Carmel pour le soulagement et l'entretien des militaires malades, blessés ou invalides. Un autre arrêté du 13 octobre 1633 donna le tout aux pauvres de l'hospice de Bellesme.

Cette époque, Messieurs, marque tout un renouveau dans l'organisation de la charité en cette ville. L'an 1688, par suite d'un traité d'échange entre l'abbé Moinot, principal du collège de Bellesme et les administrateurs de l'hospice, les malades quittèrent le local devenu trop étroit de la rue du

(1) *Martelaige de Verrières*. Msc. inédit, composé et enluminé par M^r Jehan Buron, prêtre. (*Archives de l'église de Verrières*).

Cette exhortation, insérée tout au long dans le *Martelaige de Verrières*, semble extraite du *Rituel* de Réginald, archevêque de Reims.

Les *Rituels* de Mgr d'Angennes, évêque de Bayeux, et de Nicolas de Thou, évêque de Chartres, contiennent également un cérémonial pour les lépreux.

(2) Une ordonnance de François 1^{er}, en 1543, prescrit de faire un état des biens des maladreries, la plupart vacantes à cette époque.

(3) *Archives des églises de Feings et de Verrières*.

Cimetière (1). On les installa dans les bâtiments du collège, augmentés de l'hôtel des Frébourg, bordant la rue Saint-Pierre. De nouveaux lits furent fondés pour les pauvres de la ville et de Saint-Martin. La vieille chapelle Saint-Gilles, que ceux de notre génération ont encore vue debout, il y a moins de cinquante ans, fut mise en communication avec le nouvel établissement. Les prêtres du collège continuèrent de la desservir jusqu'à ce qu'une fondation de M^{re} Clément Jouenne, curé de Sérigny, permit d'y établir un chapelain spécial (2).

Ce n'était que le prélude d'une transformation plus importante dont les pauvres d'aujourd'hui ressentent encore l'appréciable effet. Par convention du 31 mars 1695, entre l'administration de l'hospice et les supérieurs de la communauté des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, il fut stipulé que les sœurs de cet institut naissant, d'abord au nombre de trois (3), seraient chargées à perpétuité du soin et de l'assistance des pauvres malades, et qu'une d'elles se consacrerait spécialement à l'instruction des filles de toute la ville et de la paroisse de Saint-Martin. On s'engageait en retour à leur fournir, outre le vivre et le couvert, la somme de 36 livres par an pour leur entretien et leurs dépenses personnelles. L'engagement n'avait rien de très onéreux pour le budget de la maison, mais comme récompense plus éclatante, il avait été spécialement stipulé que lorsqu'une sœur

(1) *Archives de l'hospice de Bellesme.*

(2) Docteur Jousset : *Chronique sur la chapelle Saint-Gilles de Bellesme*, Mortagne, Loncin et Daupeley, 1854.

(3) Par acte passé le 26 février 1740, devant Jean Chevesaille, notaire apostolique, au siège de Bellesme, pour l'officialité de Séz, M^{re} Clément Jouenne, curé de Sérigny, donne par donation entre vifs, à l'Hôtel-Dieu de la ville de Bellesme, acceptant par Charles-François du Mouchet, écuyer, sieur de la Morinière, conseiller du Roy, lieutenant particulier civil et criminel au baillage du Perche ; Georges François Berthereau, conseiller du Roy, avocat au siège de Bellesme ; Jean Gœvrot, seigneur de Blandé, la somme de 3.000 livres en principal, produisant 150 livres de rente, pour la fondation et entretien à perpétuité d'une quatrième sœur, Fille de la Charité, audit Hôtel-Dieu, qui portera le nom de *Sœur de Sérigny*, laquelle sera tenue ainsi que celles qui lui succéderont, d'instruire les jeunes filles de Sérigny, qui voudront venir aux petites écoles dudit Hôtel-Dieu et de visiter les malades de la paroisse.

Une héritière de l'illustre maison de Créquy, sœur Marie-Josèphe de Créquy, fut la première titulaire de la fondation de M^{re} Clément Jouenne. (*Minutes du notariat apostolique de Bellesme*, 1^{er} registre, acte 113).

serait arrivée au terme de sa vie de dévouement, une petite pierre désignerait sa fosse au cimetière (1).

A Bellesme, on sait ce que vaut parole donnée, contrat signé. Depuis plus de deux siècles, on s'en tient presque à la lettre, en tout cas à l'esprit de l'acte de 1695. Les jours mauvais de la terreur révolutionnaire ne se passèrent point sans quelques angoisses. Les administrateurs de l'hôpital se montrèrent hommes de cœur et de prudence. Leur diplomatie sut tourner les difficultés et conjurer tout péril : aussi les chères sœurs purent-elles rester à leur poste de dévouement, sans être trop chagrînées (2). Alors et depuis, quelques unes d'entre elles, de physionomie morale particulièrement attachante, ont pris rang en cette galerie de figures très haut placées dans l'admiration des contemporains.

Les anciens de Bellesme gardent encore fidèlement la mémoire respectée de la vieille sœur Françoise, si populaire au siècle dernier (3), de M^{me} de la Boulaye, qui fut supérieure de l'hospice, de 1818 jusqu'en 1853. Celle-ci, fille du chevalier de la Boulaye, capitaine d'infanterie et cheval-léger de la garde du Roi, sut, à l'âge de 12 ans, arracher au farouche commissaire de la Convention, la grâce et la liberté de sa mère et de ses aînés, prisonniers et voués à la mort comme suspects. La biographie qu'en a donné notre laborieux chro-

(1) Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Bellesme, représentés par Jean Launay, prêtre de Saint-Sauveur de Bellesme et Charles Gosnet, marchand, avaient d'abord traité le 21 novembre 1691, avec la communauté de Sainte-Geneviève de Paris, fondée par M^{me} de Miramon, qui avait envoyé trois de ses religieuses à l'hôpital de Bellesme.

Elles n'y restèrent que trois ans. Le 31 mars 1695, eut lieu un nouveau concordat passé cette fois avec la communauté des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, représentée par la supérieure générale, dame Mathurine Guérin, et messire Edme Jolly, supérieur général de Saint-Lazare et des Filles de la Charité.

(Archives de l'hôpital de Bellesme et du notariat royal de cette ville.)

(2) Docteur JOUSSET : *Bayard de la Vingterie, dernier lieutenant général civil et criminel à Bellême, et son temps*. — Mortagne, Daupelcy frères, 1867, pages 139-157. — FRET : *Antiquités et Chroniques percheronnes*, III, 274. — L'abbé DUMAINE : *Il y a Cent ans. Etat des Communautés dans l'Orne*, page 135.

(3) Sur la place Boucicaut, en face de l'Asile de vieillards, fondé par Madame Boucicaut, une pierre, encastrée dans une muraille, rappelle le souvenir de la sœur Françoise, par cette inscription maintenant très effritée : *Cette pierre a été posée par M^{me} de la Boulaye, vénérable supérieure de l'hospice de Bellesme, et M^{me} Courciole, ancienne sœur Françoise, le 15 septembre 1833.*

niqueur bellesmois, le docteur Jousset, est une œuvre d'émotion communicative (1).

Pendant 50 ans, combien de pauvres malades ont vu se pencher sur leur lit de souffrance la figure douce et si distinguée de la vénérée supérieure, sœur Angélique d'Amiens (2). Ce fut également pendant tout un demi-siècle, que dans l'école-annexé de l'hôpital, créée par ordonnance de Louis XIV (5 mai 1692), la bonne sœur Geneviève de Troyes, avec ses amusantes allures de Croquemitaine-Gâteau, forma pour la classe ouvrière des générations de mères de famille, assurément préservées de prétentions littéraires, mais industrieuses et dévouées (3). Et la sœur Eugénie d'Arras, la dernière survivante du vieil hospice démoli en 1864 ! Ceux-là seuls, qui l'ont vue dépenser ici pendant quarante années son exhubérante activité, peuvent s'expliquer la confiance, le respect, l'influence dont elle jouissait dans les milieux les plus opposés. Au lendemain de sa mort, on me demanda de fixer dans une notice cette personnalité de dévouement infatigable et de plaisante originalité (4). Ce jour-là, je ne fis qu'acquitter simplement la dette de reconnaissance d'un ancien petit garçon gratifié jadis par elle d'affection, de petits avis, de chiquenaudes et de bonbons. Un membre illustre de l'Institut, notre compatriote et ami vénéré, le marquis de Chennevières, ne l'avait-il pas déjà portraicturée au vif et pour l'avenir dans son charmant recueil des *Contes de Saint-Santin* (5) ?

Mesdames, Messieurs, à notre époque, sous vos yeux, avec votre concours, la ville de Bellesme a vu se créer d'autres

(1) Docteur JOUSSET : *Notice sur M^{me} de la Boulaye, sœur de saint Vincent-de-Paul, supérieure de l'hôpital de Bellême*. — Mortagne, Lencin et Daupeley, 1853.

Victoire-Pauline de la Boulaye naquit en 1781, à Etcoussat (Allier).

(2) Jeanne FOUTOT, en religion sœur Angélique, naquit à Amiens, en 1806, fut nommée Supérieure de l'hospice de Bellesme, en 1853, et y mourut, le 5 mai 1887.

(3) Sœur Geneviève ETIENNE naquit à Troyes, en 1810, entra au séminaire de la rue du Bac, en 1830, où elle fut l'une des compagnes et l'amie de la célèbre sœur Catherine LABOURÉ. Elle mourut le 17 février 1887.

(4) L'abbé A. DESVAUX : *Sœur Eugénie, fille de la Charité (hôpital de Bellême)*. — Bellême, Levayer, 1899. — Sœur Eugénie POTTIER, née à Arras, le 15 janvier 1836, vint à Bellême, en 1860. Elle y mourut, le 22 novembre 1898.

(5) Marquis de CHENNEVIÈRES-POINTEL : *Contes de Saint-Santin*. — Chapitre : *L'Oiseau*.

œuvres d'assistance. Quelques uns de ses enfants riches et généreux l'ont dotée d'écoles, d'asiles, de dispensaires, de mutualités destinées à prévenir ou à soulager la misère et le besoin sous toutes les formes. Dans cette étude, je me suis limité aux institutions anciennes témoignant de quelle façon nos ancêtres, petits bourgeois et gens du peuple, clercs et laïques réalisèrent cette conception de la charité fraternelle que l'on prétend avoir été si inutilement prêchée en Galilée, il y a deux mille ans. Si je me suis complu à terminer par un hommage spécial aux sœurs de charité, c'est que leur société est à l'heure actuelle la seule institution ancienne qui subsiste pour rattacher le présent au passé glorieux de notre cité.

Les tours massives et le fier donjon des Talvas ne dominent plus les vastes horizons ; la glorieuse basilique, qui projetait plus haut encore son dôme altier sur le tombeau de saint Léonard, s'est affaissée sous l'effort combiné du temps et du vandalisme (1). Bellesme, antique résidence de ces puissants seigneurs, victorieux des rois, maîtres souverains d'Alençon, Sées, Domfront, du Saonnais et du Ponthieu, a vu discuter, puis disparaître toutes ses prérogatives du Perche. Seule, la charité des ancêtres demeure agissante et respectée parmi vous.

L'Abbé A. DESVAUX.

(1) La collégiale de Saint-Léonard de Bellesme fut construite par Guillaume Talvas I^{er}, seigneur de Bellesme, pour y placer les reliques de saint Léonard, abbé de Vendœuvre (*Saint-Léonard-des-Bois*), qui lui avaient été données par son frère, Avesgaud de Bellesme, évêque du Mans. Elle fut consacrée vers 1027, par l'évêque de Sées, Richard I^{er}, en présence du roi de France, Robert, du duc de Normandie, des comtes du Maine, d'Anjou et de Chartres, des archevêques de Rouen, de Tours, de Sens, des évêques d'Angers, de Chartres et du Mans. L'ancien bréviaire de Sées qualifie cette église *amplam et magnificam basilicam*. « Le bastiment de cette église fut somptueux, écrit, en 1620, l'historien Gilles Bry de la Clergerie, et est jusqu'à présent demeuré entier, quand au vaisseau d'icelle église, on y voit encore une voulte de la plus belle et ingénieuse structure que l'on puisse remarquer ailleurs ».

Elle fut ravagée et pillée par les protestants, au mois de juillet 1562. Faute de réparations, elle s'écroula au mois de mai 1711, et le comte de Provence autorisa les habitants à en démolir les derniers restes en 1788.

Une Étude Percheronne

(Monologue)

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Historique et Archéologique de l'Orne est une Société qui se promène... et qu'on n'envoie pas promener. Son Président — dont vous connaissez tous l'aimable érudition — me dit, l'autre jour :

« Faites-nous une étude, un petit travail que vous lirez en séance publique, à Bellême. — Mais vous n'y pensez pas, lui répondis-je ; je n'ai jamais pu lire devant quatre personnes, tant le public me fait peur. — Essayez toujours. — De quoi parlerai-je ? — De l'histoire du pays, du temps passé... Evitez le présent et surtout pas de politique ! Racontez nous de l'histoire ancienne et soyez nouveau ! »

Du vieux neuf ? Comme c'est facile ! Il faut donc que je vous redise ce que d'autres ont dit avant moi, que je le redise autrement. Et si je suis un peu long, vous ne manquerez pas de fermer les yeux.

Il me vient une idée !... Nous allons refaire ensemble le siège de Bellême, avec la reine Blanche de Castille et le petit roi Saint-Louis. Ce sera charmant !... Mais la ville n'étant plus fortifiée, comment se faire illusion ? Où est le Moyen-Age avec ses hommes bardés de fer ? Je cherche les remparts, le donjon menaçant, aux souterrains mystérieux, et je me trouve... dans la salle des fêtes !...

Voyons plutôt si je ne pourrais pas vous faire un cours d'étymologie. L'origine des noms ! Rien n'est plus intéressant. *Bellesme*, c'est-à-dire *belle*, beau site, belle ville. *Bellisma*, *Bellissima*. C'est ainsi que les anciennes chroniques désignent

la cité que vous avez le bonheur d'habiter, et qui a peut-être eu la gloire, pendant la nuit, de vous donner le jour.

Selon quelques uns, Bellême vient de Bellone, déesse de la guerre. Cela n'est pas tiré d'un document. C'est plutôt tiré... aux cheveux.

J'avais bien pensé à prendre pour sujet de mon travail les Seigneurs de Bellême, ces seigneurs puissants et redoutés. Mais ils étaient vraiment trop difficiles à vivre. Il n'est pas étonnant que la terrible Mabile de Bellême ait eu pour fils Robert le Diable.

Quel dommage qu'Henri IV ne soit pas venu ici ! Je vous aurais raconté son séjour, répété ses bons mots. Celui-là, du moins, ne manquait pas de belle humeur et il avait du panache. Je ne vous cacherai pas que j'ai un faible pour lui... et pour la poule au pot.

J'aurais dû commencer par vous parler de la forêt de Bellême. Quel beau sujet pour un poète ! Malheureusement je ne sais pas trouver la rime, chose essentielle en poésie. Je n'ai jamais fait dans ma vie qu'un seul vers... et je l'ai oublié.

Forêt, c'est dans votre ombre et dans votre mystère,
C'est dans votre branchage, auguste et solitaire,
Que je veux abriter mon sépulcre ignoré...

Cà, c'est de Victor Hugo. Mais quelle drôle d'idée de vouloir être enterré ainsi tout seul dans les bois !...

Il n'y a pas loin d'ici un camp de César. Où n'y en a-t-il pas, puisque César campait partout ? L'antiquité romaine... la conquête des Gaules... Vous savez cela mieux que moi. Un camp... des Romains, de rudes gaillards !... Je n'insiste pas, faute de documents...

Vous parlerai-je de la fontaine de la Herse dont l'existence ne remonte pas au déluge, mais seulement aux Romains, comme l'atteste une inscription très curieuse, recommandée à ceux qui savent le latin :

Dius inferis, Marti. Mercurio...

Cette fontaine, vous le savez, est célèbre par son eau. Un savant de mes amis a envoyé un long mémoire à l'Institut

dans lequel il affirme qu'il n'y a pas de fontaine sans eau. C'est une question que je n'ai pas suffisamment étudiée pour la traiter devant vous...

Aimez-vous l'archéologie ? Archéologie, du mot grec *archaios*, qui veut dire ancien. C'est donc pour cela que les archéologues aiment les choses anciennes ! On les voit toujours, le nez en l'air, inspecter les vieux monuments dont ils étudient chaque pierre. Ils ramasseraient les cailloux du chemin s'ils les croyaient du ^{xv}^e siècle...

Qui de vous n'a entendu parler de la pierre procureuse, sur la colline du Sablon. Il y a là un dolmen. On peut monter dessus ou s'asseoir dessous. Affaire de goût... Avec un peu d'imagination, je vous peindrais les druides, des bonshommes vêtus de blanc, une faucille d'or à la main. Ils grimpaient, paraît-il, dans les arbres, non pour dénicher les oiseaux, mais pour cueillir le gui sacré... Je le crois, parce que je l'ai entendu dire...

La Société Historique et Archéologique de l'Orne voyage beaucoup, puisqu'elle est venue ici. Attendez-vous à la voir revenir, si vous la recevez bien. J'aurai alors à vous présenter un grand travail, très intéressant, très curieux... Ne m'en demandez pas le sujet. Je ne le sais pas encore... Je vous ai apporté aujourd'hui une étude... celle que je n'ai pas faite. Ce sera la meilleure. Soyez discrets... N'en parlez à personne !

H. DE BROC.

LA CHEMINÉE DU PRIEURÉ

*On ne sait trop en quelle année
Les anciens moines d'Echauffour
Travaillèrent avec amour
A cette immense cheminée*

*Qui, s'offrant aux coups du marteau,
Nœve encor, penchée et fleurie,
Fit creuser pour dame Marie
Une niche dans son manteau.*

*Cheminée accueillante et noble,
Devant laquelle, cap à cap,
Nos gens buvaient à plein hanap
Le vin de leur petit vignoble.*

*Nos gens : tous les moines convers,
Les moineillons et les gros moines :
Godgrand, qui battait les avoines .
Dom Maynier, qui forgeait des vers.*

*Après une sainte journée,
Nombreux, ils venaient quelquefois
Mêler les éclats de leurs voix
Aux éclats de la cheminée.*

*Oubliant l'heure qui passait.
Ils écoutaient, faveur suprême,
Dom Maynier clamer un poème.
Et la Vierge les bénissait.*

*S'ils marquaient les empreintes fortes
De leurs genoux sur les pavés,
Ils étaient vite soulevés,
Lorsque des gueux frappaient aux portes.*

*« Entrez, entrez, mes bons amis ;
L'âtre est large, le fagot flambe :
Chauffez-vous le moignon, la jambe,
Le dos, les reins ; tout est permis.*

*« Mais c'est nous que vous obligedtes,
Estropiés, rhumatisants... »
Et les moines aux chefs luisants
Se penchaient vers les culs-de-jatte.*

*Le bon vin faisait larmoyer,
Dodeliner plus d'une aïeule.
Même les chiens ouvraient la gueule
Aux grandes lueurs du foyer.*

*Les enfants criaient : « Le beau clottre ! »
La mère disait : « Le bon feu ! »
L'homme ajoutait : « Je crois en Dieu ! »
Un vieillard caressait son gottre.*

*Toujours de l'eau, toujours de l'eau,
Dans les bidons, sur les mains gourdes.
Maintenant, ils vident des gourdes
Avec les moines : quel tableau !*

*Le vent vient des bois qu'il dévaste.
Mais le Prieuré d'Echauffour
Est solide et chaud comme un four,
Et la cheminée est si vaste !*

*Autour on met trente escabeaux.
La flamme qui rit sur les dalles
S'insinue aux trous des sandales
Et par les fentes des sabots.*

*Comme on est bien ! Vraiment, la vie,
Pour le truand, le vagabond,
Dans le réfectoire a du bon,
Surtout quand la table est servie.*

*Ah ! si les gueux pouvaient chanter
Les moines et le monastère !
S'ils laissaient leur joie éclater,
Leurs cris feraient trembler la terre !*

*Ils demeurent silencieux :
Le Prieur dit ses patenôtres.
Il se lève, entouré d'apôtres.
On dirait le Maître des Cieux.*

*Et la bande s'est prosternée,
Et les cœurs de ces vagabonds
Sont aussi chauds que les charbons
Qui brûlent dans la cheminée.*

*Répandant les dons de l'Esprit,
L'âme divinement troublée,
Le Prieur bénit l'assemblée,
Et là-haut la Vierge sourit.*

PAUL HAREL.

Turquetin et la Petite Rose

Les beaux charlatans sont morts, ceux qui, sous le second Empire, mentaient sur les places, devant les églises, dans le tumulte des assemblées.

La grosse caisse, le tambour, le trombone à coulisse et le cornet à piston faisaient rage ; l'orchestre, en des sens divers, s'agitait sur le haut de la voiture rouge, à galerie d'argent ; plus bas, devant le siège, apparaissait le Charlatan, blanc et noir entre les filets d'or de la capote.

En Normandie, le plus célèbre de toute l'époque fut Turquetin. Il s'était fait la tête de l'Empereur.

Il débitait son boniment d'une voix cuivrée ; puis il vendait des flacons où tremblait une eau couleur d'améthyste, après quoi, saisissant à pleines mains des pièces d'or et d'argent, il les éparpillait en pluie sur des vannettes d'osier ; il revendait des flacons, puis, d'un signe, il arrêta la musique. Alors, devant la foule étonnée, Turquetin s'emparait d'un cadre où l'Impératrice Eugénie apparaissait sous le manteau d'hermine ; il entourait le cadre avec son bras gauche et posait ensuite sa main droite, chargée de bagues, sur l'épaule de la souveraine.

Et il ne bougeait plus.

Stupéfaction. Murmures. On sentait éveillées de petites pudeurs bonapartistes, quoique, au fond, la foule s'enchantât d'une familiarité aussi audacieuse. Turquetin... Turquetin... Qui donc lui a permis ? Des voix répondaient : c'est l'Empereur...

Tout à coup, le cadre glissait, le charlatan s'emparait d'un davier, se penchait à gauche vers la portière éclatante, qu'il ouvrait en criant : Montez !

Ils montaient, vieux aux chicots branlants, grands gâs aux favoris en pattes de lapin, petites femmes rondelettes aux quenottes blanches. L'instrument pénétrait dans les bouches,

Turquetin manœuvrait, la dent sautait, le sang giclait. Applaudissements, rires et grimaces. La foule suivait les péripéties des extractions, elle s'y passionnait ; quand une dent résistait, le charlatan, monté sur le siège, tenait renversée entre ses genoux la tête du patient ; la manœuvre alors devenait terrible et le public s'affolait. On s'étouffait devant la voiture. On prenait parti. L'aura ! L'aura pas ! Si ! Non ! Attendez...

Crac... un grand cri... la dent se détachait, elle sortait de la bouche avec un flot noir, Turquetin la cueillait au passage et bientôt la foule émerveillée apercevait trois longues racines qui saignaient au centre d'un mouchoir.

En avant la musique !

Après avoir mis de côté les dents phénoménales, Turquetin demandait de l'eau, se lavait, remettait son haut de forme et congédiait tout le monde. Les opérés s'en allaient raffermir leurs gencives dans les cafés, ils les cicatrisaient avec de l'eau de-vie. D'autres, songeurs et mélancoliques, rentraient chez eux en regrettant, le long des chemins, de n'avoir pas eu, ce jour-là, mal aux dents !

Turquetin rentrait à l'auberge, où il mangeait seul. Cet isolement volontaire augmentait son prestige. Il aimait les tripes, qu'il mangeait debout, entre deux réchauds. Les plats bouillants élevaient vers lui d'odorantes buées. Il ne lui fallait que du pied, des feuillettes et du gras-double. Il donnait le reste à son chien quand la sauce était figée.

Les autres forains l'enviaient et l'admiraient. En ce temps-là, j'ai connu un homme qui eût tout donné pour être admis à la table de Turquetin, pour avoir l'honneur de trinquer avec lui. C'était un vieillard à la barbe ondulée ; il faisait, devant l'indifférence de ses contemporains, manœuvrer des rats blancs dans une cage. C'était merveilleux et sa femme lui disait :

- Tu as cent fois plus de talent que Turquetin !
- Tais-toi. Tu ne sais donc pas à qui Turquetin ressemble ?
- Tu le prends sans doute pour l'Empereur ?
- Est-ce qu'on peut savoir ? murmurait le bonhomme.

Bien avant la guerre, je composai une chanson patriotique au pensionnat de Regmalard. Un sous-maitre ayant écrit de la

musique sur mes paroles, le chef de l'institution, M. Léonard Louvel, décida que je chanterais ma chanson à la distribution des prix, sous un drapeau. La veille de ce grand jour, M. Dugué de la Fauconnerie vint au pensionnat. Je fus présenté à cet homme charmant. Il me complimenta. Dans la même journée vint aussi le comte Albert de Mun. Le lendemain, je chantai sur une estrade, en plein air, devant les collines du Perche. L'auditoire, composé de patriotes, finit par s'enflammer. Octave Mirbeau était dans l'assistance.

Quand je rentrai le soir à Echauffour, Turquetin venait d'y arriver. Au moment où je pénétrais dans la cuisine de l'auberge, le dentiste tambourinait sur une vitre avec ses ongles. Il se retourna :

— C'est le blondin que j'ai vu haut comme ma botte ?

— Oui, répondit ma grand'mère. C'est un petit poète, maintenant. Il a fait une chanson.

— Approchez, fit Turquetin.

Je crus qu'il voulait m'arracher une dent.

J'avais ma chanson dans les mains. Il la prit.

Tout le monde se tut. M. Turquetin lisait.

De temps à autre, il me regardait, ouvrait la bouche et la refermait. Quand il eut fini, le célèbre charlatan se mit à mordre sa moustache ; il la tordit. Le silence était devenu plus profond. On s'attendait à quelque discours. Evidemment, Turquetin cherchait quelque chose, une phrase qui traduisit sa pensée, un compliment, une critique, je ne sais quoi. Rien ne vint. Pour la première fois peut-être, ce grand parleur, ce roi du boniment, avait peur des mots...

Il me rendit mon papier, sourit, me donna une chiquenaude sur la joue et s'en alla. Je ne l'ai jamais revu.

Mais depuis j'ai parlé de lui bien souvent avec la petite Rose.

Ils s'étaient rencontrés je ne sais où, vers 1842. Rose avait seize ans, Turquetin dix-huit. Il l'avait demandée en mariage. Rose n'avait pas dit non. C'était une brune aux yeux noirs ; ses cheveux d'encre luisaient comme des ailes de corbeau ; elle avait un joli nez, carré du bout ; les lèvres fines, le menton

rose et la gorge blanche. Turquetin lui dit : « Je vous aime, attendez-moi, je reviendrai. » Il disait cela sous Louis-Philippe. Il ne revint qu'après le coup d'Etat.

Il revint frisé, pommadé, tiré à quatre épingles, dans une voiture à quatre chevaux. Sur la route, un dimanche d'assemblée, on vit s'élever une colonne de poussière, on entendit des roulements de tambour et des notes suraiguës de petit bugle ; en quelques minutes tout se précisa, des gens reconnurent l'homme au masque napoléonien, des clameurs retentirent et Turquetin fit son entrée dans le bourg, au son des cloches ébranlées pour un saint local. Un beau soleil de septembre enveloppait la voiture qui s'arrêta devant l'auberge ; les chevaux écumants furent dételés.

Au loin, les flâneurs, les joueurs, les buveurs quittèrent les loteries, les bastringues et les cabarets ; l'église se vida. Bientôt, la place fut noire de monde. Turquetin salua la foule.

Au milieu des blouses bleues et des jupes multicolores, sous de hauts bonnets à dentelle, la petite Rose ouvrait des yeux de rêve.

Elle était là, cachée, tremblante, anéantie.

Pauvre petite Rose ! Elle revoyait tout à coup, sans que rien l'eût prévenue, celui qu'elle attendait depuis si longtemps ! Etait-ce bien lui ? Quel homme nouveau ! Quel maintien dans cette calèche d'or et quel regard d'aigle !

Il parla.

C'était bien sa voix, la voix qui avait dit : « Je vous aime, attendez-moi, je reviendrai... »

Rose tendit l'oreille encore. Elle s'imagina qu'on l'appelait : Rose ! Rose ! Elle voulut s'élancer, mais elle tomba. Ce fut le père Pignel, aux bras forts, qui la releva pour l'emporter chez elle, presque évanouie.

Turquetin ne connut même pas l'incident. Il ne s'en fût d'ailleurs aucunement préoccupé.

La gloire anéantit l'amour et les charlatans oublient vite les bergères.

PAUL HAREL.

A PIERRE CORNEILLE ⁽¹⁾

Pour Frédéric PLESSIS.

*C'est bien à notre temps de t'exalter, Corneille,
D'acclamer avec toi ton peuple de héros,
Du Cid jusqu'aux martyrs à la gloire vermeille,
Eux qu'inspirent de loin, en leurs vaillants propos,
Qu'ils liennent une épée ou portent la toge ample,
Le Christ dont tu montras en vers pieux l'exemple
Et la Vierge que tu chantas aux palinods.*

*Certes tu fis des cœurs la rapide conquête,
Quand Rodrigue parut ainsi qu'un jeune roi :
Et c'étaient à Paris, à la cour, soirs de fête
Lorsqu'au dépit des envieux d'esprit étroit
Tes vers forts, qui du temps devaient braver l'épreuve,
Claironnaient triomphants, et, dans leur beauté neuve,
Mettaient des pleurs aux yeux du vainqueur de Rocroi.*

*Tu vis en vieillissant monter d'autres génies,
Si brillants que ce siècle en reste illuminé ;
Mais ton front cependant par leurs clartés unies
De son lustre ne fut jamais découronné.
Leur troupe bien plutôt s'avancant à ta suite
Semblait vers les sommets être par toi conduite,
Et former un cortège autour du grand aîné.*

(1) Rouen, patrie de Pierre Corneille, a célébré dignement le troisième centenaire de sa naissance (6 juin 1606). Mais il appartient aussi à la Basse-Normandie par son neveu Fontenelle, qui était de vieille souche alençonnaise (voir L. DUVAL, *Revue Normande et Percheronne*, 1895, p. 340), par sa petite fille Anne-Marie-Charlotte de Corday d'Armont. C'est vraisemblablement à Caen, d'après M. Armand GASTÉ (*Mémoires de l'Académie de Caen*, 1886) qu'il prit part aux joutes poétiques dites *palinods* en usage aussi à Rouen et à Dieppe pour fêter le 8 décembre. D'ailleurs ce n'est pas seulement toute notre province, c'est la France entière, qui vient d'exalter la gloire de celui qui est, comme dit Albert Sorel : « le grand Normand et l'un des plus grands entre les Français ».

*Quand la France saignait sous un joug tyrannique,
 Une Corday d'Armont l'affranchit de Marat,
 Sacrifiant sa vie et mourant à l'antique.
 D'aucun regret son ferme cœur ne soupira :
 Par l'esprit et le sang elle était de ta race,
 O vieux maître, que fis parler le rude Horace :
 C'est ton verbe âprement romain qui l'inspira.*

*Vint l'Empereur ; en ses lendemains de victoire,
 Il lui plaisait qu'on applaudit tes vers vibrants ;
 Il se disait qu'il eut aimé, devant l'histoire,
 Te saluant l'égal des hardis conquérants
 Rendre honneur à la plus riche de ses provinces,
 Et donner plus de gloire à ceux qu'il faisait princes
 En t'appelant, poète, à marcher dans leurs rangs.*

*Ton œuvre désormais mêlée à la patrie
 Partage son destin : dans les jours de malheur
 On se tourne vers toi, source jamais tarie
 Où l'on s'en vient puiser des leçons de valeur ;
 Depuis l'ardent essor du temps de Louis Treize,
 A chaque renouveau de la sève française
 Ton laurier s'est paré d'une nouvelle fleur.*

*Mais aujourd'hui qu'il fait gris et terne en tant d'âmes.
 Comme si notre ciel avait l'azur moins clair,
 Que les briseurs de croix, les proscriptionnaires de femmes
 Dictent leurs lois au doux pays qui te fut cher,
 Corneille, nous t'aimons d'un amour plus profonde
 Toi qui fais rayonner sur la France et le monde
 Ce que l'âme normande a de haut et de fier.*

Baron JULES A. DES ROTOURS.

NÉCROLOGIE

M. Auguste CANIVET

C'est avec une profonde émotion que je viens remplir un devoir en parlant de ce vieil et fidèle ami, que malheureusement j'avais rarement l'occasion de rencontrer dans ces dernières années. La Destinée, à son gré, nous rapproche ou nous sépare ; remercions Dieu quand il veut bien nous réunir à ceux qui nous sont chers et résignons-nous quand sa volonté nous en éloigne ou nous les enlève.

Vers 1860, quand j'habitais Falaise avec mon père, nous allions souvent à Chambois, soit pour aller voir le Dr Perrier à Champosoult et M. Duhamel à Camembert, soit pour nous rencontrer avec ces deux Lotanistes qui nous faisaient trouver les plantes rares qu'ils avaient su découvrir à Chambois et à Fel. Mon père profitait de ces petits voyages pour photographier le Donjon. Il semblerait que c'est au cours de ces excursions que nous aurions fait la connaissance de M. Canivet. Il n'en fut rien. Ce n'est qu'en 1862 qu'il exprima par hasard, devant un vieil ami de mon père, son désir de faire de la photographie ; art assez difficile à cette époque mais qui entre des mains habiles donnait déjà de très agréables résultats. Le tout était de trouver quelqu'un qui voulût bien donner des leçons. Même, parmi les amateurs, peu voulaient divulguer tous leurs secrets. Mon père fut donc indiqué et quand il l'apprit il s'empressa d'écrire à M. Canivet le 14 décembre 1862 une lettre (1) dont je donnerai seulement les premières lignes :

(1) Cette lettre ainsi que toutes celles que mon père lui avait écrites étaient conservées précieusement par M. Canivet.



AUGUSTE CANIVET



7 0.

« MONSIEUR,

« Pour vous enlever toute crainte d'indiscrétion et pour vous prouver avec quel plaisir je mettrai ma vieille expérience à votre disposition, lorsque vous voudrez faire vos débuts dans la carrière photographique, je viens moi-même à la place de l'ami Mourière vous dire que vous me trouverez toujours prêt à vous fournir les renseignements que vous pourriez désirer dans les limites de mes faibles connaissances. »

M. Canivet ne tarda pas à venir prendre ses premières leçons et peu de temps après il était l'ami de la maison.

Avant d'aller plus loin il me semble nécessaire de revenir un peu en arrière et de dire en quelques mots les premières années de cet ami si bon et si fidèle.

M. Auguste Canivet naquit à Carentan le 18 Mai 1829. Après avoir terminé ses études, il se livra à l'instruction ; il était professeur au collège de Coutances quand il dut quitter pour raison de santé. Il n'était pas positivement malade, mais il avait une grande sensibilité de la gorge et dans ces conditions le professorat est très fatigant. C'est donc vers 1860 qu'il vint s'établir à Chambois. Il ne tarda pas à s'y faire apprécier et dès 1865 il fut nommé maire.

Jeune et plein d'activité, il était tout naturel qu'il cherchât à s'occuper et l'on comprend son désir de faire de la photographie. Du reste il avait toutes les qualités requises pour réussir. Outre beaucoup de soin et de propreté, il possédait un sentiment artistique très développé. Aussi, dès ses débuts, il fit de très jolies épreuves et mon père n'eut jamais de meilleur élève. Les relations entre Chambois et Falaise ne tardèrent pas à devenir très fréquentes ; mon père aimait beaucoup son élève et nous étions heureux quand M. Canivet venait partager notre modeste mais cordiale hospitalité. Inutile d'ajouter que j'allais souvent à Chambois, tantôt seul, tantôt avec mon père. Entre temps la voiture de Grenier faisait les commissions. Ce service primitif partait un jour de Falaise pour aller à Laigle en passant par Chambois et revenait le lendemain. Donc en plein XIX^e siècle, Chambois n'était pas bien desservi par cette voiture publique qui mettait bien du temps pour franchir les 32 kilomètres qui nous séparaient. J'étais jeune et ce

n'était pas acheter trop cher les bonnes journées que l'on passait près de cet excellent ami si plein d'entrain et de gaieté. J'ai assisté bien des fois à la fête patronale de Chambois. Un ami commun⁽¹⁾ qui habitait Argentan faisait de la photographie, mais de plus c'était lui qui se chargeait du feu d'artifice. J'étais son aide pour le monter et le tirer sur les créneaux du vieux donjon. Circuler la nuit sur les mâchicoulis n'était pas sans danger, mais nous étions jeunes alors et rien ne nous arrêtait. Une foule nombreuse venue des environs assistait à ces fêtes populaires et le soir on ne criait pas comme au xvii^e siècle : *Vive le Roy et Monsieur de Chambois*, mais bien : *Vive Monsieur Canivet*.

On a déjà dit combien il fut toujours ferme dans ses opinions ; toute sa vie il fut bonapartiste et il prouva sa fidélité en faisant célébrer en 1873 dans l'église de Chambois un service funèbre pour Napoléon III qui venait de mourir. Le préfet s'en émut et il fut révoqué de ses fonctions de maire qu'il reprit plusieurs fois dans la suite. Son attachement au régime impérial était chez lui une conviction complètement désintéressée ; il n'en sollicita et n'en obtint jamais aucune faveur. En effet ce n'est pas pendant l'Empire qu'il reçut les palmes académiques et certes par son temps de professorat et par ses fonctions de délégué cantonal (qu'on n'avait pas osé lui enlever) il les avait bien méritées. Maintenant on les prodigue à des gens qui sont à peine lettrés.

Sa bienveillance était telle qu'il n'avait pas d'ennemis et était estimé et respecté dans tous les partis. Du reste je tiens à rappeler un trait, que beaucoup ont oublié, qui prouve sa loyauté et qui montre combien il ne connut jamais, ni la haine, ni la rancune.

Tout le monde sait qu'il était conseiller général depuis le mois de janvier 1881, mais ce que je tiens à rappeler, c'est que quelques années avant il s'était présenté (en 1872 ou 1873) contre son prédécesseur le regretté M. Peltreau, que je connaissais beaucoup. La lutte fut courtoise, mais les électeurs donnèrent la majorité à M. Peltreau. Loin de lui en vouloir de son succès, M. Canivet resta son ami. Je me souviens

(1) M. de Canteloup.

même, peu de temps après l'élection, d'avoir déjeuné au château de Fontaine chez M. et M^{me} Peltreau avec M. Canivet, et je vous assure que jamais réunion ne fut plus gaie et plus cordiale. Nous étions loin de penser que M. Peltreau, qui était encore jeune, serait si rapidement enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis.

J'ai essayé de montrer que M. Canivet était artiste ; mais aussi c'était un lettré, sans être nullement pédant. Son passage dans l'Université lui avait donné le goût de l'étude, aussi ses connaissances étaient très variées et très étendues. Maire, il fut regardé comme bon administrateur et, au Conseil général, il était très écouté à la Commission de la voirie dont il faisait partie.

Il n'est pas possible de parler de M. Canivet sans s'occuper du beau Donjon de Chambois que M. de Caumont signalait comme « *le mieux conservé peut-être de ceux qu'il a visités.* » Une de ses grandes préoccupations fut toujours la restauration de cet intéressant monument. Mais des travaux de ce genre sont dispendieux et il ne pouvait les entreprendre seul. Sur sa demande, en août 1896 et en avril 1899, le Conseil général de l'Orne émit des vœux tendant à l'allocation d'une subvention de l'Etat. Sur un devis de 7.743 fr. 42 dressé par M. Simil, architecte des monuments historiques, l'Etat fournit 3.743 fr. 42, M. Canivet s'engagea pour 2.000 francs, le Conseil municipal de Chambois pour 500 francs. Les 1.500 francs restant furent payés par le département.

La belle réception que firent Monsieur et Madame Canivet le 10 septembre 1902 à la Société historique et archéologique de l'Orne fut en quelque sorte l'inauguration solennelle de la restauration. En effet c'est dans le Donjon même que les aimables châtelains voulurent recevoir leurs hôtes.

M. le Dr Gauchot, alors maire, souhaita la bienvenue aux membres de la Société ; puis après une spirituelle improvisation de M. Félix Voisin, Conseiller à la Cour de Cassation, M. Canivet prit la parole :

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Maire de Chambois vient de vous souhaiter la bienvenue, ses administrés vous ont déjà témoigné leur sympathie en arborant

à leurs fenêtres de nombreux drapeaux et notre petit bourg a pris un air de fête pour vous dire tout le plaisir qu'il éprouve à vous recevoir.

Notre vieux donjon n'a jamais vu une si gracieuse et si aimable compagnie dans ses vieilles murailles et lui-même, en se pavoisant d'oriflammes et de drapeaux tricolores, a paru heureux de fêter la Société archéologique de l'Orne.

C'est vous, Mesdames, c'est votre présence charmante qui a su transformer nos excursions ordinaires en promenades ravissantes.

Permettez-moi de vous en féliciter, et en levant mon verre de dire : Vive les Dames associées de la Société historique et archéologique de l'Orne. (*Bravos. Applaudissements.*)

Maintenant que vos applaudissements unanimes ont prouvé à ces Dames le plaisir que nous éprouvons à les voir parmi nous, laissez-moi adresser à notre excellent Président tous mes remerciements pour le zèle infatigable qu'il a déployé pour organiser l'excursion dont la visite au Donjon de Chambois est une des étapes.

La lecture du *Bulletin* de l'Association vous a montré à tous l'intelligence, la science archéologique et historique de notre cher Président. Le fondateur de notre Société, le bon et savant M. de la Sicotière, dont je suis heureux de saluer ici la fille, M^{me} la baronne de Sainte-Preuve, pourrait être fier de rencontrer en M. Henri Tournouër un digne continuateur de son œuvre.

J'espère bien qu'avec l'aide de mon honorable collègue, M. Romet, nous pourrions obtenir, pour notre Société, la consécration officielle du Conseil général et qu'à la session d'août il voudra bien, en nous accordant une subvention si petite qu'elle puisse être, reconnaître et consacrer les services que notre Société rend à la science et à la conservation des monuments de notre département.

Ce résultat sera dû tout entier à M. Tournouër, dont la science archéologique est doublée de la grâce d'un gentilhomme.

Je bois à la santé de M. Henri Tournouër, notre aimé Directeur.

Réponse de M. TOURNOUËR

MESSIEURS,

Si les seigneurs du vieux château de Chambois revenaient aujourd'hui parmi nous, ils seraient grandement surpris de voir attablés dans leur puissant Donjon les membres de la Société historique de l'Orne. Mais ils auraient comme nous la satisfaction d'applaudir à la conservation et restauration de ce spécimen important et imposant de notre architecture militaire dont notre contrée est si fière et que les archéologues considèrent à juste titre comme l'un de leurs sujets d'étude les plus remarquables et les plus intéressants. L'honneur de cette heureuse réfection appartient tout entier à l'hôte

aimable, au confrère si accueillant que je salue en votre nom, à M. Canivet.

Vous savez avec quelle persévérance il a poursuivi cette œuvre, avec quel succès il l'a réalisée. L'an dernier nous adressions, de concert avec la Société historique du Maine, à la municipalité de Fresnay-sur-Sarthe, nos plus chaleureuses félicitations pour la remise en état de la porte du château dont l'histoire est intimement liée au souvenir du vaillant Ambroise de Loré ; aujourd'hui, en notre qualité d'amis de nos monuments ornaux, nous félicitons, ce qui est peut-être plus rare, un particulier, de son initiative en souhaitant qu'elle serve d'exemple aux nombreux possesseurs des reliques du passé.

Au sympathique représentant du canton de Trun, nous devons d'ailleurs plus encore que nos félicitations ; des remerciements. Amphitryon accompli, il n'a rien négligé pour faire de ce festin inoubliable la plus joyeuse et la plus agréable des réunions ; qu'il reçoive, ainsi que Madame Canivet, l'expression de notre profonde gratitude. Ardent défenseur dans notre Assemblée départementale de tout ce qui peut contribuer à la prospérité, au progrès, à la grandeur du pays normand, il s'est fait l'avocat de notre cause près du Conseil général, et si sa tenacité n'a pu encore triompher des hésitations de certains de ses collègues, nous sommes convaincus que nous obtiendrons par lui cet encouragement précieux de nos travaux.

Messieurs, à M. et à Mme Canivet et aussi à M. le Maire et à M. le Curé de Chambois dont la présence au milieu de nous est un gage de sympathie dont nous sommes fort touchés et que nous n'oublierons pas.

Ces deux discours viennent prouver combien M. Canivet s'intéressait au Donjon et à la Société historique et combien il était apprécié parmi les membres de la Société.

M. Canivet avait obtenu cette année une allocation dont j'ignore le chiffre pour des réparations urgentes au Donjon et il s'était engagé à donner 1.000 francs. Cette somme a été versée par Mme Canivet au percepteur de Chambois le 10 novembre 1906.

C'est au mois d'août 1901 que M. Tournoüer demanda au Conseil général de rétablir la subvention de 300 francs allouée pour la dernière fois en 1885. Rapport de M. Sevaux. Le Conseil ayant rejeté cette demande M. Canivet demanda par amendement de voter 100 francs. Ce fut encore rejeté.

A la session d'août 1902, malgré une nouvelle demande et le

rapport de M. de Charencey, la subvention fut encore refusée. M. Canivet proposa 200 francs ; cela fut encore rejeté.

L'année suivante (août 1903) nouvelle demande ; le rapporteur, M. Oriot, conclut au rejet de toute subvention nouvelle aux sociétés. M. Canivet fit remarquer que parmi ces sociétés il en est une au moins qui aurait droit à toute la bienveillance du Conseil général, c'est la Société historique de l'Orne. Le département, dit-il, ne peut se désintéresser des questions d'art, d'histoire et d'archéologie dont s'occupe cette Société et voudra lui donner un témoignage d'intérêt et de sympathie. M. Bansard des Bois répond que, malgré tout le désir que le département aurait de faire droit à cette demande, les finances ne le permettent pas. M. Canivet insiste et estime que le Conseil peut faire fléchir la règle en sa faveur ; en conséquence il propose d'allouer 200 francs. Le Conseil ayant rejeté, M. Fleury proposa 100 francs qui furent aussi refusés.

Enfin en août 1904, sur la demande de M. Tournouër, devenu Conseiller général, et les conclusions du rapport de M. de Charencey, 150 francs furent accordés,

On sait avec quelle chaleur et avec quelle énergie il défendait au Conseil général les causes qui lui étaient chères et surtout celles qui concernaient son canton.

Il prit pour la dernière fois la parole à la session d'août dernier pour demander une bourse à la Maternité de Paris pour une habitante de Chambois. Il le fit avec une insistance et un dévouement admirables, mais ses collègues eurent le regret de ne pouvoir faire droit à sa requête pour des motifs particuliers qui les obligèrent à accepter les conclusions contraires du rapporteur.

Lorsque j'ai quitté le Calvados en 1880 pour aller m'installer dans l'Orne, il semblerait que cela m'aurait rapproché de Chambois. Hélas, il n'en est rien. Le département est grand ; le canton de Trun et celui de Longny sont éloignés l'un de l'autre et d'ailleurs ils ne sont pas favorisés sous le rapport des communications. C'est pour cela que M. Canivet fut un des plus fermes partisans du tramway de La Lacelle à Trun comme les Conseillers du Perche réclamaient celui de Mortagne à la Loupe. Cela rendra sans doute des services, mais ces

deux cantons pourront encore envier leurs voisins desservis par des lignes de chemins de fer.

Depuis mon séjour dans le Perche je n'ai plus eu, à mon grand regret, que de rares occasions de revoir ce vieil ami. Les élections sénatoriales nous ont permis de nous rencontrer. Du reste, je sais qu'il ne m'avait pas oublié ; j'en ai eu la preuve l'an dernier où je me suis adressé à lui pour avoir en communication une lettre de mon père pour une publication qu'il n'a malheureusement pas pu voir. Je reçus à cet égard des lettres charmantes et si affectueuses ; car il eut le regret d'abord de ne pouvoir les trouver. Mais sa fidèle amitié pour mon père et pour moi lui fit continuer ses recherches. Enfin je reçus tout un paquet où je pus trouver tout ce qui m'était nécessaire.

C'est le 1^{er} octobre 1906 que M. Canivet, après quelques jours de maladie, fut enlevé à l'affection de tous ceux qui le connaissaient. Sa belle vieillesse faisait espérer qu'il nous serait encore conservé.

La foule émue et sympathique qui se pressait à ses obsèques le vendredi 5 octobre prouve combien il était estimé et aimé.

Le deuil était conduit par M^{me} Canivet et trois fidèles amis auxquels le défunt manifesta toujours une intime affection bien partagée : M. Lenormand, instituteur honoraire ; M. Thélou, notaire, et M. Flaix, conseiller municipal.

Les cordons du poêle furent tenus :

De la maison mortuaire à l'église par MM. de Linière, préfet de l'Orne ; le D^r Labbé, sénateur, président du Conseil général ; le baron de Mackau, député ; M. Lainé, maire de Trun ; M. Lesage, adjoint de Chambois ; M. Madeline, vice-président de l'Association amicale de l'Orne.

De l'église au cimetière, par MM. Fleury, sénateur ; le marquis de Saint-Pierre, conseiller général ; M. Tournoüer, conseiller général et président de la Société historique et archéologique de l'Orne ; M. Houyvet, président du Tribunal civil d'Argentan ; M. Malençon, procureur de la République à Argentan.

Reconnus en outre dans l'assistance : MM. Adigard et Fernand Engerand, députés ; MM. Boschet, le D^r Bouteiller, Val-

pinçon, Salles, conseillers généraux ; le général et Madame d'Aubigny ; le général Sonnois ; M^{me} la marquise de Saint-Pierre ; M^{lle} Peltureau ; M^{me} de Forceville ; M^{mes} Tiercelin ; M^{me} Henri Laniel ; M^{me} Duruflé ; M. Desoubzlebieu ; M. le Dr Gauchot ; M. Raoul des Diguères.

M. Duclos, éleveur à Moulins-la-Marche, officier du Mérite agricole ; M. le Dr Amourel ; M. Laliselle, maire de St-Gervais ; M. Lecourt, maire de Louvières ; M. Lemièrre, maire d'Ecorches ; M. Serey, maire de Montreuil-la-Cambe ; M. Boutigny, maire d'Ommoi ; M. Boutigny, maire de Guèprei ; M. Picot, maire de Brioux ; M. Thouin, maire de Bailleul ; M. Guesnon, maire de Tournai ; M. Lecoq, maire de Neauphès-sur-Dives ; M. Chausson-Lassalle, maire de Saint-Lambert ; M. Duclos, maire de Coulonces ; M. Hue, maire d'Aubry-en-Exmes ; M. Lalizel, maire de Mont-Ormel ; M. Morel, maire de Coudehard ; M. Got, maire du Bourg-Saint-Léonard ; les conseillers municipaux de Chambois et de Fel ; M. Diguët, vétérinaire sanitaire ; M. Bourse ; M. le Comte de Malherbe ; M. Sandret, architecte départemental ; M. Gouttière, principal du collège d'Argentan ; M. le commandant Rolland ; M. de Laval ; M. Roger ; M. Pichon ; M. Dannequin, juge de paix ; M. Rouyer ; M. Joseph Germain-Lacour ; M. Dubois, juge de paix à Lisieux ; M. Pègues, receveur d'enregistrement ; M. Beylier, percepteur. etc.

D'innombrables couronnes s'étagaient sur un char spécial, offertes par la famille, par les amis, par le personnel, le Conseil municipal, la Société Amicale de l'Orne, la Société d'horticulture d'Argentan, M. Bourse, la maison Chassevent, etc,

La levée du corps fut faite par M. le curé de Moussonvilliers, ami personnel de M. Canivet. A l'église, M. le Curé de Chambois, d'une voix très émue fit l'éloge du défunt.

Allocution de M. l'Abbé Marcel NOIRE, Curé de Chambois

MES FRÈRES,

Quand Dieu créa le cœur de l'homme, il y mit tout d'abord la bonté ! Cette parole de Bossuet vient tout naturellement à l'esprit quand on pense au cher défunt que nous pleurons depuis quatre jours et dont nous allons, dans quelques instants, bénir pour la dernière fois la dépouille

mortelle. Dans le cœur de M. Canivet, Dieu avait bien mis tout d'abord la bonté. Sans doute, Dieu avait généreusement donné à M. Canivet une intelligence supérieure qui resta puissante et claire jusqu'aux derniers jours de sa longue vie ; une mémoire admirable, toujours de vivacité et de fidélité, un jugement large et sûr qui inspirait l'entière confiance, et ces nobles facultés se déployaient à l'aise dans ce corps robuste et sain que le temps, qui ne respecte rien, semblait ne pas oser toucher : mais pourtant, avant tout, Dieu lui avait donné la bonté : Bon, M. Canivet l'était envers tous, partout, toujours ! Bon, il l'était pour les pauvres ; par lui-même ou par les soins de sa digne épouse dont la douleur est la nôtre aujourd'hui, il ne laissait aucune souffrance comme aucun besoin sans une consolation ou un secours.

Je n'ai pas le droit d'être indiscret, mais que de bienfaits ignorés répandus parmi nous avec autant de simplicité que de délicatesse. *On ne s'adressait pas en vain au cœur de M. Canivet, c'est le mot, vous le savez, qui circule de bouche en bouche.*

Bon, il l'était envers ses adversaires — d'ennemis il n'en voulut jamais connaître — et nous avons eu le rare privilège de voir, pendant près d'un demi-siècle, un homme affirmer hautement ses opinions, sans ménagements ni réticences, et se concilier néanmoins le respect, je ne dis pas assez, l'affection de tous les partis.

Ah ! c'est que nul ne pouvait suspecter la loyauté de cette âme chevaleresque, fermée à toute transaction sur les principes mais toujours ouverte à la bonté et à l'indulgence pour ceux qui ne pensaient pas comme elle. Bon il l'était, oh ! combien ! je le sais avec ses amis. Il faut avoir vécu dans son intimité comme j'ai eu le bonheur d'y vivre avec quelques privilégiés, inconsolables aujourd'hui, pour savoir combien son amitié était bonne, était vraie, était douce, était pleine de charmes. Il se donnait tout entier, à plein cœur, et on sentait qu'il se donnait pour toujours et qu'il ne se reprendrait pas. — Bon, il le fut, — mais puis-je ainsi parler ? Oui, puisque je parle d'un chrétien ! — il le fut envers la mort. Fortifié par les grands secours de la religion : la confession, la sainte communion, l'extrême-onction, il ne laissa pas échapper de ses lèvres une plainte, un murmure, un regret, faisant le sacrifice de sa vie, avec la foi d'un religieux, pour les grandes causes qui nous préoccupent en ce moment et qu'il avait toujours défendues avec tant de zèle. Il est mort dans cette paix et dans ce calme où il avait voulu vivre : il est mort en chrétien !

On a dit que la bonté est la vertu pour laquelle on est le plus juste et dont on est le plus sûrement récompensé dès cette vie. La bonté de M. Canivet a reçu cette première récompense de la terre, dans le respect, dans l'affection, dans les vieilles amitiés et les dévouements si sincères dont il était entouré. Il est bien difficile, — et la grandiose manifestation qui l'accompagne à sa dernière demeure le dit mieux ce matin que mes paroles, — d'être plus aimé que ne l'a été M. Canivet dans son bourg de Chambois, qu'il a administré pendant près de trente ans, et dans son

canton de Trun qu'il représenta au Conseil général pendant plus d'un quart de siècle. Mais la vraie récompense pour le chrétien n'est pas sur la terre, elle est au Ciel. Ayons la certaine et douce confiance que cette récompense lui est déjà ou lui sera bientôt accordée. La bonté, n'est-ce pas la vertu qui rapproche le plus du Bon Dieu l'âme humaine et la rend plus digne de se perdre en Lui, la bonté par essence ? Pourtant, saint François de Sales, le saint que le cher défunt préférerait, écrivait un jour : mes amis ont trop bonne opinion de moi, ils me croiront au Ciel et me laisseront souffrir au Purgatoire. Non, cher M. Canivet, nous ne vous laisserons pas souffrir, — il faut être si parfaitement purifié pour entrer en paradis — nous penserons à vous, nous prierons pour vous. Ne sera-ce pas du reste notre meilleure, notre seule consolation ? Adieu, cher Ami, ou plutôt, au revoir !

Au cimetière plusieurs discours furent prononcés.

Discours de M. le Docteur Léon L'ABBÉ, Président du Conseil Général de l'Orne

MESDAMES, MESSIEURS,

Au nom du Conseil général de l'Orne, je viens adresser un dernier adieu à l'excellent collègue qui laisse après lui d'unanimes regrets.

Il y a six semaines à peine, lors de la dernière session de l'Assemblée départementale, M. Canivet paraissait bien de santé et d'entrain et nul d'entre nous n'eût pu songer à sa disparition rapide.

En effet, dans la Commission de la Voirie aussi bien qu'en séance générale, il fit preuve de la plus grande activité et ce fut avec une véritable ardeur qu'il intervint, une fois encore, au sujet de la question des tramways, question qu'il défendait avec tant de ténacité depuis de longues années.

Cependant, le 26 août, jour de l'inauguration à Flers du monument de M. Gévelot, il me prévenait qu'étant un peu fatigué, il ne pourrait, à son grand regret, assister à la cérémonie qui allait avoir lieu en l'honneur de l'un de ses prédécesseurs à la présidence de l'Association Amicale de l'Orne. Depuis lors, personne ne savait qu'il fût devenu plus souffrant, et c'est avec une douloureuse surprise que chacun de nous a reçu la nouvelle de sa mort.

Dans sa jeunesse, M. Canivet avait appartenu à l'Université et il bénéficia toute sa vie de ce début. Sa culture intellectuelle était en effet très grande et il s'applaudissait souvent de la joie qu'il éprouvait à relire ses vieux auteurs et à se tenir au courant du mouvement intellectuel contemporain.

L'état de sa santé, à un moment donné, l'ayant obligé à abandonner l'enseignement, jeune encore il vint habiter Chambois où il fut bientôt

entouré de l'estime de ses concitoyens. Dès 1865 — il y a plus de quarante ans — il remplissait les fonctions de maire, qu'il conserva jusqu'en 1874. A deux reprises, en 1888 et en 1904, il fut de nouveau appelé à la mairie.

En 1881, au mois de janvier, les électeurs du canton de Trun l'envoyèrent siéger au Conseil général, et quatre fois ils lui renouvelèrent son mandat.

Dans cette assemblée, notre collègue s'occupa, toujours avec un grand zèle, des intérêts de son canton, en même temps qu'il s'associait, avec empressement, à toutes les mesures susceptibles de favoriser les intérêts généraux du département.

Depuis un assez grand nombre d'années, il siégeait à la Commission de la voirie ; avec plusieurs de nos distingués collègues, il avait pris une part active aux travaux de cette importante Commission qui a tant contribué à doter notre département de son magnifique réseau vicinal.

Lorsque la création d'un tramway de La Lacelle à Trun fut posée, M. Canivet devint un des soutiens les plus fermes et les plus ardents de cette cause.

Sa joie avait été bien grande, lorsqu'eut lieu, à ce sujet, le vote définitif du Conseil général et plus grande, encore, lorsqu'il vit approcher la date prochaine de l'exécution.

Malheureusement il disparaît avant d'avoir vu la réalisation complète de ses désirs.

L'année dernière les membres de l'Association Amicale de l'Orne l'avaient appelé à la présidence de leur Société et il avait été, à juste titre, fier de ce témoignage d'estime donné par ses compatriotes.

Il était aussi un des fervents adeptes de « La Pomme », cette société qui réunit dans un faisceau amical Bretons et Normands.

Au Conseil général, M. Canivet entretenait toujours les meilleures relations avec tous ses collègues. Toujours il fut fidèle à ses amitiés, et je ne puis m'empêcher de rappeler ici que, malgré des tendances politiques fort différentes, il n'abandonna jamais, jusqu'à sa mort, l'un de nos plus éminents présidents.

Tous les membres du Conseil général de l'Orne conserveront de notre collègue le plus amical souvenir, et c'est en leur nom et au mien qu'aujourd'hui je lui adresse le suprême adieu. ■■■■■

Discours de M. le Baron de MACKAU, Député de l'Orne

MESSIEURS,

■ C'est l'ami de quarante ans qui vient saluer une dernière fois l'ami très sûr qui, à travers tous les événements, toutes les péripéties de la politique m'a conservé une inébranlable amitié, une fidélité que rien n'a lassée.

C'est aussi en votre nom, Messieurs du canton de Trun, j'ose dire nos communs amis, que je viens rendre un dernier hommage à l'homme bon,

serviable, sans rancune envers personne, qui pendant tant d'années vous a représentés avec un si actif dévouement.

Il y a un demi-siècle, Messieurs, que, quittant l'enseignement auquel il s'est toujours, avec raison, fait gloire d'avoir appartenu, Auguste Canivet est venu s'établir, à Chambois.

Jeunes tous deux, actifs, animés des mêmes sentiments politiques, notre amitié s'est scellée au milieu de luttes ardentes. Plus tard, quand l'ouragan de 1870 s'est abattu sur notre pays, l'a si douloureusement ensanglanté et a changé son gouvernement, nous n'avons, ni l'un ni l'autre, renié notre passé ni nos sympathies ; mais placant notre attachement à la France au-dessus de tout, nous avons continué à la servir avec le même dévouement et notre amitié, notre intimité n'ont fait que grandir.

Je perds donc un ami que rien ne remplacera.

Et vous, Messieurs du canton, vous perdez un représentant qui vous regardait tous comme de sa famille, qui s'efforçait de servir vos intérêts généraux et particuliers avec plus d'ardeur que ses propres intérêts. Témoin de ses laborieux efforts au Conseil général, personne ne sait mieux que moi combien il s'est dépensé pour son cher canton de Trun, Membre de la Commission de la Voirie, il avait conquis, par sa compétence et son activité, une autorité dans le Conseil général que sa bonne camaraderie rendait agréable et facile.

Mais son activité n'était point limitée à sa ville et à son canton. Nul n'était plus assidu que lui à suivre les Congrès littéraires ou archéologiques où s'affirme la vitalité de nos instincts artistiques. L'Association Normande, la Société Historique et Archéologique de l'Orne, la Pomme le comptaient parmi leurs plus fidèles compagnons. L'année dernière l'Association Amicale de l'Orne l'avait élu son président, et je crois bien que ce titre lui fut, avec celui de conseiller général du canton de Trun, la meilleure récompense et la plus enviée qu'il ait ambitionnée jamais.

Il s'était plu à embellir sa demeure et son cher donjon. Il avait réuni avec une patiente persévérance dans sa bibliothèque qu'il aimait à montrer tous les souvenirs du canton et du département ; il se plaisait à vous réunir à sa table ouverte à tous avec quelle chaude et familiale amitié !

Lorsque nous nous rencontrions, il y a bien peu de temps, au Conseil général, nous étions loin de croire que c'était pour la dernière fois.

Cependant Canivet parlait volontiers, dans ces derniers temps, de son âge et du poids que les années imposaient à ses épaules. Aussi la mort qui est venue le saisir tout à coup ne l'a-t-elle pas pris à l'improviste. Les sentiments religieux qui avaient grandi avec l'âge et l'expérience l'avaient préparé devant Dieu. Le vénérable curé de Chambois, qui lui aussi pleure avec nous un ami de tous les jours, a pu lui administrer les derniers sacrements et lui donner rendez-vous dans l'éternelle demeure du Père de famille où sont réunis les élus.

La chère M^{me} Canivet trouvera dans le concours empressé de tous et le deuil général de ce pays un adoucissement à sa douleur et à l'irréparable malheur qui l'a frappée.

Dormez en paix, cher ami, comme le moissonneur au terme de sa journée bien remplie. Que votre désintéressement, votre dévouement à ce pays, à la petite Patrie et à la grande Patrie, nous servent à tous d'exemple. Puisse-t-on chacun comme vous dormir un jour notre dernier sommeil en paix avec Dieu, la conscience assurée et nos devoirs remplis envers nos familles et envers nos concitoyens.

Discours de M. Tournouer, Président de la Société Historique et Archéologique de l'Orne

MESSIEURS,

Les Membres de la Société Historique et Archéologique de l'Orne ne peuvent oublier la sympathie et l'intérêt très particulier que M. Canivet ne cessa d'apporter à leurs travaux et à leurs efforts. En leur nom, je tiens à rendre à notre cher confrère un dernier hommage, en même temps qu'un dernier témoignage de reconnaissance.

M. Canivet fut, en effet, au sein de notre Société comme partout d'ailleurs où il a passé, l'ami sûr et dévoué, l'esprit éclairé, le conseil prudent, l'appui solide. Cet appui, nous l'avons rencontré plus d'une fois auprès de lui et vous savez que lorsqu'il défendait une cause juste, il savait le faire avec tout son cœur. Son attachement, il nous le prouva de la façon la plus aimable en nous faisant, il y a quelques années, les honneurs de son donjon, ce cher donjon dont il était si fier, dont il sut assurer la conservation avec tant d'ardeur et de sacrifices personnels.

C'est à ce titre encore que nous lui devons une gratitude profonde. Respectueux des richesses d'art du passé, il s'en constitua le gardien ici et donna en même temps un noble exemple de fidélité à la terre normande.

Normand, il l'était dans l'âme, et tout ce qui était normand l'attirait davantage. Il répondait à tous les appels qui lui venaient de compatriotes, encourageant les Sociétés qui se groupaient à Paris ou dans l'Orne, apportant à toutes un dévouement inlassable.

Sa tâche est terminée.

Il s'en est allé, avec les espérances de la foi, vers la patrie nouvelle où se reconstitueront pour jamais un jour nos grandes familles provinciales, laissant à sa digne compagne et à ses nombreux amis le souvenir consolant de son affection fidèle et de son amour du bien.

Discours de M. Madeline, Vice-Président de l'Association Amicale de l'Orne

C'est avec une émotion profonde que nous venons, au nom de l'Association Amicale de l'Orne, rendre un dernier hommage à son président.

Des voix autorisées vous ont dit ses vertus civiques, ses qualités d'administration et la haute philanthropie qui dicta les actes de sa vie.

Pour nous, nous voyons surtout en lui notre cher et vénéré président ; pendant de longues années il assista à nos réunions, ses avis toujours écoutés, souvent suivis. firent de lui un de nos conseillers les plus précieux, aussi, malgré le refus que lui suggéra sa modestie, fut-il élu l'année dernière président à l'unanimité.

Il faut l'avoir connu et fréquenté comme nous, pour apprécier la grâce, l'aménité, la délicatesse avec lesquelles il dirigeait nos travaux.

Le coup qui nous frappe est d'autant plus rude qu'il a été imprévu : nous l'avions quitté au commencement des vacances plein de santé et, malgré son grand âge, de vigueur. j'oserais dire en pleine jeunesse.

Il n'est plus.

Mais si quelque chose peut adoucir la douleur de M^{me} Canivet, à laquelle nous offrons nos très sincères condoléances, c'est de savoir que la perte qu'elle vient de faire a trouvé un écho fidèle dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu.

Au nom de tous les Membres de l'Association, adieu ! cher Président, adieu !

Discours de M. le Marquis de SAINT-PIERRE

MON CHER ET VÉNÉRÉ AMI,

Des voix plus éloquentes et plus autorisées que la mienne ont adressé un juste hommage au conseiller général et ont parlé des nombreux services rendus au canton et à la Patrie normande.

C'est au nom des parents, des amis et des habitants du pays, que je viens exprimer la douleur profonde que vous laissez dans les cœurs de tous ceux qui ont eu le bonheur de vous connaître et par conséquent de vous aimer.

L'excellent M. Canivet avait été professeur au collège de Coutances et était venu, après son mariage, se fixer à Chambois où il avait rapidement gagné la sympathie et la confiance des habitants par la vertu dominante qui entraîne toutes les autres, par *la bonté*. — C'est le talisman qui, pendant sa vie, lui a fait traverser les épreuves électorales et politiques, sans perdre un seul ami. — Aucun homme en effet n'a mieux personnifié la bonté que le cher et regretté maire de Chambois que nous pleurons aujourd'hui. — C'est par la bonté, unie à une intelligence d'élite, qu'il avait très naturellement conquis sa commune, son canton et ses collègues du Conseil général dans lequel il ne comptait que des amis.

Aucun de ses adversaires politiques ne pouvait rester son ennemi.

Maire de Chambois en 1865, il succéda, en 1881, à M. Peltreau comme conseiller général de Trun et avait été nommé officier d'Académie.

Travailleur acharné, aimant la lecture, la photographie, les arts et

l'archéologie, il s'était attaché avec passion à son vieux donjon dont il faisait les honneurs avec l'affabilité la plus parfaite.

Il mettait sa vaste intelligence et ses précieuses connaissances administratives et littéraires à la disposition de tous, avec une simplicité et une bonne grâce qui commandaient à la fois la sympathie et le respect. — Son caractère loyal et droit n'avait jamais faibli et la Société Amicale de l'Orne avait été heureuse et fière de le choisir comme président.

Pendant les trente-cinq années que j'ai connu M. Canivet, je n'ai cessé d'être son admirateur et son disciple fidèle, m'efforçant d'imiter sa bonté, sa douceur et sa patience. — Au mois d'août dernier, après les séances du Conseil général, nous allions, tous les deux, sous les grands arbres de la promenade d'Alençon, parler de nos projets d'avenir, oubliant que l'avenir est à Dieu. — Comment aurais-je pu alors me douter que cette belle et verte vieillesse de 77 ans, que nous admirions tous, serait sitôt fauchée et que nous perdriions ainsi presque subitement cette âme aimante et généreuse, si nécessaire aux voisins et au pays.

Il s'est éteint doucement et sans souffrances, comme il avait vécu, sans une plainte et avec la résignation du chrétien qui a mis sa confiance en Dieu.

Nous sommes tous unis de cœur avec M^{me} Canivet, qui partageait si bien le dévouement du cher défunt envers les malades et les malheureux et qui l'aidait avec tant de zèle dans toutes ses œuvres de charité et de bienfaisance.

Nous ne vous disons pas adieu, mon cher et vénéré collègue et ami, mais au revoir dans un monde meilleur où le Dieu de miséricorde accueille toutes les âmes de bonne volonté.

Je ne puis que m'associer de tout cœur aux dernières paroles de M. le marquis de Saint-Pierre ; mais, hélas ! toutes les consolations et toutes les espérances ne rempliront pas le vide qui s'est fait au foyer de Madame Canivet.

R. DE BRÉBISSON.

M. Gustave DAUPELEY

Le 29 novembre 1906, s'éteignait après quelques jours seulement de souffrance, à Nogent-le-Rotrou, M. Gustave Daupeley, à l'âge de 64 ans.

Sa vie tout entière, vécue pour ceux qui lui étaient chers, et si dignement remplie, peut se résumer en ces deux mots : « labeur et devoir. »

M. Daupeley était issu de l'une des anciennes familles de Nogent qui, loin de fuir le sol natal, s'y attachèrent solidement par les liens les plus durables. Ses membres, magistrats, notaires, prêtres, honorés et respectés, se rencontrent souvent dans l'histoire de la province du Perche ; et les archives municipales de Nogent font ressortir la part active qu'ils eurent depuis la fin du ^{xvii}^e siècle dans la direction des affaires et en quelque sorte dans la vie même de la ville.

Né à Nogent, le 22 septembre 1842, M. Daupeley, après avoir fait ses études au collège communal, entra comme apprenti chez son oncle Alphonse Daupeley, imprimeur à Mortagne ; puis il alla à Paris, pour se perfectionner, dans l'imprimerie Claye. Il s'y fit bientôt remarquer par son zèle, devint correcteur et acquit les connaissances techniques, qu'il sut utiliser plus tard avec tant d'art et d'habileté.

Quelques années en effet après son retour à Nogent, il succéda dans la direction de l'imprimerie Nogentaise à M. Gouverneur, son beau-père, dont il fut d'abord le collaborateur.

Créée en 1793 par l'abbé André, dans le but de subvenir à sa propre existence, l'imprimerie passa successivement entre les mains de Cardon en 1815, de Lecomte en 1823, et de Philippe Gouverneur en 1832. Celui-ci fonda dès le 10 mars de cette même année le *Nogentais* et joignit à son brevet d'imprimeur celui de lithographe en 1835.

Son fils lui succéda en 1851 et donna une extension considérable à l'imprimerie, en s'attachant avant tout à la perfection et à la pureté typographique. Bientôt, grâce à ses efforts, l'imprimerie de Nogent fut connue et appréciée dans le monde des savants et des bibliophiles.

Les membres de la Bibliothèque elzévirienne acceptèrent en 1867 l'édition des *Œuvres de Remy Belleau*, savamment préparée par son directeur, qui s'attacha en outre plusieurs publications savantes telles que : la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* ; la *Romania*, la *Revue celtique* : les mémoires des sociétés de l'*Histoire de France* ; des *Antiquaires* ; de l'*Histoire de Paris* ; de l'*Art français*, etc.

M. Daupeley, reprenant en 1875 les traditions que lui transmettait son beau-père, sut encore donner un nouvel essor à

l'imprimerie, dont le nom s'étend au loin aujourd'hui. A la liste déjà longue des belles publications, il ajouta celle de la *Revue historique*, fondée en 1876 par MM. Monod et Fagniez. Entre temps il publia, en 1880, *Le Compositeur et le Correcteur typographes*, ouvrage technique estimé au point d'être devenu à peu près introuvable, et qu'il dédia, mû par un sentiment de reconnaissance, à M. Jules Claye ; puis, pour joindre la pratique à la théorie, il sut s'entourer de collaborateurs, dont il se faisait le guide le plus sûr et le plus bienveillant.

Sans cesse poussé par le désir de rendre parfaite la correction des publications qui lui étaient confiées, il revoyait et corrigeait lui-même, à part quelques cas fort rares, toutes les impressions.

Aussi en 1886, en face d'une moisson toujours plus abondante, dut-il abandonner la direction du *Nogentais*, qu'il céda à M. Eugène Lecomte, arrière petit-fils du directeur de l'imprimerie. Le but unique qu'il se proposa alors d'atteindre fut de *faire beau* et de se consacrer à l'impression en diverses langues, soit des travaux édités par les Sociétés savantes, soit des ouvrages recherchés par les amateurs, à cause de leur pureté typographique et de leur luxe sobre dû à une correction sans reproche.

Enfin, en 1901, après un travail incessant d'un quart de siècle, il confia l'imprimerie à son fils, qu'il se plaisait à guider de ses conseils inspirés par sa longue expérience. Toutefois M. Daupeley était résolu à ne pas rester inactif ; s'il abandonnait des occupations forcées, il allait s'en créer de volontaires. Il avait toujours eu pour l'histoire et l'archéologie un goût que l'intimité avec M. Gouverneur n'avait pu que développer et encourager ; il apporta dans ces nouvelles études la précision et l'exactitude qu'il avait puisées dans ses occupations antérieures.

Membre de la Société des Antiquaires de France, depuis 1898, nommé Officier d'académie à l'occasion du Congrès des Sociétés savantes en 1891, il se consacra dès lors tout entier à rappeler les souvenirs du passé de la ville de Nogent. Quand la Société percheronne d'histoire et d'archéologie fut créée, en 1901, il en devint l'un des fondateurs les plus actifs, l'un des membres les plus zélés pour y publier des travaux intéres-

sants, originaux, documentés « propres à développer chez ses compatriotes l'attachement au sol natal ».

Il publia, en dehors de diverses brochures touchant à l'imprimerie, successivement :

Trois documents relatifs à l'industrie des étamines de Nogent (1904); *Quelques épisodes de la Révolution à Nogent* (1904); *La célébration à Nogent de la première fédération, le 14 juillet 1790* (1904); *La Communauté des barbiers, perruquiers, baigneurs, étuvistes de Nogent avant la Révolution* (1905); *Sommaire des délibérations de la commune de Nogent-le-Rotrou pendant la Révolution*.

Ce dernier ouvrage, constitué par le dépouillement long et laborieux des registres de la commune de Nogent, est l'histoire même de la ville du 20 septembre 1790 au 15 avril 1802. M. Daupeley a voulu y associer son fils qui a su, d'une part, reproduire dans de belles eaux-fortes des vues d'anciens monuments, d'après les dessins de J.-R. Méliand, peintre nogentais, élève de David, son arrière grand-père, et d'autre part faire une œuvre typographique remarquable.

Nommé administrateur de la Bibliothèque municipale de Nogent, le 24 août 1900, il en entreprit le classement avec cette clarté méthodique et minutieuse qu'il apportait en tout et qui le fit désigner unanimement comme Directeur de la Caisse d'épargne le 6 février 1903. Mais si M. Daupeley était un travailleur silencieux et infatigable, un chercheur passionné de ce qui touche à l'histoire locale et aux traditions de notre petite province, qui forment cette chaîne mystérieuse dont les anneaux relient le passé au présent, il tenait en même temps ceux qui le connaissaient sous le charme de sa bonté, de son amabilité aussi simple que dévouée.

N'est-ce pas aux membres des Sociétés historiques et archéologiques de l'Orne et du Perche à évoquer le souvenir de ces excursions à travers le vieux Nogent, préparées, étudiées jusque dans les moindres détails par M. Daupeley qui, « de peur que ses amis ne parlassent trop avantageusement de lui », s'oubliait alors lui-même jusqu'à se défendre de sa propre érudition qu'il reportait modestement aux autres et d'une façon toute particulière à M. Gouverneur.

Aussi, suivant les paroles de M. Tournouer : « S'il peut être un adoucissement à la douleur de ceux qui le pleurent, c'est la pensée que son souvenir restera fidèle chez tous, comme celui d'un homme de bien, d'un homme d'honneur ; c'est encore plus l'espoir que leur donnent les consolations chrétiennes de ne l'avoir pas perdu pour jamais ».

C^{te} DE SOUANCÉ.

M. DE BROISE

Le 17 mai dernier, la Société Historique et Archéologique de l'Orne perdait un de ses Membres les plus anciens, M. Eugène-Marie De Broise. Il s'était fait inscrire parmi nous dès la fondation de la Société, en 1882.

De Broise était né à Alençon le 11 mai 1821 ; il venait donc d'atteindre sa quatre-vingt-sixième année, lors de sa mort.

L'*Almanach de l'Orne* pour 1907 publie un article intéressant sur la vie de cet excellent homme. Après cet article, écrit par une main amie et délicate, il semble qu'il ne reste plus rien à dire sur notre ancien collègue et que le plus sage serait de reproduire cet article dans notre Bulletin. Toutefois, peut-être, est-il possible d'y ajouter quelques détails, de manière à faire connaître d'une façon plus complète la personnalité d'Eugène De Broise.

Après avoir fait de bonnes études au Collège d'Alençon, il entra, dès l'âge de 19 ans, dans l'administration des Contributions Indirectes, dont son père faisait partie depuis longues années. Après avoir été envoyé dans diverses résidences, il revint dans sa ville natale, comme premier commis à la Direction. En 1848, il épousa M^{lle} Henriette Poulet-Malassis. Quelques années plus tard, à la mort de M. Poulet-Malassis le père, Eugène De Broise consentit, non sans un vif regret, à abandonner la carrière administrative, pour faire valoir, avec son beau-frère Auguste, cette antique et célèbre imprimerie des Malassis.

Nous savons tous quel artiste audacieux et fantaisiste fut Auguste Poulet-Malassis. L'Imprimerie d'Alençon était un champ d'action trop étroit pour ses entreprises aventureuses. Les deux associés fondèrent une librairie à Paris, qu'ils installèrent d'abord rue de Buci, puis rue des Beaux-Arts, et enfin rue de Richelieu. C'est alors que les presses alençonnaises imprimèrent les œuvres de Théodore de Banville, de Théophile Gautier, de Monselet, de Champfleury, etc... La publication des *Fleurs du mal*, de Beaudelaire, en 1857, et celle des *Mémoires du duc de Lauzun*, par Louis Lacoux, valurent à la librairie Poulet-Malassis et De Broise un succès retentissant, mais aussi deux condamnations et la saisie des deux ouvrages. Nous vîmes à ce moment notre ami, l'honnête, le sage De Broise, aller non pas fouler la paille humide des cachots, mais passer ses journées sur le sommet des tours de l'ancien château des ducs d'Alençon, d'où l'œil admire le splendide horizon, qui a pour limites les forêts de Perseigne, d'Écouves et les hauteurs d'Hesloup et des Aulnais. Sa détention de quelques semaines fut, comme il aimait à la raconter lui-même, très adoucie par les visites qu'il recevait et les « douceurs » que d'aimables personnes, notamment M^{me} la baronne Jeanin, femme du préfet, lui envoyaient et même se faisaient un plaisir de lui apporter.

Comme Silvio Pellico, De Broise pouvait raconter *ses prisons* ; elles différaient toutefois en rigueurs et en durée de celles de l'illustre Italien.

C'est alors que l'association des deux beaux-frères, d'un caractère si différent, fut rompue. De Broise, homme prudent, réservé, ne pouvait suivre Poulet-Malassis, entreprenant, audacieux, spirituel, c'est vrai, mais souvent extravagant. Alors notre ami De Broise rentra dans sa voie naturelle et régulière. Il se consacra uniquement aux impressions locales et à la direction du *Journal d'Alençon*, cette vieille publication, si sagement conservatrice. Telle fut sa tâche pendant quarante années et il l'a remplie avec honneur, avec fermeté, malgré les difficultés politiques inhérentes à la profession de journaliste. Il savait se faire aimer des ouvriers et conserver d'agréables relations avec le public.

Imprimeur de la Préfecture et de diverses Administrations

de l'Etat, il garda toujours néanmoins une attitude indépendante et, sous l'Empire, il refusa constamment d'appuyer les candidatures officielles. D'opinions royalistes, avec tendances orléanistes, il a soutenu, comme candidats à la députation et au Conseil général, MM. le duc d'Audiffret-Pasquier, de la Sicotière, Le Vavasseur, Léon et Albert Le Guay, de Chennevières, le comte de Charencey. Il avait su, d'ailleurs, attirer au *Journal d'Alençon* la collaboration éminente de la plupart de ces hommes, dont les lecteurs ont pu apprécier souvent le talent et le mérite comme écrivains.

Après 1870, il resta fidèle à ses affections. On voit son journal soutenir la politique de M. Thiers, tant qu'elle fut conservatrice ; il mit plus d'enthousiasme à défendre le maréchal de Mac-Mahon, l'Ordre moral et le 16 mai. Cette dernière tentative, qui n'avait d'autre but que d'établir et consolider une république conservatrice, ayant échoué, De Broise, en butte, dès 1878, aux tracasseries des républicains ornaïs, leur résista énergiquement jusqu'en 1881, époque où il céda journal et imprimerie à l'honorable M. Renault, son gendre.

Comme homme privé, De Broise conserva toujours une grande dignité et une sévère régularité de vie. De mœurs douces, d'une taille moyenne, d'un abord très réservé, il attirait peu vers lui, au premier abord ; mais ceux qui le connaissaient, ont pu bien souvent apprécier son amabilité, sa loyauté et sa bienveillance. Les affections de famille l'emportaient chez lui sur tous autres sentiments. Il sut cependant se créer de précieuses et bien agréables relations. Pendant de longues années, il fréquenta le salon de M^{me} Léon de la Sicotière, cette femme charmante qui savait unir, sans aucune prétention, la grâce à la supériorité de l'esprit et aux connaissances les plus variées. Il y rencontrait l'élite des hommes intelligents et indépendants de l'époque, qui s'y réunissaient presque chaque semaine.

Pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie, nous voyons notre ami De Broise s'occuper surtout d'horticulture ; il avait aimé toute sa vie le jardinage et les fleurs qui avaient souvent occupé les loisirs dont il pouvait disposer.

La fin de son existence fut attristée par de cruels chagrins

de famille. Il perdit successivement son petit-fils Marcel Renault, charmant enfant de 15 ans, sur lequel il fondait les plus belles espérances, sa fille, sa femme et son gendre. Soutenu par une foi sincère, il supporta courageusement ces pénibles épreuves auxquelles étaient venues s'ajouter des souffrances physiques qui le retenaient presque immobile dans un fauteuil.

Notre collègue s'est éteint doucement dans sa maison de la rue de Bretagne, laissant la réputation d'un homme honnête, loyal, d'un jugement très sûr, sous l'apparence d'une certaine bonhomie non exempte de finesse.

H. TOMERET.

N.-B. — Cette notice était écrite lorsque son auteur eût connaissance de certaines particularités concernant Eugène De Broise. Il ne paraît pas sans intérêt de les consigner à la suite de la notice dont elles ne peuvent que confirmer les appréciations.

1^o Eugène De Broise fut, pendant plusieurs années, juge au Tribunal de Commerce d'Alençon, membre de la Chambre consultative des arts et manufactures et membre du Comité de rédaction de la Société d'Horticulture.

2^o Il avait réuni une collection assez complète de belles faïences, de diverses marques, notamment de Delft. Elles sont aujourd'hui la propriété d'Eugène Renault, son petit-fils.

3^o De Broise aimait à raconter une anecdote historique qui concernait un des membres de sa famille. Cette anecdote, rapportée dans les mémoires de M^{me} Campan, se passa le 10 août 1792, au moment où la malheureuse famille royale quittait les Tuileries.

« La famille royale, dit M^{me} Campan, défilait entre deux haies formées par les grenadiers suisses et ceux des Bataillons des Petits Pères et des Filles Saint-Thomas. Ils étaient si pressés par la foule que, pendant ce court trajet, la reine fut volée de sa montre et de sa bourse. Un homme d'une stature épouvantable et d'une figure atroce, tel qu'on en voyait à la tête de toutes les insurrections, s'approche du dauphin que la reine tenait par la main, l'enlève et le prend dans ses bras. La reine fit un cri d'effroi et fut près de s'évanouir. Cet homme lui dit : « N'ayez pas peur, je ne veux pas lui faire de mal. » Et il le lui rendit à l'entrée de la salle. »

Cet homme s'appelait Levain et était garde national. Il était l'oncle ou le cousin de M. De Broise qui l'a connu et lui a entendu raconter l'anecdote. Il était très grand, mais n'avait rien d'atroce. Dans la circonstance, il n'avait d'autre but que de sauver le dauphin.

(Communication due à l'obligeance de M^{me} la baronne de Sainte-Preuve, née de la Sicotière).

H. T.

BIBLIOGRAPHIE

Le Centre du Houlme, par M. l'Abbé GOURDEL. —
Argentan, imp. A. Damoiseau, 1905.

« Dans la Patrie française, un coin de terre nous intéresse tout spécialement : la paroisse qui nous a vu naître et où s'écoulèrent les beaux jours de notre enfance... Tout ce qui la concerne nous est cher, sa gloire est la nôtre, ses malheurs nous émeuvent, son Histoire nous charme et nous captive. Que se passait-il dans cette paroisse il y a cent ans, cinq cents ans et plus encore ? Comment y vivait-on ? Quelles furent les joies et les douleurs qui embellirent ou traversèrent l'existence de ses habitants ? Pour répondre à ces questions, si palpitantes d'intérêt local... je me suis décidé à parcourir la carrière difficile et épineuse de nos antiquités et à entreprendre un travail dispendieux, souvent ingrat et peut-être, hélas ! au-dessus de mes forces. »

C'est en ces termes que M. l'abbé V. Gourdel, curé de Saint-Hilaire-de-Briouze, annonçait à ses compatriotes l'apparition de son ouvrage intitulé « *Le Centre du Houlme ou Etude historique sur 41 paroisses de la région de Briouze.* »

Ce titre seul nous indique assez les patientes recherches qu'a dû s'imposer l'auteur de cet ouvrage considérable : Personnages célèbres, chapelles, prieurés, manoirs, légendes, épisodes de la Révolution, détails de mœurs, en un mot, comme le dit l'historien, rien de « ce qui est de nature à satisfaire la légitime curiosité du lecteur et à contribuer à son édification » n'a été négligé.

Le Centre du Houlme se divise en 2 volumes :

Le premier renferme l'histoire des 14 paroisses du doyenné actuel de Briouze : Briouze, Saint-Hilaire, Saint-André, Cras-ménil, Pointel, Lignou, Le Mesnil, Lougé, La Lande-de-

Lougé, Montreuil, Les Yveteaux, Faverolles, Saint-Georges-d'Annebecq, Le Graïs. Et en outre celles de Chenesecq, des Authieux et de Saint-Denys, paroisses aujourd'hui réunies : la première à Crasménil, la seconde aux Yveteaux et la troisième à Saint-André-de-Briouze.

Le second volume contient l'histoire des 24 paroisses de l'ancien doyenné de Briouze actuellement rattachées aux doyennés d'Athis, de Putanges et de Messey. Ce sont : Sainte-Opportune, Les Tourailles, Chênedouit, Le Repos, Méguil-laume, La Forêt-Auvray, Saint-Aubert-sur-Orne, Putanges, Sainte-Croix-sur-Orne, Le Mesnil-Gondouin, La Petite-Sainte-Honorine, Le Sacq, Sainte-Honorine-la-Guillaume, Mille-Savattes, autrement Notre-Dame-du-Rocher, Bréel, Taillebois, Messey, Saint-André-de-Messey, Le Chatellier, Bellou-en-Houlme, Echalou, Saires-la-Verrerie, La Carneille, Durcet.

En écrivant cet ouvrage de longue haleine, M. l'abbé Gourdel a fait œuvre d'historien et de prêtre.

Œuvre d'historien, car il recueille avec le plus grand soin tous les documents qu'il peut découvrir sur chacune des paroisses en question.

A l'ancien et au nouveau Pouillé du diocèse il demande la liste des curés ; aux archives de la Préfecture la physionomie de chaque commune ; enfin, à chaque page nous rencontrons de brillantes descriptions empruntées à des écrivains autorisés, telles que cette charmante excursion de Philippe de Chennevières et de Le Harivel Durocher dans la région de Pointel ; les légendes elles-mêmes qu'il ne faut pas toujours dédaigner parce qu'« elles reposent ordinairement sur un fond de vérité », sont soigneusement recueillies, et en donnant libre cours à l'imagination jettent sur la notice historique une teinte de poésie qui charme et captive l'attention du lecteur.

Mais de plus, avons-nous dit, M. l'abbé Gourdel a fait œuvre de prêtre, et c'est sur ce point que nous aimons à insister.

Son but nous était indiqué dans la notice à laquelle nous avons déjà fait quelques emprunts. « Puisse cet ouvrage, dit-il, contribuer à raffermir de plus en plus les liens qui vous rattachent au sol natal, raviver dans vos cœurs l'amour du clocher et y maintenir l'esprit paroissial que les circonstances présentes, hélas ! rendent plus nécessaires que jamais ! »

Certes, voilà une noble ambition, et comment ne se réaliserait-elle pas ? On n'aime que ce que l'on connaît, et M. le Curé de Saint-Hilaire apprend à connaître l'histoire de la grande famille qui est la paroisse. Bien plus, j'ajouterai que ce travail est éminemment sacerdotal. Comment le cœur d'un prêtre ne se sentirait-il pas embrasé de charité au contact de ces âmes d'apôtres et de martyrs qui revivent sous la plume de notre distingué confrère.

Pour ma part ce livre ne m'a pas seulement instruit, il m'a grandement édifié et je remercie bien sincèrement l'auteur de m'avoir fourni l'occasion de parcourir encore une fois cette région du Houllme à laquelle me rattachent de si précieux souvenirs.

« Puisse cet ouvrage vous être agréable et au besoin mériter votre indulgence. » Ainsi parlait encore M. l'abbé Gourdel. — Nous lui répondons en disant qu'il mérite notre admiration plutôt que notre indulgence et nous terminons en souhaitant que M. le Curé de Saint-Hilaire-de-Briouze ait de nombreux imitateurs parmi les membres du clergé.

L. G.

REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES

Directeur : Paul ALLARD.

Secrétaire de la Rédaction : FRÉDÉRIC DUVAL.

SOMMAIRE DE LA LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1907

1. — *Une Grande Fortune Romaine au v^e siècle*, Paul ALLARD.
2. — *Le Siège d'Orléans et Jeanne d'Arc, 1428-1479 (fin)*, Henri BARAUDE.
3. — *Hedwige d'Anjou, Reine de Pologne, 1371-1329*, Stanislas SMOLKA.

4. — *Innocent XI et l'Extension de la Regale, d'après la correspondance confidentielle du Cardinal Pio avec Léopold I^{er}*, MARC DUBRUEL.
5. — *Lally et Bussy aux Indes, avril 1758-mars 1761*, M. DE FRÉVILLE.
6. — *Un Prêtre Français en exil, l'abbé Gabriel Henry, curé d'Iéna (1795-1815), et ses Relations avec Napoléon I^{er}*, J. PIETSCH.
7. — *Mélanges : les Commencements du Culte des Saints dans l'Église chrétienne, à propos d'un Livre récent*, V. ERMONI.
Dmitri dit le Faux à propos du nouveau Livre de M. Waliszewski, PIERLING.
Lettre inédite de Saint Vincent de Paul à Magdeleine de Lamoignon, 1652, HYRVOIX DE LANDOSLE.
La France et les Armées d'occupation, (1815-1818), Pierre RAIN.
8. — *Chronique*, E.-G. LEDOS.
9. — *Revue des Recueils périodiques : Français*, Albert ISNARD.
Anglais, F. CABROL.
Italiens, Paul ALLARD,
10. — *Bulletin Bibliographique*.

ABONNEMENT : 20 fr.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 5, Rue Saint-Simon (Boulevard Saint-Germain) PARIS, VII^e.

Le Gérant : A. DUMOUCHEL.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 31 Janvier 1907

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président

La séance est ouverte à deux heures.

Présents : M^{me} la baronne DE SAINTE-PREUVE, M^{lle} ROBET, MM. BARILLET, DESCOUTURES, l'abbé DESVAUX, Louis DUVAL, DE LA FORTINIÈRE, DE FRANCE, GILBERT, GOMOND, Léon HOMMEY, comte LE MAROIS, l'abbé LETACQ, DE MALLEVOUE, MÉZEN, vicomte DU MOTÉY, l'abbé RICHER, comte DE SOUANCÉ, TOMERET.

Excusés : MM. ADIGARD, DE BRÉBISSE, CHOLLET, CRESTE, l'abbé DESMONTS, l'abbé DUMAINE, l'abbé GUERCHAIS, LEBOUCHER, MACAIRE, l'abbé MESNIL, l'abbé PAYSAN, Paul ROMET, baron DES ROTOCRS, DE LA SERRE.

Lecture et adoption du procès-verbal de la précédente séance.

M^{me} CANIVET et M^{lle} ROBET, présentées à la dernière réunion, sont proclamées Membres de la Société.

Est présenté aujourd'hui :

M. Paul DAUPELEY, de Nogent-le-Rotrou, par MM. Creste et Tournouer.

Ces membres nouveaux sont d'autant mieux accueillis que l'année dernière la mort a fait des vides nombreux parmi nous ; nous avons perdu MM. Barret, Lhéretyère, De Broise, Jules

Appert, comte de Vigneral, Canivet, Daupeley, Louis Pringault, et depuis la séance précédente M. Henri Chardon, maire de Marolles-lès-Braut (Sarthe), ancien élève de l'Ecole des Chartes, auteur d'un grand nombre de volumes et d'articles sur l'histoire du Maine, et qui avait récemment donné à notre Bulletin un travail très documenté sur Matignon.

Aussi M. le Président après avoir adressé, à l'occasion de notre première réunion en 1907, ses vœux aux Membres présents et absents de la Société, exprime le désir que chacun travaille à la prospérité de notre compagnie en lui recrutant de nouveaux adhérents. Malgré ces morts si nombreuses et plusieurs démissions nous sommes aujourd'hui 254 et il est permis d'espérer que dans un avenir prochain, grâce au zèle de chaque sociétaire, nous arriverons au chiffre de 300.

M. le Président en s'excusant auprès de ses collègues d'avoir retardé de huit jours la séance projetée pour le 24 janvier, en expose le motif : la mort de son oncle, M. Goupil de Préfelin. Il en profite pour rappeler le souvenir de cette famille connue à Argentan depuis 1480 et qui a occupé dans le pays, surtout à la fin du XVIII^e siècle, une situation très importante.

D'après l'ordre du jour de la séance fixée au 24 janvier une causerie sur les vitraux de Notre-Dame d'Alençon devait être faite par M. Simil. M. le Président veut bien remplacer M. Simil, qui n'a pu venir aujourd'hui, et nous entretenir d'une très importante découverte faite par M. Soccart, l'un des peintres-verriers chargés de la restauration des vitraux. M. Soccart a retrouvé presque en entier les fragments d'un vitrail datant de la fin du XV^e siècle, et qui très probablement appartenait à l'ancienne église. M. le Président nous montre le dessin fait par M. Soccart de ce vitrail, qui représente l'Adoration des Mages ; et l'assemblée, après, l'avoir examiné et admiré, émet le vœu qu'il retrouve place dans les fenêtres de l'église.

M. le Trésorier donne lecture du compte-rendu financier de 1906 et du budget pour 1907 ; ces documents qui témoignent d'une gestion très dévouée à nos intérêts valent à leur auteur

les félicitations de l'assemblée. Reste en caisse : 280 fr. 32 ; le budget pour l'année courante s'élève à 4.220 francs.

Des remerciements sont également adressés à MM. Richer et Paul Romet pour tout le zèle, qu'ils ont apporté au déménagement de notre bibliothèque et la dépense minime de 10 francs, qu'ils ont faite.

M. le Président nous fait connaître le traité conclu entre notre Société et la Société de Photographie pour la résiliation du bail de la maison de la rue du Jeudi ; notre installation à la Maison d'Ozé est maintenant définitive et la souscription ouverte pour en couvrir les frais s'élève à 1.050 francs.

M. Mézen, architecte et notre collègue, soumet à la Société plusieurs projets pour la bibliothèque ; après examen et délibération on décide de construire d'abord le grand meuble adossé au mur qui fait face à la cheminée.

M. le Président fait connaître un projet de budget des cultes soumis au Parlement pour la restauration des monuments historiques ; il sera étudié par M. l'abbé Desvaux dans une prochaine Chronique.

A propos de monuments historiques on signale un article récent sur l'évêché de Sées, publié par M. André Hallays dans le *Journal des Débats*.

M. des Rotours demande des renseignements sur une famille Dugué qui aurait habité Alençon au XVIII^e siècle.

M. Louis Duval dépose sur le bureau un article sur le Prieuré de la Ferté-Macé, et M. du Motey un article de M. Chollet sur la Cochère ; ces travaux prendront place dans nos Bulletins.

La Société d'Emulation de l'Allier demande l'échange qui est adopté.

M^{me} la baronne de Sainte-Preuve offre pour notre musée :

- 1^o Un portrait de M. Gustave Le Vasseur ;
- 2^o Deux panneaux en bois représentant le jugement dernier ;
- 3^o Des fragments d'ossements recueillis vers 1836 par M. de

la Sicotière dans le petit caveau situé sous le maître autel de l'église Notre-Dame, où furent inhumés le duc René, mort en 1492, le duc Charles, mort en 1524, et le petit prince de Vianne, fils de la reine de Navarre, mort à 5 mois en 1530. Les cercueils en ~~plomb furent enlevés~~ pendant la Révolution pour faire des balles et les cadavres desséchés jetés pêle-mêle sur le sol, mêlés aux décombres et aux fragments de cercueil.

M. Goubert, architecte à Paris, donne également à notre musée des reproductions de dessins de maisons anciennes de Nogent-le-Rotrou visitées par la Société lors de sa dernière excursion dans le Perche.

M. l'abbé Desvaux interprète les sentiments de l'assemblée en priant M. le Président de transmettre à son beau-père, M. Félix Voisin, nos respectueux compliments pour son élection récente à l'Académie des Sciences Morales et politiques.

Les élections terminent la séance : MM. Letacq, secrétaire, et Reynold Descoutures, membre du Comité de publication, sont, à l'unanimité des voix, maintenus dans leurs fonctions ; également à l'unanimité, M. le comte de Souancé est nommé dans le Comité de publication comme successeur de M. l'abbé Barret, décédé

Il est 4 h. 1/2 quand la réunion est dissoute.

Le Secrétaire :

A.-L. LETACQ.

Séance du 21 Février 1907

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président

La séance est ouverte à deux heures.

Présents : MM. l'abbé DESVAUX, Louis DUVAL, DE FRANCE, GILBERT, LE NEUF DE NEUVILLE, LEPRÊTRE, l'abbé LETACQ,

MACAIRE, l'abbé RICHER, Paul ROMET, comte DE SOUANCÉ, TOMERET.

Excusés : M^{me} la baronne DE SAINTE-PREUVE, MM. DE BRÉBISSON, CRESTE, l'abbé DUMAINE, Frédéric DUVAL, l'abbé GUESDON, LÉBOUCHER, comte LE MAROIS, Vicomte DU MOTÉY, baron DES ROTOURS.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observation.

MM. CHARPENTIER et Paul DAUPELEY présentés à notre réunion précédente sont proclamés Membre de la Société.

Sont présentés aujourd'hui :

M^{me} Paul ROMET, par MM. l'abbé Desvaux et Tournouër ;

M. MALLET, de Condé-sur-Sarthe, par MM. l'abbé Desvaux et Paul Romet.

M. le Président nous fait part de la mort de M. l'abbé Louis Gougeon, curé des Tourailles, décédé le 19 janvier. Bien que M. Gougeon ne fut pas des nôtres, la Société doit rappeler que la construction de l'église si artistique et si gracieuse de Notre-Dame de la Recouvrance est due à son zèle éclairé, et d'autre part elle ne saurait oublier l'accueil si bienveillant qu'il lui fit lors de la visite aux Tourailles en 1903; aussi est-il décidé que l'expression de nos regrets sera mentionnée au procès-verbal.

M. le Président communique à l'assemblée les nouveaux plans et devis établis par M. Mézen, pour l'installation de notre bibliothèque ; ils sont adoptés ; le devis s'élève à 825 francs. M. Mézen ne prendra pas d'honoraires.

Il est de nouveau question du vitrail Notre-Dame représentant l'Adoration des Mages, si heureusement reconstitué par M. Soccart ; d'une correspondance échangée entre M. le Président et M. l'Archiprêtre, il résulte que ce vitrail pourra sans trop de frais trouver place dans une des fenêtres de l'un des bas-côtés de l'église.

M. de la Bretèche accepte de faire une notice sur M. le comte

de Vignerai ; il serait reconnaissant des indications qu'on pourrait lui fournir sur ce regretté collègue et sa famille.

Lettre du docteur Hélot, de Rouen, demandant des renseignements sur un médecin Michel Estar, né à Argentan, auteur d'un *Traité des Eaux minérales de Saint-Paul, près Rouen*, qui doit prochainement être réimprimé par la Société des Bibliophiles rouennais.

M. le comte de Souancé annonce la publication prochaine de Documents sur les familles alençonnaises, d'après les actes de l'état-civil.

A l'occasion de la mort toute récente de M^{me} Leconte de Laverrie, dernière fille du général Bonet, général de division et sénateur de l'Empire, né à Alençon en 1768 et mort en 1857, plusieurs membres expriment le regret qu'il n'existe aucune biographie un peu complète de ce personnage, qui doit compter parmi nos célébrités locales. Un des membres présents qui l'a connu, M. Tomeret, fait connaître quelques détails fort curieux de sa vie publique et privée, il parle de son rôle à l'armée d'Espagne, de ses luttes victorieuses en Biscaye et dans les Asturies. Un sujet en appelle un autre ; on cite alors quelques uns des Espagnols qui se réfugièrent à Alençon en 1839, entre autre le fameux curé Mérino, qui combattait dès 1808, dont il est plusieurs fois question dans l'Histoire de M. Thiers et sur lequel existe une brochure de M. Le Vavasseur-Baudry publiée sous le nom de *Don Mariano Rodriguez de Abajo* (Caen, Poisson, 1840, in-8°).

M. le Président en profite pour recommander ces sujets si intéressants pour l'histoire alençonnaise à l'attention des travailleurs ; que chacun recueille et mette par écrit ses souvenirs ; ces glanes éparses pourraient former une ou plusieurs gerbes, et la prochaine assemblée générale, qui se tiendra à Alençon, semble désignée pour les présenter au public.

M. le Président fait encore observer combien il serait utile pour la vulgarisation de l'histoire locale de faire à Alençon ce qui s'est fait dans plusieurs autres villes, de poser des plaques

commémoratives sur les maisons où sont nés des personnages devenus célèbres, entre autre Des Genettes, M^{lle} Le Normand, Labillardière, René Boudier.

Lecture est donnée de plusieurs documents recueillis par M. l'abbé Peschot, bien connu de nos lecteurs, qui prendront place dans les prochains fascicules du Bulletin.

M. le Président nous entretient des restaurations urgentes à faire au prieuré de Sainte-Gauburge ; la couverture très endommagée compromet la solidité de l'édifice, il est nécessaire d'y remédier au plus tôt. Le devis est de 8.000 francs ; l'Etat donne 4.000 francs, mais la municipalité est absolument décidée à ne rien faire. Aussi M. le Président se propose, au nom de la Société, de demander qu'au moins ces 4.000 francs soient employés à faire les réparations les plus urgentes ; l'assemblée ne peut que l'approuver.

Communication d'une liste des monuments et objets classés dans l'Orne, qui a été insérée dans le *Journal Officiel* du 10 février ; elle sera reproduite dans la Chronique.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire : A.-L. LETACQ.

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ

1^o Individuelles

H. TOURNOUER : *Bibliographie et Iconographie de la Maison-Dieu, Notre-Dame de la Trappe au diocèse de Sées*, Mortagne, L. Fournier, imp.-édit., 1905, in-8°, p. 135-425. Extrait des *Documents sur la province du Perche*.

Ville d'Argentan, Concert donné par la Musique municipale de la Société Philharmonique sous la direction de M. Drapier, le dimanche 10 février 1907. Imp. Damoiseau, Argentan, 1907, in-8°, 8 p.

A. SURVILLE : *Recherches historiques sur Beauchesne*, La Chapelle-Montligeon (Orne), imp. de Montligeon, 1907, in-12, 40 p.

H. SAUVAGE : *Les Sacs de Parchemins de l'Avranchin. Pierre Cheval, seigneur du Mesnilrainfray*. Avranches, imp. Durand, 1905, in-8°, 42 p.

2° Périodiques

La Croix de l'Orne (hebdomadaire).

L'Indépendant de l'Orne (hebdomadaire).

Annales de Notre-Dame de la Paix, Beauchesne (mensuel).

Le Semeur, Bulletin paroissial de Saint-Jean-la-Forêt et de Saint-Aubin-des-Grois (trimestriel).

Bulletin paroissial de Moulins-la-Marche (bimensuel).

Revue Mabillon, 2^{me} année, n^{os} 2 et 3, août et novembre 1906.

Revue des Questions historiques, 15 octobre 1906 et 1^{er} janvier 1907.

Documents sur la province du Perche, juillet-octobre 1906, janvier 1907.

Ame Normande, février 1907.

Bulletin trimestriel de la Société dunoise, janvier 1907.

Bulletin de la Société les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart, t. XV, n^o 11.

Bulletin de la Société « Le Vieil Arles », juillet 1906, janvier 1907.

Bulletin de la Société Archéologique de la Touraine, 1^{er} et 2^{me} trimestres 1906.

Bulletin de la Société Polymatique du Morbihan, fasc. I et II, 1905.

Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, 2^e série, t. XXII, 1906.

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, t. XXXV.

Bulletin de la Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie, 15 juillet, 15 octobre 1906, t. VI (1907), janvier 1907.

Revue de l'Aurachin, t. XIII.

Bulletin de la Société Archéologique du Midi de la France, n^o 36, séances du 20 novembre 1905 au juillet 1906.

Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, 1906, 3^{me} et 4^{me} trimestre.

Smithsonian institution, 1906.

Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin, t. LVI, 2^{me} livraison.

Au Pays Normand, mai et juillet 1906.

Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie, procès-verbaux.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^{me} trimestre 1906.

Société Normande de Géographie, juillet-septembre 1906.

Congrès Archéologique de France, Beauvais, 1905.

NONANT-LE-PIN

CINQUIÈME PARTIE

(suite)

HISTOIRE MUNICIPALE

(suite)

HUISSIERS

I. René-Louis-François FAUCON, huissier près la justice de paix de Nonant, exerça ses fonctions de l'an II à l'an V de la République.

II. Guillaume-Jean HÉBERT-DUTAILLIS, né à Saint-Germain-de-Clairefeuille le 24 janvier 1777, était huissier à Nonant dès l'an 1816. Il se fit ensuite aubergiste et mourut le 21 février 1826.

III. Jean-François-Clément GUIDON, né le 22 mai 1796, remplit les fonctions d'huissier, après Hébert-Dutaillis, et ce jusqu'en 1848 environ. Il se retira en 1851 dans la commune de Broglie (1).

(1) La maison que cet officier ministériel occupait à Nonant a été remplacée en 1843-1844 par une grande habitation, édifiée par Alphonse Molière, marchand de beurre, né à Saint-Germain-de-Clairefeuille. Elle est devenue, par acquêt, la propriété de M. Louis-Hippolyte Masson, né à Argentan le 26 avril 1819, fils de feu Antoine-Louis Masson et d'Opportune de Grandpré. M. Masson, décédé à Nonant le 13 janvier 1895, a laissé une fille unique de son mariage contracté avec Mademoiselle Augustine Labbé, sœur de M. le docteur Labbé, sénateur de l'Orne et Conseiller général du Merlerault.

IV. Frédéric-Guillaume-Alexandre MORIN, né en 1822, successeur de Guidon, ne fut pas longtemps huissier à la résidence de Nonant; en effet, il quitta cette commune en 1849 pour se fixer à Caen.

V. François-Jacques BOUILLIE, né à Sainte-Gauburge le 2 janvier 1819, devint huissier à Nonant après le départ de Morin et remplit cette fonction jusqu'au moment où il vendit son étude à la Chambre des huissiers. Il se fit alors escompteur et conserva son domicile à Nonant, où il est mort le 2 mai 1890.

POSTE AUX CHEVAUX

Au dix-huitième siècle, la poste aux chevaux était établie au Merlerault et comme derniers maîtres de cet important service nous relevons les noms de Philippe Besnouin et de Joseph Bignault.

Philippe Besnouin, sieur des Vallées, descendant de Jean Besnouin, qui au milieu du xviii^e siècle exerçait la chirurgie à Echauffour, fut inhumé dans l'église du Merlerault le 5 février 1739 à l'âge de 60 ans. Il eut pour successeur immédiat Joseph Bignault, sieur du Val, marié le 24 novembre 1740 à Marie Landon, fille de Robert, intendant du marquisat de Nonant, et de cette union sortit une fille : Marie-Françoise, née en 1749, qui épousa, le 18 février 1772, Jacques-Mathurin-Charles Dunoyer, conseiller du Roi et son procureur en la maîtrise des eaux et forêts de Perseigne, fils de feu Jacques Dunoyer, procureur aux juridictions royales d'Alençon et de Thérèse Louvet.

Mais, après la construction de la grande route de Bordeaux à Rouen, la poste aux chevaux du Merlerault fut transférée au bourg de Nonant, devenu l'un des centres les plus passants de la Basse-Normandie, et placée sous la direction de Michel Vienne, originaire de la paroisse de la Hoguette (Calvados).

I. Michel-Pierre VIENNE, premier maître de la poste aux chevaux de Nonant, mourut à l'âge de 74 ans, le 28 mai 1805.

Femme : Anne-Louise-Jeanne FRETTE, décédée le 11 juin 1801 ;

Enfants :

1° JEAN Vienne, qui suit;

2° MARIE-CATHERINE, née vers 1760, mariée le 8 août 1795 à Abraham-Charles Brou, 29 ans, demeurant à Villiers près Mortagne ;

3° MARIE-ANNE, mariée à Jacques Gahéry, décédée à Saint-Germain-de-Clairefeuille, le 11 mars 1807.

II. Jean VIENNE, deuxième maître de la poste aux chevaux de Nonant, né à la Hoguette, mourut le 14 octobre 1821.

Femme : Eulalie-Françoise CHAIGNON, née à Argenteilles vers 1755 ; décédée le 23 septembre 1819.

Enfants :

1° ANNE-LOUISE-MICHELLE Vienne, mariée à Nonant le 23 février 1818 à François Cholet, négociant à Lassay (Mayenne);

2° JEAN-FRANÇOIS-HIPPOLYTE, né le 7 mai 1790, nommé par François-Christophe de Guerpel, premier chef d'escadrons au régiment de Lauzun-Hussards, et par Françoise-Claude-Marguerite de Maurey, veuve de Pierre-Christophe de Guerpel, seigneur du Plessis;

3° ROMAIN, qui suit ;

4° VÉRONIQUE, née le 24 mars 1794, mariée le 26 février 1821 à Amand-Prosper Poullain, docteur en médecine, né à Moult (Calvados) et demeurant à Trun ;

5° NARCISSE, né le 18 décembre 1798. L'acte de naissance fut dressé en présence de Pierre-François-Nicolas Plet-Beauprey, 37 ans, ancien Représentant du peuple, et de Marie Desmares, femme du citoyen Hébert-Beauprey, négociant au Merlerault.

Narcisse Vienne mourut, élève en médecine, le 17 septembre 1819.

III. Romain VIENNE, né à Nonant le 3 avril 1792, troisième maître de la poste aux chevaux, fut maire de sa commune natale du 5 décembre 1851 au 25 novembre 1854, date de son décès.

Femme : Jeanne-Elisabeth-Pélagie DAVID, née à Laigle, fille

de Jean-Pierre David, tanneur. Décédée à Paris le 11 octobre 1846.

Enfants :

1° JEANNE-ELISABETH-DÉSIRÉE Vienne, née le 11 mai 1814, mariée le 11 décembre 1832 à Victor-Frédéric Le François-La Couture, docteur en médecine à Nonant. Décédée le 26 avril 1873 ;

2° FRÉDÉRIC-ROMAIN, né le 7 mars 1816, marié en 1862 à Rose-Adélaïde-Alphonsine Legentil, née à Caen le 22 octobre 1839, fille de Louis-Michel-Adolphe Le Gentil, chevalier de la Légion d'honneur, mort à Nonant le 22 octobre 1892 et de Louise Morin, décédée au même lieu le 26 septembre 1889. M^{me} Vienne est décédée à Nonant le 24 janvier 1894, et son mari, le 6 avril de la même année, laissant trois enfants : 1° Juliette-Marie, née le 15 août 1863; 2° Georges-Emile, né le 23 mai 1864; 3° René-Fernand, né le 11 septembre 1867.

M. Frédéric-Romain Vienne a laissé un certain nombre de travaux littéraires, notamment un recueil de poésies, *Le Berceau*, et un roman, *La Vérité sur la Dame aux Camélias*, publié en 1888 (1).

3° PAULINE, née le 20 juin 1818, mariée le 15 décembre 1840 à Aimé-Zéphirin Marcadé, né à Rouvray (Seine-Inférieure) le 3 mai 1814, demeurant à Rouen, fils de Nicolas-Aimé, maire de Mauquenchy. Ensuite de son mariage, M. Marcadé s'établit marchand de vins à Nonant et devenu veuf le 20 mars 1849, il épousa en 1854 Eloïse-Fanny Regnault, propriétaire à Paris, veuve de Charles-Jean Gublin. Il mourut à Fontenay-sur-Orne le 15 juin 1868 et fut inhumé à Nonant; il laissait deux enfants, nés à Nonant de son premier mariage : 1° Pauline-Elisabeth-Hélène, née le 30 décembre 1842, mariée à Joseph Lebaudy, propriétaire à Couvert-Bayeux, et 2° Albert-Aimé, né le 11 décembre 1841, employé en 1868 dans l'administration des Omnibus, à Paris.

IV. Jacques-André COLETTE, né à Aube le 7 août 1814, fut le quatrième et dernier maître de la poste aux chevaux de Nonant, en remplacement de Romain Vienne, démissionnaire

(1) M. Gustave Le Vavascur a écrit une notice biographique sur Frédéric-Romain Vienne dans l'*Almanach de l'Orne* pour 1895, page 112.

en sa faveur. Son brevet fut enregistré à la mairie le 24 décembre 1851 et il dirigea la poste jusqu'au moment où les chemins de fer rendirent inutiles les *Jumelles* et les diligences *Margaud*, qui avaient succédé aux *messageries royales* et aux voitures *Laffite et Caillard* (1).

M. Colette se consacra dès lors à l'agriculture, puis se retira dans la ville de Laigle, où il mourut le 17 novembre 1878, mais il fut inhumé au cimetière de Nonant.

Disons enfin, qu'à côté des diligences se trouvaient à Nonant plusieurs entreprises de voitures publiques, comme celles de Cyrille Duchesne, aubergiste, qui de 1847 à 1850 commencèrent le service de Vimoutiers à Gacé, de Gacé à Lisieux et d'Argentan à Mortagne.

En compulsant l'état-civil de Nonant, nous avons relevé au passage quelques noms de conducteurs de diligences et de postillons, qui avaient leur domicile à Nonant ou qui s'étaient mariés dans cette commune :

Conducteurs de diligences : Le Roux (1815); Corneille (1824); Houssemagne (1850); Aly, marié en 1836 à la fille d'Auguste-Jean Cornet; Louis Guérineau, marié en 1844 à Francoise-Zélie Bretel.

Postillons : Ruel (1793); Caly (1815); Fernel (1816); Petit (1818); Goulard (1817-1820); Rouland (1819); Rombault (1819); Guerret (1820); Vieillot (1823-1828); Marette (1828-1842); Lormeau (1838); Chabot (1826-1843); Rattier (1842); Blondel (1844-1850), etc.

POSTE AUX LETTRES

Comme la poste aux chevaux, la poste aux lettres fut transférée du Merlerault à Nonant après la construction de la route de Bordeaux à Rouen (1784). Cependant, durant la Révolution, le Merlerault put obtenir à son profit la création

(1) A ces moyens de locomotion, il convient d'ajouter les tricycles de bois, imaginés par un tourneur de Nonant, Auguste-Julien Ferrière, originaire de Villebadin, et que l'on vit circuler longtemps sur nos routes. Cet artisan, d'une rare intelligence, est aussi l'inventeur de la vis à clore les haies, des javelliers, de la baratte-cylindre à rotation, etc. (Voir le Journal du Merlerault, Exmes et Mortrée, numéro du 22 au 29 mai 1892.)

d'un bureau de poste, mais celui-ci ayant été de nouveau supprimé en 1797, cette commune dut, pendant plus de 40 ans, faire les frais d'un piéton pour le dépôt de ses lettres à la poste de Nonant (1).

I. Jacques BOISARD, maître des petites-écoles de Nonant dès l'an 1780, fut le premier receveur de la poste aux lettres établie dans cette localité. Il mourut au mois de mars 1791, laissant le fils qui suit.

II. Jacques-Philippe BOISARD, né à Nonant le 5 avril 1772, exerça d'abord les fonctions de greffier de la municipalité et fut nommé receveur de la poste après le décès de son père, situation qu'il occupa jusqu'en 1815, date à laquelle il fut appelé à la perception de Nonant.

III. Pierre-Claude LEVIEIL, receveur de la poste de Nonant, décéda dans cette commune le 22 janvier 1819, à l'âge de 36 ans.

IV. Jacques-Philippe BOISARD, déjà nommé, réussit à cumuler pendant quelque temps ses fonctions de percepteur avec celles de receveur de la poste, mais en 1822 il obtint que la perception de Nonant fût attribuée à l'un de ses gendres, Julien-Philippe Lemoine.

Boisard prit sa retraite de receveur de la poste en 1839, se fit alors cafetier, épicier et pharmacien empirique et mourut le 20 janvier 1854 dans sa maison occupée aujourd'hui par M^{me} Ozenne. Il s'était marié deux fois : a) avec Louise-Jeanne-Catherine Louvet, fille de René, huissier à Exmes, laquelle laissa deux filles : 1° Caroline Boisard, épouse de Julien Lemoine, percepteur; 2° Louise, mariée le 20 février 1816 à Auguste-Jean Cornet, instituteur à Nonant; b) le 24 novembre 1819, avec Marie-Adélaïde Cordier, veuve de Pierre-Claude Levieil, ancien receveur de la poste aux lettres de Nonant.

V. Jean-Théodore CHÉRADE DE VILLARS, né le 5 août 1809 à Bussièrre-Badil (Dordogne), receveur de 1839 à 1840.

(1) Voir la collection des budgets de la commune du Merlerault. (Archives de la mairie).

VI. JAYLES, nommé receveur à Nonant en 1840, puis à Tarare en 1846.

VII. Aimé-Louis CHESNÉE, né le 6 juin 1815, commis à Laval, nommé receveur à Nonant en 1846, puis à Mortain en 1848.

VIII. DUBOS, Désiré-Alphonse, né le 27 août 1817, nommé receveur à Nonant en 1848, puis à Rémalard au mois de juillet 1858.

IX. OZENNE, Jules-Félix, né à Pointel, le 23 mars 1813, successivement receveur des postes à la Commanderie (Eure), à Briouze et à Tourouvre, nommé à Nonant en 1858, démissionnaire en 1866, décédé à Nonant le 31 mars 1868.

X. Mademoiselle David (1866).

XI. M. NEUVILLE (1866-1867).

XII. Madame QUIGNARD, née Debaize (1867).

XIII. Madame Marguerite VASTEL, en 1868.

XIV. Mademoiselle MÉNESSIER, petite-fille du célèbre littérateur Charles Nodier, nommée à Nonant en 1871 et à Fontenay-aux-Roses en 1874.

XV. Madame DUFOUR (1874).

XVI. Madame SIMON, née Fortin (Mélina-Désirée), retraitée en 1897.

XVII. Madame FORCINAL, nommée à Nonant en 1897 (en fonctions).

Le bureau télégraphique de Nonant a été créé en 1880.

CHIRURGIENS ET MÉDECINS DE NONANT

Avant la Révolution, la médecine n'était guère exercée dans les petits centres que par des chirurgiens qui, pour la plupart, étaient loin de posséder la science nécessaire à l'exercice de leur importante profession. Dans leur *Cahier de doléances*, rédigé le 28 février 1789, les habitants du Merlerault jugent même assez sévèrement ces modestes praticiens :

Un abus qui est préjudiciable à l'Etat, disent-ils, est celui qui règne entre les gens qui exercent l'art de guérir, surtout en chirur-

gie. Les communautés de maîtres-chirurgiens des capitales, comme des petites villes, ne tiennent point assez à leurs règlements; on y reçoit des personnes qui n'ont jamais appris cet art, sans étude ni principe; on voit même que, dans les Académies, on donne des certificats de cours publics à des personnes qui n'y ont jamais assisté. De là vient une multitude de gens qui prennent le titre de chirurgiens, qui s'établissent dans différents endroits de la France et qui font une plus grande dépopulation que n'en causent les épidémies. On voit de même de ces destructeurs de l'humanité implorer l'autorité des juges des lieux qu'ils traversent, pour avoir la permission de débiter les drogues qu'ils ont; il se trouve des juges qui la leur accordent, contre le vœu des lois.

Nous aimons à croire que les chirurgiens de Nonant ne rentrèrent jamais dans cette catégorie de charlatans si bien fustigés par les habitants du Merlerault; aussi, nous n'hésitons pas à les présenter à nos lecteurs.

I. Richard LE FOURNIER, sieur de Bellessart, maître-chirurgien à Nonant en 1650, était le petit-fils d'autre Richard Le Fournier « principal du commun et Tiers-Etat de cette paroisse » qui mourut le 13 juin 1622 et fut inhumé dans l'église.

Une branche de la famille Le Fournier fut anoblie en la personne de Jacques Le Fournier, sieur du Vivier, fils d'autre Jacques et de Michelle Hébert, et petit-fils de Mathias Le Fournier, chirurgien en 1620, qui avait épousé Marie de Droullin. Protégé par les seigneurs de la Boutonnière, il devint en 1622, exempt de la Compagnie des gardes du prince de Condé et capitaine de ses chasses. Il épousa la nièce de Messire de Faucamberghe, capitaine au service de l'Espagne, et en eut deux fils, tous deux lieutenants d'infanterie en 1700. Henri, le second, passa au Canada.

Richard Le Fournier, sieur de Bellessart, chirurgien à Nonant, mourut le 31 octobre 1692 et fut inhumé dans l'église.

Femme : Louise PIQUET, décédée le 19 novembre 1679.

Enfants, nés à Nonant :

1° JACQUES LE FOURNIER, dont nous avons parlé au chapitre consacré aux notaires de Nonant ;

2° GABRIEL, nommé le 10 août 1659 par Gabriel Philippe, sieur du Coudray et par Jeanne Billard, femme de M. Douézy. Il étudia le droit et la philosophie et devint notaire royal à

Beaumesnil, près Bernay, où il mourut le 18 mars 1733. Il avait épousé Marie Terrien, qui décéda le jour de Pâques, 6 avril 1738, à l'âge de 70 ans, laissant un fils : Jean-Baptiste Le Fournier de Bellessart, né vers 1700, curé de Nonant de l'an 1728 au 31 mai 1748, jour de son décès.

3, 4, 5, 6, 7. Cinq enfants nés 1661-1675.

II. Paul DESCHAMPS, chirurgien à Nonant de 1695 au moins jusqu'en 1727.

III. Jacques YVON, chirurgien à Nonant, marié à Louise Dreux, dont deux fils nés en 1729 et 1732.

IV. Jean-François ROMBAULT, s'ieur de la Noë, fils de François et petit-fils de Jean dont nous avons parlé au chapitre consacré aux sergents-royaux de Nonant, fut baptisé le 12 mai 1720 et mourut le 18 mars 1755.

Femme : Marie-Anne DELAPORTE, mariée le 19 juillet 1742

Enfants : deux fils et trois filles, notamment :

1° JEAN-BAPTISTE Rombault, baptisé le 30 janvier 1744. Ordonné prêtre en 1768, il dit sa première messe à Nonant le jour de l'Annonciation et demeura vicaire de cette paroisse jusqu'en 1784, date à laquelle il fut appelé à la cure de Montmarcé. Il prêta serment en 1791 et fut chargé comme curé constitutionnel, des paroisses de Montmarcé et du Merlerault. En cette dernière église il eut pour vicaire, également assermenté, le célèbre Pouqueville (1). Mais le 20 mars 1794, il se rend à la mairie du Merlerault pour déclarer « que tant qu'il a cru que son ministère contribuait au bonheur de la Patrie, il s'est fait un devoir essentiel d'en remplir exacte-

(1) François-Charles-Hugues-Laurent Pouqueville, né au Merlerault le 4 novembre 1770, fils de François, boucher, et de Marie-Madeleine Savary, fut d'abord vicaire au Merlerault (1791), desservant constitutionnel de Montmarcé (1792), puis ayant démissionné de ses fonctions du culte, il devint instituteur au Merlerault (1794), adjoint au maire (1795), et quitta cette commune pour aller à Paris étudier la médecine. Il réussit si bien dans sa carrière qu'il fut nommé membre de l'Institut d'Égypte, membre honoraire de l'Académie de médecine, Consul général de France en Grèce, membre de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, Chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre du Sauveur. Il a écrit de nombreux ouvrages sur la Grèce.

Pouqueville est mort à Paris le 20 décembre 1838 et inhumé au cimetière Montparnasse. (*Bull. de la Soc. Hist. et Arch. de l'Orne*, t. VI. p. 433).

ment les fonctions, qu'il a été fidèle au serment que la loi du 24 août 1790 a exigé de lui à cet égard, mais voyant aujourd'hui que ce même ministère peut être l'occasion de troubles qu'il abhorre, il déclare abdiquer dès ce moment toute fonction sacerdotale, pour vivre en simple citoyen et bon républicain (1) ».

Il fut élu président de l'administration cantonale de Nonant en l'an VII, et mourut dans cette commune, pensionnaire du Gouvernement, le 3 juin 1808.

2° PIERRE, sieur de la Noë, né le 24 avril 1750, mort le 17 août 1805. De son mariage célébré à Sées le 17 février 1789 avec Marie-Françoise Ledevin (2), qui mourut le 5 septembre 1839, étaient issus trois enfants, dont deux fils, décédés sans alliances et une fille, Marie-Aimée-Agathe, née le 29 mai 1792, mariée le 10 avril 1813 à Louis-François-Jacques Chappey, né à la Cochère le 26 octobre 1792, fils de Jacques et de Marie-Elisabeth Lemignier-Desforêts. M. Chappey est décédé le 22 novembre 1858 et sa femme, le 22 février 1880, sans postérité.

V. François LE FRANÇOIS, sieur de la Couture, né à Bailleul, vint se fixer à Nonant, comme maître-chirurgien, vers l'an 1745. Il est présumable qu'il était fils d'Alexandre-René Le François, également originaire de Bailleul, mort à Nonant le 26 janvier 1780, à l'âge de 71 ans (3).

De son mariage avec Marie-Madeleine POULAIN, née à Talonnay, il eut quatorze enfants (1751-1772). Nous ne nommerons que ceux dont la destinée nous est connue, ou dont le parainage mérite une mention :

1° JEANNE-MADELEINE-FRANÇOISE Le François, baptisée le 16 mars 1751, mariée le 2 juin 1778 à Jacques Périer, sieur du Verger, demeurant à Roiville ;

2° FRANÇOISE-RENÉE, baptisée le 16 mai 1752, mariée à Gervais-Gabriel Blanchard, chirurgien à Mauves (4) ;

(1) Registre de délibérations de la municipalité du Merlerault.

(2) Marie-Françoise Le Devin fut le 6 juillet 1794 marraine de la petite cloche de l'église de Montmarc.

(3) En 1781, on trouve aussi comme chirurgien à Nonant, un sieur Jean-Louis-René Le Prieur ; mais il resta fort peu de temps dans la localité.

(4) Nous ne savons s'il y a identité entre Françoise-Renée et Renée Le François, qui épousa Louis-François-Charles Defumesson, fils de Louis-François, notaire à Almenèches.

3° JEAN-FRANÇOIS-FRÉDÉRIC; qui suit ;

4° NICOLAS-AUGUSTIN, nommé le 17 octobre 1765 par la marquise de Nonant et Nicolas-Augustin de Montjoc, chevalier, seigneur de Briges, commandant la grande écurie du Roi, capitaine de son haras et directeur général des haras de la province de Normandie. Inhumé le 31 août 1766.

5° ANGÉLIQUE, née le 29 mai 1772, nommée par Pierre de Saint-Larm, chirurgien-major au Haras du Roi.

VI. Jean-François-Frédéric LE FRANÇOIS, sieur de la Couture, officier de santé, né à Nonant le dernier jour de février 1755, s'établit d'abord au Merlerault, puis à Nonant, où il mourut le 3 août 1829.

Femme : Marie-Victoire-Jeanne COLLET, baptisée à Courtommer le 28 janvier 1775, mariée en 1794, fille de Guy-Antoine Collet, bachelier en droit, ancien contrôleur des actes publics et ancien intendant du marquisat de Courtomer, et de feu Victoire-Monique Poitevin (1). Elle mourut à Nonant, le 29 novembre 1817.

Enfants, nés à Nonant : deux fils et deux filles, tous décédés en bas âge, sauf Victor-Frédéric, qui suit.

VII. Victor-Frédéric LE FRANÇOIS-LA-COUTURE, docteur en médecine, né à Nonant le 15 avril 1808, fut nommé par Louis-Pichon-Trémonderie, ancien capitaine de vaisseau, propriétaire du Ménil-Hurel à Godisson, et par Anne-Victoire Viry, son épouse.

Il occupa les fonctions de maire de Nonant de 1848 à 1851 et de 1866 au 14 février 1871, jour de son décès.

Femme : Jeanne-Elisabeth-Désirée VIENNE, née le 11 mai 1814, mariée le 11 décembre 1832, fille de Romain, maître de la poste aux chevaux de Nonant et de Jeanne-Elisabeth David. Elle décéda le 26 avril 1873.

Enfants, nés à Nonant :

1° CHARLES-LOUIS Le François, né le 4 février 1835, décédé à Paris le 12 avril 1855. Son corps fut rapporté à Nonant;

(1) Victoire-Monique Poitevin fut inhumée à Courtommer le 15 mai 1780 et Guy-Antoine Collet, son mari, mourut à Nonant le 6 décembre 1794, à l'âge de 60 ans.

2° LOUISE-PAULINE, née le 16 avril 1841, mariée le 11 août 1874 à Ferdinand-Gustave Troussel, propriétaire, né à Mortagne le 20 août 1830, demeurant à Villiers, veuf de Marie-Eugénie Léveillé. De ce mariage sont issues deux filles : l'une est décédée, l'autre Marguerite, a épousé en 1902 Henri David, député de Vendôme.

VIII. Paul-Victor TRIBOUL, né le 25 décembre 1841, fils de Louis-Philogène Triboul, avoué à Argentan, s'est établi médecin à Nonant en l'année 1878, et a quitté cette commune en 1891 pour se retirer à Caen.

IX. Louis-Edmond-Auguste CLUPOT, né le 4 mars 1872 à Vaucourt (Meurthe-et-Moselle), reçu docteur en médecine le 23 juillet 1898 à la Faculté de Lyon. Arrivé à Nonant au mois de février 1901, il s'est fixé à Sainte-Gauburge à la fin de 1905.

X. Jacques STEINHART, né de parents français en voyage à Jérusalem le 19 février 1878, docteur-médecin de la Faculté de Paris (27 juillet 1903), habite Nonant depuis le mois de mars 1906. Six mois après son arrivée dans la commune, il a reçu du Tsar les insignes de l'Ordre de Saint-Stanislas, en reconnaissance des soins dévoués qu'il avait prodigués, pendant leur séjour au Sanatorium de Jorbio (Alpes-Maritimes), aux officiers russes blessés en Mandchourie dans le courant de la guerre Russo-Japonaise.

VÉTÉRINAIRES

Nonant étant, par excellence, un pays d'élevage, a toujours possédé un vétérinaire ou un maréchal-expert. Jean Morrière, « médecin de bestiaux », exerçait en 1793, Jacques Fossey en 1811, Houille en 1856 et enfin Marie-Gustave Gennetay, né le 29 juillet 1839 à Mouliberne (Maine-et-Loire), décédé à Nonant, le 25 mai 1905.

PHARMACIENS DE NONANT

I. Jacques-Philippe BOISARD, dont la notice se trouve au chapitre consacré à la Recette des postes de Nonant.

II. Pierre COUTURE, né vers 1796, exerçait la profession de pharmacien dès 1820 quoique non pourvu du diplôme réglementaire. Mais en 1825, dans le temps où l'on poursuivait plus rigoureusement que de coutume la fermeture des officines interlopes, Couture dut s'adjoindre un nommé Fabulet, né à Nonancourt, qui venait d'être reçu pharmacien le 30 octobre de la même année et demeurait à la Ferté-Fresnel.

Fabulet avait la spécialité de couvrir de son diplôme les opérations d'un certain nombre d'épiciers plus zélés que capables qui, au commerce des denrées coloniales, joignaient celui des substances chimiques. Ainsi, dans la seule année 1834, on trouve le même Fabulet pharmacien à Laigle, à Vire, et de nouveau à Nonant. Il demeura dans cette dernière localité jusqu'en 1840, date à laquelle il s'établit pour son compte en la commune de Rânes. Pierre Couture, dont les affaires étaient florissantes, demanda sans retard l'autorisation de passer l'examen de pharmacien devant le jury médical de la Seine, à l'exclusion de tout autre jury, mais sa demande lui fut retournée comme étant sans objet, le diplôme sollicité ne pouvant lui permettre d'exercer dans le département de l'Orne.

III. Pierre-Armand-Joachim VALENTIN, né à Montreuil-l'Argillé le 20 septembre 1815, s'établit pharmacien à Nonant après que Couture se fut trouvé dans l'obligation, faute de diplôme, de renoncer à ses drogues et bocaux ; il quitta la commune en 1845.

IV. Alphonse-Auguste GOMAND, né à Laigle le 23 février 1819, reçu pharmacien à Caen le 10 septembre 1844, exerça sa profession à Nonant jusqu'au moment de son décès, survenu le 7 septembre 1866.

Il avait épousé Célestine-Virginie Féron, née à Mortrée le 14 décembre 1819, décédée à Nonant le 1^{er} février 1902, après avoir pris quelques dispositions testamentaires en faveur de la commune et de la Fabrique de l'église de Nonant.

V. André-François BARNICAUD, né à Felletin (Creuse), le 8 octobre 1832, fut reçu pharmacien à Rennes le 20 janvier 1865 et s'installa dans la commune de Nonant le 1^{er} novembre 1867.

VI. Eugène-Ferdinand RIVIÈRE, né le 23 mai 1848, arrivé à Nonant en 1878. Il a quitté cette commune en 1881 pour se fixer à Briouze.

VII. Alphonse-François-Marie GUITTON, né à Vay (Loire-Inférieure), le 12 septembre 1874, pharmacien de première classe de la Faculté de Montpellier (6 décembre 1900) s'est établi à Nonant au mois d'avril 1901.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Dès longtemps avant la Révolution, les garçons de Nonant étaient enseignés par l'un des vicaires de la paroisse, et les filles par des dames de la Providence de Lisieux; mais quand la paroisse n'eut plus qu'un vicaire, l'instruction des garçons fut confiée à un laïque, Jacques Boisard, qui occupait en même temps l'emploi de sacristain (1780).

Pendant le siècle dernier, et jusqu'à présent, l'école des garçons s'est toujours tenue au même endroit. En 1805, l'immeuble appartenait indivisément à Charles Landon-Duperré et à Madame Than, veuve de l'ancien juge de paix de Nonant, et en 1833 à M. Bigot-Pont-Mesnil. Après avoir joui de cette maison, à titre de bail, pendant près d'un demi-siècle, la commune s'en rendit propriétaire, le 30 décembre 1842, moyennant la somme de 5.250 francs. Cet acquêt avait été autorisé par ordonnance royale, en date au château d'Eu du 11 septembre de la même année. Puis, en 1867, un bâtiment contigu et un jardin furent acquis par la commune et réunis à la maison d'école.

Ces maisons, qui étaient aspectées à l'est, furent démolies en 1877 pour être remplacées par une construction unique aspectée au midi, ou à peu près, et, selon le cahier des charges, un emplacement devait être ménagé au frontispice de la nouvelle bâtisse pour recevoir l'horloge de l'église, qui fonctionnait mal par suite des trépidations occasionnées par le mouvement des cloches (1).

(1) L'horloge est néanmoins demeurée dans le clocher et se montre toujours assez capricieuse.

Les travaux, dirigés par M. Prempain fils, architecte, furent achevés en 1878, excepté les murs d'enceinte et le préau, terminés seulement en 1879. La dépense de ces constructions, entreprises par M. O. Heurtin, de Gacé, s'est élevée à environ 20.000 francs.

Quant à l'école des filles, elle fut établie successivement sur plusieurs points de l'agglomération, notamment dans les maisons actuellement occupées par M. Lemièrre, garde champêtre (1833-1839), par M. Paul Emelin (1849), par le bureau de poste (1855-1881) (1). Enfin, en 1881, elle s'installe définitivement dans la maison Héron, route de Gacé, immeuble dont la commune de Nonant s'est rendue propriétaire le 1^{er} février 1883, moyennant le prix de 17.000 francs.

INSTITUTEURS

I. CORNET (Jean-Baptiste-Gilles-François), exerçait les fonctions d'instituteur en 1803.

II. CORNET (Auguste-Jean), originaire de Caen, fils du précédent, était un homme des plus occupés : il cumulait les emplois d'instituteur et de receveur des droits réunis avec la profession d'épicier et même celle de pharmacien empirique. Aussi, dans sa séance du 1^{er} août 1832, le Comité d'instruction primaire d'Argentan dut-il le mettre en demeure de choisir entre l'enseignement public et les opérations commerciales. La réponse de Cornet n'était pas douteuse : le 8 août il donnait sa démission d'instituteur.

Cornet père et fils ne possédaient pas le diplôme de l'enseignement primaire, diplôme qui ne fut guère exigé qu'après la promulgation de la loi organique du 18 juin 1833.

III. GAROUSSE (Jean-Pierre-Charles), né à Elbeuf le 2 décembre 1795, bachelier ès-lettres de la Faculté de Paris, était pourvu du diplôme élémentaire de l'enseignement primaire. Il avait, encore tout jeune, remplacé pendant cinq mois le directeur de l'Ecole mutuelle normale de Paris pour faire la classe aux élèves-maîtres.

(1) Section E. n° 17, 45 et 65.

Garousse habitait Chandai en 1832, époque où il fut appelé à l'école de Nonant, mais nous ne savons par quelles chinoïseries administratives, il ne put arriver, malgré ses talents, à obtenir une autorisation régulière d'exercer les fonctions d'instituteur communal. Aussi, désirant ne pas rester plus longtemps dans une situation fausse, donna-t-il sa démission le 24 juin 1834, pour entrer en qualité de géomètre au cadastre du département des Deux-Sèvres.

Sa succession fut brigüée, au mois de juillet 1834, par trois instituteurs : 1° Guibout, instituteur à Ecouché; 2° Chappey, instituteur à Cisay-Saint-Aubin; 3° Laudier, instituteur à Saint-Hilaire-la-Gérard. Le premier obtint les suffrages du Comité de l'instruction primaire.

IV. GUIBOUT (Pierre-Théodore), né à Ecouché le 1^{er} janvier 1804, fut installé le 24 décembre 1834, mais il mourut prématurément à Nonant, le 9 mai 1839. Il était l'oncle de Jean-Pierre-Louis Guibout, successivement percepteur et maire de Sées, décédé dans cette ville le 18 mai 1893.

Quatre personnes sollicitèrent son emploi : 1° Piednoir, instituteur à Orgères; 2° Robet, instituteur au Mesnil-Gondouin ; 3° Serée, instituteur à Mauvaisville près Argentan, et Quinquet, élève-maître à l'Ecole normale d'Alençon.

M. Robet, proposé à la fois par le Conseil municipal et le Comité local de l'Instruction primaire, fut agréé par l'autorité académique.

V. ROBET (Charles-Basile), né à Pointel, le 2 janvier 1809, fut instituteur à Nonant de 1839 à 1876.

Instituteur de talent, officier d'académie, titulaire de la médaille d'argent de l'instruction primaire, M. Robet a formé, tant au Mesnil-Gondouin qu'à Nonant, un grand nombre de bons élèves, dont plusieurs se sont distingués dans l'enseignement public. Admis, en 1876, à faire valoir ses droits à la retraite, il fut élu adjoint au maire de Nonant le 21 janvier 1878 et mourut dans cette commune le 20 août 1879.

VI. LAINE (Charles-Edouard), né à Couterne le 18 août 1848, instituteur à Boscrenoul, fut appelé à l'école de Nonant par arrêté préfectoral du 28 février 1876.

deux ans, M. Lainé est entré à la Société des Missionnaires de la Délivrande et a dit sa première messe solennelle en l'église de Nonant le 15 août 1882.

VII. ROUSSEL (François-Auguste), né le 24 février 1852 à Saint-Clair-de-Halouze, nommé instituteur à Nonant le 22 janvier 1878.

VIII. GENDREL (Alexandre-Léon), né à Sainte-Scolasse-sur-Sarthe le 10 avril 1849, nommé instituteur à Nonant le 26 août 1879 et à Mortrée en 1885. Il fut le créateur de la fanfare de Nonant, qui n'a pas survécu au départ de son fondateur.

IX. DESECHALLIERS (Pierre-Joseph), né à Lonlay-l'Abbaye le 11 décembre 1843, titulaire de la médaille de bronze de l'enseignement primaire, nommé instituteur à Nonant le 12 septembre 1885.

X. TOUTIN (Louis-Eugène), né à Aunay-les-Bois, le 16 janvier 1861, nommé instituteur à Nonant le 28 septembre 1886 (en fonctions). Officier d'Académie en 1906.

INSTITUTRICES

L'école des filles de Nonant a été dirigée au siècle dernier et jusqu'en 1899 par des sœurs de la Providence de Sées :

I. Sœur BARBAULT (Marie-Aimée), née à Médavy en 1757, autorisée par le recteur le 26 janvier 1829 ;

II. Sœur LEDANOIS (1835-1837) ;

III. Sœur DOLENT, née à Cabourg le 4 janvier 1817, successivement institutrice au Merlerault, à Nonant (1837-1841), à Messei, à La Sauvagère, directrice du noviciat de la Providence de Sées en 1855, supérieure générale de 1861 à 1878, date où elle devint assistante générale. Elle est décédée le 29 novembre 1882.

IV. Sœur GIGAN (1841-1844) ;

V. Sœur GAUTIER (Rose), autorisée par le recteur le 24 octobre 1844.

VI. Sœur HUET (Victoire) (1844-1845) ;

VII. Sœur JOURN (Sophie) (1845-1848) ;

VIII. Sœur LELIÈVRE (1848-1852) ;

IX. Sœur DEROUËT (1852-1858) ;

X. Sœur OMER (Marie-Anne), née à Saint-Pierre-d'Entremont le 23 juin 1823, institutrice à Nonant du 17 mai 1858 à 1868 ;

XI. Sœur LAIGRE (Félicité), née à Saint-Siméon le 10 juillet 1829, nommée institutrice à Nonant par arrêté du 5 octobre 1868 ;

XII. Sœur CORBIÈRE (Rose), née à Champsecret le 25 juin 1839, nommée institutrice à Nonant par arrêté du 5 octobre 1868 ;

XIII. Sœur BOULAND (Rose-Françoise), née à Avrilly le 4 décembre 1836, institutrice-adjointe à la Coulonche, fut nommée institutrice titulaire à Nonant le 1^{er} octobre 1869 :

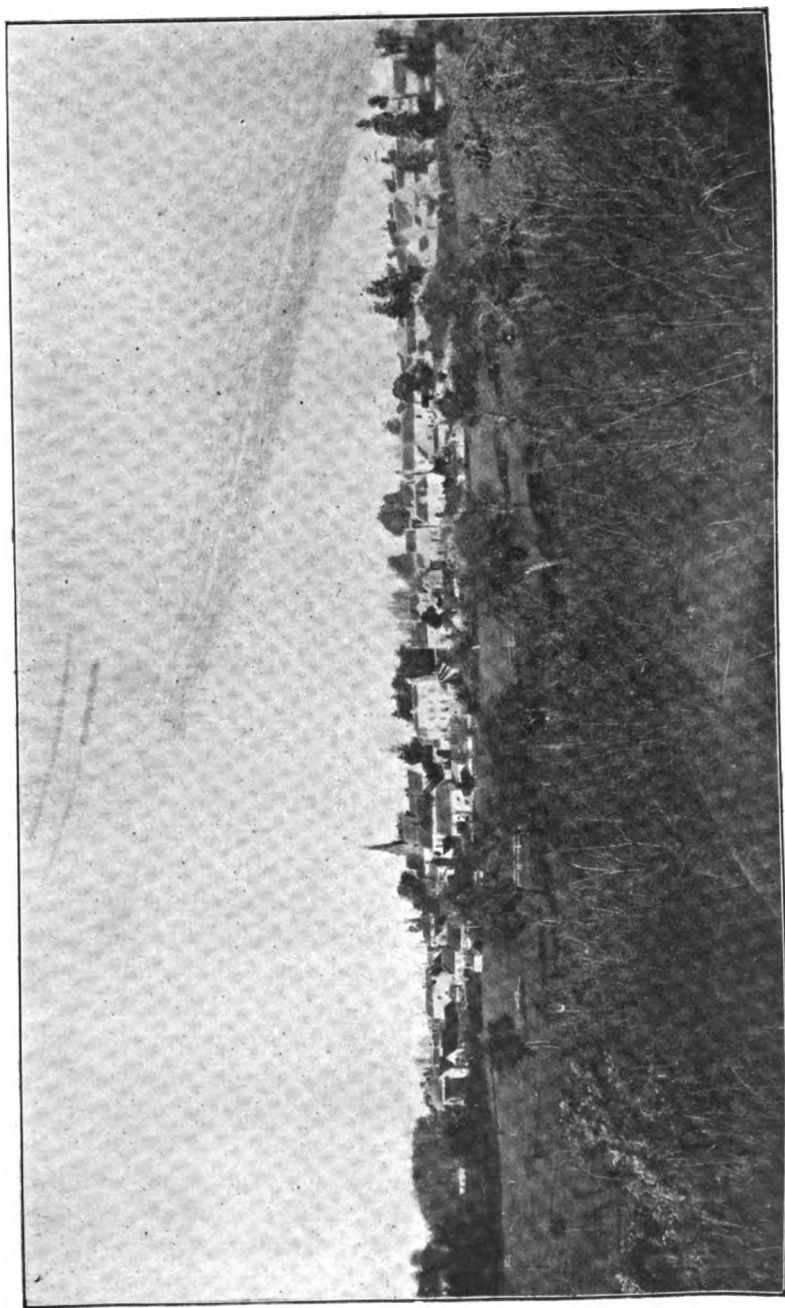
XIV. Sœur LAUNAY (Virginie-Augustine), née à Champsecret le 22 août 1840, nommée institutrice à Nonant le 1^{er} septembre 1878 ;

XV. Sœur LEBRETON (Françoise-Céline), née à Fel le 16 juin 1841, nommée institutrice à Nonant le 29 décembre 1880 ;

XVI. Madame TOUTIN, née Kühn (Honorine-Augustine), née à la Ferté-Macé le 28 février 1866, nommée institutrice à Nonant le 31 août 1899 (en fonctions).

CH. VÉREL.

FIN



PANORAMA DE NONANT-LE-PIN

APPENDICE

LA DAME AUX CAMÉLIAS

Il serait difficile de clore nos esquisses historiques sur le pays de Nonant sans dire au moins quelques mots de la *Dame aux Camélias*, qui en est originaire. Nous nous garderons bien toutefois de soulever le voile de l'existence bien courte de cette *Aspasie* moderne, qui aimait par accident quelque *Périclès* d'occasion, mais plus fréquemment le seigneur *Million* dont les témoignages d'amitié étaient tous frappés à la Monnaie.

La *Marguerite Gautier*, d'Alexandre Dumas, *La Traviata*, de Verdi, la *Marie Duplessis*, de Jules Janin, s'appelait en réalité *Alphonsine Plessis*, et voici, d'après M. le Comte de Contades, qui a puisé aux bonnes sources, quelques notes sur ses ascendants :

Arrière-grand-père (du côté maternel) :

Etienne Deshayes, domestique, fils de François Deshayes et de Françoise Marre, de la paroisse de la Gènevraye, marié le 20 mai 1756 à Saint-Germain-de-Clairefeuille, avec Anne du Mesnil, née le 13 août 1735, fille mineure de Pierre et de Marguerite Doulain, et sœur de Pierre du Mesnil, écuyer, sieur d'Argentelles, qui portait pour armoiries : *d'argent, à trois coqs de gueules*.

Grand-père (du côté maternel) :

Louis Deshayes, fils des précédents, époux en 1789 de

Marie-Madeleine-Louise Marre, laquelle mourut à Courmesnil le 27 décembre 1812.

Père et mère :

Marie-Louise-Michelle Deshayes, née à Saint-Germain-de-Clairefeuille le 26 septembre 1794, fille des précédents, mariée à Courmesnil le 1^{er} mars 1821 avec Marin Plessis, qualifié de *bas-estaminier* dans plusieurs actes de l'état civil.

Marin Plessis, baptisé à Lougé-sur-Maire le 15 janvier 1790, était fils naturel de Louise-Renée Plessis, surnommée la *Guénuchetonne*, « à qui la débauche et l'ivrognerie n'avait laissé ni forme ni apparence d'âge ».

Du mariage de Marin Plessis et de Marie Deshayes sortit *Alphonsine Plessis*, comme nous le voyons dans ces actes de naissance et de baptême que nous avons copiés littéralement :

ACTE DE NAISSANCE

L'an mil huit cent vingt-quatre, le vendredi seize janvier, à neuf heures du matin, par devant nous, Jacques-Samuel Fossey, maire, officier de l'état-civil de la commune de Nonant, département de l'Orne, est comparu Marin Plessis, marchand, âgé de 35 ans, demeurant dans ce bourg; lequel nous a présenté un enfant du sexe féminin, né d'hier (1), à huit heures du soir, de lui déclarant et de Marie Deshayes, son épouse, demeurant avec lui, auquel il a déclaré vouloir donner le prénom d'*Alphoncine*. Les dites déclaration et présentation faites en présence des sieurs Auguste-Jean Cornet, marchand, âgé de trente-quatre ans, et Louis Pignol, boulanger, âgé de quarante-sept ans, tous deux demeurant en ce bourg; et ont, les témoins ainsi que le père, signé avec nous le présent acte de naissance après lecture faite.

ACTE DE BAPTÊME

Le mardi, 20 Janvier 1824, a été baptisée par moi, desservant soussigné, *Rose-Alphonsine*, née le 15 du présent, du légitime mariage de Marin Plessis, marchand, et de Marie-Anne Deshayes.

(1) La Dame aux Camélias est donc née le 15 janvier et non le 16 janvier comme le rapportent ses biographes. Ajoutons qu'Alphonsine Plessis n'a jamais porté de son vivant le nom de *Dame aux Camélias*. Alexandre Dumas a confessé que son héroïne aimait toutes les fleurs et que ce sobriquet de Dame aux Camélias est une pure invention de romancier.

son épouse. Le parrain : Pierre Saulnier, maréchal de cette paroisse; la marraine : Julie-Françoise Deshayes, tante de l'enfant, de Courmesnil, soussignés.

« C'est ainsi, écrivait M. le Comte de Contades, qu'en cette misérable fille, placée par sa profession en dehors de toute classe, se heurtaient et se combattaient des qualités et des vices tirés du sang..... Fille étrange, subissant tour à tour et parfois simultanément l'influence d'instincts contraires, accessible parfois à la grossièreté lubrique de la Guénuchetonne et à la délicatesse sentimentale de M^{lle} d'Argentelles (1). »

Francisque Sarcey constate également cet exemple d'atavisme :

« Elle fut une courtisane célèbre, tout à fait supérieure et dont peuvent seules donner une idée les plus grandes héraïres.

« On peut suivre à travers les âges la naissance et les développements des influences qui devaient, par la vertu de l'hérédité, se fixer sur Marie Duplessis et en faire, en même temps qu'une courtisane dissolue, une des femmes les plus aimables de son temps, qui devait tourner tant de têtes et inaugurer en France la royauté de la femme galante...

« Elle tint de son aïeule, Anne d'Argentelles, cette distinction exquise, cette aristocratie de formes qui la signaient duchesse pour qui ne la connaissait pas. Elle reçut d'elle aussi cette flamme d'amour véritable qui s'allumait dans son âme aux derniers jours de sa vie et forma, autour de sa figure, dès qu'elle fut morte, une poétique auréole (2). »

Et si vous voulez maintenant connaître la véritable Dame aux Camélias, telle que ses cinq portraits authentiques nous la donnent : « Dans un ovale d'une grâce indescriptible, mettez des yeux noirs surmontés d'un arc si pur qu'il semble peint; voilez ces yeux de grands cils qui, lorsqu'ils s'abaissent jettent de l'ombre sur la teinte rose des joues; tracez un nez fin, droit, spirituel, aux narines un peu ouvertes par une aspiration ardente vers la vie sensuelle; dessinez une bouche régulière dont le rire fait craquer les lèvres sur des dents blan-

(1) *Portraits et fantaisies*, p. 25.

(2) *La Dame aux Camélias*, par Henry Lumière.

ches comme du lait (1), colorez la peau de ce velouté qui couvre les pêches qu'aucune main n'a touchées et vous aurez l'ensemble de cette charmante tête (2). »



MARIE DUPLESSIS

Portrait conservé à Saint-Evrault de Montfort (Orne)

Maison Quantin

M. de Contades, en effet, a découvert cinq portraits authentiques, de la Dame aux Camélias : une aquarelle de Camille Roqueplan (Musée Carnavalet); un portrait par Viénot et une

(1) Alphonsine Plessis savait habilement déguiser sa pensée ; elle éprouvait à tout propos le besoin de mentir. A quelqu'un qui lui reprochait ce vilain défaut, elle répondait en souriant : *Le mensonge blanchit les dents !*
Les Portraits de la Dame aux Camélias, par le Comte de Contades.

aquarelle d'Olivier appartenant en dernier lieu à Alexandre Dumas fils; un dessin de Charles Chaplin, et enfin un portrait, attribué à Vidal (1), conservé à Saint-Evrout-de-Montfort.

La Dame aux Camélias mourut à l'âge de 23 ans, en son entre-sol du boulevard de la Madeleine, 8, à Paris. Son tombeau de marbre blanc, rectiligne, presque banal, se trouve au cimetière Montmartre, tout près de la porte d'entrée, 15^e division 4^e ligne (2).

Après avoir tenté la plume d'Alexandre Dumas fils, de Jules Janin, de Théophile Gautier et de tant d'autres écrivains, mis en lumière le génie de Verdi dans la magnifique partition de *La Traviata*, inspiré le pinceau de plusieurs artistes, Alphonsine Plessis, la fille du modeste colporteur de Nonant, a été coulée dans le bronze en même temps que celui qui, par ses écrits, porta son nom à l'immortalité (3). Le monument de Dumas fils, confié à M. de Saint-Marceaux, s'élève sur la place Malesherbes, à Paris (4). Le célèbre analyste du cœur féminin est assis en tenue de travail, couvert de ce vêtement de flanelle d'une seule pièce ouvrant sur la poitrine qu'il avait adopté. Dans une pose simple et souple, il se penche pour écouter les confessions d'une théorie de jeunes femmes voletant au côté droit du socle circulaire et allégorisant les héroïnes de son théâtre. La première rappelle les traits mélancoliques et doux de la Dame-aux-Camélias.

Ch. VÉREL.

(1) Certains contemporains attribuent ce tableau, avec une certaine vraisemblance, à l'artiste Lepaule.

(2) *La vie de la Dame aux Camélias*, par Georges Soreau.

(3) *La Dame aux Camélias*, roman d'Alexandre Dumas, duquel il a tiré une pièce en cinq actes, représentée pour la première fois, au théâtre du Vaudeville, le 2 février 1852.

(4) Ce monument a été inauguré le 12 juin 1906.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

TOME XXII

Page 93, ligne 32. Au lieu de *ζνω*, lire *ζυω*.

Page 101, ligne 25. Au lieu de note (1), lire *note* (2).

Page 198, ligne 21. Ajouter : d) *Jean-Paul Corbière, né à Nonant, le 12 juillet 1904.*

Page 229, ligne 21. Lire « ...*actuellement représentés par Albert de Mallevoue, qui a épousé Hélène de Perthuis de Laille, par Fernand de Mallevoue, etc.* »

Page 229, note 4, ligne 3. Lire « *se poursuit sans interruption jusqu'à Albert, Fernand et Camille de Mallevoue.* »

Page 231, ligne 1. Jean-François de Mallevoue a épousé *Judith Pierre*. — Supprimer à la ligne 4, *sans alliance*.

Page 233, ligne 24. Au lieu de « leur origine princière », lire *son origine princière*.

Page 236, ligne 3. Lire *trois arrière-petites-filles*.

TOME XXIII

Page 8, ligne 25 : « *Où elle est encore représentée de nos jours par M. le comte du Merle, demeurant au château de la Vespière, à Orbec.* »

Page 11, ligne 9. Au lieu de 1572, lire 1272.

Page 31, ligne 23. Lire : *Une messe dite des Horions.*

Page 135, ligne 17. Lire : *Il avait épousé le 16 août 1808 Félicité-Adelaïde de Saint-Aignan d'Auguaise, fille de Charles-René-Jacques, chevalier, dernier seigneur d'Auguaise, Bretel et Rousse-line, et de Madeleine de Tascher de Lormarin.*

TOME XXV

Page 272, ligne 4. Au lieu de *petit-fils*, lire *petit-neveu*.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages.
Topographie-Cadastre.....	TOME XXII 81
Hydrographie	83
Routes et chemins.....	84
Curiosités végétales.....	89
Mouvement de la population.....	90
Foires et marchés. — Courses	90
Changement de nom	92
Origines de Nonant.	92
La Féodalité	97
Le Marquisat de Nonant en 1789.....	157
Les Seigneurs de Nonant.....	158
Seigneuries de Montaigu, de la Brière et des Planches.....	198
— de la Flaunière.....	225
— de la Roche-de-Nonant.....	225
— de Montmarcé.....	234
— de Saint-Germain-de-Clairefeuille.....	236
— de Marmouillé.....	240
— de Godisson.....	242
— du Mesnil-Froger.....	249
— de Lacier	253
— du Plessis	255
Terres du Panval et du Parc-Hamon.....	263

DEUXIÈME PARTIE

Les Seigneurs du Merlerault.....	271
Seigneuries du Bois-Barbot.....	280
— de la Gênevraye	TOME XXIII 9
— de Sainte-Colombe, du Buisson et de Médavy ...	22
— de Pont-Chartrie.....	28
— de Saint-Léonard-des-Parcs, de Talonnai, de Prestal, des Authieux et de la Cailletière. . .	30
— des Portes.....	124
— de Boisturpin.....	129
Intendants du Marquisat de Nonant.....	135
Notaires de Nonant.....	140
Sergenteries de Nonant et du Merlerault.....	144

TROISIÈME PARTIE

	Pages.
Terres de Giroult.....	148
— de la Brosse	150
— de la Fauvelière.....	TOME XXIV 255
— des Champs-Menais.....	257
— du Pont-Deux.....	261
— des Brumanières	263
Famille Billard de Merry	488
Terres de la Bigottière et du Pont-Mesnil	489
— de la Planche-Ermeline	494
— des Planchettes.....	495
— des Goudouses.....	495
— de la Chauvière	496

QUATRIÈME PARTIE

Histoire religieuse.....	499
Curés de Saint-Cyr de Nonant.....	TOME XXV 159
Chapelles.....	270
Chapelains du château de Nonant.....	271
Presbytère.....	274
Cimetières.....	275

CINQUIÈME PARTIE

Histoire municipale : Justice de paix	279
Comité révolutionnaire.....	365
Honneur aux braves!	374
Administration cantonale.. ..	375
Maires.....	375
Garde nationale.....	379
Gendarmerie.....	390
Percepteurs.....	395
Huissiers	TOME XXVI 217
Poste aux chevaux.....	218
Poste aux lettres, télégraphe	221
Chirurgiens et Médecins.....	223
Vétérinaires. — Pharmaciens.....	228
Instruction primaire.....	230

APPENDICE

La Dame aux Camélias	235
Additions et corrections.....	240

Notions Géographiques et Historiques

SUR LA COMMUNE DE LA

FERRIÈRE-AU-DOYEN

(Suite)

CHAPITRE VI

IV. — Famille de Saint-Aignan (1). — Généalogie

Selon La Chesnaye Desbois, « cette ancienne famille était connue sous le nom de Burnet bien avant le règne de Saint Louis, puisque ceux de ce nom possédaient des domaines dans les paroisses de Boitron, d'Aunay et du Mesnil-Guyon dès le milieu du ^{xr}^e siècle, et qu'ils étaient qualifiés de chevaliers ». Ceci est prouvé par un cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin de Séez, à laquelle les Burnet aumônèrent la dîme de Fontaines et soixante acres de terre en la paroisse de Boitron. Sous le règne de Saint Louis, en 1255, vivait Nicolas de Saint-Aignan, du nom de Burnet, qui, suivant une lettre écrite en latin du mois de juin 1255, acheta soixante sols de rente dans la paroisse du Ménil-Guyon, et l'on trouve en 1277 un Thomas de Saint-Aignan, qui acheta de Denis Burnet, écuyer, son parent, tous les meubles qu'il avait à Saint-Aignan.

« Colin de Saint-Aignan fut fait prisonnier de guerre par les troupes qui gardaient le fort d'O, où il paya pour sa rançon cent florins avec un hanap d'argent pesant quatre marcs et une pipe de vin, bon et suffisant, dont Jean de Raveton,

(1) Ses armes sont « D'argent à trois feuilles de vignes de sinople ».

seigneur de la Genevraie, se rendit caution par contrat passé devant Guillaume, garde des sceaux, aux obligations de Bonsmoulins le 25 avril 1362. Colin vivait en 1370 avec Edeline ou Edeligne, son épouse, dont il avait eu pour fils Rogier de Saint-Aignan, seigneur de Saint-Aignan, qui épousa par contrat passé le 20 janvier 1390, devant Eudin Gastelon, tabellion en la châtellenie d'Argentan, Colette de Blandé, demoiselle d'honneur de Madame Catherine, fille de Pierre, comte d'Alençon et du Perche, dont il eut Jean de Saint-Aignan, mort sans hoirs. » Par acte du 19 janvier 1397, ledit Jean, seigneur de Saint-Aignan, fils de Rogier et de Colette de Blandé, avait légué tous ses biens à Robert Burnet, fils de Huet, à condition d'en laisser la jouissance à ladite Colette, « et de bâtir une maison au lieu dit la Motte de l'ancien hébergement ».

La filiation régulière des Saint-Aignan, établie d'après nos documents, commence audit Robert Burnet, vivant en 1389, fils de Huet et frère de Nicolle, femme en 1398 d'Etienne le Barrier. Il laissa les deux fils suivants, qui firent leur partage le 16 mai 1455.

1^o Guillaume BURNET, marié à Robine des Moutis, fille de Jean Radouil, écuyer, sieur des Moutis et de la Morandière et de Jeanne de Saint-Aignan. Il mourut après 1455.

2^o Jacques BURNET, seigneur de Saint-Aignan. Il fut fait prisonnier par les Anglais et obligé pour compléter sa rançon d'emprunter 37 sols 6 deniers au seigneur du Jardin à Boitron. Il épousa Jeanne des Moutis, sa belle-sœur.

Guillaume Burnet eut deux garçons et deux filles :

1^o Denis BURNET, dont on ne connaît pas la postérité.

2^o Laurence BURNET...

3^o N. BURNET, mariée à Guillaume Radouil, écuyer, dont Guillaume Radouil, auteur de la deuxième lignée des seigneurs des Moutis.

4^o Huet BURNET, écuyer, seigneur de Saint-Aignan et de Monteille, rendit aveu en 1457. Il avait épousé en 1455 Guillemette de Chaumont du Ménil-Froger. Il eut pour fils unique :

Jean BURNET, écuyer, seigneur et patron de Saint-Aignan,

marié le 16 août 1480 à Anne d'Erard, fille aînée de Jean, écuyer, seigneur du Tertre. Il quitta le premier le nom de Burnet pour prendre celui de Saint-Aignan.

Enfants :

1^o Michel DE SAINT-AIGNAN, lieutenant général du bailliage d'Alençon par lettre du 9 juillet 1525. Mais dès la fin de cette année, il dut quitter sa place et prendre la fuite. L'histoire de son crime fait l'objet de la première nouvelle de l'heptaméron de la reine de Navarre.

2^o Jean DE SAINT-AIGNAN, mort sans hoirs.

3^o Guillaume DE SAINT-AIGNAN, qui fut un moment seigneur de Montaille.

4^o Philippe DE SAINT-AIGNAN, seigneur du lieu, Montaille et Fayel. Il épousa le 23 juin 1532, Mathurine Labbé, fille de Guillaume, sieur de la Rosière et Montrond et de Nicolle Droullin.

Guillaume et Philippe partagèrent le 21 septembre 1531.

Denis DE SAINT-AIGNAN.

5^o Une fille, mariée à M. Fresnel, sieur de la Sauvagère et de la Tirelière.

6^o Une fille, mariée à M. de Bonenfant, écuyer, sieur du Breuil.

7^o Une fille, mariée à M. Berault, de Laigle, sieur du Mesnil.

Enfants de Philippe I^{er}.

1^o Philippe II DE SAINT-AIGNAN, seigneur du lieu à partir de 1563. Il fut tué à la bataille de Jarnac le 14 mars 1569. Il avait épousé le 17 novembre 1561 Jeanne de Laigle, fille de René, docteur en médecine.

2^o Guillaume DE SAINT-AIGNAN, substitut du procureur du roi à Bonsmoulins, seigneur de Montaille, mourut vers l'an 1600.

3^o Jean DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Brèteche, écuyer de Henri II, enseigne de gendarmes, né en 1540, vivant encore en 1597, avait épousé le 6 juin 1573, Anne du Plessis, fille de Nicolas du Plessis, sieur de Launay Belle-Eau et de Marguerite de Venoy.

Charte du 6 juin 1587 (1). — « Guillaume Gautier, sieur de la Haute-Voie, archer de la compagnie de M. de Carrouges, demeurant à la Ferrière, procureur de Jean de Saint-Aignan, maréchal des logis en ladite compagnie, quittance de Jacques de Chaulnes, conseiller du roy, trésorier ordinaire de ses guerres... Jean Douet, trésorier de la compagnie de cinquante écus dus audit de la Brétèche, ordonné par le roy. »

Charte du 13 juin 1593. — « Partage entre Guillaume et Jean de Saint-Aignan de la succession de Philippe de Saint-Aignan. »

Charte du 31 octobre 1596. — « Es grands jours de Bons-moulins, tenus à Moulins par nous, Gilles Mallard, Maître des Eaux et Forêts, s'est présenté Jean de Saint-Aignan de la Brétèche, vu le trépas de défunt Eustache du Plessis. vivant écuyer, sieur de la Grimonnière, lui était accordé à cause de la demoiselle, sa femme, la terre et seigneurie de la Grimonnière, et à cause d'icelle, Jean de Saint-Aignan se présente devant le verdier Mallard, à cause de la demoiselle, sa femme et de cette seigneurie, l'état et l'office de maître verdier héréditaire des eaux et forêts de ladite châtellenie et garde marteau hérédital dont ledit défunt du Plessis et ses prédécesseurs auraient joui de temps immémorial, à quoi du consentement de Maître Jacques Hurel, substitut du procureur du roy en la juridiction, avoir ledit Saint-Aignan reçu après avoir été dûment informé de ses capacités qu'il était capable et idoine et suffisant de l'exercice dudit état, et avons de lui reçu serment. »

En 1558, la seigneurie de Launay était aux mains de Nicolas du Plessis, beau-père de Jean de Saint-Aignan, et la Grimonnière était possédée par Guillaume du Plessis, frère du précédent. Eustache du Plessis, fils et successeur de ce dernier, étant mort sans enfants, ses terres furent dévolues à Jean de Saint-Aignan, son cousin par alliance.

D'où venait le titre de seigneur de la Brétèche? Il existe à la limite des communes de Saint-Aignan et du Plantis, non loin et en aval du Bois-Revert, sur le ruisseau de l'Oisellière,

(1) Toutes ces chartes sont extraites du Chartrier du Tertre.

un gué dit « Pont de la Brèteche ». Ne pourrait-on point supposer qu'une brèteche ou fortification fut construite en cet endroit au commencement de la féodalité, et qu'un fief de ce nom, sis tout auprès, aurait été dévolu à Jean et duquel il aurait pris le titre ?

4° Six filles, qui prirent alliance dans les maisons d'Astin, de Faveris, de Mésange, le Guerret, de Marchainville, de la Touche et d'Espinay.

Enfants de Philippe II :

1° Philippe III DE SAINT-AIGNAN, seigneur du lieu, marié avec Louise de Catinat, eut pour fille :

Madeleine DE SAINT-AIGNAN, mariée le 20 octobre 1609 à Alexandre de Lombelon, chevalier seigneur des Essarts, gouverneur de Verneuil. Ce mariage le rendit seigneur de Saint-Aignan jusqu'en 1763, date à laquelle la seigneurie passa dans la famille Chagrain de Brullemail, à cause du mariage de Ch. Guillaume Chagrain, marié à Mademoiselle de Lombelon.

Enfants de Jean de Saint-Aignan :

1° Nicolas DE SAINT-AIGNAN, seigneur de la Grimmonnière et auteur de la branche de la Grimmonnière, marié le 29 septembre 1608 à Françoise de Lieuray, fille de Gilles, écuyer, sieur de Marcilly-la-Campagne, Malicorne, des Routis, Salles, etc., et de Marie de Faudechart, rendit aveu le 26 novembre 1620, du fief de la Grimmonnière, mouvant nuement du Roi et provenant par son père de la succession de feu Eustache du Plessis, son cousin.

V. — Avis pour la vérification de l'aveu de la Seigneurie de la Grimmonnière. (4 août 1626).

« Devant nous, Jacques Taddonme, conseiller du Roy, lieutenant général civil et criminel de M. le bailli d'Alençon en la châtellenie de Bonsmoulins et de Moulins, le quatrième jour d'août, l'an mil six cent vingt-six, en la présence de M. Abraham le Hayier, procureur du roy, Quentin, Vavasseur, contrôleur et Nicolas Laudier, receveur du domaine de la

vicomté dudit Alençon s'est présenté M^{re} Nicolas de Saint-Aignan, écuyer, sieur de la Grimonnière, lequel nous a remontré qu'il avait fait la foi et hommage qu'il était tenu de faire au Roy pour raison de son dit fief, terre et seigneurie de la Grimonnière, et présenté son aveu en la Chambre des Comptes de Normandie, qu'il avait fait lire et publier ès assises de Moulins et Bonsmoulins et fait faire information du contenu audit aveu desquelles présentes et autres pièces justificatives de ses droits. Il aurait communiqué audit Procureur du roy, requérant que nous eussions à les voir et délibérer, et en donner avis à MM. des Comptes, aux fins d'avoir dernière main levée de son dit fief, suivant laquelle requisition nous, lesdits officiers, avons vu toutes les pièces produites par le sieur de la Grimonnière, à savoir, lettres par lui obtenues à la chancellerie du Roy, notre sire, à Rouen le 12 octobre 1618, contenant que ledit de Saint-Aignan aurait fait les foi et hommage au roi au bureau de ladite Chambre des Comptes pour raison de son fief, terre et seigneurie de la Grimonnière, ses appartenances et dépendances, qui est un plein fief de haubert, tenu et mouvant nuement de sa Majesté à cause de la châtellenie de ce lieu, dépendant de la vicomté dudit Alençon, à lui appartenant, de la succession de feu Eustache du Plessis, vivant, écuyer, seigneur et propriétaire dudit lieu de la Grimonnière, son cousin. La copie de l'aveu et dénombrement dudit fief présenté par ledit de Saint-Aignan en ladite Chambre des Comptes le 26 novembre 1620 et signé en collation de la Barre. Autres lettres de Commission de nos seigneurs des Comptes aussi signées de la Barre et scellées dudit jour, mois et an pour lesquelles il nous est mandé de procéder à l'information du contenu en icelle pour après le tout être renvoyé avec les anciens titres, aveux et dernière main levée à nos dits Seigneurs des Comptes, ensemble nos avis pour en être ordonné ce que de raison. Acte de lecture et de publication faites des susdites commission et publication et copie d'aveu aux assises dudit Bonsmoulins le 22 février 1621, signé de nous juge susdit Jourdain.

Deux autres expédiées devant Gilles Mallard, écuyer, sieur de Ricordane, ci-devant capitaine et maître des eaux et forêts au duché d'Alençon du dernier octobre 1596 et 10 septembre

1598, signés Mallard, Hurel et Loren, contenant comme défunt Jean de Saint-Aignan, vivant, écuyer, sieur de la Brétèche et ledit Nicolas de Saint-Aignan, écuyer, son fils, à présent jouissant dudit fief de la Grimmonnière avaient été admis et reçus à faire ladite fonction et charge de verdier, garde marteau desdites eaux et forêts. Une lettre obtenue par ledit Saint-Aignan à la chancellerie du roi, notre Sire à Paris, le 20 juillet 1602, signée par le roi, Pottier, par laquelle il est mandé à Nos Seigneurs de la cour du Parlement de Rouen, grand maître des requêtes et général réformateur des eaux et forêts ou son lieutenant au siège de la table de marbre du palais au dit Rouen de procéder à la vérification des lettres de confirmation concédées audit défunt Eustache du Plessis des franchises, libertés et droits qu'il avait aux dites forêts et bois taillis de cette châtellenie, à cause du fief de la Grimmonnière sans s'arrêter ni avoir égard à la surannation desdites lettres de confirmation ni que l'adresse n'en était faite à ladite cour du Parlement. — Une sentence donnée de M. Fleury, conseiller du Roy en son conseil d'état, surintendant général et grand maître des eaux et forêts de France le 6 juin 1563, signée du dit sieur et plus bas Pourcelot, par laquelle ledit de Saint-Aignan, à présent seigneur et propriétaire dudit fief de la Grimmonnière est maintenu dans lesdits droits de prendre du bois ès dites forêts dépendantes de cette châtellenie appartenant à sa Majesté, tant pour son chauffage que bâtir et réparer les maisons, moulins et édifices qui en dépendent, de paturager des bêtes et de pannage pour ses porcs ; un taou (hêtre) à Noël comme l'un des quatre francs desdites forêts, les revenants des arbres qui seront délivrés pour les réparations des bâtiments du roi et des usages en icelle, ainsi qu'il est plus à plein contenu par ladite sentence. — Deux ordonnances de MM. de Fleury, père et fils, conseillers du roi en ses conseils d'état, surintendants généraux et grands maîtres des eaux et forêts de France, par lesquelles ils auraient délivré audit sieur de la Grimmonnière le nombre de vingt-cinq cordes de bois par chacune desdites deux années pour son droit de chauffage et mandé aux adjudicataires des ventes de bois adjugés lui en faire délivrance la première d'icelle, signée M. de Fleury et plus bas Cusson et la dernière Claude

de Fleury et plus bas Pourcelot. Cinq aveux avec une déclaration rendus audit feu Guillaume du Plessis, vivant écuyer, sieur dudit fief et terre de la Grimonnière par Jean Bayard, Jacquin Gautier, Robert Herminier son frère Philippe Perdriel, Bertrand, Chauvin, comme tuteur de l'enfant Chauvin de défunt Jean Avenel et Théodore Avenel, aîné de l'aïnesse de Ménil-Bérard, pour deux de leurs puînés et Clément, Le Tors, des maisons et héritages qu'ils tenaient en ladite seigneurie, le premier d'iceux en date du 18 novembre 1543, signée Delaunay, le second du 19 mars 1551, signée du Boulley et Loren, le troisième d'iceux non daté, signé Delaunay du 19 juillet 1557, signée comme le précédent Barois et le sixième et dernier pareillement signé du Boulley. — Trois autres aveux aussi rendus au dit feu Eustache du Plessis, vivant écuyer, seigneur et propriétaire dudit fief par Gervais et Mathury, dit Lair, frères, Lucas Gautier des Fosses et Guillaume Juliotte, sieur du Boulley, des maisons et héritages qu'ils possédaient tenus et mouvants dudit fief de la Grimonnière des 10 mai 1585, 18 juillet 1585 et 8 mars 1585, le premier d'iceux signé du Boulley et Fosses, le second dudit du Boulley et le troisième Bertin, et deux autres aveux rendus audit Saint-Aignan, à présent propriétaire et seigneur dudit fief de la Grimonnière par Pierre de Rille, l'aîné, et Michel Desormes, des héritages et maisons à eux appartenant, tenues en mouvants dudit fief de la Grimonnière des 23 janvier 1607 et dernier juillet 1615, le premier signé Bellalier et Duchesne, et le dernier signé aussi dudit Bellalier, Duchesne et Desormes, par lesquels il apparaît lesdits hommes être sujets et tenus à la foi et hommage, reliefs et treizièmes, aides, sous aides, service de prévôté, aides et regard de mariage, ou curage des bieux des moulins d'ycelle sieurie, réparation de la motte, d'amener le merrain pour la réparation et édification d'ycelle, à l'amenage des tournants du moulin et au Ban d'ycelui ; et en vertes moultes pour les non réséans à la comparance des pleds et gages plèges, cour et usage en corvées de bêtes et harnais par chacun an aux trois saisons, de faner, amener et entasser les foins de ladite sieurie avec les autres hommes d'ycelle et en plusieurs rentes, tant en deniers qu'autres, suivant qu'il est plus à plein contenu par lesdits aveux et

déclaration. Un acte exercé en cette juridiction et bailliage le 27 avril 1559 par entre ledit défunt Guillaume du Plessis et M. Georges Duresnil, curé de la paroisse du Ménil-Bérard, signé et visé Béard, contenant l'estimation de quatre havées de chandelles de rentes qui étaient dues audit sieur du Plessis pour les quatre années dernières qui en étaient échues à la somme de soixante sols. — Deux sentences par entre lesdits du Plessis et Duresnil le 4 octobre 1561 et scellées par lesquelles ledit Duresnil en sa qualité de curé aurait été condamné de payer à l'avenir le dîner de lui, sa femme et son train, le jour et fête de Saint-Blaise par chacun an à l'avenir, et lui en payer les arrérages du passé à due estimation et la tenure de deux pièces de terre désignées par lesdites sentences sur lesquelles l'église et lieu presbytéral et chapelle fondée au nom de M. Saint-Blaise, en ladite paroisse sont assises, comme étant tenues et mouvantes dudit fief de la Grimonnière. — Une déclaration baillée par ledit Duresnil des héritages qu'il possédait, tenus de ladite sieurie de la Grimonnière du 16 juillet 1562, signée dudit sieur du Bouley, en laquelle sont comprises deux pièces de terre sur lesquelles les maisons presbytérales et chapelle Saint-Blaise de ladite paroisse du Ménil-Bérard sont comprises, construites et bâties. — Une commission dudit défunt Eustache du Plessis du 17 juin 1588 et de lui signée portant comme il aurait nommé pour ermite en ladite chapelle Saint-Blaise un appelé Pierre Mouton. Une sentence donnée auxdites assises de Bonsmoulins par entre ledit défunt Eustache du Plessis, d'une part et Jean Mallard, écuyer, sieur de Beaulieu le 5 décembre 1588, signée Bazire et Feugeroux, portant comme les mandements obtenus par ledit sieur du Plessis en qualité de seigneur et patron du bénéfice de ladite paroisse du Ménil-Bérard, qu'il avait fait signifier audit Mallard pour dire les causes par lesquelles il avait fait inhumer la défunte demoiselle, sa femme, dans le chateau de ladite église au préjudice de ses droits et sans sa permission, avec défense à l'avenir de faire le semblable et d'y placer aucun banc, selles ni accoudoirs, auraient été jugées sortir leur effet avec dépens, à l'encontre dudit Mallard. Et vu ce qui résulte de toutes les susdites pièces ci-dessus inscrites et datées, sommes d'avis que ledit

aveu est bien baillé par ledit Saint-Aignan pour son plein fief de haubert auquel est annexé l'office de verdier et garde marteau hérédital des bois et forêts de Moulins, Bonsmoulins, Mahéru et le Bois du Breuil, et le bois tenu en tiers et danger, étangs et rivières de ladite chàtellenie, et permission d'y mettre un greffier avec le garde marteau, domaine fieffé et non fieffé, motte, manoir, eaux et fossés, réparation et curage, charroi de merrain à bâtir et réparer ladite motte, colombier et garenne, fanage et fauchage, charroi de meuble, curage et réparation des lieux, vertes moultes, places de moulins, rentes en deniers et espèces, havées de chandelles, dîner dudit sieur de la Grimonnière, sa femme et son train, droit d'hermitage et y pourvoir, vocation avenant. Patronage du Ménil-Bérard, corvées de bêtes trois fois l'an, reliefs, treizièmes, regards de mariages, service de prévôté, plets, gages-plèges, cour et juridiction en basse justice, droit de chauffage limité à vingt-cinq cordes de bois en payant la façon. Pannage pour toutes sortes de bêtes en dix-huit deniers tournois quand le pannage est adjugé, droit de prendre bois de faou et de chêne pour faire des édifices et réparer en payant neufs sols pour chaque faou et dix-huit sols par chacun chêne à la charge de comparoir aux baux desdits bois pour juger les cas douteux. Sujet en dix jours de garde au château de Moulins en temps de guerre, sujétion aussi d'avoir l'œil et regard ès dites forêts, bois et étangs et sur les sergents d'iceux pour en faire jugement et correction suivant l'ordonnance, sujet et aussi en foi et hommage, reliefs, treizièmes, ban et arrière ban, et autres droits coutumiers, signé le Hayier, avec paraphe. Vavasseur, contrôleur et Laudier, receveur, aussi avec paraphe. (*Extrait du registre des Archives départementales de la Préfecture de l'Orne, 1899*).

2^e André DE SAINT-AIGNAN, auteur des seigneurs de Beaufai.

3^e Jean DE SAINT-AIGNAN, auteur des seigneurs d'Auguaise, marié à Sébastienne de Catinat. Il n'eut pas d'enfants d'un premier mariage avec Catherine Lefournier.

4^e Sébastien DE SAINT-AIGNAN, seigneur de Launay, marié à Louise du Plessis.

5^e Philippe DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Fosse, échevin de la charité du Plantis en 1637, mort sans postérité en 1688.

6° Pierre DE SAINT-AIGNAN, auteur des seigneurs de Boisrevert et de Monteille, épousa par contrat du 11 décembre 1632 Marguerite Drouet, fille unique de Nicolas, conseiller du roi, élu en l'élection de Verneuil et Châteauneuf en Thymerais et de Françoise Le Conte.

7° Une fille, mariée à Maurice Agis, écuyer, sieur de Lomprey.

Enfants de Nicolas et de Françoise De Lieuray :

1° Tanneguy DE SAINT-AIGNAN, seigneur de la Grimmonnière, né le 16 mars 1614, marié à Laigle le 16 novembre 1654 à Barbe Lecornu, fille de Gilles, chevalier seigneur du Buat, et d'Antoinette de la Vove. Elle était veuve de Jacques Malard, seigneur de Vauferment. Son contrat de mariage in-extenso et divers actes concernant ses titres de noblesse se trouvent aux archives du château du Tertre. Elle mourut à 45 ans et fut inhumée dans l'église de la Ferrière le 22 mars 1675.

EPITHALAME COMPOSÉE A L'OCCASION DE LEUR MARIAGE

A très illustre, très noble, très généreux et très renommé Monsieur Messire Tanneguy De Saint-Aignan, Escuyer, Sieur de la Grimmonnière, de Marcilly et autres lieux, Garde-Marteau et Chef Verdier et ancien Conservateur de la forest royale de Moulins et Bonsmoulins. Comme aussi pour très Illustre, très Noble, très Sage et très Vertueuse Dame, Madame Barbe Lecornu, du Buat, sa Dame et chère Espouse.

ANAGRAMME

Barbe le Cornu

ANAGRAMME

A le cœur bon

ODE

Je chante d'une race illustre
Et la valeur et les lauriers
Puis sortant de chez les guerriers
Chez Thémis, j'admire son lustre ;
Je chante, Illustre Tanneguy,
Ce que vous avez aujourd'hui
De Grandeur, d'Honneur et de Gloire,
Et puis de Barbe Le Cornu
Je peinds au temple de mémoire
Et la Sagesse et la Vertu.

Et pour commencer par vous-même
Chef du beau sang de Saint-Aignan

Je ne demande point comment
 Votre Grandeur peut être extrême.
 Le Saint dont vous portez le nom
 En ces quartiers est en renom
 De tout le sang on fait estime
 Comme Noble d'Antiquité
 Dont la Noblesse légitime
 Provient de générosité.

Je Sçay qu'on a veu vos ancestres
 Du noble sang de Saint-Aignan
 En chaque beau commandement
 Fleurir en dépit des salpestres,
 Que sous le nom de Tanneguy
 Par vous votre sang a fleury,
 Dès vos tendres ans, sous les armes
 Que lors, parmi les grands guerriers
 Malgré les plus fortes alarmes
 On vous vit vaincre des premiers.

Si je regarde la Justice
 Je vous vois aux eaux et forests
 Porter les royaux intérêts
 Et ce par un noble exercice
 Celles du païs en hauteur
 Vous ont pour leur conservateur
 Comme dignité première
 Que vos anciens prédécesseurs
 Du chasteau de la Grimonnière
 Ont laissée à leurs successeurs.

Pour faire une famille neuve
 Ou plutost pour mieux maintenir
 Votre Nom Noble à l'advenir
 Vous fustes choisir une veuve
 Dans l'Illustre sang de Cornu,
 Pleine de Sagesse et de Vertu
 Et douée d'une belle âme ;
 De qui l'Illustre et noble nom
 Meournit pour son anagramme
 Ces quatre mots : *A le cœur bon.*

Elle le tient de sa naissance
 Car Du Buat et Reconnal
 Ne peuvent trouver leur égal
 Quand il faut montrer leur vaillance,
 Et d'autant qu'elle a le cœur bon
 Elle participe au renom

De toute son Illustre race
 Elle vous a produit des fils } paternelle
 Pour suivre l'une et l'autre trace } ^{et} maternelle
 Voilà, Monsieur, ce que je puis (1).

Par votre très humble et très obéissant serviteur. Les Isles,
 Le Bas, Gentilhomme normand, chez M^{me} Des Coutures, veuve, au
 Lyon d'Or Ce samedi 6 juillet 1654.

18 mars 1680. — Déclaration que donne au roy Tanneguy de Saint-Aignan, fils et héritier de feu Nicolas de Saint-Aignan. (Vu R. — 3. 279 — 36 à 40). *Bulletin des Archives Nationales*.

2^e Alexandre DE SAINT-AIGNAN, sieur du Tertre (à vérifier).

3^e Anne DE SAINT-AIGNAN, mariée par contrat du 25 janvier 1664 à Tanneguy Juliotte, fils de Jean et de Suzanne de Torchard.

En vertu d'un contrat passé le 26 octobre 1673 devant Charles Boulay et Louis Duchesne, notaires à Moulins-la-Marche, Tanneguy de Saint-Aignan et Charlotte de Saint-Aignan, veuve de feu François, fondent la chapelle de Saint-Aignan et de Sainte-Barbe à la Grimonnière et lui assurent une dot de cent livres de rente annuelle et perpétuelle exempte de charges. La rente sera prise sur certaines pièces de terre joustées et bornées par le contrat de donation. Cette chapelle reçut en 1675 la visite du curé de Moulins. Le chapelain était tenu de célébrer deux messes par semaine : mercredi et vendredi (2).

Enfants de Tanneguy de Saint-Aignan et de Barbe Lecornu

1^o Gilles DE SAINT-AIGNAN, seigneur de la Grimonnière et du Mesnil-Bérard, baptisé en 1655, fut inhumé le 12 décembre 1733. Femmes :

1^o Catherine FÉRAUT, mariée en 1673, fille du marquis Féraut, seigneur de Falendre et de Marie Tasd'homme. Elle fut inhumée à la Ferrière le 27 juillet 1719. — 2^o Jacqueline SEPTIER, mariée le 3 janvier 1720. On croit que cette dernière

(1) Cette ode n'est pas donnée comme modèle littéraire, mais à titre de simple curiosité. Elle est extraite du chartrier de M^{me} de Morecourt, veuve de Saint-Aignan.

(2) Notariat de Moulins.

était sa servante avant la célébration du mariage. Il eut de Jacqueline Septier cinq enfants.

2^o René DE SAINT-AIGNAN, auteur des seigneurs de Ronxou, baptisé en 1669, épousa le 27 mars 1686 à Saint-Léonard d'Alençon Angélique Loudier, fille de Jacques et de Françoise Costard.

Gilles de Saint-Aignan a servi dans les armées du roi Louis XIV au lieu et place de Tanneguy son père, sous M. de Turenne, dans la compagnie commandée par Jean Osmond, seigneur du Mesnil-Froger, pendant la partie allemande de la guerre de Hollande.

Le 17 avril 1693, il déclare entretenir la fondation de son père relative à la chapelle de la Grimonnière.

Le 11 septembre 1720, Gilles I^{er} de la Grimonnière a donné en pur et loyal échange à Gilles de Saint-Aignan, fils de René, seigneur de la Ferrière, Ronxou, Bonnefoy, demeurant au Tertre, le fief noble de la Grimonnière, fief de Haubert, mouvant du Roy, à cause de la chastellenie de Moulins, Bonsmoulins, dont l'objet est assis dans la paroisse de la Ferrière et s'étend ès paroisses de Moulins, Saint-Aquilin, Bonsmoulins, Mahéru, Sainte-Colombe et Ménil-Bérard, avec le droit de nommer à la chapelle Sainte-Barbe et les autres droits détaillés dans l'aveu rendu par Gilles I^{er} au Roy, moyennant quoi le sieur du Tertre donne en échange sa terre et ferme du Tertre excepté les pièces vendues par le sieur Saint-Aignan du Tertre, père, le 18 octobre 1685 : pré des Hutiers, pré Pichard, pré Saint-Vincent, terre de Nilly. Ladite terre du Tertre, tenue et mouvante du fief de la Ferrière appartient présentement au sieur de Saint-Aignan à charge que Gilles I^{er} conservera pendant sa vie la Grimonnière. Le sieur du Tertre et ses héritiers n'entreront en possession de la Grimonnière qu'au décès du sieur Gilles I^{er}. Le sieur du Tertre reste en possession de son fief du Tertre jusqu'au décès de Gilles I^{er} (1).

Pendant son séjour à la Grimonnière, ledit Gilles I^{er} fit devant notaire remise à un sieur Deshayes, de Lignerolles

(1) Notariat de Moulins.

d'une somme de quatre cents livres sur huit cents qui lui étaient dues.

Il mourut en 1733, à l'âge de 78 ans et fut inhumé le 12 décembre dans l'église par M. Louis de Saint-Aignan, curé de la paroisse, assisté des charités de Moulins et de Bons-moulins.

En 1740, sa veuve a obtenu à perpétuité cession du premier banc de l'église, côté de l'autel de la Vierge, moyennant vingt sols de rente annuelle. L'acte en fut passé devant Maître Boullaye, notaire à Moulins, en présence de Louis Perdriel-marguillier principal (1).

Enfants de Gilles I^{er} et de Jacqueline Septier :

1^o Gilles II DE SAINT-AIGNAN, sieur du Tertre.

2^o Jean-René DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Haute-Voie.

3^o René-Jacques DE SAINT-AIGNAN, baptisé le 20 janvier 1723, curé de la Ferrière le 9 septembre 1754.

4^o Marie-Anne DE SAINT-AIGNAN, née le 24 octobre 1725, mariée à la Ferrière le 8 janvier 1748 à François-Jacques des Moutis, seigneur de Bois-Gautier, fils de feu François et de Victoire-Catherine Etienne. Elle mourut le 23 avril 1769.

5^o Tanneguy DE SAINT-AIGNAN, baptisé le 18 août 1727, inhumé à Ronxou le 1^{er} septembre 1727.

Le 28 juin 1752 eut lieu le partage entre ses trois fils vivants de la succession de feu Gilles I^{er} de Saint-Aignan.

Gilles II, l'ainé, eut dans son lot la terre et métairie du Tertre dans son intégrité, avec le manoir et autres bâtiments, jardins, clos à filasse, haut bois, terre labourable, prés et pastures, le pré de la Roche, et une pièce de terre nommée « l'Acre-au-Bois ».

Jean-René, sieur de la Haute-Voie, eut la terre de la Bellailerie en Saint-Aquilin.

René-Jacques, curé, eut entre autres le pré de l'Etang, contenant alors dix arpents.

La demoiselle obtint une rente viagère de cinq mille livres.

René-Jacques, curé de la paroisse de Saint-Aignan-sur-Sarthe, avait vendu le pré de l'Etang à ses deux frères Gilles II

(1) Chartrier du Tertre.

et Jean-René moyennant une rente viagère de trois cent quatre-vingt-dix livres et deux cents livres de pots de vin. Ils s'engageaient de plus à payer quelques dettes pour liquider la situation du donateur. Considérant la vente comme une donation entre frères moyennant une légère redevance, les cessionnaires crurent devoir s'abstenir d'acquitter à leur suzerain les droits de treizième prescrits par la coutume dans les mutations d'acquêts. Gilles-Ferdinand, suzerain prétendit que c'était une fraude puisque l'article 161 de la coutume exemptait à la vérité de tous droits les héritiers dans un partage, mais après les lots, l'un des frères ne peut plus céder sa part aux autres que par un acte sujet au treizième. La conclusion donna droit au suzerain.

L'acte de justice relatant ce fait fut établi dans l'islot du moulin de la Ferrière par Jean-Centurion Carrey, avocat au bailliage d'Alençon le 28 juin 1752.

Enfants de René de Saint-Aignan et d'Angélique Loudier :

1° Gilles DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Ferrière, Ronxou, Bonnefoy, Les Menus, Ménil-Bérard, mourut le 8 juin 1747. Il épousa Françoise-Henriette de la Chaussée, inhumée dans l'église de la Ferrière le 12 décembre 1746, à l'âge de 66 ans.

2° Pierre DE SAINT-AIGNAN, curé.

3° Henri-René, sieur de la Vacherie, cheval-léger, mort après 23 ans de service en 1723.

4° Claude DE SAINT-AIGNAN, sieur du Vieux-Pont, né vers 1705, marié le 5 novembre 1738 à Anne-Marie de Chandebois de Sainte-Scolasse, inhumé à Séez le 19 juin 1775.

5° Louis DE SAINT-AIGNAN, archidiacre, curé de la Ferrière, chanoine de Séez.

Après la mort de Gilles I^{er}, la Grimmonnière passa aux mains de Gilles de la Ferrière, ci-dessus dénommé et ensuite en celles de son fils aîné Gilles-Ferdinand de Ronxou, qui avaient habité le Tertre.

Enfants de Gilles de Saint-Aignan, seigneur de la Ferrière-Ronxou et de Françoise-Henriette de la Chaussée, acquéreurs de la Grimmonnière en 1720.

1° Gilles-Ferdinand, chevalier, seigneur de Ronxou, Bonne-

foy, Les Ménus, Ménil-Bérard, marié à Suzanne de Rohard, alla habiter la Ferrière-sur-Rille où il mourut.

2° Louis-Henri DE SAINT-AIGNAN, mort garde du roi.

3° N..., née vers 1723, décédée à Séez le 20 novembre 1791.

4° N..., décédée célibataire.

5° Charlotte-Catherine DE SAINT-AIGNAN, mariée à Chandai le 27 novembre 1739 à Pierre-Charles-Henri de Nollent, fils du seigneur de Chandai.

Le 23 juillet 1747 eut lieu l'inventaire de la succession de feu Messire Gilles de Saint-Aignan, décédé le 8 juin 1747, seigneur de la Ferrière, sur réquisitton de M. Gilles-Ferdinand, son fils aîné, de damoiselle Angélique-Henriette et Louise-Renée, ses sœurs, non héritières, de M. de Nollent, époux de Charlotte-Catherine, autre sœur non héritière (1).

Enfants de Gilles-Ferdinand et de Suzanne de Rohard :

1° Jacques-Gilles-Ferdinand DE SAINT-AIGNAN, seigneur des Bois-Francis, baptisé le 20 octobre 1747, lieutenant-colonel au régiment d'Orléans, marié à M^{lle} de Strada.

2° Marie-Victoire-Adélaïde, baptisée à Séez le 13 septembre 1756, mariée à M. de Moucheron, des Routis.

Le 12 décembre 1756, Messire Gilles-Ferdinand De Saint-Aignan, seigneur de la Ferrière et patron des paroisses de Ronxou, seigneur honoraire de Bonnefoi, Ménil-Bérard et autres lieux, a vendu à Messire Jean-Jacques Le Gendre Damneville, chevalier, seigneur de la Chaussée, Conseiller du Roy, président trésorier de France au bureau des finances de la Généralité de Caen, en outre seigneur et patron de la Madeleine-sur-Heudeville et de la Vicomté de la Ferrière-au-Val-Germond (2) le plein fief de Haubert de la Ferrière où est attachée la seigneurie, patronage et présentation aux cures de la Ferrière et Ronxou, la seigneurie honoraire de Bonnefoy, le moulin banal de la Ferrière et bieux y attachés, les portions des fermes de la Grimmonnière et de l'Isotière dans l'étendue dudit fief, plus le plein fief de Haubert de la Grimmonnière,

(1) Notariat de Moulins.

(2) Canton de la Loupe, arrondissement de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

dont dépend la seigneurie et le patronage honoraire du Mesnil-Bérard.

Enfants de Jacques-Gilles-Ferdinand de Saint-Aignan des Bois-Francis (les Barils, près Verneuil, Eure).

1^o N... DE SAINT-AIGNAN, officier, mort jeune.

2^o Eulalie DE SAINT-AIGNAN, mariée à M. du Mellanger à Alençon. Ces derniers ont eu une fille mariée à M. du Mesnil de Montchauveau à Alençon.

M. Legendre-Damneville et son épouse Magdeleine-Jeanne-Catherine de Foullogne ont vendu le 27 novembre 1765 à M^{lle} Elisabeth-Claire de Tourvoye, fille majeure demeurant à Paris, rue de Popincourt, faubourg Saint-Antoine, paroisse Sainte-Marguerite, le plein fief de haubert de la Ferrière-au-Doyen, auquel sont attachées les seigneuries, patronage et présentation aux cures de la Ferrière, Ronxou, la seigneurie honoraire de Bonnefoy, le moulin banal de la Ferrière, les bieux y attachés, le pré Tarey, les portions de fermes de la Grimmonnière et de l'Isotière dans l'étendue dudit fief, le domaine fleffé à la Ferrière, Bonnefoy et Sainte-Colombe, la suzeraineté du fief des Beslières, la prévôté de Pliard.

Malgré l'acte de vente ci-dessus indiqué, M. Damneville continua d'habiter la Grimmonnière, ainsi qu'il appert d'un acte du 19 août 1779 par lequel il constituait pour son procureur général Jean Lelièvre, sieur de Saint-Remy, demeurant à Séez (1).

On dit que M. Damneville voulut émigrer pendant la Révolution, qu'il fut arrêté à Strasbourg et mis à mort au moment des massacres.

C'est en vain que nous avons cherché en l'étude de Moulins l'acte de vente de la Grimmonnière par M^{lle} de Tourvoye à M. Dehays. Cet acte aura sans doute été passé à Paris vers 1786. Nous avons simplement remarqué la procuration suivante : « Le 20 janvier 1787, Jean-Baptiste-Symon Dehays de la Martinière, président trésorier de France, acquéreur de la terre, fief et seigneurie de la Grimmonnière, la Ferrière, suivant acte passé devant Guillaume Lejeune et son confrère,

(1) Notariat de Moulins.

notaires au Châtelet de Paris, constitue pour son procureur le sieur Le Meunier, demeurant à Rouen, rue des Halles (1) ».

M. Dehays partagea la Grimonnière entre ses deux fils, Alexandre et Mary. Celui-ci étant mort garçon, elle échut tout entière à son frère qui la revendit vers 1858 à M^{me} veuve de Nollent, née de Caix. Elle la conserva environ dix-huit ans et en confia l'administration d'abord à M. l'abbé Touroude, ancien curé de Planches, et depuis lors membre de la Société Historique de l'Orne. Cette dame, pieuse et charitable, consacrait une grande partie de sa fortune en bonnes œuvres. Elle établit dans le vieux château de la Grimonnière un orphelinat de jeunes filles dirigé par des religieuses qui recueillaient, élevaient et instruisaient des enfants pauvres et délaissés. Désirant perpétuer son œuvre, elle offrit au Département le domaine de la Grimonnière à la charge d'y entretenir l'institution qu'elle venait d'y fonder. Le Conseil général de l'Orne, craignant d'assumer une trop lourde responsabilité, n'osa l'accepter. L'Orphelinat fut transféré dans le parc des Authieux, non loin du château de la bienfaitrice, commune des Yveteaux.

A sa mort, M. de Caix, son frère et héritier, vendit la Grimonnière à M. Fleury, père, qui l'a transmise à M. Paul Fleury, son fils, actuellement sénateur de l'Orne.

(A suivre.)

AUGUSTE BARON.

(1) Notariat de Moulins.

UNE FAMILLE ALENÇONNAISE ⁽¹⁾

Les Du Mesnil

ARMES : De sable au lion coupé d'or et d'argent, armé et lampassé de gueules.

Cette famille DU MESNIL est originaire d'Alençon et fut anoblie par une charte de Jean, duc d'Alençon, donnée le 5 décembre 1449 et par lettres patentes de Charles VII, roi de France, données au mois d'avril 1449, avant Pâques (vieux style).

Il y a différentes familles portant ce nom de DU MESNIL, mais elles sont d'origines différentes et ne portent pas les mêmes armes, telles sont les familles du Mesnil-Simon ; du Mesnil-Salle ; du Mesnil-Barré ; du Mesnil-Hardré ; celle de ce nom dont il est question ici a donné les seigneurs du Pé, du Molland, de Saint-Remy, de Saint-Denys, de la Plesse, de Montchauveau, etc.

I. — Jean DU MESNIL, écuyer, à qui remonte la filiation authentique de cette famille, fut anobli en 1449, pour les

(1) Les éléments de cette généalogie et les documents qui l'accompagnent ont été puisés aux Archives départementales et à des Archives particulières. J'ai utilisé en outre les précieux renseignements qui m'ont été donnés par M. LESSART, à qui j'adresse tous mes remerciements.

services éminents qu'il rendit dans la lutte contre les Anglais, suivant les termes de la charte d'anoblissement. Il fut l'un des quatre principaux bourgeois qui chassèrent les Anglais d'Alençon et y rétablirent l'autorité du duc (les trois autres étaient Jean Moinet, Guillaume Le Bouleur et Jean Brosset, qui furent également anoblis pour le même motif.)

Jean du MESNIL, dont on ignore le nom de sa femme, laissa trois enfants :

- 1° Louis du MESNIL, prêtre ;
- 2° Guillaume du MESNIL (II) ;
- 3° Pierre du MESNIL, auteur de la branche de Saint-Denis et de la Plesse.

II. — Guillaume du MESNIL, écuyer, épouse Jeanne de GASTELIGNEUL, fille et héritière de Guillaume de GASTELIGNEUL, sieur du PÉ, qui apporta à son époux la terre du PÉ située dans la paroisse de Valframbert, dont trois fils :

- 1° Léonard du MESNIL (III) ;
- 2° Pierre du MESNIL, auteur de la branche du MESNIL ;
- 3° Mathieu du MESNIL, prêtre. .

III. — Léonard du MESNIL, écuyer, sieur du PÉ, épouse Jeanne BEUDIN, dont :

- 1° Jean, décédé sans alliance ;
- 2° Jacques du MESNIL (IV).

IV. — Jacques du MESNIL, écuyer, sieur du PÉ, épouse Marie LE BARBIER, fille de noble Jacques LE BARBIER et de Catherine BROSSARD, dont :

- 1° Jean, mort sans alliance ;
- 2° Léon (V) ;
- 3° François, mort sans postérité ;
- 4° Nicolas, auteur de la branche de MOLLAND.

V. — Léon du MESNIL, écuyer, seigneur du PÉ, épouse par contrat du 12 mai 1586 Suzanne BONVOUST (qui eut en dot 1.000 écus, trousseau, linge), fille de Pierre BONVOUST, sieur du PONT et de Françoise GERVAISEAUX, dont :

- 1° Abraham du MESNIL, écuyer, seigneur du PÉ, né en

1588, épouse : 1^o Charlotte du BUAT, fille de Jacques du BUAT, sieur de MIGERGON ; 2^o Louise DE PERROUET, veuve sans enfant de N... DE LESPINE, écuyer, sieur de MAULNY en la paroisse de Fié au Maine et fille de Jacques DE PERROUET, écuyer, sieur de LA HAUDRIÈRE en la paroisse de Grandchamp au Maine et de Marie DE RONSARD. Ils vivaient en 1659 sans enfants ;

2^o Philippe, mort dans les guerres du Piémont, sans alliance ;

3^o Jeanne, épouse N... DE LUCÉ, écuyer, sieur de CHANCENAY ;

4^o Françoise épouse le seigneur du BOULAY, près Verneuil ;

5^o Antoinette épouse Guillaume-Claude DE GIBOT, écuyer, sieur de LA CARRELIÈRE en la paroisse de Hesloup près Alençon ;

6^o Marie, religieuse à l'abbaye d'Almenesche ;

7^o Catherine épouse Pierre du VAL, sieur du COUDRAY, près d'Alençon.

Branché de Molland.

V. — Nicolas du MESNIL, écuyer, sieur du MESNIL DE LA GELLINIÈRE et du MOLLAND au Maine, fils de Jacques du MESNIL, écuyer, sieur du PÉ et de Marie LE BARBIER, épouse Marie LE BARBIER, fille de Mathieu LE BARBIER et de Florimonde LAUDIER. (Il acheta le 22 janvier 1601, à Louis DE BORDIGNÉ, écuyer, les fief et seigneurie DE MOLLAND), dont :

1^o Jacques (VI) ;

2^o Nicolas, mort en bas âge ;

3^o Marie, épouse Guillaume DES PORTES, lieutenant général civil et criminel au baillage et siège présidial d'Alençon ;

4^o Marguerite épouse le 13 septembre 1615, en l'église Saint-Léonard d'Alençon, Antoine DE LA FOURNERIE, écuyer, sieur de LA CHICAUDIÈRE, conseiller du roi, receveur des tailles à Alençon, fils d'Antoine DE LA FOURNERIE, sieur du PLESSIS, et de Barbe COLLO ;

5^e Françoise épouse Jean d'ERARD, écuyer, conseiller du roi au siège présidial d'Alençon.

VI. — Jacques du MESNIL, écuyer, sieur du MOLLAND, mort le 18 avril 1799 à Alençon, épouse Renée du VAL née en 1610, morte le 18 janvier 1690 et inhumée le lendemain dans la chapelle Sainte-Barbe et Sainte-Catherine en l'église Saint-Léonard d'Alençon, fille de Thomas du VAL, écuyer, sieur du NOYER, conseiller du roi et maître des eaux et forêts d'Alençon et de Marthe BIZEUL, dont :

- 1^o Nicolas du MESNIL, sieur de MOLLAND ;
- 2^o François, baptisé en l'église Notre-Dame d'Alençon le 7 février 1627, mort en bas âge ;
- 3^o Guillaume, mort en bas âge ;
- 4^o Jacques du MESNIL, écuyer, sieur de CHANTEMESLE, mort le 4 octobre 1726 à Alençon, épouse avec dispense du mois de mai 1659 Marie-Madeleine DES PORTES, fille de Jacques DES PORTES, lieutenant criminel au baillage d'Alençon et de Marie PELLECCERF (petite-fille de Guillaume DES PORTES, lieutenant criminel et de Marie du MESNIL) ; sans postérité ;
- 5^o Marie, baptisée le 16 novembre 1631 à Notre-Dame d'Alençon ;
- 6^o Claude, baptisé le 7 août 1633 à Notre-Dame d'Alençon.

Branche Du Mesnil

III. — Pierre du MESNIL, écuyer, second fils de Guillaume du MESNIL, écuyer et de Jeanne de GASTELIGNEUL, eut plusieurs enfants dont la postérité existait encore en 1659 et possédait la terre du Mesnil, en la paroisse de Bursard et celle de Saint-Remy. Cette branche, qui a donné un vice-bailli à Alençon et un conseiller en la cour souveraine de l'échiquier d'Alençon, s'éteignit à la fin du XVII^e siècle.

Branche de Saint-Denis

II. — Pierre du MESNIL, écuyer, troisième fils de Jean du

MESNIL, président en la Chambre des comptes du duché d'Alençon épouse Jeanne DE LA PALLU, dont :

- 1° Gilles (III) ;
- 2° Marie épouse Jean DE SAINT-DENIS, écuyer, sieur DE MIEUXCÉ et vicomte d'Alençon.

III. — Gilles DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS-SUR-SARTHON, lieutenant général au baillage d'Alençon, épouse...., dont :

- 1° Gilles (IV) ;
- 2° Pierre, sans postérité ;
- 3° Jacques, écuyer, brûlé dans un four par le sieur DE SAINT-AIGNAN, procureur de la reine Marguerite de Navarre.

IV. — Gilles DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS, épouse Renée DU MOULINET, dont :

- 1° Isaac (V).

V. — Isaac DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS épouse Marie COURTIN, dont :

- 1° Gilles (VI) ;
- 2° Antoine, auteur de la branche DE BUHERÉ ;
- 3° Jacques, auteur de la branche DE LA PLAISSE ;
- 4° Abel, écuyer, sieur DE COLOMBEL, épouse Françoise DU HAMEL ;
- 5° Pierre, curé de la Ferrière-Bochard.

VI. Gilles DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS, épouse Marie MARTEL, fille de Claude MARTEL, conseiller du roi et lieutenant en l'élection d'Alençon et de Marie BONVOUST, dont :

- 1° Isaac, mort sans postérité ;
- 2° Georges (VII) ;
- 3° Marie.

VII. — Georges DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS, mort en 1706 à Saint-Denis, épouse en 1659 Françoise Le GOUÉ, *alias* DE GOUÉ, fille de noble LE GOUÉ, bailli de LASSAY, dont six enfants, entr'autres :

- 1° Jacques (VIII) ;
- 2° Alexandre, auteur de la branche DE VILLIERS.

VIII. — Jacques DU MESNIL, écuyer, seigneur de SAINT-DENIS, mort en 1740, épouse en 1695 Charlotte LEMAIRE, dont :

- 1° Jean-Jacques (IX) ;
- 2° Louis, mort en 1779 à SAINT-DENIS, épouse en 1733 Anne DE BROSSIN, dont :
 - A. Louis-Jacques, seigneur de SAINT-DENIS, mort à Paris en 1804, épouse L. DE HOULEY, dont trois filles.
 - B. Louise-Denise, née à Saint-Denis le 10 décembre 1736.

IX. — Jean-Jacques DU MESNIL, chevalier, épouse Françoise LA TOUR de ROUPEROUX, dont :

- 1° Louis-Jacques (X).

X. — Louis-Jacques DU MESNIL, chevalier, épouse , dont :

- 1° Marie, épouse Joseph DORNANT ;
- 2° Jean-Jacques-Hemeri épouse L. LE ROY DE CERCUEIL, dont :
 - A. Louise épouse N... DUCHEMIN ;
 - B. Louis épouse Anne DE TILLY, dont une fille mariée à N... LARSONNEAU.

Branche de Buheré

VI. — Antoine DU MESNIL, écuyer, seigneur DE BUHERÉ en la paroisse de GANDELAIN épouse Madeleine MARTEL, fille de Claude MARTEL, conseiller du roi et lieutenant en l'élection d'Alençon et de Claude BONVOUST, dont :

- 1° Antoinette, épouse N... ACHARD ;
- 2° Jeanne, épouse François LE PAULMIER ;
- 3° François (VII).

VII. — François DU MESNIL, sieur de BUHERÉ, écuyer, épouse

en 1659 Marie-Marguerite DE FOULOGNES, fille de Jean DE FOULOGNES, chevalier et de Anne D'ERARD, dont :

1^o Antoine (VIII).

VIII. — Antoine DU MESNIL épouse : 1^o Marie DU MESNIL, fille de Alexandre DU MESNIL et de Marie MARTEL ; 2^o Jeanne RENARD DE LA TRAINIÈRE, dont :

1^o Madeleine épouse N... DE FOLLEVILLE ;

2^o François, mort en 1743 sans postérité.

Branche de la Plaisse

VI. — Jacques DU MESNIL, écuyer, seigneur de la PLAISSE, demeurant en la paroisse de Saint-Didier en Normandie épouse Louise DU MELLANGER, dont :

1^o Jacques (VII) ;

2^o Pierre, auteur de la branche DE SAINT-DIDIER.

VII. — Jacques DU MESNIL, écuyer, sieur de la PLAISSE, épouse Catherine LAUMONE, dont six enfants, entr'autres :

1^o Jacques-Jean (VIII) ;

2^o Gilles-Jean épouse N... de SAINT-DENIS.

VIII. — Jacques-Jean DU MESNIL, mort en 1763, receveur des tailles à Perpignan, épouse Louise DE LAUNAY-BOURDON, dont :

1^o Jacques (IX).

IX. — Jacques DU MESNIL épouse en 1775 N... LEGENDRE DE LA PERRIÈRE dont deux filles et un fils morts sans postérité.

Branche de Saint-Didier

VII. — Pierre DU MESNIL, sieur DE SAINT-DIDIER, né en 1640, épouse : 1^o N... DE CADIER ; 2^o Marie DE FONTENAY. Il eut sept enfants du premier mariage et six du second, dont entr'autres :

1^o Jacques (VIII).

VIII. — Jacques DU MESNIL, sieur de SAINT-DIDIER épouse Antoinette DE FONTENAY, dont :

1^o Pierre, né en 1697 épouse N... DE QUELQUEJEU, sans postérité.

Branche de Villiers

VIII. — Alexandre DU MESNIL, écuyer, sieur DE VILLIERS, fils de Georges DU MESNIL, écuyer, et de Françoise LE GOUÉ, né en 1666, épouse le 17 août 1694, à Saint-Denis-sur-Sarthon, Marie MARTEL, fille de François MARTEL, écuyer, sieur des CHESNES et de Marie DE CHANDEBOIS, née en 1672, dont :

1^o Catherine, épouse le 13 juin 1740, à Piacé, Denis DUCHESNE, procureur au bureau des finances d'Alençon ;

2^o Pierre-Alexandre (IX) ;

3^o Marie épouse Antoine DU MESNIL, fils de François DU MESNIL, sieur de BUHERÉ et de Marie-Marguerite DE FOULOGNES.

IX. — Pierre-Alexandre DU MESNIL, né le 15 septembre 1703, à Saint-Denis, mort le 16 septembre 1755 à Saint-Denis, épouse en 1728 Marie GUEROUULT DE BOISCLAIREAU, fille du sous-gouverneur de l'île d'Oleron, dont :

1^o Pierre-Jacques DU MESNIL, chevalier, seigneur DE VILLIERS, capitaine au régiment de Soissons, infanterie, mort à Villiers en 1787, épouse Françoise-Julie DE PONTEVÈS, dont :

A. François-Jules, officier au régiment de Beaujolais, épouse le 18 mars 1789, en l'église Saint-Léonard d'Alençon, Marie-Anne-Honorine TIGER DE ROUFFIGNY, fille de René-François TIGER, sieur DE ROUFFIGNY, procureur du roi en la maîtrise des eaux et forêts et de Anne COLLET DE LA BERLERIE, dont :

a) Marie-Anne, baptisée à Notre-Dame le 9 juin 1790 ;

B. Pierre-Denis-Lazare, né en 1764, épouse N... EDON, morte en 1829, dont cinq enfants : trois filles, une

mariée à M. LENORMAND ; deux fils morts sans postérité.

2° François-Alexandre (X-A) ;

3° Pierre, dont la descendance sera rapportée après celle de son frère (X-B) ;

4° Marie-Marguerite, née en 1733, épouse le 6 juillet 1756, à Notre-Dame d'Alençon, Jacques DU VAL, sieur DU SOUCHET, élu honoraire en l'élection, né en 1696, veuf de Madeleine CAMUSAT DE SAINTE-CROIX, fils de Jacques DU VAL, conseiller du roi, et de Madeleine BIDON.

X-A. — François-Alexandre DU MESNIL, chevalier, capitaine des grenadiers au régiment de Beaujolais, épouse à l'île d'Oloron, en 1771, N... DE CHASSEUR, dont :

1° Paul-Alexandre (XI).

XI. — Paul-Alexandre DU MESNIL, épouse en 1803 Adélaïde-Elisabeth DU MESNIL, fille de Pierre DU MESNIL et de Marie-Victoire BISEUL, dont :

1° Pierre-François, officier (sans postérité) ;

2° François-Amédée épouse Cécile de PINDRAY, dont :

A. Roger ;

B. Amaury ;

C. Marie ;

D. Isabelle.

3° Alexandre-Edouard, receveur de l'Enregistrement ;

4° Marie-Ephège épouse Georges LAURENCEAU, dont :

A. Edmond ;

B. Marthe épouse N... BRAULT.

X.-B. — Pierre DU MESNIL, chevalier, épouse le 10 novembre 1768, à Notre-Dame d'Alençon, Marie-Victoire BISEUL, fille de Jean-François BISEUL DE LA VAUDORERIE, chevalier, conseiller du roi, président trésorier de France et de Catherine COLLET, dont :

1° Pierre-Louis (XI) ;

2° Catherine-Isidore, baptisée le 18 juillet 1771 à Notre-Dame ;

3° Marie-Marguerite, baptisée le 17 septembre 1772 à Notre-Dame d'Alençon ;

4° Elisabeth-Adélaïde, baptisée le 31 juillet 1774.

XI. — Pierre-Louis DU MESNIL, baptisé le 14 septembre 1775 à Notre-Dame, épouse Marie COUSIN DE MARTIGNÉ, morte en 1828, dont :

1° Une fille mariée à N... DE PIERREFITTE ;

2° Pierre-Charles (XII).

XII. — Pierre-Charles DU MESNIL, épouse le 26 juillet 1836, Marie-Uranie DU MELLANGER, dont :

1° Louis-Raphaël DU MESNIL, né le 16 juin 1837, mort le 17 décembre 1905, épouse en 1861 Berthe DE BROc, fille de Charles-Edmond, Vicomte DE BROc et de Angèle DE BEAUNAY.

C^{te} DE SOUANCÉ.

Pièces Justificatives

Charte d'anoblissement donnée par Jean, duc d'Alençon, à Jean du Mesnil, le 5 décembre 1449

Jehan duc d'Alençon, conte du Perche, vicomte de Beaumont et seigneur de la Guierche, à tous ceulx, qui ces présentes lettres, verront, salut. Se par aucune introduction, fut jadis trouvé par les anciens que par habondance de richesses envieillies, les hommes naturels deussent être nommés nobles. Toutefois, raison de bon entendement veult ceulx être dits vrais nobles que vertus, honneurs et bonnes meurs ennoblissent et rendent abilles. Et pour ce comme notre bien amé Jehan du Mesnil, notre homme et subgiet de notre duchié d'Alençon, ainsi que par la bonne et vraye congnoissance que nous avons de sa personne et par les bons rapport et témoignages qui par plusieurs notables gens nous en ont été faiz soit en vertuz et nobles faits telement recommandés que combien que de vulgal appellation il ne soit pas tenu pour noble pour ce que de nativité il n'est extrait de noble ligne. Néanmoins, il a desservi estre tenu et réputé pour noble. Savoir faisons à tous présents et à venir, que nous, pour considération des mérites, vaillances, vertuz et bonnes murs, dont sa personne est aournée et parée, regardant et considérant que raisonnable et digne chose est à nous, que ce que la vulgal observation de langage ne lui a permis et souffert, lui soit par nous, en tant que ce nous est donné, octroyé et restauré, pour considération de ses mérites et autres choses dessus déclairées et que le nom que honneurs et nobles faits luy ont naturellement administré lui soit par notre libéralité rendu et en puisse joir comme raison est, affin que en exemple de ce les autres qui désirent estre dits nobles estudient à eulx adherdre à vertus et bonnes murs et en concordant l'effect au nom, gardent de faire ou commettre chose inhonneste et deshonnorable par quoi ils doyent être notés d'avoir taché la dignité d'honneur. Icelluy du Mesnil, avecques toute sa lignée de lui issue ou qui en ystra dorénavant par loyal mariage tant masles que femelles de l'un et de l'autre sexe, de notre certaine science, grâce especial et planière puissance et auctorité, avons anobli et anoblissons, faisons et rendons nobles par la teneur de ces présentes, voulans et commandans, jassoit ce

que ledit du Mesnil ne soit extrait de nobles parents, que il et toute sa lignée comme dit est, soient nobles et pour nobles réputés et tenus en toutes nos terres et seigneuries, tant en jugement que dehors et qu'ils et chacun d'eux jouissent plainement de tous les privilèges, honneurs, prérogatives et prééminences dont les autres nobles de nos dites terres et seigneuries ont accoutumé joir et user et que les fiefs que lui ou ses dits hoirs yssant de lui en loyal mariage et toute leur postérité pourront acquérir en nos dites terres et seigneuries et que lui et ses prédécesseurs ont déjà aquis, soyent juridictions haultes, moyennes ou basses ou autres quelconques nobles honneurs et tenemens ils puissent tenir franchement comme les autres nobles de nosdites terres et seigneuries, tout ainsi que se de commencement ledit du Mesnil fust extrait de père et de mère nobles, sans ce que eulx ou aucun d'eulx en soient ores ou pour le temps avenir tenus payer à nous ou nos hoirs ou successeurs aucune finance nonobstantz quelconques useiges, coutumes, observances ou éditz faitz ou à faire au contraire. Si donnons en mandement à tous nos justiciers et officiers présens et à venir et à leurs lieutenants et à chacun d'eulx ainsi que à luy appartiendra que de notre présente grâce et annoblissement facent, seuffrent, et laissent ledit du Mesnil et sa postérité, comme dit est, joir et user paisiblement à tousjours mais, sans aucun empeschement y mettre. Car ainsi le voulons et nous plaist estre fait et ad ce que aucun ne puisse sur ce prétendre ignorance, nous voulons ces présentes estre publiées partout où il appartiendra. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tout temps mais nous avons fait mettre notre grand scel à icelles données en nostre chastel d'Alençon, le cinquième jour de décembre de l'an mil CCCC quarante-neuf.

Sur le repli :

Par Monseigneur le duc, nous Jehan Le Beauvoisien et plusieurs aultres presens.

J. GILAIN.

(Original en parchemin. Sceau brisé en cire brune sur lacs de soie rouge et brune).

**Lettres de noblesse données par Charles VII,
roi de France, au mois d'avril 1449, avant Pâques
(vieux style).**

Karolus, Dei gracia Francorum rex, ad perpetuam rei memoriam. Decens et juri consonum arbitramur, illos nobilitatibus et prerogativis muniri, quos probos, et fideles, ac vita laudabili, morum honestate et aliis virtutum donis, adinvenit decoratos regia majestas. Sane

licet, dilectus noster Joannes du Mesnil libere condicionis et de legitimo matrimonio procreatus ex plebeis parentibus sumpserit originem, verumtamen vita laudabilis, morum honestas et alie virtutes quibus persona ejus decoratur et adornatur, ipsum nobilem et insignem reddunt in suis actibus et nos inducunt ut erga eum reddamur adgratiam liberales. Notum igitur facimus universis tam presentibus quod futuris quod nos premissorum consideratione necnon gratuitorum serviciorum, nobis per ipsum in recuperatione ville et castri de Alençonio, in patria nostra de manibus Anglicorum, inimicorum nostrorum antiquorum et alias multimodo impensorum, ipsum et ejus posteritatem et prolem masculinam et femineam in legitimo matrimonio natam et nascituram nobilitamus et per presentes, de gratia speciali, ex nostra certa scientia, plena potestate et auctoritate regia, nobiles facimus et creamus, expresse concedentes, ut ipse Joannes Du Mesnil, et tota ejus posteritas utriusque sexus in legitimo matrimonio nata et nascitura in judicio et extra ab omnibus pro nobilibus habeantur et amodo reputentur ac habiles reddimus ut ipsi singulis privilegiis, libertatibus et aliis juribus quibus ceteri, regni nostri, nobiles usi sunt et utuntur, gaudeant et fruantur pacifice; ipsum Joannem Du Mesnil et ejus posteritatem predictam aliorum nobilium regni nostri ex nobili stipite procreatorum numero et cetui aggregantes, licet, ipse ex nobili genere ortum non traxerit, ut dictum est. Volentes insuper quod sepedictus Johannes du Mesnil ejusque proles et posteritas masculina in legitimo matrimonio, ut dictum est, nata et nascitura dum et quociens et a quocumque milite voluerint cingulum militie valeant adipisci, feoda et retrofeoda ac res nobiles a nobilibus et quibuscumque aliis acquirere et jam acquisitas et etiam acquirendas retinere et possidere perpetuo valeant et tenere; absque eo quod ea vel eas nunc vel in futurum innobilitatis occasione extra manum suam ponere vel alienare cogantur nec compellantur solvendo tamen nobis financiam propter hoc moderatam per dilectas et fideles nostras gentes compotorum nostrorum et thesaurariorum componendam. Quocirca eis demgentibus compotorum nostrorum et thesaurariis, baillivo..., ceterisque justitiariis nostris, vel eorum locatenentibus, presentibus et futuris et eorum cui libet prout pertinuerit, tenore presentium mandamus quatinus nostris presentibus, nobilitatione, concessione et gratia dictum Johannem du Mesnil et ejus posteritatem utriusque sexus in legitimo matrimonio, ut pretactum est, natam et nascituram uti et gaudere plenarie et pacifice faciant et permittant, absque quovis impedimento. Quod si forsan illatum foret ad statum pristinum et debitum reducant seu reduci faciant indilate, visis presentibus, quibus ut perpetue stabilitatis robur obtineant, nostrum jussimus apponi sigillum nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum Alençonio, in mense aprilis anno Domini millesimo CCC^{mo} quadragesimo nono et regni nostri vicesimo octavo ante Pacha.

Expedita in camera compotorum domini nostri Regis et ibidem libro cartarum hujus temporis, folio vigesimo IX^o registrata, mediante summa quinquaginta scutorum auri in thesauro soluta per ejus, exoneratores XX^o marcii ordinatione dominorum. Actum ad burellum XXII^{da} die ejusdem mensis, AnnodominimillesimoCCCC^o LXXVI^{ta}.

CHEVALIER.

Sur le repli : *Per Regem in suo concilio.*

ROLAND.

Visa : Contentor, CHALIGANT.

(Original en parchemin, grand sceau en cire verte sur lacs de soie, verte et rouge).

Traduction des lettres d'anoblissement données par Charles VII

Charles, par la grâce de Dieu, roi de France pour en perpétuer le souvenir, nous croyons convenable et conforme au droit de distinguer par titres de noblesse et prérogative ceux en qui le public admire la probité, la fidélité, la conduite louable et les mœurs honnêtes. Bien que notre ami Jean du Mesnil, de condition libre et issu de légitime mariage, ait une origine roturière de père et mère, cependant sa louable vie, ses mœurs honnêtes, et les autres vertus qui ornent sa personne l'annoblissent et le distinguent dans ses actes et nous engagent à user libéralement de nos grâces à son égard.

Nous faisons donc savoir à tous tant présents qu'à venir, qu'en considération des choses exposées ci-dessus, ainsi qu'en raison des services gratuits, qu'il nous a rendus en plusieurs manières et surtout dans le recouvrement de la ville et château d'Alençon en pays de Normandie d'entre les mains des Anglais nos anciens ennemis.

Nous, par ces raisons, annoblissons ledit Jean du Mesnil et sa postérité et lignée de l'un et l'autre sexe née, à naître en légitime mariage et par les présentes de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale et par grâce spéciale nous le faisons et déclarons noble avec toute sa postérité, concédant d'une manière expresse à Jean du Mesnil et à toute sa postérité de l'un et l'autre sexe née et à naître en légitime mariage d'être par toute personne, tenus et réputés dès à présent pour nobles, en présence et hors de justice et tribunaux. Nous leur donnons aptitude et capacité de posséder et jouir de chacun des privilèges, libertés et autres droits dont usent et ont usé les autres nobles de notre royaume, incorpo-

rant au rang des autres nobles de notre royaume issus de noble souche, ledit Jean du Mesnil et sa postérité susdite bien que lui-même, comme il a été dit ci-dessus ne soit pas sorti de noble race. Voulant en outre que ledit Jean du Mesnil, sa race et postérité mâle née et à naître en légitime mariage puissent être revêtus d'une dignité de chevalerie par un chevalier quelconque, et acquérir des nobles et autres personnes quelconques des fiefs, arrière-fiefs et objets nobles, retenir comme leur propriété les dits objets déjà acquis ou à acquérir, sans qu'ils soient forcés ou contraints à laisser aller de leur main comme non nobles ou d'aliéner maintenant ou dans l'avenir les dits fiefs, arrière-fiefs ou nobles biens, toutefois en payant la somme pour ce fixée à nos amis et fidèles trésoriers et qui sera versée au trésor.

Cependant par la teneur des présentes, mandons à nos receveurs, trésoriers, baillis, et nos autres justiciers ou leurs lieutenants présents et à venir et à chacun d'eux, ainsi qu'il appartiendra de faire user et jouir pleinement et paisiblement, sans empêchement quelconque de nos présentes déclarations de noblesse, concession et grâce, ledit Jean du Mesnil et sa postérité de l'un et l'autre sexe née et à naître comme il a été indiqué ci-dessus, en légitime mariage ; que si par hasard il était porté atteinte à leurs droits, ils les ramènent ou fassent rentrer dans leur ancien état et dans leurs droits sans aucun délai sur le vu des présentes, auxquelles voulant donner force de stabilité perpétuelle nous y avons fait apposer notre sceau (en conservant toujours saufs et intacts nos droits et ceux d'autrui).

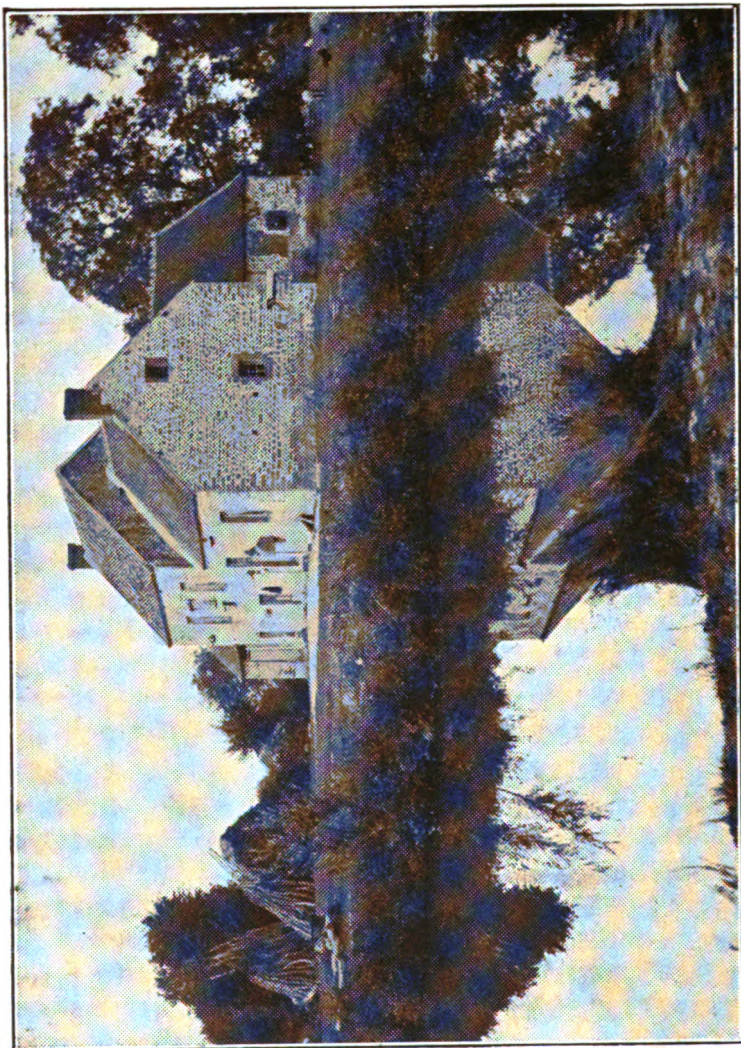
Donné à Alençon, au mois d'avril, l'an de grâce MCCCC quarante-neuf et de notre règne le vingt-huitième.

6 juin 1454. — Acte de contrescel des obligations de la chatellenie d'Alençon, par lequel, Jean du Mesnil, anobli par le duc d'Alençon, est autorisé à porter pour armoiries : un lion coupé d'or et d'argent, armé et lampassé de gueules sur un champ de sable.

14 février 1476. — Arrêt du conseil adressé à la Chambre des comptes pour l'entérinement des lettres de noblesse de Jean du Mesnil.

9 mars 1477. — Reçu, d'une somme de cinquante écus d'or, donné à Jean du Mesnil, en paiement des frais dûs pour ses lettres d'anoblissement.





Clapion. — Ferme état actuel, 1907.

GLAPION

GLAPION, situé sur le territoire de la commune de Sainte-Scolasse (Orne), a donné son nom à une illustre famille de Normandie, dont plusieurs membres figurent à chaque page des *Rotuli* (1).

Glapion, demi-fief, doit son illustration à Guérin de GLAPION (2), sénéchal de Normandie de 1200 à la fin de novembre 1201, qui, en 1203, embrassa le parti de Philippe-Auguste (3).

Placé à la limite ouest de la commune et sur la lisière du bois du même nom (4), Glapion est distant du bourg de Sainte-Scolasse d'environ quatre kilomètres (5).

Le vieux manoir qui était assez important a été démoli en partie ; la maison qui le remplace n'offre aucun intérêt, elle sert de logement au fermier de la propriété. Seuls les fossés ou douves qui entourent l'ancienne cour d'honneur, alimentés par le ruisseau du Boulay, sont conservés entièrement et donnent encore une idée de l'importance du château avant sa destruction.

La chapelle dédiée à sainte Magdeleine, construite dans le bois de Glapion, a complètement disparu.

Le domaine de Glapion passa par héritages aux familles le Sec et de Saint-Aignan. Vendu en 1840 à M. Desmousseaux

(1) Dans une bulle du pape Alexandre III (1173) qui prend l'abbaye de la Trappe sous la protection du Saint-Siège et en confirme les biens, etc., on relève le nom de Robert de Glapion, qui a fait don de six vergées de pré dans la prairie du Chêne. (Cart. de la Trappe).

(2) Guérin de Glapion était sénéchal de Normandie (1201). Le Roy Jean Sans Terre lui donna en 1201 les vignes qui lui appartenaient dans le pays du Maine. (Tiré des rolles normands et gascons, p. 244).

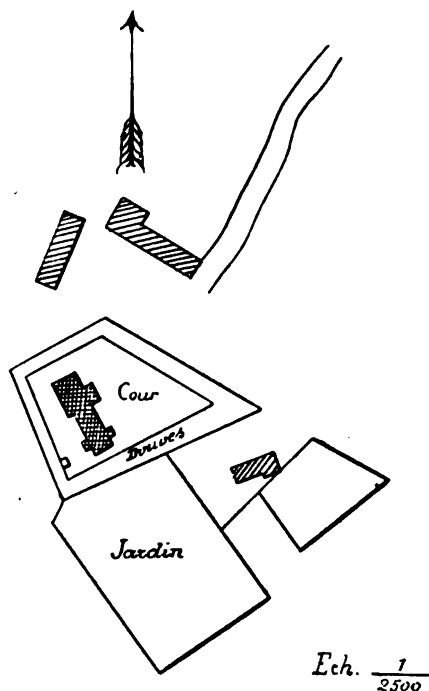
(3) *Revue Normande et Percheronne*, janvier-février 1899. (Senonches, par Louis Duval).

(4) Le bois de Glapion est actuellement d'une contenance d'environ 25 hectares (1906). Sa contenance était de 48 arpens (24 hectares) en 1678.

(5) A 500 mètres de la route de Sées.

de Givrey, il appartient depuis 1898 à M. Clément Ernest, propriétaire au Mesle-sur-Sarthe.

Le château de Glapion fut, en 1799, avec ceux de la Haye (en Sainte-Scolasse), et de Touvois (en Bures), le centre de la chouannerie dans la contrée.



Glapion. — Plan de l'ancien Château.

Donation de Guérin de Glapion (1-2) à sa chapelle Sainte-Magdeleine de Glapion.

Il y a une chapelle dans le bois de Glapion sous l'invocation de Sainte-Magdeleine.

(1) Guérin de Glapion possédait en 1208 le fief de Sainte-Scholasse, qui après sa mort fut réuni à celui d'Essay.

(2) 27 décembre 1202 : Mandement de Jean, roy d'Angleterre, à Hubert du Bourg, chambellan, de payer sans retard au comte Robert de Séz et à Guérin de Glapion 200 marcs d'argent qui devront être versés au vicomte de Beaumont.

Voici la copie du titre en latin rendue en français :

« Que toutes personnes présentes et avenir sachent que
« moy, Guérin DE GLAPION, ay donné en forme d'aumosne et
« abandonné pour toujours pour la gloire de Dieu, à ma
« chapelle de Glapion, trois boisseaux de bled à prendre tous
« les ans sur le Moulin de Fontenay, trois sixièmes suivant
« la mesure d'Argentan, et tout ce que j'avais dans Brulmail
« en terres, prez, hommes et tout autre chose avec la dixme
« de mes moulins du Chesne (1) et de Phrébée (2).

« Je donne encore toute la terre que j'ay achetée de Hugues
« de Reveillon et de Girard, son fils, à Sainte-Scholastique,
« avec ses dépendances, la métairie du Mesle, les bois, les
« terres, les hommes, les prez et tout ce qui en dépend.

« J'ay donné aussy à la dite chapelle la moitié de la terre
« du Merle (*Merleria*), que j'ai achetée de Mathieu de Besnard,
« et Hugue son fils et toute la culture de la terre que j'ai fait
« enfermer entre Glapion et Scholastique avec le petit taillis
« de la contenance de la mesure qu'on appelle « Pugilli ».

« J'ay rendu publique le présent acte par ma signature et
le sceau de mes armes l'an du Seigneur MCCVIII ».

*(La copie de cet acte a été collationnée sur l'original par Garnier
garde scel de la chatelnie d'Argentan, le dernier jour de mars 1407
et à Essay le 4 octobre 1659).*

La même année Guérin DE GLAPION donna à l'abbaye de
Troarn le patronage de l'église de Fontenay, près d'Argentan.

Voici la copie de la charte de donation :

« Que toute personne présente et avenir sache que moi,
« Guérin DE GLAPION, ay donné et cédé pour l'honneur et la
« gloire de Dieu à Saint-Martin de Troarn et aux religieux
« qui desservent l'abbaye, en pure et perpetuelle aumosne le
« droit de patronage de Saint-Martin de Fontenay, avec toutes
« ses dépendances, tous les droits que j'avais et que je pouvais
« avoir, pour le salut de mon âme et celui de mes ancêtres.
« Les religieux m'ont donné cent livres avec un palfroi pour
« faire mon voiage de Jérusalem et pour que cette donation

(1) Commune de Sainte-Scolasse.

(2) Commune du Plantis.

« soit assurée et durable, j'ay apposé le sceau de mes armes.
 « Fait l'an du Seigneur, à..... an MCCVIII, le jour de la trans-
 « lation de Saint-Martin ; les témoins ont signé : G... p...,
 « abbé, Hugues de Sérans, Mathieu de Sainte-Scholastique,
 « Hébert l'abbé, Richard de Fontenay, Radulphe l'abbé,
 « Bernard de Curre, Hugues de Lairario et plusieurs autres ».

*Extrait d'un registre contenant les privilèges des évêques
 de Séez, p. 93*

Lettres de certifications de témoignages de Sylvestre,
 évêque de Séez, sur les donations et offrandes que Guérin
 DE GLAPION, chevalier, fait à l'église de Sainte-Scolasse :

« A tous les fidèles en Jésus-Christ à qui le présent écrit
 « peut parvenir etc... Sylvestre (1) par la grâce de Dieu,
 « évêque de Séez, salut en Notre Seigneur.

« Soiés tous informés que Guérin de Glapion, soldat, a
 « donné devant nous et en notre présence au lieu et place des
 « rentes et revenus que l'église Sainte-Scholastique doit
 « percevoir dans la chapelle de Glapion, a donné et cédé pour
 « toujours en forme d'aumône, etc...

« Le dit Guérin de Glapion a offert à Dieu et à la ditte
 « église de Sainte-Scholastique et a mis sur l'autel le contenu
 « cy-dessus avec son missel, le jour de la feste de Saint-
 « Benoist, en présence d'un grand clergé et de beaucoup de
 « personnes.

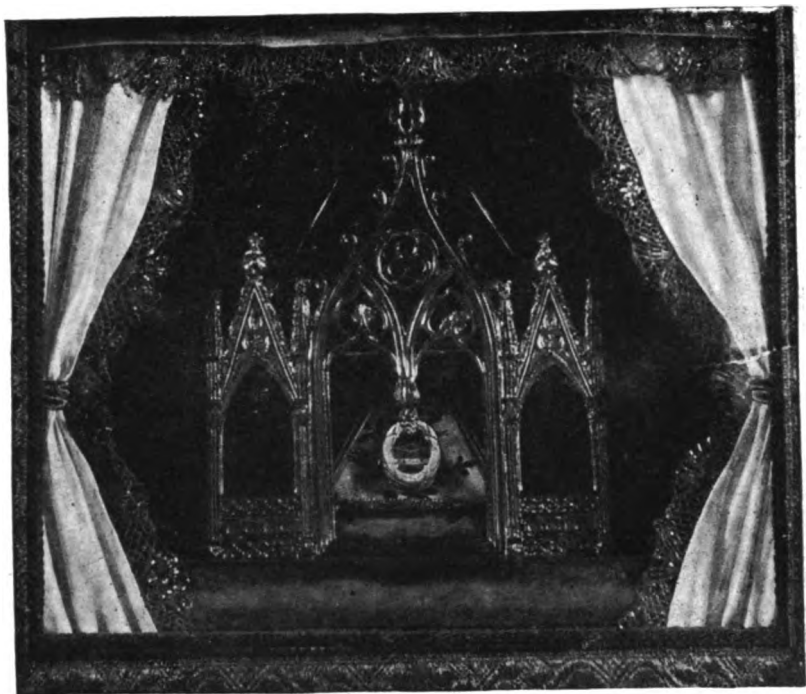
« Etant requis de rendre témoignage à la vérité, nous
 « donnons le présent acte l'an de Notre-Seigneur mille deux
 « cent-huit ».

(Tiré du Chartrier de l'évêché de Séez.)

*Copie de la Charte de la ditte donation faite par Guérin
 de Glapion à l'église de Sainte-Scolasse, laquelle charte
 explique ce en quoy consiste cette donation.*

« A tous les fidèles qui auront connaissance du présent

(1) Sylvestre, quarantième évêque de Séez (1202-1220), mourut le
 26 juin 1220.



Reliquaire Sainte-Scholastique



« écrit, Guérin de Glapion leur souhaite le salut en Notre-Seigneur.

« Je vous fais connoistre à tous que pour obtenir le salut de mon âme et celui de mes ancestres, qu'au lieu des rentes et redevances que l'église de Sainte-Scholasse ou Scholastique doit percevoir dans la chapelle de Glapion, j'ai donné et cédé pour toujours à Dieu et à la ditte église en pur don et aumône la *demeure Thurin* avec n..... devant la maison de Robert servant..... et la demeure Asceline et Marchail et tout l'entretenant que Lambinus ou Lambertus de Bosco tenait de moy dans la par..... de Bari du fond et du fief de Buisson et la demeure que tenoit de moy Robert Quadrigaris et la censive que tenoit de moy Richard Marquer, suivant l'aumône de MM. les Chanoines de Séez et un petit morceau de terre, suivant l'aumône de la ditte église, et autre petit morceau de terre sous le moulin de Stanna et un prez que Gervais Guénard tenoit de moy, proche le prez de Godefroy.

« J'ai offert à Dieu toutes ces aumônes et concessions à la ditte église de Sainte-Scholasse, sur l'autel avec un missel, le jour de la fête de Saint-Benoist, en présence de Sylvestre, évêque de Séez et de beaucoup d'autres ecclésiastiques et laïcs ; j'en ay confirmé et signé l'acte par le sceau de nos armes. Fait l'an de Notre-Seigneur 1208 ».

Charte du prieuré de Genevraye (1) qui prouve que Guérin de Glapion s'oppose à une donation que Guillaume de la Genevraye vouloit faire à cette maison religieuse. (Ces biens lui appartenaient).

« A tous les présens et avenir qu'ils sachent que Guillaume de Genevraye donne à Dieu et à la Sainte-Vierge Marie pour le salut de l'âme de mon père et celui de mes ancestres aux religieux de Genevraye la terre, l'aulnaye et le pray situé entre le fossé de leur moulin en dédommagement d'une autre terre appelée la Besnardière que j'ai donné aux mesmes relligieux il y a déjà quelque temps et que je n'ay pu garan-

(1) La Gènevraye, conton du Merlerault (*Genevercia*, 1100).

« tir par l'opposition de Guérin de Glapion, plusieurs témoins
 « assurant que cette terre lui appartenait. Cette dernière
 « donation ou mutation rend nulle la première. Ces dits
 « religieux sont tenus pour toujours d'entretenir une lampe
 « à mâlines et tous les dimanches pour satisfaire à la pro-
 « messe qu'il avaient fait à Dieu et pour constater cette
 « donation et la mettre à exécution, j'y ay apposé le cachet
 « de mes armes ».

(Bib. Nat. Nouv. d'Hozier-156. — Glapion 5-10).

Des titres existant aux Archives départementales ayant trait à la chapelle Sainte-Magdeleine de Glapion je citerai :

1208. — *Copie d'une Charte de Gautier de Glapion* (1) faite à la requête de Raoul de la Vigne, prêtre, procureur des religieux du couvent Saint-Mathieu des Emmurées, près Rouen, contenant donation à sa chapelle de Glapion, de trois muids de bled, etc., etc...

1269. — *Vidimus d'une Charte de Saint-Louis* contenant concession au prieuré des Emmurées du manoir de Saint-Mathieu, par lui acquis d'Odon Rigaud, archevêque de Rouen, à titre d'échange, dans lequel les frères prêcheurs avaient autrefois rendu et où il a établi les dites religieuses auxquelles il donne en outre 40 livres 1 de rente annuelle sur la vicomté de l'Eau à Rouen. Il leur confirme enfin la possession de la chapelle de Glapion, plus le droit d'usage dans la forêt royale de Rouvray, près Rouen, etc...

(Archives départementales, H. 3032).

DE GLAPION

sieurs du dit lieu, de la Boissière, de la Germondière, des Bandonnières, de la Ruardière, du Mesnil-Gaucher, du Parc, des Routis et de Rosnay.

La généalogie de la maison de Glapion, établie sur des documents authentiques, commence à Louis de Glapion.

(1) Plutot Guérin.



d'azur à trois faces d'or

I. — LOUIS DE GLAPION, premier du nom, seigneur du lieu et verdier de Sainte-Scolasse.

Il vivait au début du xv^e siècle ainsi que son frère Robert, comme on le voit dans des lettres royales du 26 juin 1553, maintenant la famille de Glapion dans la possession de la Verderie de Sainte-Scolasse et dans ses privilèges de noblesse.

Louis de Glapion laisse deux fils :

- 1^o Pasquier DE GLAPION, seigneur du lieu, qui suit ;
- 2^o Jean DE GLAPION, premier du nom, seigneur de Hautpol, lequel, d'après un ancien mémoire « fut tué et occis au fait des guerres à la journée de Verneuil au service de son prince, où il était en armes et habillement en acquittant la foy et loyauté contre les Anglais et par son décès délaissait un fils mineur dans Jean, deuxième du nom, âgé seulement d'un an à deux ans.

II. — PASQUIER DE GLAPION, écuyer, seigneur du lieu, mourut sans postérité, léguant la terre et seigneurie de Glapion à son neveu Jean II, fils du dit Jean I^{er}.

III. — JEAN DE GLAPION, deuxième du nom, seigneur du lieu, laisse deux fils :

- 1^o GUILLAUME (1), marié à N. de la Lande de Longny.
- 2^o FRANÇOIS, qui suit.

IV. — FRANÇOIS DE GLAPION, écuyer, seigneur du lieu, épousa Louise de la Lande dont il eut deux fils et une fille :

(1) Guillaume et François furent maintenus dans leur ancienne noblesse par arrêt contradictoire de la Cour des Aydes contre les habitants de Sainte-Scolasse le 25 may 1508.

- 1° Louis DE GLAPION qui suit ;
- 2° Marin DE GLAPION (1), prêtre, vivait en 1527 ;
- 3° Marie DE GLAPION, femme de Michel Brière (2).

V. — LOUIS DE GLAPION, deuxième du nom, écuyer, seigneur du lieu, épouse par contrat (3) du 11 décembre 1530, Ancelle du Val, fille de Guillaume, écuyer, sieur de la Rouselière et de Demoiselle Blaize Brouset, archer de la Compagnie de M. de Nivernais, 1542, verdier hérédital de la châtellenie de Sainte-Scolasse le 6 octobre 1556. Rendit aveu au Roi en sa chambre des comptes à Paris, le 9 décembre 1557. Vivait encore en 1564 (4).

Louis de Glapion a laissé trois fils :

- 1° Guillaume DE GLAPION, sieur de Hautpol, auteur des sieurs de la Boissière qui suit ;
- 2° Eustache DE GLAPION, auteur des sieurs de Boitron ;
- 3° Hector DE GLAPION, qui continue la descendance des seigneurs de Glapion.

1° Guillaume DE GLAPION (5-6), sieur de Hautpol, auteur des sieurs de la Boissière et qualifié d'homme d'armes de la Compagnie du comte de Brienne par acte du 5 décembre 1560 et de celle du comte de Nivernais 1560, épouse le 30 juin 1564 Anne le Sec (7) avec laquelle il fit acquêt en 1567 dont trois enfants :

I César de Glapion, II Gervais de Glapion, III Marguerite de Glapion.

(1) 30 juin 1527 : Transaction signée Fouquet, tabellion à Mortagne, faite entre Marin de Glapion, prêtre, et Louis de Glapion, écuyer.

(2) Fit échange avec Louis de Glapion le 29 avril 1529.

(3) Lemercler, tabellion à Breteuil.

(4) Consent à une vente faite par sa mère le 2 septembre 1526. — Echange du 30 juin 1557 (signé Boisanfray, tabellion à Sainte-Scolasse), fait entre Jean Galet et Louis de Glapion, verdier de la châtellenie de Sainte-Scolasse.

(5) 5 novembre 1560 : Transaction signée Baterel, notaire à Sainte-Scolasse, faite entre Louis de Glapion et Guillaume de Glapion, son fils, écuyer, sieur de Hautpol, homme d'armes de la compagnie d'ordonnances du duc de Nivernais.

(6) Certificat du service que rendait au Roy dans la compagnie d'ordonnanée du seigneur de Bassé, Guillaume de Glapion, écuyer, sieur de la Boissière.

(7) Fille de René le Sec, sieur du Pont au Sec et de la Verderie et de Marguerite Bordin.

I César DE GLAPION (1) épouse par contrat du 8 novembre 1592 Françoise le François ; de cette union : **A Gervais, sieur des Acres**, épouse par contrat du 22 avril 1622 Madeleine le Moine, partage la succession de sa mère le 18 avril 1638, meurt en 1667, laissant deux fils.

1^o René, sieur de Boisbunel, épouse Françoise de la Haye, servait dans les armées, 1636 et 1637 ; de ce mariage : François, qui épouse par contrat du 1^{er} septembre 1650 Marie Septier, demeurant paroisse de Tourouvre ; de cette union trois enfants : Jacques, né en 1652, Henri, né en 1652, et Jacques, né en 1662.

2^o Jacques de Glapion, sieur de la Germondière, épouse par contrat du 14 octobre 1655 Louise Mallard, demeurant paroisse de Saint-Hilaire-sur-Rille, dont Jean, né en 1660.

B François de Glapion, sieur de la Boissière, époux par contrat du 14 avril 1656 Marie de Bérard, de la paroisse du Chalange ; de cette union : François de Glapion qui demeurait paroisse de Sainte-Gauburge en 1667.

II Gervais DE GLAPION, sieur de Rosnay, épouse par contrat du 20 juin 1610, à Breteuil, Jeanne l'Absolu (2-3), obtint souffrance de la chambre des Comptes pour l'hommage de Rosnay en 1624, mourut le 17 juillet 1647 ; de cette union :

A Tanneguy de Glapion (4-5), écuyer, sieur des Routis, émancipé par son père le 6 octobre 1643, servait dans la Compagnie d'hommes d'armes du cardinal de Richelieu de 1635 à 1642, demeurait paroisse de Crulay, 1666, épouse par contrat du 19 juillet 1653 (6) Madeleine du Boquet, fille de

(1) Partage du 23 février 1596 (signé Berdier, tabellion à la Dolssière), fait entre César et Gervais de Glapion et demoiselle Estar Mallard, leur belle-mère, des biens qui leur étaient échus par la mort de feu Guillaume de Glapion, leur père, écuyer, sieur de la Boissière.

(2) L'Absolu porte d'argent, partie de gueules à trois bandes d'argent.

(3) Veuve de Jacques de Bourdonné, sieur de Champigni (écuyer).

(4) 23 octobre 1647 : Jugement rendu au profit de Tanneguy et Claude de Glapion, frères, écuyers, sieurs des Routis et de Rosnay, pour faire assigner le sieur de la Boissière, leur frère aîné, comme fils du premier lit de feu Gervais de Glapion, leur père (vivant sieur de la Boissière).

(5) 16 février 1651 : Partage fait entre Tanneguy et Claude de Glapion, écuyer, des biens qui leur étaient échus par la mort de Gervais de Glapion, écuyer, et Demoiselle Jeanne L'Absolu, leur père et mère.

(6) Mariage célébré dans l'église de Morville, diocèse de Rouen.

Gaspard, sieur de Marconville et de dame Isabelle de Nivan dont il eut :

1^o Louis de Glapion, sieur de Morvilliers, épouse par contrat du 3 janvier 1698 Marie d'Escorches (1), fille de Charles, sieur de Tesnières Sainte-Croix et de Gabrielle Petitgas, de la paroisse de Crucey, duché de Verneuil. Enfants : Marie-Charlotte, née le 20 et baptisée le 22 juillet 1699, en la paroisse de Crucey, reçue à Saint-Cyr en février 1707.

2^o Marie-Madeleine de Glapion, baptisée le 24 octobre 1674 à Marcilly-la-Champagne, diocèse de Rouen, par Carlier, curé, reçue à Saint-Cyr en 1686 (2).

(1) D'Escorches : d'argent à la bande d'azur chargée de trois besans d'or.

(2) Preuves de noblesse de Demoiselle Marie-Madeleine de Glapion, présentée pour être reçue dans la communauté des Demoiselles de Saint-Louis à Saint-Cyr, sous le gouvernement de M^{me} de Maintenon, institutrice et supérieure perpétuelle de cette communauté.

MARIE-MADELEINE DE GLAPION

1674

D'azur à trois fasces d'or à la bordure de gueules

— 1^{er} degré —

Père

Mère

Tanneguy DE GLAPION, s^r des Routis Madeleine DU BOQUET, sa femme

1653

D'argent à la fasce de gueules chargée d'une molette d'or entre deux croissants adossés de mesme, accompagnées de trois croisettes de sable

— 2^e degré —

Aïeul

Aïeule

Gervais DE GLAPION, s^r de la Boisaïère Jeanne L'ABSOLU, sa femme

1610

D'argent partie de gueules à trois bandes d'argent

— 3^e degré —

Bisaïeul

Bisaïeule

Guillaume DE GLAPION s^r de la Boissière Anne LE SEC, sa femme

1564

De gueules au fer de lance d'argent surmonté de trois targes de mesme

— 4^e degré —

Trisaïeul

Trisaïeule

Louis, seigneur DE GLAPION Ancèle DU VAL, sa femme

1530

De..... au lion.....

— 5^e degré —

(4) Aïeul

(4) Aïeule

François, seigneur DE GLAPION Louise DE LA LANDE, sa femme

1500

D'argent à trois trèfles de sinople

Marie-Madeleine de Glapion, après avoir fourni ses preuves de noblesse, fut reçue dans la communauté des Demoiselles de Saint-Louis, à Saint-Cyr.

« Nous, Charles d'Hozier, conseiller du Roy, généalogiste de sa maison, juge général des armes et blasons de France et chevalier de l'ordre militaire de Saints Maurice et Lazare de Savoie, certifions au Roy et à

3^e Marguerite de Glapion.

B Claude DE GLAPION, sieur de Rosnay, émancipé le 6 décembre 1643, servit le Roy de 1635 à 1637, épousa Madeleine des Marchis, mourut en 1665 ou 1666 ; de cette union : Jacques de Glapion, baptisé le 22 janvier 1650, servit dans l'armée navale de l'amiral de Beaufort, 1667 et Louis de Glapion, baptisé le 17 février 1651.

Eustache DE GLAPION, auteur des sieurs de Boitron, sieur de la Fontenelle, hommes d'armes, épouse en 1570 Suzanne de Barville, de Boitron, veuve le 13 novembre 1577. De cette union naquit Jean de Glapion, sieur de Boitron, épouse par contrat du 13 juin 1602 Françoise le François, dont : 1^o Guillaume, sieur de Boitron, épouse par contrat du 11 avril 1642 Françoise le Faveris ; 2^o Gaspard, sieur de Valence, épouse par contrat du 2 août 1651 Gabrielle Laudier, était enseigne dans le régiment d'infanterie du comte de Grancey, 1642, lieutenant, 1644, demeurait paroisse d'Aulnay, duché d'Alençon.

VI. — HECTOR DE GLAPION, écuyer, verdier de la chatellenie de Sainte-Seolasse, par don de son père le 26 décembre 1563, épouse Marie du Hamel, laquelle obtint la garde noble de ses enfants, le 21 octobre 1571.

« Haute et Puissante dame Françoise d'Aubigné, dame de Maintenon, dame d'atours de Madame la Dauphine, institutrice et supérieure perpétuelle de la communauté des Demoiselles de Saint-Louis à Saint-Cyr, que Demoiselle Marie-Madeleine de Glapion a la noblesse nécessaire pour être reçue parmi les demoiselles de cette communauté come il est justifié par les actes énoncés dans cette preuve que nous avons vérifiée et adressée à Paris le vingt et trois janvier mil six cent quatre-vingt et six. — Signé D'HOZIER. »

« Nous soussignées Marie-Madeleine de Linemare, supérieure de la Royale maison de Saint-Louis établie à Saint-Cyr, et Marie-Gilberte de Génétines, maîtresse générale des classes des demoiselles élevées dans la dite maison, certifions que l'arbre généalogique et l'extrait des preuves de noblesse ci-dessus sont conformes à l'original inscrit et peint dans le registre qui est gardé dans les archives de notre maison conformément à l'article troisième des Lettres de fondation de nostres maison, en foy de quoy nous avons signé le présent et à iceluy fait par le sceau aux armes de nostre maison.

« Fait à Saint-Cir ce 6 mal de l'année 1734.

« Signé : Sœur Madeleine DE LINEMARE, supérieure ; Sœur Marie-Gilberte DE GÉNÉTINES, maîtresse générale des classes.

« Par mes Dames Sœur Anne Claire DE BOSREDON, secrétaire. »

De cette union :

1° CHARLES qui suit ;

2° GUILLAUME, auteur des sieurs du Mesnil-Gaucher, Fontaines, le Parc, les Noës, les Ouches, etc..., épouse Marie Josse, mourut en 1650, laissant : 1° Marie, baptisée le 16 février 1599 ; 2° Philippe, sieur du Parc, baptisé le 12 mai 1603, épouse en juin 1639 Suzanne de Brosset (1) ; 3° Philippe, baptisé le 5 avril 1605 ; 4° Alexandre, baptisé le 7 février 1607 ; 5° Galois, baptisé le 6 juin 1609 ; 6° Guillaume, sieur du Mesnil-Gaucher, épouse le 26 juin 1630 Catherine Hervé, dont il eut Charlotte de Glapion, qui épouse le 1^{er} juin 1655 Roger Friquet (2).

VII. — CHARLES DE GLAPION, écuyer, épouse par contrat du 28 octobre 1584 Marguerite d'Erard (3), fille de Gaspard, chevalier, seigneur et baron d'Echauffour.

Enfants :

1° René DE GLAPION qui suit ;

2° Claude DE GLAPION, sieur de la Huardière, baptisé le 18 mars 1605, marié par contrat du 26 juin 1628 à Jacqueline le Sec, fille de feu Jean, écuyer, sieur du Pont-au-Sec (4) et de la Verderie et de René de Bonvoust. Il rendit aveu au Roy le 23 septembre 1678, pour la métairie de la Noë, en Sainte-Scolasse.

VIII. — RENÉ DE GLAPION, premier du nom, écuyer, d'abord sieur de la Noë et de l'Erardièrre, devint seigneur de Glapion vers l'an 1610. Il épousa Marguerite des Trembles, vivante en 1659, de laquelle il eut le fils unique qui suit :

IX. — RENÉ DE GLAPION, deuxième du nom, écuyer,

(1) De Brosset : de gueules à trois chevrons d'argent accompagnés de trois merlettes d'or 2 et 1.

(2) Bibliothèque Nationale, dossiers bleus, n° 316. (Notes communiquées par M. H. Tournouër, président de la Société historique et archéologique de l'Orne.

(3) D'Erard : d'azur à trois pattes de griffon d'or 2 et 1, embrassant chacun un tronc d'arbre de sinople.

(4) Nom du pré sur lequel était construit le pont qui faisait communiquer la Normandie avec le Perche (2 kilomètres du bourg de Sainte-Scolasse). Le Pont au Sec appartient actuellement à la famille du Hays, héritière de la famille le Sec (1906).

seigneur du lieu, rendit aveu de la terre et seigneurie de Glapion, de la verderie de Sainte-Scolasse et de la terre de la Morillère le 2 décembre 1678 (1).

Il épousa Marie-Catherine du Buat, fille de Jean Ponponne et mourut sans postérité connue (2).

Après le décès de René de Glapion, Glapion passa dans la branche de Glapion de Rosnay et ce serait Marie de Glapion, fille de Jacques, sieur de Rosnay et de Marie Fousteau qui par son mariage aurait porté Glapion dans la famille le Sec (3).

LE SEC



De gueules à un fer de lance d'argent et trois targes de même en chef.

X. — JACQUES-NICOLAS LE SEC, écuyer, seigneur de Bernières et de Glapion en 1709, fils d'Emmanuel et de Gratienne

(1) Aveu au Roi par René de Glapion, sieur du lieu, demeurant à Sainte-Scolasse pour « le fief terre noble et seigneurie de Glapion qui est un « huitième de fief de haubert, consistant en un manoir seigneurial, cour « et usage, bois taillis contenant 48 arpens et 60 arpens de terres labou- « rables, prés, etc..., à raison duquel fief le sieur de Glapion a droit de « verderie sur les bois de l'étendue de la chatellenie de Sainte-Scolasse et « de garde marteau pour les ventes d'iceux, pouvoir de port d'armes, de « commettre des sergents pour la garde des dits bois et de les destituer « s'ils ne font pas leur devoir, droit de prendre le bois mort pour son « chauffage, comme aussi d'établir un greffier de ladite verderie et autres « droits de franchises. Paie par an à la Recette des Domaines de Sainte- « Scolasse 72 sols ». (*Archives Nationales. — Chatellenie de Sainte-Scolasse. — Terrier de Monsieur frère du Roi*).

(2) Sa veuve s'est remariée : 1^o le 12 juin 1686 à Louis de Fromont, écuyer, secrétaire du Point d'Honneur du baillage d'Essay (inhumé au Plantis le 17 juillet 1710), fils de François, avocat au Parlement de Paris et secrétaire du cardinal de Bouillon et de Marie de Fresnes. De cette union sont sortis de nombreux enfants baptisés au Plantis, à Tellières-le-Plessis, à Courtomer ; 2^o à Charles Lesage, sieur de la Valiée.

(3) Selon la collection de M. Ch. du Hays.

du Chesnay, épouse en 1680 Marthe de Chandebois (1), fille de André et de Denise Martin.

Enfants :

1^o Louis-Joseph qui suit ;

2^o Emmanuel-Joseph dont la notice suivra celle de son frère aîné ;

3^o Jacques-François dont la notice viendra après celles de ses deux frères ;

4^o Françoise, mariée à Gilles de Saint-Aignan ;

5^o Denis, sieur de Fossembourg, né en 1671, inhumé dans l'église de Sainte-Scolasse le 16 juillet 1743.

XI. — LOUIS-JOSEPH LE SEC, écuyer, seigneur de Glapion en 1724, fut inhumé dans l'église de Sainte-Scolasse le 10 septembre 1729.

Il laissait Glapion à son frère qui suit.

XII. — EMMANUEL-JOSEPH LE SEC, écuyer, seigneur de Glapion de 1729 à 1761, marié le 17 février 1718 à Barbe Brust, fille de Claude et de Renée Blavette, fut inhumé le 20 juin 1761. Il laissait pour héritier son frère cadet qui suit.

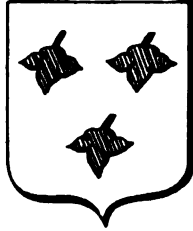
XIII. — JACQUES-FRANÇOIS LE SEC (2), né en 1691, écuyer, chevalier de Saint-Louis, garde du corps du Roi, compagnie d'Harcourt, fut d'abord sieur de la Grillonnière et demeurait à la Morillère. Il devint seigneur de Glapion après le décès de son frère Emmanuel-Joseph et mourut après avoir légué Glapion à son neveu dont suit la notice.



(1) De Chandebois : de gueules à trois croissants d'argent, au chef cousu de gueules, chargé d'un demi-vol d'or accosté de deux mains d'épervier de mesme.

(2) Baptisé à Sainte-Scolasse le 6 juillet 1691. Parrain, Jacques Lecornu, écuyer, sieur du Plantis ; marraine, Demoiselle Françoise d'Anthenaise.

DE SAINT-AIGNAN



D'argent de trois feuilles de sinople.

XIV. — GILLES-NICOLAS-JOSEPH DE SAINT-AIGNAN, écuyer, garde du corps du Roi, seigneur de Glapion, la Verderie et le Pont-au-Sec, était fils de Françoise le Sec et de Gilles de Saint-Aignan de la Bretèche, capitaine au Régiment de Boufflers. Il épousa dans l'église de Rouxou le 10 novembre 1749 noble dame Louise-Catherine Mallard (1-2), de la Gasi-nière. Il décéda à Sainte-Scolasse le 19 décembre 1788.

Enfants :

1° GILLES-FÉLIX, écuyer, lieutenant au régiment de Berry-Infanterie, sieur de la Bourdonnière, né le 6 juin 1759, marié à Mahéru le 5 février 1782 avec Marie-Thérèse d'Orville (3), fille de Jean Richard, écuyer, sieur de la Bourdonnière, et de Marie-Jeanne-Thérèse de Johannes (4). Il mourut à Mahéru le 14 novembre 1792 à l'âge de 33 ans.

2° CLAUDE-CHARLES qui suit;

3° FRANÇOIS-ARMAND, né à Coulmer (5) le 25 juillet 1762, vicaire à Séez en 1789. Au début de la Révolution, il passa en

(1) Mallard : d'azur à la fasce d'or chargée de deux losanges de gueules au milieu desquels est un fer de mulet de sable cloué d'argent de six pièces.

(2) Madame de Saint-Aignan-Glapion est décédée à Séez le 25 septembre 1800.

(3) Orville : D'azur, au lion rampant d'argent armé et lampassé de gueules.

(4) De Johannes : d'azur à une tête de bœuf d'argent, accompagnée en pointe de deux besans d'or et un chef cousu de sable chargé d'une chaîne abaissée d'argent.

(5) Coulmer, commune du canton de Gacé (Orne). (Collemer 1238).

Allemagne où deux de ses frères avaient émigré, rentra en France en 1793 et fut exécuté à Caen le 26 août 1794.

4° LOUIS-JOSEPH, né à Coulmer le 29 juillet 1768. Il fut garde du corps du Roi et mourut en 1792 à Arlon (Autriche).

5° VINCENT-LÉON, né le 22 janvier 1772. A l'époque de la Révolution il était officier dans un régiment de Hussards à la solde de l'Angleterre. Il mourut le 10 août 1796, en Allemagne.

6° MARIE-CHARLOTTE, née en 1752, morte en 1792.

7° JUDITH-ANGÉLIQUE, née à Coulmer, près Gacé, le 5 septembre 1763, mariée le 8 janvier 1794 à Charles du Hays, sieur du Mesnil et de la Houssaye, veuf de Geneviève de Chazot, (décédée à Séez le 15 septembre 1845).

Enfants :

1° Louise-Judith-Charlotte du Hays, née à Saint-Germain-de-Clairefeuille le 8 novembre 1794, décédée à Séez le 18 mai 1812. — 2° Geneviève-Marie-Arsène (dite M^{lle} de la Houssaye), née à Saint-Germain-de-Clairefeuille le 18 mars 1796, décédée à Séez le 15 juillet 1815. — 3° Charles-Gilles-Joseph du Hays, né à Saint-Germain-de-Clairefeuille le 26 mai 1797, marié le 14 décembre 1817 à Aimée Neveu, est décédé à Saint-Germain le 24 avril 1871.

XV. — CLAUDE-CHARLES DE SAINT-AIGNAN, seigneur de Glapion, né le 29 juin 1761, épouse à Sainte-Scolasse, le 25 novembre 1789, Marie Ophmann (1) (32 ans), fille de Martin et de Barbe Clope, originaire d'Alsace. Est mort à Sainte-Scolasse le 13 août 1809 (2).

Enfants nés à Sainte-Scolasse (3) :

1° Marie-Anne-Louise-Charlotte, née le 9 thermidor an VI (27 juillet 1798), est décédée à Sainte-Scolasse le 22 juillet 1812.

2° Claude-Gilles-Charles, né le 20 février 1790, mourut le 2 juillet de la même année (4).

(1) Dispense de bans fut donnée par Mgr Duplessis d'Argentré, évêque de Séez, le 22 novembre 1789.

(2) Par jugement du 19 prairial an IX (8 juin 1809), Saint-Aignan de Glapion, émigré, fut mis en liberté.

(3) Plusieurs enfants étaient nés avant le mariage pendant le séjour de Claude de Saint-Aignan en Alsace.

(4) Baptisé le 22 février 1790. Parrain, Messire Gilles-Félix de Saint-Aignan, écuyer ; marraine, Dame Marie-Charlotte de Chandebais.



IOANNES BAPTISTA DUPLESSIS D'ARGENTRÉ, Dei gratia & Sanctæ Sedis Apollice
auctoritate Sagientis Episcopus, Regi ab omnibus Confilis, Augulissimo Principi priori Regis Fratri
primus ab Elemofinis, Ordinis Sancti Lazari Commendator : Dilecto nostro Fallori vel Vicario
Parochialis Ecclesiæ *Sancti Iohannis* nostræ Diocesis, SALUTEM in Domino.



Si vobis confiterit *Clémentium Cœlestium de Pignum, filium de sancti episcopi vicarii, jurep.* &
ad vobis confiterit quibus. Mathias de nobis parit, et Mathiam yphymone filium Mathiam.
et Barbara Cœpi de nobis parit per respectum vestrum.

liberos esse & solutos ad Matrimonium inter se contrahendum, & postquam nobis confitit unum futuri Matrimonii
Bannum ritè, canonicè, atque nemine adverte, proclamatum fuisse; licentiam vobis damus Matrimonium inter
illos celebrandi etiam si duo Banna superint proclamanda, super quorum Bannorum proclamationibus dispen-
savimus & dispensamus per Præsentes; dummodo id fiat de consensu Parentum utriusque partis a jure requisitorum,
& non alias, nullumque noveritis canonicum civile impedimentum quod oblet; servatis alias servandis, &
Ecclesiæ ritibus observatis, jure cujuslibet salvo. Volumus autem ut præiens dispensatio nulla sit, si vel una è
suprà dictis conditionibus defe-

DATUM, *Sagii* Anno Domini millesimo septingentesimo octogesimo octavo, --- die verò mensis

novembrii Viginti octavo / *de Anno in fine*

De Mando Illustrissimi ac Reverendissimi
Domini mei D. Sagientis Episcopi

Loup

La présente insinué & contrôlé au Greffe des Insinuations Ecclesiastiques
du Diocèse de Sees, par moi Greffier soussigné, le 11. 11. 1787
Antoine Lecomte
Antoine Lecomte

Dispense de bans.



3° Claude-Charles-Jacques, né le 22 juin 1791 (1).

4° Charles - Armand - François, né le 12 nivose an VIII (2 janvier 1800), décédé le 8 février 1815.

5° Adelaïde-Catherine-Charlotte, née à Glapion le 27 fructidor an X (14 septembre 1802), mariée le 31 janvier 1824 à Valère-Nestor-Hyacinthe Brémontier (2). Est décédée à Laigle le 27 novembre 1884.

6° Jean-Ferdinand, né en....., décédé à Sainte-Scolasse le 20 juillet 1806.

7° Jules-Auguste, né le 13 vendémiaire an XII (6 octobre 1803) marié à Irène-Marie-Louise du Four.

Membres de la famille de Glapion alliés à la branche directe, dont les noms ont été relevés sur le registre paroissial de Sainte-Scolasse.

— Messire Charles DE GLAPION, écuyer, sieur du Mesnil-Gaucher, né en 1688, inhumé le 7 février 1768, marié à Jeanne Thiboust (3), née en 1691, inhumée le 17 mai 1781.

Enfants :

1° Pierre de Glapion, baptisé le 19 février 1718.

Parrain : Messire Bourgouin, curé de Sainte-Scolasse, promini.

Marraine : Marie d'Erard, épouse de M. des Fontaines.

2° Marin de Glapion, baptisé le 14 février 1720.

Parrain : Denis de Glapion.

Marraine : Marie Aubert.

3° Louis de Glapion, baptisé le 17 février 1721.

Parrain : Louis Ganivet.

Marraine : Marie Chesnel.

(1) Enrolé volontairement en 1811 au 4^e régiment de cuirassiers.

(2) Fils de Brémontier Charles-Jacques, et de Thiboust Marie-Thérèse (fille de Thiboust (Jacques de), chevalier, seigneur de Touvoye), né au château de Touvois, en Bures, le 10 germinal an X (31 mars 1801), décédé à Laigle le 30 novembre 1875. Nestor Brémontier fut maire de Sainte-Scolasse de 1830 à 1832.

(3) Thiboust : d'argent à deux molettes de gueules en chef et une fleur de lys de gueules en pointe.

4^o Christophe de Glapion, baptisé le 1^{er} avril 1722.

Parrain : Robert Loride.

Marraine : Marie Gillot.

5^o Denis de Glapion, baptisé le 29 janvier 1726.

Parrain : Denis de Glapion, écuyer.

Marraine : Demoiselle Marie de Glapion.

6^o Louise-Charlotte de Glapion, baptisée le 19 janvier 1728.

Parrain : René de Glapion, écuyer, sieur du Chêne.

Marraine : Demoiselle Renée de Glapion.

7^o Charles de Glapion, baptisé le 17 mars 1734.

Parrain : Nicolas de Glapion, écuyer, sieur des Ouches.

Marraine : Demoiselle Françoise d'Erard.

8^o Anne de Glapion, baptisée le 10 avril 1739.

Parrain : Denis de Glapion.

Marraine : Anne Blavette.

— Messire Pierre DE GLAPION, écuyer, sieur du Chêne, marié à demoiselle Françoise-Marie d'Erard.

Enfants :

1^o Françoise de Glapion, baptisée le 17 avril 1732, mariée le 11 septembre 1753 à Messire Louis-Antoine de Guéroust (1-2), écuyer, sieur de la Giroudière, fils de Louis-Auguste de Guéroust et de Marie-Marguerite de Barville (3) (inhumée le 16 août 1751).

Parrain : Nicolas de Glapion, sieur des Ouches.

Marraine : Demoiselle Renée-Marie Fortin.

2^e Charles-Pierre de Glapion, baptisé le 29 décembre 1734.

Parrain : Charles d'Erard, écuyer.

Marraine : Marie de Cornicat.

(1) Louis-Antoine de Guéroust, originaire de Louze, demeurant depuis deux ans à Laleu. Le mariage fut célébré à Sainte-Scolasse en présence de : Messire Pierre de Guéroust, écuyer, sieur de la Vente ; Messire Pierre de Tilly, écuyer ; Messire Jean-Pierre de Guéroust, sieur de Boisgervais ; Jacques de Tilly, écuyer ; Dame Marie-Françoise d'Erard, mère de la mariée ; Messire Louis d'Erard, écuyer, sieur de Launay ; Messire Charles-Louis d'Erard, écuyer, sieur de Clairannay ; Henry Bourgouin, sieur de l'Ecluze ; Dame Françoise du Mesnil ; Demoiselle Marie de Guéroust ; Dame Catherine de Ragon ; demoiselle Catherine d'Erard.

(2) De Guéroust ou de Guéroult.

(3) De Barville : d'argent à deux bandes de gueules.

3^e Pierre-François de Glapion, baptisé le 29 septembre 1737.

Parrain : Pierre d'Escorches, écuyer, sieur de Moulines.

Marraine : Charlotte de Chandebois.

— Messire Léon-René DE GLAPION, écuyer, sieur des Fontaines, inhumé le 24 octobre 1726, marié à Marie-Louise d'Erard, inhumée le 27 mars 1731.

Enfants :

1^o Marie-Renée de Glapion, baptisée le 1^{er} février 1718.

Parrain : Pierre-Claude de Mézengé (1).

Marraine : Marie-Anne d'Avesgo (2).

Mariée le 24 octobre 1741 à Emmanuel Ganivet, sieur du Parc, né en 1713, inhumé le 24 janvier 1748. De ce mariage :

A Louis-Emmanuel, baptisé le 26 août 1746.

Parrain : Louis de Glapion, sieur des Menus (3).

Marraine : Marie-Françoise d'Erard.

B Marie-Renée, baptisée le 13 décembre 1747.

Parrain : Emmanuel Ganivet.

Marraine : Marie-Louise de Glapion.

2^o René-Louis DE GLAPION, baptisé le 1^{er} janvier 1720, inhumé le 30 mars 1745.

Parrain : Louis d'Erard, écuyer.

Marraine : Marie-Françoise d'Erard.

3^o Louis-Charles DE GLAPION, baptisé le 3 février 1722.

Parrain : Charles de Glapion, écuyer, sieur du Mesnil-Gaucher.

Marraine : Marie-Françoise Fleuriel.

4^o Marie-Charlotte DE GLAPION, baptisée le 16 avril 1724, décédée le 17 floréal an VII (6 mai 1799).

Parrain : Charles d'Erard, écuyer.

Marraine : Demoiselle Françoise Fleuriel.

Mariée à Jacques le Noir dont elle eut : 1^o Charles-Jacques, baptisé le 19 septembre 1760 : parrain : Charles d'Erard, écuyer, sieur de Clairanay ; marraine : Marie d'Erard ;

(1) De Mezengé : d'argent aux trois merlettes de sable.

(2) D'Avesgo : d'azur à la fasce ciselée d'or, accompagnée de trois gerbes d'or montantes 2 et 1.

(3) Né en 1723, inhumé à Sainte-Scolasse le 24 janvier 1747.

2° Louis, baptisé le 24 décembre 1761 : parrain : Louis Le Noir ; marraine : Anne Renaux ; inhumé le 6 avril 1766 ;
 3° Charlotte-Jacqueline, baptisée le 11 septembre 1763 ; parrain : Louis-Emmanuel Ganivet ; marraine : Marie-Jeanne Le Noir ;
 4° Marie-Charlotte-Jacqueline, baptisée le 30 avril 1766 ; parrain : Pierre Tessier ; marraine : Marie-Renée Ganivet, inhumée le 6 août 1767 ;
 5° François-Léon, baptisé le 3 décembre 1768 ; parrain : Jacques Le Noir ; marraine : Louise-Jacqueline Le Noir ;
 6° Jacques, baptisé le 10 décembre 1746 ; parrain : Jacques le Noir ; marraine : Magdeleine Goupil ;
 7° Louise-Françoise, baptisée le 28 novembre 1758 ; parrain : Messire Louis-Antoine de Guérout de la Giroudière ; marraine : Demoiselle Louise-Charlotte de Glapion.

5° Marie-Louise DE GLAPION, baptisée le 19 mars 1727.

Parrain : Emmanuel-Christophe de Villereau (1), écuyer, sieur des Chapelles.

Marraine : Charlotte-Olympe de Lambon dame d'Ouilly.

— Messire Christophe DE GLAPION, écuyer, sieur des Ouches, marié à Marguerite Bourgouin dont il eut :

1° Nicolas de Glapion, écuyer, sieur des Ouches, né en 1691, inhumé le 22 avril 1754, marié le 21 novembre 1719 à demoiselle Elisabeth-Françoise Godmer, de la paroisse de Saint-Pierre de Bellême, inhumée le 24 février 1724.

2° Guillaume de Glapion, baptisé le 1^{er} juillet 1683.

Parrain : René du Tremblay.

Marraine : Demoiselle Louise Moynet (2).

3° Marguerite de Glapion, baptisée le 20 octobre 1686.

4° Pierre de Glapion, baptisé le 28 septembre 1720.

Parrain : Pierre de Glapion, écuyer, sieur du Chêne (3).

Marraine : Demoiselle Louise de.....

5° Marie-Françoise de Glapion, baptisée le 31 janvier 1722.

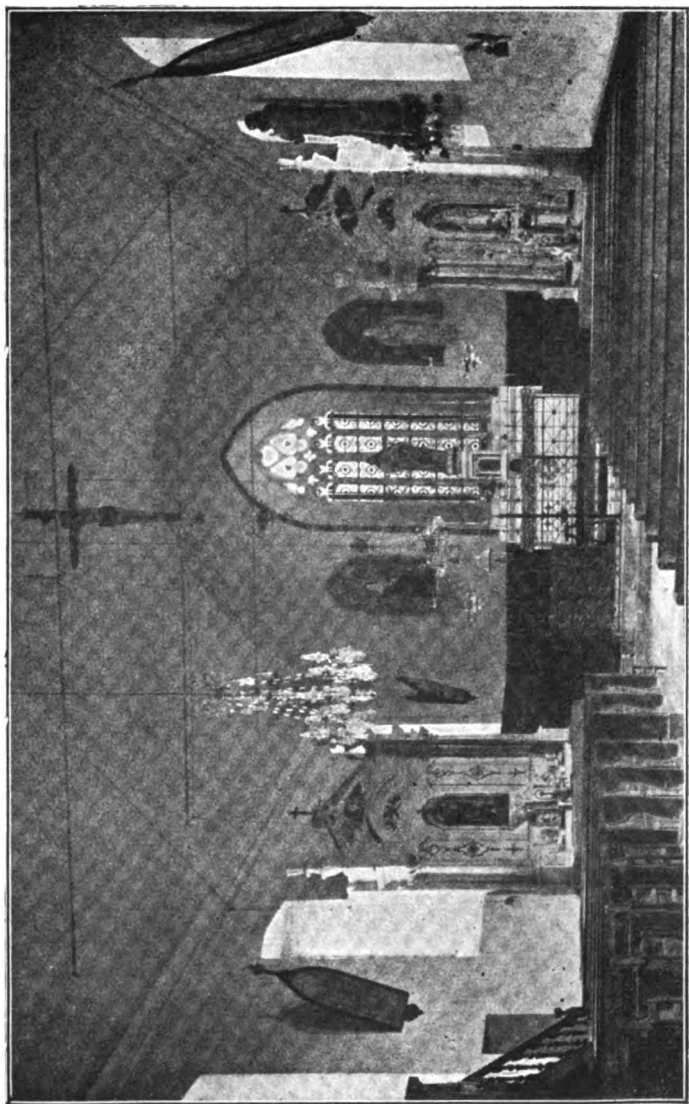
Parrain : Pierre de Glapion, écuyer, sieur du Chêne.

Marraine : Demoiselle Marie Godmer.

(1) De Villereau : de gueules au lion d'argent armé et couronné, accompagné de cinq fleurs de lys d'or semées dans l'écusson.

(2) Moynet (de Vaujarry) : d'argent à deux fasces d'azur avec un chevron de gueules en pointe.

(3) Marié à Demoiselle Louise du Pré, inhumée à Sainte-Scolasse le 23 avril 1728.



Église de Sainte-Scolasse (intérieur).



— Marie-Geneviève DE GLAPION, née en 1681, inhumée le 12 octobre 1758, mariée à Michel Gillot.

Enfants :

1^o Michel, baptisé le 15 août 1706.

2^o Pierre, baptisé le 21 octobre 1715.

3^o Françoise, baptisée le 28 septembre 1720.

4^o Renée, mariée le 23 février 1734 à Jean de la Rivière, de la paroisse de Chailloué (1).

De ce mariage : 1^o Jean de la Rivière, baptisé le 17 août 1736 ; 2^o Jean de la Rivière, baptisé le 24 septembre 1737, inhumé le 27 avril 1741.

— Messire Nicolas DE GLAPION, marié à demoiselle Marie de Chandebois, dont :

François de Glapion, baptisé le 2 août 1686.

Parrain : Messire Claude d'Anthenaise, écuyer, sieur de Rouilly (2).

Marraine : Demoiselle Françoise-Rose de Chandebois.

— Messire Guillaume DE GLAPION, écuyer, sieur du Mesnil-Gaucher, né en 1592, inhumé le 15 octobre 1677.

— Messire Jacques DE GLAPION, né en 1605, inhumé le 5 août 1675.

— Messire Claude DE GLAPION, né en 1608, inhumé le 30 mai 1683.

— Messire Claude DE GLAPION, écuyer, sieur du Mesnil-Gaucher, marié à Jeanne Pantou, née en 1680, inhumée le 18 mars 1715.

Enfant :

Charlotte de Glapion, baptisée le 15 mars 1713.

— Anne DE GLAPION, mariée le 13 mai 1673 à Charles Martin, né en 1648, de la paroisse de Coulonges.

Seigneurs de Glapion inhumés dans l'église de Sainte-Scolasse.

5 août 1675. — Jacques de Glapion, âgé de 70 ans.

15 octobre 1677. — Messire Guillaume de Glapion, écuyer, sieur du Menil-Gaucher, âgé de 85 ans.

(1) Jean de la Rivière, né en 1710, inhumé le 17 mai 1740.

(2) D'Anthenaise : d'argent à bandes de gueules.

30 mai 1683. — Messire Claude de Glapion, âgé de 75 ans.

28 décembre 1710. — Demoiselle Marie du Parc, fille de Léon de Glapion, écuyer, (âgé de 19 ans).

10 décembre 1729. — Joseph le Sec, écuyer, sieur de Glapion, âgé de 72 ans.

NOTES DIVERSES

3 août 1640. — Quittance de Guillaume de Glapion, sieur de la Fosse, qui reconnaît avoir reçu 31 livres 5 sous pour un quartier échu le dernier de juin 1639, à cause de « six vingt-cinq livres tournois de rente » qui furent vendues et constituées par Messieurs les provotz des marchans et échevins de la ville de Paris sur les magasins et greniers à sel de ce royaume.

(Bib. Nat. Pièces originales 1338.)

8 février 1660. — Promesse mutuelle de mariage entre Augustin Sevin, sieur du Plessis et de la Corbillière, fils de feu messire Charles Sevin, chevalier, sieur de Quincy, conseiller du Roy, en sa cour de Parlement et maître des requêtes ordinaires de son hôtel et de dame Marie Le Maistre et de demoiselle Marguerite-Françoise de Glapion, fille de messire Guillaume de Glapion, chevalier, sieur de la Boissière et de la Fosse et de demoiselle Marguerite Tartareau, assistés de Pierre de Glapion, son frère, chevalier, sieur du Tremblay. Mariage réhabilité le 16 août 1660.

(Bib. Nat. f. 30.159, t. 900.)

24 juillet 1667. — Ordonnance signée Bavin et contresignée du Verger, par laquelle M. de la Galissonnière, commissaire de Party pour la recherche des usurpateurs de noblesse dans la généralité de Rouen, donne acte au sieur de Glapion de la déclaration qu'il avoit fait devant luy, qu'il se maintenait noble d'ancienne race et de la représentation faite pour le justifier des mesmes titres énoncés dans cette preuve.

GEORGES SAVARY.

LES CÈDRES DU LIBAN

Il est assez curieux que les cèdres du Liban, dont on ne s'occupait plus depuis longtemps, aient été le sujet de deux articles parus dernièrement : 1^o *Le Cèdre de Montigny-Leucoup* (Seine-et-Marne), par M. G. BUISSON (1); 2^o *Les Cèdres du Liban*, par M. GOURDARD (2). Cette dernière publication est consacrée aux cèdres dans leur pays d'origine, c'est-à-dire au Liban.

La lecture de ces deux articles m'a donné l'idée de parler de deux cèdres curieux : l'un dans le Calvados, l'autre dans la partie du département de l'Orne qui formait jadis la province du Perche. Les quelques recherches que j'ai faites m'ont amené à examiner les anecdotes qui m'ont été racontées sur le cèdre du Jardin des Plantes ; je vais donc essayer de faire voir ce qu'il y a de vrai et de faux dans tout cela.

La légende est pourtant touchante et j'ai le regret de ne pouvoir l'accepter ; la voici en quelques mots :

Le célèbre botaniste Bernard de Jussieu (3) aurait, dit-on, dans un voyage à la Terre-Sainte rapporté du Liban un cèdre, et n'ayant d'autre moyen de transporter facilement ce faible arbrisseau, il l'aurait planté dans son chapeau. Il put ainsi l'apporter en bon état sur le vaisseau où il s'embarquait pour revenir en France ; mais des tempêtes, des vents contraires écartèrent le navire de sa route directe et prolongèrent la traversée. L'eau devint rare et de peur d'en manquer, on fut obligé de rationner marins et passagers. Les matelots qui travaillaient avaient un verre d'eau par jour ; les passagers qui ne faisaient rien n'avaient seulement qu'un demi-verre d'eau. C'était bien peu et M. de Jussieu eut à vaincre, sans

(1) *Photo-Magazine*, n^o 15 de 1906 (15 avril), p. 119 et 120.

(2) *Le Mois littéraire et pittoresque*, n^o 93 (septembre 1906), p. 275 et suiv.

(3) Né à Lyon le 17 août 1699, mort à Paris le 6 novembre 1777.

doute (1), plus d'un combat intérieur pour ne pas boire toute l'eau qui faisait sa ration journalière et en réserver pour sa chère plante. Tout autre qu'un naturaliste n'eût pas rêvé la possibilité d'un pareil sacrifice. La passion le soutint et pendant tout le voyage, sous le chaud soleil de la Méditerranée il partagea avec la plante son demi-verre d'eau. Cette privation longtemps continuée eut son effet prévu : mais si les forces physiques baissèrent, la force morale ne fléchit pas. Le naturaliste arriva dans un triste état de santé à Marseille, mais le cèdre était bien portant. Les narrateurs n'ont pas trouvé cette histoire assez pathétique et leur imagination y a ajouté un autre trait. On dit donc que notre botaniste, débarquant à demi-mort avec son précieux fardeau, fut sur le point de perdre tout le fruit de son sacrifice, car les douaniers voulaient l'obliger à vider l'étrange pot qui contenait la précieuse plante. Ils supposaient qu'ils trouveraient au fond du chapeau des dentelles précieuses ou des bijoux que l'on voulait faire entrer en fraude. Cependant son visage honnête et ses prières touchèrent le cœur des employés. Il put donc apporter à Paris sans nouveau contre-temps ce précieux cèdre qui enrichit le Jardin des Plantes.

Je dois continuer à rapporter ces histoires, bien qu'elles n'aient rien d'authentiques. Après avoir parlé de la croissance de l'arbre on prétend que l'on dû l'abattre en 1837, juste après cent ans de plantation pour faire place à un chemin de fer.

Un biographe des de Jussieu (2) prétend qu'au siècle dernier cet arbre a cessé de croître en hauteur parce qu'un chasseur maladroit en a brisé la flèche en tirant une grue.

Tout ce qu'il y a de faux dans toutes ces légendes me rend sceptique et je me demande si ce n'est pas simplement une gelée qui lui fit perdre sa cime. Cet accident arrive souvent aux cèdres du Liban ; leurs tiges lorsqu'elles poussent sont très délicates et il arrive fréquemment que les gelées font périr la branche qui forme leur tête. Tout cèdre ainsi mutilé perd beaucoup de son aspect.

(1) Je cite textuellement.

(2) M. ACLOQUE : *Contemporains*, 14^e année, n° 693, p. 6 et 7 (21 janv. 1906).

Maintenant examinons avec soin toute cette histoire et voyons ce qu'il y a de véritable.

D'abord Bernard de Jussieu n'a jamais été en Terre-Sainte ni au Liban. On a prétendu que c'est de Candolle qui les a rapportés (car il devait y en avoir deux) et les a vendus au médecin anglais Collinson. Cela n'est pas exact ; bien que plusieurs dates depuis 1733 jusqu'à 1737 aient été données pour la plantation du cèdre de Paris, il est bien certain que cet arbre fut planté avant la naissance de Candolle qui est né en 1778, un an après la mort de Bernard de Jussieu.

Il y a tout lieu de croire, sans pouvoir l'affirmer, que c'est en 1734 qu'il rapporta les deux petits cèdres d'Angleterre ; les a-t-il eu de Collinson ou d'un autre, on l'ignore, mais cela a peu d'importance. M. G. Buisson prétend que le second cèdre (on ne savait pas ce qu'il était devenu) fut donné au marquis Charles de Trudaine qui le fit planter dans son parc de Montigny. Il avait acquis ce domaine en 1694 de Choiseul qui l'avait créé.

Un neveu de Bernard de Jussieu a dit que la légende du chapeau était en partie fausse. Le cèdre est venu d'Angleterre dans un pot, ce qui était plus naturel que de s'exposer à gagner un gros rhume en faisant la traversée sans chapeau. La vérité est que B. de Jussieu, qui demeurait rue des Bernadins, près du marché aux veaux, cassa en plusieurs morceaux le pot, qui était fêlé, en faisant le court trajet de son domicile au Jardin des Plantes. C'est alors qu'il le recueillit dans son chapeau où il fut à peu près dix minutes.

Il reste maintenant à expliquer l'histoire de la traversée avec une faible ration d'eau (1). Pour doter son pays d'un végétal précieux un homme de bien s'est soumis pendant une longue traversée au supplice de la soif. Ce supplice ne peut être apprécié que par ceux qui en ont souffert. Mais cet homme n'était pas B. de Jussieu, c'était le capitaine Duclieux ; la plante n'était pas amenée de la Terre-Sainte à Paris ; elle partait de Paris pour les Antilles ; ce n'était pas un cèdre mais un *caféier* qui transporté par les Hollandais de Moka à Batavia, puis à Amsterdam ; de là il fut apporté à Paris où il

(1) Voy. *Magasin pittoresque*, tome XXXIII et XXXVII.

fut cultivé comme plante rare et partit enfin pour la Martinique qu'il allait enrichir.

J'oubliais de dire qu'aucun chemin de fer n'a fait abattre le cèdre. Le chemin d'Orléans, qui s'en approche le plus près, n'a pas touché l'enceinte du Jardin des Plantes dont il est séparé par un boulevard,

La dernière erreur que j'ai à réfuter c'est celle qui consiste à déclarer que ce cèdre est le plus gros de France ; cela est inexact, son frère de Montigny et celui de Bons sont plus beaux.

Il serait du reste facile de prouver, que pour beaucoup de raisons il est impossible qu'un arbre planté au milieu d'une grande ville comme Paris atteigne le même développement que les arbres placés en pleine campagne.

Non loin de Falaise (1) existait jadis un beau domaine créé par les Turgot qui l'ont possédé longtemps. Le parc était surtout très beau, bien qu'il fut sur un terrain plat et sans eau. Mais il était remarquable par ses beaux arbres et surtout par leur variété (2). En 1827 le marquis Michel Turgot vendit à un banquier de Paris, M. de Beaune, ce magnifique domaine moyennant 1.315.000 francs. L'acquéreur vendit des terres en détail, rasa une grande partie des belles avenues, mais il ne toucha ni au château ni au parc. Quelques années après M. d'Haillicourt, venu du Nord mais qui s'était marié en Normandie (il avait épousé une demoiselle de Blocqueville) acheta Bons avec une terre moins considérable que du temps des Turgot, mais encore assez importante.

Sous le nouveau propriétaire le parc fut très soigné ; pour ne pas voir toujours des ouvriers dans les allées, un seul jour par semaine, il y en avait une équipe, qui nettoyait et ratisait les allées.

Le parc de Bons (3), à cause de sa situation, recevait beau-

(1) Je n'ai pas l'intention de citer tous les cèdres de Normandie ; il y en a beaucoup et de très beaux. A Falaise, ceux du parc du château de la Fresnaye sont très remarquables.

(2) On y voyait surtout une belle collection de chênes.

(3) Ce qui rend surtout ce lieu remarquable, c'est la grande quantité d'arbres étrangers et curieux qui y sont rassemblés, et plus encore leur vigoureuse végétation ; beaucoup semblent être sur leur sol natal. On y rencontre des mélèzes dignes des Alpes ; au milieu d'une innombrable variété d'arbres

coup de visiteurs, car la permission était toujours accordée. En effet, il y a près de là un endroit très pittoresque où l'on va beaucoup de Caen et de Falaise pendant la belle saison : c'est la *Brèche au Diable*. C'est une déchirure au milieu de la plaine ; de très beaux rochers forment les côtés de cette étroite vallée au fond de laquelle coule un ruisseau. La légende prétend que le diable dans un moment de colère fit cette *fente* d'un coup de fouet.

Sur le rocher le plus élevé un M. Fouquet du Lomboy imagina vers 1830 d'y faire enterrer sa femme, Marie Joly, actrice de la Comédie Française. Elle est représentée couchée sur un des côtés de son tombeau ; elle a laissé la réputation d'une femme vertueuse. A cause de ce monument on appelle vulgairement cet endroit *Marie-Joly*. Presque tous les touristes de la *Brèche* ou de *Marie-Joly* allaient visiter le parc de Bons (1).

Vers 1860 ce domaine fut revendu à des marchands de biens qu'on appelait la *bande noire*, parce qu'ils détruisaient tout.

verts on y admire de superbes cèdres du Liban, souvent couverts de leurs cônes arrondis. Il y a aussi une longue suite de chênes d'Amérique, parmi lesquels nous citerons le chêne à feuilles de saule (*quercus phellos*, L.), les chênes rouges, écarlates, etc... (*q. rubra*, L. *q. Coccorea* W.), beaucoup de chênes verts (*q. ilex*, L.) et deux ou trois lièges (*q. suber*, S.) trop souvent mutilés par les promeneurs indiscrets ; de beaux hêtres, dont un entre autres a plus de cinq mètres de circonférence à sa base ; plusieurs variétés curieuses des hêtres à feuilles de fougère et en forme de crête (*agus asplecrifolia* et *cristata*, Hort.) ; quelques noyers d'Amérique, qui, par leur hauteur appellent l'attention ; des sophora assez élevés ; plusieurs espèces assez curieuses de frênes, de peupliers, d'érables, etc.

Ne pouvant au reste, donner une liste complète des végétaux de tout genre que renferme le parc et les beaux jardins de Bons, nous indiquerons seulement quelques arbustes qui y ont acquis un développement remarquable ; tels sont de magnifiques alisiers luisants (*crataegus lucida*) ; des lauriers de Portugal (*cerasus lusitania*) formant d'énormes massifs ; des cytises (*cytissus purpurea*, *c. ingricans*, etc.) des glycines (*glycine frutescens*, L.) etc. etc... Une seule chose manque au milieu de cette brillante végétation pour en faire un lieu accompli ; on n'y voit ni ruisseau, ni même un filet d'eau qui viennent animer le paysage. L'art a fait du moins tout ce qui était en son pouvoir, afin de suppléer à la nature. En arrosant à propos et à grand frais, en disposant de vastes serres pour les hivers, on est parvenu à élever et à conserver une des plus riches collections de végétaux exotiques que l'on puisse voir dans nos provinces. Les véritables amateurs de jardins doivent visiter cette belle enceinte, tandis qu'elle est encore entière.

(Statistique de Falaise, t. 2, p. 183 et 184), par MM. Galeron, de Brébisson, Jules Desnoyers, etc. (Cet article est de mon père).

(1) Bons est maintenant réuni à la commune voisine et s'appelle Bons-Tassilly.

Tous les arbres furent rasés, le milieu du château fut abattu et chacun des pavillons fut le centre d'une ferme, le reste ayant été détaillé.

Un seul arbre trouva grâce devant ces vandales, c'est le beau cèdre du Liban dont je veux parler. Il reste seul au milieu de champs cultivés qui formaient jadis le parc et dont les arbres l'accompagnaient si bien. Mais ni la *bande noire* ni l'acquéreur n'ont osé l'abattre. A défaut de dimensions les clôtures qui l'environnent donne une idée de ses belles proportions.

Puisque je suis en train d'attaquer les légendes il en est une qui me rend incrédule.

On prétend que le bois du cèdre passe pour incorruptible et les anciens le brûlaient comme parfum dans leurs sacrifices. Une branche de ce cèdre que les vents avaient cassé fut débitée et le bois n'était pas supérieur au sapin ordinaire. Du reste peut-être dans son pays d'origine les cèdres qui ont deux ou trois siècles donnent-ils un bois de qualité supérieure.

On a pour habitude de laisser ces beaux arbres sans jamais leur couper une branche et leurs rameaux trainant jusqu'à terre rendent leur aspect encore plus ornemental. Je tiens à citer un cèdre du Liban dans le Perche qui échappe à cette règle ; il est dans le parc du château de Persay (Moulicent, Orne). Son tronc a 8 mètres environ, sans branches, et mesure 2 m. 55 de circonférence. En l'examinant avec soin on voit qu'on ne lui a jamais coupé de branches, mais comme il a été élevé au milieu d'un massif, qui a cru avec lui, les branches n'ont pu se former qu'au dessus des végétaux qui l'entouraient. Plus tard on a abattu une partie des arbres du massif ce qui lui a permis de grossir. J'ai cru devoir citer cela comme curiosité, car le cèdre du Liban n'est vraiment beau qu'avec ses branches trainant jusqu'à terre.

R. DE BRÉBISSE.

CHRONIQUE ORNAISE

Notre dernière Chronique ornaise était datée de la fin d'août 1906. Depuis cette époque, des travaux, dont la publication ne pouvait être retardée davantage, ont occupé sa place au Bulletin.

Au moment de la reprendre, nous sommes quelque peu embarrassés par l'abondance des matières. En ce qui concerne les faits, après un si long temps écoulé, nous ne les présentons pas à titre de nouvelles, mais uniquement pour en conserver le souvenir en nos annales.

Nécrologie. — Il est un article qui va nécessiter un plus long développement : c'est la nécrologie. Trop nombreux, en effet, sont les membres de notre Société, que depuis cette époque, nous avons eu le chagrin de voir disparaître. Plusieurs sont de ceux dont les travaux et la valeur intellectuelle mériteraient un hommage spécial et une notice biographique détaillée.

— M. le comte Christian DE VIGNERAL, ancien chef d'escadrons d'état-major, ancien colonel des mobiles d'Ille-et-Vilaine, en 1870, ancien Conseiller général de l'Orne pour le canton de Putanges, Directeur de l'*Association Normande* depuis 1900, membre du Conseil supérieur des Haras, Officier de la Légion d'Honneur, membre de notre Société dès sa fondation, mort le 5 septembre 1906, au château de Ry, âgé de 70 ans.

De nombreux articles nécrologiques ont été consacrés à sa mémoire. D'aucuns ont exalté sa bravoure comme soldat. « Le comte de Vigneral, lisait-on au *Gaulois* (12 septembre 1906), a été, il y a trente-six ans, un des héros de la défense de Paris. A l'époque, il était capitaine d'état-major. Nommé colonel auxiliaire et commandant du régiment des Mobiles d'Ille-et-Vilaine, il sut communiquer à ses Bretons l'ardeur

patriotique qui l'animait et accomplit à leur tête quelques exploits dont les vieux Parisiens de 1870 ont gardé le souvenir. » D'autres ne manqueront pas de mettre en relief le mérite de l'écrivain et du savant auquel notre Société doit un hommage plus élevé que cette courte mention.

— M. Auguste CANIVET, né le 18 mai 1829, maire de Chambois, Conseiller général de Trun depuis 1881, Président de l'Association Amicale de l'Orne, membre de la Commission des Sites et des Monuments, décédé le 1^{er} octobre 1906. M. Canivet, dont chacun de nous se rappelle la belle réception faite au donjon de Chambois, lors de l'excursion de 1902, appartenait à notre Société depuis 1883. Plusieurs fois, au Conseil général, il sollicita pour elle la subvention supprimée au temps du préfet Doucin, et que M. Tournouër a eu le succès de faire rétablir.

— M. l'abbé Louis-Michel GRENET, chanoine de Sées, Supérieur des Sœurs de la Miséricorde, ancien Directeur au Séminaire diocésain, né en 1850, à Nogent-le-Rotrou, mort à Sées, le 16 octobre 1906. Il n'était entré que depuis quelques mois seulement dans notre Société.

Nos confrères, M. le marquis de Saint-Pierre (*Bulletin de l'Union Bas-Normande et Percheronne*, Décembre 1906, page 146) et M. le Chanoine R. Guérin (*Indépendant de l'Orne*, 21 octobre 1906) lui ont consacré des articles nécrologiques. La *Semaine Catholique de Sées* a publié une notice assez étendue et du plus haut intérêt sur M. l'abbé Grenet. Bien qu'elle ne porte pas de signature, chacun a vite fait d'y reconnaître le style élégant et original d'un ecclésiastique condisciple et compatriote du défunt. On ne s'explique guère pourquoi, depuis quelque temps, l'organe épiscopal semble faire mystère du nom de ses rédacteurs habituels ou d'occasion. Entre autres inconvénients, ce sera une lacune très regrettable au point de vue de la documentation de l'histoire diocésaine.

— M. Louis PRINGAULT, ancien élève de l'Ecole des Arts et Métiers d'Angers, entrepreneur de menuiserie à Alençon, est mort à Trouville, et a été inhumé à Alençon, le 15 novembre 1906. M. Pringault appartenait à la Société depuis 1906, il en

suivait exactement les séances et les excursions, tant que la maladie n'y vint pas mettre obstacle.

— M. Gustave DAUPELEY, ancien imprimeur à Nogent-le-Rotrou, Officier d'académie, membre de notre Société depuis 1905, décédé le 29 novembre 1906. A ses obsèques, notre Président, M. Henri Tournouër, a exprimé dans les meilleurs termes nos sentiments de profonde estime pour cet érudit confrère d'une courtoisie si attirante.

Nos collègues, MM. le comte de Souancé et Georges Creste ont heureusement mis en lumière cet esprit distingué, que son extrême modestie portait toujours à s'effacer.

— M. Henri-Charles CHARDON, ancien Conseiller général de la Sarthe, Maire de Marolles-les-Braux, Officier d'académie, décédé à Marolles, le 28 décembre 1906. Membre de notre Société depuis 1903, il avait donné au Bulletin des articles d'une érudition très documentée. Nous inscrivons à sa bibliographie quelques-uns de ses derniers travaux que nous n'avions point encore eu l'occasion de mentionner :

— *La Ligue au Mans, d'après des documents inédits*. Paris, H. Champion 1885, in-8 de 74 pages.

— *Glanes révolutionnaires. Un dernier mot sur Marceau et M^{lle} de Melliers, d'après des documents de famille*. Paris, Champion, 1905, in-8, 15 pages.

— *Un cri d'hérésie poussé par un membre de la Convention, à la veille de l'entrée des Vendéens dans la Sarthe*. Ibid., in-8, 13 pages. (C'est une lettre de Desgrouas, de Bellesme, excitant les républicains de la *Société Populaire de Mortagne*, à « sabrer » tous leurs ennemis.

— *Un chef de chouans dans le Saonnois, commandant les divisions de Marolles et de Mamers, auteur de l'enlèvement du sénateur Clément de Ris, 1799-1800*. Le Mans, A. de Saint-Denis, in-8, 74 pages.

— *Histoire religieuse de Marolles-les-Braux. Quatre grands curés. Le culte à Marolles pendant la Révolution. Le prieuré de Saint-Symphorien. L'abbaye de Tyronneau*.

Mamers, Fleury et Danguin. Le Mans, A. de Saint-Denis, 1906, in-8° de 223 pages et planches.

— *Quatre histoires par personnages sur quatre évangiles de l'Avant, à jouer par les petits enfants, les quatre dimanches dudit Avant, composées par maître François Briand, maître des escolles de Saint-Benoist, en la cité du Mans. Publiées avec une introduction, par Henri Chardon.* Paris. H. Champion ; Le Mans, A. de Saint-Denis, in-8 de XXXIV-51 pages.

— *Voyages et voyageurs dans le Maine, du XVI^e au XX^e siècle.* Le Mans, A. de Saint-Denis, 1906, in-8 de 21 pages.

— *Course au clocher à travers le Saosnois.* Ibid., 1906.

QUELQUES COMPATRIOTES OU AMIS DÉCÉDÉS. — Bien qu'ils n'aient jamais été inscrits en notre Annuaire, il est d'autres noms touchés par la mort et auxquels, à divers titres, nous rendons un hommage d'admiration ou de sympathie.

— M. Frédéric-Etienne LEROUX, né à Ecouché, le 3 août 1836, décédé subitement à Paris, dans sa demeure (41 bis, rue du Montparnasse), âgé de 70 ans. Artiste renommé, élève de Jauffray, il exposa aux Salons depuis 1863. Il laisse un grand nombre d'œuvres remarquables. Citons entre autres : la statue de Jeanne d'Arc, à Compiègne ; le monument de Carnot, à Chabannais (Charente) ; dans la cathédrale de Vannes, le monument de l'évêque, Mgr Bétel ; une admirable figure couchée sur une tombe, au cimetière Montparnasse ; le monument Crespin-Dufayel, au Père-Lachaise ; le monument du Souvenir Français, à Tinchebray ; dans la cathédrale de Sées, les tombeaux de Mgr Rousselet, et de Mgr Trégaro, évêques de Sées ; les bustes de MM. de Marcère, de Renan, de Charles Moncelet, de Gustave Le Vavasseur, du duc d'Audiffret-Pasquier, d'Aubanel, à Avignon, du sénateur Choret, à Compiègne.

Le musée du Luxembourg possède de lui une *Marchande de Violettes*, en bronze. La décoration de la salle des fêtes, à l'Exposition de 1900, était son œuvre.

Il avait obtenu une troisième médaille au Salon de 1866,

une deuxième médaille en 1867, avec sa statue *Somnolence*, dont le marbre lui valut une autre médaille en 1870, et fut acquis par l'Etat, des médailles d'argent aux Expositions de 1878, 1889 et 1900.

M^{me} la marquise DE CHENNEVIÈRES-POINTEL, née Inès Fontan, veuve de notre éminent collègue Philippe de Chennevières, ancien directeur des Beaux-Arts et membre de l'Institut. Des notes curieuses sur l'occupation prussienne à Bellesme en 1870 et 1871, rédigées par elle en forme de journal, ont été insérées dans le tome II des *Mémoires de l'Académie de Bellesme*. M^{me} de Chennevières est morte à Bellesme, dans le vieux logis prioral de Saint-Santin, le 26 novembre 1906:

— Le marquis DE LA JONQUIÈRE, fils de l'un de nos anciens sociétaires les plus regrettés, décédé en novembre, à l'âge de 47 ans, a été inhumé à Mauves. Chef d'escadrons d'artillerie, chevalier de la Légion d'Honneur, auteur d'ouvrages estimés : *L'Année à l'Académie*, *Les Italiens en Erythrée*, *L'Expédition d'Egypte*. La mort l'a empêché d'achever cette dernière œuvre qui devait être considérable.

— Un artiste percheron, M. Alfred BRISARD, l'une des victimes de l'accident de chemin de fer, survenu à la gare d'Épernon, le 14 octobre, est inhumé dans le cimetière du Mage. Il laisse des toiles très remarquées, telles que *le Buveur d'Absinthe* et *les Braconniers*.

— M. l'abbé Louis GUGEON, curé des Tourailles, frère de notre collègue, M. Daniel Gugeon, son zélé collaborateur, avec lequel il a construit la ravissante église de Notre-Dame de Recouvrance, aux Tourailles. Il nous souvient avec quel empressement et quelle bonté charmante nous fûmes hospitalisés, à l'excursion de 1903, par ce prêtre si pieux et si modeste, objet de la vénération de toute une contrée.

— Au mois de décembre, mourait un vieux brave, qui mérite bien une mention en cette chronique d'histoire ornaise.

C'est le mercredi 1^{er} mars 1871, que les troupes allemandes entrèrent à Paris, qu'elles ne devaient évacuer que le surlen-

demain. Comme les alliés en 1815, elles étaient cantonnées dans le quartier des Champs-Élysées. Le *Bulletin de l'Union Bas-Normande et Percheronne* (janv. et fév. 1907) nous apprend pourquoi fut épargnée l'humiliation de les voir défilier sous l'Arc de Triomphe. C'est parce que la neige en cet hiver rigoureux couvrait encore le sol, et parce que ce glorieux monument avait pour gardien un brave Normand, Eugène JANNAUX, né le 28 février 1834, à Alençon, et enterré à Saint-Ouen, en décembre dernier. Il obtint ce poste en 1855, après avoir perdu une jambe à Sébastopol, et le garda jusqu'en 1898.

Le 28 février 1871, à la tombée de la nuit, il prit une bêche et une pioche et se rendit devant la façade donnant sur l'avenue de la Grande-Armée, et là, toute la nuit, oubliant le froid, il travailla avec ardeur à creuser une tranchée dans la neige.

Le lendemain matin, la voûte était impraticable, les Prussiens durent contourner l'Arc de Triomphe pour gagner les Champs-Élysées.

L'honneur était sauf, grâce au vieux brave ! Et ce dernier, quelques jours plus tard, pouvait répondre à un officier prussien lui demandant si l'on ne graverait pas bientôt le nom de Sedan sur les piliers : « Vous voyez bien qu'il n'y a plus de place ! »

— M. Jules LAIR vient de mourir, à soixante et onze ans, dans son hôtel de la rue Bossuet. Depuis six mois, il luttait contre la maladie avec cette énergie incomparable qui domina sa vie entière. Au moment même où ses forces le trahissaient, il savait encore ranimer son entourage, donner les ordres les plus précis, songer à tout et à tous.

Il était membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. La Normandie, sa province natale, inspira ses premiers travaux : Son *étude sur Dudon de Saint-Quentin* et ses recherches sur *les Origines de l'évêché de Bayeux*. Avec autant d'érudition que d'humour, il disserta sur cette question du droit normand : jusqu'à quel point est-il permis aux hommes de battre leurs femmes ? Le hasard de la découverte, faite, dans une propriété familiale, d'un paquet de lettres inédites, le conduisit à écrire ses deux beaux volumes sur *Nicolas*

Fouquet puis sur *Mademoiselle de La Vallière*. Les solides qualités de ses travaux sur le haut moyen-âge se doublèrent, dans ses livres sur le dix-septième siècle, de cette grâce et de ce charme qui ajoutent à l'évocation précise de son sujet. Il savait, avec un succès égal et une heureuse souplesse, appliquer aux époques les plus différentes la discipline historique qu'il avait apprise à l'Ecole des Chartes. Il avait ainsi mérité d'être appelé par la Société de l'Histoire de France à diriger l'édition nouvelle des *Mémoires du cardinal de Richelieu*.

Dans ses dernières, il avait publié un travail très étudié.

Ce savant était de plus un industriel actif et expérimenté, Président de la Société générale des téléphones, Directeur de la Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris, il appartenait aux affaires jusqu'à six heures du soir. Après quelques heures de repos, de perpétuelles insomnies lui permettaient de donner la majeure partie des nuits à ses travaux d'histoire.

L'homme privé valait chez M. Lair le savant et l'homme d'action. La famille, l'amitié lui ont donné quelques-unes de ses meilleures joies. Il sut aussi être un Mécène attentif, délicat et discret. Quelques-uns de ceux qui sont l'honneur de l'érudition française, lui ont dû, au seuil de leur carrière, des encouragements et de précieux appuis.

M. Jules-Auguste Lair était né à Caen, en 1836.

Damigny, le 8 juin 1907.

(A suivre).

L'abbé A. DESVAUX.

BIBLIOGRAPHIE.

Bibliographie des Recueils collectifs de poésies, publiés de 1597 à 1700, par M. Frédéric LACHÈVRE, 4 vol. in-4°, Paris, H. Leclerc, 1901-1906.

Ce monument d'érudition, auquel l'Académie des Inscriptions et Belles lettres vient d'accorder une juste récompense (prix Brunet 1906) révèle chez son auteur des goûts de lettré et un souci de précision, dont profiteront tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la poésie en France. Au ^{xviii}^e siècle, en effet, l'usage des recueils collectifs de vers fut très répandu ; les contemporains plaisaient cette mode mais lisaient ces sortes de revues. Des auteurs qui comptent, tels que Malherbe et Racan, ne s'adressèrent pas autrement au public, et leurs œuvres ne parurent à part qu'après leur mort. M. Frédéric Lachèvre donne non seulement la liste des pièces qu'il relève au compte de chaque auteur, pièces classées par ordre alphabétique en citant le premier vers, mais il publie intégralement des pièces non relevées par les derniers éditeurs de ses poètes, et il consacre à ceux-ci de brèves notices biographiques et littéraires ; enfin d'excellentes tables terminent chaque volume et tout le travail. On y remarquera des noms qui intéressent particulièrement les habitants du département de l'Orne et qui par suite ont dû se recommander d'eux-mêmes au savant bibliophile, ce sont ceux de Jean Bertaut, de Nicolas Chrestien, sieur des Croix, d'Hortense Desjardins, de Marguerite d'Angoulême, de Montchrestien, de Turgot, de Saint-Clair, de Nicolas Vauquelin des Yveteaux. On nous donne de celui-ci beaucoup de vers ignorés, dont quelques uns n'étaient pas trop mal venus. Dans une complainte il se présente *encoqueluché* et sans cesse éternuant.

Mes yeux pleuraient comme une vigne
Qu'on a taillée hors de saison
Ou comme un homme qui rechigne
Voyant fumer dans sa maison.

Vieillard, il commence ainsi une épître à M^{me} de Sablé.

Enfermé comme les grillons,
Non pas comme ils sont en Espagne,
Je vous escrips de mes tisons
N'osant plus tenir la campagne.

Un petit vieillard comme moy
A perruque et barbe tondüe
Ne doit plus ailleurs que chez soy
Montrer sa mine morfondüe.

Ailleurs, malmenant assez vivement une dame âgée qui veut faire la jeune, il dit que le Ciel la conserve.

Affin qu'un chacun puisse rire
De voir ce vieux flambeau sans cire
Qui voudrait encore éclairer.

Enfin, de ce compatriote passablement déraciné, M. Frédéric Lachèvre a su découvrir une pièce dédiée à un autre lettré de Normandie, de la Haute, et qui vaut au moins par son patriotisme provincial, *La Louange du Cidre* ; elle débute ainsi :

Cher Saint-Amant, tant renommé,
N'est-il pas vray que le Pommé
A bien icy bas quelque chose
De ce qu'un bon Turc se propose
De boire dans son Paradis
Bien plus faux que nos Amadis ;
Et que la douceur ineffable
Du Cidre fait tenir pour fable
Que jamais la table des Dieux
Ait eu rien de plus délicieux.

On voit que l'érudit ouvrage de M. Frédéric Lachèvre n'a pas l'aridité d'un sec catalogue.

BARON JULES A. DES ROTOURS.

Le Gérant : A. DUMOUCHEL.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 11 Avril 1907

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président

La séance est ouverte à deux heures.

Présents : MM. DESCOUTURES, l'abbé DESVAUX, LOUIS DUVAL, DUPRAY DE LA MAHÉRIE, DE LA FORTINIÈRE, DE FRANCE, GILBERT, GOMOND, l'abbé A. GUÉRIN, LESSART, l'abbé LETACQ, l'abbé MESNIL, vicomte DU MOTÉY, l'abbé RICHER, Paul ROMET, TOMERET, Robert TRIGER.

Excusés : MM. ADIGARD, DE BRÉBISSE, DE LA BRÉTÈCHE, CRESTE, comte DAUGER, l'abbé DUMAINE, GILLET, l'abbé GUERCHAIS, LÉBOUCHER, comte LE MAROIS, marquis DE LUDRE, MACAIRE, DE MALLEVOUE, marquis DE SAINT-PIERRE, baron DES ROTOURS, R. P. UBALD, comte DE VAUCELLES.

Lecture et adoption du procès-verbal de la séance précédente.

M^{me} Paul ROMET et M. MALLET, de Condé-sur-Sarthe, présentés à la dernière réunion sont proclamés membres de la Société.

Sont présentés aujourd'hui : MM. SANDRET, architecte du Département, par MM. l'abbé Richer et Tournouer, et l'abbé DUVAL, curé de Courteille (Alençon), par MM. Guérin et Desvaux.

M. Louis Duval offre pour notre Musée :

1° Deux plaques en cuivre avec inscription, trouvées lors de

la démolition de l'ancienne église de Montsort ; on lit sur la première : 1707. *M. Hamon, trésorier* ; et sur la seconde : 1745. *R. P. Mayet, recteur de ce collège a fait faire la réparation du dôme.*

2° Une série d'objets de l'époque gallo-romaine recueillis à Mézières, près Tourouvre, et comprenant des débris de vases en terre campanienne avec figures en reliefs, de mosaïque, et de vases en verre.

M. Lessart donne également au Musée plusieurs parchemins provenant de la bibliothèque du Mesnil de Montchauveau ; l'une de ces pièces est un livre de raison intéressant la paroisse de Montsort.

M. le Président adresse à MM. l'abbé Richer et Dupray de la Mahérie les remerciements de la Société pour leur zèle à installer notre bibliothèque ; les armoires placées par M. Mézen sont remplies ; malheureusement elles sont insuffisantes pour renfermer toutes nos collections, et il faudra songer prochainement à en ajouter d'autres. Elles coûtent 850 francs.

La clef de la Bibliothèque est déposée à la communauté voisine de la Providence, et aucun ne pourra en disposer sans présenter à la concierge une carte d'identité dont M. le Président nous montre le modèle.

On indique les articles qui paraîtront dans nos prochains Bulletins : *Nonant-le-Pin* (suite et fin), par M. Ch. Vérel ; *Bures*, par M. Baron ; *Une Famille Alençonnaise, les du Mesnil*, par le comte de Souancé ; *Glapien en Sainte-Scolasse*, par M. Savary ; *Les Cèdres du Liban*, par M. de Brébisson ; une monographie de *L'Hôpital de Séz*, par M. l'abbé Barret ; *La Forêt d'Ecouves*, par M. l'abbé Mesnil ; *Quelques Étymologies françaises*, par M. le comte de Charencey, etc...

M. le Président espère qu'à la fin de l'année on pourra donner aux Sociétaires le deuxième fascicule du *Pouillé du diocèse de Séz*, il annonce que M. Dupray de la Mahérie s'occupe d'en faire la table et le félicite de ce travail un peu ardu, mais d'une très grande utilité ; à cette occasion on dit combien il serait avantageux pour les chercheurs de posséder

également des tables de la *Semaine Catholique* et de l'*Almanach de l'Orne*.

M. le Président annonce que les fiches concernant les sites et les monuments ornaïes sollicitées par le Comité départemental du Touring-Club sont parvenues en grand nombre au président, M. Becker, il donne le nom des édifices religieux récemment classés, et demande de lui indiquer ceux qui sont dignes de l'être ; cette nouvelle liste sera soumise au Comité central et à M. Simil, architecte. M. Urbain de France désirerait que cette liste comprenne non seulement les monuments anciens, mais encore les nouveaux ayant un intérêt artistique, tels que la chapelle du Petit-Séminaire de Séez, menacée aujourd'hui d'être vendue ou détruite par suite de la fermeture de l'établissement. M. le Président tiendra compte de cette très juste observation.

M. le Président et M. Paul Romet donnent les titres de plusieurs ouvrages récemment parus intéressants pour nous et qui pourront être analysés dans notre Bulletin : *La Basse-Normandie*, par M. de Félice ; *Les Mémoires de Madame Delahante, née de Saint-Didier*, de Fontenay-les-Louvets, et *Les Mémoires de Madame de Boigne*, qui appartenait à la famille d'Osmond.

M. de Brébisson nous promet un article sur Matignon, complétant le travail de M. Henri Chardon.

On s'entretient des excursions de la Société qui auront lieu comme d'habitude vers la fin du mois d'août. Pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de notre fondation, la séance publique se tiendra à Alençon, le troisième jour, et M. le Président nous fait espérer la présence de plusieurs Membres de l'Académie Française. Le premier jour serait consacré à la ville du Mans et aux environs où nous aurons pour guide notre éminent confrère M. Robert Triger ; le second jour on visitera la région de Fresnay, Saint-Léonard, Saint-Cénery, si pittoresque et si intéressante pour les archéologues ; dans la matinée du troisième jour, excursion à Alençon et aux environs.

Rien ne figurant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire : A.-L. LETACQ.

Séance du 30 Mai 1907

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président

La séance est ouverte à deux heures.

Présents : M^{me} la baronne DE SAINTE-PREUVE, MM. DE BEAUREGARD, l'abbé DAREL, DESCOUTURES, l'abbé DESVAUX, LOUIS DUVAL, GILBERT, l'abbé LANDE, LEBOUCHER, l'abbé LETACQ, vicomte DU MOTÉY, l'abbé RICHER, Paul ROMET, TOMERET.

Excusés : MM. BOURNISSEN, DE BRÉBISSE, CORBIÈRE, CRESTE, l'abbé DUMAINE, Frédéric DUVAL, l'abbé GUESDON, MACAIRE, J. MALLET, l'abbé PAYSAN, baron DES ROTOURS, THOUREAU.

Lecture et adoption du procès-verbal de la séance précédente.

MM. SANDRET et l'abbé DUVAL, présentés à la dernière séance, sont proclamés Membres de la Société.

Sont présentés aujourd'hui : MM. Henri MARAIS, banquier à Laigle, par MM. Vérel et Tournoüer ;

Et PAIXHANS, château de la Bijude, à Bretteville-sur-Laize (Calvados), par MM. Tournoüer et des Rotours.

M. le Président nous fait part de la mort de M. Jules Lair, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, auteur de plusieurs ouvrages sur notre compatriote Pouqueville.

M. le docteur Beaudouin offre à notre musée une très jolie

gravure de Charlotte Corday, et M. Savary nous adresse une brochure de M. Charles Vatel intitulée *Dossier historique de Charlotte Corday, sa maison de la rue du Bègle à Argentan*, Paris, Rouquette, 1872, in-8°, 71 p.

L'ordre du jour nous invite à parler d'abord des excursions et de la séance publique de la Société ; elles auront lieu les 27, 28 et 29 août ; le programme reste fixé comme à la dernière séance : Premier jour, visite du Mans et des environs, réception dans la soirée à la maison de la reine Bérengère ; deuxième jour, excursion à Fresnay, Saint-Léonard, Saint-Céneri, Saint-Denis-sur-Sarthon, dîner au château de Saint-Denis chez M. Paul Romet ; troisième jour, visite aux monuments de la ville d'Alençon, déjeuner au château de Boisbulant, chez M^{me} la baronne de Sainte-Preuve, dans l'après-midi séance publique à la Maison d'Ozé.

M. le Président se propose d'inviter M. Just Lisch, inspecteur des Monuments historiques, qui a plus que tout autre contribué à la conservation du monument.

On règle la composition de notre troisième Bulletin de 1907 ; il comprendra : *Les Archives Anglaises*, par M. F. Duval ; *La Ferrière-au-Doyen*, par M. Baron ; *Glapiion*, par M. Savary ; *Charles de Goureault, gouverneur d'Alençon en 1620*, par M. Surville ; le *Capucin Valframbert*, par M. Henri Beau-douin ; la *Chronique*, par M. Desvaux.

M. Ch. Vérel annonce un article sur les protestants de Courtomer, et M. L. Duval une Biographie de Samuel de Frotté ; M. l'abbé Gourdel demande des documents sur la commune de Barville.

M. Tomeret rend compte d'un article de M. le comte de Charencey sur le duel, qui sera inséré dans un de nos prochains fascicules. On rappelle à cette occasion plusieurs duels fameux dans notre pays, entre autres celui de Jean de Carrouges et de Jacques Legris sous Charles VI, dont Voltaire a parlé dans son *Histoire du Parlement de Paris*.

M. le Président propose à la Société deux abonnements, l'un au *Bulletin de la Commission de recherche et de publi-*

cation des documents relatifs à la vie économique de la Révolution (trimestriel), l'autre à la Société d'Histoire contemporaine ; cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Président annonce la fondation par des élèves de l'Ecole des Chartes d'un Institut de paléographie, destiné à fournir aux Sociétés les documents dont elles auraient besoin pour leurs travaux.

M^{me} la baronne de Sainte-Preuve signale à la Société deux objets ayant un caractère historique qui mériteraient d'être conservés ; le premier est la tombe du curé Mérino dans le cimetière Notre-Dame d'Alençon, l'autre est la flèche qui soutient les rideaux du lit dans la chambre où a couché Charles X lors de son passage à Argentan en 1830 ; cette chambre se trouve dans le quartier Saint-Martin.

M. Leboucher observe en ce qui concerne la tombe de l'abbé Mérino que le Conseil municipal d'Alençon a voté une somme aux gardiens des cimetières pour veiller à la conservation des monuments funéraires ayant un intérêt historique ou artistique.

M. Leboucher conserve la parole pour nous entretenir des réponses faites au questionnaire du Touring-Club sur les monuments ou les sites intéressants de chaque localité. Ces réponses sont assez nombreuses et plusieurs très satisfaisantes. M. Leboucher nous en fait connaître quelques unes entre autres celles de MM. de Brébisson et l'abbé Godet sur le canton de Longny, qui pourraient servir de modèles. M. le Président engage très vivement M. Leboucher à continuer son inventaire et lui promet tout l'appui de la Société.

L'ordre du jour est épuisé et la séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire : A.-L. LETACQ.

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ

1^o Individuelles

DE BRÉBISSE : *Notice sur M. Canivet*, Alençon, Imp. Alençonnaise, 1907, in-8°, 16 p. (Extrait du Bulletin de la Société Archéologique de l'Orne.)

A. SURVILLE : *Les Forges de la Ferrière au XI^e siècle*, Flers, imp. Follope, in-8°, 4 p.

C. VATEL : *Dossier historique de Charlotte Corday, la Maison de la rue du Bègle à Argentan*, Paris, Rouquette, 1872, in-8°, 71 p. (offert par M. Savary).

F.-A. PHILIPPE : *Sécularisés. Le Frère Edmond, ex-instituteur public et libre, président de la Fabrique, conseiller municipal de Creully ou M. Emile Leveil, 1834-1905. — Le Frère Emmanuel de Tinchebray. — Le Frère Louis de Gonzague de Flers-de-l'Orne*, La Chapelle-Montligeon, 1906, in-8° 212 p.

2^o Périodiques

La Croix de l'Orne (hebdomadaire).

L'Indépendant de l'Orne (hebdomadaire).

Le Clocher de Saint-Laurent de Séz (bimensuel).

Les Annales de N.-D. de la Paix, Beauchesne (mensuel).

Le Semeur, bulletin paroissial de Saint-Jean-de-la-Forêt et de Saint-Aubin-des-Grois (trimestriel).

Revue Mabillon, n° 9, mai 1907.

Revue des Questions Historiques, 1^{er} avril 1907.

Archives des Facultés de Droit et des Lettres d'Aix.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, 1906.

Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne, 32^e année, 1906-07.

Bulletin de la Société Dunoise, avril 1907.

Revue de l'Avranchin, 1907, n^o 5.

Bulletin de la Société Polymatique du Morbihan, 1906.

Mémoires de la Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, t. IX, 1906.

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, t. XXXVI.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4^e trimestre 1906.

Bulletin trimestriel de la Société Archéologique de Touraine, 4^e trimestre 1906.

Kungl. Vitterhets Historie och Antikuitets Akademiens Manadsblad, 1903-1905.

Notions Géographiques et Historiques

SUR LA COMMUNE DE LA

FERRIÈRE-AU-DOYEN

(Suite)

CHAPITRE VI

VI. — Seigneurs du Tertre

Au sommet du faible coteau dont le pied est baigné d'un côté par l'Iton, de l'autre par le ruisseau du Tertre, s'élève un antique château, qui au cours des siècles a subi diverses transformations. La base de son élégante tourelle est de style féodal avec voûte surbaissée fermée par une clef de voûte artistique, petites fenêtres très étroites à l'extérieur, enfoncements muraux en forme de cachots. Le castel primitif devait remonter au ^x^e siècle. Le reste est un bâtiment quadrangulaire avec étage et mansardes. La partie contiguë à la tourelle est du même temps ; l'autre a été en partie reconstruite. Deux jolies vérandas, d'un goût original, viennent d'être ajoutées au dehors des portes extérieures.

Le site est charmant. Une cour d'honneur avec pelouses gazonnées, massifs, parterres, arbres verts variés, vivier, verger, jardin potager, vaste pâturage, communs, serre chaude, fruitier, sapinière formant parc, entourent le château. La nature et l'art semblent rivaliser pour en faire un délicieux séjour au bord de la route de Laigle, à deux kilomètres de la gare de Moulins et à trois cents mètres du petit bourg de la

Ferrière. Les intelligentes restaurations et décorations dont il a été récemment l'objet ont provoqué chez certains visiteurs une admiration à laquelle ils étaient loin de s'attendre.

Tout à côté se trouve la Rogerie, ancienne demeure seigneuriale moins importante que le Tertre. Vers le ^{xii}^e siècle, elle fut la propriété des seigneurs Roger dont elle a pris le nom. Au commencement du dernier siècle le hameau se composait d'une dizaine de maisons ; aujourd'hui il n'en reste plus que trois.

Selon toute apparence, c'était au Tertre que résidaient aux ^x^e et ^{xii}^e siècles les seigneurs mentionnés dans l'histoire du lieu. Nous ignorons ceux qui l'ont possédé depuis cette époque jusqu'à ce qu'il devienne la possession des Saint-Aignan.

1^o Alexandre DE SAINT-AIGNAN, sieur du Tertre en 1666, oncle du suivant.

2^o René DE SAINT-AIGNAN, second fils de Tanneguy et de Barbe Le Cornu, sieur du Tertre, auteur des seigneurs de Ronxou. (*Voir page 256, 2^e Bulletin 1907*).

3^o Gilles DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Ferrière, fils du précédent.

4^o Gilles-Ferdinand, fils du précédent.

Par suite de l'échange de la Grimmonnière avec le Tertre, cette dernière seigneurie passe aux mains de

Gilles II DE SAINT-AIGNAN, dit le Grand-Saint, fils aîné de Gilles I^{er} de la Grimmonnière et de Jacqueline Septier, baptisé à la Ferrière le 16 janvier 1721, écuyer, sieur du Tertre, fut marié deux fois : 1^o à Jacqueline-Françoise de la Haye de la Barre le 12 janvier 1745, inhumée le 20 mai 1751 ; 2^o en 1757 à Charlotte-Louise de Maurey du Hamel, fille de Pierre, seigneur et patron d'Orville. Il eut deux enfants :

1^o Victoire-Félicité-Suzanne DE SAINT-AIGNAN, morte jeune.

2^o René-Jacques-Pierre DE SAINT-AIGNAN, dit le Chouan, né le 27 août 1760, sieur du Tertre, marié en 1781 à Marie-Magdeleine-Julie du Bouillonney, mourut le 23 mars 1808.

Il resta pendant la Révolution à son château du Tertre et il est souvent mentionné comme conseiller de la commune dans les actes municipaux de cette période.

Le prince de Neufchâtel, grand veneur de la Couronne, lui accorda le 8 fructidor an XII, la permission spéciale de chasser

le menu gibier dans les forêts impériales de l'Orne sous l'autorisation de l'Empereur.

René-Jacques-Pierre eut quatre enfants :

1^o Auguste-François-Pierre DE SAINT-AIGNAN, né le 5 mars 1786, sieur du Tertre, marié à Marie-Magdeleine-Alexandrine le Grant du Souchey, mourut le 24 septembre 1845. Il avait été nommé maire de la commune par arrêté du vicomte de Riccé, préfet de l'Orne, en date du 20 mai 1816 et conserva cette charge jusqu'en décembre 1818, époque où il fut remplacé par M. Dehays de la Grimmonnière.

2^o Ferdinand-Jacques, né le 24 juillet 1789.

3^o Caroline-Julie-Clémentine, née le 6 septembre 1799, mariée le 3 octobre 1825 à Jean-Maurice de Raveton.

4^o Henri-Edmond, mort en 1822 à Nécy.

Auguste-François-Pierre eut pour fils unique Pierre-François-Alexandre DE SAINT-AIGNAN, sieur du Tertre, né à Chêne-brun (Eure), le 21 avril 1821, marié en 1846 à Jeanne-Marie-Sophie Girard de la Chaise (1) ; il mourut à Verneuil en 1866. Sa veuve s'est remariée à M. Petyste de Morecourt, officier de l'Empereur Napoléon III et décédé à Verneuil. Pierre-François-Alexandre vendit le Tertre à M. Jean-François Septier de la Bodinière. Sa veuve l'a racheté en 1892 et l'habite encore.

VII. — Sieurs modernes du bourg de la Ferrière

Dans la partie de la prairie comprise entre le Pré-au-Curé (affecté anciennement à la cure) et l'angle formé par la route n^o 3 et les chemins des Clos et de Moulins, la famille de Saint-Aignan a fait bâtir au commencement du siècle dernier une élégante maison bourgeoise. Au sommet de l'angle en question fut édifié plus tard un pavillon artistement décoré et flanqué d'une tour ronde plus élevée au haut de laquelle se trouve une galerie circulaire d'où l'observateur découvre le pays environnant, notamment la vaste prairie de la Grimmonnière où

(1) Les armes de La Chaise sont : D'argent à quatre fasces de sable (alias deux jumelles) surmontées d'un lion léopardé de gueules. — Couronne de comte.

serpente l'Iton, et adossé aux collines normandes que courent à l'horizon du levant les noirs sapins du Bois du Breuil.

C'est la résidence actuelle de la branche de la famille de Saint-Aignan dite de la Pichonnière et remontant par celle d'Auguaise à Jean de la Bretèche (1).

Jean-Jacques DE SAINT-AIGNAN, écuyer, sieur de la Pichonnière, fils de Charles-René, dit le Chevalier d'Auguaise, et de Magdeleine-Catherine de Tascher, marié à Séez le 30 prairial an VIII à Rose-Françoise-Marie Moynet, fille de François-Marie d'Astienne. Jean-Jacques est mort à Ecorcey à l'âge de 24 ans, en octobre 1805 et sa femme à la Ferrière-au-Doyen le 7 mars 1863.

En remontant la lignée, nous trouvons Pierre-André, né en 1718, seigneur et patron d'Auguaise et de Bréthel, marié le 11 mai 1738 à Marguerite Judith Le Prévost d'Irai, père de Charles-René-Jacques.

Pierre-André d'Auguaise eut pour père Pierre-Charles, capitaine au régiment de Boufflers, marié en 1714 à Jeanne Jouy.

Pierre-Charles était fils d'Alexandre, époux de Marie de Raveton de Chauvigny.

Alexandre était fils de Jean, époux 1^o de Catherine Le Fourrier, 2^o de Sébastienne de Catinat.

Jean était frère de Nicolas et tous deux fils de Jean de Saint-Aignan, seigneur de la Bretèche.

De Jean-Jacques DE SAINT-AIGNAN et de Rose-Françoise-Marie MOYNET sont issus :

1^o Marie-Magdeleine DE SAINT-AIGNAN, née en 1802, décédée le 20 février 1812.

2^o Jacques-François-Hilarion DE SAINT-AIGNAN, écuyer, sieur de la Ferrière, né à Notre-Dame-d'Aspres le 23 octobre 1803, marié le 13 septembre 1830 à Zoë-Adélaïde du Rouil, fille de Louis-Auguste et de Marie-Adélaïde de la Haye de la Barre, décédé à la Ferrière-au-Doyen le 24 septembre 1864. Il a administré la commune en qualité de maire depuis 1852 jusqu'à sa mort.

(1) Tableaux généalogiques communiqués par M. Vérel.

3^o Céleste DE SAINT-AIGNAN, née en septembre 1805 et décédée à la Ferrière le 22 septembre 1831.

Enfants de Jacques-François-Hilarion :

1^o Alfred DE SAINT-AIGNAN, né à la Ferrière le 18 septembre 1831, marié à Thérèse de Maussion de Candé.

2^o Henri DE SAINT-AIGNAN, né le 14 février 1833 à la Ferrière, sans hoirs.

3^o Marie-Zoë DE SAINT-AIGNAN, née le 19 octobre 1834, morte religieuse à Paris vers 1866.

4^e Paul DE SAINT-AIGNAN, né le 23 novembre 1835, marié : 1^o à M^{lle} de Maussion ; 2^o à M^{lle} de la Rouveraie, mort à Saint-Nicolas-de-Sommaire. Il a fait la campagne de 1870-1871 comme capitaine de mobiles et obtint ensuite la croix de la Légion d'Honneur.

5^o Zoë-Mélanie DE SAINT-AIGNAN, née le 20 février 1837, mariée le 19 novembre 1860 à Louis-Ernest Chapelle, fils de Louis et de Léontine Ballue.

Enfants d'Alfred de Saint-Aignan :

1^o Marie-Zoë-Angèle, morte jeune.

2^o Marie-Thérèse-Zoë DE SAINT-AIGNAN, née le 16 octobre 1867, mariée à Pierre de Tourneuf, né à Theiss (Isère) le 30 novembre 1870.

3^o Zoë-Marthe DE SAINT-AIGNAN, née le 11 août 1872 à la Ferrière, religieuse de Saint-Vincent-de-Paul.

Enfants de Paul de Saint-Aignan

1^o Jeanne DE SAINT-AIGNAN, née à Saint-Nicolas-de-Sommaire.

2^o Françoise DE SAINT-AIGNAN, née à Saint-Nicolas-de-Sommaire.

Enfants de Pierre de Tourneuf et de Marie-Zoë-Thérèse de Saint-Aignan :

1^o Henri DE TOURNEUF, né le 24 janvier 1900.

2^o Germaine-Marguerite-Marie-Thérèse (5 mai 1901).

3^o Raymond-François-Louis, 20 mai 1902.

4^o Marthe-Gabrielle-Andrée (28 juillet 1904).

VIII. — Sieurs de L'Aunay

Situé à un kilomètre en aval de la Grimonnière, sur l'Iton, et à l'entrée de la gorge qui se termine à Bonsmoulins, le manoir se laisse reconnaître à son pavillon dont la toiture est en contrehaut de tout le corps de bâtiments. C'était jadis comme une sentinelle avancée protégeant la vallée des deux côtés. Les sources abondent en cet endroit. Le ruisseau qui amène les eaux de la région des Beslières a son confluent tout auprès. Toutes ces eaux ont une transparence et une limpidité parfaites. C'est pour cette raison qu'au nom propre on a ajouté le qualificatif de « Belle Eau ». L'aune y croissait en abondance, d'où le nom d'Aunaie, lieu planté d'aunes ou Aunay, qui a été donné à l'ancienne résidence des derniers rejetons de la famille du Plessis.

Nicolas DU PLESSIS, seigneur de l'Aunay en 1558, frère de Guillaume du Plessis de la Grimonnière, était époux de Marguerite de Venois. Celle-ci étant veuve fit don à la Fabrique de la Ferrière, comme aumône, de un sol de rente, ce qui fut accepté par Messire Raoul Duboullay, prêtre, et Guillaume Gautier, trésorier.

Jean DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Bretèche, époux d'Anne du Plessis, fille des précédents.

Sébastien DE SAINT-AIGNAN, seigneur de l'Aunay, fils de Jean de la Bretèche et d'Anne du Plessis, marié à Louise du Plessis.

Enfant : Nicolas DE SAINT-AIGNAN, marié en 1654 à Louise d'Aureinvillle, fille de Louis, sieur des Beslières en Bonsmoulins et de Françoise Le Michel.

Enfants de Nicolas de Saint-Aignan et de Louise d'Aureinvillle :

1^o Françoise DE SAINT-AIGNAN, née le 24 août 1668.

2^o Pierre DE SAINT-AIGNAN, né le 27 octobre 1671.

3^o Barbe DE SAINT-AIGNAN, née le 17 décembre 1674.

IX. — Sieurs de la Lizotière

Extrait du registre des comptes de la Fabrique de 1618 à 1686.

1625 à 1636. — André DE SAINT-AIGNAN, escuyer, trésorier de la Fabrique.

1672. — Pierre DE SAINT-AIGNAN, sieur de la Lizotière, trésorier.

1681. — Pierre DE SAINT-AIGNAN, sieur des Acres et de la Lizotière, trésorier, se retira au bourg de Bonsmoulins.

X. — Sieurs de la Vacherie

Léon JULIOTTE, écuyer, sieur des Beslières et de la Vacherie, épouse par contrat du 16 juillet 1596 Marie de Raveton.

Jean JULIOTTE, écuyer, sieur des Beslières, Réveillon, la Vacherie, épouse par contrat du 14 octobre 1625 Suzanne de Torchard.

Henri-René DE SAINT-AIGNAN, écuyer, sieur de la Vacherie, cheval-léger, mort après 23 ans de services, fils de René et d'Angélique Laudier, vers 1723.

Par acte en date du 1^{er} octobre 1776, Gilles-Ferdinand de Saint-Aignan, seigneur de Charlevigny, paroisse de Saint-Martin du Vieux-Verneuil, a vendu à Claude-François Levesque de Louvoy (1), conseiller du Roy, référendaire en la chancellerie du Parlement de Rouen, demeurant à la Ferrière, la ferme de la Vacherie moyennant 31.200 livres (2),

XI. — Sieurs de la Haute-Voie

Guillaume GAUTIER, 1587 (archer de la compagnie de M. de Carouges, procureur de Jean de Saint-Aignan de la Bretèche,

(1) Louvoy, village de Gâprée dont les Levesque sont originaires.

(2) Notariat de Moulins.

sieur de la Haute-Voie, demeurant à la Ferrière), fut trésorier de la Fabrique.

Louis-Léonor d^u MESNIL, inhumé le 19 avril 1720.

Henri d^u MESNIL, 1^{er} janvier 1721.

Messire d^u MESNIL-LAPLACE, sieur de la Haute-Voie, commandant de grenadiers, chevalier de Saint-Louis, 4 septembre 1748.

Jean-René DE SAINT-AIGNAN, écuyer, sieur de la Haute-Voie, fils de Gilles 1^{er} et de Jacqueline Septier, fut baptisé à la Ferrière le 6 décembre 1721 et marié à Marie-Anne-Françoise de Saint-Aignan, fille de Pierre-Charles, seigneur d'Auguaise. Elle fut inhumée le 30 mars 1755 et lui le 16 juillet 1756; ils n'eurent pas d'enfants.

La voie romaine, dite « Chemin aux Bœufs », qui traverse la commune de l'est à l'ouest a son plus haut point d'élévation au carrefour des Trois-Croix. C'est ici le haut de la Voie ou la haute Voie, qui a donné son nom au hameau voisin. Il est relativement élevé et le terrain s'abaisse ensuite en pente douce jusqu'à l'Iton, dont la source jaillit au pied de ce côteau.

Le vieux manoir, avec sa massive toiture en croupe domine les autres habitations.

XII. — Sieurs de la Rogerie

Léon DE JULIOTTE, fut anobli en 1597. Il avait épousé Marie de Raveton (par contrat du 16 juillet 1596, fille de feu Jean et d'Anne de Mailloc). Il fut sieur des Bélières et de la Vacherie, fils de Jean, sieur des Bélières et de Marguerite Mallard.

Jean DE JULIOTTE, écuyer, sieur des Bélières, Réveillon et la Vacherie, épouse par contrat du 14 octobre 1625 Suzanne de Torchard, fille de Jean, écuyer, sieur de la Géraudière et de Judith Le Vasseur.

Tanneguy DE JULIOTTE, écuyer, seigneur de Réveillon, marié par contrat du 25 janvier 1664 à Anne de Saint-Aignan, fille de feu Nicolas de la Grimmonnière et de Françoise de Lieuray.

1688. — Antoine DE JULIOTTE, sieur de la Rogerie, a été inhumé dans l'église le 10 novembre 1713 par M. le Curé de Moulins.

Marguerite DE JULIOTTE, inhumée le 17 octobre 1719.

Jean DE JULIOTTE, sieur du Sauçay, mariée à Louise de Venois, mort en 1737.

1729. — Robert DE JULIOTTE, fils du précédent, sieur du Sauçay, né à Irai le 26 janvier 1700.

Thérèse DE JULIOTTE, née le 12 avril 1753, fille de Robert de Juliotte et de Catherine-Mathurine de Clinchant, mariée à Irai le 11 février 1777 à Jérôme de Beaudot, écuyer, sieur de Boyon.

Jean MABRÉ, conseiller du Roy et lieutenant de police de Moulins et Bonsmoulins et son épouse Anne DE JULIOTTE, eurent une fille, Marie-Anne, qui épousa Charles des Champs, sieur de la Lutumière à Courtomer en 1740.

XIII. — Sieurs des Chesnes

Gilles MALLARD, marié à Nonant le 26 juin 1725 à Gèneviève Denis, fille de Jacques, écuyer, et de Catherine de Fréville.

Jacques MALLARD, sieur de Breuil, fils des précédents, baptisé à Moulins le 3 février 1732.

François-Antoine MALLARD, fils de Claude-Antoine et de Marie-Françoise Lebœuf, seigneur de Fai et des Chesnes, baptisé à Saint-Jean de Laigle le 25 novembre 1721, inhumé à Laigle le 7 avril 1786, marié à Louise-Charlotte de Rupierre.

21 mai 1772. — Georges-Antoine-Henri MALLARD, fils des précédents, baptisé à Fai le 2 octobre 1751, épouse Rose-Françoise-Julie de Rupierre

La famille des Mallard, qui était très nombreuse, remontait aux siècles précédents, ainsi que l'attestent les dénominations insérées au Pouillé diocésain, où plusieurs Mallard sont désignés comme présentateurs à la cure du lieu.

Nous avons trouvé isolément les noms suivants :

Guillaume Juliotte, sieur du Boulay en 1585.

Messire le Hantier, des Mèletières, seigneur de Boisarnault.

Ferdinand d'Aureinville, écuyer, qui déclare le 18 Frimaire an II prendre son domicile à la Bigotière en cette commune après avoir résidé à Verneuil.

CHAPITRE VII

Ephémérides révolutionnaires

Nous n'allons pas entreprendre le récit de tout ce qui s'est passé pendant cette période mémorable ; nous dirons simplement les faits les plus saillants consignés aux registres des actes de la mairie ou au cahier des doléances présenté par la municipalité à l'Assemblée nationale de 1789.

29 juin 1788. — Nomination de délégués pour choisir un président dans l'ordre de la Noblesse, au lieu et place de M. le marquis de la Genevraie. Ont été élus : MM. René-Jacques-Pierre de Saint-Aignan, sieur du Tertre et Alexandre Desclos.

21 septembre 1788. — Nomination de deux adjoints devant assister les huit députés de la paroisse pour asseoir la taille et autres impositions.

28 septembre 1788. — Lesdits députés choisissent trois collecteurs des impôts pour 1788 et trois autres pour 1789.

Cahier des Doléances pour la paroisse de Saint-Vincent de la Ferrière-au-Doyen fait et arrêté par nous, soussignés, le vingt-cinq février mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Après la notification et publication des lettres du roi, pour la convocation et tenue des Etats-Généraux de ce royaume faites au prône de la messe de paroisse par M. le Curé, le vingt-deux dudit mois et par lectures et publications et affiches pareillement faites le même jour, à l'issue de ladite messe de paroisse, au-devant de la porte principale de l'église,

nous, paroissiens et habitants de cette paroisse, soussignés, assemblés au lieu ordinaire, après le son de la cloche, à la manière accoutumée et devant nous, maître Nicolas Duboulav, curé de cette paroisse, avons l'honneur de vous représenter,

1° Que nous avons le malheur d'habiter le terrain le plus ingrat qu'on puisse voir, sur lequel nous voyons exister la plus grande des misères et entraîner le fruit du travail des malheureux par les pluies et les inondations, qui par leur continuité, vassent nos herbes déjà d'une très mauvaise qualité, joint au désagrément d'y voir une quantité de douves, chose si dangereuse, qu'elle nous fait essuyer tous les jours des pertes considérables ; en outre, ayant toujours contribué à la création et rétablissement des grandes routes sans pouvoir participer à l'avantage d'une depuis longtemps désirée de Mortagne à Gacé, passant par Moulins, quoique justement demandée, nos réclamations, à cet égard, ont toujours été rejetées. On s'est servi de notre rétribution pour des routes éloignées, desquelles nous ne tirons aucun avantage. Notre demande est cependant si juste que l'obtenant, le transport de nos denrées donnerait à notre peuple une vie bien plus douce et éloignerait conséquemment la misère, fléau qui ne cesse de nous accabler de toutes parts, n'ayant point débouché, à cause des chemins qui rendent nos habitations inaccessibles.

2° Que nous serions flattés de participer à la distribution de l'argent de charité (1), à quoi nous n'avons jamais pu parvenir par le peu d'accès auprès de M. l'Intendant.

3° Nous avons dans cette paroisse les forêts de Moulins et Bonsmoulins, contenant dix-sept cents arpens environ, lesquelles nous procurent une quantité de bêtes fauves, qui à la veille de faire notre moisson, viennent mettre en litière nos grains : outre que les chevaux des voituriers de charbon, qui

(1) On appelait fonds de charité les fonds accordés par le roi pour l'entretien des ateliers dits de charité, établis pendant l'hiver pour fournir des moyens d'existence aux ouvriers sans travail, que l'on occupait à la construction des routes. Parmi les établissements qui illustrent le règne de Louis XV et font bénir sa mémoire, les ateliers de charité tiennent le premier rang. Ce sont des monuments de bienfaisance, qui sont dignes de la reconnaissance de la nation présente et des générations futures.

(*Procès-verbal des séances de l'Assemblée, provinces de la Mayenne, de la Normandie et du Perche, généralité d'Alençon, p. 219.*)

sont en grand nombre dans ces forêts pour le transport du charbon et autres marchandises, nous exposent encore à la douleur de voir augmenter notre perte à ce moment de notre pauvre récolte déjà trop ravagée par les susdites bêtes fauves lorsqu'ils viennent à y entrer, surtout la nuit, où il n'est pas facile de toujours veiller, et encore aussi difficile de faire payer le dommage, surtout à des étrangers qui ne font que passer et souvent eux-mêmes malheureux. En dédommagement de cette affliction, nous avons le droit de mettre au pâturage dans ces forêts des bestiaux qui nous donnaient une aisance à la vie, et qui nous indemnisaient des pertes que nous causaient et nous causent tous les jours ces malheureux animaux. Nous avons eu le désagrément de nous voir enlever ces usages, ce qui nous a ôté la facilité de donner à notre terrain, déjà très ingrat par lui-même, les engrais nécessaires, vu la diminution considérable de paillier (1) qui se trouvent dans cette paroisse, et d'ailleurs plus de bestiaux pour le pourrir, puisque, outre notre droit, enlevé depuis plusieurs années, il n'est plus permis, comme il y a dix, douze ans, de faire pâturer dans ces forêts, pas même dans le bois de trente à quarante ans ; ce qui ne ferait cependant aucun dommage au prince et qui nous causent une disette inexprimable, d'autant plus que ceux qui avaient quatre à cinq vaches en nourrissent à peine une ; pour lequel droit nous justifierons toutefois et quand des titres revêtus de toutes leurs formalités. Nous avons encore une indemnité, la liberté de prendre du bois blanc pour chauffer les pauvres de cette paroisse, malheureusement en très grand nombre ; ce qui leur aurait ôté de grandes souffrances, surtout l'hiver dernier, à cause de la grande rigueur du froid connue à tout le monde ; ce qui devrait nous faire regretter d'être si voisins de ces forêts, si nous n'avions la confiance que notre prince jettera sur nous un coup d'œil favorable et aura pitié de notre accablante misère.

(1) Paillier, synonyme d'étrain. « Tous les houstes rézéans et demorens en la terre Saint-Nicolas à Courbeville, peuvent et pourront maître et ouster leurs pailliers et fumiers pourrir..... en tous nos chemins ».

(*Charte de Robert de Vieux-Pont, année 1330, citée par la Curie de Sainte Palaye à l'art. Paillier*).

Nous oublions encore de faire observer que nos terrains, environnés comme ils le sont des forêts sont tellement ombragés par le bois qu'à peine nous récoltons ce que nous avons semé.

4° Que nous souffrons beaucoup de la suppression de l'ancien bailliage de Moulins, pour infinité de raisons que nous n'osons pas exposer.

La meilleure raison que nous puissions donner est l'éloignement de celui d'Alençon, ce qui nous cause une dépense bien plus considérable et nous laisse dans la douleur de voir le crime impuni, tant à cause de la longueur du chemin pour faire ses plaintes que parce que lors même qu'on y va, les officiers, effrayés de ce même trajet, négligent de se transporter pour prendre les connaissances nécessaires.

5° De vouloir bien nous accorder la répartition des impôts dont nous sommes chargés en accordant aux personnes famées et les plus justes de ce lieu, et cela en présence de M. le Curé et seigneur, ou autre personne élevée en dignité, ce qui nous éviterait une dépense très inutile d'aller d'un endroit fort onéreux chercher un élu pour asseoir, qui ne peut connaître comme nous les propriétés du local.

6° Nous serions flattés que le recouvrement de ces derniers fût versé directement dans le trésor royal, pour lors les receveurs que nous payons bien cher nous deviendraient inutiles, chose vraiment désirée depuis longtemps, connaissant véritablement les abus qui s'y commettent.

7° Nous avions autrefois à Moulins une brigade de maréchaussée telle que celle qu'on vient de supprimer, indépendamment de l'utilité dont elle était dans un endroit si près des forêts.

8° De remettre au dit Moulins dont nous ne sommes éloignés que de viron une demi-lieue. deux foires qui nous causaient le plus grand avantage pour la vente de nos bestiaux et autres denrées. Pourquoi, demande qu'elles soient rétablies et qu'elles restent franches pendant plusieurs années afin de les accréditer le plus tôt possible.

9° Que le rétablissement du tabac en carottes devienne on ne peut plus intéressant, les malheureux particuliers qui n'ont plus la liberté d'aller chez les débitants s'en faire acco-

moder à leur goût, suivant que chacun l'aime plus ou moins fin, crient avec raison à l'injustice de ce qu'on les force de se conformer à la volonté des fermiers généraux, qui se sont imaginé de se faire autorisé à ne donner que du tabac en poudre aux débitants. La plupart de ceux qui n'ont de l'argent qu'à la sueur de leur front sont obligés de s'adresser aux débitants, qui ne peuvent les satisfaire, parce qu'ils n'ont que de ce tabac moulu on ne peut gris et très souvent on ne peut plus mauvais ; on peut même assurer qu'on n'en a point encore eu de passable. Il n'y a donc plus que les personnes un peu plus à leur aise qui puissent se satisfaire par la liberté d'aller au bureau lever une carotte. A quoi bon chercher à augmenter le malheureux sort des êtres peu fortunés que l'on prive même encore du tabac à fumer en ne donnant aux débitants que onze ou douze onces pour débiter chaque semaine.

10° Que le sel, qui est une denrée de la dernière nécessité, soit marchand, et qu'on ne contraigne pas des gens, la plupart du temps sans pain à en lever au grenier de sa dépendance que lorsqu'ils le voudraient et se trouveraient dans le cas de pouvoir le faire.

C'est pourquoi nous supplions MM. les Députés composant les Etats Généraux de jeter un œil de compassion sur ces pauvres infortunés qui ont la douleur de se voir enlever une portion de leur revenu, n'ayant eu personne jusqu'à ce jour pour prendre leur défense

Ce dit jour et an.

Michel Trouvé, Louis Lecomte, Charles Lecomte, Gabriel Lemuet, Michel Moisseron, Michel Lecomte, Nicolas Vindras, Jean Philippe, Nicolas Dutheil, Pierre Renard, Marin Vindras, Adrien Lépinette, Germain Mauguin, François Lecomte, Jean Cordier, P. Peigné, Pierre Vindras, Desclos, Desclos, syndic, Duboulay, Jean Morrière, Duboulay, curé de la Ferrière-au-Doyen.

21 Janvier 1791. — Les sieurs Nicolas Duboulay, curé, et Jacques Duboulay, vicaire, à l'issue de la messe paroissiale, prêtent le serment civique prescrit par la Constitution, dans les termes ci-après :

« Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse
 « qui m'est confiée, d'estre fidèle à la Nation à la loy et au
 « roy de maintenir de tout mon pouvoir la constitution
 « décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roy
 « en tout ce qui sera point contraire à la religion.

« DUBOULAY.

« *Curé de la Ferrière-au-Doyen* ».

« Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse
 « qui m'est confiée d'estre fidèle à la Nation, à la loy et au
 « roy de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution
 « décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roy
 « en tout ce qui ne sera point contraire à la religion.

« DUBOULAY.

« *Vicaire de la Ferrière-au-Doyen* ».

Le serment en question était contraire aux constitutions de l'Eglise, et comme tel ne put obtenir l'assentiment du Pape. Celui-ci l'interdit formellement et alors un schisme se produisit dans l'Eglise de France. La plupart des évêques et des prêtres restèrent fidèlement unis au pape ; les autres se séparèrent et furent déclarés schismatiques. C'est à cette occasion que les curés Duboulay, frères, rétractèrent leur serment par la lettre ci-après qu'ils adressèrent à la municipalité :

« MESSIEURS,

« Si les restrictions que nous avons faites, mon frère et
 « moi, lorsque nous avons prêté le serment ne suffisaient pas
 « pour nous mettre à l'abri des reproches que Dieu pourrait
 « nous faire ; nous vous déclarons que nous annulons abso-
 « lument tout ce qui pourrait blesser la religion, et que nous
 « ne reconnaissons ny reconnaitrons en aucune manière le
 « sieur Fessier pour notre évêque. Je suis avec le plus pro-
 « fond respect Messrs.

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« DUBOULAY, *prêtre*,

« DUBOULAY, *prêtre*.

« Vous pouvez, Mess^{rs}, attacher cette lettre au registre de
« votre municipalité.

« Messieurs les Officiers de la municipalité de la Ferrière-
« au-Doyen.

« La Ferrière ».

Schisme. — Pour qu'un prêtre puisse exercer valablement son ministère dans une paroisse, il ne suffit pas qu'il ait reçu la consécration sacerdotale, il est nécessaire que son pouvoir soit déterminé et délimité d'une façon nette et précise. Cette consécration et ce pouvoir lui sont conférés par son évêque. Mais l'évêque lui-même, d'où tire-t-il sa puissance ? Du Souverain Pontife. En remontant le cours des âges, la série non interrompue des papes commence à saint Pierre, qui avait reçu sa consécration et son pouvoir du divin Maître. Telle est la véritable et unique source de la vie chrétienne. Tout évêque qui se sépare du pape n'a plus la vie que Dieu a procurée aux hommes pour leur salut. Semblable à une branche séparée du tronc, laquelle n'en reçoit plus la sève ni la vie, le schismatique est une branche morte, qui ne peut communiquer que la mort à ses rameaux. C'est la condition de tous les rebelles qui se sont révoltés contre l'église du Christ, témoin Photius, Luther, Calvin, Zwingli, Henri VIII, etc. A l'époque où nous arrivons, un schisme se produisit. La Constituante avait décrété que les évêques seraient exclusivement choisis par les électeurs. Tout d'abord, ce fut le pouvoir civil qui exerça ce droit. Le métropolitain devait seulement consacrer l'élu. Les historiens de presque toute nuance ont été unanimes à blâmer cette ingérence exclusive du pouvoir civil dans les affaires religieuses. Si la puissance religieuse s'arrogeait le droit de diriger à son gré les affaires civiles, il y aurait dans bien des cas des abus qui se tourneraient contre elle. A plus forte raison, le pouvoir civil doit user d'une grande réserve lorsqu'il s'agit d'affaires intéressant la conscience chrétienne.

Les paroles du Sauveur à Pierre : « Je te donne les clefs du royaume du ciel... » et cette autre : « Pais mes agneaux, pais mes brebis » ou enfin : « Tu es pierre et sur cette pierre je

bâtirai mon église... » allaient devenir lettre morte pour les novateurs. Qu'importait à quelques intrigants comme Talleyrand et consorts la parole divine ? Le schisme fut consommé.

Un ancien curé de Bérus (Sarthe), près Alençon, Le Fessier, fut nommé évêque constitutionnel de Séez, avec les citoyens Cucu et Malassis pour grands vicaires. La plupart des prêtres du diocèse ne voulurent point le reconnaître. Ils durent prendre le chemin de l'exil ou se cacher pour éviter la persécution. Un sieur Duchesne, de Moulins-la-Marche, fils de l'ancien notaire, devint curé assermenté de la Ferrière. Pendant quelque temps les curés Duboulay, enfants de la localité, purent dire leur messe aux petits autels de l'église paroissiale, l'autel principal étant réservé à l'intrus. Pour éviter des scènes, ils finirent par se retirer totalement. C'est ainsi que pendant quelques années il y eut deux cultes à la Ferrière.

11 juillet 1791. — Sur l'invitation du curé Duchesne la municipalité visite le presbytère et détermine les réparations à y faire.

14 juillet 1791. — *Fête de la Fédération*. — (Copie textuelle de l'acte inséré au registre). — « L'an trois de la liberté, le
« jeudi quatorzième jour de juillet, Nous, Membres soussignés
« composant le corps municipal de la communauté de Saint-
« Vincent de la Ferrière-au-Doyen, réunis ; voulant nous
« conformer en tout au décret de l'Assemblée nationale et au décret du Directoire du département de l'Orne,
« en date du vingt-huit juin dernier, concernant la fédération
« nationale qui a dû avoir lieu à la même heure en toutes les
« parties de l'empire français ; en conséquence de ce pacte
« fédératif, nous constatons avoir assisté ainsi que les citoyens
« et les citoyennes de cette paroisse avec l'enthousiasme du
« civisme le plus pur, à l'auguste cérémonie qui a été faite ce
« dit jour dans notre enceinte avec la plus grande solennité,
« y avoir prêté et fait prêter devant nous par les membres du
« conseil général de cette commune le serment individuel et
« reçu celui desdits citoyens et citoyennes qui ont voulu se
« lier par le même serment au maintien de la constitution et
« de la liberté, ensuite les voix se sont unies à celles du clergé,

« ont chanté le *Te Deum* ; la religion épure et sanctifie le
« patriotisme ; toutes les bouches répètent le *Domine salvum*
« *fac regem* en implorant pour le roi l'Arbitre des Souverains,
« e! ensuite cette imposante et sublime cérémonie se termine
« par les cris répétés : Vive la nation ! Honneur éternel à la
« Religion ! Respect à la loi ! D'après quoi nous avons dressé
« acte procès-verbal pour valoir et servir ce que de raison.
« Fait et arrêté en l'église de Saint-Vincent de la Ferrière-au-
« Doyen ces dits jour, mois et an que dessus.

« Signé : DUCHESNE, etc. »

30 novembre 1791. — Duchesne invite du haut de la chaire, au prône de la messe paroissiale, quelques citoyens à intimer au sieur Duboulay, ci-devant curé, l'ordre de ne faire aucune fonction dans l'église excepté celles permises par la loi.

— Le Maire et les Officiers décident qu'une croix sera élevée dans le cimetière pour remplacer l'ancienne tombée de vétusté.

31 mars 1792. — Injonction aux curés Duboulay, frères, de dire leurs messes à l'autel de la Sainte-Vierge les fêtes et dimanches, de huit heures et demie à neuf heures et demie du matin, et les autres jours de onze heures à midi. Permission leur est accordée de se servir des ornements nécessaires, mais défense de sonner leurs messes.

8 avril 1792. — Plusieurs citoyens de cette commune s'étaient permis d'eux-mêmes de s'attrouper pour conduire une personne de force à l'église (sans aucun doute à la messe du sieur Duchesne), ce qui était contraire à la liberté et à la loi du 10 août 1789, stipulant que les municipalités veilleront au maintien de la tranquillité publique et au besoin requerront la force publique pour punir les perturbateurs du repos public, quelle que soit leur condition, un arrêté fut pris par la municipalité pour mettre un terme à de pareilles tracasseries et pour déférer leurs auteurs aux tribunaux de justice.

2 juin 1792. — Enumération des biens de la Fabrique qui sont grevés de fondations.

14 juillet 1792. — En exécution de l'article 12 de l'arrêté du Conseil général du département concernant les prêtres inser-

mentés, le Conseil de la paroisse donne le signalement et le domicile des curés Duboulay et atteste qu'ils ne causent aucun trouble.

9 septembre 1792. — En conformité des ordres du Directoire du district de Laigle, le Conseil se transporte exprès chez le sieur Nicolas Duboulay, père, pour y trouver ses deux fils, prêtres insermentés, lequel déclare que ceux-ci se sont absentés de son domicile le six du présent mois, à midi, pendant qu'il était à Moulins et qu'il ignore le lieu où ils se sont réfugiés.

22 septembre 1792. — Le château de la Grimmonnière appartenant au sieur Dehays est saccagé. Le Conseil visite le château et constate les délits et dégâts résultant du pillage : meubles brisés, croisées, châssis et vitrages cassés, peupliers et ormes mutilés, etc.

28 octobre 1792. -- Publication de la loi qui ordonne le recensement des grains de la commune et élection de deux commissaires pour cette opération.

4 novembre 1792. — Inventaire des registres des baptêmes, mariages et sépultures depuis 1678 jusqu'à 1792, lesquels sont déposés aux archives de la municipalité.

19 novembre 1792. — Le médecin de Laigle adresse au Maire un certificat attestant que Nicolas Duboulay, prêtre condamné à la déportation ne peut sans danger entreprendre aucun voyage, étant atteint d'un crachement de sang et d'une diarrhée ; de même Jacques Duboulay, son frère, ayant une fièvre bilieuse. Ils requièrent un passe-partout pour se rendre, après leur convalescence, au Hâvre et de là en Angleterre.

16 décembre 1792. — La publication du mariage de Nicolas-Alexandre-François Duchesne, prêtre, curé constitutionnel de cette paroisse, fils de feu Alexandre-François Duchesne, avec Adélaïde-Prudence Du Val, couturière, fille d'Etienne Du Val, cordonnier de Saint-Léger de Fécamp, a été faite par M. de Saint-Aignan Jacques-Pierre, officier public de la municipalité de la Ferrière.

21 décembre 1792. — Nicolas Vindras donne à ferme pour

trois ans à la municipalité une chambre haute de sa maison, près l'église, pour servir de chambre commune.

1^{er} janvier 1793. — L'administration locale fixe le vendredi de chaque semaine de huit heures à midi pour la tenue de ses séances, qui seront publiques.

25 janvier 1793. — Confiscation des biens et revenus appartenant au sieur Louis-Jacques-Pierre Rosse, prêtre insermenté, n'ayant pas justifié de sa résidence.

15 février 1793. — Le Directeur du Jury d'accusation du district de Laigle décrète l'arrestation du nommé Malitourne.

18 février 1793. — Etat des biens de Charles-Alexandre de Cohardon, qui n'a pas justifié de sa résidence, conformément à la loi (terre de la Mêlerie).

31 mars 1793. — En exécution des lois relatives aux émigrés et prêtres sujets à la déportation, visites domiciliaires, nomination de quatre commissaires chargés de faire des perquisitions chez les personnes suspectes.

5 avril 1793. — Les Commissaires déclarent qu'après des recherches exactes, la perquisition est restée sans résultat.

9 avril 1793. — Le demi-bataillon de la garde nationale est requis par la municipalité de Moulins de fournir trois hommes habillés, équipés et armés, pour aller au secours des frères de Maine-et-Loire affligés par la guerre civile.

26 avril 1793. — Injonction aux propriétaires et locataires d'afficher dans leurs maisons les noms, prénoms de ceux qui y résident sous peine d'emprisonnement de un à six mois.

5 mai 1793. — Mise en adjudication des terres et prés de la cure ou de la Fabrique.

19 mai 1793. — Tout propriétaire, cultivateur, marchand de grains ou farines sera tenu de faire dans le délai de deux jours à la municipalité la déclaration de la quantité et nature des grains et farines qu'il possède.

24 mai 1793. — Vente des morceaux de terre appartenant tant à la cure qu'à la Fabrique.

1^{er} septembre 1793. — Un violent incendie éclate à la maison Davet. La maison de Germain Leconte et les bâtiments de

plusieurs particuliers sont réduits en cendres. Quantité de meubles sont la proie des flammes. Evaluation des pertes causées par ce sinistre.

27 septembre 1793. — Etablissement d'un comité de surveillance locale pour le maintien de la tranquillité publique.

13 octobre 1793. — Défense de vendre du grain ailleurs qu'au marché.

6^e jour de la 1^{re} décade de l'an II. — La petite cloche de la Ferrière est mise à la disposition du pouvoir exécutif pour faire des canons. Etats des fusils de chasse de la commune.

1^{er} jour, 2^e décade, 2^e mois. — Ordre de conduire les bœufs, vaches, veaux et moutons au chef-lieu du département avec des bouchers pour distribuer des vivres.

20 brumaire an II. — *Allocution du curé Duchesne, qui donne sa démission d'officier public.* — « Le vingt de brumaire, l'an deuxième de la République française une et indivisible, s'est présenté le citoyen Nicolas-Alexandre-François Duchesne, curé, officier public de cette commune, qui a dit : « Citoyens, quand vous me nommâtes officier public pour cette commune, j'acceptai sous le point de vue d'une utilité générale ; quelques-uns de vous alléguèrent quelques raisons de convenance. Ce furent moins ces raisons que la certitude où j'étais de mes dispositions pour remplir le but de la loi dans ces fonctions. Aujourd'hui, la marche républicaine doit rendre nulles plus que jamais toute raison de convenance, et j'estime qu'il ne convient point du tout que le curé de la paroisse (vieux style), soit officier public de sa commune. C'est donc sous cette considération que je donne ma démission d'Officier public et de membre du Conseil général de la commune. Concourez avec moi, Citoyens, à faire tomber l'un des préjugés les plus contraires à notre régénération politique. Quant à moi, je ferai tout pour démontrer à mes citoyens qu'il est plus utile et plus expédient de recourir d'abord au magistrat pour ce qui regarde l'état-civil des concitoyens. Le Républicain va trouver son pasteur quand il n'a rien de plus pressé à faire, et a ledit citoyen Duchesne déposé les registres sur le

« Bureau municipal à la maison commune, ledit jour et an
« que dessus, ce qu'il a signé après avoir demandé acte de sa
« démission et le récépissé desdits registres.

« Signé : N. A. F. DUCHESNE. »

21 brumaire an II. — Naïve décision de la municipalité qui ordonne aux déserteurs de venir s'expliquer au jour fixé pour dire les motifs de leur présence dans leurs familles.

9 frimaire an II. — Le conseil reçoit la démission du curé Duchesne, qui déclare ne plus être curé de la Ferrière et remet séance tenante aux officiers municipaux les ornements, linges, vases sacrés, etc., énumérés à l'inventaire du 26 juin 1791. Décharge lui en est donnée dans le même acte. Ces objets sont déposés chez le citoyen Saint-Aignan du Tertre, qui consent à les garder sans toutefois en répondre.

23 frimaire an II. — Le Procureur de la commune déclare que l'ère républicaine a commencé le 22 septembre 1792.

30 frimaire an II. — Recensement de la population qui s'élève à sept cents habitants.

30 germinal an II. — Injonction à la municipalité de faire porter au chef-lieu de canton les cordes des cloches envoyées récemment au district.

2 floréal an II. — Le citoyen Louis-René Duchesne, de Moulins, étant donnés son civisme, ses mœurs et vertus, sa capacité, est accepté comme instituteur à la Ferrière.

6 floréal. — Envoi au district de Laigle pour l'armée des linges, ornements et étoffes de l'église.

8 floréal. — Etat des biens des émigrés, prêtres déportés ou jugés existant dans la commune à communiquer aux Administrateurs du district. Le sieur d'Auréville déclare avoir deux mille livres de pension viagère qui lui est servie par le sieur Decatey, son beau-frère.

21 floréal. — Ordre de recueillir chez tous les citoyens de la commune tous les vieux chiffons, linges, drapeaux, rognures de papiers et parchemins pour les porter chez le sieur Duboulay.

Autre injonction du district de Laigle pour contraindre les

habitants de la commune à apporter leurs denrées, beurre et œufs au marché de Moulins, à procurer à la circulation la liberté la plus illimitée.

20 prairial. — Célébration de la fête de l'Être suprême.

25 prairial. — Ordre de réquérir les poinçons, cendres des fours à briques pour fabriquer de la poudre.

4 messidor. — Fixation légale du prix de la journée des ouvriers :

1^o Faucheurs : 30 sols.

2^o Moissonneurs : 30 sols pour les blés et 15 sols pour les mars.

3^o Journaliers : 24 sols sans nourriture.

4^o Enfants jusqu'à 15 ans : 15 sols.

5^o Voituriers avec leurs chevaux : 3 livres.

6^e Location journalière d'un cheval : 45 sols.

9 messidor. — René Duchesne, de Moulins, est installé comme instituteur dans les appartements de l'ancien presbytère.

12 messidor. — Le comité du salut public requiert toutes les avoines de la République. Le Conseil général de la commune se voit dans l'impossibilité de mettre à exécution l'arrêté de la commission des approvisionnements par suite de la disette qui sévit, et fait observer que sans le secours des avoines la commune aurait été réduite à mourir de faim.

22 vendémiaire an III. — La récolte de Nicolas Duboulay est séquestrée par ordre du receveur d'enregistrement à cause de l'émigration de ses deux fils, prêtres orthodoxes qui n'ont point voulu prêter serment à la loi : 280 gerbes de blé, 80 gerbes d'orge, avoine, petits pois gris, 312 bottes de foin.

La contribution foncière et mobilière est adjugée à celui qui s'en charge au plus bas prix.

15 nivose an III. — Nicolas Duboulay demande la permission de battre cent cinquante gerbes de blé dont il a grand besoin pour sa subsistance. L'administration du département autorise les pères des émigrés à jouir provisoirement des objets qu'ils faisaient valoir sauf à donner caution de la

valeur de ces objets, et donne à l'exposant main-levée des grains qu'il réclame.

5 germinal an III. — Procès-verbal des membres du Conseil général local, ainsi conçu : « Certifions que sur les deux heures d'après-midi, au moment où nous nous sommes assemblés à notre maison commune, notre surprise aurait été grande en passant sur la place publique de voir l'arbre de la liberté et fraternité abattu et renversé par terre sans avoir pu découvrir les auteurs d'un pareil délit, malgré toutes les informations que l'on a pu faire, et en conséquence il a été arrêté qu'il en serait rédigé procès-verbal envoyé de suite au district de Laigle... »

— Plusieurs citoyens demandent qu'on lise les lois les dimanches (vieux style). Le Conseil fait droit à leurs réclamations.

Les citoyens Louis Leconte et François Robergel sont contraints d'aller avec leurs voitures chercher du blé à Honfleur.

14 floréal an III. — Les citoyens Nicolas et Jacques Duboulay, prêtres insermentés, ont déclaré s'être tenus cachés et ont exprimé le désir de profiter de l'arrêté des représentants du peuple, qui leur permet de fixer provisoirement leur domicile en cette commune.

1^{er} messidor an III. — Nouveau serment des curés Duboulay, ainsi formulé : «... En conformité de la loi du onze prairial
« dernier, Moi, Nicolas Duboulay, prêtre insermenté, soussi-
« gné, déclare prendre mon domicile en la commune de la
« Ferrière-au-Doyen pour y vivre soumis aux lois de la Répu-
« blique en tout ce qui ne sera pas contraire aux principes de
« la religion catholique, apostolique et romaine, à laquelle
« j'ai résolu de demeurer inviolablement attaché ; je déclare
« en outre être dans l'intention d'inspirer par mes discours et
« mes exemples, l'horreur que tout vrai citoyen doit avoir
« pour les troubles et les divisions, de faire usage de tous les
« moyens qui sont en mon pouvoir pour rétablir et maintenir
« le bon ordre, la paix, la tranquillité parmi mes concitoyens.

« Signé : DUBOULAY, *prêtre*,

« FILLEUL, *secrétaire*.

« Le même jour, Moi, Jacques-Nicolas Duboulay, prêtre
« insermenté, soussigné, déclare prendre mon domicile en la
« commune de la Ferrière-au-Doyen pour y vivre soumis aux
« lois de la République en tout ce qui ne sera point contraire
« aux principes de la religion catholique, apostolique et
« romaine, à laquelle j'ai résolu de demeurer inviolablement
« attaché. Je déclare en outre être dans l'intention d'inspirer
« par mes discours et mes exemples l'horreur que tout vrai
« citoyen doit avoir pour les troubles et les divisions, de faire
« usage de tous les moyens qui sont en mon pouvoir pour
« rétablir et maintenir le bon ordre, la paix, la tranquillité
« parmi mes concitoyens.

« Signé : DUBOULAY, *prêtre*,

« FILLEUL, *secrétaire.* »

Nous, Maire et Officiers municipaux de la commune de la Ferrière-au-Doyen, nous avons accordé acte aux citoyens Nicolas et Jacques-Nicolas Duboulay, frères, prêtres insermentés, de leur déclaration ci-dessus.

A la Maison commune de la Ferrière-au-Doyen le premier messidor, l'an troisième de la République française, une et indivisible.

Suivent les signatures.

22 fructidor an III. — Le citoyen Nicolas Duboulay, prêtre, déclare qu'il se propose d'exercer dans toute l'étendue de la commune le culte catholique, apostolique et romain en se soumettant aux lois de la République.

12 vendémiaire an IV. — Les officiers municipaux attestent que le citoyen Nicolas Duboulay, prêtre insermenté, a résidé sans interruption dans l'étendue de la République du 29 mai 1792 au 13 vendémiaire, présent jour.

15 frimaire an IV. — En conformité de l'article 17 de la loi du 7 vendémiaire, un grand nombre de citoyens de cette commune ont déclaré à l'Agent municipal qu'ils faisaient choix d'une enceinte connue sous le nom d'église pour y exercer publiquement leur culte catholique, apostolique et romain et de leur ci-devant cimetière pour y enterrer leurs parents et leurs amis.

2 ventose an IV. — Le citoyen Gabriel Malitourne, fermier actuel de l'ancien presbytère, requiert les agents municipaux de constater l'état des bâtiments et dépendances de cet immeuble.

28 germinal an V. — Visite par l'Adjoint de la terre de la Vergottière appartenant au sieur Rosse, émigré.

2 thermidor an V. — Delhays manifeste son indignation en voyant les signes de la liberté enlevés de dessus l'église et remplacés par ceux du fanatisme et du royalisme. Dont acte.

27 ventose an VII. — L'Agent et l'Adjoint municipal, assistés d'un détachement de la Garde nationale sédentaire, se transportent sur la place publique pour y planter un arbre de liberté de l'espèce des chênes, dont les racines promettent d'espérer une végétation favorable à la vie et à son accroissement (*sic*). Ensuite le cortège s'est dissous aux cris de : Vive la liberté ! Vive la République !

29 messidor an VII. — Charles Perrin, propriétaire à la Cambe, canton de Trun, déclare vouloir s'établir à la Ferrière-au-Doyen. Sans doute, il était parent de M. l'abbé Perrin, curé de Notre-Dame-d'Aspres, qui réinstalla ensuite M. Nicolas Duboulay dans ses fonctions de prêtre.

Concordat. — En exécution de l'arrêté du 24 pluviôse an XI relatif à la réorganisation religieuse du diocèse, M. Nicolas Duboulay fut nommé curé de la Ferrière par le nouvel évêque. Après avoir prêté serment devant M. le Sous-Préfet de Mortagne, il invita l'Adjoint à assister à son installation, lequel en rend compte au registre des actes de la Mairie : « Après le chant du *Veni Creator*, M. Duboulay revêtu du surplis et de l'étole et assisté de M. Perrin, prêtre désigné à cet effet, a monté au maître autel, qu'il a baisé, et a mis la main sur l'Evangile. Ensuite il a descendu à la porte d'entrée, qu'il a fermée et ouverte, après quoi il a remonté en bénissant le peuple assistant en grand nombre ; il a touché les fonts baptismaux, a tinté la cloche, est monté en chaire, s'est rendu à la sacristie où il s'est habillé pour célébrer la grand'messe au son de la seule cloche qui reste ».

7 germinal an XI. — Le Conseil vote cent cinquante livres.

de rente annuelle pour indemnité de logement au curé Duboulay installé provisoirement dans une maison particulière.

11 floréal an XI. — Adjudication des bancs de l'église nouvellement construits et noms des adjudicataires.

9 prairial an XI. — Vote d'une somme de cent francs pour achat et entretien des objets nécessaires au culte.

14 brumaire an XII. — Installation des citoyens René de Saint-Aignan, Jacques Vallon et Eloy Mauguin, nommés marguilliers par arrêté préfectoral du 3 vendémiaire dernier pour régir et administrer les biens et revenus de l'église de la Ferrière.

30 pluviose an XII. — Vote d'un logement pour l'instituteur et fixation de la rétribution scolaire.

28 prairial an XII. — Lecture au peuple assemblé devant la porte de l'église du Sénatus consulte organique du 22 floréal an douze concernant la proclamation de l'Empire.

25 messidor an XII. — Célébration de la Fête nationale du 14 juillet.

3 thermidor an XII. — L'Adjoint, les Membres du Conseil municipal et le Percepteur de la commune prêtent individuellement le serment prescrit et jurent obéissance aux constitutions de l'Empire et fidélité à l'Empereur.

10 fructidor an XII. — Un arrêté du Préfet invite le Conseil municipal à former une liste des trente plus imposés de la commune professant la religion catholique pour délibérer sur la question de savoir si l'on a intérêt à conserver la succursale établie dans cette commune. Cette assemblée, vu le chiffre de la population qui est de 762 habitants, la vaste étendue de son territoire, l'existence de l'église et le revenu intérieur qui fournit aux frais du culte donne une réponse affirmative. Quant à la question de réunir à la localité une ou plusieurs communes voisines, le Conseil répond que dans le cas où la commune de Ronxou ne serait pas conservée, il y aurait intérêt à la réunir à celle-ci, dans laquelle elle se trouve enclavée et séparée des autres communes par des bornes naturelles et immuables et que d'ailleurs elle a mani-

festé son vœu pour cette réunion. A la suite de cette séance le Conseil émet le vœu que l'ancien cimetière soit maintenu autour de l'église.

5 messidor an XIII. — Le curé expose que n'ayant que 266 francs du gouvernement, cette somme est insuffisante. Il demande une subvention communale de 200 francs.

19 février 1806. — Le calendrier grégorien est remis en vigueur et la délibération de ce jour porte la première date de cette restauration.

Comme épilogue aux faits ci devant, nous mentionnerons les suivants se rapportant à la Restauration :

29 juillet 1816. — Les sieurs Marre François, Vindras Pierre, Filleul François, Lemer cier Pierre, Arthur His, Nicolas Leroux, Marin et Lecour Denis sont nommés officiers municipaux par arrêté préfectoral du cinq juillet et prêtent le serment réglé par le roi, ainsi conçu :

« Je jure et promets à Dieu de garder obéissance et fidélité au roi, de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue qui serait contraire à son autorité, et si dans le ressort de mes fonctions ou ailleurs, j'apprends qu'il se trouve quelque chose à son préjudice, je le ferai connaître au roi. »

Ce serment fut reçu par M. de Saint-Aignan du Tertre, alors maire de la Ferrière.

8 juillet 1818. — L'Assemblée générale des officiers municipaux et des plus imposés sont d'avis de racheter l'ancien presbytère, qui est mis en vente par le propriétaire actuel. Il avait été vendu comme bien national ; il sera racheté comme bien communal. Par ordonnance royale en date du 19 mai 1824, la commune est autorisée à acquérir de Pierre Massard l'ancien presbytère moyennant six mille huit cent cinquante francs payables en douze années au centime le franc de ses impositions.

5 décembre 1827. — Contestation entre la commune et le sieur Lemoine Bréthel, qui prétend que la route dite l'avenue de la Grimonnière lui appartient, alléguant que M. Damneville l'a fait construire à grands frais de 1776 à 1782.

(A suivre).

AUGUSTE BARON.

INVENTAIRE

DES

DOCUMENTS

Pour servir à l'histoire du duché d'Alençon
CONSERVÉS DANS LES ARCHIVES ANGLAISES

Normann Rolls et Additionned Charters.

(SUITE)

263

1419
27 mars
Evreux

Mandement à Willaume Meryngues et à Jean Hethe de faire la montre des hommes d'armes des garnisons de Louviers, de Gaillon, du Goulet, d'Evreux, de Conches et de Verneuil.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 78 dorso.

264

Ibid.

Mandement à John Popham et à Jean Hotoft de faire la montre des hommes d'armes des garnisons de Falaise, Domfront et Argentan.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 78 dorso.

265

Ibid.

Mandement à John Kederowe et John Wichesford de faire la montre des hommes d'armes de la garnison de Segriéfontaine.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 78 dorso.

266

1419

2^e 71^e3^e 71^e

Don à Robert Fitz-John des terres sises
dans les baillages de Caen, de Cotentin et
d'Alençon, que possédait Guillaume M. au lieu
dit de

Rot. Norm. 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 811.

267

Vernon

Pernon

Maintenance aux parents de Robert, Caen,
Cotentin, Alençon, Evreux, Caux et Gisors de
faire défense aux hommes d'armes ou autres
gens habitant les châteaux et garnisons de leurs
baillages, de prendre des provisions ou d'acheter
des chevaux sans les payer.

Rot. Norm. 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 80, dorso.

268

Caden & Vernon

12 avril

Don à Robert Chiry, et à ses héritiers mâles,
des domaines que Guillaume Daqueville, re-
belle, possédait dans les baillages de Caen et
d'Alençon, moyennant hommage et don annuel
au roi d'une hache d'arme.

Rot. Norm. 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 73.

269

Ibid.

Don à Gautier Hampton, et à ses héritiers
mâles, des terres de Hauterive, sises au baillage
d'Alençon et ayant appartenu à Marie de la
Ferrière, aujourd'hui absente, moyennant hom-
mage et don annuel d'une dague au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 68, Puiseux n° 384.

270

Ibid.

Don à Thomas Walton, et à ses héritiers
mâles, des manoirs de Granchain et Carentonne
et de toutes leurs dépendances dans les baillages
d'Evreux, d'Harcourt, d'Alençon et de Vernon,
ayant appartenu à Galas Dassay, écuyer,

rebelle, moyennant hommage et don annuel au roi d'une paire d'éperons d'argent doré.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 50, Puiseux n° 38.

271

1419
12 avril
Château de Vernon

Don à Laurent Chipmandene, et à ses héritiers mâles, des terres de feu Raoul de Guyberville, chevalier, seigneur de Regneville, sises au baillage de Caen et d'Alençon, moyennant hommage et don annuel au roi d'une hache d'arme.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 56, Puiseux n° 391.

272

Ibid.

Don à Jean Grenne, écuyer, et à ses héritiers mâles, du domaine d'Echauffour et de toutes les terres sises dans les baillages d'Evreux et d'Alençon, ayant appartenu à Robert Harcourt, chevalier, décédé, moyennant hommage et don annuel au roi d'une hache d'arme.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 39, Puiseux n° 395.

273

Ibid.

Don à Richard Burghe, écuyer de la garnison d'Essai, et à ses héritiers mâles, des terres situées dans les baillages d'Alençon, ayant appartenu à Robert Danez et à Alice de Buros, sa femme, rebelles, moyennant hommage et don annuel au roi d'un fer de lance.

Rot. Norm. 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 68, Puiseux n° 399.

274

13 avril
Vernon

Nomination de Ginot de la Vilette aux fonctions de sénéchal de la prévôté de Falaise et de la Ferté-Macé.

Rot. Norm., 6^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 77 dorso.

275

1419
18 avril
Château de Vernon

Don à Guillaume Halife, écuyer, et à ses héritiers mâles, des terres de Caen et Alençon, ayant appartenu à Raoul de Neuville, rebelle, moyennant hommage et don annuel au roi d'une épée.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 51, Puiseux n° 416.

276

Ibid.

Don à Richard Boterell, écuyer, et à ses héritiers mâles, des terres situées dans le baillage d'Alençon, et dernièrement possédées par Louis Vispount et Guillaume de Saint-Léger, rebelles, moyennant hommage et don annuel au roi d'une hache d'arme.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 61, Puiseux n° 417.

277

21 avril

Don à Thomas Perceval, et à ses héritiers mâles, des terres situées à Alençon et possédées dernièrement par Robert de la Ferrière, chevalier, décédé, moyennant hommage et don annuel d'une épée au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 51, Puiseux n° 441.

278

22 avril

Nomination de Gabriel de Grenembroeux aux fonctions de verdier de la forêt d'Essay.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 77 dorso, Puiseux n° 338.

279

26 avril

Don à Etienne Lacet, et à ses héritiers mâles, des terres situées dans les deux paroisses d'Hébertot et de Saint-Martin de Fresnay, au baillage d'Alençon et possédées en dernier lieu par Jean Quesnel un rebelle, moyennant le don annuel d'une épée au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 45.

280

1419
26 avril
Château de Vernon

Don à Thomas Gover et à ses héritiers mâles des terres sises au baillage d'Alençon et dans la vicomté du Maine, et ayant appartenu à Thomas de Murlent, chapelain, un rebelle, moyennant hommage et don annuel d'une épée au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 50, Puiseux n° 459.

281

Ibid.

Don à Thomas, comte de Salisbury, et à ses héritiers mâles, du comté du Perche, moyennant hommage et don annuel d'une épée engainée au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 63.

282

Ibid.

Don à Guillaume Wolton, et à ses héritiers mâles, des terres que feu Hugues de Beufville, écuyer, possédait dans les baillages de Caen, Cotentin, Alençon et Evreux, moyennant hommage au roi et don annuel d'une hache d'arme.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 68, Puiseux n° 463.

283

27 avril

Don à Jean Blondel des terres sises à Alençon et dernièrement possédées par dame Jehanne Chenue de la Campagne, rebelle, moyennant hommage et don annuel d'une épée au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 50, Puiseux n° 470.

284

28 avril

Don à Jehan Newton, et à ses héritiers mâles, du manoir de Montreuil, au baillage d'Alençon, ayant appartenu à Hugues de Beufville, écuyer, décédé, et devenu propriété royale par suite de

la rebellion de Pierre de Grys, moyennant hommage et don annuel d'une dague au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 44, Puiseux n^o 477.

285

1419
29 avril
Vernon

Pouvoir pour John de Assheton, bailli du Cotentin, de recevoir l'hommage de Thomas de Creuillet, abbé du monastère Saint-Vigor de Cerisy.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 49 dorso.

286

Ibid.

Pouvoir pour Hugues Stafford de Bourgchier, écuyer, capitaine du château de Domfront, de recevoir hommage de Jeanne Valne, veuve de Jean de Saint-Manvieu, écuyer.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 49 dorso.

287

1^{er} mai
Château de Vernon

Pouvoir donné à H. Stafford, capitaine de la ville et château de Domfront, de recevoir hommage de André Coney et Guillaume Dessy.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 65.

288

Ibid.

Don à Thomas Caudal, écuyer, et à ses héritiers mâles des terres de « Mesyé », dans le baillage d'Alençon, naguère tenues par Jehan Guerin, rebelle, moyennant hommage et octroi annuel au roi d'une dague.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 64, Puiseux n^o 506.

289

2 mai

Don à Thomas Barton, écuyer, et à ses héritiers mâles des fiels de Montreuil, dans le baillage d'Alençon, tenus par les héritiers de Hugues de Beufville, écuyer, rebelle, et des fiels de

Conches, au même baillage, tenus par Jean de Bures, rebelle, moyennant hommage et don annuel au roi d'une ceinture pour cote de maille.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 49, Puiseux n° 515.

290

1419
4 mai
Château de Vernon

Don à Robert de Carrouges des terres de sa mère Marguerite de Thibouville, décédée.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 48, Puiseux n° 529.

291

5 mai
Vernon

Nomination de Raoul Conne à l'office de vicomte et receveur de Mortagne.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 64, dorso.

292

7 mai

Mandement aux baillis d'Evreux, de Gisors, de Caux, de Rouen, de Caen et d'Alençon, de lever une taxe sur le vin, sur la bière et sur le cidre, dans leurs baillages, pour l'usage du roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 50, dorso.

293

8 mai

Mandement aux baillis d'Evreux, de Gisors, de Caux, de Rouen, de Caen, de Cotentin et d'Alençon concernant le cours de certaines monnaies dans leur baillage.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 50 dorso, Puiseux n° 543.

294

Ibid.

Nomination de John Monnet à l'office de vicomte et receveur d'Argentan.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 64, dorso.

295

18 mai

Don à Jehan Arloysche, et à ses héritiers mâles, des terres situées dans le baillage d'Evreux, Gisors et Alençon, possédées en

dernier lieu par Nicolas du Buchet, rebelle, moyennant hommage et don annuel au roi d'une épée.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 53. Puiseux n^o 582.

296

1419
28 mai
Mantes

Don à Thomas Grene et à ses héritiers mâles, des terres sises au baillage d'Alençon et d'Evreux ayant appartenu en dernier lieu à Jean de Clerfeuille, rebelle, à Jean Chauvin, décédé, et à Jean le Veneur, écuyer, rebelle, moyennant hommage et l'octroi annuel au roi d'une longue lance.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 42, Puiseux n^o 594.

297

6 juin

Mandement aux baillis de Caux, Gisors, Evreux, Caen, Cotentin, Alençon et Louviers de s'emparer de toutes les propriétés qui n'auraient pas été confirmées à leur propriétaire par lettres patentes.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 40 dorso, Puiseux n^o 599.

298

9 juin
Rouen

Nomination de Jean Parker à l'office de receveur à Essai.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 50. dorso.

299

10 juin
Mantes

Mandement aux baillis de Cotentin, Mantes, Gisors, Evreux, Rouen, Caux, Caen et Alençon de proclamer qu'il est interdit d'acheter des provisions à ceux qui n'auront pas fait acte de soumission au roi.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 37 dorso.

300

1419
5 juillet
Mantes

Don à Jean le Roux, de Tinchebray, des terres sises dans les châtellenies de Mortagne et Domfront, et ayant appartenu à Jean Malenfant, rebelle.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 6.

301

Ibid.

Don à Marrak Shorthose, et à ses héritiers mâles, des terres sises à Alençon et ayant appartenu à Jehan Joloys et à Germaville, frères, rebelles, moyennant hommage et don annuel au roi d'une livre de gingembre.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 35.

302

10 août
Pontoise

Don à Gérard Huyn, et à ses héritiers mâles, du manoir de « Roferowe » et des autres terres sises aux baillages de Caen, Cotentin, Rouen, Alençon ayant appartenus à Guillaume Mehenden, écuyer, rebelle, moyennant hommage et le don annuel au roi d'un cygne.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 27, Puiseux n° 646.

303

18 août
Rouen

Mandement aux capitaines des châteaux de Caen, Bayeux, Falaise, Cherbourg, Valognes, Vernon, Vire, Argentan, Verneuil. Alençon, Carentan, Bellême, Fresnay, Essay, Exmes, Rugles et autres de ne pas autoriser les hommes d'armes en garnison dans les châteaux, à demeurer dans les villes ou autres lieux situés hors des châteaux.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 25 dorso, Puiseux n° 648.

304

6 septembre

Mandement aux capitaines de Pontoise et de Verneuil, aux baillis de Mantes, Vernon, Alençon, Louviers et Rouen de proclamer qu'il est

interdit d'acheter, en Normandie, de grandes quantités de vin aux soldats anglais ou aux marchands.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 23 dorso.

305

1419
20 septembre
Gisors

Mandement à l'archevêque de Rouen, aux évêques de Sées et d'Avranches, aux doyens et chanoines de Coutances, Bayeux, Lisieux et Evreux, de reporter jusqu'à la Toussaint l'exécution de l'ordre donné aux clercs normands, étudiants à Paris ou ailleurs, de résider dans leurs bénéfices.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 20 dorso.

306

25 septembre

Mandement aux officiers de la monnaie et aux baillis de Rouen, Caux, Caen, Cotentin, Evreux, Gisors et Alençon relatif au monnayage.

Cf. Ibid. un acte du même jour sur le monnayage en Normandie.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 19 dorso.

307

9 octobre
Mantes

Pouvoirs donnés à Roland Leyntale, bailli d'Alençon, et à John Golofre, pour supprimer le brigandage dans leur juridiction.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 13 dorso.

308

10 octobre

Mandement aux capitaines des châteaux et villes de Normandie de n'autoriser à rester dans leurs murs, que les soldats nécessaires à la défense.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 16 dorso, Puiseux n° 675.

309

1419
10 octobre
Mantes

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Gisors, Evreux, Alençon, Gisors, Cotentin et Caux, d'expédier sur le champ toutes les vic-tuailles de leur district avec des provisions et du fourrage pour l'armée.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 16 dorso.

310

23 octobre

Don à Jeanne de Saint-Denis, veuve de Jean de Méhoudin, écuyer, des terres qu'il tenait avant le 1^{er} d'août 1417.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 9.

311

10 novembre

Autorisation au couvent de Saint-Evroutl d'amener du vin, de Mantes, pour son usage.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 6 dorso.

312

13 novembre

Mandement aux baillifs de Rouen, Caux, Caen, Cotentin, Alençon, Evreux et Gisors de proclamer qu'aucun sujet anglais ne pourra passer en Angleterre sans passeport.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 45 dorso.

313

18 novembre

Pouvoir à Gautier Beauchamp, bailli de Rouen et aux autres baillis du pays, d'arrêter Thomas Furneval, John Sherman et d'autres encore qui avaient déserté la compagnie, de Hugues Stafford de Bouchier, capitaine du château de Domfront.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 5.

314

25 novembre
Vernon

Nomination de Jean le Roux, de Tinchebray, à l'office de verdier de la forêt d'Andennes, dans la vicomté de Domfront.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 5 dorso, Puiseux n° 69.

315

1419
2 novembre
Mantes

Restitution du temporel de la Maison-Dieu de Saint-Jean de Jérusalem, à Courval, au baillage de Caen, à Guillaume de Saint-Evrout.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 10.

316

22 novembre

Restitution du temporel de la Maison-Dieu de Courval dans le vicomté de Vire, à Guillaume de Saint-Evrout.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 6.

317

10 décembre

Mandement d'Henri V aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Caen, Cotentin, Alençon, Evreux d'avoir à cesser tous procès relatifs aux terres qui n'ont pas été concédées par lui.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 3 dorso, Puiseux n° 701.

318

15 décembre
Rouen

Pouvoir à Hugues Stafford de Bourghier, écuyer, capitaine de Domfront, de recevoir l'hommage de Robert, abbé du monastère de Notre-Dame de Belle-Etoile.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 2 dorso.

319

1420
14 janvier

Présentation de Jean Morin à l'église paroissiale de Saint-Honorine-la-Guillaume en remplacement de Mathieu Sage, décédé.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 44.

320

16 janvier

Reconnaissance par le roi d'Angleterre d'une confirmation précédemment faite par Louis, roi de France, d'une donation de Robert duc de Normandie à l'abbé de Cerisy.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 35.

321

- 1420** . Protection à l'abbé de Saint-Martin de Séez.
 18 janvier *Rot. Norm.* 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 45.
 Rouen

322

- 20 janvier Autorisation donnée à Geoffroy de Beausoir,
 nommé abbé de Saint-Martin de Séez, d'aller à
 Rouen pour sa confirmation.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 45.

323

- 26 janvier Protection à Jean Hatèsse d'Argentan, servi-
 teur de William Wymyngton qui se rend à
 Rouen pour apporter à l'armée du roi des grains
 et des provisions.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 41.

324

- 30 janvier Présentation de Girard Boschier à l'église
 paroissiale de Saint-Pair-de-Montrond, au
 diocèse de Séez.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 32.

325

- 5 février John Arthur est nommé louvetier dans les
 baillages d'Evreux et d'Alençon.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.*
 33 dorso.

326

- 8 février Taillefer de la Romonery est nommé verdier
 de la Ferté-Macé dans la chatellerie de Falaise.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.*
 36 dorso.

327

- 14 février Ratification de la nomination de Robert James
 à l'église de Guibray, au diocèse de Séez.
Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 27.

328

1420
21 février
Rouen

Raoul Corday est nommé louvetier du bail-
lage d'Alençon.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.*
18 dorso.

329

16 février
Vernon

Douaire de Jeanne d'Esson, veuve de Ingram
de Saint-Bômer.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 22.

330

9 mars
Rouen

Grâce accordée à John Philippe coupable
d'avoir, pendant qu'il montait la garde sur les
murs d'Argentan, laissé échapper des prisonniers
de la ville.

Rot. Norm., 7^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 16.

331

Mars et Avril

Liste des personnes qui resteront en possession
des terres qu'ils tenaient avant le 1^{er} août 1417,
dans les baillages de Caux et d'Alençon :

Robert Barré, Jeanne, veuve de Guillaume
Dumesnil, Jean le Roux, Rénault Ernouf le
vieux, Philippes des Mares, John Lounne, Ré-
nault Ernouf le jeune, Rénault, veuve de Ren.
Ernouf, Guillaume Guiffard, Guillaume de la
Croix, Rénault Desplanches, Michel Varin,
Jean de Labarre, Richard de Cormont, Jean le
Marinier, Guillaume Duval, Jean le Roux,
Jean Sochon, Massot de la Croix, Lucas Barré,
Jean Morieult, Pierre le Roy, Nicolas Toutain,
Jean le Gaigneur, Remi Barre,

Pierre Baont, Binot Baot, Binete Larche-
vesque, Roger Gardin, Jean de la Planche,
Thomas et Guillaume Larchevesque, Pierre de
Paris, Etienne, Jean, Guillaume et Geoffroy
Druel, Julien le Vert, Michel Caumel, Nicolas
Lainy, Jean Martel, Binot Touppin, Jean Neinvel,
Al. Lemagneein, Mathieu le Gras, Jean de Veu-

lette, Jean le Caen, Guillaume Lavein, Jean de Blossesville, Nicolas de Brametot.

Jean Duval, Robert et Thomas Pesant, Robert le Conte, Renault Aubuchon, Pierre le Gras, Robert de Bencetville, Jean Bonne, Jean Yvelin, Nicolas Tuyn, Raoul Dumont, Jean le Brun, Jean le Nouvel, Guillaume Lefevre, Michel Lambert, Guillaume de Beaune, Jean de Benetville, Jean Lermite, Guillaume de Benetville, Jean le Prevost, Gilles le Doyen le vieux, Raoul Morel, Manassier, Colletot, Nicolas de Ribeuf, Guillaume Lefevre, Michel Toustain, Marquet Toustain, Denis Desmares,

Jean Langlois, Jean Duval, Jean Brasdefer, Guillaume Morin, Nicholas Lemoine, Laurence Gosse, Guillaume Guilbert, Alain Leleu, Jean Lengloise, Guillaume Faviée, Martin Dorée, Guillaume Sergent, Pierre Revel, Dr. Pajot, Guillaume Gloriant, Gilbert Clément, Mathieu Hébert, Mathieu Letousé, Jean Basire, Roger Legois, Guillaume Dutuit, Enault Bourgoys, Guillaume Mangier, Jean Fiquet, Bertrand Lenglois, Nicolas Dany, Vincent Benard, Emery Vincent, fils de Guillaume Benart.

Citons encore : Jean Baant, Raoul Martin, Roger Bant, Jean Durant, Robert Vasse, Jean Lafaille, Jean le Prevost, Jean le Froe, Robert le Boulengier, Pierre Durand, Jean le Prevost, Simson Dyel, Cardina, veuve d'Etienne le Boulengier, Mathieu Alez, Pierre Croq, Robert Jean, Bureau Postel, Laurence le Mareys, Jean Vastel, Pierre le Sueur l'ainé et le jeune, Jean le Sage, Jean Fae, Michel le Cause, Jean Savary, Bardin Simon.

Nicholas le Bas, Romain le Cauf, Jean Andouf, Pierre Goulle, Jean Franchois, Rénault Guilles, Pierre Hone, Pierre le Villain, Guillaume Barate, Jean Basire, Jean de la Rue, Guillaume le Vasseur, Guillaume Baillehaste, Geoffroy

Byhorel. Jean Bellin, Jean le Vasseur, Pierre Diquelont, Mathieu Bellin, Roger de la Mare, Pierre Passellore Jean Guillaume et Raoul Girault

Pierre Benart, Philippe Novel, Jean Fore, Richard Pourtel, Isambart Aostin, Guillaume Danicel, Geoffroy Varins, Robert Quin, Nicolas Bailleul, Robert de Grauchet, Robert Quin, Jean Coippel, Nicole Godefroy, Jean et Edmon Le Vasseur, Cardin Gosselin, Vivien Pietres, Guillaume Lachouque, Laurence Nicole, Isambard le Grauchier, Etienne Cavalier, Guillaume Moudre, Nicolas et Alice Duteil, Jean Frol, Jeanne, veuve de Pierre Cheret, Jean Pinel, Pierre Lefaite, Jean de la Valette.

Jean Lesueur, Nicolas le Dune, Robert Baart, Thomas Marchand, Robert Godeline, Roger le Franceys, Simon Etienne, Guillaume Dyvetot, Guillaume Asselin, Jean de Buyville, Pierre Benart, Jean Lucas, Raoul de Viteby, Jean Oluchon, Richard Sohier, Mathieu Toutain, Michel de Mont, Guillaume Froe, Guillaume Gaillande, Jean Basire, Laurence Nicole, Isambart le Grauchier, Guillaume Moudre, Jean de Collemont, Nicolas Lemier, Etienne Fourmage, Jean du Quennü, Jean Baant, Guillaume Gue-
ront. Philippe Turbot.

Etienne Parent, Gilles Alexandre, Jean Delamarre, Jean Barbé, Richard Damoye, Nicolas Boulent, Nicolas Milles, Jean Aumont, Mathieu et Nicolas Herevart, Jean du Mouchel. Laurence de la Fosse, Guillaume Clément, Robert de Fultot. Dreux le Troune, Guillaume Hébert, Raoul Gosse, Pierre Minée, Martin Manassier, Jean Pouhier le jeune, Martin Duval, Jean le Boulenger, Jean Bouhier, Jean Roumain et Vincent Froissent.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 19, 18, 17.

(A suivre). FRÉDÉRIC DUVAL.

BIBLIOGRAPHIE du DÉPARTEMENT de l'ORNE

pendant l'année 1906

ACHON (le ch^r Charles d'). *Les seigneurs de Courceriers*. (Laval, V^e A. Goupil, 1906, XIII, 223 p.

Bulletin de la Soc. hist. et arch. de la Mayenne. — Aché, Alençon, Argentan, etc.

Bagnoles (*Bénédiction de la Chapelle du Sacré-Cœur.*) Sem. cath. du dioc. de Séez, 31 août 1906, p. 560).

BARDEL (M^{gr}). *Lettre pastorale* aux fidèles de son diocèse demandant les subsides nécessaires pour assurer l'exercice du culte et l'existence matérielle du clergé (Sem. Cath. du dioc. de Séez, 6 avril 1906, p. 218-222).

— *Lettre aux prêtres et fidèles de son diocèse* pour demander communication des écrits de plusieurs vénérables serviteurs de Dieu dont la cause de béatification est introduite en Cour de Rome. (Id., 13 juillet 06, p. 442-444).

— *Discours* prononcé à la séance de rentrée de l'Institut catholique de Paris le 28 novembre 1906. (Id., 7 décembre 1906, p. 782-788).

BARON (Auguste). — Notions géographiques et historiques sur la commune de La Ferrière-au-Doyen. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, octobre 1906, p. 426-443).

BARRET (l'abbé). — *Perspectives du Calvaire*. — A-propos de la Séparation. (Etudes franciscaines, avril 1906, p. 361).

— *Le siège de Belesme par Saint-Louis*. (Bull. de la Soc. percheronne d'hist. et d'arch., 15 octobre 1906, p. 159-184).

BAZEILLE, instituteur à Bures. — Analyse du registre des délibérations de la commune de Bures pendant la Révolution. (Compte-rendu dans le *Journal officiel* du 21 avril 1906, p. 281).

BEAU (Ferdinand), Président de la Section de l'Orne de la Ligue d'Action française. — *Allocution* dans la grande réunion privée donnée à Alençon le 21 octobre 1906. (Alençon, Imprimerie Alençonnaise, in-8°, 1906).

Beauchêne. *Bénédiction de l'église*. (Sem. Cath. du dioc. de Séez, 15 juin 1906, p. 383).

BEAUCHESNE (marquis de). *Le combat d'Ambrières* livré le 25 septembre 1592 par Boisdauphin aux troupes anglaises. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 1906, p. 50-54.)

— *Le château de Lassay*. (Id. p. 60-64).

— *Le château du Bois-Thibault*. (Id., p. p. 65-68).

BERNOUIS (l'abbé), curé de Saint-Siméon (Orne). I. *L'Histoire de la Paroisse de Saint-Siméon*. — II. *Les Fêtes du Centenaire de sa fondation*. — III. *La Charte de Richard Cœur-de-Lion, en faveur de la chapelle de Saint-Siméon*. (Alençon, Impr. Alençonnaise, 1906, in-8°, 67 p.)

BEZARD (Léon). *Toponymie communale de l'arrondissement de Mamers (Sarthe)*. (Strasbourg, Heitz et Mundel, 1903, in 8°, 51 p.)

[Contient de nombreuses observations relatives à la toponymie communale de l'Orne].

BIGOT (A.). *Compte-rendu* de l'excursion géologique de la Société Linnéenne de Normandie aux environs d'Argentan. (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1905, p. XVI-XXII).

BLANGY (le baron de). *Tutelle de René du Parc, baron d'Ingrande*.

[Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, t. XXV, 1906].

-- *Mention de l'aveu* de la baronnie d'Ingrande rendu au duc d'Anjou et d'Alençon, id., p. 152-166 et 224.

— *Mention d'actes* de la juridiction du bailliage de Tinchebray, id., p. 218-223-235.

BOISSEY (l'abbé L.). *Annales de N.-D. de la Paix*, 1906. (Imprimerie de N.-D. de Montligcon).

— *Beauchêne*. Notice historique. (Annales de N.-D. de la Paix, 1906).

BONNET (Amédée). *Le livre d'heures de Marguerite de Valois, sœur de François I^{er}*. — Portraits de Marguerite de Valois et de Charles, duc d'Alençon.

[Mém. de la Soc. nat. des ant. de France, t. LXV, p. 273, Paris, C. Klincksieck, 1906].

Comptes rendus dans le Bulletin de la Société historique et arch. de l'Orne, 1906, p. 343 et 453-457.

BOULAND (l'abbé), curé d'Orville. *Petit Recueil de chansons chrétiennes pour 1907*. faisant suite au 20^e grand Almanach in-12 de ces mêmes chants, renfermant avec trois nouvelles Le Petit Choix « Mes Chansons », fait par la Société de Saint-Charles à Grammont (Belgique) et dès sa première année (1906), répandu à 10.000 exemplaires dans ce pays si chrétien et si pratique entre tous. Lille, imp. Desclée, 1906, in-18, 23 p.

BOUTRY (Léon). *Les Promenades d'Alençon*. (Journal d'Alençon, 22 et 31 mai, 2 juin, 19 juillet).

— *Le vieil Alençon*. La statue de la Vierge, à l'angle de la rue du Jeudi et de la place du Palais, à Alençon.

(Agenda du Gagne-Petit. Alençon, 1907).

BRIDREY (Emile). *Théorie de la monnaie au XIV^e siècle*. Nicole Oresme. Etude historique des doctrines et des faits économiques.

(Paris, V. Piard et E. Brière. 1906, in-8°, XXXIX-741 p.)

— *La représentation des professions aux Assemblées graduées du Tiers-Etat pour la convocation des Etats généraux de 1783, dans le bailliage du Cotentin*.

[Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Cherbourg, 1905].

Tirage à part.

BRIÈRE (Emile). *Locutions normandes. Heur et malheur*. (Agenda du Gagne-Petit, Alençon 1907.)

— *Contes du pays à Alençon*. Les trois filles, les Chan-deuilles de Mainuit, id. (Biographies pour le Dictionnaire biographique de l'Orne). Flammarion, éditeur.

Briouze. Inauguration d'orgue à Briouze. (*Croix de l'Orne*, 29 avril 1906).

BRISSET (René), instituteur à Bellou-en-Houlme. *Les cinq frères*. — *Dans l'Orne*. — *Arbres siamois*. (Le Globe Trotter, 22 février 06).

BROC (V^e de). *Falaise*. (Bull. de l'Union Bas-Normande et Percheronne, septembre-octobre 06, p. 132-134).

— *La Reine de Navarre, Marguerite de Valois, sœur de Francois I^{er}*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, octobre 06, p. 397-425, avec portraits — t. à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1907, 31 p., in-8°).

BULOT (E.). *Famille de Guyard de Saint-Clair, d'Avenelles (Orne)*, (Intermédiaire des Chercheurs et Curieux, 20 avril 06, col. 558).

CABROL. *Les forges de Varennes*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 38-41).

CACHET (D^r). *Discours* prononcé le 2 septembre au Comice agricole du canton de Juvigny. (Echo de La Ferté-Macé, 8 sept. — *Croix de l'Orne*, 9 sept. 06).

CANTON (G.) *Napoléon et les Trappistes*. (La Revue, 15 mai 06, p. 162-185).

CHALLEMEL (Wilfrid). *La phlébite*, lettre d'une parisienne à son mari, poésie dite à Bagnoles par l'auteur le 28 août 1905. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 99-102).

— *M. Jules Appert*. Nécrologie. (L'Echo de la Ferté-Macé, 21 juillet 06).

— *Revue « au Pays normand »*, 16 septembre 06.

— *Dans le passé fertois*. La léproserie de Saint Jean. (Echo de la Ferté-Macé, 3 novembre 06).

CHARDON (H.) *Le rôle de Matignon à la Saint-Barthélemy, à Alençon, à Caen et dans toute la Basse-Normandie* (suite et fin). (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 06, p. 173-197).

CHARENCEY (C^{te} de). *Histoire de la Grande Trappe* (suite). (Docum. sur la prov. du Perche, janvier 06, p. 553 à 568).

— *Une douzaine d'étymologies françaises et normandes*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, octobre 06, p. 444-451).

— *Dictons et sentences*. (Mémoire de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, 1906).

CHARLET (André). *Un peu d'histoire*. (Le Cidre et le Poiré, août 1906. Argentan, imprimerie Damoiseau, 1906, in-8°, p. 105-106, sur le Cidre).

CHEVALIER (Auguste), né à Domfront. *Lettres à M. Lignier* sur l'exploration scientifique du Congo. (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, p. 41-51).

Congrès des Sociétés normandes à Lisieux. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 06, p. 252-256).

Conservation des édifices et objets d'art religieux, Vœu et rapport à M. le directeur de la Soc. fr. d'arch. par M. R. Trigger. (Bull. de la Soc. historique et arch. de l'Orne, avril 06, p. 244-251).

Coulimer. — *Mémoire historique* sur la paroisse de Coulimer, par un ancien habitant (suite). (Documents sur la province du Perche, janvier 06, p. 17 à 32).

Courtomer. *Troisième centenaire de la Charité*. (Sem. cath. du dioc. de Sées, 15 juin 06, p. 382).

CRESTE (Georges). *Rapport financier de la Soc. perch. d'hist. et d'arch.* [1904-1905]. (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 25-28).

— *Chronique*. (Id.; 15 janvier, p. 44-48, 15 avril, p. 103-108); 15 juillet, p. 151-155, 15 octobre, p. 195-200).

— *La Soc. hist. et arch. de l'Orne dans le Perche*. (Le Nogentais, 9, 16 et 23 septembre - et à part, *Nogent-le-Rotrou*, imp. du Nogentais, 1906, 14 p. in-8°).

DAUPELEY-GOUVERNEUR (Gustave). *Documents sur Nogent-*

le-Rotrou. (Nogent-le-Rotrou, imp. Daupeley-Gouverneur, 1906, 70 p. in-8),

— *Episodes de la Révolution à Nogent-le-Rotrou*. (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 16 avril 06, p. 49-72).

DESPOIS (M^{lle} Lucile), institutrice à Ménil-Bérard. *La Forêt de la Lande-Pourrie*, (Annuaire des cinq départements de la Normandie, 1906, p. 307-317). — Domfront, Flers, Lonlai-L'Abbaye, Saint-Christophe-de-Chaulieu, Saint-Georges-de-Rouellé, Saint-Jean-des-Bois, Tinchebrai.

DESVAUX (l'abbé). *Chronique ornaise*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 133-143; juillet, p. 330-350).

— *L'église de Boëcé au Perche*. (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 juillet 06, p. 122-129).

— *Quelques curiosités archéologiques du Perche*. (Id., 15 octobre 06, p. 185-193).

— *L'Echo de Damigny*, bulletin paroissial périodique.

— *La piété dans les œuvres de jeunesse*. Rapport présenté au Congrès des œuvres, tenu à Sées en septembre 1906. (Sées, imprimerie Montauzé).

— *Leurs paroles et leurs actes*. Extrait de l'*Echo de Damigny* du 12 décembre 1906, reproduit par le *Journal d'Alençon* (8 décembre 1907, la *Croix de l'Orne* (13 janvier 1907), la *Semaine Catholique de Sées* (1^{er} février 1907).

DEVILLE (Etienne). — *Notices sur quelques manuscrits normands conservés à la Bibliothèque Sainte-Geneviève*. (Revue catholique de Normandie, 15 mars 06, p. 220).

Manuscrits provenant du département de l'Orne (p. 228). Ce sont : « L'Estat des sièges royaux qui sont en l'estendue de la généralité d'Alençon », dressée par B. de Marle le 17 avril 1667, et les « Constitutions du Chapitre régulier de l'église cathédrale de Sées, 1519 et 1521 ».

DUMAINE (l'abbé). *Tourouvre et ses souvenirs*. (Le Réveil de Tourouvre, 1906, n^{os} 3, 5, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 25, 28, 30, 32, 34, 37, 39, 41, 42, 43, 49).

DUPONT (l'abbé A.), curé de Montmerrei. — *Entomologie agricole : Le Carabe doré*. (La Quinzaine agricole, suppl. à l'Indépendant de l'Orne, 6 juillet 1906, n^o 587).

- *Le Dorcus*. (Ibid., n° 589).
- *Le Staphylin odorant*. (Ibid., n° 591).
- *L'Anthonome*. (Ibid., n° 595).
- *Les Coccinelles*. (Ibid., n° 600).
- *Les Bruches*. (Ibid., n° 604).

DUPONT (l'abbé), curé de la Trinité-des-Lettiers. — *Généalogie de la famille de la Rouveraye*, paroisse de Touquettes (Orne). (Flers, impr. Catholique, 1906, in-8°, 24 p. — Extrait du « Clocher de Touquettes »).

— *Au Pays d'Ouche. La Gatine-Sarot en Touquettes*. (Flers, imp. Frécour, 24, rue Jules-Gévelot, 1906, in-8°, 7 p. — Extrait de la même revue).

DUVAL (Frédéric). *Le dîner du 15 février*. (Bull. de l'Union bas-normande et percheronne. mars 06, p. 40-45).

— *Inventaire des documents pour servir à l'histoire du duché d'Alençon conservés dans les archives anglaises (suite)*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, juillet 06, p. 298-313).

DUVAL (Louis). *Bibliographie*. — Extrait de l'ancien greffe des seigneurs vicomtes de Beaumont et de la Flèche, publié par le chevalier Charles d'Achon, Laval 1905. (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 40-43).

— *L'origine du nom de la commune du Pas-Saint-L'Homer*. (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 juillet 06, p. 134-147).

— *Bibliographie : Les Seigneurs de Courcieriers*, par le chevalier Ch. d'Achon. — Mémoires de la Soc. des Antiquaires de France. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, octobre 06, p. 454-458).

— *Le Collège de Domfront*. [Compte rendu du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne]. (*Journal officiel*, avril 1906, publié en feuilleton dans le *Journal de Domfront* (1906-1907)).

— *Un enfant trouvé d'Alençon décoré à Montereau*. (Affiches Alençonnaises, 16 août 1906).

— *Autres petits soldats alençonnais*. (Ibid.).

— *Rapport sur les Archives départementales de l'Orne.* (Alençon, F. Guy, 1906).

— *Le Consistoire de Joué-du-Plain.* (Journal de l'Orne, 3 janvier 1907).

FAUQUET (Georges). *Assemblée générale de la Soc. perch. d'hist. et d'arch. (Le Nogentais, 30 septembre 06, le Bellêmois, 11 oct. 06).*

FÉLIX-BOUVIER. *Le commandant de la Jonquière.* (La Plume et l'épée, 1^{er} août-1^{er} novembre 06, p. 83).

FÉRET (Ch.-Th.). V. Normannicus.

— *Charlotte de Corday d'Armont.* (Revue au Pays normand, 25 janvier 1906).

Ferté-Macé (La). *La vieille tour de la Ferté.* (Echos de la Ferté-Macé, 31 mars. Signé : UN FERTOIS).

FLEURY (Paul). *Discours prononcé à la fête du travail, à Alençon, le 7 octobre.* (Journal d'Alençon, 11 oct. 06).

FOURNIER (Lucien). *Coup d'œil rétrospectif (le Serment du clergé en 1791).* (Bonhomme Percheron, 7 janvier 06).

— *Les vieilles rues de Mortagne.* (Bonhomme percheron, 8 avril 06).

— *Coup d'œil rétrospectif (Quand la confiance s'en va).* (Id., 15 avril 06).

— *Coup d'œil rétrospectif. (Les armoiries de Longny).* (Id., 27 mai 06).

— *Coup d'œil rétrospectif. (La Révolution à ses débuts. —*
— *Un curé qui voit tout en rose).* (Id., 3 juin 06).

— *Coup d'œil rétrospectif. (Soixante ans de magistrature.*
Claude Delangle, anc. prés. du trib. de 1^{re} inst. de Mortagne).
(Bonhomme Percheron, 15 et 22 juillet 06).

— *Coup d'œil rétrospectif. (Les libertés communales en 1762).* (Bonhomme Percheron, 30 septembre 06).

— *Le Perche pendant l'invasion allemande.* (Id., 18 et 25 novembre 06).

— Coup d'œil rétrospectif. (*Les rues de Mortagne pendant la Révolution*. (16 déc. 06).

GALLIER (M.-A.). *Les écoles vétérinaires de la généralité de Caen*. (Mém. de la Soc. nat. des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, 1906.

Dubois (Jean-Baptiste), né à Gacé.

GARNIER (de Saintes). *Lettre écrite d'Alençon au Comité de salut public relative à la translation à Paris du prince de Talmont*.

— *Souvenirs de la Révolution*, par le duc de la Trémoille. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, 1906, p. 341).

GOBILLOT (René). *Quelques notes sur deux évêques de Châlons-sur-Marne, de la famille des comtes du Perche*.

(Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 130-133).

GODET (abbé). *Mémoire historique sur le Pas-Saint-Lhomer (suite)*. (Documents sur la prov. du Perche, janvier 06, p. 81 à 88).

GUÉRIN (l'abbé René). *M. le Chanoine Grenet, aumônier de la Miséricorde*. (Indépendant de l'Orne, 25 oct. et 1^{er} nov. 06).

GUESDON (abbé). *Bibliographie. Il y a Cent ans : Etat des Communautés dans l'Orne*, par M. l'abbé Dumaine. (Sem. Cath. du dioc. de Sées, 7 sept. 06, p. 581).

GUESNON (A.), né à Planches. *Une édition allemande du trouvère Gille Le Vinier, d'Arras*. (Compte-rendu). (Paris, H. Champion, 1906).

GUILLET (Léon). *Poésie dite à l'inauguration du monument élevé à M. Gévelot*. (Journal d'Alençon, 30 août 06).

GUILLOUARD (Jean). *De quelques raisons d'un haut enseignement libre*. (La Réforme sociale, 1^{er} avril 1906, p. 733-751).

HAREL (Paul). *A l'enseigne du Grand Saint-André*. (Paris, Plon, 1906, in-12).

— *Biétry*, poésie. (*Le Jaune*, 19 mai 06).

— *L'Etat*, poésie. (*Le Jaune*, 26 mai 06).

— *La haie des pierrettes*, poésie. (Le mois littéraire et pittoresque, mars 06, p. 296).

— *Aux ouvriers musiciens de Saint-Evroult-Notre-Dame et de Rai-Aube*, poésie. (Journal d'Alençon, 6 sept. — Croix de l'Orne, 9 sept. 06).

— *A M. Viviani*. (La Libre Parole, 11 nov. 06).

HÉDIN (Marcel), né à Alençon. *Société d'encouragement au travail du département de la Sarthe*. (Rapport). (Le Mans, Guénet, 1906, in-8°).

HÉRON DE VILLEFOSSE (Abel). *Antiquités d'Alise-Sainte-Reine*. (Mémoires de la Société Nationale des Antiquaires de France, 1904-1906, Klincksieck 1906).

Mention du vase d'argent du Trésor de N.-D. d'Alençon, p. 257.

HUSNOT (T.), maire de Cahan. *L'Ecole de Segrie-Fontaine (Orne)*. — Un Maire, un Architecte communal, un Architecte départemental, un Procureur, un Préfet. (Caen, Veuve Domin, in-8°, 7 p.)

LABBÉ (Dr). *Discours* prononcé à l'inauguration du monument élevé à M. Gévelot. (Journal d'Alençon, 30 août 06).

— *Discours* prononcé aux obsèques de M. Canivet, Conseiller général, le 5 oct. 06. (Journal de Flers, 10 octobre. — Journal d'Alençon, 11 octobre).

— *Discours* prononcé à l'occasion de l'inauguration des Abattoirs de Mortagne, le 14 octobre. (Echo de l'Orne, 18 oct. 1906).

LAFONTAINE (abbé Albert). *Jehan Gerson*. (Paris, Pous-sielgue, 1906, in-16 de 334 p.)

LEBOUC (Georges). *Gloire au travail*, poésie.

Agenda du Gagne-Petit, 1907.

LEFEBVRE (des Noëtes), associé correspondant national de la Société des Antiquaires de France. *Communication relative à une cuve portative en plomb, trouvée à Alençon*. (Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 3^e trimestre 1906, p. 267).

LE HOT (Nicolas), avocat au bailliage de Caen. *Remarques*, publiées par M. E. Vanel. (Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, t. XXV. Caen, Delesques, 1906, in-8°.

(Mention du P. Eudes, p. 24, 25, 26 et de Berrier, secrétaire du Conseil, né à Domfront, p. 11, 51 à 60.

LE MARCHANT (Jacques). *Remarques*. (Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie. t. XXV, 1906.) (Mention de Le Marchant, de Caligny, p. 278-279).

— *Des Saint-Simon de Courtomer*, p. 338 (du marquis). Lai-
gle, 345 ; des Catinat, p. 352-353).

LE MONNIER (J.-Romain). *Les X sur les fontiaux*. (Bull. de l'Union bas-normande et percheronne, mars 06, p. 47-53).

— *La vie rurale avant la Révolution. Les fricots du percep-
teur*. Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06,
p. 119-132).

— *M. Jules Appert*, (Croix de l'Orne, 22 juillet 06).

LETACQ (l'abbé). — *Procès-verbaux des séances de la Société
historique et archéologique de l'Orne*. (Bulletin, p. 1-5, 149-
155, 257-261, 357-361).

— *Notice sur l'abbé Julien Lefrou*, auteur du Catalogue des
Plantes de Loir-et-Cher, originaire du Cercueil (Orne). (Ibid.,
p. 314-329. — Tir. à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1907,
in-8°, 20 p.)

— *Note sur un falcinelle éclatant (Falcinellus igneus Gray),
tué à Saint-Ouen-de-la-Cour (Orne) et sur une Buse pattue,
(Archibuteo lagopus Brehm), tuée dans la forêt de Perseigne
(Sarthe)*. (Bulletin de la Société des Amis des Sciences natu-
relles de Rouen, séance du 1^{er} février 1906.

— *L'Orobis albus*, L., à Macé, près Sées. (Ibid., séance du
5 juillet).

*Communication faite à la Société des Amis des Sciences
naturelles de Rouen sur un Vison (Mustela lutreola L.) et sur
un Héron pourpré (Ardea purpurea L.), tué à Vrigny. (Ibid., id.).*

— *Inventaire des plantes phanérogames et cryptogames
vasculaires croissant spontanément ou cultivées en grand dans
le département de l'Orne*. (Ibid., 1905, p. 70, 1^{er} fascicule).

— *Liste des Characées observées dans le canton de Saint-Paterne (Sarthe)*. (Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, 1906, t. XL, p. 298-302).

— *Notes zoologiques sur la forêt de Perseigne*. (Ibid., id).

— *Les oiseaux de proie sont-ils utiles à l'agriculture?* (Almanach de l'Orne, 1907, p. 61-68).

— *Origine et Histoire de nos Oiseaux domestiques : Le Dindon*. (Almanach de l'Indépendant de l'Orne, 1907, p. 99-103. Article signé : F. HUBER).

— *Tableaux analytiques des Mollusques du département de l'Orne et des régions voisines*. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 1906. 1^{er} semestre, p. 52-74. Tirage à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1906, in-8°, 23 p.)

— *Notes sur les plantes anciennement cultivées dans le département de l'Orne*. (Ibid., 2^e semestre. (En voie de publication).

— *Notice sur la vie et les travaux scientifiques de M. Eugène Niel*. (Lecture faite à la séance publique de la Société libre de l'Eure (section de Bernay), 2 juin 1906. Brionne (Eure), imp. E. Amelot, 1906, in-8°, 16 p.). (Extrait du Journal *Le Brionnais*, 1^{er} juillet 1906).

— *Liste des Coquilles recueillies par MM. Bigot et Leboucher dans les tourbières littorales situées entre Luc-sur-Mer et Arromanches (Calvados)*. Bull. de la Société Linnéenne normande. Caen, E. Lanier, in-8°, 7 p.).

Ligue d'Action française (section de l'Orne). Grande réunion privée donnée à Alençon le 21 octobre 1906, sous la présidence de M. le comte de Romanet. (Alençon, imprimerie Alençonnaise, 1906, in-24, 48 p.).

LINIÈRE (Georges de). *Discours* prononcé à l'inauguration du monument élevé à M. Gévelot. (Journal d'Alençon, 30 août 1906).

LOISEAU (l'abbé F.). *Missionnaires originaires du diocèse de Sées*. (Sem. Cath. du dioc. de Sées, 14 septembre 06, p. 594. 28 septembre, p. 630. 12 octobre, p. 666. 19 octobre, p. 673.

26 octobre, p. 693. 2 novembre, p. 711. 9 nov., p. 728. 28 décembre, p. 848.

MACÉ (G.), curé-doyen d'Athis. *Histoire de l'église protestante d'Athis, recueillie à Sainte-Honorine-la-Chardonne et à la Sautraye*. (Montligeon, 1906, t. VII, 316 p., in-8°. Phototypie représentant le temple évangélique d'Athis).

MACKAU (Baron de). *Discours* prononcé aux obsèques de M. Canivet, conseiller général, le 5 octobre 06. (Journal de Flers, 10 oct. Croix de l'Orne, 14 oct.).

MADÉLINE. *Discours* prononcé aux obsèques de M. Canivet, conseiller général, le 5 octobre 06. (Journal de Flers, 10 oct. — Journal d'Alençon, 11 octobre).

MARYEL (Pierre). *Florentin Lorient*. (Agenda des Magasins du Gagne-Petit. Alençon, 1906).

MARGERIE (Kléber de). *L'anniversaire de Charlotte Corday*. (Le Soleil. Le Moniteur du Calvados, 30 juillet 06).

MESNIL (abbé L.). *Les Ermitages d'Ecouves*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, juillet 06, p. 281-297). Tir. à part. Alençon, imp. Alençonnaise, 1906, in-8°, 16 p.).

— *La Touche et les Mézières en Vingt-Hanaps*. (Ibid., 1905, p. 563-579. Tir. à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1906, in-8°, 16 p.).

— *La Chapelle-Moche, ses curés et prêtres à l'époque de la Révolution*. (Sem. cath. du dioc. de Sées, 14 sept. 06, p. 592. 28 sept., p. 628. 5 oct., p. 649. 12 oct., p. 663. 2 novembre, p. 713. 23 novembre, p. 759. 28 décembre, p. 849).

MONTORGUEIL (Georges). *La maison de Charlotte Corday, rue d'Argout*. (L'Eclair, 30 mars 06. Courrier du Centre (Liomoges), 2 avril 06. Echo du Nord (Lille), 14 avril).

Monuments historiques. (Journal de l'Orne, 11 août 1906).

Extrait du procès-verbal de la sous-commission de classement des monuments et objets mobiliers historiques de l'arrondissement d'Argentan.

MOTÉY (V^{te} du). *Nécrologie*. Charles-Florentin Lorient.

(Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 144-147).

— *Nécrologie* : M. Jules Appert. (Indépendant de l'Orne, 19 juillet 06).

MOURLOT (Félix). *La comparution individuelle des citoyens du tiers-état aux assemblées électorales des paroisses pour les Etats généraux de 1789.* (Communication au Congrès des Sociétés savantes du 19 avril 1906. — *Journal officiel*, 21 avril, p. 2684).

— *Mutualiste de l'Orne (Le)*. Organe de l'Union des Sociétés de secours mutuels, bull. trimestriel, n° 1, 1^{er} janvier 06. Alençon, 10, rue de la Demi-Lune, in-8°.

Nécrologies. *Sœur Louise*, religieuse de Sainte-Marie de Gacé. (Semaine cath. du dioc. de Sées, 26 janv., p. 56).

— *Lelièvre (le Dr)*. (Id., 6 avril, p. 225 et 15 avril p. 236.)

— *Lebailly* (l'abbé Isidore). (Id., 6 avril, p. 226).

— *Leprovost* (l'abbé). (Id., 6 avril, p. 227).

— *Charuel (M.)*, directeur de l'Ecole chrétienne de Sées. (Id., 20 avril, p. 256).

— *Garnier* (l'abbé Henri). (Id., 8 juin, p. 369).

— *Dupont* (l'abbé). (Id., 15 juin, p. 385).

— *Huet* (l'abbé Joseph). (Id., 7 sept., p. 583).

— *Campion* (l'abbé de). (Id., 21 sept., p. 616).

— *Grenet* (l'abbé). (Id., 2 novembre, p. 708, 9 novembre, p. 723, 30 novembre, p. 778, 7 décembre, p. 798, 21 décembre, p. 825, 11 janvier 1907, p. 20).

— *Anfray* (l'abbé). (Id., 16 nov., p. 740).

— *M. l'abbé Thoumin*. (Sem. cath. du dioc. de Sées, 28 déc. 1906, p. 844).

— *M. Canivet*. (La Pomme, novembre 06).

NÉRON (Marie-Louise). Lettre parisienne. La maison de Charlotte Corday. (Rappel de l'Aisne, 20 avril 06. La correspondance de la presse, 12 avril. Journal du département de l'Indre, 13 avril).

NOIRE (l'abbé). (Allocution prononcée aux obsèques de M. Canivet, conseiller général, le 5 octobre 06). (Semaine catholique du dioc. de Sées, 12 oct., p. 657).

NORMANNICUS (Ch.-Th. Fêret). *Charles-Florentin Lorient. Souvenirs* (suite). (Revue mensuelle. Au pays normand. Gaston Portevin, a la Poterie, à Evreux, gérant, 25 janvier 1906).

OLIVIER (l'abbé H.). *Les principaux parasites de nos lichens français*. (Le Mans, Monnoyer, 1906, in-8°, 97 p. Extrait du Bulletin de l'Académie de Géographie botanique).

PERDRIEL. *Discours* prononcé à la fête du travail, à Alençon, le 7 octobre. (Journal d'Alençon, 11 oct. 06).

Pétition au Parlement pour la conservation des monuments religieux et des œuvres d'art qu'ils renferment, par la Société des Antiquaires de France, la Société française d'archéologie, les Sociétés hist. et arch. du Maine et de l'Orne. (Bulletin de la Société des antiquaires de France, 2^e trimestre 1906. Paris, C. Klincksieck, in-8°, p. 116-117).

PITOU (Charles). *Un artiste percheron, Alfred Brisard*. (Le Bonhomme Percheron, 21 octobre 1906).

PLESSIS (Frédéric). *Un poète, Charles-Florentin Lorient*. (Le Correspondant, 10 janvier 06, p. 131-149).

POUTHAS (M.-C.) *Le collège royal de Caen après l'abbé Daniel (1839-1848)*. Mémoires de l'Académie nationale des sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, 1906).

Notes sur Emile de Marcère, lauréat du Collège royal de Caen, président de l'Association des anciens élèves.

PRENTOUT. *Chargé du cours d'histoire de Normandie à la Faculté des lettres de Caen*.

— *L'Assistance publique pendant la Révolution dans l'Orne*. Révolution française, 1907.

— *Ration de Noël (La)*. légende percheronne.

(Almanach de l'Orne et du Foyer, reproduit par l'Agenda offert par les magasins du Gagne-Petit, Alençon, 1906).

RIBOT (Alexandre). *Discours* de réception à l'Académie fran-

çaise prononcé le 20 décembre 06. Eloge du duc d'Audiffret-Pasquier. (*Journal officiel*, 21 décembre 06).

RICHARD (E.-J.-C.). Catalogue de la Bibliothèque de la ville d'Alençon. (Veuve Félix Guy et C^e, 1904-1905, 6 volumes in-8 raisin de 298, 699, 418, 488, 426 et 56 pages).

RICHARD (J.-M.) *Notes sur quelques artistes alençonnais du XVII^e siècle*. (Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 1906, p. 257-277. Alençon, (N. D.)

— *Le Val-Dieu*.

RICHER (l'abbé). *Excursion dans le Passais et le Maine*. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 11-78. En collaboration avec M. Tournouër).

— *Ecoles de filles à Domfront et Saint-Bômer*. (Id., p. 103-118).

ROBIN DES BOUILLONS (Pierre). *Lettre au R. P. Léonard*. Augustin Déchaussé.

— *Mention des travaux de Claude du Moulinet, abbé des Tuileries, sur l'Histoire de Sées et sur le nobiliaire de ce pays*. (Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie, juin 1906, p. 112).

ROMAIN (J.). *La Société historique à travers le Perche*. (Croix de l'Orne, 9 sept. 06). - V. Lemonnier.

ROMAN (Joseph). *Les sceaux des forestiers au moyen-âge*. (Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, t. XXV, 1904-1906. Paris, C. Klincksick, 1906, in-8°. (Sceau du bailliage d'Alençon, p. 55-56).

ROMANET (V^e de). *Allocution prononcée à l'Assemblée générale de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch.* (Bull. de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 22-24).

— *Documents sur les familles du Perche. Lettres-patentes et rôle de l'arrière ban de 1654 (suite)*. (Documents sur la prov. du Perche, janvier 1906, p. 33 à 48).

ROTOURS (Baron Jules des). *Chronique du mouvement social, pays de langue anglaise*. (Réforme sociale, 16 janvier

1906, p. 186-192, 16 mars, p. 498-504, 16 mai, p. 794-799, juillet, 1^{er} octobre, 16 novembre.)

— *Rose Harel et ses poésies*. (Bull. de l'Union bas-norm. et perch., février 1906, p. 22).

— *La bonne hôtellerie*. Compte-rendu de l'ouvrage de M. Paul Harel : « *A l'enseigne du grand Saint-André* ». (Id., avril 06), p. 67.)

— *Rapport annuel sur les travaux de la Soc. hist. et arch. de l'Orne*, (Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 88-98).

— *Toast à Ambrières*. (Id., p. 56).

— *La Croix demeure* (poésie). (Bull. de l'Union bas-norm. et perch., sept.-oct. 06, p. 135). Correspondant, 10 sept. 06.)

— *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat*. (Almanach de l'Orne).

— *Rapport sur le prix Marie-Jeanne de Chambrun* (Réforme sociale, juillet).

— *L'Eglise et la République française, de 1870 à 1905*. (Revue hebdomadaire, 27 janvier).

— *Faut-il supprimer les sous-préfets ?*, 27 avril. (Le Centenaire de Frédéric Le Play, 9 juin).

— *A l'aube du Concordat*. (Bulletin de l'Union bas-normande et percheronne, janvier).

— *Rapport à l'assemblée générale*. (Id., mai-juin).

-- *Petits Parisiens à la campagne*. (A la mémoire d'Albert Sorel. (Id., juillet-août).

ROTOURS (Baron André des). *Rapport à l'Office central des institutions de bienfaisance*, 1906.

ROUYER (Louis). *M. Auguste Canivet*. (Journal d'Alençon, 13 octobre 06).

SAINTANGE-SAVOURÉ (H.). *Contribution à la flore du département de l'Orne*. (Bulletin de la Société linnéenne de Normandie, 1905, p. 74-118. Tir. à part, Caen, E. Lanier, 1906, in-8°, 44 p.

SAINT-PIERRE (M^{re} de). *Discours* prononcé aux obsèques de M. Canivet, conseiller général, le 5 octobre 06. (Journal de Flers, 10 octobre : Croix de l'Orne, 14 oct.).

SALLES. *Discours* prononcé à l'inauguration du monument élevé à M. Gévelot. (Journal d'Alençon, 30 août 06).

SAUVAGE (M.-R. Norbert). *La Chronique de Sainte-Barbe-en-Auge.* (Mém. de la Soc. nat. des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, 1906).

— *Guillaume du Perche.* — *Lisiard, évêque de Sées.* — *La Cochère, prieuré.* — *Le Fouquerant.* — *Prieuré de Saint-Benoit-des-Ombres* (Saint-Pierre-de-Tertu). — *Sentilli.* — *Villedieu-lès-Bailleul.*

SCHALCK de la FAVERIE (M^{me} F.). *L'Eteignoir.* (Paris, Du-jarnic, 284 p. in-12).

Société historique. *La Société historique et archéologique de l'Orne à Nogent-le-Rotrou.* (Le Nogentais, 2 septembre 06).

— *La Société historique et archéologique de l'Orne à Bellême.* (Le Bellémois, 6 septembre 06. Signé : ARGUS. [V^{te} de Broc].

— *Compte-rendu de l'excursion dans le Perche.* (Indépendant de l'Orne, 6 septembre 06. Signé : A. R. [abbé Richer].

SOREL (Albert). *L'inspiration du geste de Charlotte Corday.* (L'Ame normande, août-septembre 06).

SOUANCÉ (C^{te} de). *Une Supérieure de la Maison royale de Saint-Louis, à Saint-Cyr.* (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 juillet 06, p. 113-120).

SURVILLE (A.). *Recherches historiques sur Beauchêne.* (La Chapelle-Montligeon, imprimerie de Montligeon, 1907, 40 p.).

TERTOIS (l'abbé), curé de Ry. *Discours prononcé aux obsèques de M. le comte de Vignerot.* (Croix de l'Orne, 16 sept. 06).

THIESLIN (R.). *Les religieuses du diocèse de Sées pendant la Révolution.* (Compte-rendu de « Il y a Cent ans » par l'abbé Dumaine. Le Bellémois, 18 octobre 1906).

TOMERET (Hippolyte). *Nécrologie.* M. l'abbé Lhéréteyre. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, octobre 06, p. 452-453).

TOURNOUER (Henri). *Compte rendu de l'Assemblée générale de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch. et de la visite de Nogent-le-Rotrou, le 28 septembre 1906.* (Bull. de la Soc. perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 11-21).

— *Compte rendu des travaux de la Soc. perch. d'hist. et d'arch. pendant l'année 1904-1905.* (Id., p. 29-35).

— *Les portraits de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon.* (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 8-10).

— *Excursion dans le Passais et le Maine.* (Id., p. 11-78. — En collaboration avec M. l'abbé Richer).

— *Bagnoles, ses hôtes, ses fêtes.* — Discours prononcé à Bagnoles le 28 août 05. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier 06, p. 79-87 et à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1906, 13 p. in-8°).

— *Nécrologie.* M. l'abbé Barret. (Bull. de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch., 15 avril 06, p. 100-102).

— *Bibliographie* du département de l'Orne pendant l'année 1905. (En collaboration avec MM. Louis Duval et l'abbé Letacq). (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 06, p. 198-234).

— *Bibliographie.* (Bull. de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch., 15 juillet 06, p. 148-150).

— *Discours* prononcé au Comice agricole du canton de Nocé, tenu à Préaux le 16 septembre. (Journal de Nogent. — Le Bellémois, 20 septembre. — Le Nogentais, 23 septembre).

— *Discours* prononcé aux obsèques de M. Canivet, conseiller général, le 5 octobre 06. (Journal de Flers, 10 octobre).

— *Silhouette de chez nous.* Aristide Boucicaut. (Bull. de l'Union bas-norm. et perch., sept.-oct. 06, p. 130-132).

— *Discours* prononcé aux obsèques de M. Gustave Daupeley-Gouverneur. (Le Journal de Nogent, 6 déc. — Le Nogentais, 9 décembre 06).

TRIGER (Robert). *Toast à Ambrières*, (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, janvier, 06, p. 55).

— *Rapport* à M. le Directeur de la Société française d'archéologie sur les résultats du vœu relatif à la conservation des édifices et objets d'art religieux. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 1906, p. 247-251).

TURGEON (Charles). *Poésies : Sur la mort d'un ami.* — (Charité). (Bull. de la Soc. Perch. d'hist. et d'arch., 15 janvier 06, p. 36-39).

— *La bonne graine* (poésie). (Id., 15 avril, p. 99).

UBALD D'ALENÇON (le R. P.). *Documents* concernant la sœur Anne Le Valois, clarisse d'Alençon. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 06, p. 235-243).

VANSSAY (C^{te} de). *Discours* prononcé au Comice agricole du canton de Mortagne, le 14 octobre. (Echo de l'Orne, 18 oct. 06).

Vaucé. *Centenaire de la fondation de la paroisse de Vaucé.* (Sem. Cath. du dioc. de Séez, 26 janvier, p. 52).

— *Saint-Siméon-de-Vaucé.* (Id., 2 février, p. 72).

VAUGEUIS. *Discours* dans la grande réunion privée donnée à Alençon le 21 octobre 1906. (Alençon, imp. Alençonnaise, in-8°, 1906).

VEREL (Charles). *Nonant-le-Pin (suite).* (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, avril 1906, p. 157-172, juillet, p. 265-280, octobre, p. 365-396).

— *Mon oncle Radigois*, monologue. (*Le Perche*, Mortagne, n° du 26 mars 1905).

— *Notice historique* sur les personnages composant la grande Cavalcade de Laigle. (Laigle, 1905, 16 pages).

— *Chanson* pour la Cavalcade de bienfaisance de Laigle (paroles seulement). (Laigle, imp. Brouard. 1905).

— *Désirs tendres*, sérénade, paroles et musique. (Tourcoing, Rosoor-Delattre, gr. in-8°, 1905).

— *Compte rendu* de la réunion à Alençon des Percepteurs de l'Orne. (*Le Nouvelliste de l'Orne*, Laigle, n° du 11 juin 1905).

— *Compte rendu* de la réunion à Argentan des Percepteurs de l'Orne. *Le Nouvelliste de l'Orne*, Laigle, n° du 3 juin 1906).

VEUCLIN (V.-E.) *Les Charités pendant la guerre de Cent Ans.* (Almanach de l'Association Normande, 1906, p. 298-306).

— *Argentan (Saint-Germain)*. — *Ecouché*. — *Laigle*. — *Mortagne (Notre-Dame)*. — *Le Pin-au-Haras*. — *Le Pin-la-Garenne*. — *Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois*.

— *Annales d'une petite localité rurale du Dronais. Escorpain.* (Notes et documents).

— *Mesnil-sur-l'Estrée*. Typographie Firmin-Didot et C^{ie}, 1906, in-8°, 158 p. Photogravures.

Escorpain faisait partie de la généralité d'Alençon.

LOUIS DUVAL.

Abbé LETACQ.

H. TOURNOUER.

Charles de Gaureault, du Mont

Gouverneur d'Alençon

(1620 - 1621)

La famille de Gaureault du Mont, dont les titres font partie du chartrier du château de Flers, était originaire d'Italie. Elle remontait en effet à Georges de Gaureault, capitaine d'une compagnie d'Arbalétriers génois, passés au service de la France en 1374 (1).

Plusieurs de ses membres occupèrent des situations importantes. Ainsi, Charles de Gaureault fut successivement gouverneur des châteaux et places de Chatel-Gérard (Yonne), de Grancey (Côte-d'Or), d'Alençon et du Havre-de-Grâce. Son fils, Félix de Gaureault, devint sous-gouverneur du roi Louis XIV, aux appointements de 7.500 livres par an ; et son petit-fils, Hyacinthe, fut premier écuyer des écuries du dauphin, puis du roi et enfin du régent. C'est l'une des deux filles de ce dernier, Madeleine-Angélique-Françoise de Gaureault, qui épousa Louis de Pellevé, comte de Flers et baron de Larchamp, par contrat du 30 mars 1696.

* * *

En 1620, les changements, si fréquents alors, des gouverneurs de villes étaient dus aux intrigues des grands seigneurs, qui brouillaient à plaisir la reine-mère, Marie de Médicis, avec son fils, Louis XIII, pour satisfaire plus facilement leur ambition. A Alençon, notamment, en l'espace de quelques mois, on voit au moins cinq titulaires se succéder au gouvernement du château. C'est d'abord le comte de Belin, qui

(1) Voir, à l'appendice, la généalogie de cette famille.

bientôt fait place au marquis de Créquy, l'un et l'autre du parti de la reine. Ce dernier ne fit guère que paraître; en effet, dès le 23 juillet, Jean de la Gade, sieur du lieu, officier des gardes du roi, devient gouverneur titulaire; mais pour peu de temps, car un mois après (20 août), la reine-mère lui substitue Charles de Gaureault, écuyer, sieur du Mont, officier de ses gardes. Le 10 février suivant, celui-ci à son tour était obligé de céder la place à Isaac de Maillot, seigneur du Boullay-Morin, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi.

Ainsi Charles de Gaureault n'occupa le gouvernement d'Alençon que du 20 août 1620 au 10 février suivant, c'est-à-dire six mois à peine. Deux procès-verbaux d'état de lieux dressés, l'un à son entrée et l'autre à sa sortie, nous fournissent de curieux détails sur les approvisionnements en munitions et denrées renfermés au château. C'est sur ces documents originaux que nous appuierons ce qui va suivre.

* * *

Le mercredi 26 août 1620, à une heure de l'après-midi, Charles de Gaureault, assisté de Joachim de Humes et de Julien Poulain, sieur du Cosquet, archer des gardes de la reine, se présente à Nicolas Le Hayer, sieur de Cerceaux, conseiller du roi et lieutenant civil et criminel d'Alençon, et lui expose que, sur l'ordre de la reine-mère, étant venu exprès pour gouverner en cette ville, il le requiert de se rendre au château pour entendre plus amplement les volontés et commandements du roi et de la reine. Ce à quoi le sieur de Cerceaux consent, dit-il, très volontiers. Accompagné de maître Jehan Le Noir, son greffier, et de maître Thomas de Saint-Denis, procureur du roi, il s'achemine vers le rendez-vous, où il trouve en arrivant le sieur du Mont, en compagnie de ses deux archers et de Jehan de la Gade, gouverneur sortant. Alors le sieur du Mont représente une lettre portant le cachet de la reine, adressée au lieutenant général, qui est absent, et comme on ignore l'époque de son retour, la lettre est ouverte et lue, ainsi que deux autres missives à l'adresse

du sieur de la Gade, toutes trois relatives à la mutation du gouvernement de la place.

Le juge ayant accordé acte de ces communications, il est procédé au recensement des objets contenus au précédent inventaire, dans l'ordre suivant :

Les armes sont représentées en essence, sauf l'un des mousquets, qui est crevé, par suite d'accident arrivé en servant le roi.

Relativement à la mèche, six paquets sont manquants, ayant été fournis aux soldats faisant faction.

Pour les bandoulières, il s'en est seulement trouvé soixante en cuir de loup marin, et huit en cuir de veau, au total soixante-huit, du nombre desquelles vingt sont garnies de *charges*, et les autres toutes simples.

A l'égard du vin, bien qu'il se soit trouvé en nature, il est reconnu utile d'employer un des poinçons pour ouiller et remplir les autres ; de plus, ce vin étant mal cavé et en danger de se gâter, il est jugé opportun de le consommer au plus vite.

Il est constaté en outre : 1° que le bois de chauffage est épuisé, ayant servi au corps de garde ; 2° qu'il manque cinq pièces du lard qui était pendu au plancher, et 3° qu'il ne reste plus qu'une charretée et demie de foin, le surplus ayant été pris par les soldats pour mettre dans leurs paillasses.

Le recensement étant terminé, le sieur du Mont déclare que, sous les observations ci-dessus, il prend en charge tout le contenu en l'inventaire du 23 juillet précédent, et en quitte son prédécesseur.

* * *

L'année suivante, le mercredi 10 février, devant le même juge, se présentent maître Jacques du Bouchet, chevalier, seigneur de Maleffre, et Jacques du Val-Poutrel, écuyer, sieur de Querville ; lesquels exposent qu'ils ont commission, de la part de messire Isaac de Maillot, chevalier, sieur du Boullay-Morin, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, nommé gouverneur des ville et château d'Alençon, d'entrer en son nom en possession de ladite charge, requérant le sieur juge

de se rendre avec eux au château, où les attend le sieur du Mont, gouverneur sortant. Là il est donné lecture d'une lettre de la reine-mère, enjoignant audit du Mont de remettre la garde qui lui était confiée, entre les mains du sieur du Boullay ou ses représentants. A quoi le sieur du Mont déclare se soumettre, pourvu qu'il lui soit accordé bonne et valable décharge.

Procédant au recensement des provisions et munitions, il est trouvé que le vin manque entièrement, parce que le sieur du Mont, jugeant qu'il se gâtait, l'a fait boire aux soldats. La charretée et demie de foin, ci-devant inventoriée, manque également, vu qu'elle a été employée tant pour la nourriture des chevaux que pour garnir les paillasses des soldats. La provision de farine a dû être entamée par les rats, car le sieur du Mont n'en a distrait ni ôté aucunement. La mèche et les balles ont aussi quelque peu diminué, mais c'est parce que les soldats les ont dépensées au service de leurs Majestés.

Cela fait, le sieur du Mont est déchargé de sa garde, et le château est laissé aux soins des sieurs de Maleffre et de Querville, chargés de le remettre au sieur du Boullay, leur mandant.

A. SURVILLE.

APPENDICE

Généalogie de la Famille de Gaureault

I. — Georges DE GAUREAULT, originaire du comté de Tende (Italie), vint, au service du roi Charles V, en 1374, commander une compagnie d'arbalétriers Génois en Basse-Normandie, sous la conduite de Jean de Vienne, amiral de France.

II. — Guerry DE GAUREAULT, gentilhomme de la maison de René, roi de Sicile, duc d'Anjou et comte de Provence, 1445. Marié à Lucia Marina.

III. — Troilet DE GAUREAULT, marié à Anne Costa, homme d'armes dans la compagnie des gens d'armes du sieur de Montoisson, servit le roi dans ses guerres d'Italie, 1504.

IV. — Francesquin DE GAUREAULT, marié à Hélène de Vintimille, inscrit, comme son père, sur le rôle du sieur de Montoisson, en 1504.

V. — François DE GAUREAULT, marié à Michelle Denneguy, capitaine du château de Mello pour Mgr de la Rochepot, frère du connétable Anne de Montmorency, 1544.

VI. — Jean DE GAUREAULT, marié à Melchionne de Gorlier, veuve de Michel de Montchauveau, le 8 février 1573, gouverneur du château de Saint-Jean-de-Goux, archer de la compagnie du maréchal de Tavanne.

VII. — Charles DE GAUREAULT, seigneur du Mont, d'Aviré-le-Bois, Lingé et Sèchefontaine. Marié, le 16 décembre 1591, à Catherine de Balathier. Capitaine à Châtel-Gérard pour le roi contre la Ligue (1591-1599). Gentilhomme exempt des gardes de la reine régente, Marie de Médicis (1610-1619). Gouverneur du château de Grancey (1614). Commandant pour la reine du château du Lude (1620). Gouverneur du château de La Flèche (1620). Gouverneur des ville et château d'Alençon (20 août 1620-10 février 1621. — Le 22 juillet 1621, la reine le députa vers le roi son fils, pour traiter de leur réconciliation. Capitaine au régiment de Navarre, par la démission de Louis de Brancas, seigneur de Villars et de Graville. Gouverneur des ville et citadelle du Havre-de-Grâce, 1634.

VIII. — Félix DE GAUREAULT DU MONT, marié, le 14 février 1639, à Jourdain Cadot, dame d'Hémevez, Riou, Saint-Cyr, etc. A cette occasion, le roi le gratifia de 50.000 livres. Ecuyer du roi. commandant son écurie. gentilhomme ordinaire de sa maison. Sous-gouverneur du roi Louis XIV, au traitement de 7.500 livres.

IX. — Hyacinthe DE GAUREAULT DU MONT, marié à Angélique-Madeleine-Françoise Bouttier du château d'Assy. Ecuyer ordinaire de l'écurie du roi, page de la chambre de Sa Majesté. Pensionné des 7.500 livres dont jouissait son père. Gouverneur des châteaux de Meudon et de Chaville. Mort le 18 mars 1726, âgé de soixante-dix-neuf ans.

X. — Madeleine-Angélique-Françoise DE GAUREAULT DU MONT, mariée, le 30 mars 1696, à Louis de Pellevé, fils d'Antoine de Pellevé, comte de Flers, et de Marie Fauvel, baronne de Larchamp et La Lande-Patry.

LA COCHÈRE

I

A une époque fort ancienne, au confluent des deux jolies rivières de l'Ure et de la Dieuge, s'étendaient de grands bois formant le prolongement des forêts de Gouffern, du Fay de Courgeron et de la Haye-d'Exmes, qu'ils reliaient aux futaies de Pley et de Saint-Germain-de-Clairefeuille. C'étaient les bois de la Cochère (*Saltus Cocheriæ*), au milieu desquels saint Evroult, mort en 596, avait bâti un ermitage ou petit monastère, appelé, dans la vie de ce saint fondateur, *ecclesiarum delectum*, c'est-à-dire le triage des Eglises. Autour de cette chapelle se groupèrent des bûcherons et les premiers agriculteurs qui défrichèrent les taillis et fondèrent la paroisse de la Cochère alors limitée : au midi, par Almenèches ; au nord par Le Pin et Chauffour-sous-Exmes ; à l'est, par la Roche de Nonant, confondue, à cette heure, dans la paroisse qui nous occupe (1) ; à l'ouest, par les Essarts ou Souffrétures de la forêt de Gouffern. Ces Essarts étaient séparés de la Cochère par la rivière l'Ure, par un petit affluent de gauche de ce cours d'eau, nommé le ruisseau de Torduit, par une portion du chemin tendant du Pin à Almenèches et, de ce point, par une ligne allant gagner la forêt de Silli, par la Plesse, la grande commune et les nouvelles fiefs du roi jusqu'au village du Hamel-des-Bois et Almenèches. Ces limites ne subirent aucune modification jusqu'à la fin de l'année 1633, époque à laquelle le prieuré de la Cochère échut aux pères Jésuites de Caen, ainsi qu'on le verra ci-après.

(1) Dès 1803, les paroisses de la Roche de Nonant et de la Cochère étaient réunies, au point de vue du culte, malgré les protestations des habitants de la Roche qui voulaient avoir la succursale ou être annexés à Nonant.

II

En l'année 1195, Lisiard, évêque de Sées, donna à l'abbaye de Silli-en-Gouffern les dimes et le paroissiénage de tous les Essarts, présents et à venir, de la forêt de Gouffern.

Le 11 juin 1195 Jean sans Terre, duc de Normandie et roi d'Angleterre, concéda à l'abbaye en question les dimes de toutes les acres d'Essarts nouveaux dans cette forêt : *décimas omnium acrarum essartorum novorum in forestâ nostrâ de Gouffer*, pour en jouir à perpétuité, en pure aumône. Cette charte fut confirmée par Gervais, évêque de Sées, en 1224.

La forêt de Gouffern avait, à cette époque, des essarts, c'est-à-dire des portions de bois défriché et mis en culture, dans la commune de Tournay-sur-Dives, notamment dans la portion comprise entre Tertu et Saint-Benoît-des-Ombres, octroyée jadis par le roi d'Angleterre à Robert de Tournay. Il est certain que ce seigneur en disposa tant au profit de l'abbaye de Silli qu'en faveur du couvent de Sainte-Barbe-en-Auge, à telle enseigne que des difficultés s'élevèrent à propos de ces souffrétures, entre les deux abbayes qui terminèrent ce premier différend par une transaction au cours des années 1214 à 1216 ; l'abbaye de Silli perçut deux gelines de dimes de toutes les terres, cultivées ou non, comprises dans les Essarts de Tournay ; d'autre part, le couvent de Sainte-Barbe possédait la troisième gerbe : *tertiam garbam dicti essarti possidebit* et encore le paroissiénage, si par hasard il se trouvait métairie dans cet essart.

Les abbés de Silli abandonnèrent encore le paroissiénage et la troisième gerbe de toute la terre que Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, leur avait octroyée selon les termes de la charte de ce monarque, c'est-à-dire le territoire compris entre le pont du Pyn et les bois de la Cochère, dans la partie de la forêt d'Argentan « *sicut charta ejusdem regis perhibet, interpontem de Pyn et Saltæ Cocheriam (Saltus Cocheriæ La Cochère) a parte forestæ de Argenthomo* ».

A ce moyen le couvent de Sainte-Barbe renonçait à exercer aucun droit de paroissiénage et les dimes des autres essarts

de Gouffern ; exception était faite pourtant sur les terres et essarts que le couvent faisait valoir lui-même.

Cette transaction ne termina cependant pas entièrement le désaccord et des procès surgirent à nouveau, à propos des dîmes de tous les essarts de Gouffern, voisins de Saint-Sauveur et de Sainte-Marie de la Cochère. Le couvent de Sainte-Barbe soutenait qu'elles lui appartenaient et lui avaient été abandonné, soit en propriété, soit en usufruit par ceux qui jadis les avaient cédés, ainsi qu'en faisait foi la charte des donateurs. Une nouvelle transaction intervint, au cours de l'année 1226 et l'abbé de Silli renonça au paroissienage et aux dîmes des essarts de la Cochère qui passèrent au couvent de Sainte-Barbe, mais l'abbé de Silli se réserva deux gerbes dans les Essarts ci-dessus et dans ceux de Tournay et stipula le paiement de neuf septiers de blé, à percevoir annuellement dans le grenier de la Cochère, à la fête de la Toussaint, des mains du gardien de ce grenier. Ces neufs septiers comprenaient : deux septiers de blé froment ; les septiers de complément étaient composés par moitié d'orge et d'avoine. En cas de non paiement de cette redevance, le couvent de Sainte-Barbe s'obligeait à payer les dépens, légitimement dus et justifiés. Il était encore entendu que dans le cas où le couvent de Sainte-Barbe viendrait à vendre partie des Essarts, la redevance en blé diminuerait en proportion de la vente. Enfin, si quelque partie de la forêt de Silli était concédée à nouveau à Sainte-Barbe, la transaction sus-analysée n'aurait rien à voir avec cette nouvelle acquisition.

Cette redevance de neuf septiers de blé *tierçonner* fut acquittée exactement jusqu'en l'année 1468. Le 23 septembre, au dit an, Jehan Mallet, lieutenant général de noble Mary de Houlfort, écuyer, sieur du Hamars, bailli d'Alençon, notifia à Robert Gautier, sergent au dit baillage, la plainte des abbés de Silli, réclamant le paiement de cette redevance en nature. Sommation avait été faite à Dom Landry Escousoupe, alors prieur ou garde du prieuré, pour le terme de Toussaint 1467. Sur refus de paiement, les religieux de Silli requièrent la provision de justice et bref de nouvelle dessaisine que le lieutenant leur octroya, enjoignant au prieur de ressaisir l'abbaye de la redevance en question pour raison des dîmes

et paroissienage des Essarts. Le couvent avouait l'entretene-
ment du paiement de l'arrérage mais se défendait en disant
que les dîmes étaient diminuées à l'occasion des guerres et
mortalités ; il n'était donc tenu, ni par raison ni par devoir,
au paiement de cette rente. Un procès était prêt à naître
quand le prieur fit la promesse de payer, dans le délai de
trois ans, outre les frais, douze écus d'or. Quant aux rede-
vances à venir, elles furent transportées au chapelain de la
chapelle de Nonant jusqu'à concurrence de six septiers de
grain *tierçonnier* que le chapelain avait droit de prendre sur
les religieux de Silli, à la mesure de Trun (2 novembre 1475).
Et à la date du 20 juin 1486, le couvent de Sainte-Barbe, en
présence du prieur, curé de la Cochère, acceptait la délégation
en question. Cette redevance était encore due à l'abbaye de
Silli, à la fin de l'ancien régime, et nous lisons dans l'aveu fait
par ce monastère au roi de France que les deux septiers de
froment, ancienne mesure d'Argentan, valaient 32 boisseaux,
les trois septiers et demi d'orge équivalaient à 56 boisseaux
et les trois septiers et demi d'avoine formaient 84 boisseaux.

III

La plainte du prieur Escousouppé était sincère et reposait
sur des faits faciles à justifier. La durée des siècles, l'état
perpétuel des guerres avaient ruiné les bâtiments du prieuré
dont la maison manable était à refaire à neuf, dans l'enclos
où *soullait* être l'ancienne. Le 25 novembre 1470, une ordon-
nance du lieutenant d'Argentan et d'Exmes, maître enquêteur
et général réformateur des Eaux et Forêts, enjoignait au
verdier de Gouffern de permettre au prieur de la Cochère
de prendre « un grand nombre de pieds de chênes dans
l'endroit le plus aisé et le moins dommageux de la forêt ». Le
privilege de prendre en cette forêt et dans la Haye d'Exmes
des bois, non seulement pour la construction, mais encore
pour le chauffage, comme aussi celui d'y faire pâturer leurs
porcs était acquis aux prieurs de la Cochère depuis la fon-
dation du prieuré. Richard Cœur de Lion avait confirmé ces

droits ; Saint-Louis, roi de France en 1223, et Jean, duc d'Alençon en 1450, les avaient renouvelés.

A cette dernière époque la maison du prieur était bâtie sur un terre-plein, entouré de toutes parts par de larges douves, bétonnées, communiquant avec l'ancienne rivière l'Ure par deux tranchées profondes qui y amenaient l'eau nécessaire à l'alimentation de grande quantité de poisson. On accédait au manoir par un pont jeté sur les douves. De ce point partait un large canal, aujourd'hui à moitié comblé, sur les bords duquel s'élevaient la maison de la ferme et le colombier. Il servait de réservoir d'eau pour un moulin banal avec pêcherie dont on voit encore la substruction sur l'ancien lit de l'Ure, devenu, par suite de travaux nouveaux, le lit de son affluent, la Dieuge.

Guillaume Talvas, comte d'Alençon, mort le 29 juin 1171, avait aumôné la Cochère à l'abbaye de Saint-Martin-d'Ecajeul, autrement dit Sainte-Barbe-en-Auge au diocèse de Lisieux. Un chanoine de cette abbaye y avait bâti, dans l'enclos même du prieuré, une chapelle sous l'invocation de Notre-Dame ou de Sainte-Marie, bénie par Gérard, évêque de Séez, vers 1145. Cet oratoire, bâti en terre et colombage, est depuis longtemps ruiné.

IV

Les guerres de la Ligue ne furent pas plus clémentes au prieuré de la Cochère que la guerre de Cent ans et ici encore nous retrouvons les méfaits des protestants dont on a déjà signalé tant de fois les déprédations dans l'étendue du diocèse de Séez. Dans les années antérieures à 1570, ils avaient visité le canton d'Exmes et particulièrement la paroisse de la Cochère.

Par édits des 26 mars et 16 septembre 1569, le roi de France autorisa ses gens à lever de grandes sommes et deniers sur le clergé pour subvenir aux guerres et affaires contre les seigneurs de la religion réformée. Dans ce but, des exécutoires avaient été délivrés par tous les évêchés contre leurs suffragants. Le prieur de la Cochère, Dom Etienne Fouquet fut taxé à 112 livres 10 sols pour sa cotisation. Il fut

fort embarrassé pour les payer « à cause des troubles et guerres passées et présentes dans lesquels il avait été *grandement molesté, pillé et volé. Il avait perdu tous ses biens, meubles et bestiaux*, ainsi, dit-il, qu'il était de notoriété publique ». Il se fit donc autoriser par le grand prieur de Sainte-Barbe à vendre un immeuble du prieuré. Le prix de la cession, s'élevant alors exactement à 112 livres 10 sols, lui fut compté par Honnête Homme Jehan Dupuis et ses frères de la Cochère (23 juin 1570) (1).

V

Si le mobilier garnissant le prieuré était de minime importance, le domaine, en lui-même, avait une réelle valeur. Il ne faut pas oublier que le prieur était le seigneur du lieu. Le domaine seigneurial occupait : le manoir et toutes les maisons de ferme en dépendant, avec cours, jardins ; les grands herbages nommés les Coutures, le parc aux bœufs, les grands prés, proche la maison Briquet, le clos aux Richard, les prés du moulin, deux viviers ou étangs, et de nombreuses terres labourables. Le tout fut baillé par M^e Sébastien Lebouteiller, évêque d'Aire (Landes), Seigneur prieur commendataire de la Cochère, à Honnête Homme Nicolas Girard, sergent à garde de la forêt d'Exmes et à Alexandre Dupuis, de la Cochère, suivant acte passé devant Cavey et Lesassier, tabellions royaux à Exmes, le 13 mars 1624. Les fermiers étaient tenus de faire célébrer chaque semaine, pendant leur jouissance deux messes à la chapelle du prieur, fournir le luminaire, en l'église paroissiale de Saint-Sauveur, jusqu'à la somme de 8 livres, annuellement. Le prix du bail était de

(1) Une déclaration faite en 1517 des objets mobiliers garnissant le prieuré et confiés à la garde de frère Pierre Auvray, de Sainte-Barbe, nous donne lieu de supposer que le personnel religieux de la Cochère était très restreint. On y voit figurer 2 lits, 2 oreillers et 4 taies, 2 douzaines de draps, 6 chemises, 6 nappes, 24 serviettes, 3 robes doublées, deux paires de chaussures, un bonnet, une cornette, un domino, un manteau, un bréviaire complet, un livre nommé *La Fleur des Commandements*, un cheval avec son harnais, un éperon, une somme de 30 livres, tant en or qu'en monnaie.

560 livres, payables en deux termes, savoir : 250 livres à Noël et 300 livres à la Saint-Jean.

Ce domaine seigneurial, d'une assez grande importance, avait été jadis beaucoup plus considérable, mais le couvent de Sainte-Barbe avait fieffé nombre d'immeubles en rentes dont on retrouve les actes au cours des xv^e et xvi^e siècles.

Les revenus du prieuré, assis sur les immeubles fieffés du dit fief, s'élevaient, savoir : sur les biens sis dans la paroisse de la Cochère proprement dite, à 68 livres 13 sols 8 deniers, 125 gélines, une livre de cire, 5 chapons et 1.180 œufs (1).

A quoi il convient d'ajouter les rentes des particuliers habitant : Chagny, Courgeron. Nonant, Montfort, Exmes, Survie, Almenèches, le Château-d'Almenèches, 9 livres 18 sols, 12 gélines et 100 œufs.

Total général des redevances seigneuriales : 78 livres 12 sols 12 deniers, 137 gélines, une livre de cire, 5 chapons et 1.280 œufs.

VI

Le territoire de la Cochère, comprenant 61 feux en 1782, dans la sergenterie d'Exmes et l'évêché de Séez, était tenu du plein fief du prieuré de la Cochère, relevant du roi, tenu successivement par les religieux de Sainte-Barbe et les Jésuites de Caen (2).

Il comprenait notamment les villages de Pley, de la Lanquetinière, des Genêts, de la Monnaie, des Mares, le Haut-Hamel, les Bouchard, les Chappey, les Ruel, les Fauveaux, les Briquet, partie du village aux Oiseaux.

A côté de ce fief nous relevons les extensions suivantes :

1^o La sieurie de la Cochère, tenue du roi sous les souffrétures de Gouffern, s'étendait spécialement sur le domaine des Recouvretz et des Crières.

(1) Papier journal des tenures de la terre et sieurie de la Cochère, année 1557 et suivantes. (Aux Archives de l'Orne, liasse H, 2060, registre in-4^o de 33 feuillets.

(2) Parmi les sénéchaux de la Sieurie il convient de citer : 1^o Noël de la Roche (31 janvier 1498) ; 2^o Jean Billard, bachelier ès lois (18 mai 1541) ; 3^o Etienne Fouquet (1557 et années suivantes) ; 4^o M^r Charles Fleury, sieur du Guerrier, licencié ès lois avec M^r Alexandre Dupuis, tabellion royal, greffier (10 juin 1644 et 17 avril 1659).

2° La sieurie de Saint-Vincent, assise en la paroisse de la Roche de Nonant, portant sur les champs Bruslé, les Jardnets, la Cour et les Mânis.

3° La sieurie du marquisat de Nonant, ayant son siège dans la paroisse de la Roche, comprenait uniquement l'herbage des Mânis.

4° La sieurie de Montagu, réunie au même Marquisat, percevait des rentes sur des immeubles sis au village de la Reboursière.

Les principales aïnesses étaient : la Crocheterie, l'ainesse Avice, Anner ou Allin appartenant à la famille Chappey (1421), la Vavassorerie aux Lenglois, propriété de Colin Fauvel (1557), l'ainesse aux Fauveaux, village de ce nom.

A ces extensions de sieuries il convient d'ajouter, d'après un aveu fait au roi de France par le prieur de Sainte-Barbe, en 1552 : 1° un fief noble, à cour et usage, dans la paroisse de Neauphe ; 2° une vavassorerie en celle de Croupes ; un fief noble sur les paroisses de Silli, Tournay et Tertu ; 4° la redevance d'un muid de blé à prendre à Norrey, dans la grange des religieux de Saint-Evrout.

VII

Sur la rive droite du nouveau lit de l'Ure, sur une petite éminence, s'élève l'église paroissiale, sous le patronage de Saint-Sauveur, entourée de son cimetière clos de haies vives et fossés (1). C'est un monument sans caractère architectural,

(1) Là reposent les familles : Lanquetin, Torcapel, Briquet, Blanche, Chappey, Allain, Blavette, Bouchard, Girard, Basley qui, toutes, ont donné des prêtres à l'Eglise ; les Ledanois, Lefleury, Pangis, Lagrange, Farin, Desdouts, Biennais, Leillu, Boirel, Cernain, Dutertre, Fauvel, Adam, Denormandie, Lechien, Cherel, Daupley, Lefoul, Pallière, Mauger, Paulmier, Vallée, Blondel, Heudiard, Caillet, Viel, Renault, Dupuis, Poullain, Panthou, Fouquet, Boudier, Boscher, Lambert, Galliet, Delamare, Meneut, Fontaine, Dieu, Letenneur, Chemin, Louri, Debedière, Hardrey, Libour, Ledoux, Hubert, Levavasseur, Rousse, Chopin, Gâcher, Bonnet, Chesnel, Lecourt, Jonquet, Cuinel, Delarue, Gautry, Delahaye, Fery, Lemasle, Ledauphin, Bilot, Dot, Delivet, Flan, Huet, Lhermanier, Blanchard, Gallot, Provost, Plomesle, Bigot, Pinel, Lessard, Laplanche, Ledoyen, Lecuyer, Lenoble, Leroy, Lemarié, Chaplain, Cavey, Louvet, Sourbieu, Guy, Dumoutié, Bodeau, Tirefort, Doissnel, Coqueterre, Hauton, Chausson, Tabur, Mesley, Devillac, Gougeon, Gautier sieur de la Vallée, Gouin, Ledangereux, Cheradame, Marce, Cinglois, etc.

orienté de l'est à l'ouest, solidement bâti en pierre de taille et blocage, soutenu par des contreforts dépourvus d'élégance, terminé par une abside ronde et aveugle, en partie masquée par la sacristie. Le portail principal, à l'ouest, précédé d'un porche, est du style ogival de la belle époque. Si les voussures en sont bien conservées, les colonnes isolées entourant de chaque côté de la porte, le pilier principal, supportant le tympan, ont disparu. On remarque, à l'entrée du chœur, deux autels, dont l'un dédié à la Vierge et deux pierres tombales ayant jadis recouvert les sépultures de deux prieurs curés de Chagny, M^{res} Briant et de la Barberie. Le maître autel, en bois, surmonté de son rétable montant jusqu'à la voûte, avec ses colonnes en pierre, son fronton et le tableau central représentant la Foi, est l'ancien maître autel de l'église de Chagny, aujourd'hui démolie. A signaler encore les statues en bois de sainte Appolline, martyr, de la Vierge, tenant l'enfant Jésus, d'une bonne facture et, dans la sacristie, la statue mutilée, en pierre, de sainte Barbe. Les réparations effectuées notamment à la voûte de l'édifice, indiquent une absence complète de goût artistique. Cette église est dédiée à la Vierge : *Beatæ Mariæ de Cocheriâ et Saint-Sauveur*. Elle faisait partie du doyenné d'Exmes et le prieur y avait établi en 1647 une confrérie de Saint-Sauveur, comprenant un roi, une reine, des chevaliers et des chevalières et qui subsista jusqu'à la fin du xvii^e siècle (1).

VIII

Le prieur de la Cochère était élu par le prieur de Sainte-Barbe parmi les membres de cette abbaye. Il était tenu d'entretenir l'église paroissiale de toutes réparations, telles que maçonnerie, couvertures et vitres, de fournir le linge, les cierges, les livres, ornements et autres choses relatives au

(1) L'évêque de Séez, Louis Daquin, visita cette église le 7 juillet 1701 et y donna la confirmation à 91 personnes dont les âges variaient de 15 à 60 ans. Outre les prêtres, l'église renferme la sépulture de plusieurs membres des familles de Corday, de Bracques, de Cuigny, du Moutié, de Brossard et de l'Epée.

culte, de nourrir le curé de Saint-Sauveur et celui de la Roche de Nonant, leurs clercs et leurs chevaux, d'entretenir le pont du Buisson, de dire une messe tous les lundis de chaque semaine pour le Prince et les bienfaiteurs, fondateurs du prieuré (1). Il était l'un des dix pairs ou *francs* de la forêt de Gouffern. En cette qualité il devait assister aux pleds des haut jours et parnages d'Argentan où ressortissaient les appels du Verdier, juge d'instruction.

Voici, aussi exacte que possible, la liste des prieurs depuis la première moitié du *xiv^e* siècle jusqu'à la Révolution française :

- 1^o M^{re} Jean-André Lesueur (année 1351) ;
- 2^o Dom Noël ou Nicole Hurel (1423-1425) ;
- 3^o Dom Landry Escousoupe ou Estousoupe (1468-1482) ;
- 4^o Dom Richard Herbert ou Herbot (1492) ;
- 5^o Dom Jean Lequen, prieur-curé (1490-1495) ;
- 6^o Vénérable et discrète personne M^{re} Simon Sehier (juillet 1502) ;
- 7^o M^{re} Guillaume Chevron, évêque de Porphyre (23 mars 1506-année 1507). Il démissionna le 26 juin 1513 ;
- 8^o M^{re} Jean Biard (1513-1522) date de sa retraite) ;
- 9^o M^{re} Pierre Adam (7 novembre 1522) ;
- 10^o M^{res} Raoul Delauney et Jean Lemesle (1532-1537) ;
- 11^o Dom Jean Escousoupe (18 mai 1541) ;
- 12^o M^{re} Gabriel Leboulanger (1550) ;
- 13^o M^{re} Jean Manchon (commencement de 1556) ;
- 14^o M^{re} Pierre de Marescot, prit possession de la cure de la Cochère en qualité de vicaire perpétuel (1556) ;
- 15^o M^{re} Guillaume Briant, démissionnaire le 26 mai 1566 ;
- 16^o Dom Etienne Fouquet (27 juin 1566, mort avant le 14 août 1605). Il transféra son prieuré à Michel Michon, prêtre du diocèse de Paris, contre le prieuré de Saint-Nicolas-du-Bois, au diocèse de Lisieux, avec l'agrément de l'évêque de Séez, mais au préjudice des droits anciens, réclamés par les religieux de Sainte-Barbe, d'où procès au grand Conseil du roi qui, aux dates du 10 février 1583 et 1^{er} juillet 1585, rend deux

(1) Le revenu de la dime du prieuré était évalué à 400 livres en 1782. C'était, au surplus la somme payée par François Bodeau à cette date.

arrêts favorables à Michon. Le prieur de Sainte-Barbe porte la cause devant l'official de Séez qui la renvoie devant la Cour métropolitaine de Rouen. Une transaction intervient entre les parties Litigantes et Fouquet ne conserve plus que la jouissance, sa vie durant, du prieuré, avec ses fruits et profits, tandis que Michon reste usufruitier du fief de la Cochère et devait habiter le prieuré qu'il entretenait à ses frais, payait la pension du curé de Saint-Sauveur et la redevance en grains à l'abbaye de Silli. A sa mort les religieux de Sainte-Barbe reprenaient possession du fief ;

17° Il y a tout lieu de supposer que Michon avait cédé ses droits à M^{re} Claude Lebouthilier, prieur, conseiller du roi en son Conseil d'Etat, secrétaire des commandements et finances de la reine, mère du roi, propriétaire du grenier à sel d'Exmes (1622), sans l'agrément de l'abbaye de Sainte-Barbe. Lebouthilier fut maintenu en ce titre par arrêt du grand conseil du 30 septembre 1603, malgré les protestations du prieur de Sainte-Barbe, Robert de la Menardière, qui nomma, le 14 août 1605, Richard Noël, à la place d'Etienne Fouquet, dernièrement décédé. Le procès recommença devant le grand Conseil qui se prononça, à nouveau, en faveur de Lebouthilier, tant et si bien que celui-ci fit acte de prieur jusqu'au moment où le prieuré de la Cochère devint possession des Jésuites de Caen. Il est facile d'expliquer la faveur dont fut comblé Lebouthilier (Claude), sachant qu'il était le frère de M^{re} Sébastien Lebouthilier, évêque d'Aire (Landes), qui en toute cette affaire fut son procureur et se qualifiait lui-même prieur commendataire du prieuré en question (bail du 13 mars 1624).

Durant cette longue période de discussions et de procès, plusieurs curés avaient rempli l'office de prieur, savoir : 1° M^{re} Martin Denormandie, vicaire (1598) ; 2° M^{re} Michel Ferey, clerc-curé (25 mai 1607) (1) ; 3° M^{re} Robert Deschênes (28 mai 1608) ; 4° M^{re} Georges Bouchard (1603-1616), décédé à la Cochère le 20 octobre 1642 ; 5° Dom Etienne Chauvin, religieux de l'abbaye de Corneilles, qui bailla à M^{re} Georges Girard, natif de la Cochère, pour trois ans, à partir du

(1) Le curé Ferey transigea avec l'évêque d'Aire au sujet du paiement de la pension économique sur le revenu du prieur.

1^{er} janvier 1623, le revenu du bénéfice consistant en pensions, deniers, menues dimes, verdages, novales et autres droits. Girard devait assurer le service, payer de suite 9 livres 10 sols et une rente de 80 livres par trimestre. Il décéda curé de Glos et fut inhumé dans l'église de la Cochère, devant le maître autel le 15 septembre 1658 (1) ;

18^o M^{re} Pierre de Corday, écuyer, sieur du Mesnil, ancien curé de Montgaroult, fit la fonction curiale de 1643 au 12 juin 1653. Il mourut au Pin, en son logis du Fay, et fut enterré dans le chancel de son église, au coin du maître autel, côté de l'Epître. Il eut pour vicaire M^e Jessé Aumont (1647-1648) ;

19^o M^{re} Charles Blavette, prêtre recteur (1650-1655) ;

20^o M^{re} Lerouyer (17 mars 1660) ;

21^o M^{re} P. Bayeux à partir du 7 juin 1679 et frère B. Delaistre (1679) ;

22^o M^{re} Jean-Baptiste Ledemoisel, prieur, docteur en théologie (du 4 avril 1693 au 3 février 1698) ;

23^o M^{re} Badon (1698 au 11 juin 1699) ;

24^o M^{re} Charles Du Buat, écuyer jusqu'en 1713. Il avait eu pour suppléant, momentanément, Louis-Dominique Beaudoux, chanoine régulier de Sainte-Barbe (27 novembre 1720) ;

25^o M^{re} Jean Hébert (juillet 1713-juin 1714) ;

26^o M^{re} G. Aubert (octobre 1714) ;

27^o M^{re} Jean-Baptiste-Guillaume du Rouvray, chanoine de l'Hôtel-Dieu de Caen (1715-1760). Il fut inhumé dans l'église paroissiale, le 17 mai 1763, en présence de Leprieur, curé du Pin, et de Leconte, curé d'Almenèches. Durant sa gestion l'interdit régna sur l'église de la Cochère (1741 à 1746) et les cérémonies furent faites à l'église du Pin ;

28^o Frère Jacques Dudouet (1760 au 4 décembre 1764, jour de son décès). Il fut inhumé le lendemain en présence du curé de Vieux-Urou. Il n'était âgé que de 40 ans.

29^o Les fonctions curiales furent remplies pendant sa vie et après sa mort par : 1^o M^{re} Béchet (commencement de 1764) ;

(1) Le 18 janvier 1644, les époux Cernain-Bouchard, de la Cochère, lui firent donation, pour lui et ses successeurs, d'une vergée de terre labourable, réage du clos du Pin, à la charge de dire à leur intention une messe basse par semaine.

2° F. Lemiguiér (avril 1764); 3° Houdouard, chanoine régulier (décembre 1764-mai 1765); Frère Faucillon (mai 1765 à février 1766); 5° Frère Duheron, prieur (février 1766 au 13 décembre même année); M^{re} Leboulanger (janvier 1767 au 11 septembre 1770); M^{re} Faucon (fin de 1770 au 4 mai 1771);

30° M^{re} Jean-Charles-Joseph Villers, docteur en théologie, professeur ès arts en l'Université de Caen (1771-1777);

31° M^{re} Charles Heudeline (1777-1779);

32° M^{re} Jacques-Christophe Blescher (1779-1789);

33° M^{re} Morin (1789-1790);

34° M^{re} Goubin (commencement de 1791);

35° Julien-François Blanche (1791-1792).

IX

Au cours de l'année 1607, à la date du 30 septembre, le roi de France, sur requête à lui présentée, délivra des lettres patentes pour l'établissement d'un collège de Jésuites, à Caen. Le Parlement de Normandie enregistra ces lettres le 17 mai 1608. Le 6 juillet de l'année suivante les Jésuites firent avec les religieux de Sainte-Barbe-en-Auge un concordat par lequel, entr'autres choses, ceux-ci consentirent à la cession du prieuré de la Cochère, dépendant de leur maison, pour être réuni et incorporé au nouveau collège, avec tous les droits et appartenances. Le roi, par un brevet du 6 mars 1610, approuva ce concordat et délivra de nouvelles lettres, le 19 août suivant, pour l'enregistrement de cet accord. Le pape rendit une bulle portant union du prieuré de la Cochère au collège en question, sous la date du 16 octobre 1625.

Des lettres furent encore adressées par le roi au même Parlement pour l'enregistrement de cette bulle et union (12 mai 1626). Les 23 et 26 juillet de la même année, les religieux d'abord et ensuite les paroissiens de la Cochère donnèrent leur adhésion à cette réunion; puis eut lieu l'enquête faite par le subdélégué de l'official de Sées, suivie de la sentence de l'office du même diocèse de fulmination de la dite bulle et mise en possession. Enfin un arrêt du Conseil du 11 mars 1633 portait que dans un mois du jour de la signifi-

cation de cet arrêt, il serait fait droit sur l'enregistrement des lettres d'union et, faute de ce faire dans ce délai, il serait enjoint au procureur général du roi au dit Parlement de tenir la main à l'exécution du dit arrêt.

La réunion fut définitivement approuvée à la fin de 1633, après des formalités sans fin et d'une procédure coûteuse.

« Les nouveaux propriétaires trouvaient les bâtiments en fort mauvais état, les maisons, manoir et moulin (1), tombaient en ruine, l'escalier était pourri, le pressoir détérioré, la chapelle menaçait de s'écrouler, le pont lui-même, jeté sur les fossés et qui menait à la cour, était rompu, tout pouvait disparaître d'un moment à l'autre, ce qui eût été, dit la visite, un dommage inestimable. Quarante arbres, d'une valeur de 500 livres, furent jugés nécessaires pour la reconstruction. Ce fut encore la forêt de Silli qui fut mise à contribution et le domaine relevé put être de nouveau affermé pendant de longues années (2) ».

X

Les Jésuites s'empressèrent de remettre de l'ordre dans la gestion des biens du prieuré. Ils se firent rétrocéder une métairie nommée Quinquaronne, adjudgée à M^{re} Jean de Pierre, seigneur du Pin. par l'abbaye de Sainte-Barbe et par le prieur Fouquet, en remboursant à l'acquéreur 1.351 livres 15 sols, plus 78 livres 58 sols pour les frais (23 juin 1628).

Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, un territoire fort étendu nommé les Essarts ou Souffrétures de Gouffern, compris entre la rivière l'Ure et la forêt de Silli, composé de terres vaines et vagues, avait été l'objet de transactions nombreuses et plus ou moins fidèlement exécutées entre les religieux de Silli et

(1) Le 9 mai 1633, honorable homme Philippe Deschênes, de la Roche de Nonant, fermier général du prieuré, bailla pour trois ans à la famille Decourmaceul, du Bourg-Saint-Léonard, le moulin avec les droits de verte et sèche moulte, sur les hommes et vassaux de la Sieurie, un herbage et un clos, un jardin et une chennevière près le moulin. Le preneur s'obligeait aux réparations et payait 188 livres par an, nourrissait deux pores et donnait six chapons.

(2) *Notes sur le prieuré de la Cochère aux xvi^e et xvii^e siècles*, par M. Tournouër, 4^e Bulletin de la Société Historique de l'Orne, pages 471 et suivantes, année 1896.

de Sainte-Barbe-en-Auge. Les Jésuites prétendirent y étendre la mouvance de leur fief. Là ils se heurtèrent aux officiers du roi.

Le 10 juin 1675, sur la dénonciation du procureur, M^{re} Jean Du Moulin, sieur des Fontenelles, vicomte et maire d'Argentan, constata une usurpation faite au détriment du domaine royal. Elle s'était produite dans l'ancienne dépendance de la paroisse de Silli, contigüe à celle de la Cochère.

Elle avait pour fondement un dénombrement fait par les abbés de Silli, en faveur du prieur de la Cochère, des dîmes comprises entre la dite forêt d'un côté, le ruisseau de Nerval, la rivière l'Ure et le ruisseau de Torduit, autrement dit les Essarts ou Souffrétures, sur les territoires des paroisses de Silli, la Cochère et Almenèches, cédées au prieur de la Cochère, en vertu d'un concordat aux termes duquel le prieur en question faisait une pension en grains à l'abbé de Silli, qui s'était ainsi déchargé du spirituel.

Particulièrement depuis la prise de possession du prieuré de la Cochère par les Jésuites ceux-ci s'étaient imaginé et avaient prétendu que tout ce qui dépendait du spirituel de la Cochère, le temporel et les tenures qui y étaient comprises, devait dépendre et relever de ce prieuré. Aussi, depuis plusieurs années avaient-ils appelé dans la tenue de leurs pleds et gages-plèges les propriétaires de ces défrichés. Ceux-ci s'étaient plaints; on les contraignait contre leur gré de bailler leurs aveux et comme ces tenanciers redoutaient d'encourir la commise de leurs héritages envers le roi, ils soutenaient, au bas de leurs déclarations d'aveux, être dans l'enclave des souffrétures en question pour lesquelles ils étaient astreints à faire cens et rentes au domaine d'Argentan, mais on avait *tronqué* et coupé le bas de leurs aveux pour en supprimer les termes qui marquaient la tenure du roi et y substituer d'autres sujétions auxquelles ils n'étaient pas obligés

La visite des lieux suivie d'une enquête faite par les commissaires du roi, fit reconnaître une usurpation supérieure à 1.200 ou 1.500 acres avec plusieurs hameaux dans ces souffrétures. Il fut démontré que la rivière l'Ure, appartenant au roi, faisait la séparation des souffrétures de Gouffern d'avec les paroisses du Pin et de la Cochère. Le procureur du roi

réclama ces Essarts comme terres du domaine et de la vicomté d'Argentan, affirmant qu'au delà de l'Ure, notamment dans l'emplacement de l'église de la Cochère, les terres dépendaient de la vicomté et châtellenie d'Exmes. On procéda à l'audition de plusieurs vieillards fort agés, nés et possédant fonds dans ces Essarts qui confirmèrent les prétentions de la royauté. L'affaire fut renvoyée en délibéré et M^{re} Dumoulin rendit le 18 juillet suivant la sentence ci-après, exécutoire nonobstant opposition et appel quelconques :

« Oui le procureur du roi, en ses conclusions, ordonnons que tous les possédants fonds, maisons et héritages dans l'étendue des souffrétures de la forêt de Gouffern, tant ceux du dimage de la paroisse de Silli que ceux du dimage de la Cochère qui en ont été désunis par les abbés et religieux de Silli, en faveur du prieur de la Cochère, lesquels sont sujets à la comparance des grands jours d'Argentan, vulgairement appelés les « francs bigres de Silli » à cause de leurs privilèges, rendront leurs déclarations et dénombrement de leurs héritages au greffe de notre commission, dans quinzaine pour tout délai ; le temps passé, seront saisis en la main du roi, suivant les règlements. Et afin qu'à l'avenir, sous le nom et explication de souffréture de Gouffern, toutes matières de procès et contestations soient levées pour ce qui concerne la paroisse de la Cochère, avons jugé que les dites souffrétures se doivent entendre comme de fait elles sont enclavées et comprises dans les bornes et limites, savoir : de la dite forêt de Gouffern, d'un côté, du ruisseau de Torduit, à commencer proche et au-dessous des maisons de la Haute-Noë, appartenant au sieur du Joucheraye-Tirmois, et qui se conduit jusqu'au gué de Saint-Sauveur dans la rivière l'Ure et delà, continuant le long de la dite rivière, jusqu'aux territoires des paroisses du Pin et de Silli, proche le douit ou ruisseau de Nerval. A ce moyen avons défendu aux propriétaires des dits héritages de reconnaître, pour raison d'iceux, aucun autre seigneur que le roi, ni comparoir à autres plets qu'aux plets royaux du dit Argentan, à peine de la commise de leurs héritages et de l'extinction de tous leurs droits et privilèges, immunités de fouage, coutume et autres. Ordonnons, au surplus, que le prieur de la Cochère baille déclarations des

héritages qu'il possède dans les enclaves des dites souffrétures, comme aussi de son prétendu droit de fief noble, suivant les mandements publiés en la paroisse de la Cochère, en exécution des lettres patentes de sa majesté, expédiées pour la confection du dit papier terrier. Ce fait, le tout être communiqué au procureur du roi. Et sera notre présente sentence, exécutée, conformément aux dites lettres, sans préjudice d'icelles publiées issue de la messe paroissiale de la Cochère, afin qu'aucun n'en ignore ».

XI

Le jugement du 18 juillet tranchait une question de droit purement fiscal : les tenanciers des Essarts devaient, à l'avenir, verser leurs redevances en la caisse du roi à Argentan, au lieu de la payer aux prieurs de la Cochère. Que leur importait, au surplus, si leurs privilèges étaient respectés ! D'autre part le roi n'était pas intéressé à savoir si le territoire des Souffrétures était situé plutôt dans la vicomté d'Argentan que dans celle d'Exmes, puisqu'il possédait les deux vicomtés limitrophes et séparées seulement par l'Ure. Mais le jugement en question n'avait pas décidé à quelles paroisses seraient rattachés les Essarts, limités ainsi qu'on l'a vu ci-dessus.

Almenèches prétendait à une portion de ces Souffrétures ; à la fin de l'ancien régime on lui en accorda toute la partie formant actuellement le village du Joncheray.

L'abbaye de Silli avait cédé aux prieurs de Sainte-Barbe ses droits de dîmes dans les Essarts de Gouffern, moyennant la redevance annuelle en blé que nous connaissons ; elle aurait eu mauvaise grâce et point de droit à réclamer un territoire dont elle avait, moyennant finances, abandonné les revenus.

Le prieuré de la Cochère était dans des conditions bien différentes. Limitrophe des Souffrétures, le prieuré qui était, à l'origine, un tout petit fief, assis sur la rive droite de l'Ure, sans aucun privilège dans les forêts de Gouffern et de la Haye d'Exmes, trouvait, sur la rive gauche de la rivière, un champ d'expansions dans ces terres vaines et vagues formant le pro-

longement de la grande forêt royale. C'étaient les gens de la Cochère qui avaient peuplé, défriché, cultivé, transformé ces terres nouvelles, sur lesquelles ils avaient bâti leurs demeures et élevé leurs familles, groupés autour de la métairie de Quinquaronne appartenant au prieuré et que les curés de la Cochère faisaient exploiter eux-mêmes. Ils avaient, depuis de longs siècles, payé la redevance aux prieurs de Sainte-Barbe qu'on venait de dépouiller d'une propriété acquise de bonne foi, sans recours contre l'abbé de Silli qui continuait à toucher le prix de la cession.

Au titre de « francs bigres », les habitants de la Cochère, tout au moins ceux établis dans les Essarts, avaient joui, dans la forêt de Gouffern, de privilèges et de droits d'usage dont devait les priver, en partie, le procès-verbal de réformation de l'année 1666.

Les souffrétures paraissaient donc être le prolongement naturel du territoire de la Cochère. Le jugement sus-analysé ne put empêcher l'extension paroissiale dans la presque totalité des anciennes Souffrétures. Les tenanciers cessèrent bientôt de payer redevance à la recette d'Argentan et le roi, à la fin de l'ancienne monarchie, ne possédait plus dans le territoire contesté que quelques acres de terres groupées dans les villages de Chédouit, des Chappey et de la Chandellerie.

XII

Nous avons vu que le prieur de la Cochère était tenu de nourrir le curé de la paroisse. Il est bon d'ajouter qu'il lui donnait également le logement. De temps immémorial; au dire des habitants, le curé avait son presbytère dans le prieuré. Cet état de chose dura jusqu'à l'année 1621 ou 1622, où le roi donna la mense abbatiale de Sainte-Barbe-en-Auge, dont le prieuré de la Cochère faisait partie, aux pères Jésuites de Caen. Ceux-ci notifièrent à M^{re} Georges Girard, alors prieur, leur décision de réunir le prieuré à leur collège. Le curé refusa de quitter le presbytère et ne céda qu'en compensation d'une indemnité annuelle de 60 livres, consignée dans une transaction du 30 août 1630, faite arrièrè des paroissiens et

biens-tenants de la Cochère qui s'y seraient opposés s'ils y avaient été appelés, soutenant que si les Jésuites voulaient changer le presbytère ils devaient, au préalable, en faire construire un autre à leurs frais, avec obligation de l'entretenir comme leurs prédécesseurs.

Les choses restèrent en l'état jusqu'en 1696. Le 29 janvier de cette année les paroissiens se réunirent devant leur recteur, pour délibérer sur la construction d'un presbytère, suivant l'édit du roi qui les y avait condamnés, en vertu de l'ordonnance de l'intendant et d'une sentence rendue au baillage d'Exmes. Ils consentirent à payer, à raison de tant par acre de terre, la somme de 1.100 livres formant le montant d'un devis et de plus 4 livres pour location de la maison louée par le recteur. Le nouvel édifice devait être érigé en bordure du cimetière. Des collecteurs furent chargés du recouvrement de la somme. Mais le prieur protesta contre la délibération, déclarant qu'il s'en rapportait aux ordonnances et exigeait que le coût du nouveau bâtiment fût porté à 1.500 livres.

Bien que la construction du presbytère fût admise, en principe, par les habitants, ceux-ci, au cours de l'année 1722, adressèrent une supplique à l'intendant de la généralité d'Alençon, remontrant que M^{re} du Rouvray, alors frère prieur, les avait mis en action devant M^e de Pommereu pour les faire condamner à délivrer un presbytère, suivant exploits des 6 octobre et 11 novembre 1721. Ils se plaignaient que le prieur eût obtenu une nomination d'experts pour faire la visite du vieux presbytère et demandaient à être reçus apposants à l'ordonnance du délégué de l'intendant.

Le 8 novembre 1726, ils firent présenter par Gabriel Gougeon, bourgeois d'Argentan, requête signifiée par Antoine Foubert, sergent royal aux vicomtés d'Argentan et d'Exmes. Le prieur de la Cochère leur notifia une réplique soutenant que la question presbytérale avait été décidée, par ordonnance du 26 mai 1723, que ce jugement ne pouvait être anéanti, que tout ce qui avait été fait par le prieur, en vertu de ce jugement, ne pouvait être attaqué et que les habitants ne pouvaient se porter opposants qu'en remboursant 150 livres pour frais.

En vain les paroissiens soutinrent que le prieur n'avait pas le droit de poursuivre l'affaire et demandèrent une surséance

de la procédure ; en vain demandèrent-ils à faire approcher les Jésuites ; la cause était entendue, ils durent se soumettre, payer la somme de 1.500 livres et tous les frais des litiges. On construisit le nouveau presbytère, dont il ne reste plus d'autres vestiges, à cette heure, que quelques bâtiments d'exploitation, jadis entourés de douves et fossés. Un nouveau presbytère, érigé au cours du dernier siècle, a remplacé celui du XVIII^e siècle et n'offre aucun caractère architectural.

XIII

A défaut de famille de l'aristocratie marquante à la Cochère, voici une vieille famille de la bourgeoisie, originaire de cette paroisse qui a occupé des fonctions élevées et fort honorables, au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. J'ai nommé : les Dupuis (1).

En 1557 et en 1576 nous trouvons trois frères : Robert ou Robin, Jehan et François Dupuis qui payaient 25 sols de rente au prieuré du dit lieu.

L'un d'eux, M^e François Dupuis était avocat, sergent du bois des vicomtés d'Exmes et d'Argentan (1565).

Il eut pour fils :

1^o M^e Antoine Dupuis, sieur des Boschets, marié à Demoiselle Françoise Périer, décédé avant 1587, sans postérité.

2^o Et M^e Guillaume Dupuis, verdier des terres et forêts des mêmes vicomtés, décédé avant le 24 février 1586, laissant :

1^o Honnête Homme Charles Dupuis, sieur des Chapelles, greffier au baillage d'Exmes (1594-1603), plusieurs fois trésorier de la fabrique d'Exmes (1599 à 1626), époux de demoiselle Madeleine Carré.

2^o Demoiselle Madeleine Dupuis, femme de M^e Vincent Levigneux, sieur du Buisson, greffier du baillage d'Exmes.

(1) Dans les dîmes de l'abbaye de Silli, notamment sur Almenèches et la Cochère, il est perçu sur gens nommés Dupuis ou leurs représentants, en trois parties, 52 sols 6 deniers. (*Archives particulières.*)

Dans l'état des chauffages, pâturages et pauges délivrés par ordonnance royale de 1674, il est déclaré que le sieur Dupuis a droit à 12 bêtes aumailles et 10 porcs dans la forêt de Silli, en payant redevance au domaine d'Argentan. (*Mêmes Archives.*)

3^e Demoiselle Jeanne Dupuis, épouse de Jacques Carré, sieur de Grandpré (1610-1636).

4^e Messire Guillaume Dupuis, bourgeois d'Exmes, curé de Gacé (1610), mort avant 1614.

5^e Messire Martin ou Marin Dupuis, curé de Roiville (1605).

6^e Honnête Homme Jehan Dupuis, sieur des Vignes, bourgeois d'Exmes, trésorier de la fabrique (1611-1613), époux de demoiselle Anne Cochon (1).

7^e Enfin M^e Michel Dupuis, licencié ès lois, avocat, sieur des Boschets, bourgeois d'Exmes, demeurant à la Briquetière. Il devint procureur du roi en la vicomté d'Exmes, trésorier de la fabrique (1639 à 1642). Il avait épousé Demoiselle Catherine du Mesnil, dont il eut :

1^o Léon Dupuis, conseiller du roi, lieutenant de police aux vicomtés d'Exmes et d'Argentan, ancien lieutenant de cavalerie au régiment de Rocépine. Il décéda à Exmes et fut inhumé dans l'église, le 20 décembre 1702 (2).

2^o Jacques Dupuis, né le 29 juin 1631. Il devint curé de Grandmesnil (1668-1684).

3^o Demoiselle Andrée Dupuis qui ne contracta pas d'alliance (1632-1674).

4^o M^e Michel Dupuis, licencié ès lois, sénéchal de la sieurie d'Argentelles (fief de Beaumont, 1663), avocat, sieur de la Cerisière, demeurant à Chauffour-sous-Exmes. Il épousa le 9 octobre 1662, demoiselle Geneviève l'Érier ; il convola en deuxièmes noces avec demoiselle Anne de Corday (7 juin 1666), dont il eut neuf enfants dont trois seulement vécurent.

(1) Les descendants de Jehan Dupuis ont donné de nombreux représentants à la Fabrique Saint-André d'Exmes et à la confrérie du Rosaire. Le dernier Dupuis de cette ligne est décédé notaire au Neubourg (Eure).

(2) Il eut pour fils Léon Dupuis, sieur des Boschets, conseiller du roi, receveur des domaines du diocèse de Sées mort à la Briquetière où il demeurerait, avant 1704, laissant de son union avec demoiselle Anne Binet, savoir :

1^o Demoiselle Renée Dupuis, épouse de Nicolas de la Lande, sieur de la Bunelière ;

2^o Demoiselle Françoise Dupuis, épouse de Claude Le Valet, sieur du Désert, demeurant en la paroisse de Notre-Dame-du-Hamel.

Les sœurs Dupuis partagèrent les successions confondues de leurs père et grand-père par acte au notariat d'Exmes du 9 avril 1704. Le premier lot comprenant l'office de lieutenant général de police échut à M^{me} de Valet ; le deuxième comprenant l'office de receveur des dîmes fut attribué à M^{me} de la Lande.

M^{me} Dupuis décéda à Chauffour le 1^{er} février 1684 et fut inhumée le lendemain dans l'église de cette paroisse.

Michel Dupuis épousa en troisièmes noccs demoiselle Louise de Bracques (mariage du 2 mai 1685). Il mourut le 10 décembre 1710 et fut inhumé dans l'église d'Exmes.

Ses trois enfants sont :

1^o M^e Alexandre Dupuis, tabellion à Exmes (1644), décédé avant l'année 1711.

2^o Demoiselle Renée Dupuis, épouse de Robert Cambette, sieur des Acres, de la paroisse de Grandmesnil.

3^o Et M^e Jean-Baptiste Dupuis, sieur des Vaux, conseiller du roi, procureur au grenier à sel de Gacé. Il épousa, à la Cochère, le 19 octobre 1713, demoiselle Anne ou Jeanne du Moutié, fille d'André, écuyer, et de demoiselle Anne de Brossard, dont il eut de nombreux enfants dont deux seulement vécurent, savoir :

1^o Demoiselle Marie Dupuis, qui épousa à Exmes le 13 novembre 1732, Grégoire de Louis, sieur du Verbois.

2^o Demoiselle Jeanne Perrine Dupuis, mariée le 24 juillet 1736, à M^e Jacques-François Réaux-Boulay, contrôleur des actes des notaires à Exmes, puis avocat au Parlement de Paris, décédé le 31 juillet 1777.

Jean-Baptiste Dupuis épousa en deuxièmes noccs demoiselle Anne-Charlotte de Guerpel, fille de Guillaume, sieur de Réneville et mourut à Exmes au mois d'août 1744. Il fut inhumé dans l'église, dans la chapelle familiale des Dupuis.

A. CHOLLET.

BIBLIOGRAPHIE

Guillaume d'Orange et les Origines des Antilles Françaises par le Vicomte du MOTÉY

*Etude historique d'après les chroniques du temps et de
nombreux documents inédits*

Sous ce titre, M. le vicomte du Motey va faire paraître une histoire très complète des *Origines des Antilles Françaises*. On sait la part prépondérante que prirent les Normands dans la colonisation de ces îles merveilleuses, dont l'un d'eux, le grand *d'Esnambuc*, reconnut le premier l'importance pour notre nation.

Le travail de M. du Motey est donc à la fois une étude d'histoire générale et d'histoire normande. L'auteur a mis en œuvre les sources les plus diverses pour éclairer et compléter les très attachantes chroniques des *Missionnaires*, qui furent à la société antillienne en formation ce que furent les moines aux premières époques du Moyen-Age.

Rien n'est plus saisissant que les luttes héroïques soutenues par les colons contre les Caraïbes et les puissances européennes. Elles sont restées jusqu'à ce jour peu ou point connues et M. du Motey a pu les reconstituer avec une précision absolue.

L'auteur a groupé ses développements autour de la vie d'un jeune marin normand, GUILLAUME D'ORANGE, explorateur, guerrier valeureux et colon modèle, qui mourut héroïquement en 1674.

Avec Guillaume d'Orange, le lecteur passera dans nos diverses colonies, les visitera, entrera dans les carbets des Caraïbes et assistera aux extraordinaires péripéties de la vie antillienne.

De nombreuses découvertes, une excellente méthode d'exposition et une rigoureuse critique recommandent cette étude à l'attention de tous ceux que le glorieux passé de la France intéresse si justement.

L'ouvrage se termine par l'exposé de la curieuse descendance de Guillaume d'Orange. Cet exposé reconstitue en grande partie la société de la Martinique et de la Guadeloupe au xvii^e siècle. Si l'on songe qu'aux Antilles, il est presque impossible de conserver papiers et parchemins, on appréciera les difficultés que l'auteur a dû vaincre.

Le travail de M. le vicomte du Motey, très documenté, formera un gros volume, in-8° raisin, d'ou moins 400 pages. *Il est mis en souscription au prix de 10 francs l'exemplaire, frais d'envoi en sus, à l'Imprimerie Alençonnaise, 11, rue Marcheries, à Alençon.*

R. G.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 18 Juillet 1907

Présidence de M. HENRI TOURNOUER, Président

La séance est ouverte à 2 heures et demie, dans la Bibliothèque de la Société, à la Maison d'Ozé.

Etaient présents : M^{me} la baronne DE SAINTE-PREUVE, M^{lle} L. ROBET, MM. CORNEVILLE, REYNOLD-DESCOUTURES, l'abbé DESVAUX, Louis DUVAL, Urbain DE FRANCE, GOMOND, le comte LE MAROIS, LEBOUCHER, le vicomte DU MOTÉY, TOMERET.

S'étaient fait excuser : MM. le vicomte DAUGER, l'abbé DESMONTS, l'abbé DUMAINE, l'abbé MÉLIAND, MACAIRE, Robert TRIGER, Paul ROMET, l'abbé TRIPIED, l'abbé LETACQ.

En l'absence de M. Letacq, secrétaire, lecture est faite de son procès-verbal de la dernière séance par le secrétaire-adjoint, et il est adopté.

MM. Henri MARAIS, de Laigle, et PAIXHANS, de Bretteville-sur-Laize (Calvados) présentés le 30 mai, sont proclamés membres de la Société.

M. le Président communique une demande de renseignements qui lui est faite par M. l'abbé Paul Calendini, directeur de la *Société d'histoire, lettres, sciences et arts de la Flèche*. Cet ecclésiastique possède un dossier de lettres inédites de La Fayette, de son fils Georges, de Dupin aîné et de son frère, à un M. Dupuy d'Alençon, qui avait également domicile à Fresnay-sur-Sarthe. Ce M. Dupuy était entré en relations avec La Fayette, quand celui-ci fut nommé député de la Sarthe en

1822. D'après la correspondance de La Fayette, il devait s'occuper beaucoup de questions électorales. Il y est parlé constamment de leurs amis communs d'Alençon, et aussi des proscrits espagnols qui habitaient cette ville en 1826. Parmi ces derniers, il n'y a de nommés que le général Tarrijos et le colonel Burtillos. M. l'abbé Calendini prie ceux de nos collègues qui pourraient le documenter sur ces personnages étrangers et sur ce M. Dupuy appelé également Dupuy-Corneillet de vouloir bien se mettre en rapport avec lui (1). Malheureusement les confrères présents à la réunion sont en petit nombre, et ne connaissent que les deux groupes de réfugiés espagnols qui accompagnèrent le curé Mérino, et à une époque plus rapprochée don Mariano Picarzo, Almagro de los Campos et don Garcia, décédés à la fin du siècle dernier à Alençon, aux Tourailles et à Laigle.

M. Vérel demande plusieurs exemplaires des bulletins contenant son travail sur Nonant, pour être déposés en diverses archives. Cette demande est renvoyée au bibliothécaire. M. Vérel annonce en même temps une étude sur les origines de la famille de Saint-Simon-Courtomer.

M. de Brébisson signale la vente de la nue-propriété du donjon de Chamboy, le 6 juillet 1907, et M. Descoutures celle du manoir de Sainte-Marie-la-Robert, dont il a été plusieurs fois question au Bulletin et dans nos réunions (2).

M. le Président fait part de plusieurs notes qu'il a recueillies çà et là, et qui sont très intéressantes pour la bibliographie locale. C'est ainsi que la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* dans son fascicule de janvier-avril 1907, p. 244, signale une note que M. Caillemier, doyen de la Faculté de Droit de Lyon, prit, il y a quelques années, sur un livre appartenant à une dame de Basse-Normandie. Le titre du livre ou plutôt du manuscrit est le suivant : « Le livre faisant mention des sept parolles que nostre benoïst Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ dist en l'arbre de la Croix, auesques aucunes expositions et contemplations sur icelles, et extraictes des dicts et sentences

(1) M. l'abbé Calendini, à Saint-Ouen-en-Champagne, par Brûlon (Sarthe).

(2) Le donjon de Chamboy a été racheté par M^{me} Canivet, et le manoir de Sainte-Marie-la-Robert a été retiré de la vente, au dernier moment.

des docteurs auctenticques, approviez de Sainte Eglise. Faict et composé pour très haulte, illustre et dévotte Dame Madame Margarite de France, Royne de Navarre, duchesse d'Alençon, de Berry et contesse d'Armagnac, Unique sœur germaine du Roy ; à elle présenté et baillé par ung chanoine de la Sainte Chapelle, son très humble et perpétuel serviteur ; l'an mil cinq cens vingt-cinq. »

Les ornements : fraises, pensées, marguerites, bleuets, abondent dans le volume et il y a neuf belles miniatures qui frappent l'observateur le moins attentif :

- 1° Jésus au mont des Oliviers ; trahison de Judas.
- 2° L'auteur offrant son livre à la reine de Navarre.
- 3° Jésus raillé par les Juifs.
- 4° Jésus entre les deux larrons.
- 5° Jésus, Saint-Jean, la Sainte Vierge.
- 6° Jésus appelant les anges à son secours.
- 7° Jésus demandant à boire.
- 8° Consummatum est.
- 9° Jésus mourant sur la Croix.

M. Caillemer a vainement essayé de savoir entre quelles mains ce livre était passé.

Monsieur Tournouer a pris également les titres de plusieurs manuscrits normands parmi les acquisitions nouvelles du département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, faites au courant des années 1905-1906 ; quelques-uns proviennent de la bibliothèque de M. de la Sicotière (1).

(1) Bibliothèque de l'école des Chartes. Liste dressée par M. H. Osmont. — Janv.-avril 1907, p. 5.

MANUSCRITS LATINS (*moyen format*)

I 1901-1903. — Histoire des rois Henri II, François II et Charles IX, par Thomas Cormier, d'Alençon. — Mss. autographes I (1901). « Thomæ Cormerii Alenconii *Henriciorum*, seu rerum in Gallia Henrico II rege, gestarum historiæ libri quatuor, ad Carolum IX. Christianissimum regem Gallie. » Imprimé à Paris, 1584, in-4°. — 5 feuillets et 226 pages.

II (1902). — « Thomæ Cormerii Alenconii, *Francisciorum*, seu rerum in Gallia, Francisco II, Gallie rege, gestarum historiæ liber unus. » — 114 pages.

III (1903). — « Historiæ Caroli noni, Francorum regis » et « Rerum Gallicarum recentis memoriæ liber unus. » — VIII feuillets et 318 pages.

xvi^e s. — Pap. 3 volumes, 295 sur 205 millim. Rel. parch. (Ex-libris Léon Duchesne de la Sicotière).

M. Louis Duval nous fait part de l'installation des Archives départementales en le nouveau local bâti spécialement pour cette destination dans les dépendances de la Préfecture. M. l'archiviste a remarqué que plusieurs tableaux attribués à Conté, ont cessé de figurer dans le salon de l'hospice de Sées.

Mlle Robet signale l'existence de manuscrits concernant l'histoire d'Argentan, chez M. Magny, avoué en cette ville.

M. Urbain de France présente la photographie d'une plaque de cheminée, sortant des hauts fourneaux exploités par G. de Fromont, celui qui fut condamné par contumace pour un duel à Alençon. Cette plaque de cheminée se trouve dans la maison Bois, à Sées.

La Supérieure des sœurs de l'Immaculée-Conception sollicite des renseignements pour une biographie du P. Beulé, fondateur de cette communauté, à Nogent-le-Rotrou. Outre ce qu'en ont dit l'abbé Fret et autres historiens du Perche, nous ne connaissons que le travail publié naguère par M. le chanoine Claireaux, curé de Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou, et qui paraît aussi satisfaisant et documenté que possible.

MANUSCRITS FRANÇAIS (*petit format*)

10557. « Histoire d'Alençon », par l'abbé « N. Leluaux-Mancellière, prêtre habitué à Notre-Dame d'Alençon », avec additions de « J. Pelé, vicaire du Bourg le Roy.... 1778. »

A la fin (fol. 526), on a ajouté l'imprimé : « Exercice sur l'histoire de Normandie ; . Louis Olivier dira le prologue. A Alençon, au collège royal de la Compagnie de Jésus, 4 avril 1740. » In-4°, 16 pages.

xviii^e s. Pap. 533 feuillets. 195 sur 150 millim. Rel. parch.

10560. Registre de Comptes des « trésoriers de l'église de Saint Germain d'Argentan » (1410-1477).

xv^e s. Pap. 183 feuillets. 215 sur 145 millim. Demi-rel.

Série in-4°

20968. « Notice sur la bibliothèque d'Argentan ». — 4 pages.

xix^e s. Pap. cartonné (Don du ministère de l'Instruction Publique).

21035-21059. Correspondances et documents relatifs à la constitution et à l'administration des bibliothèques départementales sous la Révolution, le premier Empire et la Restauration.

Vol. XVI. Orne (f. 279).

xviii^e et xix^e s. Pap. monté in-fol. Demi-rel. (Don du ministère de l'Instruction Publique).

21094. Lettres de François, duc d'Alençon. (Collection des autographes de S. Pétersbourg. Copies, vol. II. 182 feuillets).

xix^e s. Pap. 375 sur 270 millim. Demi-rel.

Le reste de la séance est consacré à l'étude du programme de la séance générale de la Société qui aura lieu le 30 août à Alençon, de l'excursion au Mans, à Fresnay, Saint-Cénéry, Saint-Denis-sur-Sarthon et de l'enquête archéologique dans la ville d'Alençon, qui doit la précéder.

Une approbation unanime sanctionne ce programme si bien combiné et étudié par M. le Président, qui a le regret d'annoncer que MM. le comte d'Haussonville et René Bazin, dont on avait pu un instant espérer la présence et la parole à notre séance générale, se trouveront empêchés de réaliser notre désir et cette espérance. M. le comte Le Marois veut bien ajouter qu'en effet, M. le comte d'Haussonville sera en Suisse à la fin d'août, et que sans ce contre-temps, il aurait été très heureux de répondre à l'invitation de M. le Président.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne sollicitant plus la parole, la séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire-Adjoint, Abbé DESVAUX.

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ

1^{re} Individuelles

Paul CALENDINI : *Le Couvent des Filles Notre-Dame de La Flèche*, 1905, in-8°, XIII-461 p. La Flèche, imp. E. Besnier.

R. TRIGER : *Le Canton de Fresnay historique et archéologique*, 1903, in-8°, 20 p. Le Mans, imp. Guénet.

— *Sainte-Suzanne (Mayenne)*, in-8°, VIII-272 p. Mamers imp. Fleury.

— *Excursion archéologique à Sainte-Suzanne, Evron, etc..* in-8°, 64 p. Mamers, imp. Fleury.

H. OLIVIER : *Lichens d'Europe*, in-8°, 200 p. (Extrait des Mémoires de la Société nationale des Sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg, t. XXXVI, 1907.) Cherbourg, imp. Le Maout.

L.-M. MESNIL : *La Chapelle-Moche, ses Curés et ses Prêtres pendant la Révolution*. in-12, 38 p. Sées, imp. Leguernay.

2° Périodiques

La Croix de l'Orne (hebdomadaire).

L'Indépendant de l'Orne (hebdomadaire).

Revue du Maine, t. 60 et 61 et table des matières.

Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, t. 23.

Documents sur la Province du Perche, fasc. 69.

Bulletin de la Société percheronne d'Histoire et d'Archéologie, t. VI, nos 2 et 3.

Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, t. XIV, 1^{re} liv.

Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bayeux, 9^e vol.

Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, t. 61.

Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, t. 48.

Bulletin de la Société dunoise, n° 150.

Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin, t. 57.

Bulletins et Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, t. 30.

Bulletin de la Société du Vieil-Arles, 4^e année, n° 4.

Revue des Questions historiques, 164^e liv.

Revue Mabillon, n° 10.

Commission de publication des Documents relatifs à la Révolution, 1906, nos 1, 2, 3, 4.

Société Normande de Géographie, 1^{er} trim. 1907.

Société Neuchâtelloise de Géographie, t. XVII.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, tables.

Analecta bollandiana, t. XXVI, fasc. 1, 2 et 3.

Proceeding of the Davenport Academy, 1907.

Anales del Museo nacional de Mexico, t. IV, nos 4, 5, 6.

Anales del Museo nacional de Montevideo, vol. VI.

Notions Géographiques et Historiques

SUR LA COMMUNE DE LA

FERRIÈRE-AU-DOYEN

(Suite et fin)

CHAPITRE VIII

DECANATUS. — **DOYENNÉ DE LA MARCHÉ**

Le diocèse de Séez se divisait en cinq archidiaconés, dont les trois premiers en Normandie, les deux autres dans le Perche, ceux de Séez, de l'Hiesmois ou d'Exmes, du Houlme; ceux du Bellèmois et du Corbonnais.

L'archidiaconé de Séez comprenait quatre doyennés : Séez, 29 paroisses; Macé, 14 paroisses; Alençon, 32 paroisses; la Marche, 33 paroisses. (1).

Doyenné de la Marche. — Il était formé des paroisses ci-après : 1° L'Alleu, 2° Bures, 3° Bonnefoy, 4° Brullemail, 5° Bonsmoulins, 6° Cour-d'Evêque, 7° Coulonges, 8° Courtoimer; 9° Fay, 10° Ferrière-au-Doyen, 11° Ferrière-la-Verrerie, 12° Gasprée, 13° Mussoire (la), 14° Moulins, 15° Ménil-Bérard, 16° Montchevrel, 17° Mahéru, 18° Plantis (le), 19° Ronxou, 20° Planches, 21° Saint-Aquilin, 22° Saint-Hilaire-sur-Rille, 23° Sainte-Gauburge, 24° Saint-Léonard, 25° Sainte-Colombe-la-Petite, 26° Sainte-Scolasse, 27° Saint-Laumer, 28° Saint-Aignan-sur-Sarthe, 29° Saint-Germain-le-Vieux, 30° Saint-

(1) *Pouillé*, p. 180.

Wandrille, 31° Saint-Aubin-d'Appenay, 32° Sainte-Colombe-sur-Rille, 33° Tellières-le-Plessis (1).

La paroisse de la Ferrière paraît remonter aux temps mérovingiens. Dès l'époque romaine son territoire fut le théâtre d'une activité industrielle bien marquée, témoin l'extraction du fer, l'exploitation des bois, le défrichement des vallées, l'incessante circulation sur la voie romaine (chemin aux bœufs). D'après une vague tradition, un temple païen aurait existé au bord de cette route, dans la forêt, non loin de la Bigotière.

La vieille église romane s'élève au milieu du cimetière et doit dater du ^{xiii}^e siècle. Il est presumable qu'elle remplace le temple primitif remontant au ^{vii}^e ou ^{viii}^e siècle, époque principale de la fondation des paroisses. Elle est large et spacieuse. Au commencement du siècle dernier, le chœur étant plus étroit que la nef, M. l'abbé Saillard eut l'idée de l'abattre et de le remplacer par un autre qui est le prolongement de la nef.

Un autel toscan, d'assez mauvais goût, est adossé au refend de la sacristie, laquelle est construite en rotonde au pignon est. Six colonnes ornent l'autel. Un tableau de Piquenard, représentant la descente de croix et fixé au milieu du rétable, a été remplacé par une belle statue du Sacré-Cœur. De chaque côté sont placées deux niches abritant, à droite, les statues de saint Blaise et de sainte Barbe, à gauche, saint Joseph et saint Lubin. Le rétable supporte un grand cadre où sont rangées les statues de la sainte Vierge, sainte Madeleine et sainte Clotilde, que l'on reconnaît à son sceptre. Les statues de saint Blaise et de sainte Barbe viennent de la chapelle de la Grimonnière, qui avait été dédiée à saint Aignan et à sainte Barbe. On raconte que M. Saillard, peu partisan du pèlerinage de saint Blaise au Ménil-Bérard, aurait changé le nom de saint Aignan en celui de saint Blaise pour retenir ses paroissiens en son église qui était désertée le jour anniversaire de la fête de saint Blaise.

Les deux petits autels ont une certaine valeur. Celui de droite a des colonnes torses assez remarquables et porte la

(1) D'après un registre de 1400 conservé aux Archives de l'Evêché de Sées.

statue de saint Vincent, diacre. Le devant du tombeau se compose d'une boiserie représentant les instruments de supplice de saint Vincent. Ce tombeau ne recèle aucune relique de son patron (1).

Un chemin de croix neuf a été érigé et béni en 1902. Les statues de saint Roch et de saint Antoine de Padoue, fixées aux panneaux latéraux du chœur, complètent la décoration. Des bancs neufs ont été installés récemment dans la nef à la place des anciens construits à la fin du siècle précédent. La cuve baptismale est faite d'une seule pierre et devait servir anciennement au baptême par immersion, à l'époque où, pour baptiser, l'on plongeait les enfants dans la piscine.

Le vieux clocher gothique, surmonté du coq gaulois donné par M. l'abbé du Ruppierre, abrite une cloche refondue en 1880 et bénite en novembre de la même année par M. l'abbé Gontier, curé de Saint-Martin de Laigle, en présence de M. Pierre Septier, maire, parrain, de M^{me} Paul Fleury, marraine, et d'une assistance nombreuse. Le beffroi avait été disposé pour les deux cloches qui existaient avant la Révolution. Ces deux cloches avaient été bénites le 26 août 1773, sous le ministère de M. Chappey, par François Mauger, curé de Saint-Agnan-sur-Sarthe. La grosse avait été nommée Elisabeth par Louise-Rosalie Roussel, marraine, fille de Jean-François Roussel, conseiller et secrétaire des commandements du comte de Clermont, en vertu d'un pouvoir passé par Dame Elisabeth de Tourvoye, patronne du lieu, et Messire Gilles de Saint-Aignan du Tertre, parrain.

La seconde fut nommée Louise par Françoise-Louise-Armande de Mallard, marraine, et Antoine de Mallard, sieur des Chênes, parrain.

CURÉS

Le *Pouillé* diocésain donne les noms suivants des curés de la Ferrière depuis le milieu du xv^e siècle :

Nicolas DUPRICHE, cessa ses fonctions en 1469.

(1) Les reliques de Saint-Vincent sont conservées dans l'église de Dax (*Landes*). Dans les régions voisines des Pyrénées (*France et Espagne*), la dévotion à saint Vincent, qui fut diacre de l'église de Sarragosse, est en grand honneur.

30 mars 1469. — La cure fut confiée à Pierre JARDEAU, par la démission de Nicolas Dufriche, à la présentation de Jean Dannebaut, seigneur temporel dudit lieu.

D'après Moréri, les Dannebaut étaient seigneurs de Brestot et d'Apperville, en Normandie. Jean I^{er}, en 1421, servait dans la compagnie du comte d'Aumale. Il épousa Marie de Vipart, fille de Jean, seigneur de la Vipardièrre et de Guillaumette Lestourmel. Son fils, Jean II, seigneur de Brestot, d'Aubigny, etc., gentilhomme de la chambre du roi, connétable héréditaire de Normandie, épousa : 1^o Marie Blosset, dont une sœur fut mariée à Philippe le Veneur, seigneur de Carrouges; 2^o Péronne de Jeucourt. Plus tard, un autre Jean Dannebaut, probablement son petit-fils, était capitaine d'une compagnie de quarantelances, dont la montre eut lieu à Mortagne, le 28 janvier 1555.

Ce serait donc Jean II qui aurait été seigneur de la Ferrière. Une pièce de terre, sise aux Brosses, s'appelle *Pièce-Dannebaut*.

La cure fut ensuite attribuée à Jean LE MAIGNEN, qui se retira en 1509.

10 février 1509. — Charles Le MAIGNEN, par la résignation de Jean Le Maignen, à la présentation de la duchesse d'Alençon et de Marguerite, veuve de Jean Vipart, chevalier, tutrice des enfants dudit seigneur.

Marguerite de Lorraine, mariée à René, duc d'Alençon, comte du Perche, décédé en 1492, était en 1509 douairière du comté du Perche et jouissait des droits et privilèges de son défunt mari. Or, la Ferrière faisait partie de la chatellenie de Moulins-Bonmoulins, apanage des comtes du Perche.

Jean Vipart, chevalier, jouissant partiellement du droit de présentation, était allié à la maison Dannebaut, puisque la mère de Jean II, Marie Vipart, descendait de Jean de la Vipardièrre et de Guillaumette Lestourmel.

Il est probable qu'à cette époque l'église de la Ferrière avait été l'objet d'une notable restauration pour laquelle on avait sollicité la libéralité de la duchesse qui consacrait une grande partie de ses revenus à des œuvres pieuses. On peut ainsi

expliquer le droit qui lui avait été attribué, au lieu que celui des Vipart était échu par hérédité.

— Philippe LE MAIGNEN.

1514. — BLAYS-BERTHIER, prêtre. (Ce nom et les suivants figurent dans les comptes de la Fabrique.)

1534 à 1538. — Nicolas LE TOURNEUR, prêtre.

1539. — Jacques LE COMPTE.

1548. — François HUARD.

1558. — Raoul Duboulay.

17 décembre 1573. — Nicolas DE RONNAY.

Avant 1600. — Noël LE GUYET, jusqu'à sa mort.

4 septembre 1600. — François JULIOTTE, par le décès de Noël Le Guyet, à la présentation de François Mallart, seigneur temporel.

Les Juliotte, possesseurs de nombreux fiefs de la contrée, notamment de la Rogerie, des Beslières, de la Vacherie, de Réveillon, étaient alliés aux Mallart par Marguerite Mallart, épouse de Jean de Juliotte, sieur des Beslières. Il y avait dans cette présentation, comme dans les suivantes, un intérêt de famille.

En 1600, le droit en question était possédé par François Mallart, écuyer, seigneur de Vauferment, Fay et la Ferrière-capitaine des eaux et forêts du duché d'Alençon, époux de Louise d'Aché.

30 avril 1639. — Jacques MALLART, par le décès de François Juliotte, à la présentation de Guillaume Mallart, seigneur de Normandel et de Falandre.

13 mars 1642. — François MALLART, par la résignation de Jacques Mallart, à la présentation de Guillaume Mallart dénommé ci-dessus.

6 janvier 1663. — Vue provision apostolique pour Jacques FONTAINE, par la résignation de François Mallart (en ajoutant droits sur droits). Cette note veut dire que l'évêque nommait directement sans présentation.

2 décembre 1669. — La cure fut conférée à Jacques FONTAINE, par la résignation de François Mallart, à la présen-

tation du roi, à raison de garde-noble, ajoutant droits sur droits.

François Mallart, frère de Guillaume, eut pour fils Jacques Mallart, chevalier, seigneur de Vauferment, la Ferrière et Bonnefoy, qui épousa Barbe Le Cornu, fille de Gilles, seigneur du Buat, près Laigle. Il mourut à Vauferment, en Sainte-Gauburge, vers 1650, laissant une fille mineure, Charlotte Mallart, qui épousa le 30 juin 1667 Robert d'Escorches.

A cause de la minorité de Charlotte, le droit de présentation fut conféré au roi, comme suzerain des fiefs détenus par feu Jacques Mallart.

28 mars 1672. — Charles d'Escorches, par droit dévolu, à la présentation de Robert d'Escorches, seigneur temporel, ou de son contentement.

Charles d'Escorches, curé de la Ferrière de 1672 à 1689, n'est pas mentionné dans les titres de la maison d'Escorches. Robert II d'Escorches, marié à la Ferrière à Charlotte Mallart, était seigneur et patron de Sainte-Croix du Mesnil-Gonfroy, près Lisieux, de la Ferrière, gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans, habitait les Genettes. Il mourut en 1701, laissant six enfants. Charlotte étant fille unique, passa à son mari le droit de patronage, puisque d'après le droit féodal le mari présentait au bénéfice qu'il tenait en droit réel de sa femme.

20 mai 1689. — Louis CHARDON, par la démission de Charles d'Escorches, à la présentation de Robert d'Escorches, seigneur temporel, à cause de Charlotte Mallard, sa femme, ainsi qu'il a été dit. Louis Chardon fut inhumé dans le chœur de l'église le 31 janvier 1713. C'était un ancien curé de Coulandon.

7 mars 1713. — Robert DE GUERPEL, par décès de Louis Chardon, à la présentation de Charles d'Escorches, seigneur temporel. Robert de Guerpel, qui était écuyer, prêtre, curé de Saint-Vincent de la Ferrière et doyen de la Marche, mourut à 47 ans et selon son désir formel fut inhumé au pied de la grande croix du cimetière, le 2 janvier 1731.

Charles d'Escorches, fils aîné de Robert II, était comme son père, seigneur et patron de Mesnil-Gonfroy, de la Ferrière et marié le 4 août 1706 à Louise-Thérèse de Courtoux, fille de

Marc-Antoine et d'Anne de Gennes. Il mourut en 1717 sans postérité. Cette circonstance fit passer le droit à Gilles de Saint-Aignan de la Grimmonnière, frère utérin de Charlotte Mallart, fils de Tenneguy et de Barbe Le Cornu.

16 avril 1731. — Louis DE SAINT-AIGNAN, par le décès de Robert de Guerpel à la présentation de Gilles de Saint-Aignan, seigneur de la Grimmonnière.

9 septembre 1754. -- Vue provision apostolique pour René-Jacques DE SAINT-AIGNAN, par la résignation de Louis de Saint-Aignan du consentement du patron du lieu. Gilles-Ferdinand de Saint-Aignan, fils de Gilles I^{er} de Ronxou et d'Henriette de la Chaussée, époux de Suzanne de Rohard, était alors possesseur de la Grimmonnière comme héritier de son père, en conséquence d'un pur et loyal échange du Tertre et de la Grimmonnière effectué par acte du 11 septembre 1720, ce qui explique le droit de présentation dudit patron à la cure et à la chapelle Sainte-Barbe. René-Jacques avait été vicaire sous Louis de Saint-Aignan. Nous avons omis de dire que Louis, prêtre, était écuyer (branche de Ronxou), chanoine de la cathédrale de Séz, archidiaque du Bellémois. Sous son ministère, l'église de la Ferrière reçut pour la confirmation la visite de Mgr Néel de Christot (13 juillet 1747) 430 communicants assemblés pour la confirmation. L'évêque constate ce qui suit : sacristie derrière l'autel, 7 chasubles, 4 dalmatiques, 7 chapes, 30 nappes, 3 aubes, 8 amicts, 24 purificatoires, 4 corporaux, 12 lavabos, chaire et confessionnaux malpropres, confirmation à cinq paroisses. Le curé est seul gros décimateur à l'exception d'une portion dont la Trappe a deux tiers et le curé l'autre.

8 avril 1765. — François-Matthieu DE RUPPIÈRE, licencié de Sorbonne, par le décès de René-Jacques de Saint-Aignan, à la présentation de Jean-Jacques Legendre-Damneville, seigneur temporel, fermier général des impôts indirects à la Grimmonnière. Ce dernier avait acheté la Grimmonnière le 22 décembre 1756 et jouissait des droits de patronage aux cures de la Ferrière et Ronxou. Le coq actuel du clocher a été donné par M. de Ruppierre. Ce prêtre appartenait à la famille de Ruppierre de Vaulerment. Il se retira au Rendez-Vous où il mourut.

17 septembre 1771. — Vue provision apostolique pour Toussaint CHAPPEY, du consentement du patron du lieu.

8 juillet 1782. — La cure fut conférée à Nicolas DUBOULAY, par la démission de Toussaint Chappey, à la présentation de Jean-Jacques Legendre-Damneville, seigneur temporel dudit lieu.

Par acte du 27 novembre 1765, M. Damneville avait vendu à M^{lle} Elisabeth Claire de Tourvoye, fille majeure demeurant à Paris, paroisse Sainte-Marguerite, le plein fief de haubert de la Ferrière, avec les droits y attachés. Malgré cela, ce châtelain continua d'habiter la Grimmonnière et d'y exercer ses prérogatives jusqu'à l'époque où M. Dehays en devint le propriétaire, vers 1786.

11 juillet 1791. — Nicolas-Alexandre-François DUCHESNE, est nommé curé constitutionnel.

22 fructidor an III. — Nicolas DUBOULAY reprend son ancien ministère qu'il exerce jusqu'à sa mort (4 août 1823).

13 octobre 1823. — La cure est conférée à Guillaume SAILLARD, né à Montsecret, canton de Tinchebray et mort à la Ferrière le 22 décembre 1860. Réfection du chœur actuel de l'église.

15 février 1861. — Julien-Charles LOUISFERT, né à Rouperroux, ancien curé de Médavy, de Sainte-Céronne, mort aumônier de l'hospice de Mortagne le 12 mai 1880.

1^{er} décembre 1864. — Elisée THIBAUT, né à Glos-la-Ferrière le 11 juin 1827, ex-directeur du petit séminaire de la Ferté-Macé, démissionnaire le 3 juin 1891, décédé à Bellbœuf, près Rouen, le 31 août 1895. Le presbytère actuel a été reconstruit au début de son ministère, en 1865.

10 juin 1891. — Lucien LEGENDRE, né à Marchainville le 9 janvier 1862, précédemment vicaire de Champsecret, nommé curé du Boscrenoul en février 1905. Restauration notable à l'intérieur de l'église en 1893.

18 juin 1905. — Aristide BISSEX, né à Bellou-en-Houlme le 16 mai 1872, ordonné le 4 juin 1898, vicaire au Mesle-sur-Sarthe, juillet 1898, nommé à la Ferrière le 18 juin 1905, installé le 5 juillet 1905, en fonctions.

VICAIRES

En 1669, Jean PICART, prêtre habitué, a administré la paroisse en l'absence du sieur curé.

D'ESCORCHES, curé, eut pour vicaires :

1^o CAIGNON, 1678 ; 2^o MARTEL, 1685 : 3^o FARAIN, 1686.

Louis CHARDON, curé, eut pour vicaires :

Juin 1690. — GERVAIS.

25 février 1692. — 1^o CATERINE, 2^o BASIRE.

3 mai 1698. — 3^o GAZON.

7 mars 1703. — 4^o Noël OLIVIER.

19 janvier 1706. — 5^o HERSAN.

24 avril 1707. — 6^o DU COUDRAY.

3 juin 1710. — 7^o LABBÉ.

2 septembre 1710. — 8^o DE GUERPEL.

DE GUERPEL, curé, a eu pour vicaires :

10 mai 1721. — 1^o CHAPPEY.

19 janvier 1722. — 2^o DE SAINT-AIGNAN.

4 août 1729. — 3^o ROUSSEL.

DE SAINT-AIGNAN, Louis, curé, a eu pour vicaires :

1^o ROUSSEL.

9 mai 1733. — 2^o RIPAUT.

26 octobre 1742. — 3^o LOREL, Gervais-François, jusqu'au
24 mars 1747, qui fut ensuite curé de Ronxou.

12 avril 1750. — 4^o HAYS, jusqu'au 14 mars 1755.

13 avril 1755. — DUCHESNE, desservant jusqu'au 14 novembre
1764, mort et enterré dans le chœur à 39 ans.

René-Jacques DE SAINT-AIGNAN, précédemment vicaire, est
devenu curé de la paroisse et a eu pour vicaire :

ROUSSEL, François, décédé le 10 janvier 1765, à 26 ans et
enterré dans le chœur de l'église. C'est alors que Mgr Néel de
Christot a donné la confirmation dans ladite église (7 juin 1761).

Le Père LELEU, religieux cordelier, a desservi la paroisse
du 10 janvier 1765 au 3 avril 1766.

DE RUPPIERRE a eu pour vicaire :

1^{er} juin 1766. — GOVIN, jusqu'au 7 septembre 1771.

CHAPPEY a eu pour vicaires :

16 Novembre 1771. — 1^o RIVÉ.

6 mars 1775. — 2^o CHATELLIER.

5 juin 1776. — 3^o LAILLÉ.

16 octobre 1777. — 4^o PERRAULT.

6 décembre 1778. — 5^o DUBOULAY.

31 mars 1782. — VILLETTE, prêtre desservant.

Nicolas DUBOULAY a eu pour vicaires :

30 avril 1783. — 1^o PHILIPPE.

22 avril 1780. — DUBOULAY, son frère.

Notes diverses extraites du POUILLÉ diocésain

Doyenné de la Marche. — (Taxe 15 livres). Valeur de la cure de la Ferrière, 100 livres. Le présentateur était le seigneur du lieu.

Revenus comparatifs de plusieurs paroisses

1^o La Ferrière-haut-Doyen, 100 livres. — 2^o Moulins, 60 livres. — 3^o Bonnefoi, 12 livres. — 4^o Ménil-Bérard, 25 livres. — 5^o Saint-Aquilin, 30 livres. — 6^o Cour-d'Evêque, 25 livres. — 7^o Saint-Hilaire, 100 livres. — 8^o Planches, 20 livres. — 9^o Gâpreé, 140 livres. — 10^o Courtomer, 120 livres. — 11^o Saint-Lomer, 60 livres. — 12^o Saint-Vandrilie, 20 livres. — 13^o Sainte-Scolasse, 30 livres.

Le curé seul décimateur, excepté les deux tiers que prend la Trappe sur environ 30 acres. Il possède en outre un plant d'arbres d'un demi-acre.

On trouve insérées au 16 décembre 1692 les déclarations du curé et du trésor.

Chapelle de Saint-Aignan et de Sainte-Barbe de la Grimmonnière.

(Paroisse de la Ferrière-au-Doyen, p. 216 du *Pouillé*)

Le 10 décembre 1675 fut décrétée la fondation de ladite chapelle en l'honneur de Saint-Aignan, évêque, et de Sainte-Barbe dans le manoir de la Grimmonnière, datée et érigée mais non encore bénite.

22 décembre 1675. — La charge de chapelain fut conférée à Jean PICARD, prêtre, à la présentation du seigneur de la Grimonnière.

17 mai 1697. — René SORETTE, par le décès de Jacques Baillemont à la présentation de Gilles de Saint-Aignan.

1^{er} juillet 1710. — Michel CHÉRAULT, par la démission de René Sorette à la présentation du seigneur temporel.

23 avril 1733. — Louis DE SAINT-AIGNAN, prêtre, recteur de la Ferrière, par décès de Jean Chéraul à la présentation de Gilles de Saint-Aignan.

12 février 1754. — Jean-François CHAPPEY, curé du Ménil-Bérard, par la démission de Louis de Saint-Aignan, à la présentation de Gilles-Ferdinand de Saint-Aignan, seigneur temporel du lieu. La supplique porte que M. Chappey avait été acolyte dans le diocèse de Séez et résidant à Clermont, en Auvergne.

« Ladite chapelle fondée le 26 octobre 1673 par Tanneguy de Saint-Aignan, écuyer, sieur de la Grimonnière, et par Charlotte de Saint-Aignan, de cent livres de rente à la charge de deux messes par semaine, par contrat passé ledit jour devant Charles Boulaye, tabellion royal. La présentation devait appartenir au seigneur du lieu, la collation réservée à l'évêque. Le seigneur patron fondateur était chargé de l'entretien. Ladite chapelle fut en conséquence décrétée le 1^{er} décembre 1675 par Mgr l'Evêque.

18 juillet 1771. — Toussaint CHAPPEY, par permutation avec Jean-François Chappey du consentement de dame. . . (1) le Duc, dame temporelle et patronne.

1778. — Vu un diplôme royal pour Nicolas DUBOULAY par droit de régle.

(1) Cette lacune ne peut s'appliquer qu'à M^{lle} de Tourvoye, alors propriétaire de la Grimonnière.

CHAPITRE IX

ADMINISTRATION

Maires de la Ferrière

1° LÉPINETTE, Adrien, depuis l'origine de la Révolution jusqu'au 10 brumaire an IX, époque où il démissionna et se contenta d'être adjoint.

2° DEHAYS, Alexandre, de la Grimmonnière, du 10 brumaire an IX au 29 juillet 1816.

3° DE SAINT-AIGNAN, Auguste-François-Pierre (du Tertre), du 29 juillet 1816 au 31 décembre 1818, démissionnaire.

4° DEHAYS, Alexandre, réélu le 31 décembre 1818, exerce jusqu'à sa mort en 1823.

5° DESCLOS, Charles-Michel, de la Bodinière, du 21 juillet 1823 au 30 décembre 1831. Etablissement du cadastre. Classement des chemins ruraux.

6° DEHAYS, Pierre, du 30 décembre 1831 au 12 décembre 1833. Perte d'un procès intenté à la commune par le sieur Desclos.

7° MAUGUIN, Eloi, du 12 décembre 1833 jusqu'à sa mort en 1850.

8° DE SAINT-AIGNAN, Hilarion, du 19 mai 1852 jusqu'à sa mort. Etablissement du bureau de charité.

9° SEPTIER, Jean-François (de la Bodinière), du 4 octobre 1864 jusqu'à sa mort en 1872. Construction du presbytère. Invasion allemande.

10° AUBRY, Apollinaire, du 24 mars 1872 au 23 mars 1879. Perte du procès des peupliers.

11° SEPTIER, Pierre, du 23 mars 1879 au 23 janvier 1881. Reconstruction de la maison d'école.

12° HERVÉ, Joseph, du 23 janvier 1881 au 15 mai 1892. Fêtes des chasseurs.

13^e BOURDIN, François, élu le 15 mai 1892. En fonctions.
Restauration de l'église.

CHAPITRE X

INSTRUCTION PUBLIQUE

Comment nos aïeux recevaient-ils l'instruction ? Quelle est l'origine des écoles à la Ferrière-au-Doyen ?

On sait que Charlemagne avait ordonné de fonder des écoles dans son vaste empire. Au début, ces écoles furent établies dans les évêchés et dans les couvents. Elles se répandirent peu à peu dans les paroisses. Alors, presque toutes les paroisses avaient un vicaire, qui était tout naturellement désigné pour instruire les enfants de la localité là où il n'y avait pas de maître d'école.

La langue française actuelle était en voie de formation. La langue latine fut pendant de longs siècles la langue officielle, et longtemps après l'édit de Villers-Cotterets, elle continua d'être enseignée dans les écoles.

Dans l'exposé des motifs d'un projet de loi sur l'instruction obligatoire vers 1869, M. Duruy, ministre de l'Instruction publique, disait que la première idée de l'obligation avait été émise par Louis XIV, lequel prescrivait en outre l'étude dans les écoles paroissiales de la grammaire latine. On enseignait aussi l'écriture, le calcul, la lecture des manuscrits et souvent la religion et le plain-chant. Quelques-uns se bornaient à savoir signer, mais la plupart savaient lire. Il faut ajouter, à la louange de l'époque, que l'écriture était très soignée. Témoin les copies artistiques du Moyen-Age ou de la période qui a précédé la découverte de l'imprimerie.

Nous n'avons pour le moment aucun document ancien qui fasse mention des écoles de la Ferrière. A n'en pas douter, elles étaient tenues par les vicaires. Le procès-verbal d'une visite de Mgr Néel de Christot, évêque de Séz, se termine par ces mots : « Pas de maître d'école ».

L'école vicariale fut supprimée par la révolution. Le 2 floreal an II, le citoyen Louis-René Duchesne, de Moulins, fut

accepté comme instituteur à la Ferrière. L'époque où il cessa ses fonctions n'est pas indiquée. Le 30 pluviôse an XII, la commune fournit un logement à l'instituteur dans une dépendance de l'ancien presbytère.

Jusqu'en 1834, il n'est plus question d'instruction publique en cette commune. Les élèves se dispersaient dans les communes voisines, notamment à Bonnefoi, au hameau du Jarrier, où M. Leroux avait une école assez fréquentée.

Après le vote de la loi de 1833, le Conseil assure à l'instituteur un traitement composé de : 1^o 200 francs fournis par la commune ; 2^o le produit de la rétribution scolaire ; 3^o une indemnité de logement montant à 20 francs par an.

Les titulaires ci-après ont exercé sans interruption dans la commune :

1^o CORBIN, Jean-Victor, dit Larose, décédé le 23 septembre 1838. Il fit la classe à la Chevalerie et au Boulay.

2^o GOUPI, Jean-François, ancien élève de l'école normale d'Alençon, proposé par le comité local le 12 août 1839, instituteur à Pervenchères en mai 1852, où il est décédé quelques années plus tard. L'ancienne maison d'école fut bâtie pendant son séjour à la Ferrière.

3^o COUPEAU, Adrien-François, élève de l'école normale, nommé à la Ferrière le 7 mai 1852, instituteur de Mauves le 1^{er} janvier 1866. En 1862, fondation de la bibliothèque scolaire.

4^o BARON, Auguste-Désiré, né au Plantis le 8 décembre 1842. élève de l'école normale, breveté le 29 juillet 1863. Instituteur-adjoint à Rémalard le 1^{er} octobre 1863, titulaire à la Poterie-au-Perche le 29 août 1864, aux Champeaux-sur-Sarthe le 19 mai 1865, à la Ferrière-au-Doyen le 10 janvier 1866, a cessé ses fonctions le 20 avril 1903 par suite de son admission à la retraite.

L'école actuelle a été bâtie en 1880.

5^o LAFONTAINE, Eugène, né à Champsecret, adjoint à Landisacq, titulaire à la Ferrière en mai 1903, en fonctions.

AUGUSTE BARON.

UN MARTYR DE SEPTEMBRE 1792

DANS L'ORNE

Le Capucin VALFRAMBERT ⁽¹⁾

I

Charles-Jean-Louis Valframbert naquit à Alençon le lundi 21 mai 1764 ; il était fils de Charles-Antoine Valframbert, boulanger, et de Marie-Thérèse Pressial ; il fut baptisé le jour même de sa naissance à l'église de Notre-Dame, par l'abbé Manson de Saint-Aquilin. Ces détails sont consignés dans le registre des baptêmes de l'église de Notre-Dame, conservé à la Mairie d'Alençon. Les époux Valframbert habitaient Grande-Rue, à la Porte de Sées, dans la maison qui porte le n° 11, et où est aujourd'hui la boulangerie Bourgeteau.

(1) Au moment où M. Gabriel Lenôtre publie un volume de documents sur *Les Massacres de Septembre* (Paris, Perrin, 1907) et où s'instruit le procès en béatification des prêtres massacrés alors en haine de la foi aux Carmes, à l'Abbaye, à Saint-Firmin et à la Force, il est opportun de rappeler que cette explosion très préparée de fanatisme sectaire fit des victimes bien ailleurs qu'à Paris. Les scènes barbares dont Alençon fut à ce moment le théâtre avaient été racontées par notre ancien et regretté secrétaire général M. Henri Beaudouin, avec sa conscience et sa précision habituelles, dans une conférence qu'il fit au cercle catholique d'ouvriers d'Alençon et dont le *Journal d'Alençon* du 5 janvier 1892 donna un compte-rendu. M. l'abbé Dumaine, dans son volume *Il y a cent ans* (1906) parle aussi du capucin Valframbert. Les sources auxquelles M. Henri Beaudouin avait puisé sont les suivantes : *Les martyrs de la Révolution dans le diocèse de Sées*, par M. l'abbé Blin, t. I (1876) ; *Le tribunal criminel de l'Orne pendant la Terreur*, par E. de Robillard de Beaurepaire (1866) ; les registres de la municipalité d'Alençon ; les registres du département, du district et de la Société populaire d'Alençon ; les traditions orales qu'il avait recueillies lui-même ou qu'avait pris soin de consigner par écrit M. l'abbé Poirier. On voit avec quel soin fut préparé le travail que nous publions aujourd'hui.

J. A. DES R.

M. et Mme Valframbert étaient de petits commerçants très simples, très ignorés, qui ne pouvaient avoir la prétention de figurer dans l'histoire ; aussi l'enfance du futur martyr est-elle fort peu connue. Tout ce qu'on sait, et c'est déjà quelque chose, c'est que ses parents étaient profondément chrétiens et élevèrent leurs enfants dans les principes et les habitudes de la foi et de la religion. Leur fils Charles surtout se distingua de bonne heure par sa piété, et notamment par sa dévotion envers la Sainte Vierge. Aussi éprouva-t-il très jeune le désir de se consacrer plus complètement à Dieu et d'embrasser l'état religieux. Il entra au couvent des Capucins d'Argentan. Pourquoi pas à celui d'Alençon ? car Alençon possédait alors une importante maison de Capucins. Les bâtiments existent encore, mais ils ont un tant soit peu changé de destination, et sont aujourd'hui à l'état de caserne. Peut-être jugea-t-on qu'il était plus conforme aux règles et aux usages de l'Ordre de Saint-François de ne pas laisser le jeune novice trop près de sa famille. Toujours est-il qu'il fit sa profession à Argentan en 1786 ; il avait 22 ans et prit le nom de P. Dorothee.

Il était à Avranches, en train de faire ses études de théologie, quand éclata la Révolution. Ses supérieurs l'envoyèrent alors à Londres, où il fut ordonné prêtre.

Il semblait naturel qu'il y restât. Combien de prêtres français, chassés de la patrie par les lois de proscription, avaient pris le parti de se réfugier en Angleterre ! Mais l'exil ne suffisait pas à son zèle, et peut-être à sa soif du martyre. Ce qui pouvait passer, et avec raison, pour la perfection, n'était pas assez parfait à ses yeux ; ce qui n'était que le sacrifice de la patrie était peu pour lui, s'il ne sacrifiait aussi sa vie. Il revint en France, dans sa ville natale, non pas dans son couvent (son couvent était devenu propriété nationale), mais dans la maison de son père (1) ; il y revint de son plein gré : vous devez

(1) De plusieurs passages des registres des traitements du clergé en 1791, et en particulier d'un extrait du registre du secrétariat du district de Lisieux (archives de l'Orne, L), il résulterait que le P. Valframbert a passé à Avranches les neuf premiers mois de l'année 1791, que le 11 octobre de la même année il était à Lisieux, où il élisait domicile pour toucher le 4^e trimestre de sa pension de 700 livres, et que le même jour il déclarait fixer sa résidence à Alençon.

Cette dernière déclaration signée de lui est conservée aux archives de l'Orne.

A. R.

penser qu'aucun supérieur ne se serait avisé de renvoyer en France, au sein même de la persécution, un de ses religieux. N'attribuons pas toutefois le retour du jeune père à de simples idées de mysticité. Le zèle du salut des âmes y dut avoir sa large, et très large part. Ce n'était pas seulement en effet le culte public qui avait été désorganisé par les lois révolutionnaires ; mais les besoins les plus urgents des fidèles étaient en souffrance. Je ne parle pas de l'assistance à la messe le dimanche ; évidemment l'obligation cesse en cas d'impossibilité, mais les secours religieux à donner aux mourants étaient une question beaucoup plus grave. Combien de personnes mouraient sans une dernière absolution, faute de trouver un prêtre pour la leur donner ! Combien de pécheurs, même parmi les révolutionnaires, se seraient réconciliés avec Dieu à la mort, s'ils en avaient eu la facilité ! Dans ces circonstances, comme pis aller, plusieurs catholiques sincères appelaient le prêtre schismastique ; mais c'était un moyen auquel, naturellement, on n'avait recours qu'à la dernière extrémité. Donc, il était très désirable que quelques prêtres fidèles, toujours en petit nombre, se dévouassent au ministère sacré. Parmi eux, on cite l'abbé Coulombet, ci-devant curé de Saint-Denis-sur-Sarthon et doyen d'Alençon, qui, dès le mois d'août 1791, eut l'honneur d'être dénoncé au directoire du département, comme excitant la fermentation dans tout le pays, et reçut l'ordre de s'éloigner à deux lieues au moins de son ancienne résidence. (Délibération du directoire ; 1^{er} août 1791). L'abbé Chorin, que plusieurs de vous ont certainement connu, et qui est mort en disant la messe à Notre-Dame, où il était vicaire ; l'abbé Marchand, que je crois avoir vu aussi dans mon enfance ; l'abbé Magne, et d'autres encore restèrent à Alençon, au moins pendant une partie de la Révolution. On ne tarirait pas, si chacun voulait citer toutes les anecdotes qu'il a entendu raconter par ses grands parents. Combien, parmi eux, ont été baptisés, ou mariés, ou ont fait leur première communion en cachette, *dans une chambre*, suivant l'expression usitée, Je me rappelle à ce propos que ma mère, étant jeune fille de 14 ou 15 ans, alla ainsi à confesse, dans une chambre, à un certain abbé Mercier, si je ne me trompe (pas celui qui est mort curé de Notre-Dame). Je ne suppose

pas qu'elle eût commis de bien gros péchés ; son confesseur cependant lui enjoignit de dire les sept psaumes de la pénitence, jusqu'à ce qu'elle revint. Hélas ! elle fut toute une année sans pouvoir retrouver un confesseur. Aussi, savait-elle par cœur ces sept psaumes, et ne les a-t-elle jamais oubliés. Cette anecdote, assez insignifiante, peut au moins servir à démontrer la pénurie des prêtres non assermentés, dont on avait à souffrir alors.

Quoi qu'il en soit, le P. Valframbert se dévoua à ce ministère périlleux dans la ville d'Alençon. Fut-il toujours suffisamment prudent ? La tradition répond qu'au contraire, il s'exposait au danger sans calcul. « On ne saurait se figurer, » rapportent des témoins oculaires (1), tous les malades qu'il « visitait, tous les sacrements qu'il administrait à cette « époque malheureuse, où la plupart des autres prêtres « fidèles à l'Eglise catholique étaient obligés de se tenir « cachés, ou d'aller chercher dans l'exil un refuge contre la « persécution. Il suffisait de l'avertir qu'un malade réclamait « le secours de son ministère, et rien ne l'empêchait d'aller « l'assister, même en plein midi. »

Il n'en fallait pas tant pour exciter la haine des Révolutionnaires. On l'avertit du danger qu'il courait, des menaces dont il était l'objet, « Ne craignez point, répondait-il ; comme je « ne suis qu'un pécheur, je n'aurai pas le bonheur de mourir « pour Jésus-Christ. Je ne suis pas digne d'une pareille « gloire. » D'autres fois cependant, son cœur s'enflammait à la pensée du martyre. « O mon Dieu, disait-il, s'il faut des « victimes à votre justice, dans cette ville, puissé-je être la « première, puissé-je mourir en digne prêtre et en digne religieux. » (2)

Donc, il est convenu qu'il fut très imprudent. Sainte imprudence assurément, dont pour ma part je ne lui ferai pas un grand reproche. Au milieu des lâchetés de cette époque... et de toutes les époques, un excès d'audace dans le bien n'a certes rien qui déplaît.

Cependant, quand vint le 10 août 1792 et les événements

(1) Blin, t. I, p. 133.

(2) Blin, t. I, p. 133.

qui le préparèrent et le suivirent, il aurait sans doute mieux fait de modérer son zèle et de s'exposer moins.

La guerre avait été déclarée à la Prusse et à l'Autriche, et les commencements n'en avaient pas été heureux ; le sol français était envahi par l'Etranger ; l'Assemblée législative avait déclaré la Patrie en danger. La Patrie est en danger ! répétait La Fayette en tête de l'appel qu'il adressait aux Directoires des départements de l'Ouest ; la Patrie est en danger ! répétaient toutes les voix et tous les échos. Les levées extraordinaires s'exécutaient dans toute la France. Les vivres étaient chers, le numéraire devenait rare, les assignats étaient dépréciés et se plaçaient de plus en plus difficilement. On rendait le Roi responsable de nos défaites et de nos malheurs. On avait demandé de toutes parts, et on n'avait pas tardé à obtenir, la déchéance de Louis XVI. L'effervescence était à son comble et était encore augmentée par les excitations des clubs. La *Société populaire d'Alençon* en particulier, ou *Club Alençonnais*, dans ses séances publiques et fréquentes, n'avait pas négligé d'activer le mouvement des esprits. — Notons en passant que, dans la Société populaire, un prêtre, Sourcis, vicaire de Notre-Dame, avait tenu un des premiers rôles. C'est lui qui avait soulevé à Alençon la grosse question de la déchéance du pouvoir exécutif. Deux fois de suite, le 29 juillet et le 1^{er} août 1792, il avait développé les motifs impérieux qui rendaient cette déchéance nécessaire. Et quand elle eut été déclarée, quand ce crime, prélude d'un crime encore plus grand, eut été consommé, la *Société populaire* d'exhaler sa joie et d'envoyer à l'Assemblée une adresse de félicitations, et Valazé, dans un discours très applaudi, d'exposer la nécessité, la légalité d'une Convention, les avantages de toute espèce qu'on en devait attendre.

Sous le coup des événements et des excitations du moment, Paris, le cœur de la Révolution, eut les journées de septembre. Deux ou trois jours après, Alençon eut aussi sa petite journée de septembre. Elle eut lieu le 6 et se borna à peu près à un seul fait, mais il est caractéristique ; ce fut l'assassinat du Capucin Valframbert, par une populace furieuse, sous les yeux d'une municipalité lâche et imbécile. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cet attentat ait été l'acte d'un moment

- d'exaltation passagère. Plusieurs symptômes, au contraire, permettaient de le prévoir à l'avance. Déjà, une fois, le P. Valframbert, revenant de porter le viatique à un malade, avait été attaqué, et, malgré l'énergie de sa défense, aurait peut-être succombé dans la lutte, sans l'intervention d'un boulanger de Montsort.

Cette agression avait eu au moins pour effet de le déterminer à quitter la maison de son père, et à rester habituellement caché, sauf à changer de retraite, selon que les besoins de son ministère l'appelaient dans un quartier ou dans un autre. C'est ainsi que le 4 septembre, de grand matin, il se rendit à l'abbaye des Bénédictines, située rue du Mans, dans les bâtiments occupés aujourd'hui par les Pupilles de la Seine (actuellement Ecole supérieure de jeunes filles). Les lois révolutionnaires n'avaient pas encore dispersé en effet les communautés de femmes ; cela ne devait pas tarder à arriver.

Il resta chez les Bénédictines le 4 et le 5, y célébra la messe et y consacra un grand nombre d'hosties, parce qu'il se proposait d'aller porter la communion aux Filles-Notre-Dame, dans la nuit du 5 au 6 ; mais ses ennemis ne lui en laissèrent pas le temps. Les Révolutionnaires, en effet, informés du lieu de sa retraite, forcèrent les portes du couvent. Alors le capucin, se voyant découvert, prit sur lui les saintes hosties, se sauva par les jardins, et, comme il était jeune et lesté, escalada le mur, pour s'échapper du côté de la campagne ; mais, par là encore, la vigilance infernale de ses ennemis entrava sa fuite. Des hommes montés sur les murs pour le guetter, l'aperçurent ; on le força de rentrer en ville du côté du Gué de Gesnes, on le poursuivit, on parvint à s'emparer de sa personne.

En admettant qu'il appartint à ces gens sans mandat de se faire les pourvoyeurs de la prison ou de la guillotine, ils auraient pu, tout au plus, conduire leur prisonnier devant les juges. Telle fut en effet leur prétention. Mais, pour que la fête fut complète, ils jugèrent à propos de l'agrémenter par les raffinements de la brutalité la plus révoltante. Ils se jettent avec fureur sur leur victime, ils l'insultent, ils la frappent, ils mettent en pièces ses habits. « Tu es un gueux, « un scélérat ; marche devant moi », lui crie le citoyen

Hortaire en le frappant. Et comme un aubergiste, nommé Chaplain, engage Hortaire à ne pas maltraiter le capucin, mais à le conduire en prison, s'il a des torts : « C'est un gueux, répète l'autre, un scélérat, je lui passerais mon épée au travers du corps ». Et, tirant en effet son épée, il aurait peut-être exécuté sa menace, si Chaplain ne s'y fût opposé. Ceci se passait sur la place du Champ du Roi, qu'on appelait alors le Champ de l'Egalité. Plusieurs personnes, cependant, ayant dit qu'en effet le mieux était de mener le P. Valframbert en prison, on se décida à l'y conduire.

C'est là qu'il passa la nuit, tout à la joie de souffrir persécution pour la cause de Dieu. Le lendemain matin, il se communia lui-même, et, vers trois heures, il fut traduit devant la municipalité.

Une foule plus nombreuse que la veille l'attendit à la porte, prête à lui prodiguer derechef ses insultes. La grande nouvelle en effet s'était répandue rapidement et n'avait pas manqué d'être exploitée par les meneurs. Cependant leurs excitations durent se produire au moyen de conversations particulières, ou tout au plus de conciliabules secrets ; car il est à remarquer que, parmi les nombreuses assemblées délibérantes dont la ville d'Alençon jouissait alors : Directoire du Département, Directoire du District, Société populaire, pas une ne donna signe de vie dans ces jours. La Société populaire notamment, si active, si empressée de multiplier ses séances, n'en eut pas une depuis le 25 août jusqu'au 24 septembre. Seule, la Municipalité parut, ou plutôt s'effaça dans la circonstance. Elle siégea ; il le fallait bien, mais elle se souvint beaucoup trop qu'elle était en présence d'une populace hostile et exaltée, qui ne cachait pas son dessein de peser sur le jugement, et au besoin, d'y suppléer, s'il était trouvé trop indulgent.

« Quels sont vos noms, Monsieur, lui demanda l'officier municipal ?

— Je m'appelle, répondit le serviteur de Dieu, Charles-Jean-Louis Valframbert, en religion frère Dorothée.

— Quel est votre âge ?

— Vingt-sept ans et trois mois.

— Quelle est votre profession ?

— Je suis prêtre et religieux capucin.

— Vous n'ignorez pas que tous les Ordres religieux ont été abolis par les décrets de l'Assemblée nationale. Pourquoi prenez-vous le titre de religieux capucin ?

— Parce que j'ai fait à Dieu la promesse de l'être, et que je le serai jusqu'au dernier soupir.

— Avez-vous prêté les différents serments exigés par la loi ?

— Je n'ai prêté aucun serment.

— Puisque vous n'avez prêté aucun serment, comment osez-vous exercer chaque jour le ministère et aller contre le vœu de la loi ?

— Parce qu'au-dessus de la loi des hommes, il y a la loi de Dieu, qui ordonne aux prêtres de travailler au salut des âmes. »

Ces nobles paroles n'étaient pas de nature à calmer l'irritation des Révolutionnaires ; mais ce fut bien pis quand le capucin refusa d'exercer librement son ministère, en prêtant le serment constitutionnel. « Jamais, répondit-il avec force, « je ne prêterai le serment que vous me demandez... Il sera fait de moi ce qu'il plaira à Dieu ». Déjà des cris de mort s'étaient fait entendre ; ils se renouvelèrent plus menaçants. « Sa tête ! sa tête ! » hurlait-on de toutes parts. Seule, la municipalité, qui aurait dû parler et agir, tergiverse et, dans l'espoir bien chimérique de calmer les esprits, se hâte de prononcer la sentence. Elle était ainsi conçue :

« Aujourd'hui, 6 septembre 1792, l'an IV de la Liberté française.

« Après l'interrogatoire que nous avons fait prêter au sieur « Valframbert, prêtre et ci-devant capucin, devant nous « amené par plusieurs gardes nationaux.

« Nous, vu ce qui résulte de l'interrogatoire prêté par « Charles Valframbert, religieux prêtre,

« Vu qu'il a fait des actes extérieurs d'incivisme ;

« Le substitut du procureur de la Commune entendu ;

« Ordonnons que Charles Valframbert sera transporté dans « la maison de détention, où il demeurera trois jours ; et que « ce délai expiré, il sera conduit de brigade en brigade au « port de mer le plus voisin, pour être déporté à la Guyane « Française, ce qui sera exécuté.

« Arrêté le 6 septembre 1790, an IV de la Liberté, et le 1^{er}
« de l'Egalité.

« Signé MANOURY ». (1)

C'était la loi. Le 26 mai 1792, l'Assemblée législative avait en effet promulgué le décret suivant :

« Article 1^{er}. — La déportation des prêtres insermentés
« aura lieu par mesure de police.

« Art. 10. — Ceux qui resteraient ou qui rentreraient dans
« le royaume après l'exportation prononcée seront condamnés
« à la détention de dix ans ».

Cette sentence, qui paraît relativement douce, était, par le fait, très rigoureuse. A partir de 1795 surtout, la déportation devint une peine épouvantable, dont la transportation de nos condamnés actuels ne saurait donner l'idée. D'un côté, nos coquins d'aujourd'hui, bien nourris, expédiés sur de bons bateaux, dans un pays sain, où ils sont soumis à un travail modéré. D'un autre côté, les honnêtes gens du siècle dernier, entassés sur les pontons de nos ports de mer, en proie à la misère et à l'infection, en attendant, s'ils échappaient à ces causes de mort, d'être exposés à une mort plus lente et non moins terrible dans les marais pestilentiels de la Guyane.

Disons toutefois, à l'excuse des juges du Capucin, que la peine de la déportation devait être imparfaitement connue d'eux ; et même qu'elle était loin d'être alors ce qu'elle devint plus tard.

Sur ces entrefaites, le saint religieux, qui d'après la fureur de ses ennemis et la faiblesse de ses juges, pouvait prévoir le sort qui l'attendait, voulut préserver de la profanation les Saintes Hosties qu'il portait sur lui. Le curé constitutionnel de Notre-Dame, Lalouette, fut mandé et reçut de Valframbert le Saint Dépôt. Lalouette essaya bien de quelques paroles d'apaisement ; mais que pouvaient les timides observations du prêtre apostat ? Il ne tarda pas à se retirer tout tremblant, abandonnant la victime à la rage de ses bourreaux.

(1) Extrait du Registre de la police municipale de la Commune d'Alençon.
— Abbé Blin. T. I, p. 137.

Sa tentative bienveillante toutefois, quelque insuffisante qu'elle ait été, ne resta pas sans récompense. Peu de temps après, Lalouette tomba malade et mourut le 12 mai 1793, dans les sentiments du repentir et de la piété, réconcilié avec l'Eglise par un prêtre fidèle, qui avait pénétré secrètement jusqu'à lui.

Cependant, à la sentence de la Municipalité répondent des cris de fureur : « Ce jugement est trop doux !... Ce jugement « ne nous convient pas ! C'est la tête de cet aristocrate qu'il « nous faut ! »

Voulons-nous avoir la note en quelque sorte officielle de cette manifestation tumultueuse, écoutons la déposition faite devant le juge de paix, en 1795, par René Chesnel, qui était alors accusateur public. On sait que l'accusateur public était le fonctionnaire chargé de requérir les condamnations devant le tribunal criminel.

« René-Philippe Chesnel, membre du bureau de paix, âgé « de quarante ans, etc.

« Déclare qu'étant au greffe du Tribunal criminel, il fut « requis de se transporter à la Municipalité, afin d'arrêter, « s'il était possible, l'effervescence populaire, qui demandait « la tête du nommé Valframbert, ex-capucin, qui était alors « en jugement devant les officiers municipaux. Le comparant « s'y rendit aussitôt. Il vit dans la chambre municipale une « foule d'hommes et de femmes qui paraissaient être dans la « plus grande effervescence et qui demandaient à grands cris « la tête dudit Valframbert. Le citoyen Manoury, alors pro- « cureur de la Commune, était monté sur la table, et pérorait « le peuple. Le dit Valframbert était alors assis dans l'enfonce- « ment du fer à cheval, entouré de trois ou quatre gardes « nationaux, du nombre desquels était le citoyen Casseneuve. « Le citoyen Lecomte-Laverrerie, alors maire, et le citoyen « Peltier-Labutte, officier municipal, et quelques autres, « étaient près de la cheminée, et ne disaient rien. Aussitôt « son arrivée, le déclarant fut les trouver et leur demanda « pourquoi ils ne s'étaient pas assurés d'une forte garde, « pour empêcher l'effusion du sang que le peuple voulait « faire. Le déclarant n'en tira pas grande réponse. Il lui dit « d'envoyer promptement chercher de la force, pendant que le

« déposant allait, de concert avec le procureur de la Commune,
« prendre des moyens pour amuser le peuple, en attendant
« qu'on pût le contenir et le disperser par la force armée.
« Le déposant s'adressa surtout au citoyen Laverrierie, en
« qualité de maire ; mais il paraît que celui-ci ne suivit pas
« l'avis que le déclarant venait de lui donner. Il resta toujours
« comme immobile près de la cheminée, probablement étourdi
« par le tumulte qui se faisait dans la salle. Le déposant
« monta ensuite sur la table, et se joignit au citoyen Manoury
« pour pérorer le peuple, afin de le calmer. L'effervescence ne
« faisait que s'accroître, le peuple criant continuellement :
« Sa tête ! Sa tête ! Le déposant ayant aperçu quelque mouve-
« ment, pour se jeter sur le dit Valframbert, descendit de la
« table et chercha à couvrir le malheureux, mais un parti-
« culier inconnu au déposant se glissa sous la table et se jeta
« avec fureur sur le dit Valframbert. Il fut entraîné avec lui
« jusque près de la porte. Alors un particulier prit le déclarant
« par le milieu du corps et l'entraîna dans le fond de la salle,
« en lui disant : Qu'est-ce que vous allez faire ? Le malheureux
« Valframbert fut entraîné hors de la Municipalité... »

Alors vont se passer des scènes de sauvagerie qu'on se refuserait à admettre, si les témoignages les plus authentiques n'en certifiaient l'exactitude. On se croirait, non plus en France, chez un peuple policé et philosophe, mais plutôt au milieu des tribus les plus féroces de l'Océanie. Les Actes des Martyrs n'ont rien de plus saisissant. On nous permettra toutefois de raconter les faits très rapidement ; parce que, dans un moment, nous aurons à les répéter par deux fois, d'après les pièces officielles du Tribunal criminel de l'Orne.

Donc, on se jette sur le malheureux Valframbert, on le saisit par les pieds ; on lui fait descendre ainsi l'escalier de la municipalité ; sa tête retombant de degré en degré les arrose de son sang ; on l'entraîne sur la Place ; on le frappe à coups de poing, à coups de bâton, à coups de sabre, on le renverse, on le piétine, on lui danse sur le corps, on lui scie les membres avec un mauvais sabre ; hommes, femmes, enfants s'acharnent sur leur victime, jusqu'à ce qu'elle soit morte. Et quand elle a succombé, une femme, Marie Goutron, aidée de sa fille âgée de 15 ans, la saisit de nouveau et essaie

de lui couper la tête avec son couteau. Enfin un individu, nommé Baudoin (je vous prie de croire qu'il n'est pas de ma famille) voyant que les deux femmes ne peuvent réussir, achève avec son sabre leur abominable besogne.

On avait demandé à grands cris la tête du Capucin ; on la tenait enfin ; ce n'était pas pour s'en dessaisir. On la porte jusqu'au bas de la Place, à une auberge qui était située où est aujourd'hui l'horloger M. Boutroue. On voulait la promener à travers la ville, au bout d'une broche à rôtir ; mais l'aubergiste ayant refusé sa broche, il fallut se contenter d'un manche à balai.

Tout cela avait pris du temps, et la nuit était venue. On fit une quête, pour se procurer des torches, afin d'éclairer le funèbre cortège. On se proposait, pour commencer, de présenter la tête sanglante chez le père de la victime ; puis de la porter dans les communautés, et de forcer les religieuses à danser autour. On partit par la rue aux Sieurs ; mais, arrivé au carrefour de la Grande-Rue, on sentit le besoin d'arroser un si beau triomphe de quelques libations. L'aubergiste toutefois, nommé Vassal, et surtout sa femme, saisis d'horreur, ayant refusé de laisser pénétrer dans leur maison le funèbre trophée, on alla le déposer un peu plus bas, au Moulin du Guichet, sur l'étal d'un boucher, entre deux flambeaux ; puis on se remit à boire, à blasphémer, à proférer des menaces contre les aristocrates, à se promettre de continuer le lendemain une besogne si bien commencée et de faire tomber de nouvelles têtes. Mais, pendant ce temps-là, une femme courageuse déroba la précieuse relique, et alla l'enterrer pieusement dans le cimetière Saint-Blaise, ou plutôt, si l'on en croit la tradition, vers le haut des Promenades.

Les assassins se seraient peut-être consolés de leur mésaventure, si, à défaut de la tête du capucin, ils avaient pu assouvir leur fureur sur son corps ; mais, tandis qu'ils étaient occupés ailleurs, le curé Lalouette s'était empressé de le faire enlever.

Voici l'acte d'inhumation qui fut dressé :

« Le jeudi 6 septembre 1792, par nous, vicaire d'Alençon
« soussigné, a été inhumé dans le cimetière de Saint-Blaise,
« le corps de Charles-Jean-Louis Valframbert, prêtre, ci-

« devant religieux capucin, âgé de ving-sept ans et trois mois,
« décédé de ce jour dans la Place d'Armes. Furent présents
« François Toutain et Pierre Leroux.

« Signé : Sourcis, vicaire -- F. Toutain -- Pierre Leroux » (1).

II

Le crime consommé, il est bon de savoir ce que devinrent les coupables.

Quelques-uns menèrent une vie misérable et sans honneur ; et il en est dans le nombre, dont je pourrais vous montrer à Alençon même, les descendants presque aussi misérables qu'eux. Je ne veux pas vous parler de ceux-là. Ces souvenirs rétrospectifs nous entraîneraient dans une voie dangereuse, où personne n'aurait à gagner ; où presque tout le monde, au contraire, serait fort exposé à perdre. Quelle est hélas ! la famille si honnête, si royaliste, si pieuse que vous la supposiez, à laquelle, dans ces temps de divisions et de troubles de la Révolution, on ne puisse opposer quelques membres indignes ? D'autres, parmi les assassins du Capucin, écrasés sous la malédiction de leurs concitoyens, furent obligés de quitter la ville ; d'autres encore s'engagèrent dans les armées qu'on levait sans cesse, pour combattre les Vendéens. D'autres enfin (et c'est de ceux-là que je vais vous entretenir principalement), furent l'objet de poursuites judiciaires. Il est intéressant en effet de remarquer que l'opinion publique frappait d'une telle note d'infamie ceux qui avaient joué un rôle actif dans l'affaire, que la Justice fut, en quelque sorte, forcée de s'émouvoir, et que les mêmes juges (du moins en partie, et notamment le président) qui avaient fait fusiller une foule de Vendéens fugitifs et avaient envoyé nombre de victimes innocentes à l'échafaud, eurent à juger et à condamner les assassins du Capucin Valframbert. Cette sorte de réparation ne put s'effectuer, bien entendu, qu'après la Terreur et dans la période d'accalmie et de modération relative qui se manifesta plus ou moins depuis le 9 thermidor an II (27 juillet

(1) Registre des baptêmes et sépultures de l'Eglise Notre-Dame.

1794) jusqu'au coup d'Etat révolutionnaire du 18 fructidor an V (4 septembre 1797).

Treize individus furent donc accusés devant le Tribunal criminel, comme « prévenus d'avoir, à la complicité les uns « des autres, et avec offense de la loi, commis méchamment « et de dessein prémédité, le crime d'assassinat dans la « personne de Charles-Jean-Louis Valframbert, prêtre, « ci-devant capucin ».

L'acte d'accusation et l'arrêt du Tribunal, deux pièces d'une importance très considérable, perdraient beaucoup à être simplement analysés ; et d'un autre côté, toutes les considérations possibles ne feraient que les affaiblir.

ACTE D'ACCUSATION

« L'accusateur public près le tribunal criminel du départe-
« ment de l'Orne, qui a pris lecture : 1° de l'information
« commencée par le citoyen Julien-François Dunoyer, juge
« de paix et officier de police des quatre sections de la
« commune d'Alençon..... concernant l'assassinat commis en
« la personne du nommé Valframbert, ci-devant capucin :
« 2° des interrogatoires prêtés devant le dit accusateur public,
« les 2, 3, 4 et 11 du présent mois thermidor, par chacun des
« ci-après nommés, savoir : Louise Maréchal, femme Gou-
« tron, etc. (suivent les noms des accusés) ; 3° de deux extraits :
« l'un du registre de la police municipale de la dite commune
« d'Alençon contenant copie d'un jugement rendu contre le
« dit Valframbert, le 6 septembre 1792, l'an IV^e de la liberté
« française, attesté, dûment signé et collationné, conforme au
« dit registre, le 18 prairial l'an III de la République une et
« indivisible, signé : Laveille ; et l'autre, extrait des registres
« de baptêmes, mariages et sépultures de la ci-devant église
« de Notre-Dame d'Alençon, contenant l'extrait de mort du
« dit Valframbert, du dit jour 6 septembre 1792, aussi attesté,
« dûment signé et collationné, conforme au dit registre, le
« 5 du dit mois (prairial), l'an III de la dite République une
« et indivisible, signé : Laveille ; Bonnet, maire, et Pichon,
« officier municipal ; lesquels deux extraits sont joints et
« annexés au présent.

« Déclare que, de l'examen des dites pièces, il résulte que
« Charles-Jean-Louis Valframbert, prêtre, ci-devant religieux
« capucin, ayant été arrêté le 5 septembre 1792, au faubourg
« Montsort, en la commune d'Alençon, et conduit à la muni-
« cipalité d'icelle commune, pour y rendre compte de sa
« conduite, comme prévenu d'incivisme, il se forma dans la
« chambre commune de la dite municipalité, au moment où
« il y prêta l'interrogatoire, notamment le lendemain 6 du dit
« mois de septembre 1792, sur les trois heures après midi, un
« rassemblement si considérable et si tumultueux de
« personnes de l'un et de l'autre sexe, qui, en la majeure
« partie, manifestèrent le désir et la volonté de décider elles-
« mêmes du sort du dit Valframbert ; que tout s'y passa dans
« le plus grand désordre, sans qu'il fût possible de résister
« à la malveillance, dont le dit Valframbert s'est malheureuse-
« ment trouvé la victime.

« Qu'en effet, à peine le jugement prononcé contre lui
« (et par lequel on le condamnait en trois jours de détention,
« pour, après ce délai, être conduit de brigade en brigade au
« port de mer le plus voisin, pour être déporté à la Guyane
« française) fut-il résolu, qu'aussitôt on entendit s'élever
« différentes voix qui toutes annoncèrent le désir manifeste
« et la volonté bien décidée de trancher le fil de ses jours,
« disant hautement, les uns que ce jugement était trop doux ;
« d'autres, qu'il ne leur convenoit pas, et tous enfin qu'ils
« vouloient sa tête ; qu'à ces cris menaçans et redoublés les
« uns sur les autres, le dit Valframbert, déjà nu-tête, par
« l'enlèvement de son chapeau et de sa perruque, qui furent
« jetés par la fenêtre de la dite chambre commune, frappé de
« terreur, et pour se soustraire, s'il était possible à la fureur
« du peuple qui l'environnoit, se cacha sous la table près de
« laquelle il étoit ; mais qu'aussitôt on se saisit de sa personne,
« en le retirant de dessous cette table par les pieds, et,
« l'enlevant et le trainant ainsi de la dite chambre et du haut
« en bas de l'escalier, sa tête tombant sur chaque marche
« d'icelui, jusque sur la Place d'armes ; qu'arrivé sur cette
« place et entouré de quantité de personnes de l'un et de
« l'autre sexe, plusieurs se jetèrent sur lui et l'assassinèrent,
« les uns à coups de pieds, d'autres à coups de bâton et

« d'autres à coups de sabre, poussant même la cruauté au
« point de tenter de le scier dans plusieurs parties de son
« corps avec un sabre, sous prétexte que ce sabre n'étoit pas
« assez tranchant, et pour sans doute le faire souffrir
« davantage.

« Qu'enfin, après lui avoir ôté la vie, on lui trancha la tête,
« et ses assassins, triomphant de leur propre cruauté, pro-
« menant cette tête pointée au bout d'un manche à balai, et
« éclairée par des flambeaux dans une partie des rues de
« cette commune, avec le projet de recommencer pareille
« scène le lendemain, mais nouvelle scène qui, heureusement,
« n'eut pas lieu par la sage précaution de l'avertissement qui
« en fut donné à propos à ceux qui se trouvoient couchés sur
« la liste de proscription qu'on avoit eu l'indiscrétion de
« publier hautement.

« Que les deux fils du nommé Baudouin, cordonnier,
« demeurant proche la porte de l'Encrel, de cette commune,
« l'un cordonnier et l'autre tailleur, ont joué chacun un rôle
« principal dans cette scène tragique. Depuis le commence-
« ment jusqu'à la fin, on a vu en effet, notamment Baudouin
« fils, cordonnier, dans la chambre commune, prendre la
« perruque dudit Valframbert et la jeter par la fenêtre.
« On les y a vus et entendus tous deux demander sa tête,
« disant qu'il la leur falloit. On les a vus du nombre de ceux
« qui se sont saisis dudit Valframbert et l'ont enlevé de la
« dite chambre commune, le tenant et le trainant par les
« pieds le long de l'escalier jusque sur la Place d'armes.
« On les a vus dans le nombre de ceux qui, sur cette place,
« l'ont cruellement maltraité ; on a vu notamment le cordon-
« nier lui donner des coups de pieds sur la tête ; le dit
« Valframbert étant pour lors couché à plat ventre par terre ;
« on l'a vu aussi le frapper à coups de bâton ou trique, et son
« frère le frapper à coups de sabre ; on a entendu l'un d'eux,
« au moment de la mort dudit Valframbert, disant aux
« autres : « Portons sa tête à la porte de son père » ; on l'a
« vu la garder, après avoir été coupée, et quêter pour la
« promener aux flambeaux ; on a vu et entendu le cordonnier,
« conjointement avec Fouquet, tailleur, demander une broche
« à rôtir pour promener cette tête, disant à celui à qui il la

« demandoit que s'il ne vouloit pas la donner, il pourroit
« bien lui en arriver autant, et enfin terminer cette demande
« par emporter le manche à balai, en sortant de la maison où
« il étoit ; on a vu enfin Baudouin fils, cordonnier, dans le
« nombre de ceux qui promenoient la tête du dit Valframbert ;
« et on a cru y reconnaître aussi son frère.

« Que Jacques Fouquet, tailleur, n'a pas été moins ardent
« que les dits Baudouin à ôter la vie du dit Valframbert, et à
« se réjouir d'y être parvenu ; on l'a vu, non seulement lui
« donner sur les jambes un coup de baguette qui le fit
« remuer, mais encore demander et recevoir le sabre d'un
« soldat, et s'en servir pour frapper sur toutes les parties du
« corps du dit Valframbert couché par terre. On a même
« remarqué que ce sabre ne coupant pas assez à son désir, il
« s'en servit pour scier, avec un autre particulier, le dit
« Valframbert en différentes parties de son corps ; on l'a vu
« aussi ayant les pieds posés sur la tête du dit capucin, que
« lui et plusieurs autres gardoient pour la promener aux
« flambeaux, et faisant à cet effet une quête qu'il recevoit
« dans son chapeau, disant que c'étoit pour promener la tête
« du traître et du scélérat ; on l'a vu et entendu délibérer avec
« les autres comment ils porteroient la tête et demeurer
« d'accord d'aller pour cela prendre une pique à la municipa-
« lité, à quoi ils ne purent réussir ; on l'a vu ensuite, lui et
« plusieurs autres, tous couverts de sang, se présenter à une
« boutique et demander deux torches, disant que c'était pour
« promener la tête du traître, du scélérat, et pour l'achat
« desquelles torches il a dit être en retonr d'une trentaine de
« sous.

« Que René Chauvel, jardinier, a aussi été l'un des princi-
« paux acteurs dans le délit dont il s'agit ; il étoit du nombre
« de ceux qui tirèrent le dit Valframbert de dessous la table
« et l'entraînèrent, en le tirant par les jambes, jusque sur la
« Place d'armes ; il étoit aussi du nombre de ceux qui l'ont
« assassiné sur la dite place ; puis qu'on l'y a vu danser sur
« le ventre du dit Valframbert, couché par terre, et le frapper
« à coups de pieds ; on l'a vu aussi, à l'aide d'autres personnes,
« parmi lesquelles il y avoit des femmes et des filles, couper
« le cou du dit Valframbert. On l'a aussi vu, à la sortie de

« cette action, ayant les mains, son pantalon et ses sabots
« teints de sang, faisant beaucoup de bruit, se vantant d'avoir
« coupé le cou du capucin, disant que, loin de s'en repentir,
« si la chose était encore à faire, il serait prêt à recommencer,
« et qu'il falloit se défaire de tous les foutus gueux d'aristo-
« crates.

« Que Quillet, tailleur, était encore du nombre de ceux qui
« ont demandé la tête de Valframbert, l'ont maltraité et l'ont
« assassiné ; et que même il s'est fait une gloire de s'en vanter
« et de manifester le projet existant entre lui et ses associés
« de recommencer le lendemain, ayant dit à quelqu'un, le
« jour même du dit assassinat : « Eh bien !... N'avons nous
« pas bien travaillé ? Il n'étoit pas plus fort que rien ; il ne lui
« falloit qu'un petit coup ; nous avons une liste ; demain nous
« travaillerons le reste ; nous ne voulons rien laisser qui
« inquiète nos femmes... »

« Que Joseph Bucher, dit Dubois, est aussi du nombre des
« dits assassins ; s'en étant, comme le dit Quillet, vanté lui-
« même et ayant manifesté le même projet de recommencer
« le lendemain, tenant à cet égard le même propos que le dit
« Quillet.

« Que Picherel est encore du nombre de ceux qui deman-
« dèrent à la municipalité la tête du dit Valframbert, se
« saisissant de lui, le trainèrent et immolèrent sur la Place
« d'armes.

« Que Jacques Duvivier, dit Percheron, a participé à cet
« assassinat en l'approuvant ; demandant si on avait un
« sabre ; offrant et donnant le sien dont les autres malfaiteurs
« se sont servi.

« Que Claire Saint-Jean, fille, vélineuse, a aussi participé
« au délit dont il s'agit par la demande qu'elle a faite à la
« Municipalité de la tête du dit Valframbert, et ayant été vue
« sur la place tenant le dit Valframbert pendant qu'on le
« frappait à coups de sabre.

« Que Marie Biot, épouse de Louis Poupard, fripier, y a
« également participé ; d'abord, on l'a vue et entendue dans
« la chambre commune, au moment du jugement du dit
« Valframbert, dire tout haut que ce n'étoit pas là un juge-
« ment ; qu'il falloit sa tête ; on l'a vue et entendue sur la

« Place d'armes, au moment du massacre du dit Valframbert,
« chercher querelle à une autre femme, qui, tranquille et
« plaignant le sort du malheureux Valframbert, en gémissait
« et lui dire : « Tiens ! sûrement que tu n'as personne sur
« les frontières », ajoutant : « Elles sont un tas de garces
« qui prennent le parti de ces gens-là » ; et levant même les
« bras pour la frapper ; ce à quoi elle ne put parvenir ; cette
« femme l'ayant évitée par la fuite, on l'a vue et entendue
« dire que le dit Valframbert était un gueux, et qu'il avait été
« arrêté parce qu'il avait le bon Dieu dans ses poches, enfermé
« dans une boîte. On l'a vue et entendue répondre, en passant,
« à différentes personnes qui, le soir du dit assassinat,
« demandaient ce qu'il y avait eu sur la Place d'armes :
« C'est le jean foutre de capucin qu'on juge ; on lui a trouvé
« trente-deux hosties sur lui. » On l'a vue et entendue, le
« même soir, dire, parlant de la mort du capucin : « Voilà
« les plus beaux coups, vrai ! » On l'a vue même, ce même
« soir, en passant, insulter des personnes honnêtes, tran-
« quilles à leur porte, leur disant d'un ton furieux et colère :
« Foutre ! rentre chez toi ; il est temps ! » Enfin, le lendemain
« du dit assassinat, sur les huit heures du matin, on l'a vue
« et entendue disant hautement à l'un de ses voisins :
« Eh bien ! Eh bien, voisin... foutre... ça a bien été hier ?
« Le sacré bougre de capucin a dansé ! Avons-nous bien
« travaillé, voisin... Il faut qu'il y en ait d'autres aujourd'hui...
« et... sacrédié !... ça ira ! » Sur quoi, ce voisin lui ayant
« répondu qu'il étoit désolé de cet événement-là ; que cela
« deshonorait leur ville, où le sang n'avoit pas encore coulé,
« et qu'il ne falloit pas renouveler cette scène, elle reprit la
« parole, disant : « Foutre ! il faut qu'il en coule ! et dans
« cette rue, aujourd'hui à dix heures, les têtes vont tomber !... »
« Ce même voisin l'ayant exhortée à être plus tranquille,
« aussitôt elle lui répliqua avec emportement : « Deux de
« cette ville vont avoir la tête coupée ! — Qui ? reprit le
« voisin. — Votre plus proche voisin à gauche, lui répondit-
« elle, en montrant Botte, et le sacré aristocrate de Marescot,
« qui demeure devant la guillotine. La tête du capucin a été
« portée hier en triomphe ; nous allons en porter d'autres
« aujourd'hui, et celles des deux bougres que je viens de
« nommer. »

« Que Sophie Lafontaine, velineuse, étoit tellement aussi du
« parti du dit assassinat, qu'elle en emporta des marques sur
« son mouchoir, qu'elle a fait elle-même remarquer le lende-
« main du dit assassinat, être encore teint du sang du dit
« Valframbert, disant à différentes personnes : « Voilà le
« sang du sacré matin », montrant ce sang, qui étoit sur son
« mouchoir de cou et ajoutant : « Nous allons encore avoir
« la tête d'un, que je vais dénoncer aujourd'hui ; » désignant
« enfin l'objet de sa dénonciation en montrant le derrière de
« la maison qui donne sur la Gueule d'Enfer.

« Que Louise Maréchal, femme d'Antoine Goutron, et Marie
« Goutron, sa fille, ont aussi joué chacune un des plus grands
« rôles dans le massacre dont il s'agit ; non seulement elles
« ont été vues l'une et l'autre, tant à la municipalité qu'à la
« Place d'armes, le jour et au moment du jugement du dit
« Valframbert et du massacre qui en fut fait ; mais encore
« elles se sont l'une et l'autre vantées, tant le jour même que
« depuis à diverses personnes du personnage qu'elles y avaient
« rempli. Le jour même de l'assassinat et à leur retour
« d'icelui, étant entrées chez une de leurs voisines, pour y
« allumer leur lumière, elles se vantèrent toutes deux d'y
« avoir contribué, et la fille eut même l'effronterie de faire
« remarquer à cette voisine deux gouttes de sang qui étaient
« à sa coiffure. Le lendemain, une autre personne, notamment
« du nombre de celles à qui la mère et la fille dirent, savoir
« la mère qu'elle avait pris la tête du capucin par les
« cheveux ou les oreilles ; qu'elle lui avait fait crier : « Vive
« la Nation » et lui avait fait faire trois tours autour de la
« place, et la fille, qu'elle avait pris le capucin par le collet ;
« tandis qu'une autre lui coupoit le cou ; et toutes deux,
« qu'elles s'étaient promenées avec la tête, ainsi que les autres,
« et qu'elles avoient bu, savoir : la mère un verre de cidre. et
« la fille deux, chez le nommé Vassal, Grand'rue, qui remarqua
« du sang sur le tablier de la dite fille Goutron, lequel tablier
« étoit blanc. Enfin, ces femmes, loin de se repentir de ce
« délit de leur part, s'en sont au contraire glorifiées, disant ;
« la fille à ceux qui lui en ont fait des reproches, que, si cela
« étoit, elle le feroit encore ; qu'elle étoit bonne républicaine ;
« et que son nom étoit envoyé à Paris ; et la mère, menaçant

« ceux qu'elle croyoit avoir quelque sujet de mécontentement,
« de leur en faire autant qu'on en avoit fait au foutu capucin.

« Que de tous ces détails il résulte que les deux fils du
« nommé Baudouin, l'un cordonnier et l'autre tailleur ;
« Jacques Fouquet, tailleur ; — le nommé Quillet, tailleur ;
« — Picherel, garçon cirier chez le citoyen La Chevallerie ; —
« le nommé René Chauvel, jardinier ; — Jacques Duvivier,
« dit Percheron ; — Joseph Bucher, dit Dubois ; — Claire
« Saint-Jean, fille, vélineuse ; — Marie Biot, épouse de Louis
« Poupard, fripier ; Sophie Lafontaine, véliense ; Louise
« Maréchal, femme d'Antoine Goutron, et — Marie Louise
« Goutron, sa fille ; ces sept derniers actuellement détenus
« en la maison d'arrêt, près le dit tribunal criminel
« du département de l'Orne, et tous demeurant en cette
« commune, sont prévenus d'avoir, à la complicité les uns
« des autres et avec offense de la loi, commis méchamment
« et de dessein prémédité le crime d'assassinat dans la per-
« sonne de Charles-Jean-Louis Valframbert, prêtre ci-devant
« capucin.

« Pour quoi, le dit accusateur public a, en conséquence de
« l'arrêté du dit tribunal criminel du 14 de ce mois, dressé le
« présent acte d'accusation contre les particuliers ci-dessus
« nommés ; déclarant le dit accusateur public qu'aux termes
« et en exécution de l'art. 8 de la loi du 4 messidor dernier, le
« jugement sur ce à intervenir ne sera pas sujet au recours
« en cassation.

« Fait et arrêté au parquet du tribunal criminel, à Alençon,
« ce 27 thermidor, l'an III de la République française une et
« indivisible.

Signé : DESJARDINS. (1)

ARRÊT DU TRIBUNAL :

« Vu par le tribunal criminel du département de l'Orne,
« séant en la commune d'Alençon l'acte d'accusation dressé
« contre :

(1) Registre des jugements criminels de l'Orne (13 fructidor an III) ; aux Archives du Palais de justice d'Alençon. — Rapporté in-extenso dans le livre de M. de Beaurepaire, p. 153 à 161).

- « Jacques Duvivier, dit Percheron, menuisier, âgé de
« 38 ans, demeurant en la commune d'Alençon ;
« Louise Maréchal, femme d'Antoine Goutron, invalide,
« âgée de 50 ans, demeurant même commune ;
« Marie-Louise Goutron, fille, vélineuse, âgée de 18 ans,
« demeurant même commune ;
« Marie Biot, femme de Louis Poupard, fripier, âgée de
« 51 ans, demeurant même commune ;
« Claire Saint-Jean, fille, vélineuse, âgée de 24 ans, demeu-
« rant même commune ;
« Joseph Bucher, dit Dubois, musicien, âgé de 37 ans,
« demeurant même commune ;
« Sophie Lafontaine, fille, vélineuse, âgée de 21 ans,
« demeurant même commune.
« Tous détenus en la maison de justice près ce tribunal.
« Le nommé Baudouin fils, cordonnier ;
« Le nommé Baudouin fils, tailleur d'habits ;
« Le nommé Quillet, aussi tailleur d'habits ;
« Le nommé Picherel, garçon cirier ;
« René Chauvel, jardinier ;
« Tous demeurant dans cette commune, et qui n'ont pu
« être arrêtés d'après les mandats d'arrêt décernés contre eux
« et comme tels contumax.
« Par l'accusateur public du département de l'Orne, dont
« la teneur suit :
(Suit l'acte d'accusation, rapporté ci-dessus).
« L'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal le
« 29 thermidor dernier contre les dénommés au dit acte
« d'accusation ;
« Le procès-verbal de la remise de leurs personnes en la
« maison de justice du département,
« Et la déclaration du jury spécial du jugement faite à
« l'unanimité et portant :
« 1° Qu'il est constant que le 6 septembre 1792 (vieux style),
« il y a eu en la commune d'Alençon, assassinat commis en
« la personne de Charles-Jean-Louis Valframbert, ex-capucin.
« 2° Que Jacques Duvivier, dit Percheron, n'est pas con-
« vaincu d'avoir offert son sabre à ceux qui vouloient trancher
« la tête du capucin sur la Place d'Armes ;

« 3° Qu'il est convaincu d'avoir tourni son sabre, à cet effet ;

« 4° Qu'il n'est pas constant qu'en offrant ou fournissant son sabre, le dit Percheron se soit rendu le complice du dit assassinat ;

« 5° Que Louise Maréchal, femme d'Antoine Goutron est convaincue d'avoir tenu l'ex-capucin par la tête, à l'instant où on la lui coupoit ;

« 6° Qu'elle est convaincue d'avoir promené cette tête sur la place, en criant : Vive la Nation !

« 7° Qu'elle est convaincue d'avoir accompagné cette tête par les rues de cette commune et d'avoir bu à la porte du citoyen Vassal, traître, avec ceux qui la promenoient au bout d'un bâton ;

« 8° Qu'elle est convaincue de s'être vantée d'avoir coopéré à l'assassinat du dit Valframbert, et d'avoir menacé ceux qui lui en faisoient des reproches de leur en faire autant ;

« 9° Qu'il est constant qu'en se conduisant ainsi, elle s'est rendue la complice de l'assassinat du dit Valframbert ;

« 10° Qu'elle l'a fait sciemment et dans le dessein du crime ;

« 11° Que Marie Louise Goutron, sa fille, vélineuse, âgée de moins de seize ans à l'époque de l'assassinat, est convaincue d'avoir tenu l'ex-capucin pendant qu'on lui coupoit la tête ;

« 12° Qu'elle est convaincue d'avoir fait remarquer sur sa coiffe deux gouttes de sang, et d'avoir dit qu'elles provenoient du capucin, et que, si c'étoit à faire, elle le feroit encore ;

« 13° Qu'elle est convaincue d'avoir accompagné ceux qui promenoient la tête du capucin par les rues, et d'avoir bu avec eux, à la porte du dit Vassal ;

« 14° Qu'en se conduisant ainsi, elle est convaincue de s'être rendue complice de l'assassinat du dit Valframbert ;

« 15° Qu'il n'est pas constant qu'elle l'ait fait avec discernement ;

« 16° Qu'elle ne l'a pas fait sciemment et dans le dessein du crime ;

« 17° Qu'après le jugement rendu par la municipalité d'Alençon contre le dit Valframbert, Marie Biot, femme de

« Louis Poupert, est convaincue d'avoir dit : « Voilà un
« foutu jugement ! c'est sa tête qu'il nous faut ! »

« 18° Que, par ce propos, elle est convaincue d'avoir pro-
« voqué l'assassinat du dit Valframbert ;

« 19° Qu'elle ne l'a pas fait sciemment et dans le dessein de
« de nuire ;

« 20° Qu'elle est convaincue d'avoir dit le lendemain de
« l'assassinat à un de ses voisins : « C'a bien été hier ; le
« capucin a dansé ! Avons-nous bien travaillé, voisin ? Il faut
« qu'il y en ait d'autres aujourd'hui ; il faut que le sang coule ;
« et dans cette rue, les têtes vont tomber ce matin » désignant
« celles de deux citoyens ;

« 21° Qu'elle est convaincue, par ce propos, d'avoir approuvé
« l'assassinat du dit Valframbert, et provoqué à en commettre
« de nouveaux ;

« 22° Qu'il n'est pas constant qu'elle l'ait fait sciemment et
« dans le dessein du crime ;

« 23° Que Joseph Bucher, dit Dubois, est convaincu d'avoir
« dit, le jour même de l'assassinat : « Eh bien ! n'avons-nous
« pas bien travaillé ? Il n'étoit pas plus fort que rien. Il ne lui
« falloit qu'un petit coup. Nous avons une liste ; nous
« travaillerons mieux demain ; nous ne voulons rien laisser
« qui inquiète nos femmes » ;

« 24° Qu'il n'est pas convaincu, par ces propos, de s'être
« rendu complice de l'assassinat du dit Valframbert ;

« 25° Qu'après le jugement rendu par la municipalité
« d'Alençon contre le dit capucin, Claire Saint-Jean, fille,
« n'est pas convaincue d'avoir demandé à plusieurs reprises
« et avec acharnement la tête du dit capucin ;

« 26° Qu'elle n'est pas convaincue de l'avoir tenu au collet ;
« pendant qu'on le frappoit sur la place ;

« 27° Que Sophie Lafontaine, fille, n'est pas convaincue
« d'avoir fait remarquer le lendemain de l'assassinat du dit
« capucin du sang sur son mouchoir en disant : « Voilà du
« sang du sacré matin ! Nous allons avoir la tête d'un que je
« vais demander aujourd'hui ! »

« Le Président, au nom de la loi, acquitte les dits Joseph
« Bucher, dit Dubois, Sophie Lafontaine, fille, et Claire
« Saint-Jean, fille, de l'accusation intentée contre eux, et
« ordonne qu'ils seront mis sur le champ en liberté.

« Le Président, au nom de la même loi, acquitte également
« le dit Duvivier, dit Percheron, la fille Goutron, et la dite
« femme Poupart de l'accusation intentée contre eux, confor-
« mément aux articles, etc. ; (suit l'indication des articles)

« Et, après avoir entendu l'accusateur public, ensemble, le
« citoyen Ducoudray, comme défenseur officieux de Louise
« Maréchal, femme d'Antoine Goutron, de Jacques Duvivier,
« dit Percheron ; le citoyen Guernon, comme défenseur offi-
« cieux de Marie-Louise Goutron, fille ; le citoyen Savary,
« comme défenseur officieux de Marie Biot, femme de Louis
« Poupart ;

« Le Tribunal ordonne que la dite Marie-Louise Goutron
« soit mise en liberté, sous la surveillance de ses parents,
« conformément à l'article 2, titre V, etc.

« Considerant, à l'égard du dit Jacques Duvivier, dit
« Percheron, qu'ayant fourni son sabre, et ayant fait partie
« de l'attroupement qui a assassiné le dit Valframbert, il a
« apporté du trouble à l'ordre social ;

« Le Tribunal condamne le dit Jacques Duvivier, dit
« Percheron, à une année d'emprisonnement conformément
« à l'article 7, etc.

« A l'égard de la dite Marie Biot, femme de Louis Poupart,
« considérant que, des faits dont elle est déclarée convaincue,
« il résulte qu'elle a apporté un trouble à l'ordre social et à la
« tranquillité publique ;

« Le Tribunal condamne la dite Marie Biot, femme de
« Louis Poupart en trois mois d'emprisonnement, conformé-
« ment à l'article 7, etc.

« Au respect de Louise Maréchal, femme d'Antoine Gou-
« tron, le Tribunal la condamne à la peine de mort, et ordonne
« en conséquence que, dans les vingt-quatre heures, par
« l'exécuteur des jugements criminels, elle sera conduite sur
« la place publique de cette commune, pour là, revêtue d'une
« chemise rouge, y avoir la tête tranchée, conformément aux
« dispositions de l'article II, etc,

« Ordonne également le Tribunal que le présent jugement
« sera mis à exécution, à la diligence de l'accusateur public,
« imprimé jusqu'au nombre de six cents exemplaires, et
« affiché dans toutes les communes de ce département.

« Fait et arrêté à Alençon, le treizième jour de fructidor de
« l'an III de la République françoise une et indivisible
« (30 août 1795), en l'audience publique du Tribunal, où
« étaient François-Joseph Provost, président — Jacques-
« François Martin — François-Jacques Loison — Etienne
« Brice — Nicolas Bourdon, juges pendant le présent tri-
« mestre — Etienne-Pierre-François Gouyard Desjardins,
« accusateur public, et Nicolas-Charles Audollent, greffier.

(Suivent les signatures de Provost, Loison, Bourdon, Martin
et Audollent). (1)

Il ne me reste plus rien à ajouter.

Je me proposais de rappeler un évènement qui tend
beaucoup trop à tomber dans l'oubli ; je voulais surtout
inspirer des sentiments de vénération et d'amour pour notre
martyr alençonnais. Je crois que mon but est atteint. Il n'était
besoin pour cela, ni de longues phrases, ni de hautes
considérations ; les faits parlent assez haut. Le Capucin
Valframbert est du nombre de ceux qui sont amplement loués
et glorifiés par leurs œuvres.

HENRI BEAUDOUIN.

(1) Même registre des jugements criminels de l'Orne. — Aux Archives
du Palais de justice d'Alençon.

INVENTAIRE

DES

DOCUMENTS

Pour servir à l'histoire du duché d'Alençon

CONSERVÉS DANS LES ARCHIVES ANGLAISES

Norman Rolls et Additionnal Charters.

(SUITE)

332

1420
3 avril
Mantes

Confirmation de la donation faite par Richard I^{er}, roi d'Angleterre, à l'abbaye de Gouffern.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 13.

333

4 avril
Rouen

Donation à William *alias* Percival de Gallarbosc, des terres sises à Gisors, qui appartenait à Marie Lagaloize, veuve de Georges Calleville, écuyer, et des terres sises à Alençon et à Falaise qui appartenait à Hamon de Falaise et à Nicole de la Mote, sa femme, rebelles, moyennant l'hommage et le don annuel d'un fer de lance au roi.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 27. Puiseux n^o 802.

334

11 avril

Confirmation d'une donation faite par Pierre, comte d'Alençon, au couvent de Lonlay, diocèse du Mans.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 7.

335

1420
13 avril
Rouen

Commission à William Alynton et John Popham, écuyers, de s'assurer du nombre de soldats nécessaires à la protection de Cerisy et de Villiers-en-Bocage.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 28 dorso, Puiseux n° 818.

336

Ibid.

Don à Jean le Bouteiller et à ses héritiers mâles, des terres sises dans les baillages de Caux, Caen et Alençon ayant appartenu à Nicolas de Vymont et à Jean Jolis, rebelles, moyennant l'hommage et le don annuel d'un fer de lance au roi.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 27, Puiseux n° 816.

337

8 mai
Pontoise

Georges Nesselveld est nommé capitaine du château et de la ville de Vire.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 10.

338

11 septembre
Paris

Présentation de Jean Petit à l'église paroissiale de Saint-Cenery, près Sées.

Rot. Norm. 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 23.

339

15 septembre

Présentation d'Olivier Hervev à la chapelle de Saint-Jean-Baptiste dans la paroisse de Médavy, près Sées.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 23.

340

26 septembre

Confirmation d'un don d'Henri II d'Angleterre à l'abbaye d'Essay.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 21.

341

28 septembre

Jean de la Mote est nommé procureur de

Verneuil, Alençon, Chateauneuf, Brezollès et Senonches, en place de Jean le Bouquinel, décédé.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 24 dorso.

342

1420
8 octobre
Melun

Don à Jean Clyfton et à ses héritiers mâles des terres sises à Caen, dans le Cotentin et à Alençon, qui avaient appartenu à Jean Dannoy.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 16.

343

13 octobre
Paris

Protection à Guillaume le Tavernier, Jean Galon, Jean Roussel et Jean Basin transportant des provisions de Caen, du Cotentin et d'Alençon à Rouen.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 12.

344

20 octobre
Melun

Jean de Montgomery, écuyer, est nommé capitaine du château et de la ville de Domfront.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 15.

345

24 octobre

Commission à William Alyngton de faire la montre des hommes de la garnison d'Alençon.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 8 dorso.

346

27 octobre

Commission à William Huddleston, écuyer, et à Thomas Overton, de faire la montre des hommes de Jean de Montgomery, écuyer, capitaine de Domfront.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 1^{re} partie, *memb.* 28 dorso.

347

31 octobre
Paris

Présentation de Richard Lebon à l'église paroissiale de Saint-Cenery, près Sées, en place de Jean Petit, décédé.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 19.

348

1420
31 octobre
Paris

Présentation de Guillaume Lalisel à l'église paroissiale de Montormel, en place de Thomas de Corches, décédé.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 19.

349

6 novembre

Présentation de Simon Vauquelin à l'église paroissiale de Saint-Germain-le-Vieux, en place de Jean Mercier, décédé.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 20.

350

2 novembre

Sauf-conduit pour Jean Roussel et Hébert Sebert, transportant des grains entre Caen, le Cotentin et Alençon, Rouen, Verneuil, Mantes.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 19.

351

13 novembre
Melun

Appointement de Thomas comte de Salisbury, comme capitaine de la ville et du château d'Alençon en place Roland Leyntale.

Appointement du même comme lieutenant de Normandie.

Appointement de William Huddleston comme bailli d'Alençon.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 14.

352

1421
13 janvier
Rouen

Don à Robert Brent, écuyer, de Silly-le-Guil-laume, Pré-en-Pail, Assé-le-Riboul...

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 4, Puiseux n° 910.

353

6 janvier
Paris

Nicolas Huet est nommé vicomte d'Argentan et d'Exmes et receveur des dites villes.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 10 dorso.

354

1421
10 janvier
Rouen

Protection à Jean de Montgomery, écuyer,
capitaine du château de Domfront.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 4.

355

11 janvier

Robert Brent, écuyer, est nommé capitaine
de Fresnay-le-Vicomte.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 3.

356

Ibid.

Remise d'impôts à la ville d'Argentan.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.*
29, dorso.

357

12 janvier

Mandat à Simon Flete d'approvisionner les
châteaux de Caen, Cherbourg, Avranches, Vire,
Domfront, Falaise, Alençon, Argentan, Fresnay-
le-Vicomte, Essay, Exmes et Bonsmoulins.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 16.

358

Ibid.

Restitution du temporel à l'abbaye de Belle-
Etoile.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 8.

359

13 janvier

Nomination de Henri Grenfles à l'archi-
diaconné du pays d'Exmes.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.* 4.

360

14 janvier

Hommage de Geoffroy de Beauvais, abbé du
monastère de Saint-Martin à Sées.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 2^e partie, *memb.*
4, dorso.

361

15 janvier

Protection à Henri Hore, au service de Jean
de Montgomery, écuyer, capitaine de Domfront.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 21.

362

1421
20 janvier
Rouen

La juridiction de William Hudleston, bailli d'Alençon. est étendue à Lassay, Saint-Romain-du-Plain et à divers parties du Maine.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 26. Puiseux n° 931.

363

Ibid.

Gilbert Halsale, bailli d'Evreux, William Hudleston, bailli d'Alençon, et Robert Brent, écuyer, reçoivent l'ordre de faire la montre des hommes de Thomas, comte de Salisbury.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 26 dorso.

364

23 janvier

Instructions aux baillis de Dieppe, Rouen, Caux, Caen, Cotentin, Evreux et Alençon relatives à l'amélioration des monnaies.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 9 dorso, Puiseux n° 937.

365

24 janvier

Commission à Jean Pinwigne de Rouen, à Richard Bertout de Lisieux, à Nicolas Varrot de Saint-Lô, à Thomas Lespringuier d'Evreux, et à Guillaume Dupaix de Bayeux, de recueillir les marcs en circulation à Rouen, Lisieux, Coutances, Avranches, Evreux, Bayeux. Sées et Mantes et de les envoyer à la monnaie de Rouen pour l'amélioration de leurs cours.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 20 dorso.

366

Ibid.

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Cotentin, Evreux, Gisors, Alençon, Caux, Mantes, Dieppe et Pontoise de faire une proclamation pour défendre les exactions commises sur le peuple.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 10, dorso.

367

1421
8 février
Rouen

William Sonnet est nommé chapelain de Saint-Nicolas (dans le domaine de Cliffreville, diocèse de Sées) en place de Nicolas Dugmore, décédé.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 17.

368

21 février

Présentation de Jean Guillemet à la chapelle de Saint-Denis, de Notre-Dame d'Alençon.

369

Présentation du même à l'église paroissiale de Saint-Germain de Damigny.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 18.

370

24 février

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Cotentin, Evreux, Gisors, Alençon, Caen, Mantes, Dieppe, Pontoise relatif à l'envoi à la Monnaie de Rouen des marcs en circulation.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 10 dorso, Puiseux n^o 963.

371

25 février

Même mandement à l'archevêque de Rouen, aux évêques de Coutances, Bayeux, Lisieux, Avranches, Evreux et Sées et au doyen de l'église collégiale de Mantes.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 9 dorso.

372

7 mars

Instruction sur la levée de 400.000 livres tournoi pour les dépenses du duché.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 10 dorso.

373

16 mars

L'évêque de Coutances et les vicaires de l'archevêque de Rouen, les évêques d'Evreux, de Lisieux, de Bayeux, de Sées et d'Avranches

reçoivent l'ordre de poursuivre ceux qui possédaient des bénéfices et n'y venaient pas.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 3 dorso.

374

1421
16 mars
Rouen

Mandement aux évêques d'Avranches, aux vicaires de l'archevêque de Rouen et aux évêques d'Evreux, de Lisieux, de Bayeux, de Coutances et de Sées de prescrire aux receveurs des non résidants d'acheter des marcs d'argent et de les envoyer à ceux qui étaient chargés de les recueillir.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 3 dorso.

375

19 mars

John Kerner est nommé gouverneur de l'hôpital de Saint-Jean d'Alençon, en place de Louis Guillemet.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, 3^e partie, *memb.* 3.

376

26 mars

Guillaume Fortin est nommé receveur d'Alençon.

Rot. Norm., 8^e année d'Henri V, *memb.* 41 dorso.

377

27 mars

Mandement aux baillis de Cotentin, Caen, Evreux, Rouen, Caux, Alençon, Gisors, Chaumont et Senlis, Mantes et Dieppe, de proclamer que tous ceux qui ont des indemnités à obtenir se hâtent de se rendre à Pontorson le 20 avril suivant, pour s'y trouver lorsque les matières relatives aux infractions de la paix conclue avec l'Angleterre viendront en discussion.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 41 dorso.

378

3 avril

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Caen, Cotentin, Gisors, Mantes, Evreux et Alençon de s'emparer des terres de Thomas de Clarence, de John, lord de Roos, de John Gray de Heshon

et de Gilbert Umfreville, écuyers, et aussi des terres de tous les autres écuyers et chevaliers morts à la bataille livrée le jour de Pâques.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 37 dorso, Puiseux n° 981.

379

1421
8 avril
Rouen

Manderent aux baillis de Rouen, Caux, Evreux, Alençon, Gisors, aux capitaines de Bernay et aux baillis de Caen et Cotentin d'ordonner à tous les hommes d'armes et archers de rejoindre Thomas, comte de Salisbury.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 37 dorso.

380

11 avril

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Alençon, Caen, Cotentin et Evreux, relatif à la fixation de certaines monnaies en Normandie.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 39, dorso. Puiseux n° 1373. Rymer sup. H. V. T. III, n° 172, Lettres etc. pages 388-389.

381

14 avril

Mandement à Pandulfe, évêque de Coutances, aux évêques d'Avranches et de Sées, aux vicaires des diocèses de Bayeux, d'Evreux, de Lisieux et de Rouen et au doyen de Mantes, de recueillir la première des deux dîmes accordées au roi par la Normandie.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 39 dorso.

382

20 avril

Pardon à Girard Delmage et Pierre Fleury, d'Alençon, coupables d'avoir accidentellement tué William Boucher, un Anglais.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 40.

383

25 avril

Instructions envoyées aux capitaines de diverses villes, dont Falaise, Domfront, Conches

et Verneuil pour les forcer d'améliorer le gouvernement de leur garnison, ces capitaines ayant levé des taxes injustes et pillé les habitants.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 33.

384

1421
20 mai
Rouen

Passeport pour l'Angleterre donné aux frères Jean Lefiant et à Bertant Letisseur, moines de l'abbaye de Saint-Martin de Sées, à Jean de Beauvoir, écuyer, et à Noël, clerc, chevalier, pour certaines affaires qui les y appelaient.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 35 dorso. Puiseux n° 1301.

385

28 mai

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Evreux, Mantes, Alençon, Caen et Cotentin de proclamer que toutes les personnes qui, dans leurs districts, tiennent des terres, par donation de la couronne, devront en présenter les titres dans un délai fixé, au trésorier de Normandie.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 35 dorso.

386

6 juin

Mandement au trésorier général et aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Caen et Cotentin au sujet de la perception des dimes sur le clergé contumace.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 32 dorso.

387

4 juin

Mandement aux baillis de Caen, Cotentin, Alençon, Gisors, Caux, Evreux, Rouen et Mantes que toutes les personnes qui tiennent en Normandie des terres de la couronne devront se présenter devant le chancelier ou le trésorier général à la Saint-Jean.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* dorso 32.

388

1421
17 juin
Rouen

Jean de Angerville est nommé directeur des écoles de Falaise.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 29 dorso.

389

27 juin

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon. Caen et Cotentin, d'enquêter dans leurs juridictions sur les personnes qui ont quitté leur maison pour joindre l'ennemi ou qui se cachent elles-mêmes dans les cavernes ou dans les forêts dans des intentions hostiles. Les baillis devront relever leurs noms et saisir leurs biens.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 29 dorso.

390

10 août

Mandement aux vicomtes de Rouen, de Pont-de-l'Arche, d'Auge, d'Orbec, Pont-Audemer, Montivilliers, Caudebec, Neufchatel, Arques, Gisors, Vernon, Andely, Pontoise, Mantes, Evreux, Conches, Beaumont-le-Roger, Verneuil, Alençon, Exmes, Argentan, Caen, Falaise, Bayeux, Vire, Saint-Silvain, Coutances, Cherbourg, Avranches, Carentan, Saint-Sauveur-le-Vicomte et Valognes, de proclamer que les biens des rebelles seront saisis et vendus pour l'usage du roi.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 26 dorso.

391

13 août

Mandement aux capitaines de Cherbourg, de Valogne, Briquebec, Saint-Sauveur, Carentan, Saint-Lô, Coutances, Vire, Domfront, Alençon, Argentan, Essay, Exmes, Sées, Falaise, Condé-sur-Noireau, Caen, Bayeux, Neuilly-l'Evesque, Thorigny, Bonmoulins, Verneuil, Bellême, Bernay et Rouen, de dépêcher

des troupes à Chartres, avant le 23 courant au plus tard, pour résister à l'ennemi qui prend de nouveau l'offensive.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 28 dorso.

392

1421
18 août
Rouen

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Caux, Cotentin et Alençon, de proclamer que toutes les personnes désignées pour porter les armes se hâtent de se rendre en la présence du roi.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 26 dorso.

393

27 août

Mandement aux baillis de Rouen, Cotentin, Caen, Alençon, Evreux, Caux, Gisors, etc, relatif à la levée de l'impôt sur la vente des vins, bières et cidres.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 27 dorso. Puiseux n^o 1827.

394

18 août

Mandement au bailli de Caux, aux capitaines de Dieppe, Harfleur, Honfleur et Monceaux et aux baillis de Caen, Cotentin et Alençon, de proclamer que tous les hommes d'armes et archers devront se rendre en toute hâte à l'armée du roi.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 26 dorso.

395

7 octobre

Don à Robert Stède et à ses héritiers mâles, des terres sises en Cotentin et à Alençon qui avaient appartenu à Samson de Saint Germain et Jean de Harcourt.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 22.

396

10 octobre

Mandats aux baillis du Cotentin, de Caen, d'Evreux, de Rouen, de Caux, d'Alençon, de Gisors, Mantes et Dieppe, de proclamer que le

comte de Suffolk et le reste des commissaires délégués sont partis à la rencontre des envoyés de Jean, duc de Bretagne, qui devront se trouver à Pontorson le 11 novembre prochain.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 22 dorso.

397

1421
9 novembre
Rouen

Mandement aux baillifs de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Cotentin et Caen de proclamer que toutes les personnes qui, dans leur district, sont capables de porter les armes, devront s'assembler dans la prochaine quinzaine à Saint-Lô pour marcher contre l'ennemi.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 20 dorso.

398

28 novembre

Ordre aux Evêques de Bayeux et de Sées et aux vicaires généraux des évêques de Lisieux et d'Evreux, d'attendre le prochain conseil du roi à Rouen qui aura lieu dans la quinzaine.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 20 dorso.

399

6 décembre

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Cotentin, Alençon, Evreux, Gisors, Caux et Mantes, de proclamer que toutes les femmes dont les maris refusent de prêter le serment de fidélité, devront quitter la Normandie et rejoindre leurs maris dans huit jours sous peine de prison.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 18 dorso. Puiseux n° 1314.

400

8 décembre

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Caen, Cotentin, Alençon, Evreux, Gisors et Mantes, de proclamer que tous ceux qui n'ont pas encore prêté le serment de fidélité au roi doivent le faire à la prochaine fête de la Purification.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 17 dorso.

401

1421
8 décembre
Rouen

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Evreux, Mantes, Alençon, Caen et Cotentin, de proclamer que tous les ennemis du roi, maintenant en prison, doivent être gardés sous la plus étroite surveillance.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 16 dorso. Puiseux n° 1061.

402

14 décembre

Mandement aux évêques de Coutances, d'Avranches, Sées, Bayeux, Evreux et Lisieux, à l'archevêque de Rouen, au doyen et au chapitre de Mantes, de recueillir la seconde des deux dîmes à percevoir sur tous les ecclésiastiques.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 22 dorso.

403

16 décembre

Mandement aux baillis de Caux, Rouen, Gisors, Evreux, Mantes, Alençon, Caen et Cotentin, de faire défense formelle à leurs officiers de se livrer à des exactions sur le peuple.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 15 dorso.

404

1422
9 janvier

Jean le Provost est nommé procureur de la châtellenie de Domfront et des parties du Maine qui ont été conquises.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 18 dorso. Puiseux n° 1078.

405

10 janvier

Protection à Jean de Montgommery, écuyer, capitaine de Domfront.

Lettre de procuration pour le même.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 7.

406

1422
10 janvier
Rouen

Mandement aux baillis de Rouen, Caen, Cotentin, Evreux, Alençon et Gisors, de proclamer que tous les hommes d'armes et tous les archers de leurs districts aient à rejoindre les forces de Thomas de Salisbury.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, memb. 12 dorso.

407

19 janvier

Mandement aux capitaines de Domfront, Alençon, Fresnai, Argentan, Exmes, Essay, Rugles, Laigle etc, de fournir les noms des villages autour de leurs châteaux et le nombre des habitants de ces villages capables de monter la garde la nuit.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, memb. 10 dorso.

408

18 février

Jean Piédor est nommé chapelain de la chapelle Saint-Thomas de l'Hôtel-Dieu d'Argentan.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, memb. 13.

409

20 février

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Cotentin et Caen, relatif à la perception des dîmes sur le clergé.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, memb. 9 dorso.

410

Meaux
19 février

Grâce accordée à Jean Cornet, injustement emprisonné, sur l'accusation d'assassinat, par la garnison d'Argentan.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, memb. 9.

411

Mars-juillet

Simon Pinard, doyen d'Avranches et curé de Saint-Denis, diocèse de Sées, recouvre, ainsi que d'autres curés, tous ses biens, après avoir pris l'engagement d'observer le

traité entre le roi de France et le roi d'Angleterre.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 41 dorso.

412

1422
6 mars
Rouen

Commission à Henry Fitz-Hugh, chambellan du roi et capitaine de Falaise, et à Jean de Montgommery, de faire la montre des hommes de William Hudleston, écuyer, bailli d'Alençon.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 7 dorso.

413

Ibid.

Commission à William Hudleston, bailli d'Alençon, et à Jean de Montgomery, capitaine de Domfront, écuyer, de faire la montre des hommes de Thomas, comte de Salisbury, lieutenant de Normandie et capitaine d'Alençon.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 7 dorso.

414

10 mars

Guillaume le Breton est nommé chanoine de Sainte-Marie de Tinchebray, en place d'Ivon de Boscdévast, et Ivon de Boscdévast est nommé chanoine de Goron, en place de Charles le Boursier, tous deux nommés en l'église collégiale de Mortain.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 4.

415

12 mars

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Cotentin, Caen et Eu, de proclamer que les rançons des prisonniers ne pourront désormais être payées qu'en or ou en marc argent.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 4 dorso.
Puisseux n° 1088.

416

19 mars

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Caen, Cotentin, Eu et Dieppe, de proclamer que les ecclé-

siastiques, qui possèdent des biens de main morte, seront tenus de payer les droits, sous peine de confiscation.

Rot. Norm., 9^e année d'Henri V, *memb.* 3 dorso.

417

1422
7 avril
Paris

Mandement aux baillis de Rouen, Evreux, Gisors, Mantes, Alençon, Caen et Caux de proclamer que tous les sujets anglais doivent rejoindre le comte de Salisbury, à Nantes.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 24 dorso.

418

Rouen

Même mandement aux capitaines de Caen, d'Argentan, Harfleur, Caudebec, Falaise, Honfleur, Touques, Coutance, Pont-Audemer, Beaumenil, Lisieux et Lillebonne.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 24 dorso.

419

12 avril

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Caen et Cotentin de proclamer que tous les serviteurs aient à partir sous huit jours avec leurs chevaux pour rejoindre leurs maîtres à l'armée.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 26 dorso.

420

20 avril

Commission à Geoffroy-Fitz-Hugh et Jean de Montgomery, de faire la montre de William Hudleston, bailli d'Alençon.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 25 dorso.

421

21 avril

Guillaume Muller est nommé procureur des vicomtés d'Argentan et d'Exmes.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 27 dorso. Puiseux n° 1110.

422

1422
22 avril
Rouen

Mandement aux officiers de l'échiquier de restituer à Guerard Hon ses possessions à Caen, en Cotentin et Alençon, dernièrement confisquées par la couronne.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 23 dorso. Puiseux n° 1112.

423

1^{er} mai

Mandement à l'archevêque de Rouen, aux évêques d'Avranches, de Coutances, de Bayeux, aux vicaires des sièges d'Evreux, de Lisieux et de Sées, de fournir une liste de tous les ecclésiastiques de leurs diocèses qui ont des bénéfices et de leur assigner une date pour la prestation de leur serment de fidélité.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 22 dorso.

424

23 mai

William Brothart est nommé verdier d'Andaines dans la vicomté de Domfront.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 19 dorso. Puiseux n° 1118.

425

29 mai

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Caen et Cotentin, de proclamer que tous les ecclésiastiques ayant des terres de main morte doivent se faire autoriser par le chancelier de Normandie.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 20 dorso.

426

16 juin

Mandement aux baillis de Rouen, Caux, Gisors, Mantes, Evreux, Alençon, Caen et Cotentin de donner au roi des renseignements sur les affaires mentionnées dans un rôle qui leur est envoyé.

Le contenu de ce rôle n'est pas marqué mais il paraît se rapporter aux terres possédées par certaines personnes au temps de la descente du roi à Touques.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 15 dorso.

427

1422
28 juin
Rouen

James Douche est nommé changeur de monnaie pour Rouen, Alençon et Evreux.

Rot. Norm. 10^e année d'Henri V, *memb.* 14 dorso.

428

1^{er} août

Jean Courtille est nommé sergent de la forêt du Sap.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 11.

429

2 août

Mandement aux capitaines de Cherbourg, Coutances, Saint-Lô, Carentan, Valogne, Vire, Domfront, Falaise, Caen, Verneuil, Evreux, Argentan, Mantes, Conches, Gaillard, Pontoise et Meulan, de dépêcher des hommes d'armes et des archers à R. Botiller, écuyer à Eu.

Rot. Norm., 10^e année d'Henri V, *memb.* 9 dorso.

Tous les actes compris sous les nos 72-429 émanant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, d'Henri V, roi de France et d'Angleterre et sont extraits des Roles Normands conservés au Record Office. Les analyses qui suivent sont extraites des Additional Charters, conservées au British Museum.

430

19 août

Richard Wydeville, chevalier, est nommé au commandement d'Alençon et de Fresnay-le-Vicomte.

British Museum : *Additional Charters*, 8.011.

431

1424
20 octobre
Rouen

Guillaume Douce, notaire d'Orléans, certifie le paiement de 56 écus d'or et de 300 livres, fait à deux ouvriers pour des vêtements livrés à Jehanne d'Orléans, fille de Charles, duc d'Orléans (mariée plus tard à Jean, duc d'Alençon).

Additional Charters, 2.449.

432

3 novembre

Henri VI, roi de France et d'Angleterre, mande au bailli d'Alençon de faire une enquête sur les droits que Michel le Soulf et Guillaume Savary prétendaient tenir de leurs femmes sur la sergenterie d'Argentan.

Additional Charters, 6.822.

433

1429
12 mai

Henri VI, roi de France et d'Angleterre, mande à Nicolas Normand, vicomte de Domfront, de payer 375 livres 11 s. 8 den. tourn., au sieur de Scales, chevalier, capitaine de Domfront

Additional Charters, 11.631.

434

1430
24 mai

Henri VI, roi de France et d'Angleterre, mande à Thomas Blount, trésorier général de Normandie, chevalier, de payer à Guillaume Aldhalle, chevalier, les sommes dépensées par lui pour le maintien des garnisons d'Alençon et de Fresnay, de la saint Michel au 6 novembre.

Additional Charters, 11.707.

435

12 septembre

Henri VI, roi de France et d'Angleterre, mande au gouverneur général des finances de Normandie, de payer ce qui est dû pour un an, à Thomas de Burck, nommé capitaine de Fresnay-le-Vicomte avec une garnison de 40 lances et 120 archers.

Additional Charters, 11.676.

(A suivre.)

FRÉDÉRIC DUVAL.

CHOIX D'ÉTYMOLOGIES

Françaises et Argotiques

ANICROCHE — ARCHICOCCHINCHICOCANDARD

— **BARTAVELLE — BASQUE — BRASTIQUER**

— **CLAMPIN — GARCE — GOUGE — JOBARD**

— **JOLI — LAPIN — MARMOT — MARMOUSET**

— **MIRLIFLORE — PUTAIN — ROUBLARD.**

I. **Anicroche** et plus spécialement **Hanicroche** contient, indubitablement, le même élément final que nous trouvons dans *Bancroche*, synonyme de *Bancal* et qui ne veut dire autre chose que *Banc crochu*, litt. « qui a les pieds crochus », comme l'ont d'ordinaire les bancs. C'est, du reste, un mot formé d'une façon analogue à *Panier percé* pour « dépensier ». Rapprocher les termes Basques *Chapel churiak*, litt. « Béret blanc » désignant les combattants Carlistes, par opposition à *Chapel gorriak* ou « Béret rouge », nom des *Cristinos*.

Reste maintenant à se demander d'où vient le dissyllabe initial *ani* ou *hani*. L'explication la plus naturelle nous avait d'abord paru consister à voir dans le mot entier une sorte d'abréviation pour « L'âne y croche, s'y accroche ». Rappelons-nous qu'en Français du ^{xiii}^e siècle, *croker* se prenait comme synonyme de « s'accrocher. »

On rencontrerait plus d'un exemple de substantifs ainsi formés de tout un membre de phrase. Citons notamment des mots tels que « Un m'as tu vu? » — « Un sot l'y laisse », portion du poulet près du croupion et qui passe pour un morceau délicat — « Un suivez-moi, jeune homme », sorte de fanfreluche dont les femmes s'ornent le derrière de la tête

— « Un magasin de décrochez-moi ça » — « Un dur à cuire ». N'oublions pas enfin *Sagamité* ou farine, potage de maïs, de l'Algonkin *Kijaganité* qui signifie dans cette dernière langue « La soupe, le breuvage est chaud » ; cf. *Agam*, « Aliment liquide, boisson » et *Kijité*, « Calidum est ».

On mentionnera encore, à ce propos, l'Allemand *Vergiss mein nicht*, litt. « Ne m'oublie pas » désignant le *Myrosotis* ou « Oreille de Souris », plante employée dans les opérations magiques. — L'Italien *Mangia con tutti* ou « parasite », etc.

Quant au *h* initial de *Hanicroche*, il nous eut fait l'effet d'être purement prosthétique, comme dans notre adjectif *Haut*, du Latin *Altus*. Cf. *Hermine*, du L. *Armeniacus*, s. e *mus*. --- *Hurler*, du Latin *Ululare*. Toutefois sur l'observation de notre docte archiviste M. Duval, qui fait observer que dans Rabelais, le mot *Hanicroche* désigne comme *Hallebarde*, une sorte d'arme, il nous a fallu changer d'avis. Reconnaissons dans ce mot, l'Allemand *Hahn* ; « Coq » et aussi « Chien d'arme à feu. » *Hani.roche* ou « Chien crochu » a pu désigner à l'origine une sorte de Pistolet.

II. Archicochinchicocandard constitue dans l'argot des gamins de Paris, la plus haute expression de l'admiration. Ce mot est formé, outre le préfixe *Archi* qui n'a pas besoin d'explication, des termes *Cochin*, *Chic* et *Candard*, lesquels expriment une gradation ascendante dans ce sentiment admiratif.

Le mot *Cochin* nous fait tout l'effet de n'être autre chose que le Latin *Coccinus* ; « Rouge-vif ». Cf. Espagnol, *Cochinilla* « Cochenille ». Ce dernier terme, quoi qu'on ait prétendu, ne nous paraît rien avoir à faire avec l'Espagnol *Cochino* « Cochon » dont l'origine d'ailleurs reste obscure. Que de l'idée de « Rouge », d'« Ecarlate », on soit passé à celle de « Remarquable, magnifique », la chose n'offre rien d'étrange. Est-ce que le Russe *Krasnoï*, « Rouge » ne se prend pas aussi dans le sens de « Beau » ?

Chic a passé non seulement dans le langage des artistes (p. ex. dessiné de Chic), mais encore dans la langue usuelle, d'où le dérivé *Chicard*. Il ne semble pas d'une interprétation très facile. Darmester y voit une abréviation de *Chicane* dont

on ignorerait l'Étymologie. Il ne semble, en tout cas, rien avoir de commun avec l'Espagnol *Chico*, « Petit ». Ne pourrait-on pas être tenté de lui attribuer une provenance germanique ? Cela irait fort bien pour le sens. N'avons-nous pas en Allemand, *Schicken* ; « envoyer, faire préparer » d'où la locution *Sich Schicken der Zeit* ; « se conformer au temps, aux circonstances » et l'adjectif-participe *Geschikt* ; « Propre, « adroit, habile, disposé à » cf. d'ailleurs Suédois, *Skik* ; « Ordre, disposition, état, façon, mode » et *Skicka*, « Envoyer, régler, ordonner », d'où *Skickande* ; « Envoi, mission, message » ; Vieux-Norrain *Skaewa* ; « Aller, se diriger ».

Le *o* suivant la syllabe *chic* ne constitue vraisemblablement qu'une voyelle de liaison.

Reste, enfin, le dissyllabe final *candard* où nous retrouvons la même désinence d'origine germanique que dans « cafard, paillard, pillard, richard, soiffard ». Reste à expliquer l'élément radical *Cand*, et nous devons avouer qu'à cet égard, l'on peut hésiter. Nous ne saurions guère y voir une abréviation du mot *Candi* synonyme de « sucre cristallisé », de l'Arabe *Qandi*, « sucre de canne » ; cela ne conviendrait guère au point de vue sémantique. Mieux vaut, sans doute, y reconnaître le même radical que dans le Latin *Candere*, *candor*. Le terme entier sera donc synonyme de « Très beau, habile et brillant ».

III. **Bartavelle**, ou « Perdrix grecque » est visiblement, comme le reconnaît Darmesteter, le même mot que le Provençal *Bartavela*, « Loquet ». Cet auteur affirme que c'est à cause de la ressemblance qu'on a cru pouvoir établir entre le cri de cet oiseau et le bruit que fait le loquet. Cela nous semble moins certain. Remarquons qu'en général, ce sont les noms des êtres animés qui ont été donnés à des instruments, et non l'inverse. Cf. p. ex. « Grue, Béliet, mouton, p. ex. dans « la locution à *refus de mouton*. Demoiselle (de paveur) ou « *Hie* ; chien (de fusil) ; chèvre, etc. »

Nous admettons donc jusqu'à preuve du contraire que le sens primitif du mot était bien celui d'une espèce de perdrix. On sera passé de là, plus tard, à la valeur de « Loquet ». Maintenant, reste à se demander d'où vient le vocable en

question. Littré le tire d'un Bas-latin *Vertevella* synonyme d'abord de « Chose qui tourne », puis, plus tard de « Clef, « anneau ».

Une telle étymologie nous semble bien cherchée, bien compliquée pour être vraie, Ne serait-il pas plus prudent de tenir *Bartavelle* pour formé du préfixe péjoratif *Bar*, *ba*, *ber* que nous retrouvons p. ex. dans *Barlong*; *Barguigner*, (d'où peut-être l'Anglais *To bargain*); *Balourd* ainsi que dans le Normand *Berdanser* pour « Être secoué, être remué » et du Vieux-Français *Tavel*, « Compartiment d'un échiquier » du Latin *Tabella*, d'où l'adjectif *Tavelé* ou « parsemé de taches ». Le *Bartavelle* serait donc litt. l'« Oiseau mal tacheté ». En effet, les bandes colorées qui garnissent son ventre apparaissent moins régulières de forme que celles des perdrix rouge et grise. Le Bas-Breton *Barzevellek*, « grive de la grande espèce », est visiblement pris au Français *Bartavelle*.

IV. **Basque** (d'habit) a été expliqué de diverses façons dont aucune, avouons-le, ne nous satisfait pleinement. On a voulu y voir le nom ethnique de Basque appliqué à une pièce de vestiaire. C'est ainsi que notre Français *Cravate* ne signifie autre chose que la *Croate* ou *Chrobate*, sans doute parce que c'est des habitants de la Croatie qu'on en a pris l'usage. Toutefois, rappelons que les indigènes des Pyrénées, à en juger par certains guides restés plus fidèles à leur vieux costume national, portent le veston court et serré à la taille par une ceinture. On n'y découvre pas trace de Basques.

Une autre opinion, sinon plus conforme à la réalité des faits, du moins plus acceptable au premier coup d'œil, consisterait à voir dans le mot ici étudié, une altération de *Baste*, « Rempli d'une étoffe » qui n'est lui-même que l'Italien *Basta* (même sens). Il se serait produit une transformation du *t* en gutturale, comme dans *Whisk*, forme populaire parfois employée pour *Whist*. A cela toutefois on peut objecter qu'un rempli d'étoffe n'est pas la même chose qu'une Basque d'habit.

Si l'on se rappelle d'ailleurs qu'à l'origine, ce mot désignait, spécialement, une portion d'étoffe découpée et retombant autour de la ceinture, autour du corps du pourpoint, peut-être l'étymologie Celtique se présentera-t-elle ici comme la

plus acceptable. Ne trouve-t-on pas en Irlandais *Basc* « collier » à rapprocher d'un Gaulois hypothétique *Baskos* « Ruban », mis en avant par M. Withley-Stokes. La Basque aurait été considérée comme une sorte de collier entourant la taille.

V. **Brastiquer**, particulièrement dans l'argot de Saint-Cyr est synonyme de « faire à la diable, opérer de travers ». Ce mot qu'on ne rencontre pas dans les lexiques de la langue classique, me fait tout l'effet d'une altération du préfixe péjoratif *Bar* (V. **Bartavelle**) et du verbe *Astiquer*. Il équivaut par suite à « mal astiquer, mal nettoyer ». Ajoutons que ce dernier verbe dérive lui-même d'*Astic*, « fragment d'os de cheval ou de mulet dont les cordonniers se servent pour lisser le cuir, où l'on est d'accord pour voir l'Anglais *Stick* ; « Bâton, baguette ». Reconnaissons-y également, malgré les doutes des étymologistes à cet égard, l'origine du substantif *Asticot*, les mouvements de ce ver ayant, sans doute, été comparés à ceux du cordonnier qui lisse son cuir.

VI. **Clampin**, et plus ancien *Clanpin* nous a tout l'air d'être au verbe *Clapper* ou « faire entendre un clappement de la langue », de l'Allemand *Klappen* ; « Claquer » à peu près dans le même rapport que *Pimpant* à *piper*, c'est-à-dire qu'une liquide adventice a pris place devant le *p* médial. Le *Clampin* serait donc « celui qui bredouille, qui fait claquer sa langue ». Le *in* finale constituerait une simple dérivative comme dans *Matin*, *gratin*, *lupin*, etc.

VII. **Garce** a déjà été par nous rapproché de l'Espagnol *Garza* ; « Héron, aigrette », une jeune fille coquette et soigneuse de sa toilette ayant fort bien pu être comparée à un oiseau remarquable par la touffe de plumes ornant sa tête. Maintenant quelle serait l'étymologie à assigner à l'Espagnol *Garza* ? Nous ne pensons pas faire preuve de témérité en proposant d'y voir le Vieux haut-Allemand *Warza* ; « Verrue, poireau » — Allemand *Warze* (même sens) ; cf. Anglais *Wart*, idem — Anglo-Saxon, *Wearte* — Vieux-Norrain, *Warta*. De l'idée de verrue, de bosse à celle de « Plumet,

aigrette », la transition est facile à comprendre. La transformation du *W* initial germanique en *G* Néo-Latin constitue un phénomène phonétique trop fréquent pour que nous ayons à nous en occuper plus longuement : Citons seulement nos termes *Garder* de l'Allemand *Warten* — *Guetter* de *Wachten* *Guerre* de *Wahr*, etc.

En tout cas, de *Garce*, ou de l'Espagnol *Garza* découlent, sans aucun doute, nos termes *Garçon*, *Garçonnet*, et *Gars*, prononcé *Gas* à la normande.

VIII. **Gouge** dont nous avons déjà parlé dans une précédente communication, ne saurait décidément rien avoir de commun, étymologiquement avec le Gaulois *Gaiso-n*, *Gaiso-s* ; « Lance, javelot ». Il convient au contraire de le rapprocher du Latin de la Basse époque *Gubia*, « Gouge, épieu », pris au Celtique et qui se rencontre dans Isidore de Séville, sous la forme *Gulbia*. Le *l* semble ici primitif et on le retrouve dans l'Irlandais *Gulban* ; « Aiguillon » et *Gulba* ; « Bec, pointe » ; cf. Vieux-Gallois *Gilbin*, « Pointe » — Cornique, *Gilb*, « foret, instrument servant à percer » et *Geluin*, « Pointe, bec ». Tout ceci nous ramène à un vieux Gaulois hypothétique *Gulbano-s* ; « Pointe, piquant, bec, groin ». De la forme Latine *Gubia* avec chute de la liquide provient, à coup sûr, le Français *Gouge* dans ses différentes acceptions et son dérivé *Goujat*, aussi bien que le Vieux Béarnais *Goge* « fille de service » — Béarnais *Gouge*, *gouye*, synonyme à la fois de « Chambrière, fille de service », de « Ciseau » dont se servent les charpentiers et aussi d'instrument de cuisine, vraisemblablement celui que l'on appelle en Français « Rôtissoire » ou « cuisinière ». Du sens d'instrument pointu, on sera passé à celui de broche, de « Rôtissoire », puis de « femme faisant la cuisine », etc.

IX **Jobard** n'a, sans doute, rien à démêler étymologiquement avec le Magyar *Jobb*, « Meilleur », de *Jo* ; « Bon ». Ne serait-ce passivement une sorte de doublet de « Gobeur » ? La finale latine *eur* y aura été remplacée par la désinence *ard*, *art* souvent péjorative et d'origine germanique. Nous la retrouvons, par exemple dans *Criard*, *paillard*,

cantard, *cornard*. Quand au *j* initial, il y aurait lieu, ce semble, de le considérer comme représentant un *G* dur plus ancien. Cf. p. ex. le Français *Jardin*, de l'Allemand *Garten* — *Jambe*, de l'Italien *Gamba* — *Javelle* et l'Espagnol *Gavilla* — *Jacart* et Espagnol *Gacarro*.

X. *Joli* et en Vieux-Français *Jolis* a été rapproché du Vieux-Norrain *hiol*, *hyol*, nom d'une grande fête chez les païens du Nord et pendant laquelle se donnaient force banquets. Une telle étymologie nous semble avoir un caractère éminemment fantaisiste qui la rend fort peu acceptable. Nous pourrions, je crois, expliquer le mot Français d'une façon plus admissible en reconnaissant qu'ici la finale *is* représente une forme de participe passé. N'est-ce pas ce qui se produit dans *Taudis* participe, à l'origine, du vieux verbe *Taudir*; « Couvrir, abriter », litt. « Endroit recouvert, où l'on est à l'abri ». Ajoutons que ce verbe est considéré comme d'origine germanique. Les linguistes sont d'accord pour le rapprocher du Hollandais *Tolde*; « Tente, abri » — Anglais, *Tilt* — Allemand, *Zelt*, m. s. Il faudrait admettre, de plus, que le *J* initial du Français remplace ici comme dans le précédent un *G* dur plus ancien. Cela nous ramènerait à une forme *Golis*, visiblement dérivée du Vieux-Français *Gole*, *Goule* tiré lui-même du latin *Gula*, mais qui parfois se prend comme synonyme d'échancrure au haut d'un vêtement, d'une tunique. La comparaison avec l'Espagnol *Gola* qui signifie non seulement « Gorge », mais aussi, par extension, « Hausse-col, rabat » nous indique que, sans doute aussi, le mot en question a pu être pris comme équivalent dans notre langue de « Muni d'un collier, d'un ornement de cou ». D'ailleurs, la comparaison avec le Béarnais achèverait, s'il était nécessaire, de nous édifier à cet égard. L'adjectif *Joli* se retrouve dans ce dernier idiôme en qualité de substantif dans *Golitz*; « Rouge gorge », oiseau aussi appelé *Golarrouy*, cf. *Arrouy*; « Rouge ». N'oublions pas que le *tz* final du Béarnais représente un *t* primitif; cf. *Agradablementz*, « Agréablement » — *Aymablementz*, « Aimablement ». *Golitz* a donc bien le sens d'un participe passé et équivaut non pas à « muni d'une gorge », ce qui ne voudrait point dire grand chose,

mais bien « Muni d'un rabat, d'un ornement de poitrine ».

Les formes *Jolif* du Vieux-Français et *Jolin* du Catalan accusent, sans conteste, une influence exercée par les adjectifs Romains en *if* et en *in*, tels que *natif*, *plaintif*, *mutin*, *galantin*.

XI. **Lapin** ne saurait, nous le reconnaissons, quoique nous ayons pensé d'abord, être tiré du Latin *Lepus*, *oris*. Par exemple, nous serions bien portés à y voir un dérivé du verbe *Laper* d'origine germanique ; cf. Anglo-Saxon *Lappian* (même sens) — Anglais, *To Lap* — Flamand, *Lappen*. Il convient de remarquer chez le lapin, un mouvement des lèvres rappelant celui du chien ou du chat qui boivent en lapant. Pour la finale *in*, il en a été parlé plus haut à propos de *Clampin*.

XII. **Marmot** paraît avoir été, à l'origine, synonyme de Singe et l'Académie applique ce terme à une sorte de quadrupède barbu et à longue queue, mais comme le fait observer Littré, aucun singe ne se trouve désigné ainsi dans les ouvrages d'histoire naturelle.

Quoi qu'il en soit, on a beaucoup discuté sur le point de savoir d'où vient ce terme. Nous trouvons en dialecte Wallon, *Marmot* comme synonyme de Roquet et en Italien, *Marmocchio*, « Marmot », mais l'origine de ces substantifs ne nous est pas indiquée et le sens de « Roquet », tout aussi bien que celui de « Marmot » semblent plus récents que celui de « Singe ». L'opinion de Henri Estienne qui voudrait tirer *Marmot* du grec *MORMÔ* non plus que celle de Scheler, lequel y voit le Vieux-Français *Merme* ; « Très petit, minime » ne semblent suffisamment établies.

L'on aurait eu, croyons-nous, plus de chances d'arriver à la solution du problème, si l'on eût considéré ici *Mar* comme un préfixe péjoratif tel qu'il l'est p. ex. dans l'expression populaire *Margoulette* et dans *Marmite*, litt. « vase fait d'un métal de peu de valeur », tiré lui-même de *Mite*, « Potin, billon » et aussi nom d'une pièce de bas-aloi ayant jadis cours en Flandre. Reste l'élément radical *mot*, qui se retrouve p. ex. à peu près sous la même forme dans « Moutard ».

Ce dernier est tiré incontestablement comme le Tyrolien *Mut*, « *Enfant* » d'après Ampère, du Latin *Mustus* ; « *Récent, frais* » et aussi « *Moût* » « *vin nouveau, non fermenté* ». Le *s* médial est tombé ici comme il l'a fait, p. ex. dans *Goût*, du Latin *Gustus* — *Tête*, jadis *Teste*, de *Testa*, « *Vase de terre cuite* ». Quant à la finale *ard*, renvoyons à ce qui a été dît au sujet de *Jobard*.

Remarquons d'ailleurs l'étroite parenté existant entre *Moutard* et *Moutarde*. Ce dernier est lui aussi reconnu pour un dérivé de *Moût*. La transition de l'idée de « *nouveau, récent* » à celle de *petit enfant*, s'explique assez d'elle-même. Quelle provenance maintenant attribuer au préfixe *Mar* ? Faut-il y voir une altération de *Mal*, du Latin *Malè* ? Quelques exemples cités par Roquefort nous autoriseraient à le penser. Ainsi cet auteur indique les locutions *Jâ mar en douterez* ; « *Il serait déjà mal d'en douter* » — *Lasse, fet-ele, mar fui née* ; « *Hélas, fit-elle, je suis née sous une malheureuse étoile* ».

Marmot aura donc eu le sens primordial de « *Méchant enfant, petit bout d'homme* ». On sera passé de là facilement à celui de *Singe*. Les quadrumanes rapportés d'Europe vers l'époque des Croisades étant de petite taille, on les compara naturellement à des marmots. Dans l'Inde où se trouvent des quadrumanes de stature plus élevée, on les a, non moins facilement assimilés à des hommes faits. De là, le Sanskrit *Vandra*, « *Singe* », litt. « *Sicut homo, Sicut vir* ».

Ajoutons que *Marmot* a donné naissance à nombre de dérivés tels que *Marmaille* où se rencontre la même finale péjorative que dans *Canaille, fêraille, valetaille*. — *Marmotte*, jadis *Marmote* qui n'a rien à faire, sans doute, avec le Latin *Mus montanus* ou le Vieux-Français *Marmontain*. *Marmote* qui, à l'origine, désignait également un singe, ne constitue en réalité que le féminin régulier de *Marmot*.

Mentionnons encore *Marmotter* qui n'a, évidemment, rien de commun avec l'Allemand *Murmeln* et signifie en réalité « *Bredouiller ainsi qu'un marmot ne sachant pas encore parler* » etc., etc.

XIII. **Marmouset** n'est, en définitive qu'un diminutif de *Marmot*, seulement il paraît avoir subi une influence méri-

dionale; cf. l'Espagnol *Mozo* et Italien *Mozzo*, « Jeune-garçon » d'où notre mot « Mousse » au sens de « Apprenti marin ». Ces termes ont, eux aussi, pour source première, le Latin *Mustus*. Seulement, à l'inverse du Français, l'Espagnol a conservé la sifflante et laissé tomber le *t* qui suit. Nous traduirons donc, au pied de la lettre, *Marmouset* par « Tout petit Marmot ».

XIV. **Mirliflore**, en Vieux-Français *Mirloret*, est déclaré par Darmesteter, d'origine inconnue. Francisque Michel proposait d'y voir une corruption pour « Mille-Fleurs ». Ne vaudrait-il pas mieux tenir ce mot pour méridional d'origine et y reconnaître le Béarnais *Mire la Flore*; litt. « Regarde la Fleur »? Ce serait en quelque sorte une locution passée à l'état de substantif, comme dans nos expressions « Un m'as-tu vu », « Un sot l'y laisse », etc.

Le terme du Vieux-Français *Mirloret*, supposerait l'emploi d'un diminutif en *et* que nous retrouvons dans l'archaïque *Florete*, « Fleurette » à rapprocher du Béarnais *Flourete* (même sens). Le *F* serait d'ailleurs tombé comme dans le *Lore*; « Fleur » de ce dernier idiôme.

On a lieu de croire qu'ici l'infixe *li* constitue bien une altération de l'Article féminin *la*. Il différerait donc radicalement à cet égard de la même syllabe médiale *p*. ex. dans *Caliborngnon*, *Colimaçon*, *Cahutte*. On ne saurait guère douter, en effet, que ces derniers mots ne débutent par un préfixe péjoratif *Ca* ou *Co*, mais suivi lui-même de la particule reduplicative *re* du Latin et des dialectes Néo-Latins, mais dont la voyelle se change en *a* p. ex. dans *Carabosse*, *Ratafia*, *Rafratchir* pour un archaïque *Refreschir*.

Nous nous demandons s'il ne conviendrait pas de voir ce même préfixe *re* plus ou moins altéré p. ex. dans *Tarabuster* qui en Vieux-Français se présentait aussi sous la forme *Tabuster*, de *Tabus*; « Bruit, tapage »? Ajoutons pour être complet que ce *ra* infixe, tiré du Latin *re*, semble bien reparaitre dans le Basque *Karamaroa*; « Crabe » pris, évidemment, à l'Espagnol *Camaron* (même sens).

Enfin, le mot *Mirliton* nous offre les mêmes éléments

initiaux que *Mirliflore* et signifie littéralement « Regarde, admire le ton, la musique ».

XV. **Putain**, est tiré par Darmester, qui, du reste, semble à peu près seul de son avis, aussi bien que *Pute* qui a le même sens, du Latin *Putida*. N'avons-nous pas, en effet, l'Espagnol *Putá* qui a le même sens que le mot Français, mais que personne, à coup sûr, ne s'avisera de vouloir faire venir de *Putida* ? Il faut, visiblement, leur donner comme origine le Latin *Putus*, *puta* ; « Petit garçon, petite fille ». Le mot a fini par prendre une valeur tout à fait péjorative comme p. ex. notre terme de « Fille », mais il nous semble y avoir là un phénomène assez singulier et bon à faire ressortir, c'est qu'à l'origine *Putus* voulait dire « pur ». Nous trouvons p. ex. dans Plaute *Putus*, *purus* est *Sycophanta* ; « C'est un pur, un vrai Tartuffe ». Festus nous apprend d'ailleurs que, dans l'ancienne langue, *Putus* s'employait comme synonyme de *Purus*. N'oublions pas que dans les lexiques de plusieurs idiômes fort différents d'ailleurs, l'idée de pureté, d'innocence se trouve associée à celle de Jeunesse. Ainsi en Delaware (dialecte de l'Amérique du Nord), le mot *Pilâpé* « Jeune homme, adolescent » est l'équivalent de « homme chaste » ; cf. *Pilsitt*, « Castus » et *Lendpe* ; « Homo ». Le Basque dira de même *Giaze* ; « Jeune » du Béarnais *Cast* pris lui-même au Latin *Castus*.

XVI. **Roublard** constitue un de ces mots entrés depuis assez peu de temps dans le langage usuel et dont les dictionnaires n'ont guère songé à nous donner l'étymologie.

Bien entendu, on ne saurait lui supposer la moindre parenté avec *Rouble*, « Pièce de monnaie Russe ». En effet, le roublard, ce n'est pas l'individu qui a de l'argent, c'est le rusé, celui qui est habile à défendre ses intérêts. Impossible également de le rapprocher de l'Espagnol *Roble* ; « Rouvre, chêne rouvre ». Serait-il bien téméraire de lui supposer une parenté avec le verbe *Rouabler* qui dans nos dialectes de l'Ouest signifie « Parler à haute voix, crier, être bruyant dans la « conversation » ? Le Roublard serait donc « l'homme qui

fait du bruit en parlant » et, par extension, « l'homme sachant débiter de belles phrases ». Maintenant, quelle origine attribuer à ce mot *Rouabler*? Convviendrait-il d'y voir le verbe *Habler* accompagné du *re* intensif? Nous n'oserions trop nous prononcer sur ce point.

Comte DE CHARENCEY.



Étang de Carabillon

CARABILLON

Dans une pittoresque partie de la Normandie, non loin du département de l'Orne, il existait près de Falaise, sur le territoire de Corday (1), un domaine qui eut une période très brillante dans la seconde partie du XVIII^e siècle. Cela n'eut pas une longue durée, car le château tombait en 1838 sous la pioche des démolisseurs moins d'un siècle après sa construction. Le domaine dont je veux parler s'appelait Carabillon.

En faisant des recherches sur les marques de bibliothèque des possesseurs de ce château j'ai trouvé plus qu'il ne m'était nécessaire et j'eus le projet de faire une étude historique, mais les documents trouvés ne parurent pas suffisants. J'ai pensé, qu'aidé de mes souvenirs, je pouvais donner une note anecdotique pour rappeler ce château disparu.

Quand on quitte Falaise pour aller à Putanges, après avoir franchi environ 5 kilomètres, on aperçoit à gauche près de la route un étang bordé d'un côté par des rochers abruptes qui forment comme une pittoresque muraille ; dans mon enfance on voyait au-dessus des rochers les restes d'un pavillon du parc où le promeneur pouvait contempler un fort agréable paysage (2). C'était près de là sur le plateau élevé d'où l'on avait une vue étendue qu'était construit le château. On dit qu'on voyait fort bien le château de Rabodanges ; si la ferme n'existait pas près de là, ce quartier serait presque un désert.

En parlant de la route de Putanges je ne puis m'empêcher

(1) Alias Cordey. — Cette commune fait partie du Canton Nord de Falaise qui s'appelait jadis premier Canton. Ce fut sous le Second Empire qu'un juge de paix obtint ces désignations de Cantons Nord et Sud. Il était humilié d'être le juge du deuxième Canton et son amour-propre fut satisfait d'être le magistrat du Canton Sud.

(2) Je suis heureux de pouvoir donner cette vue ; M. Julien Chappée, un érudit doublé d'un artiste ayant bien voulu faire un croquis d'après une très mauvaise photographie.

de raconter comment il y a une quarantaine d'années on allait de Falaise à Putanges. On prenait la voiture publique qui mérite une mention particulière. C'était une modeste carriole jaune à deux roues trainée par un paisible cheval. Cela n'allait pas vite mais cela allait sûrement ; c'est donc sur les deux banquettes de cette modeste voiture couverte d'une bâche que s'entassaient les voyageurs. On partait le matin de Falaise et le soir vers 4 heures on quittait Putanges pour y rentrer.

Le conducteur qui était en même temps le propriétaire de la voiture était un très bon homme. Vêtu modestement mais proprement le père Deschamps était doué d'un certain embonpoint. Un col blanc dont les pointes encadraient une figure ouverte et jamais quelque temps qu'il fasse il n'avait ni coiffure, ni cravate. Il ne fit pas fortune mais il vivait à l'aise et était estimé de ses concitoyens.

Après cette digression faisons un peu d'histoire. Carabillon était un ancien fief ; on conserve à l'Hôtel-Dieu de Falaise une charte de donation où un Richard de Carabillon figure comme témoin.

Richard Leroux et Michel Carabillon, fils de Richard et neveux de Gervais, fils d'Odon, fils de Vital, confirmèrent en 1251 la donation que leur oncle avait également faite à l'hôpital Saint-Michel ou Abbaye de Saint Jean.

En 1288 Michel Carabillon vendit à l'Abbaye de Saint-André le bois et la bruyère de Guépierreux.

J'aurais voulu suivre l'histoire de ce fief de siècle en siècle, mais toutes les recherches n'ont rien fourni depuis le XIII^e jusqu'au XVIII^e où il devient la propriété des de Mathan (1).

Il est presque inutile de dire que la famille de Mathan est une des plus anciennes de Normandie. La tradition prétend que Jean Chevalier Banneret fut à la première croisade en 1098. C'est pour cela que l'on voit au Musée de Versailles, salle des Croisades, son nom et ses armoiries (2).

(1) Je donne tout ce que j'ai trouvé dans les ouvrages de MM. Galeron, de Caumont et Mériel. Il n'y a rien aux Archives du Calvados.

(2) *De gueules, à trois jumelles d'or accompagnées en chef d'un lion passant du même.* — Support : *deux lions* ; — Cimier : *Une tête humaine.* — Devise en latin : *Nil deest timentibus Deum* ; Devise en français : *Au féal, rien ne falt.* — Cri : *Mathan.*

Je ne m'étendrai pas sur la famille de Mathan ; je ne m'occuperai que de la branche dite de Vains et de Pierrefitte, car c'est celle qui vint s'établir à Carabillon.

Claude de Mathan épousa en 1726 Renée-Françoise-Marguerite Fauche *dame de Corday* et de Neuville d'où un fils Pierre-Claude-René-Henri Chevalier, seigneur de Pierrefitte, le Teilleul et Sainte-Marie-aux-Anglais. C'est lui qui par sa mère devint propriétaire de Carabillon et qui fit construire le château à l'époque de son mariage. Il épousa en 1752 Marie-Henriette-Jeanne Le Berceur de Fontenay (*D'azur, au croissant d'argent abaissé sous une fleur de lis d'or*).

Avant de parler des travaux entrepris par M. de Mathan je tiens à rappeler un dossier (1) qui m'a été signalé par notre aimable et érudit secrétaire général le baron Jules A. des Rotours. Ce dossier se compose d'une note sans signature et de deux lettres à propos d'un échange demandé par M. de Mathan. Voici une lettre qui mettra bien au courant :

« Paris, le 23 juin 1784.

« Monsieur le marquis de Mathan, Monsieur et cher Confrère, demande au Conseil l'homologation d'une délibération prise par les habitants de Cordey par laquelle ils lui ont cédé deux portions de bruyère (2) situées dans ladite paroisse de Cordey et sur lesquelles il y avait contestation à la charge de faire faire à ses frais les réparations des chemins pour lesquels la communauté était poursuivie à la requête du Procureur du Roi du baillage de Falaise et de leur païer en outre une redevance annuelle de 270 livres pour servir aux besoins publics de lad. Paroisse.

« J'ai l'honneur de vous envoyer avec le mémoire contenant sa demande les délibérations de la Communauté des 14 et 21 juillet 1782. Je vous prie de les examiner et en me marquant si vous ne trouvez point d'obstacle à l'homologation de ce traité, de me faire part des observations dont vous l'aurez jugé susceptible, ainsi que de votre avis.

« J'ai l'honneur d'être avec un sincère et respectueux

(1) Archives de l'Orne, C 684.

(2) Ces bruyères touchaient les avenues et les bosquets du château.

attachement, Monsieur et cher Confrère, votre très humble et très obéissant serviteur.

« DEBONNAIRE DESFORGES.

« M. Julien, intendant d'Alençon. »

Le signataire de cette lettre appartenait à une famille de robe originaire du Maine. On trouve leur nom écrit de diverses façons et entre autres Débonnaire et de Bonnaire. Ils étaient intitulés Barons de Forges et étaient alliés aux Pasquier, seigneurs de Coulans (Maine). Leurs armoiries étaient : *De gueules, au chevron d'or accompagné de trois besans du même.*

La seconde lettre datée de Falaise (1^{er} juillet 1784) est pour engager à accepter l'échange demandé par M. de Mathan et elle fait ressortir que c'est un grand avantage pour la commune de Corday. Elle est signée : Brunet.

Sauf les *B* qui sont toujours en majuscules, aucune autre ne figure dans cette lettre même si c'est au commencement d'une phrase ou un nom propre. Je ne crois pas devoir en donner copie.

Je tiens à faire une observation à cause du titre de Marquis donné à M. de Mathan. Un de ses parents Bernardin fit ériger en marquisat en 1736 sa terre de Mathan (près d'Aulnay-Calvados). Comme la famille n'est pas éteinte, on pourrait donner la liste de ceux qui ont porté ce titre. Je ne sais si le possesseur de Carabillon en prenait un ; il est parfois désigné comme Comte ; en tous cas il ne pouvait se qualifier de Marquis (1).

M. de Mathan n'épargna rien pour faire de son château de Carabillon une magnifique demeure. La façade qui était surmontée de ses armoiries, dont j'ai donné la description, avait, dit M. de Caumont (2), 110 pieds de longueur sur une profondeur de 40 pieds. Deux étages s'élevaient au-dessus du rez-de-chaussée et les cuisines étaient sous terre. On dit que cette construction ne coûta pas moins de 300.000 livres.

(1) Cependant à l'assemblée de l'Ordre de la Noblesse tenue à Caen le 17 mars 1789 on voit dans le bailliage de Bayeux : Madame Le Berceur de Fontenay, Marquise de Mathan, représentée par M. le Comte de Rabodanges.

(2) Statistique monumentale du Calvados. T. II, p. 539 et 540.

On arrivait par une cour d'honneur fermée d'un côté par une longue grille ou claire-voie qui avait coûté plus de 30.000 livres. Derrière le château était le jardin embelli de vases, de statues, de corbeilles sculptées, de charmilles, etc , etc.

Devant la façade s'étendait le parc qui renfermait de beaux arbres résineux dans lesquels se jouaient un grand nombre d'écureuils ; les basses-cours, les serres et les dépendances étaient à proximité du château.

L'intérieur était aussi luxueux que l'extérieur ; on y voyait des lambris sculptés, des peintures, une belle bibliothèque, des œuvres d'art et de fort beaux meubles.

Je ne puis résister à raconter une légende touchant à la construction. Je la tiens d'un vieillard mort depuis longtemps ; d'ue d'une excellente mémoire il savait toutes les anecdotes du pays.

Il prétendait donc qu'un jour du mois de juillet où la chaleur était excessive les maçons qui travaillaient à la construction du château furent désappointés quand la femme qui faisait leur cuisine déclara que le diner n'était pas prêt. « Allez vous reposer, leur dit-elle, et je vous préviendrai quand il sera temps de venir manger. Je vous promets un bon plat. »

Les maçons quittèrent donc leurs tabliers et chacun chercha une bonne place ombragée pour pouvoir y dormir. La fatigue et la grande chaleur ne tardèrent pas à produire leur effet et bientôt tous les ouvriers dormaient d'un profond sommeil. Lorsqu'enfin le diner fut prêt la cuisinière fut obligée d'aller les réveiller les uns après les autres. Ils arrivèrent les uns mal réveillés, maugréant après ce long retard, les autres en ayant pris leur parti. On leur servit alors un vaste plat de tripes (1) qui dérida tout le monde parce qu'il fût trouvé excellent. Quand après avoir bien diné on se leva pour se mettre gaiement au travail, chacun s'en alla pour prendre son tablier à l'endroit où il l'avait déposé, mais toutes les recherches furent inutiles. Il est opportun de dire que jadis (il en était encore ainsi dans mon enfance) tous les maçons avaient des tabliers de peau. Je n'insisterai pas et je n'essaierai pas de

(1) Les appelait-on à cette époque : *Tripes à la mode de Caen* ?

faire croire à la véracité de cette légende ; je tiens seulement à affirmer que je ne l'ai pas inventée et que je me suis borné à la reproduire à peu près dans les termes où on me l'a racontée.

Monsieur et Madame de Mathan menèrent tant à Versailles qu'à Carabillon une existence très luxueuse. Les réceptions et les chasses se succédaient sans interruption. Madame de Mathan a laissé une réputation de beauté et d'élégance ; leur carrosse très bien attelé était précédé d'un courrier à pied très enrubanné.

Si M. de Mathan aimait le monde et les plaisirs il n'était pas calculateur et il avait beaucoup de dettes lorsqu'il mourut en 1788. Comme ils n'avaient pas d'enfants, Madame de Mathan renonça à la succession ; M^{lle} de la Mière héritière maternelle et M. de Magneville héritier paternel l'acceptèrent sous bénéfice d'inventaire.

Toutes les péripéties de la liquidation et de la vente de Carabillon méritent d'être racontées.

Par une transaction passée entre Madame de Mathan, les héritiers bénéficiaires et le syndic des créanciers, il fut établi que le domaine de Carabillon serait vendu à la barre de justice du tribunal de Falaise. L'acquéreur fournira à Madame de Mathan une rente viagère de 5.000 livres dont elle se contente et abandonne son douaire et les deniers seront versés entre les mains du syndic.

En conséquence à l'adjudication du 21 juillet 1790 M. Douësy membre du Parlement fut déclaré adjudicataire moyennant 164.000 livres dont 64.000 payées comptant au syndic ; il gardait les 100.000 livres pour faire à Madame de Mathan la rente viagère de 5.000 livres. Ce capital devait être payé en deux parties : la 1^{re} six mois après la mort de Monsieur de Mathan ; la 2^e un an après. Madame de Mathan étant morte le 27 septembre 1790 il fut passé un acte par lequel M. Douësy devait payer par moitié au 21 juillet 1792 et au 21 janvier 1793. Comme il avait ses fonds prêts il fut contraint de les placer. Mais l'année suivante les paiements furent encore reculés d'un an. Les débiteurs de M. Douësy le remboursèrent en assignats, qui en 1791 valaient de l'argent, mais qui alors avaient beaucoup perdu de leur valeur. Le syndic retardait

toujours pour ne pas être payé et pressé par M. Douësy il demandait que la perte des assignats fut supportée par les héritiers bénéficiaires et non par les créanciers. Enfin d'après un jugement du 3 vendémiaire an IV le syndic fut condamné à recevoir les 100.000 livres et en donna quittance devant notaire le 9 vendémiaire an IV.

On voit que M. Douësy eut beaucoup d'ennuis pour arriver à entrer en possession. Je tiens à rappeler qu'il possédait à Olendon, non pas le château mais un pavillon appelé *La Roche* et le domaine de la Nouette à Verneusse (Eure).

Non seulement le Domaine de Carabillon fut vendu, mais encore tout le mobilier et le portrait de la belle Madame de Mathan. Mon bisaïeul le Chevalier Grandin de la Gaillonnière (1) acheta le Dictionnaire de la Chesnaye des Bois,



6 vol. in-8°. Les trois premiers volumes sont timbrés d'un petit écusson aux armes des de Mathan, sans couronne ; les trois derniers ont un écusson plus grand avec couronne de comte, où le lion, je ne sais pourquoi, est *contourné* (2) Je puis donner la reproduction de ces deux *super-libris*, la Société des Ex-libris français ayant bien voulu prêter les clichés.

L'acquéreur du Domaine de Carabillon, M. Douësy (3),

(1) *D'azur à 3 fers de flèche tombants d'argent* ; il s'occupait de recherches héraldiques, il fut nommé secrétaire de la Noblesse aux Etats généraux de Caen en 1789.

(2) Ces volumes font actuellement partie de ma bibliothèque.

(3) *Alias* Douëzy. — Armoiries : *de gueules, au chevron d'or accompagné de trois besants d'argent*.

appartenait comme les de Mathan à une ancienne famille de Normandie. D'après la tradition il descendait d'un des compagnons de Guillaume le Conquérant allant à la conquête de l'Angleterre. Déjà possesseurs de fiefs à Olendon près Falaise en 1408, la noblesse des Douësy fut confirmée en 1521. En cette même année fut anobli Pierre Baudouin, sieur d'Aisy, garde des sceaux du Vicomte de Falaise qui épousa le 3 octobre 1528 Edouarde Douësy d'Olendon.

La famille possède encore une quittance de 53 sols du 28 décembre 1529 délivrée à Guillaume Douësy pour sa contribution et celle de ses enfants à la rançon du roi prisonnier.

Voici la transcription de cette intéressante pièce dont notre aimable Président a bien voulu se charger :

Nous, Jacques de Harecourt, baron de la Mothe de Cesny Gribon et de Thury en partye et Michel de Saint Germain, sr du lieu et de Saint Lorens en Caux, Commissaires et eslus quant à ce par les nobles de ville et viconté de Falaize, confessons avoir receu de Guillaume Doysy, eseuier, sr de Sacy, la somme de cinquante troys solz tournois qu'il a affirmé par serment que se monte et peult valloir la disiesme partye de revenu d'une année de ce qu'il tient noblement, c'est ascavoir pour ledit fief de Sacy, assis en ceste viconté, pour la dicte somme de LIII sols tournois bailler au Roy nostre Sire ou à celluy qui par luy sera deputé pour subvenir au payement de la rançon d'icelluy seigneur et recouvrement de nosseigneurs ses enfans estans en Espagne. Fait le XXVIII^e jour de décembre l'an mil cinq cens vingt neuf.

Pour la somme de LIII sols tournois

DE HARCOURT

DE SAINT-GERMAIN.

La Cour des aides de Rouen le 27 mai 1628 reconnaît encore la noblesse des Douësy au nom du Roy Louis XIII, 19^e année de son règne.

En 1614 Guillaume Douësy fit construire le château d'Olendon ; l'année précédente (1613) on le qualifiait d'écuyer conseiller du Roy, lieutenant général de la ville et viconté de Falaise. Ses descendants se transmirent longtemps cette charge.

En 1652 Jacques-François Douësy, seigneur de Taillebois, fut maire électif de Falaise. Parmi les curés d'Olendon on

trouve plusieurs membres de cette famille ; en 1525 Jean et Jacques ; en 1541 Jean ; en 1561 Noël ; en 1578 Jacques ; en 1598 Jacques et enfin en 1741 Claude-Louis.

Les Douësy sont alliés avec les principales familles de Normandie ; en effet on trouve plusieurs alliances avec les de Vauquelin dont les branches étaient nombreuses dans la province ; les Vauquelin de Sassy étaient voisins d'Olendon. Je citerai encore les d'Oilliamson, les de Marseille descendants de Marie de Villebresme issue du sang de Jeanne d'Arc ; les Paulmier descendants du fameux navigateur Honfleurais Paulmier de Gonneville qui aborda le premier en 1503 sur les côtes du Brésil.

Un fait curieux c'est le baptême à l'âge de 28 ans de Louis Douësy, fils de Claude et de Catherine Foucher de la Brosse, qui avait été ondoyé à Olendon au moment de sa naissance en 1663. On ne connaît pas la cause de ce tardif baptême et la copie des actes de ces deux cérémonies a son intérêt ; je les donne donc textuellement.

EXTRAIT du Registre des baptêmes faits en l'Eglise d'Olendon par feu Maître Morier Garnier, curé de lad. paroisse.

Le vingtième iour de Juin mil six cent soixante et trois fut ondoyé un fils aîné pour Claude Douësy Escuier sieur et patron d'Olendon et pour noble et vertueuse dame Catherine Fucher. — Donc a esté délivré.

Le présent extraict audit seigneur d'Ollendon par nous soubzsigné Pierre Morel prestre à présent curé de lad. parr d'Ollendon pour luy servir ou a son fils ainsi que besoin sera ce dixième iour de may mil six cent quatre vingt et deux.

Signé P. MOREL (avec paraphe).

Voici maintenant l'acte de baptême (1) :

EXTRAICT des registres des baptêmes mariages et sépultures de l'église paroissiale et Royale de Versailles de l'année mil six cent quatre vingt onze fol. rect. 73.

Louis fils de Claude Douëzy seigneur et patron d'Ollandon et de vertueuse dame Catherine Fucher (2) sa femme, garde du corps du Roy, né au mois de Juin mil six cent soixante trois et

(1) L'original sur parchemin.

(2) Les deux actes mettent Fucher pour Foucher.

ondoyé le vingtième du mesme mois et an que dessus dans lad. paroisse d'Ollandon. Les cérémonies du baptesme luy ont esté supplées le treizième jour de may mil six cent quatre vingt onze par M^{re} André Herculle de Fleury aumosnier de sa majesté en presenee de Moy soussigné, supérieur de la Congrégation de Versailles et curé du mesme lieu. Le parrain a esté Monseigneur Dauphin de France et la mareine son altesse Marie Anne de Bourbon princesse douërièrre de Conty qui ont signé etc. Ainsi signé Louis M. A. de Bourbon, L. de France, André Herculle de Fleury, Hebert (1).

J'ay soussigné supérieur des prêtres de la Congrégation de la maison de Versailles et curé du mesme Lieu Certifiè que cet extrait est conforme à son original, fait aud. Versailles le 27^e feuvier 1692 HEBERT.

Il existe au château d'Olendon (2) une curieuse cheminée ; c'est celle de la salle à manger.

Le trumeau est orné de cinq blasons : au centre les armoiries des Douësy (3) : *de gueules au chevron d'or accompagné de trois besants d'argent* surmontées d'un casque de chevalier avec panaches.

A gauche les Montaigu, marquis d'O, *de sable à trois mains senestres d'argent* et les de Marseille, *d'azur à trois gerbes d'or*.

A droite les d'Oilliamson : *d'azur à l'aigle éployée d'argent becquée et membrée d'or posée sur un baril du même cerclé d'argent* ; et les Vauquelin : *d'azur au sautoir engrelé d'argent cantonné de quatre croissants d'or*.

La plaque de cheminée n'est pas moins intéressante.

Au centre les armoiries des Douësy et des Marseille accolés avec une couronne ducal surmontée d'un casque de chevalier avec panaches ; supports : deux lions.

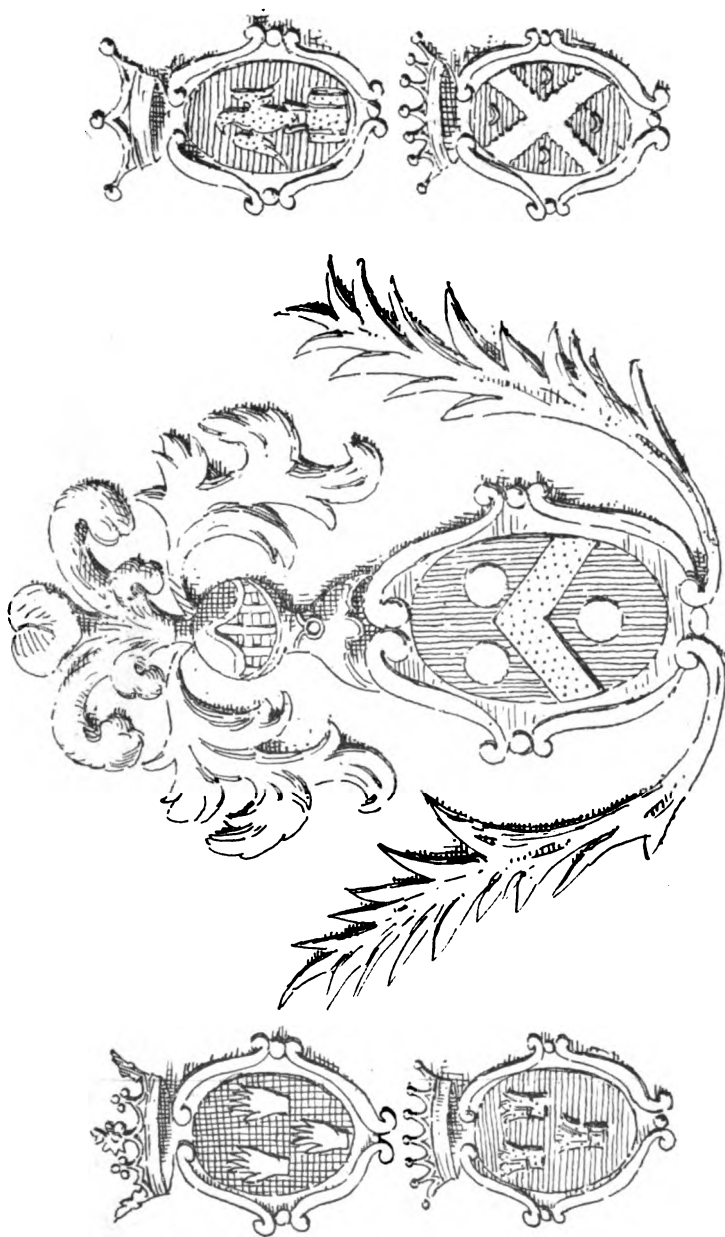
A gauche de Rabodanges : Ecartelé : *au 1 et 4 d'or à la croix ancrée de gueules ; au 2 et 3 de gueules à trois coquilles d'or*. Au dessous les d'Oilliamson et les de Vauquelin.

A droite je suis plus embarrassé pour identifier les écussons. Le premier est chargé d'une tour. Je penserais aux de

(1) Contrairement à l'usage on eut pu faire signer le baptisé.

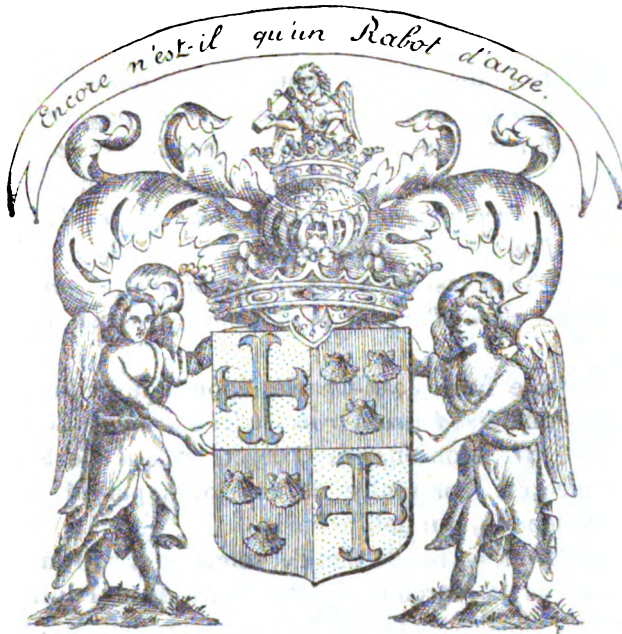
(2) Ce château appartient actuellement au comte de la Roche-Fontenille.

(3) On sait que c'est Guillaume Douësy qui fit construire le château en 1614.



Trumeau de la Cheminée du Château d'Ollendon.

Vauborel, mais sans pouvoir l'affirmer, car je n'ai pas connaissance d'alliance des Douësy avec cette famille. Les mêmes raisons m'empêchent d'identifier le second blason qui porte trois besants ou tourteaux. Quant au troisième je puis presque affirmer que ce sont les armoiries des Bazin de Besons (1) : *d'azur à trois couronnes duciales fleuronnées de cinq pièces d'or, 2 et 1.*



Cette plaque a encore trois autres écussons, mais je ne sais pour quelle cause, ni à quelle époque on l'a enterrée de façon que je ne puis en parler que d'après des souvenirs. Je crois pouvoir affirmer que celui du milieu représentait un Dauphin en souvenir de l'illustre parrain de Louis Douësy. Un autre

(1) Le premier auteur connu de la branche qui s'est perpétuée jusqu'au XIX^e siècle, était, d'après la tradition, marchand d'étoffes à Troyes à l'enseigne des Trois Couronnes. Ses armoiries rappelaient donc cette enseigne. Venus en Normandie ils s'allient avec les d'Héricy, les de Bricqueville, les de Meurdrac, et enfin Zoé de Bazin épousa en 1819 le comte de Beaurepaire de Louvagny. On sait que Louvagny est à une faible distance d'Olendon.

portait les armes de Brassard (*alias* Brasard) : *Coupé dentelé d'azur et de gueules* (1).

D'après une photographie communiquée par Mademoiselle de Vendeuvre pour la plaque, et d'après les croquis de M. le Curé d'Ollendon et de Mademoiselle de Maussion pour le trumeau nous avons pu donner deux reproductions qui vaudront mieux que mes descriptions. J'ai cru aussi devoir y joindre les armoiries des Rabodanges que j'avais fait faire, d'après le dessin de M. Paul de Farcy, pour une autre publication.

Un frère de Louis, Claude épousa noble dame Marguerite Pigace (*de sable, à la fasce d'argent, accompagnée de trois molettes d'éperon du même*) dont les descendants se continuent jusqu'à nos jours dans les familles de Maussion (*d'azur au chevron d'or, accompagné en chef de deux étoiles d'argent et en pointe d'un cyprès, aussi d'or, posé sur une montagne du même*) et Tallevast (*de sable au sautoir d'or accompagné à dextre d'une épée d'argent et à senestre d'une flèche du même*).

Le troisième frère Jean-Charles épousa le 21 juillet 1712 Marguerite du Bois (*d'azur à trois trèfles d'argent*). Ce mariage fut célébré par Monseigneur Turgot, évêque de Séz. La descendance est représentée de nos jours par M. Douësy, Baron d'Ollendon, qui habite Paris.

François Douësy, fils de Claude, seigneur et patron d'Ollendon, sieur de la Varendé épousa Marie-Anne Paulmier de Gonneville ; elle descendait du fameux navigateur Honfleurais Paulmier de Gonneville, qui aborda le premier sur les côtes du Brésil ; de cette union un fils Louis-François.

Ce Louis-François Douësy, écuyer, seigneur de Montfort, Bois Richard, Bois Bourrée, etc., conseiller au Parlement de Rouen, nous intéresse spécialement car il fut l'acquéreur de Carabillon.

La famille conserve cinq lettres du mois de septembre 1771 signées du roi Louis XV ordonnant de se retirer dans ses terres et de n'en pas sortir sans autorisation ; d'autres pour se rendre à Rouen. Cette époque a du reste été appelée l'exil des

(1) C'est un des rares blasons sans métal.



Plaque de Cheminée du Château d'Ollendon.

Parlements. Je me bornerai à reproduire une lettre de 1774 :

Mons. Douësy. Je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous rendiez avant le dix du mois prochain dans ma ville de Rouen, et que vous y attendiez mes ordres. La présente n'étant à d'autre fin je prie Dieu Mons. Douësy, qu'il vous ait en sa sainte garde. Ecrit à Fontbleau le 30 octobre 1774.

Signé : LOUIS.

Contresigné : BERTIN.

Si j'ai donné copie de cette lettre c'est parce que l'on a biffé *et digne* qui n'étaient pas dans les autres lettres et sans doute un simple conseiller de Parlement n'avait pas droit à cette formule.

Je citerai aussi deux lettres signées du Duc d'Harcourt en novembre 1771. Dans la première il dit qu'il transmet au Roi la demande de M. Douësy et dans la seconde, la permission d'aller passer quatre ou cinq mois à Lisieux, où il avait un hôtel, pour les couches de Madame Douësy, est accordée.

Monsieur Douësy avait épousé Marie-Anne-Caroline des Molières de l'Aumondière d'où quatre enfants : Un fils qui mourut jeune à Saint-Domingue vers 1790 et trois filles : Madame de Foulques (*d'azur à une foulque d'argent tenant en son bec une fleur de lis d'or affrontant un lion d'or*) descendance éteinte ; Madame de Rulhière, dont une fille épousa Monsieur de Maussion, père du Colonel de Maussion, et Madame de Gland de Villiers. Ces deux dernières ont encore actuellement des descendants et je citerai entre autres les de Courseulles.

Monsieur Douësy ne mena pas à Carabillon une existence aussi luxueuse que Monsieur de Mathan, mais il installa une chapelle dans le château et tout ce qui était nécessaire à la tenue de maison d'un gentilhomme. En somme il vécut en grand seigneur et fit vivre beaucoup de monde autour de lui.

Plusieurs anecdotes, qui m'ont été racontées dans mon enfance, donneront une idée de son caractère ; il est bien entendu que je ne puis nullement en garantir l'authenticité.

La légende la plus connue est celle des poulains ; on prétend qu'ils arrivèrent à l'âge de 28 ans (d'autres disent même

30 ans) sans avoir été terrés et par conséquent sans avoir rendu aucun service.

A l'époque où Monsieur Douësy habitait Carabillon (chose qui paraîtra extraordinaire à la génération actuelle) les chemins étaient impraticables. On voyageait alors beaucoup à cheval, car les voitures ne circulaient pas sans danger, on craignait toujours de verser ou de tomber dans une fondrière ; si l'on effectuait un voyage sans danger ce n'était pas rapide, car les voitures ne pouvaient aller qu'au pas. Les châtelains sortaient peu et n'allaient pas, comme maintenant, faire continuellement leurs emplettes dans les villes. Les campagnes étaient parcourues par des marchands ambulants ou colporteurs auxquels on donnait le nom de *porte-balles* parce que c'est sur leur dos qu'ils transportaient leurs marchandises.

Le métier était bon et l'on pourrait citer en Normandie et dans le Perche des fortunes considérables dont les débuts ont été bien modestes en allant offrir leur assortiment de maison en maison.

Quelques-uns de ces *négociants* portaient sur leurs robustes épaules avec l'aide de leur aune (1) une pièce de toile. Ils trouvaient le meilleur accueil à Carabillon et après la mort de M. Douësy on trouva un appartement rempli de ballots de toile.

Nos grands-pères et nos grands-mères dans un certain rayon autour de Falaise avaient l'habitude d'acheter tout ce qui était nécessaire pour l'année à la foire de Guibray. Il m'est impossible d'entrer dans le détail de tous ces achats, je dirai seulement que M. Douësy en homme prévoyant y achetait par douzaines des souricières et des mouchettes. Que nous serions malheureux s'il fallait en revenir à ces modestes chandelles qui éclairaient si mal, sentaient si mauvais et qu'il fallait constamment moucher.

On sait que les graines ailées du sycomore se détachent de l'arbre et vont au loin se semer. Une de ces graines tomba un jour entre deux marches du perron du château de Carabillon ; elle y germa et bientôt on vit un arbuste qui finit par devenir

(1) L'aune avant l'adoption du système métrique était une mesure de 1 m. 20.

un arbre ; il fut question de l'abattre, mais on ne le fit pas et ses racines finirent par renverser les marches.

La seule conclusion que je prétends tirer de ces diverses anecdotes c'est que l'on ne mettait pas en pratique à Carabillon le proverbe : *Ne remettez pas au lendemain ce que vous pouvez faire le jour.*

De la bibliothèque de M. Douësy, qui devait être belle, on ne connaît plus rien que son ex-libris, dont la plaque existe encore. La reproduction ci-jointe en donne bien l'idée ; c'est un élégant cartouche Louis XV entourant les armoiries, surmonté d'une couronne de marquis avec la légende : « M^r Douësy conseiller au Parlement de Normandie. »

En 1828, M. Douësy mourut à l'âge de 84 ans ; ses héritiers mirent en vente le domaine de Carabillon ; mais ils ne



*M^r Douësy Conseiller au
Parlement de Normandie.*

trouvèrent pas d'acheteurs immédiatement. D'après Meriel les pavillons du château furent démolis en 1833. Le château fut loué au moins pendant une saison à la famille Riant, bien connue à Paris. M. le Baron Jules des Rotours me dit que son cousin M. Ferdinand Riant, conseiller municipal de Paris, mort il y a quelques années, se souvenait d'avoir passé dans son enfance un été à Carabillon. Enfin deux propriétaires voisins acquirent le domaine en 1837. L'année suivante le

château fut démoli et le parc dépouillé de ses arbres fut mis en culture ; il ne resta debout que les bâtiments de la ferme.

La famille de Foulques sauva de la destruction deux beaux vases avec fleurs et fruits sculptés qui ornaient le parc ; ils furent transportés au manoir du Cornet, près Laigle (Orne) ; l'un des vases est encore actuellement assez bien conservé ; l'autre n'a pu résister à l'effet des gelées.

La belle grille d'entrée en fer forgé fut transférée au portail de l'église Saint-Gervais de Fa'aise où l'on peut la voir encore. Les beaux lambris sculptés du salon sont maintenant dans un château voisin.

Que mon excellent ami le Colonel de Maussion, auquel je dois d'être si bien documenté sur son bisaïeul M. Douësy et sur sa famille reçoive ici tous mes remerciements.

Si je n'ai pu trouver autant de détails historiques que j'aurais voulu, j'espère que les légendes feront sourire et ainsi me feront trouver grâce devant mes lecteurs, si toutefois j'ai la bonne fortune d'en avoir.

R. DE BRÉBISSON.

NÉCROLOGIE

M. l'abbé Ph. BARRET

Le 6 février 1907 mourait à Paris M. l'abbé Philibert BARRET, âgé de cinquante-quatre ans. Une notice est bien due à cet ouvrier de la première heure, qui apporta sans compter son concours aussi intelligent que dévoué à notre Société. Par ses travaux d'ailleurs il lui a réellement fait honneur.

D'intelligence très ouverte, d'un flair accompli pour la découverte des documents du passé, et d'un incontestable talent pour les coordonner et les présenter au lecteur, M. l'abbé Barret se mit de suite à l'œuvre.

Son passage par le collège de Mortagne n'avait pu que développer sa facilité à tenir la plume.

Devenu ensuite curé de Larré, il sut noblement utiliser les loisirs que lui laissa l'administration de cette modeste paroisse.

Transféré de là à Mieuxcé, il sut encore trouver du temps pour les études historiques, sans rien retrancher de ce qu'il devait à son ministère.

Nommé enfin à Notre-Dame de la Place à Séez, il trouva dans les grands souvenirs et les remarquables monuments du lieu un nouvel excitant pour le développement de ses goûts d'étude.

S'il dut faire un peu relâche pour devenir pendant deux ans aumônier du château de Petiteville, près Bourth, dans l'Eure, ce fut toujours sans nul détriment pour ses travaux historiques.

Entré alors dans le clergé de Paris, il fut tout d'abord attaché à la paroisse de Boulogne-sur-Seine, puis finalement à l'église Sainte-Clotilde. Là, se trouvant près de nos Archives nationales et des grandes bibliothèques de la Capitale, il sut puiser à ces sources si riches, et y amassa en vue de l'avenir d'abondants et précieux documents.

D'ailleurs, de loin comme de près, il resta toujours fidèle à la Société, s'intéressant à ses travaux, et continuant de lui prêter son concours par une collaboration fort appréciable. Aussi, quoique éloigné, l'avait-on maintenu de la Commission de lecture.

M. l'abbé Barret a publié sur divers sujets des articles très appréciés, notamment dans le *Bulletin monumental*, les *Documents sur la Province du Perche*, le *Bulletin de la Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, les *Etudes franciscaines*, le *Journal d'Alençon*, la *Semaine Catholique de Sées*, l'*Indépendant de l'Orne*, etc.

Il a surtout laissé quelques travaux d'une importance plus considérable, auxquels son érudition, sa science archéologique et l'élégance de son style donnent une vraie valeur.

De ce nombre est sa notice sur le collège de Sées, où en quelques pages très documentées il fait très bien ressortir le passé de cette maison, qui ne fut pas sans gloire, et dans laquelle l'Eglise eut bonne part.

Son étude sur le prieuré de Sainte-Gauburge fut aussi très appréciée dans le temps.

Son travail sur la Chapelle de Notre-Dame de Pitié, de Longny, est une œuvre très documentée et assez fouillée, qui fait honneur aux pages de notre Bulletin.

Mais l'œuvre surtout qui eut tous les soins de M. l'abbé Barret fut ce qu'il consacra aux monuments religieux de Sées, pour l'important ouvrage de la *Normandie monumentale*. On sent que là il était absolument épris du sujet, et qu'il l'a traité avec amour.

Parlant de la reconstruction de la Cathédrale de Sées, telle qu'elle se fit au ^{xiii}e siècle, il rend très bien les choses quand il dit : « Les pèlerinages de Lourdes peuvent seuls à notre époque donner une idée affaiblie de cette passion de prières, de sacrifice, de ces élans vers le surnaturel, qui transportaient toutes les classes de la société sans exception. Littéralement, la foi du peuple de France soulevait des montagnes. La question n'était pas de rebâtir des églises, ruinées ou incendiées. On voulait offrir à Dieu, par l'entremise de Marie, des temples dignes de lui, et l'obliger ainsi à répandre avec profusion sa miséricorde et ses grâces extraordinaires. »

Vient ensuite la description du monument avec une richesse et une technique de détails, qui font honneur à l'écrivain et à son sujet.

Le palais épiscopal, l'ancienne abbaye Saint-Martin, l'église Notre-Dame de la Place, avec ses curieux bas-reliefs, ont ensuite leurs pages pleines d'intérêt.

M. l'abbé Barret était non seulement écrivain d'érudition et de talent, mais aussi un peu artiste à ses heures. Muni de son appareil photographique, il relevait avec goût pour la reproduction phototypique nombre de détails intéressants des monuments qu'il étudiait. C'est ainsi qu'il a pu enrichir plusieurs de ses productions littéraires de vues et planches d'un réel intérêt.

Il avait aussi réuni un certain nombre de notes précieuses sur le passé de l'Hospice de Sées, mais il a disparu avant d'avoir pu en tirer le parti qu'il se proposait.

Dans ces derniers temps il s'était aussi appliqué à un travail d'étude sociale sur le *Péril Juif*, le *Néo-Judaïsme* ou le *Nouveau plan de destruction de l'Eglise Catholique*. Ce travail parut dans la Revue du Monde Catholique, à la date du 1^{er} avril 1905. Sujet aussi vaste que délicat, où l'on sent la main perfide, sans que la main vengeresse puisse toujours comme elle le voudrait, infliger la flétrissure du fer chaud au front des vrais coupables. En traçant ces pages, M. l'abbé Barret était un convaincu, qui cherchait à porter remède au mal qui ruine son pays.

Cet infatigable laborieux en était là, quand il fut atteint de ce mal qui sévissait alors sur la capitale, l'influenza. C'était aux derniers froids de l'hiver, la scène mouvementée de la tentative d'inventaire officiel, pour l'église Sainte-Clotilde, s'accomplissait en face de sa demeure. Lui, le chroniqueur de tant de récits du passé, comme s'il eût voulu avoir la vue de cette nouvelle page d'histoire, qu'écrivaient alors les catholiques de France, il quitta le lit, pour se porter un instant à la fenêtre, et assister au moins de chez lui à cette protestation de la foi contre la force. Cela lui fut fatal, car il y gagna un refroidissement, qui aggrava le mal et amena la mort.

Par ses dispositions dernières il a légué à la Société historique de l'Orne ses manuscrits et ses notes sur le diocèse de

Sées. Cette attention mérite reconnaissance, car par la suite plusieurs pourront trouver dans ce fond de très utiles renseignements pour leurs études particulières.

Ses services et ses travaux méritaient une mention, qui devait consacrer sa mémoire dans les pages de ce Bulletin.

Avec l'hommage de l'éloge et de la reconnaissance, nous aimons encore à exprimer ici le regret d'avoir vu trop tôt disparaître cet ouvrier de la première heure, cet honorable collègue.

L. D.

BIBLIOGRAPHIE

Madame de Villedieu (Hortense des Jardins) **1632-1692**, par Emile MAGNE. — In-16 de 434 p., *Mercur de France*, 1907.

Ce n'était pas une vie édifiante que celle d'Hortense des Jardins, même contée avec bienveillance et discrétion par Gustave Le Vavasseur en l'une de nos séances solennelles (1) : elle l'est beaucoup moins encore, dans une série intitulée *Femmes galantes du XVII^e siècle*, sous la plume de M. Emile Magne, auquel nous devons déjà un livre savoureux sur *Scarron et son milieu*. Cet érudit écrivain ne recule pas devant le détail cru, le mot propre — ou plutôt malpropre — quoiqu'il ait bien assez d'esprit pour se passer de semblable piment. En tout cas, il donne ainsi l'impression très vive que l'on se méprend absolument, si l'on considère le grand siècle classique comme uniformément ordonné, correct et compassé. Le libre épicurisme y garde de francs adeptes, parmi lesquels il faut ranger nombre d'amis de Madame de Villedieu et elle-même.

Née en 1632, d'après Odolant Desnos — (Gustave Le Vavasseur lui fait la gracieuseté de la rajeunir de quelques années) — Alençonnaise par son père, Guillaume des Jardins, avocat, qui fut pourvu en 1658 d'une charge de lieutenant du prévôt général de Normandie, fille d'une mère qui avait été à Madame de Vertus, puis à la peu austère duchesse de Montbazou, c'est au pays natal et avec un cousin de son nom qu'Hortense paraît avoir débuté dans la carrière amoureuse. Mais l'enfant qu'à dix-neuf ans elle vint mettre au monde à Paris ne vécut pas plus de six semaines. De suite, la jeune femme se jette dans une vie aventureuse, courant la province et jouant la comédie dans la troupe de Molière (2), revenant à

(1) *Bulletin*, 1893, p. 418-440.

(2) C'est affirmé par M. Emile Magne, contesté par M. de la Sicotière (voir notre *Bulletin*, 1882, p. 227).

Paris, s'enflammant de sa fièvre, s'éprenant d'un brillant capitaine Boesset de Villedieu qu'elle paraît avoir épousé vers 1661, dont elle prend le nom, brouillée avec son mari bien avant la mort de celui-ci survenue en 1667, ne se lassant pas de nouer ou de raconter des intrigues galantes, très voyageuse — en 1667 elle poussa jusqu'à Anvers, la Haye, Amsterdam où l'appelait, dit-elle, un procès, et Spa — éprise un moment de dévotion pénitente et faisant un séjour au couvent, revenant vite à ses habitudes, se remariant en 1677 avec un sexagénaire, le Marquis de Chaste, qui la laissa veuve en 1679 avec un fils, mort peu après. C'est alors qu'au bout d'une course aussi longue et aussi mouvementée elle regagna l'Alençonnais, y retrouva son cousin des Jardins, l'épousa, dit-on, cette fois, et vécut avec lui jusqu'en 1692, s'il faut en croire Desnos fils, mourant à Clinchemore, en Saint-Remy-du-Plain (1).

Madame de Villedieu écrivit beaucoup, vers et prose. Elle se fit une place très honorable dans la république des lettres. Elle eut même, en juin 1665, l'enivrante satisfaction de voir jouer à Versailles une de ses pièces, *Le Favory*, et d'être applaudie de Louis XIV, qui ne s'offusqua pas d'une fable qui semblait pourtant rappeler l'histoire de Fouquet. Le thème ordinaire de sa littérature, comme la grande affaire de sa vie, c'est l'amour, « l'amour qui exalte l'âme et rassasie la chair de délices » (2). Un jour, en dédiant des *Annales Galantes* à Monseigneur de Lionne, elle s'avisa de prétendre qu'elle faisait œuvre morale en donnant « des couleurs fortes à l'impudicité ». Elle se dispensait généralement de toute justification, et elle écrivait hardiment :

. Si l'Amour est un vice,
C'est un vice plus beau que toutes les vertus.

Lorsque l'on songe que cette épicurienne lettrée fut l'amie non seulement de Molière, mais de Boileau, de Patru et de Madame de Sévigné, qu'elle fut pensionnée par Louis XIV, protégée par Henriette d'Angleterre, par le duc de Saint-Aignan, par le secrétaire d'Etat Hugues de Lionne, on se dit

(1) Canton de Mamers.

(2) Emile Magne, p. 351.

que son histoire est bien instructive, parce qu'elle « reflète l'aspect libertin d'un siècle dont la postérité s'entête à ne conserver que les panégyriques » (1).

Baron J. A. DES ROTOURS.

La Géographie botanique de la Bretagne, Limites naturelles du secteur Armoricaïn, par M. Emile GADECEAU (Extrait de la *Revue Bretonne de Botanique*, juillet 1907). — Rennes, Guilmin et Voisin, 1907, 16 p. in-8°.

Pour déterminer ces régions naturelles dont la notion a renouvelé les études géographiques, rien de plus précieux que les observations des botanistes. La flore en effet est indicatrice, non seulement de la nature du terrain, mais de l'altitude et du climat ; d'autre part, elle influe beaucoup sur le mode d'existence de toutes les espèces animales, et même de l'espèce humaine. Les savantes recherches de M. Emile Gadeceau sont particulièrement intéressantes pour nous Bas-Normands, qui sommes limitrophes de la région Armoricaïne. L'auteur donne à celle-ci pour frontière, au Sud, la vallée de la Vilaine qui marque la raréfaction ou la disparition de plantes plutôt méridionales et l'apparition des hêtrées. La fin de cette zone, de notre côté, est plus difficile à fixer. S'aidant des travaux de nos naturalistes, de l'excellente *Flore de Normandie* de M. Corbière et surtout des *Considérations sur la Géographie botanique de l'Orne* (Annuaire Normand, 1895) de notre érudit confrère M. l'abbé Letacq, M. Gadeceau la trouve à l'embouchure de la Vire sur le littoral puis au faite des collines de Normandie jusqu'à Alençon. On jouit encore du climat breton à Domfront, à Couterne et même à Alençon. La brochure contient une petite carte au 600.000^e sur laquelle un pointillé permet de suivre cette ligne de démarcation, moins nette évidemment dans la réalité, les frontières entre

(1) Emile Magne, p. 392.

deux régions naturelles étant souvent flottantes et n'empêchant pas de multiples pénétrations réciproques.

Baron J. A. DES ROTOURS.

La Crémation et les rites funéraires du Cambodge
(*Crémation de Sa Majesté Noroudam, roi du Cambodge*), par
Adhémar LECLÈRE. — Hanoï, F. H. Schneider, imprimeur-
éditeur, 1907, IV-155 p., grand in-8°.

Le nouveau livre de notre confrère M. Adhémar Leclère fait suite à une série d'études sur la religion, les lois, les institutions, la littérature et les monuments du Cambodge. Il est précédé d'un très remarquable exposé des rapports qui existent, dans ce pays, entre la loi religieuse et la loi civile. M. Leclère insiste surtout sur la survivance des rites aux institutions chargées de les conserver. Les rites durent par eux-mêmes, parce qu'ils répondent à un fonds de doctrines et de croyances qui vit dans la conscience de la masse du peuple et dans celle des dignitaires petits ou grands qui, au Cambodge, composent exclusivement la classe dirigeante.

Ce qui paraît particulier à ce pays, c'est que ce ne sont pas les religieux bouddhistes, mais les *achars* ou lettrés, anciens religieux ayant passé plusieurs années dans les monastères, qui sont appelés à présider aux cérémonies civiles qui accompagnent tous les actes principaux de la vie des Cambodgiens. Ils veillent à l'observance de tous les rites ; mais on pourrait, d'ailleurs, procéder sans eux, avec un autre laïque, n'importe lequel, si ce laïque connaissait les rites. L'exclusion des religieux est donc le trait caractéristique de cette coutume.

« L'*achar*, dit M. Leclère, n'est en rien un homme de condition sociale, supérieure à celle des autres hommes ; il est plus respecté que la plupart, parce qu'il est plus instruit, parce qu'on le consulte toujours de préférence à un moins instruit, et c'est tout. Il n'a pas dans la Société une place légale, semble même à celle du religieux. Par conséquent, il

n'est pas plus que le religieux un agent consacré de la conservation des mœurs antiques et des rites anciens. En fait les religieux bouddhistes ayant fait délaisser les brahmanes chapelains et sacrificateurs par les Cambodgiens, s'étant substitués à eux, en tant qu'indicateurs religieux et prieurs, sans consentir à devenir sacrificateurs ou prêtres, les *achars* sont intervenus et se sont à leur tour substitués à eux. »

En résumé, d'après M. Leclère, le rôle du prêtre, à l'origine rempli par le père de famille, par le chef de la tribu ou du peuple (laïques non consacrés), après avoir passé aux brahmanes ou brahmes (prêtres consacrés) paraît être revenu non au chef, mais à des laïques non consacrés.

Cette évolution constitue un fait digne de l'attention des philosophes et des sociologues.

Quant aux rites funéraires du Cambodge qui remontent évidemment à la plus haute antiquité et qui offrent un spectacle extraordinaire, c'est dans le livre de M. Leclère qu'il faut en lire la description très fidèle. On peut y trouver le reflet des croyances primitives des peuples de l'Extrême-Orient sur la vie future.

LOUIS DUVAL.

COMPTES-RENDUS

Les ouvrages faits en collaboration ou publiés par souscription, suivent le sort des entreprises industrielles. Leur succès dépend souvent moins du talent des auteurs que de l'adresse avec laquelle l'affaire est lancée et conduite. Nous en avons des exemples sous les yeux. La publication de l'*Orne Archéologique et Pittoresque*, ouvrage remarquable et qu'il est difficile aujourd'hui de se procurer, fut péible et nullement avantageuse pour les éditeurs. La *Normandie Monumentale*, éditée par la maison Le Males a été pour elle une

ruine. Les *Dictionnaires biographiques départementaux* (1), dits *Livres d'or*, publiés par la librairie Flammarion obtiennent un succès complet, tout en étant loin d'avoir la valeur des ouvrages dont on vient de parler.

Le volume consacré au département de l'Orne, qui vient de paraître, pris dans son ensemble, est intéressant et curieux. Il renferme des autobiographies d'une naïveté ou d'une audace amusantes. Mais l'absence complète de critique, de révision, est un défaut qui choque les hommes de goût. Ce n'est pas une œuvre, c'est comme le tohu-bohu d'une exposition, d'une foire, dans lequel les hommes du plus haut rang sont coudoyés par des gens qui jouent des mains et des pieds pour arriver plus vite, ou simplement pour se faire voir. Dans ces Dictionnaires biographiques, en effet, certains souscripteurs discrets et non des moindres, se sont contentés d'une simple carte avec leur nom et leur adresse. D'autres, au contraire, se sont cru obligés à dérouler le tableau de leur généalogie qui remonte parfois au-delà des croisades, et il faut leur savoir gré de cette condescendance. D'autres, moins amusants, racontent leurs exploits, leurs prouesses, leurs aptitudes, ce qu'ils ont fait et même ce qu'ils auraient pu faire, si la fortune leur avait été plus favorable.

Quant aux précisions intéressantes et profitables que l'on a droit de demander à Vapereau, et que nous, Normands, nous sommes toujours sûrs de trouver dans le *Manuel du Bibliographe normand*, d'Edouard Frère, il ne faut pas y compter. Dans le *Dictionnaire biographique de l'Orne*, beaucoup de noms célèbres et même glorieux brillent par leur absence. Ces lacunes sont d'autant plus sensibles que sur les 466 noms qu'il renferme, plus de cent cinquante auraient pu être supprimés sans dommage pour le lecteur, attendu qu'ils ne figurent que comme réclame commerciale. On s'étonne aussi que, parmi les vivants et bons vivants, on ait fait figurer, on ne sait pourquoi, certains illustres morts dont la place est marquée dans une galerie historique, mais non pas dans un Dictionnaire des Contemporains, tels qu'Ambroise de Loré,

(1) *Dictionnaires biographiques départementaux. Orne. Dictionnaire biographique et Albums*. — Paris, librairie E. Flammarion, Nœales et C^{ie}, éditeurs, rue du Regard, 14. — VII, 838 p. in-8°, photogravures.

compagnon de la Pucelle, très étonné de se retrouver côte-à-côte de M^e Livache, notaire à Ceaucé, tels que Jean II, duc d'Alençon, que Jeanne d'Arc appelait son « gentil duc », placé vis-à-vis de M. Jean, secrétaire de la mairie de Flers. Quel besoin y avait-il aussi de faire figurer dans ce Dictionnaire un assassin né à Alençon, sans faire aucune mention des membres de sa famille qui ont tenu un certain rang parmi les lettrés et les hommes politiques. Il y a là une série de contresens que l'on s'explique difficilement.

Pour donner un air plus cossu à ce Dictionnaire déjà trop lourd et trop encombré, on a jugé à propos de le faire précéder d'un résumé historique, à l'usage des primaires. C'est une succession d'affirmations tranchantes qui tombent comme des coups de couperet sur le lecteur, sans lui donner le temps de se retourner. On peut, d'ailleurs, juger de l'esprit qui a présidé à cette rédaction par les citations suivantes :

P. 2. — « Le premier évêque de Sées fut saint *Luthuin*. »

« Sées devint le chef-lieu d'un des plus *grands* diocèses de cette époque. »

P. 7. — « Les fameuses fabriques de dentelles, si renommées sous le nom de point d'Alençon, furent créées par une dame *Gilbert*, avec l'appui de Louis XIV. »

« La duchesse de Guise établit dans la ville d'Alençon une petite cour brillante qui contribua beaucoup à sa prospérité. »

P. 23. — « Pendant la Ligue, des crimes nombreux sont commis contre les protestants. »

« La Révolution fut accueillie avec enthousiasme dans le département de l'Orne. » (P. 9)

P. 24. — « La ville d'Alençon n'eut pas trop à souffrir du pillage des bandes commandées par Louis de Frotté. »

P. 28, 29. — « Les Alençonnais peuvent revendiquer un certain nombre d'hommes célèbres : Goupil de Préfeln, Gautier Garguille. *Sciences et arts*, M^{lle} Le Normand, célèbre cartomancienne. »

(Parmi les historiens et les lettrés, de L. de La Sicotière, pas un mot).

P. 30. — « Argentan. Fabrique de dentelles *ordinaires*, dites point d'Argentan. »

P. 32. — « Cette ville a vu naître le poète Yveteaux, précepteur de Louis XIII. »

P. 40, 41. « Bagnoles-de-l'Orne. Du temps des Romains cette

station thermale avait été fréquentée par des proconsuls, des chefs de légion, des centurions, à la suite de Jules César. »

Malgré ces taches, ce recueil, je le répète, n'est pas sans intérêt. Des biographies bien étudiées, bien écrites font oublier les médiocrités vaniteuses qui s'y étalent avec une complaisance dont la répétition finit par fatiguer. On ne peut que regretter que les éditeurs de cette publication n'aient pas réussi à faire comprendre à certains biographes qu'il était de leur propre intérêt de ne pas essayer de monter trop haut, mais de se contenter de suivre le fond de la rivière et de se laisser aller au fil de l'eau. Mais s'ils avaient parlé sur ce ton la souscription aurait-elle été aussi fructueuse ?

LOUIS DUVAL.

GUESNON (A.). **La surprise d'Arras, tentée par Henri IV en mars 1597, et le Tableau de Hans Coninxloo.** Notice accompagnée de quatre phototypies et d'une planche lithographique. — Extrait de la *Statistique Monumentale*, publiée par la Commission des Monuments historiques du Pas-de-Calais, 1907, in-4°, 67 p., 5 pl.

On sait qu'Henri IV après l'extinction de la Ligue et au moment même où il préparait le rétablissement de la paix religieuse se trouva aux prises avec des difficultés dont, malgré son courage inlassable et la sagesse de ses conseils, il ne parvint pas toujours à triompher, même au prix des plus grands efforts. Telles furent ses deux tentatives pour reprendre Arras, en mars et en octobre 1597, dont notre savant confrère, M. A. Guesnon, membre honoraire du Comité des travaux historiques et scientifiques, vient de publier une relation pleine d'intérêt. Cette notice est accompagnée de documents inédits, éclairés par un commentaire qui ne laisse subsister aucune incertitude sur les détails de ces événements au sujet desquels les historiens ont commis des confusions que l'on a peine à s'expliquer. Elle est, en outre, illustrée de quatre phototypies du tableau de

Hans Conincxloo représentant la surprise d'Arras, tentée par Henri IV et le portrait de la ville, travail exécuté à la demande des Artésiens, fiers de conserver un monument de la résistance victorieuse qu'ils avaient opposée à l'armée du Béarnais, devenu roi de France.

C'est en vain qu'on cherche dans le *Dictionnaire biographique de l'Orne*, récemment publié par la Maison E. Flammarion, le nom de M. Guesnon, ainsi que ceux de plusieurs contemporains qui font honneur au département de l'Orne. M. Guesnon (Henri-Adolphe), est né à Planches le 23 novembre 1824. Il a fait toutes ses études au collège d'Argentan, à partir de novembre 1837. Il débuta dans l'enseignement universitaire en 1844, au collège de Valognes, où il connut encore sur les bancs Léopold Delisle, qui est resté son ami, après être devenu son maître.

LOUIS DUVAL.

LECLÈRE (Adhémard), résident de France au Cambodge. **Histoire de Kâmpot et de la rébellion de cette province en 1893-1896.** — Hanoï, F.-H. Schneider, 1907, grand in-8°, 34 p.

Kâmpot, ou plus exactement Kômpot, est situé sur la rive droite de Prék-Thom ou grande rivière, à quatre kilomètres environ de l'embouchure du bras ouest qui se jette dans le golfe de Siam, au nord-est de l'île de Phu-Quôc.

C'est, au point de vue administratif, une agglomération de huit villages, cambodgiens, chinois, annamites, malais, de 2.500 habitants.

C'est le seul port maritime du Cambodge et le chef-lieu d'une province qui porte le même nom, à la tête de laquelle est un gouverneur cambodgien ayant le titre de mandarin à neuf sâkh et d'un résident français.

M. Adhémard Leclère, qui connaît à fond l'histoire de ce pays, nous en donne un résumé intéressant.

Les chroniques royales fournissent peu de renseignements sur le passé de Kâmpot. M. Leclère a interrogé les monuments du pays ; il a découvert dans la brousse, derrière le village

cambodgien de Kâmpot, une sorte de tumulus, sur lequel se trouvent trois petites pierres debout qui sont l'objet d'un culte secret de la part des indigènes et qu'il considère comme une représentation grossière du *lingam*.

Des usurpateurs, des imposteurs qui se faisaient passer pour des membres de la famille royale et qui essayaient de soulever les populations ont joué, à plusieurs reprises, un grand rôle dans l'histoire de ce pays. Le dernier est le faux Ank-Phim qui, en 1885, fit une tentative de ce genre en persuadant aux habitants de la province de Kâmpot qu'il possédait une eau magique qui les rendait invulnérables. L'occupation française a mis fin, en 1886, à cet état d'anarchie. La prise du fort où s'étaient rétranchés les rebelles par la colonne commandée par le capitaine Leroy et le lieutenant de Vambert, fut suivie d'un état de paix dont le pays profita. A partir de cette époque les fonctions du résident envoyé à Kâmpot, M. Saintenoy, devinrent faciles. On put même, en 1888, supprimer le poste militaire de Kâmpot.

LOUIS DUVAL.

MERTE

D'après les n^oales et départementales

Ce prix de ndés par le même.

AVIS

Mortagne Place forte et Ville ouverte

Asseoir à vol d'oiseau une ville ancienne, en remontant aux temps les plus reculés, avec ses ouvrages de défense, ses monuments détruits ou désaffectés, sur la *planimétrie* actuelle de cette même ville, semble, au premier abord, un tour de force.

Ce tour de force, M. FOURNIER, *Secrétaire de la Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, vient de l'exécuter, et cela de la façon la plus heureuse.

Il est vrai qu'il n'a pas mis moins de dix années à rassembler les matériaux de cette entreprise disséminés un peu partout et que c'est seulement le 30 septembre dernier qu'il a pu présenter, à la *Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, le résultat de ses laborieuses recherches.

Son travail qu'il a intitulé *MORTAGNE PLACE FORTE ET VILLE OUVERTE* représente, en un cadre d'environ 0 m. 50 de haut sur 0 m. 60 de long, avec une clarté et une exactitude étonnantes — et rien n'y a été sacrifié à la fantaisie — l'état ancien et l'état actuel de la ville de *Mortagne au Perche*, d'après les nombreux vestiges qui se voient encore sur le terrain, et surtout les manuscrits et les plans retrouvés par l'auteur aux Archives nationales et départementales.

Le résumé de ce travail de longue haleine et dont la réduction au cinquième ne peut donner qu'une très faible idée est imprimé sur beau papier mais ne sera pas vendu en librairie.

Il sera délivré, à partir du 1^{er} novembre, chez l'auteur ou envoyé par chemin de fer, car il se prêterait difficilement à un pliage pour la poste, dans un étui confectionné tout exprès, aux membres des *Sociétés Historiques de l'Orne et du Perche*.

Nous ne saurions trop engager les amateurs à enrichir leurs collections locales d'un véritable chef-d'œuvre peut-être unique dans son genre et à adresser dans le plus bref délai (car le tirage de cette vue est *très restreint et ne sera pas renouvelé*) leurs demandes à M. FOURNIER, 2, rue d'Alençon, à Mortagne (Orne).

Un exemplaire, avec un petit *guide historique* pris chez l'auteur, 5 fr. ; expédié franco par chemin de fer, 5 fr. 75. Ce prix de 0 fr. 75 d'emballage ne serait pas augmenté si plusieurs exemplaires étaient demandés par le même. Prière de bien indiquer la gare destinataire.

ERRATA

*concernant la poésie de M. Ch. Turgeon « EN FORÊT »,
publiée dans le Bulletin de janvier, p. 85.*

1° Au lieu de :

Dans la seconde demi-clarté du soleil qui s'éteint,

Lisez :

Dans la demi-clarté du soleil qui s'éteint...

2° Au lieu de :

Bruire toute chose à la fois,

Lisez :

Bruire toutes choses à la fois...

3° Au lieu de :

De l'âme ou du monde,

Lisez :

De l'âme du monde.

Le Gérant : A. DUMOUCHEL.

TABLE DES GRAVURES

	PAGES
Eglise de Courthioust.....	14
Eglise de Courthioust.....	15
Manoir de Courboyer.....	17
Eglise de Nocé.....	23
Manoir de Lormarin.....	28
Manoir de Lormarin.....	32
Manoir de La Lubinière.....	35
Ancien Porche de l'Abbaye de Saint-Denis et Abside de Saint-Laurent.....	46
Nogent-le-Rotrou : Verrière de l'église Saint-Laurent.....	47
La « Maison Blanche » à Nogent-le-Rotrou.....	48
Nogent-le-Rotrou : Maison du sire de Méréglise, 9, rue de la Rhône, détail du pignon (xvi ^e siècle) ..	50
Nogent-le-Rotrou : Maison du sire de Méréglise, 9, rue de la Rhône, Cheminée (xvi ^e siècle).....	51
Château et Donjon de Nogent-le-Rotrou.....	53
Nogent-le-Rotrou : Portail de l'Eglise Notre-Dame.....	54
Mausolée de Sully.....	55
Tombeau de Sully à Nogent-le-Rotrou.....	56
Nogent-le-Rotrou : « Hôtel du Soleil d'Or ».....	57
Manoir des Chaponnières.....	61
Prieuré de Sainte-Gauburge-de-la-Coudre.....	62
Prieuré de Sainte-Gauburge-de-la-Coudre	63
Prieuré de Sainte-Gauburge-de-la-Coudre : Porte de la Tourelle.....	64
Manoir de Langenardière.....	65
Lettrine : Le page des Feugerets.....	66
Lettrine : Ancienne Eglise abbatiale de Saint-Martin-du-Vieux- Bellême	72
Stalles de l'ancienne église abbatiale de Saint-Martin-du-Vieux- Bellême.....	76
La Perrière : Ancien Logis de Guillaume Mauger, évêque de Séez.....	77
La Perrière : Entrée de l'ancien Logis de Guillaume Mauger, évêque de Séez.....	78
Château de Montimer.....	80
Déjeuner en Forêt de Bellême.....	81
Ancienne Eglise de Saint-Hilaire-des-Noyers (aujourd'hui Chapelle du Château).....	98

	PAGES
La Vierge et l'Enfant-Jésus découverte à Saint-Hilaire-des-Noyers (début du xvii ^e siècle).....	102
Marie Duplessis (Portrait conservé à Saint-Evrault-de-Montfort).....	238
Glapion : Plan de l'ancien Château.	278
Armoiries.....	283, 289, 290
Armoiries.....	503
Armoiries des Rabodanges.....	507

HORS TEXTES

Manoir de Courboyer (plans et Chapelle).....	16	18
Château de Saint-Hilaire-des-Noyers (état au début du xix ^e siècle).....		20
Château de Saint-Hilaire-des-Noyers (état actuel).....		22
Manoir de la Lubinière.....		36
L'Ensevelissement du Christ en l'église Saint-Laurent de Nogent-le-Rotrou (xv ^e siècle).....		46
Nogent-le-Rotrou : Hôtel de la Papotière, 3, rue Bourg-le-Comte.....		48
Nogent-le-Rotrou : Escalier de l'ancienne Hôtellerie de « l'Ecu de Bretagne », 3, rue du Paty.....		50
L'Ensevelissement du Christ, groupe en terre cuite (xvi ^e siècle), en l'église de Saint-Cyr-la-Rosière..		66
Château des Feugerets.....		68
Plan de la terre de Saint-Hilaire-des-Noyers, levé par Touroude, en 1777.....		94
Jean Massard.....		134
J. Ballot.....		136
Marie-Edouard-Benjamin Vandier..		138
Jules-Théodore-Armand Vandier.....		140
Aristide-Jacques Boucicaut.....		142
Auguste Canivet.....		182
Panorama de Nonant-le-Pin.....		234
Glapion : Ferme (état actuel, 1907).....		277
Reliquaire Sainte-Scholastique... ..		280
Dispense de Bans (fac-simile).....		292
Eglise de Sainte-Scolasse (intérieur).....		296
Etang de Carabillon... ..		497
Trumeau de Cheminée du château d'Allendon..		506
Plaque de Cheminée du château d'Allendon.....		508
Plan de Mortagne, place forte et ville ouverte.....		526

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME

1^{er} BULLETIN

	PAGES
Bureau et Commission de Publication.....	V
Liste des Membres de la Société.....	VI
Sociétés savantes et Etablissements publics....	XIX
Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	1
Excursion archéologique dans le Perche, par MM. l'abbé RICHER et H. TOURNOUER.....	9
Première Journée.....	9
Deuxième Journée.....	45
Troisième Journée.....	71
Liste des Excursionnistes.....	86
Saint-Hilaire-des-Noyers, par M. H. TOURNOUER.....	89
Silhouettes Bellémoises, par M. H. TOURNOUER.....	123
Rapport annuel sur les Travaux de la Société, par M. le baron J. ANGOT DES ROTOURS.....	146
Les Institutions charitables de Bellesme au temps passé, par M. l'abbé DESVAUX.....	159
Une Etude Percheronne (Monologue), par M. H. DE BROC....	170
La Cheminée du Prieuré (Poésie), par M. Paul HAREL.....	173
Turquetin et la Petite Rose, par M. Paul HAREL.....	176
A Pierre Corneille (Poésie), par M. le baron Jules A. DES ROTOURS.....	180
Nécrologie : <i>M. Auguste Canivet</i> , par M. R. DE BRÉBISSEON..	182
<i>M. Gustave Daupeley</i> , par M. le comte DE SOUANCÉ	197
<i>M. De Broise</i> , par M. H. TOMERET.....	201
Bibliographie : <i>Le Centre du Houlme</i> , par M. l'abbé GOURDEL (compte-rendu par M. l'abbé GUERCHAIS)...	205

2^e BULLETIN

Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	209
Nonant-le-Pin (suite et fin), par M. Ch. VÉREL.....	217
Appendice : La Dame aux Camélias. par M. Ch. VÉREL	235
Notions Géographiques et Historiques sur la commune de la Ferrière-au-Doyen (suite), par M. Auguste BARON.....	243
Une Famille Alençonnaise : « Les Du Mesnil », par M. le comte DE SOUANCÉ.....	262
Glapion, par M. Georges SAVARY.....	277
Les Cèdres du Liban. par M. R. DE BRÉBISSEON.....	299

	PAGES
Chronique Ornaise, par M. l'abbé DESVAUX.....	305
Bibliographie : <i>Des Recueils collectifs de Poésies</i> , par M. F. LACHÈVRE (compte-rendu par le baron J. DES ROTOURS)	312

3^e BULLETIN

Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	315
Notions Géographiques et Historiques sur la commune de la Ferrière-au-Doyen (suite), par M. Auguste BARON.....	323
Inventaire des Documents pour servir à l'Histoire du duché d'Alençon, conservés dans les Archives Anglaises (suite), par M. Frédéric DUVAL.....	351
Bibliographie du département de l'Orne, pendant l'année 1906. par MM. DUVAL, l'abbé LETACQ et H. TOURNOUER....	367
Charles de Gaureault du Mont, gouverneur d'Alençon (1620-1621), par M. A. SURVILLE.....	388
La Cochère, par M. A. CHOLLET.....	394
Bibliographie : <i>Guillaume d'Orange et les Origines des Antilles Françaises</i> , par le vicomte DU MOTÉY (compte-rendu par R. G.).....	416

4^e BULLETIN

Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	419
Notions Géographiques et Historiques sur la commune de la Ferrière-au-Doyen (suite et fin), par M. Auguste BARON...	425
Un Martyr de Septembre 1792 dans l'Orne : Le Capucin Valframbert, par M. Henri BEAUDOUIN.....	439
Inventaire des Documents pour servir à l'Histoire du duché d'Alençon, conservés dans les Archives Anglaises (suite), par M. Frédéric DUVAL.....	465
Choix d'Étymologies françaises et argotiques, par M. le comte DE CHARENCEY.....	485
Carabillon, par M. R. DE BRÉBISSE.....	497
Nécrologie : <i>M. l'Abbé Ph. Barret</i> , par M. l'Abbé L. DUMAINE, vicaire général.....	513
Bibliographie : <i>Madame de Villedieu</i> , par E. MAGNE (compte-rendu par le baron J.-A. DES ROTOURS).....	517
<i>La Géographie botanique de la Bretagne</i> , par M. E. GADECEAU (compte-rendu par le baron J.-A. DES ROTOURS).....	519
<i>La Crémation et les rites funéraires du Cambodge</i> , par Adh. LECLÈRE (compte-rendu par M. Louis DUVAL).....	520
<i>Comptes-Rendus</i> , par M. Louis DUVAL.....	521
Avis : Mortagne Place forte et Ville ouverte.....	526
Errata.....	527

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06822 8934

